



HAL
open science

Une géographie de la multi-localisation familiale : ruralités nicaraguayennes à l'épreuve des mobilités (cas de la vallée du Río Negro)

Anaïs Trousselle

► To cite this version:

Anaïs Trousselle. Une géographie de la multi-localisation familiale : ruralités nicaraguayennes à l'épreuve des mobilités (cas de la vallée du Río Negro). Géographie. Université Paul Valéry - Montpellier III, 2019. Français. NNT : 2019MON30087 . tel-02975524

HAL Id: tel-02975524

<https://theses.hal.science/tel-02975524>

Submitted on 22 Oct 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de
Docteur

Délivré par l'**Université Paul-Valéry Montpellier III**

Préparée au sein de l'école doctorale 60 « Territoires,
Temps, Sociétés et Développement »
Et de l'unité de recherche ART-Dev « Acteurs, Ressources
et Territoires dans le Développement » (UMR 5281)

Spécialité : **Géographie et aménagement de l'espace**

Présentée par **Anaïs Trousselle**

**UNE GÉOGRAPHIE DE LA
MULTI-LOCALISATION FAMILIALE.
RURALITÉS NICARAGUAYENNES À L'ÉPREUVE DES
MOBILITÉS (CAS DE LA VALLÉE DU RÍO NEGRO)**

Soutenue le 9 décembre 2019 devant le jury composé de

Mme Virginie BABY-COLLIN, Professeure des universités, Université de Provence Aix-Marseille	Rapporteure
Mme Florence BOYER, Chargée de recherche, Institut de Recherche pour le Développement (IRD)	Examinatrice
Mme Geneviève CORTES, Professeure des universités, Université Paul-Valéry Montpellier III	Directrice
M. Laurent FARET, Professeur des universités, Université Paris Diderot	Examineur
Mme Sandrine FRÉGUIN-GRESH, Chercheure, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)	Directrice
M. Pierre GASSELIN, Ingénieur de recherche, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)	Examineur
Mme Delphine MERCIER, Directrice de Recherche, Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)	Rapporteure
M. Thomas PFIRSCH, Maître de conférences, Université Polytechnique Hauts de France	Examineur

UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY – MONTPELLIER III
Arts, Lettres, Langues, Sciences Humaines et Sociales
Ecole Doctorale n°60 « Territoires, Temps, Sociétés et Développement » UFR III
« Sciences Humaines et Sciences de l'Environnement »

Laboratoire ART-Dev – UMR 5281
Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ PAUL-VALÉRY – MONTPELLIER III
Discipline : Géographie et aménagement de l'espace

THÈSE présentée par
Anaïs TROUSSELLE

**UNE GÉOGRAPHIE DE LA MULTI-LOCALISATION FAMILIALE.
Ruralités nicaraguayennes à l'épreuve des mobilités (cas de la vallée du Río Negro)**

Sous la direction de
Mme **Geneviève CORTES** et Mme **Sandrine FRÉGUIN-GRESH**

Soutenue le 9 décembre 2019 devant le jury composé de

Mme Virginie BABY-COLLIN, Professeure des universités, Université de Provence Aix-Marseille	Rapporteure
Mme Florence BOYER, Chargée de recherche, Institut de Recherche pour le Développement (IRD)	Examinatrice
Mme Geneviève CORTES, Professeure des universités, Université Paul-Valéry Montpellier III	Directrice
M. Laurent FARET, Professeur des universités, Université Paris Diderot	Examineur
Mme Sandrine FRÉGUIN-GRESH, Chercheuse, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)	Directrice
M. Pierre GASSELIN, Ingénieur de recherche, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA)	Examineur
Mme Delphine MERCIER, Directrice de Recherche, Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS)	Rapporteure
M. Thomas PFIRSCH, Maître de conférences, Université Polytechnique Hauts de France	Examineur

Résumé

Cette thèse s'inscrit dans une réflexion géographique sur les recompositions rurales à l'œuvre au Nicaragua. Elle interroge les incidences des mobilités spatiales sur les pratiques, les stratégies et la reproduction socio-économiques des familles. Plus généralement, elle questionne le devenir des agricultures et des sociétés rurales.

À travers le concept de système familial multi-localisé, la thèse analyse la manière dont les espaces de vie familiaux se construisent dans la dispersion géographique à partir du maintien des liens sociaux dans la distance et le temps. L'objectif est de comprendre comment ces liens, et l'ensemble des arrangements qui se jouent à l'échelle de la famille nucléaire ou élargie, font ressource dans les stratégies et les trajectoires de moyens d'existence des ruraux.

La région d'étude est la vallée du Río Negro, au nord du Nicaragua, située en périphérie des axes de développement du pays. Dans cette région rurale soumise à de fortes contraintes agro-climatiques, les populations diversifient leur système d'activité, en pratiquant des mobilités circulaires de proximité et frontalières, ou en migrant vers des destinations plus lointaines, en Europe ou dans les Amériques. Pour documenter ces dynamiques, la recherche se fonde sur une méthodologie plurielle de collecte de données croisant entretiens, récits de vie, observations participantes, reconstitutions des trajectoires familiales, dans le cadre d'enquêtes multi-situées, visant à suivre les familles dans leurs lieux de résidence et d'activité à travers plusieurs pays (Nicaragua, Costa Rica, Espagne, États-Unis).

La thèse propose au final une géographie par le bas, qui accorde une place primordiale aux pratiques et aux représentations, aux expériences vécues et aux trajectoires de vie, ainsi qu'aux stratégies et aux intentionnalités des individus et de leurs familles dans leur rapport à l'espace. Les dynamiques de l'espace local d'origine sont ainsi pensées dans leurs liens à l'ailleurs. La thèse met à jour la force du lien familial à distance dans les stratégies quotidiennes des populations, la flexibilité des organisations familiales aux contours mouvants et, au final, le rôle central de la ressource sociale. Dans le même temps, elle met en évidence une différenciation des familles dans leurs manières de faire avec l'espace, du fait d'une inégalité d'accès aux différentes ressources (migratoires, économiques, physiques, sociales) et d'une asymétrie des rapports sociaux intra-familiaux. La thèse pose également la question cruciale du coût social élevé des systèmes familiaux multi-localisés, lié à l'épreuve du franchissement des frontières, aux difficiles conditions d'emploi à destination, ou encore à la séparation et à l'absence qu'induit la dispersion au sein du monde d'aujourd'hui.

Mots-clés : Enquête multi-située, famille, mobilités spatiales, multi-localisation familiale, Nicaragua, ruralité, trajectoires.

Abstract

This thesis is part of a geographical reflection on rural recompositions at work in Nicaragua. It examines the impact of spatial mobility on the socio-economic practices, strategies and reproduction of families. More generally, it questions the future of agriculture and rural societies.

Through the concept of a multi-localized family system, the thesis analyses how family living spaces are constructed in geographical dispersion from the maintenance of social ties in distance and time. The objective is to understand how these links, and the set of arrangements that are played out at the level of the nuclear or extended family, are a resource in rural livelihood strategies and trajectories.

The study area is the Río Negro valley in northern Nicaragua, located on the periphery of the country's development axes. In this rural region subject to strong agro-climatic constraints, populations diversify their system of activity, by practicing circular local and border mobility, or by migrating to more distant destinations in Europe or the Americas. To document these dynamics, the research is based on a plural methodology of data collection combining interviews, life stories, participating observations, reconstructions of family trajectories in the context of multi-sited surveys, aimed at following families in their places of residence and activity across several countries (Nicaragua, Costa Rica, Spain, United States).

The thesis finally proposes a bottom geography, which gives a primordial place to practices and representations, to lived experiences and life trajectories, as well as the strategies and intentionalities of individuals and their families in their relationship to space. The dynamics of the original local space are thus thought in their links to the elsewhere. The thesis reveals the strength of the remote family link in the daily strategies of populations, the flexibility of family organizations with shifting contours and, ultimately, the central role of the social resource. At the same time, it highlights a differentiation of families in their ways of dealing with space, due to unequal access to different resources (migratory, economic, physical, social) and an asymmetry in intra-family social relations. The thesis also raises the crucial question of the high social cost of multi-localized family systems, linked to the challenge of crossing borders, the difficult conditions of employment at destination, or the separation and absence that dispersion induces in today's world.

Keywords: Multi-site survey, family, spatial mobility, multi-site family, Nicaragua, rurality, trajectories.

Remerciements

Cette thèse a été une aventure humaine exceptionnelle, une histoire de rencontres, un voyage avec moi-même et une découverte d'un monde riche et pluriel. Je tiens ainsi à remercier les personnes qui ont accompagné ce parcours à la fois personnel et professionnel.

Mes plus chers remerciements sont adressés à mes directrices de thèse, Geneviève Cortes et Sandrine Fréguin-Gresh, pour leur confiance envers ma personne et leur engagement dans la réalisation de cette recherche. Leurs conseils, leur rigueur et leur détermination ont largement alimenté mon travail et ont impulsé, à chaque étape, mon envie de renforcer ma maîtrise de la démarche scientifique. Je me remémore avec joie nos moments à réfléchir à trois autour d'une table et ces instants partagés sur mon terrain d'étude.

Plus particulièrement, je remercie Geneviève Cortes pour son écoute constante et sa disponibilité permanente. Au-delà de l'exercice de la thèse, son accompagnement dans mon expérience de ce monde professionnel et notamment, de l'enseignement et du fonctionnement institutionnel, m'a été précieux. Je remercie Sandrine Fréguin-Gresh pour avoir été, bien avant que cette thèse ne commence et tout du long, un soutien remarquable sur le terrain dans toutes les dimensions qu'il impose. Grâce à son dynamisme, j'ai pu participer à différents événements scientifiques et communiquer, sous de multiples supports, mes travaux.

Je tiens à remercier Laurent Faret, Hélène Guétat-Bernard et Jean-Michel Sourisseau, membres de mon comité de suivi de thèse, dont les conseils ont participé à améliorer la qualité du manuscrit et m'ont permis de construire et d'assumer mon identité de chercheure.

J'ai réalisé ma recherche dans l'UMR « Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement » au sein de laquelle j'ai pu bénéficier des compétences cartographiques de Stéphane Coursière, statistiques de Lala Razafimahefa et du soutien administratif (et pas que) de Christiane Lagarde, Géraldine Mette, Lalao Ranaivo Rainizantsoa-Suire, Corinne Calvet et Évelyne Defort. Je les remercie ainsi que les collègues avec qui j'ai échangé et qui m'ont conseillé au cours de ces années, en particulier, Stéphane Ghiotti, Valérie Lavaud-Letilleul, Lucile Médina et Julie Trottier.

Durant mes séjours au Nicaragua, j'ai été chaleureusement accueillie au sein de l'institut Nitlapan grâce à l'équipe de recherche de Selmira Flores. Je les remercie pour leur appui sur le terrain, nos échanges sur mon travail ainsi que pour ces bons moments partagés à chacun de mes retours à la capitale.

Mon envie de me lancer dans le doctorat est née suite à ma rencontre avec Jean-Philippe Colin, Pierre Gasselin et Éric Léonard lors de leurs interventions à l'Istom. Je les en remercie, ainsi que pour nos discussions lors de nos rencontres.

Je remercie l'équipe de l'Istom de faire perdurer nos liens aujourd'hui encore.

Je remercie grandement Virginie Baby-Collin, Florence Boyer, Laurent Faret, Pierre Gasselin, Delphine Mercier et Thomas Pfirsch qui ont accepté de participer au jury de cette thèse.

Cette thèse trouve son sens, et son auteure sa motivation, dans ces rencontres avec ces femmes, ces hommes et ces enfants originaires de la vallée du Río Negro. Je leur exprime toute ma reconnaissance pour la confiance et le temps qu'ils m'ont accordés ainsi que les récits qu'ils m'ont livrés.

Merci à Pierre Merlet pour nos moments partagés et son humour, et pour avoir fait, avec sa famille, de leur maison mon point de repère au Nicaragua.

Merci à Frédéric Riquier d'avoir sillonné, certaines journées trop chaudes ou trop pluvieuses, les routes de la vallée du Río Negro à mes côtés, d'avoir écouté les réalités de ses habitants et d'être toujours là, prêt à m'accueillir.

Merci à Agnès Delefortrie de m'avoir permis d'enquêter auprès de différents acteurs de la filière ananas à Pital, au Costa Rica.

Partager avec eux ces années de doctorat, a été une expérience unique et une joie immense. Merci à mes collègues doctorants et amis, de la salle 252 et d'ailleurs : Lucile Garçon, Sergio Magnani, Paula Dolci, Célia Innocenti, Rita Aluberque, Louise Clochey, Nora Nafaa, Marion Fracassi, Lauriane Gay, Maria Fernanda de Torres Álvarez, Marème Niang Ndiaye, Karim Kadir, Fadia Merabet, Emanuele Giordano, Camille Jahel, Chloé Salembier et Noémie Gonda.

Merci à Jeanne Perrier pour sa délicatesse et sa présence tout du long.

Merci à Itane Lacrampe-Camus pour son énergie, sa sensibilité et ses rires.

Je remercie sincèrement mon amie Nelly Leblond qui a accompagné, au quotidien et dans toutes ces étapes, ces années de doctorat de ses qualités scientifiques et humaines hors pair.

Je tiens à remercier mon équipe de relecteur·rice·s dont l'engagement m'a touché et a permis de parfaire ce manuscrit : Léa Bonenfant, Alice Demangel, Paula Dolci, Lucile Garçon, Camille Jahel, Martine Jouitteau, Fanny Jouitteau, Julie Launay, Tamara Le Duc, Nelly Leblond, Nathalie Leroy, Corentin Lesurque, Jeanne Perrier, Chloé Salembier et Héloïse Simon.

Avec tout mon amour,

merci à mes ami·e·s qui accompagnent si joliment ma vie.

merci à mes parents de m'avoir donné l'envie de découvrir et de comprendre l'ailleurs et tout autant de raisons de revenir à chaque fois. Merci pour leur indéfectible soutien et leurs encouragements permanents dans ce projet comme dans tous les autres.

merci à ma sœur d'être présente à chaque instant et dans toutes les situations, dotée de sa joie de vivre et de son humour inégalable.

merci à Tam pour son intérêt constant pour mon sujet, pour sa sérénité tout du long, pour la douceur de notre quotidien et pour nos ancrages à venir.

Sommaire

Résumé	1
Abstract	2
Remerciements	3
Sommaire	5
Sigles et acronymes utilisés.....	8
Lexique des termes en espagnol	10
Avant-propos	11
Introduction générale.....	12
Enjeux de la recherche : ruralités, mobilités et développement	13
La vallée du Río Negro au Nicaragua comme point de départ de la recherche	15
Contribuer à une géographie de la multi-localisation familiale	18
Une méthodologie de recherche qualitative et multi-située	20
Organisation de la thèse.....	21
Chapitre 1 Dynamiques territoriales de la vallée du Río Negro : une zone périphérique et d’interface	23
1. Des ruralités périphériques, historiquement marquées par la diversification des activités et la mobilité	24
2. Organisation territoriale de la vallée du Río Negro : vulnérabilités et nouveaux élans d’une région d’interface.....	47
Conclusion.....	66
Chapitre 2 Conceptualiser et enquêter la famille multi-localisée	68
1. Ancrage théorique et cadre analytique de la multi-localisation familiale	68
2. Le dispositif global de recueil de données : une démarche méthodologique qualitative et multi-située	90
3. Justification du choix des sites d’enquête hors zone d’étude	105
4. Retour réflexif sur la démarche méthodologique	112
Conclusion.....	121
Chapitre 3 L’espace de dispersion des familles. Migrer et circuler.	122
1. L’hétérogénéité sociodémographique des sphères familiales	122
2. Diachronie de la dispersion et des mobilités	129
3. L’espace de dispersion aujourd’hui.....	142
Conclusion.....	148
Chapitre 4 Logiques et morphologies socio-spatiales de la famille dispersée.....	149
1. Appréhender la famille dispersée : cycle de vie et membres mobiles.....	151
2. S’organiser dans la dispersion : recomposition des situations résidentielles et des ménages	164

3. Construire l'espace de dispersion : morphologies des multi-localisations familiales	180
4. Articuler la migration avec les mobilités circulaires	193
Conclusion	194
Chapitre 5 Vivre et travailler dans la vallée du Río Negro	196
1. Produire. Les activités agricoles et d'élevage au cœur des moyens d'existence des familles rurales	199
2. Diversifier ses activités hors de l'exploitation : les opportunités locales ou au Nicaragua	230
Conclusion	257
Chapitre 6 Vivre et travailler hors des frontières	260
1. Les grandes tendances de l'insertion professionnelle et des activités hors des frontières	263
2. Costa Rica : ancienneté du champ migratoire, diversité des emplois et des formes de mobilité.....	271
3. Le Salvador : proximité, emplois à dominante masculine et saisonnière.....	282
4. Le Guatemala : le travail masculin dans l'industrie du textile	287
5. Le Panama, une nouvelle alternative à proximité	292
6. États-Unis : de la précarité aux perspectives incertaines d'ascension sociale.....	295
7. La migration vers l'Espagne : une filière féminisée et tournée vers les services à la personne.....	305
8. Effets de porosité entre les destinations migratoires	308
Conclusion	317
Chapitre 7 Mise en mobilité et réseaux	319
1. Le rôle de la famille dans la mise en mobilité.....	321
2. Traverser la frontière sud des États-Unis : une mobilisation collective pour une épreuve en solitaire	340
3. Les autres registres de la migration : être accueilli et travailler	360
Conclusion	368
Chapitre 8 Projets de mobilités et circulations.....	370
1. Construction du projet de mobilité : du sens à donner au départ au « contrat de mobilité »	372
2. Les projets de mobilité à l'épreuve de l'expérience	393
3. Les circulations comme levier des projets de mobilité	412
Conclusion	431
Chapitre 9 Moyens d'existence, trajectoires et architectures des systèmes familiaux multi-localisés.....	433
1. Trajectoires des moyens d'existence des familles nucléaires de la vallée du Río Negro au prisme de la multi-localisation.....	434
2. Les systèmes familiaux multi-localisés à l'échelle du groupe familial et de la sphère familiale : asymétrie des liens et reproduction intergénérationnelle	462

Conclusion.....	481
Conclusion générale	484
Retour sur les défis méthodologiques d'une démarche centrée sur la famille multi-localisée	484
Un élargissement de l'espace de dispersion, des filières familiales de mobilité.....	485
Les arrangements familiaux dans la dispersion : un levier de l'accès aux ressources et de mise en œuvre de systèmes d'activité composites.....	486
La capacité inégale à combiner les activités et articuler les lieux	488
Les circulations au prisme des projets de mobilité...et du développement ?.....	489
Le coût social des systèmes familiaux multi-localisés	491
Ébauches de pistes pour poursuivre	492
Bibliographie.....	494
Table des illustrations	518
Table des matières	527
Annexes	537

Sigles et acronymes utilisés

Les sigles et acronymes sont définis dans le texte lorsqu'ils sont mentionnés pour la première fois.

ALBA	<i>Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América</i> – Alliance Bolivarienne des Amériques
ANN	<i>Asamblea Nacional de Nicaragua</i> – Assemblée Nationale de Nicaragua
APP	<i>Area de Propiedad del Pueblo</i> – Aire de Propriété du Peuple
BCN	<i>Banco Central de Nicaragua</i> – Banque Centrale de Nicaragua
BID	<i>Banco Interamericano de Desarrollo</i> – Banque Interaméricaine de Développement
BND	<i>Banco Nacional de Nicaragua</i> – Banque Nationale de Développement
CA-4	<i>Convenio Centroamericano de libre movilidad</i> – Accord Centraméricain de libre mobilité
CARUNA	<i>Cooperativa de Ahorro y Crédito Caja Rural Nacional</i> – Coopérative d'Épargne et de Crédit de la Caisse Rurale Nationale
CAS	<i>Cooperativas Agrícolas Sandinistas</i> – Coopératives agricoles sandinistes
CCS	<i>Cooperativas de Créditos y Servicios</i> – Coopératives de crédits et de services
CEI	<i>Centro de Exportaciones e Inversiones</i> – Centre des Exportations et des Investissements
CELADE	<i>Centro Latinoamericano y Caribeño de Demografía</i> – Centre Latino-américain et des Caraïbes de Démographie
CEPAL	<i>Comisión Económica para América Latina y el Caribe</i> – Commission Économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i> – Agence Centrale de Renseignement
CSM	<i>Cooperativas de « Surco Muerto »</i> – Coopérative du « Surco Muerto »
DAES	Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations-Unies
ENOS	<i>El Niño de la Oscilación Sur</i>
FDL	<i>Fondo de Desarrollo Local</i> – Fond de Développement Local
FMI	<i>Fondo Monetario Internacional</i> – Fonds Monétaire International
FSLN	<i>Frente Sandinista de Liberación Nacional</i> – Front Sandiniste de Libération Nationale
GF	Groupe familial
GRAB	Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique
INE	<i>Instituto Nacional de Estadística</i> – Institut National de Statistique
INEC	<i>Instituto Nacional de Estadística y Censos</i> – Institut National de Statistique et des Recensements
INED	Institut National d'Études Démographiques
INETER	<i>Instituto Nicaragüense de Estudios Territoriales</i> – Institut Nicaraguayen des Études Territoriales

INIDE	<i>Instituto Nacional de Información de Desarrollo</i> – Institut National d'Information sur le Développement
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
INTA	<i>Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria</i> – Institut Nicaraguayen de Technologie Agricole
IRAM	Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
MAGFOR	<i>Ministerio Agropecuario y Forestal</i> – Ministère Agricole et Forestier
MARENA	<i>Ministerio del Ambiente y los Recursos Naturales</i> – Ministère de l'Environnement et de Ressources Naturelles
MCCA	<i>Mercado Común Centroamericano</i> – Marché Commun Centraméricain
MEFCCA	<i>Ministerio de Economía Familiar, Comunitaria, Cooperativa y Asociativa</i> – Ministère de l'Économie familiale, Communautaire, Coopérative et Associative
MTI	<i>Ministerio de Transporte e Infraestructura</i> – Ministère du Transport et des Infrastructures
NEMT	Nouvelle Économie des Migrations de Travail
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs du Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrants
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OP	Orientation Productive
PAS	Plans d'Ajustement Structurels
PEN	<i>Plan Estratégico Nacional</i> – Plan Stratégique National
PIB	Produit Intérieur Brut
PNA	<i>Programa Alimentario Nacional</i> – Programme Alimentaire National
PNAIR	<i>Plan Nacional de Agroindustria Rural</i> – Plan National pour l'Agro-industrie Rurale
PNDH	<i>Plan Nacional de Desarrollo Humano</i> – Plan National de Développement Humain
PNF	<i>Programa Nacional Forestal</i> – Programme Forestier National
RAAN	<i>Región Autónoma del Atlántico Norte</i> – Région Autonome Atlantique Nord
RAAS	<i>Región Autónoma del Atlántico Sur</i> – Région Autonome Atlantique Sud
SALIMA	Sécurité ALimentaire des Individus des Ménages Agricoles au Nicaragua
SF	Sphère familiale
SFM	Système familial multi-localisé
SICREMI	<i>Sistema Continuo de Reportes sobre Migración Internacional en las Américas</i> – Système d'observation permanente des migrations internationales pour les Amériques
SRL	<i>Sustainable Rural Livelihoods</i> – Moyens d'existence durables en milieu rural
UNAN	<i>Universidad Autónoma de Nicaragua</i> – Université Autonome du Nicaragua

Lexique des termes en espagnol

<i>Apante</i>	Troisième cycle de culture se réalisant de novembre à mars.
<i>Censo</i>	Correspond au recensement de la population.
<i>Contras</i>	Désigne les « contre-révolutionnaires », réunissant l'oligarchie agraire, l'Église, les anciens somocistes et les classes populaires déçues lors de la guerre civile qui sévit de 1982 à 1989 au Nicaragua.
<i>Coyote</i>	Le coyote est le nom donné aux passeurs qui guident les migrants sur la route migratoire vers les États-Unis.
<i>Cuajada</i>	Lait de vache transformé en caillé frais et déguster comme un fromage.
<i>Ejido</i>	Forme particulière de propriété foncière. Elle correspond à un collectif de paysans doté d'une personnalité juridique et d'un patrimoine foncier attribué par l'État (Léonard, 2014).
<i>Hacienda</i>	Grande exploitation agricole et/ou pastorale en Amérique latine (Dictionnaire Larousse).
<i>Manzana</i>	Unité de mesure équivalant à 0,7 hectare ou 7 000 mètres carrés.
<i>Maquiladora/ Maquila</i>	Zone de traitement pour l'exportation en Amérique latine. Ces usines d'assemblage bénéficient par exemple d'une exonération des droits de douane.
<i>Municipio</i>	Unité administrative équivalent à la commune en France.
<i>Padrón</i>	Correspond au registre municipal, outils utilisé par les statistiques de démographie en Espagne.
<i>Postrera</i>	Deuxième cycle de culture se déroulant d'août à novembre.
<i>Primera</i>	Premier cycle de culture se réalisant de mai à juillet.
<i>Solar</i>	Il s'agit de l'emplacement où se situe la maison. Sa taille avoisine en moyenne 0,25 manzanas soit 1 800 mètres carrés.
<i>Tortilla</i>	Galette de maïs ou de blé base de l'alimentation.

Avant-propos

Afin de faciliter la lecture du manuscrit :

L'italique est employé pour les termes en anglais, en espagnol ou en latin ainsi que pour distinguer les extraits d'entretiens et les citations issues de la littérature.

Les guillemets sont utilisés pour encadrer des concepts ou des notions théoriques, les extraits d'entretiens et les citations issues de la littérature.

Les extraits d'entretien ont été traduits de l'espagnol par l'auteure.

Les citations issues de la littérature avec un astérisque ont été traduites par l'auteure de l'espagnol ou de l'anglais.

Les prénoms et noms des enquêtés ont été modifiés afin de préserver leur anonymat.

Les âges présentés correspondent à ceux des individus en 2015.

Cette version électronique comporte des renvois vers les chapitres et les illustrations afin de faciliter la navigation au sein du manuscrit.

Des fiches de synthèse par chapitre sont également proposées en annexe 1. Leur objectif est de faciliter la compréhension des données utilisées pour chaque analyse et l'identification des principaux résultats obtenus.

Introduction générale

« Les migrants, peut-on dire, ont une « science du concret ». Ils bricolent avec ce qu'ils sont, avec d'où ils viennent et où ils vont. La migration en effet montre des trajets compliqués plus que des trajectoires linéaires. » (Boulbina, 2013: 21)

Avril 2016, La Nouvelle-Orléans (États-Unis). Cela ne fait que quelques jours que je connais Lila. Comme d'autres, cette rencontre, m'a semblé relever de l'évidence tant elle était naturelle. Lila et son mari m'ont accueillie chaleureusement, comme l'avaient fait auparavant ses parents et ses sœurs lors de mes séjours dans la vallée du Río Negro (Nicaragua). Nos échanges se sont de suite inscrits dans un quotidien éphémère, parfois pour les objectifs de ma recherche, parfois pour le simple fait de partager, ensemble, sa vie là-bas.

Ce jour-là, Lila, son fils et son frère m'invitent au buffet chinois. La majorité de la clientèle est hispanique, et je comprends alors que la fréquentation de ce restaurant est une façon d'exprimer une certaine réussite dans la poursuite du rêve américain. Sur la route, mon hôte, soucieuse de me montrer qu'elle avait les moyens de sa générosité, avait fait une première escale dans un café pour que j'avale un petit déjeuner tardif. Moins d'une heure plus tard, je me retrouve attablée sans appétit mais ravie. Nous rions d'anecdotes et de souvenirs relatifs à la vallée du Río Negro et à La Nouvelle-Orléans, chacun à notre manière témoignant de notre expérience d'un monde en mouvement.

« C'est bien ce monde en mouvement qui dérange et effraie car une position n'a de sens qu'à être stable, de même qu'une place n'a de signification qu'à être prise. Que d'autres bougent et c'est l'effroi garanti pour qui tient à sa position ou à sa place. C'est pourquoi la mobilité est toujours apparue à la fois comme un danger politique et une figure de l'intelligence philosophique. » (ibid.: 21)

Derrière Lila, la télévision tourne en continu. Nous n'y prêtons guère attention, nos voix couvrant largement son bruit. Puis, Donald Trump, alors candidat républicain, apparaît. Il s'exprime sur l'un des thèmes phares de son programme politique, l'immigration. Lila se tait et écoute de dos. « Renforcer le mur », « Expulser les immigrants clandestins et criminels », « Abroger le droit du sol », « Renforcer les effectifs de police » énonce-t-il.

J'observe Lila et ce candidat, tous deux face à moi, puis je parcours du regard ces inconnus installés à d'autres tables, états-uniens ou étrangers. La plupart sont les cibles du discours que Donald Trump est en train de proférer. Je repense alors à cette phrase d'Edward Saïd, qui dit qu'il suffit de parler pour faire taire ces autres

que l'on accuse¹. À cet instant, face à Lila et sa famille, j'éprouve la conscience aigüe que tous ces gens sont ces sans-voix, ceux dont on postule le silence pour mieux les nommer et maintenir ainsi un ordre du monde² dont ils sont exclus.

Lila regarde son fils faire son troisième aller-retour vers le buffet avec pleins de nouvelles envies de dégustation, puis nous regarde, son frère et moi : « Voilà comment te rappeler ce que tu es aux yeux de certains. Moi qui pensais avoir plutôt bien réussi et avoir fait mes preuves ici et au pays ».

Cet épisode m'a renforcée dans l'idée que ma recherche poursuivait un but, celui de documenter les différentes réalités auxquelles sont confrontés les individus mobiles, loin de la vision réductrice et stigmatisante du candidat à la présidentielle. Je me suis alors consacrée, au travers de cette thèse, à réinscrire les pratiques de Lila et d'autres depuis leur lieu d'origine, la vallée du Río Negro au Nicaragua. Je voulais ainsi rendre compte des parcours de ces individus ; relater les risques qu'ils ont encourus, eux et leurs proches ; énoncer les projets qu'ils avaient au départ, mais aussi ceux qu'ils ont abandonnés, recréés et modifiés au cours de leurs trajectoires ; raconter les mobilités mais aussi les immobilités qu'ils ont pu mettre en œuvre et le coût émotionnel qui leur est associé. En somme, mon objectif était de redonner corps, à travers cette recherche, aux conditions et aux identités plurielles de ces femmes et de ces hommes.

Enjeux de la recherche : ruralités, mobilités et développement

La logique est aujourd'hui au renforcement et à la multiplication des frontières liée, entre autres, à des politiques migratoires toujours plus restrictives en dépit de leurs résultats mitigés (Sassen, 2010), des murs toujours plus imposants (Quétel, 2012) et des discours à la fois médiatique et politique qui, pour certains, amplifient et stigmatisent le phénomène migratoire dans les sociétés de destination (Boulbina, 2013). La migration économique, et plus généralement les mobilités spatiales liées à la quête d'un emploi et de meilleurs revenus, recouvrent pourtant des réalités humaines multiples (Agier, 2016), qui se sont largement complexifiées au cours des dernières décennies.

¹ Saïd, Edward. 2000. Culture et Impérialisme. Paris: Fayard. 555 p. Se référer également à Bourdieu, Pierre. 1977. « Une classe objet ». Actes de la Recherche en Sciences Sociales 17 (1): 2-5. Dans ce texte, il analyse le cas des paysans témoignant de réalités similaires.

² Comme l'explique M. Agier (2016), l'« étranger » est utilisé par les gouvernements pour redéfinir le « nous » en désignant qui fait partie ou non de la société. Les migrants sont souvent perçus comme faisant effraction dans les sociétés, ébranlant l'ordre en place (Boulbina, 2013).

Introduction générale

Si le processus généralisé d'urbanisation explique l'origine de plus en plus urbaine des flux migratoires, le monde rural dans les pays des Suds reste particulièrement marqué par la mobilité des populations, à la fois aux échelles nationales et internationales. Comme l'attestent de nombreux travaux, en particulier certaines recherches en géographie développées depuis les années 2000 en Amérique Latine (Cortes, 2000; Vassas Toral, 2011; Rebaï, 2012; Prunier, 2013; Vaillant, 2013), les mobilités dans les sociétés rurales, sous des formes plurielles, sont souvent très anciennes, tout comme la diversification des activités, associées ou non à ces mobilités. Les familles rurales, en effet, ne sont pas uniquement agricoles mais développent des activités largement diversifiées économiquement et spatialement (Reardon et al., 2001; De Grammont, 2004), en même temps qu'elles entretiennent des liens étroits avec la ville (Chaléard et Dubresson, 1999; Cortes et Faret, 2009).

Dans ces contextes de ruralités complexifiées, pourtant encore largement marquées par le poids de l'agriculture familiale, ces travaux posent, sous des angles variés, la question des incidences des mobilités sur la reproduction sociale des familles, tout comme sur le devenir des agricultures et des sociétés rurales plus généralement. Il est depuis longtemps admis que la mobilité, et les activités non agricoles, jouent un rôle important et croissant dans les stratégies d'existence des familles rurales. Pour autant, leur prégnance ne cesse d'alimenter le débat crucial sur le lien entre migrations (versus mobilités) et développement, suscitant une grande diversité de points de vue et d'angles d'analyse, selon que ce lien soit perçu comme positif ou négatif (Skeldon, 1990; Massey et al., 1998). Toujours est-il que l'analyse de ce lien a été particulièrement renouvelée par la prise en compte des dispositifs réticulaires et des circulations d'argent mais aussi de biens ou de savoir-faire, qui accompagnent les déplacements des individus et des groupes, et qui tissent des liens entre espaces d'origine et de destination (Simon, 1979; Bêteille, 1981; Rosental, 1999). La portée de ces dispositifs réticulaires et des circulations qui en résultent, liée aux conditions de la mise en mobilité, a particulièrement été débattue au regard des ressources qu'elle génère pour les familles et du maintien des ruraux dans leur espace d'origine.

Ma thèse prolonge ces différents travaux en s'inscrivant dans cette réflexion large sur le lien entre mobilités, ruralité et développement. S'interroger sur ce lien demeure crucial aujourd'hui, dans un contexte contemporain où l'on fait le constat de plusieurs processus conjoints, entre autres : *i*) la persistance de la pauvreté rurale au Sud ; *ii*) les fortes contraintes environnementales et économiques qui pèsent sur le développement d'une agriculture familiale

viaible, dont les instances internationales et gouvernementale reconnaissent pourtant l'importance pour la sécurité alimentaire aux échelles locales, nationales ou globales ; *iii*) la fermeture des frontières et le durcissement des contrôles, alors même qu'augmentent les mobilités et que leurs formes se diversifient (migrations internes et internationales, mobilités circulaires de courtes durées, etc.). Cette intensification des mobilités est liée à de multiples facteurs corollaires – urbanisation, recomposition des marchés du travail, facilitation des déplacements et des mises en réseaux par les moyens de communication, etc. –, que beaucoup d'auteurs associent à un processus de mondialisation mais aussi d'inégalités croissantes (Lindert et Williamson, 2002; Simmons, 2002; Abélès, 2008; Berthomière, 2009).

Nourrie par ces contextes de changement, ma thèse cherche à éclairer le « fait mobilitaire » en milieu rural, en le confrontant à la question des dynamiques économiques et sociales de ces espaces où le devenir des agricultures familiales, et plus largement les perspectives d'existence des familles, constituent un enjeu fort. En décryptant le quotidien de la population originaire de la vallée rurale du Río Negro au Nicaragua, cette recherche positionne les pratiques de mobilité, aux échelles nationales et internationales, au cœur des stratégies familiales. Ces mobilités se déploient dans des lieux pluriels, dans des destinations plus ou moins lointaines, où les individus et les familles construisent des ancrages, éphémères ou permanents, confrontés à des insertions plus ou moins précaires dans les économies des pays de destination. En mettant la focale d'analyse sur le lien à l'origine, tout en mettant un pied dans les pays de destination, c'est à une réflexion sur les ruralités à « l'épreuve » des mobilités que cette thèse entend contribuer.

La vallée du Río Negro au Nicaragua comme point de départ de la recherche

Ma recherche a pour point de départ le Nicaragua, pays d'Amérique centrale, dont la population s'élève à 6 223 000 d'habitants en 2015 (CELADE, 2019). Les enjeux autour du lien entre mobilités, ruralités et développement se posent avec acuité dans ce pays, dont l'histoire est traversée par de multiples crises. Pays à faible revenu au sein de l'isthme centraméricain, son itinéraire a été ponctué de crises sociales, politiques et économiques couplées à des catastrophes naturelles. À la différence des autres pays centraméricains qui ont amorcé un changement structurel au cours du 20^{ème} siècle, l'économie nicaraguayenne repose, historiquement et aujourd'hui encore, largement sur l'agriculture. Le secteur primaire

Introduction générale

représente 71% des exportations du pays vers les marchés centraméricains puis états-unien, 21% du Produit Intérieur Brut (PIB) et génère 31% des emplois (Pérez et Fréguin-Gresh, 2015). Ce secteur s'est historiquement et aujourd'hui encore, construit sur la promotion d'un modèle unique : l'agro-exportation. À l'heure actuelle, l'agriculture fait face à des limites comme le faible niveau de développement technologique, l'insécurité alimentaire qui continue d'être une réalité dans certaines zones du pays et la production agricole et pastorale qui sont sensibles aux variations climatiques³. Enfin, chaque année, entre 30 000 et 40 000 actifs ruraux ne parviennent pas à trouver un emploi dans le secteur agricole (Grigsby V. et Pérez, 2007). Les orientations politiques nationales ont, qui plus est, conduit à la détérioration et la marginalisation des économies agricoles familiales, pourtant majoritaires, représentant 85% des exploitations agricoles du pays (Pérez et Fréguin-Gresh, 2014). En effet, l'agriculture familiale au Nicaragua joue un rôle majeur en termes d'activité économique dans les zones rurales. À partir de 2007, un changement de paradigme s'est opéré avec la mise en place de projets gouvernementaux destinés à soutenir l'agriculture familiale et avec la promotion de ce modèle par les institutions internationales (Fréguin-Gresh et Pérez, 2018). Toutefois, l'agriculture familiale a été très longtemps pénalisée par les politiques publiques successives et l'histoire conflictuelle du pays, ce qui explique, en partie, la forte incidence de la migration interne et internationale des ruraux. En effet, ces mobilités traduisent la volonté des populations de diversifier leurs sources de revenu, voire de fuir les conflits internes comme celui qui s'est instauré depuis 2018⁴. Aujourd'hui, plus de 600 000 nicaraguayens résident à l'extérieur du

³ Au niveau mondial, le Nicaragua est le troisième pays le plus affecté par le changement climatique (Harmeling et Eckstein, 2012). Lutter contre le changement climatique est alors devenue une priorité du gouvernement, comme le démontre le Plan National de Développement Humain (PNDH) (INIDE, 2012).

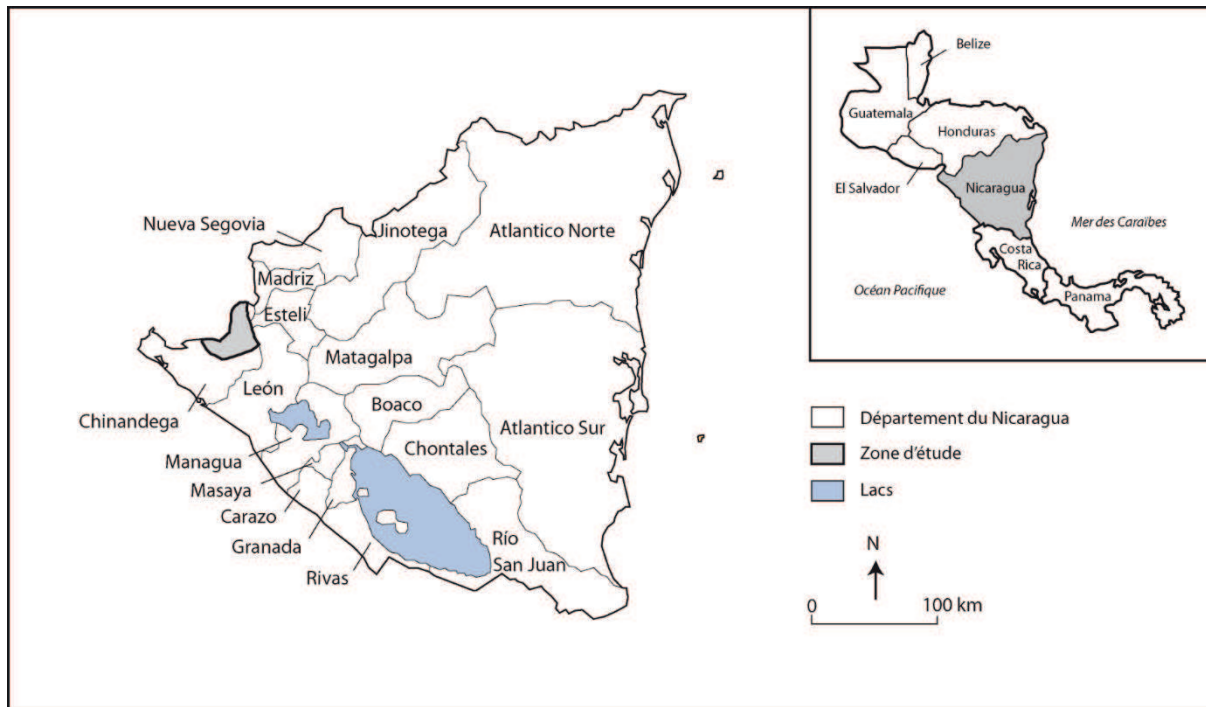
⁴ Depuis avril 2018, le Nicaragua fait face à la pire crise sociale et politique de ces dernières décennies. Environ 62 000 personnes ont été contraintes de quitter le Nicaragua pour fuir la répression du gouvernement de Daniel Ortega. La majorité s'est rendue au Costa Rica. Aujourd'hui le processus de dialogue n'a toujours pas abouti.

Introduction générale

pays (environ 11% de la population) et alimentent un champ migratoire qui a la particularité, en Amérique centrale, d'être composé de multiples destinations des Amériques à l'Europe⁵.

Ma thèse s'ancre en particulier dans la vallée du Río Negro, située au nord du pays, à la frontière avec le Honduras (Carte 1). Cette vallée occupe une position d'interface du fait de sa localisation entre les plaines fertiles du Pacifique et les flancs des montagnes qui traversent le Nicaragua du nord au sud, mais également par sa proximité avec des pôles frontaliers et urbains. La vallée du Río Negro fait face à des contraintes plurielles concernant les conditions de production qui rendent les revenus agricoles insuffisants à la reproduction des familles. Celles-ci recherchent alors par la mobilité régionale, nationale ou internationale, des alternatives pour réduire leurs vulnérabilités économiques. Dans ce contexte, la vallée du Río Negro – que j'appellerai « zone de référence » dans toute la thèse – est propice à l'analyse des transformations rurales actuelles, et en particulier des relations entre mobilités et ruralités.

⁵ Les autres pays de l'isthme centraméricain ont pour principale destination l'Amérique du Nord, en particulier, les États-Unis (Doña Reveco et Martínez Pizarro, 2002). Les Panaméens partent majoritairement vers les États-Unis et le Mexique, les Salvadoriens vers les États-Unis, et le Guatemala dans une moindre mesure. Les Costaricains privilégient aujourd'hui les États-Unis même s'ils se sont, au cours des décennies précédentes tournés vers leurs voisins au sud (Panama, Venezuela) (*ibid.*). Les Guatémaltèques migrent vers le Mexique et les États-Unis et circulent sur la frontière sud mexicaine (Petrich, 2011; Aragón, 2014). Seul, le Honduras présente un espace migratoire plus ou moins similaire à celui du Nicaragua en termes de pluralités de pays de destination. Les migrations honduriennes se sont polarisées vers les États-Unis, principale destination aujourd'hui encore, et, dans une moindre mesure, vers le Salvador et le Guatemala. Depuis le début des années 2000, les Honduriens ont aussi fortement alimenté la filière migratoire vers l'Espagne. Ils représentent aujourd'hui la population centraméricaine la plus présente sur ce territoire (plus de 70 000 personnes, le double environ des migrants nicaraguayens) (Acuña et al., 2011; INE, 2018).



Contribuer à une géographie de la multi-localisation familiale

Ma thèse est ancrée dans une géographie sociale qui accorde une place primordiale aux pratiques et aux représentations, aux expériences vécues et aux trajectoires de vie, aux stratégies et aux intentionnalités des individus et de leur famille dans leur rapport à l'espace (Frémont et al., 1984; Di Méo, 1996). Elle croise trois champs thématiques de la discipline : la géographie rurale, la géographie des migrations et la géographie de la famille. Plus spécifiquement, elle propose de contribuer à une géographie de la multi-localisation familiale, en interrogeant la manière dont les espaces de vie familiaux se construisent. Ces derniers se caractérisent par la dispersion des résidences et des activités, du fait des mises à distance produites par les migrations mais aussi par les mobilités que j'appellerai circulaires⁶. L'enjeu est de proposer une analyse de l'incidence des dispositifs socio-spatiaux de la dispersion en matière de moyens d'existence, c'est-à-dire de la manière dont les pratiques de mobilité sont articulées aux activités – agricoles et non agricoles – dans le lieu d'origine ou ailleurs.

⁶ Ce point de distinction sera explicité plus loin dans la thèse.

Introduction générale

La problématique de ma recherche est alors : en quoi la multi-localisation produite par les migrations et les mobilités circulaires fait-elle ressource (ou non) du point de vue des stratégies d'existence des familles ? Autrement dit, comment les familles rurales de la vallée du Río Negro, à travers les liens sociaux et les circulations qui maintiennent une continuité socio-spatiale entre lieu d'origine et lieux de destinations, parviennent-elles à maintenir ou à renforcer leur système d'activité (agricole et non agricole), à augmenter leurs ressources (humaine, sociale, naturelle, physique, économique) ? En quoi ces manières de faire avec l'espace et la mobilité, sont-elles assorties de tensions et coûts sociaux, et traduisent-elles des différenciations et des asymétries socio-économiques entre les familles ? Il s'agit donc d'explorer les mutations rurales au Nicaragua à partir de l'analyse des systèmes familiaux multi-localisés.

En centrant mon cadre analytique sur la notion de « système familial multi-localisé », je me positionne à l'interface de la géographie et d'autres disciplines, mais aussi de plusieurs champs théoriques.

Je place l'unité sociale qu'est la famille – dont je préciserai les contours – au cœur de mon propos. Il n'est certes pas nouveau de dire que la famille est au cœur des processus décisionnels de la mobilité et des réseaux qui l'organisent ou encore des projets qui la motivent. Mais nombreux sont les travaux qui montrent que d'autres logiques collectives (associatives, ethniques, professionnelles) structurent à la fois socialement et spatialement les mobilités, en particulier les migrations internationales. En même temps, la permanence des modèles traditionnels, notamment en milieu rural, où les logiques familiales seraient premières, est largement questionnée par les processus croissants d'individuation au sein des sociétés contemporaines. Pour autant, je pars du postulat que la famille continue de faire sens, et surtout de faire système, non seulement dans la mise en mobilité des individus, mais également dans leurs stratégies quotidiennes de moyens d'existence. Je fais l'hypothèse que la configuration du « système familial », entendu comme un ensemble d'individus liés entre eux par des liens de parenté, mais surtout, par des liens sociaux fondés sur des relations plus ou moins fortes d'interdépendance, de solidarités et de cohésion détermine la capacité des individus et des familles à « faire avec la mobilité et la distance », c'est-à-dire avec l'espace. En ce sens, la lecture géographique de ces systèmes familiaux multi-localisés, qui prend également en compte les risques et le coût social de la mobilité, tout comme les tensions, voire les fractures qui traversent les rapports sociaux intra-familiaux, permet de décrypter la complexité des liens entre mobilités et ruralités.

Ainsi, en considérant le système familial multi-localisé comme un ensemble de liens déployés dans l'espace, ma démarche est largement inspirée par les apports de la sociologie et de l'anthropologie de la famille (Segalen, 2008; Déchaux, 2009). J'emprunte également à la littérature sur le transnationalisme ou encore sur les circulations migratoires (Glick Schiller et al., 1992; Basch et al., 1994; Ma Mung et al., 1998), les fondements d'une perspective d'analyse du lien à distance qui articule les lieux de la dispersion – ceux ici des familles – entre origine et destination. Enfin, je m'inspire largement des travaux en économie et en sociologie qui, dans le champs des études rurales, ont proposé certaines approches en termes de *Sustainable Rural Livelihoods* ou de systèmes d'activité, lesquelles ont permis de ne pas limiter le regard porté sur les sociétés rurales à leur seule vocation agricole (Chambers et Conway, 1991; Paul et al., 1994; Gasselin et al., 2012).

Une méthodologie de recherche qualitative et multi-située

Repenser le milieu rural nicaraguayen au regard des dynamiques de mobilités implique de proposer une méthodologie capable de capter les différentes dimensions de la multi-localisation à plusieurs échelles. C'est l'une des originalités et des propositions fortes de ma thèse.

La démarche méthodologique se traduit par un dispositif de différentes enquêtes qualitatives mobilisant des outils tels que les entretiens, les récits de vie, l'observation et la participation. Ce corpus de données est fondé sur des entretiens auprès d'acteurs clés mais surtout auprès de huit sphères familiales, terme défini par la suite. Ces unités familiales sont identifiées par la sélection initiale d'individus de référence, nommés « Ego », et de leur famille nucléaire dans la vallée du Río Negro. Puis, l'enquête s'est élargie à leurs parentèles sur trois générations afin d'enquêter sinon la totalité, au moins une grande partie des membres adultes de ces sphères de manière, précisément, à saisir les liens familiaux à distance. Pour cela, la démarche revête une dimension multi-située, qui consiste à « suivre » les membres de ces sphères familiales dans leur lieu d'activité ou de résidence à destination (au Nicaragua et au Costa Rica, à Saragosse en Espagne, à La Nouvelle-Orléans aux États-Unis). La mise en œuvre d'une telle démarche, qui au final totalise 314 entretiens conduits dans 37 localités de la zone de référence et 10 autres sites d'enquête dans le reste du Nicaragua, au Costa Rica, aux États-Unis et en Espagne, suppose de conférer un rôle central au travail de terrain. Cette immersion

dans des espaces et des réalités sociales diverses représente une durée de 14 mois à laquelle s'ajoutent des expériences préalables dans la vallée du Río Negro.

Cette proposition méthodologique qui remet en question les unités classiques d'analyse, cherche également à capter la dynamique des systèmes familiaux multi-localisés en inscrivant la dimension temporelle au cœur de la démarche. Il s'agit de conférer une place forte à l'approche diachronique grâce à l'analyse des trajectoires biographiques reconstituées à partir des récits de vie et de mes entretiens renouvelés auprès de certains membres des familles.

Organisation de la thèse

Cette thèse est structurée en neuf chapitres. Le premier chapitre rend compte du contexte de la vallée du Río Negro, des dynamiques sociales et économiques locales, ainsi que des principales caractéristiques de la zone de référence qui expliquent son dynamisme migratoire.

Le second chapitre présente les cadres théorique et méthodologique qui portent cette recherche. Il s'agit en particulier d'explicitier le concept de système familial multi-localisé et d'en dégager les principaux leviers d'analyse. Ce chapitre détaille également la démarche méthodologique de la thèse fortement ancrée dans le terrain, et le dispositif de l'enquête menée sur plusieurs sites, ayant permis de capter les effets de multi-localisation familiale aux différentes échelles sociales, spatiales et temporelles.

Le troisième chapitre analyse, dans un premier temps, les compositions des familles étudiées, lesquelles déterminent l'organisation spatiale de la multi-localisation familiale puis, dans un deuxième temps, la géographie de la dispersion des familles de la vallée du Río Negro et son évolution au cours du temps jusqu'au moment des enquêtes. Il propose ainsi de déconstruire puis reconstruire, au prisme de la multi-localisation familiale, les unités sociales et spatiales au cœur de cette thèse.

Le quatrième chapitre s'inscrit dans cette continuité en interrogeant les organisations sociales qui sous-tendent les espaces familiaux. Il propose ainsi une analyse sociodémographique de la morphologie des familles en s'intéressant aux étapes du cycle de vie, puis aux stratégies socio-résidentielles. Ce chapitre permet alors de proposer une lecture des morphologies différenciées de la multi-localisation familiale en croisant ces configurations sociales aux configurations spatiales de la dispersion.

Le cinquième chapitre s'intéresse aux activités de nature économique et productive que les familles nucléaires mènent à « l'origine », c'est-à-dire dans la vallée du Río Negro et au

Introduction générale

Nicaragua. Il a pour objectif de cerner la diversité des situations des familles, mais également leurs niveaux d'organisation, de vulnérabilité et de stabilité dans la construction de leurs moyens d'existence.

De manière complémentaire, le sixième chapitre porte sur les activités conduites hors des frontières et sur les conditions de leur réalisation dans les différents lieux de destination. Il s'interroge sur les opportunités et les contraintes qui conditionnent l'insertion professionnelle différenciée des individus mobiles selon les lieux de l'espace de multi-localisation.

Le septième chapitre se focalise sur le rôle des réseaux intra et supra-familiaux dans la mise en œuvre de la mobilité, et plus particulièrement dans les départs en migration interne ou internationale. Un des objectifs est de rendre compte du coût social des systèmes familiaux multi-localisés.

Le huitième chapitre analyse les projets qui justifient les liens à distance entre les membres des familles et qui sous-tendent les circulations matérielles depuis et vers les différents lieux de l'espace de multi-localisation. Il permet ainsi d'appréhender les logiques familiales au cours du temps et en contexte de dispersion, afin de comprendre la portée et le coût social, à nouveau, des systèmes familiaux multi-localisés.

Le chapitre final poursuit la démonstration sur les effets de la multi-localisation en termes de moyens d'existence. Pour cela, il adopte une démarche diachronique en analysant, au prisme des cycles de vie, la manière dont les familles dispersées adaptent leurs stratégies et parviennent (ou non) à consolider, voire améliorer leurs moyens existence, c'est-à-dire à renforcer leur système d'activité et à augmenter leur dotation en ressources. En centrant son propos sur les trajectoires de moyens d'existence, ce chapitre met à jour l'asymétrie des rapports sociaux inter et intra-familiaux, ainsi que les capacités inégales et hétérogènes des familles à faire de la multi-localisation une ressource. La réflexion s'achève par une proposition de lecture des architectures sociales et géographiques des systèmes familiaux multi-localisés.

Cette structure globale de la thèse est reprise dans les fiches de synthèse par chapitre qui se trouve en annexe 1. Elles permettent de suivre, au fil de la lecture, les corpus de données utilisés pour chaque chapitre et les principaux résultats chiffrés.

Chapitre 1

Dynamiques territoriales de la vallée du Río Negro : une zone périphérique et d'interface

Au Nicaragua, la vallée du Río Negro est un laboratoire d'étude particulièrement intéressant pour l'analyse des relations entre mobilités et ruralités. La région est, en effet, caractéristique des zones d'émigration où perdure l'agriculture familiale (Fréguin-Gresh et al., 2014; 2015; Trousselle, 2016). Quelles sont ses singularités ? Comment la vallée du Río Negro se positionne-t-elle dans les dynamiques de l'espace régional, national et centraméricain ? Quelle a été sa trajectoire historique et quels ont été les événements marquants de la transformation de la société qui l'habite ? Comment les dynamiques de peuplement ainsi que les évolutions des structures sociales, économiques et rurales ont-elles conduit les familles à rechercher des moyens de subsistance hors de leurs localités et hors de l'agriculture ? En d'autres termes, quelle est la trame territoriale et historique de la vallée du Río Negro où la multi-localisation familiale est aujourd'hui marquée ?

Ce chapitre s'organise en deux sections. La première section présente l'analyse des dynamiques sociales et économiques générales du monde rural nicaraguayen et montre comment elles ont été marquées par les orientations des politiques publiques. Celles-ci ont encouragé le développement d'un modèle agro-industriel pour l'exportation au détriment de l'agriculture familiale. Je me centre ensuite sur la vallée du Río Negro pour montrer en quoi, tout en étant située dans la dorsale la plus développée et la plus peuplée du pays, elle occupe une position périphérique au nord de la plaine littorale du Pacifique. Cette frange est depuis longtemps le lieu de concentration de l'agriculture agroindustrielle promue par l'État nicaraguayen. La position périphérique de la zone d'étude explique en partie l'ancienneté de son dynamisme migratoire.

La deuxième section présente une caractérisation de l'environnement local et régional de la vallée au regard de son rôle d'interface⁷. Celui-ci est lié non seulement à sa position frontalière avec le Honduras mais également aux connexions de cette zone avec des villes plus ou moins proches. C'est en bénéficiant de cette double position d'interface que les familles rurales, dans un contexte de forte croissance démographique, développent des stratégies de mobilité et de diversification des activités, tout en maintenant une agriculture locale soumise à des contraintes agro-climatiques et foncières.

1. Des ruralités périphériques, historiquement marquées par la diversification des activités et la mobilité

La vallée du Río Negro est une zone rurale où domine la paysannerie. Située sur la façade pacifique, poumon économique du pays, elle est cependant un territoire à la périphérie de cet élan économique. Les dynamiques de peuplement qui ont façonné le territoire nicaraguayen⁸ ont fait de la vallée du Río Negro une zone de refuge de la paysannerie et un territoire d'accueil pour des réfugiés honduriens. L'histoire nationale, marquée par de nombreux bouleversements sociaux, politiques et économiques, ont pénalisé l'agriculture vivrière locale. Pour pallier les contraintes productives locales et capter des opportunités, la population s'est déplacée.

De fait, les déplacements de population au sein du territoire national et au-delà de ses frontières ont largement façonné l'histoire du pays, s'inscrivant dans les stratégies d'existence de nombreuses familles. L'espace migratoire, dont la construction est ancienne, s'est progressivement élargi au fil de différentes vagues de migrations internes et internationales (Baumeister et al., 2008). Les données statistiques nationales et internationales, malgré leurs limites, permettent de retracer l'histoire migratoire du pays⁹. Le renouvellement des mobilités et la diversification des profils des individus mobiles est une réalité de ce début de 21^{ème} siècle pour le Nicaragua.

⁷ La notion d'interface renvoie à l'idée d'une zone de contact entre des espaces différenciés engendrant des dynamiques d'échange (Groupe de recherches « interfaces », 2008).

⁸ Je reviens plus en détail sur les dynamiques de migrations internes dans le chapitre 5.

⁹ Celle plus spécifique à la zone d'étude fera l'objet d'une analyse détaillée, à partir de mes enquêtes de terrain, dans le chapitre 4.

1.1. Un territoire rural à la périphérie des dynamiques politico-économiques du Pacifique

Le Nicaragua compte trois macro-régions agro-écologiques qui regroupent 15 départements, 2 régions autonomes¹⁰, qui sont elles-mêmes subdivisées en 153 communes¹¹ (Maldidier et Marchetti, 1996). La vallée du Río Negro est située dans la région Pacifique et inclue les communes de Villanueva, Somotillo, Santo Tomas del Norte, San Juan de Cinco Pinos, San Pedro del Norte et San Francisco del Norte (Carte 2).

Aujourd'hui, les départements de la région Pacifique représentent 14% de la superficie du territoire¹² national (INETER, 2000). Historiquement, c'est la région la plus développée du pays et la plus densément peuplée (Kinloch Tijerino, 2012). Selon les dernières estimations de l'Institut National d'Information sur le Développement (INIDE), la population nicaraguayenne serait estimée à 6 262 703 habitants en 2015, dont 52% vivaient dans la région Pacifique. Les départements de la région Centre (32% de la superficie) regroupent 34% de la population, tandis que la région Atlantique représente 46% du territoire et se divise en deux régions autonomes au sein desquelles vit 14% de la population (INIDE, 2016a).

¹⁰ La région Pacifique regroupe 7 départements, celle du Centre est composée de 8 départements et la région Atlantique formée des deux régions autonomes Nord et Sud (INETER, 2000). La façade Atlantique du territoire a connu une trajectoire historique différente du reste du pays, bénéficiant d'une certaine autonomie. Suite à différents événements historiques, la loi d'Autonomie est promulguée en 1987 et les deux régions actuelles de la Région Autonome Atlantique Nord (RAAN) et de la Région Autonome Atlantique Sud (RAAS) sont créées. Néanmoins, aujourd'hui encore, le pouvoir a du mal à reconnaître les droits amérindiens, voulant garder une maîtrise territoriale sur ces deux régions en prônant l'intégration territoriale (Hardy, 2005; Gros, 2014). Ces deux régions représentent aujourd'hui environ 50% du territoire, mal équipé, et environ 10% de la population, très diversifiée et pauvre (Leclerc, 2007).

¹¹ En théorie, le département a une fonction administrative de première importance et la commune, nommé *municipio*, en espagnol, dispose d'une autonomie politique, administrative et financière (Lois 40 et 261; Décret numéro 45-2006). Les communes peuvent par exemple, définir leur plan de développement local ; gérer l'utilisation de leurs ressources naturelles ; produire, par ordonnance, des lois locales et elles ont accès à une part du budget national qu'elles peuvent gérer de manière autonome. En pratique, ce n'est pas le cas. Les mairies doivent rendre des comptes non pas au gouvernement central mais à la présidence directement. Cette réalité traduit un renforcement de la centralisation et du contrôle par le parti sandiniste depuis plusieurs années. Cette centralisation est particulièrement forte dans le développement agricole. Les mairies pouvaient en théorie définir les lignes directrices mais elles n'ont jamais reçu les fonds pour les mettre en place. Aujourd'hui, ce sont les entités centralisées qui exécutent des projets sur le terrain comme le Ministère Agricole et Forestier (MAGFOR), le Ministère de l'Environnement et de Ressources Naturelles (MARENA) et l'Institut Nicaraguayen de Technologie Agricole (INTA).

¹² Le Nicaragua s'étend sur 130 373 kilomètres carrés dont 10 033 kilomètres carrés de lacs et lagunes (8%) (INETER, 2000).



Carte 2 : Organisation territoriale du Nicaragua et principales dynamiques de peuplement. Source : élaborée à partir des données de l'INETER (2000, 2011). Réalisation : auteure.

1.1.1. Des mobilités anciennes, inscrites dans les trajectoires de peuplement et de développement du pays

Le déséquilibre de peuplement, au bénéfice des régions Pacifique et Centre, est à resituer dans les dynamiques de développement du Nicaragua, historiquement liées à la mise en valeur agricole du pays. En effet, dès la fin du 19^{ème} siècle, et surtout au cours de la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, l'économie de plantation¹³ pour l'exportation est l'un des moteurs du développement économique. Pour cela, les politiques publiques encouragent le développement de certaines cultures (café, coton, banane, canne à sucre) et l'élevage extensif bovin. Ils se développent dans la région Pacifique, puis vers l'intérieur du pays, entraînant une concentration des terres aux mains des élites politiques et économiques¹⁴. Le développement de la culture du coton à partir des années 1930 dans les plaines du Pacifique est particulièrement illustratif de cette tendance. Des problèmes phytosanitaires et économiques affectent la culture qui est progressivement remplacée (à partir des années 1960) par d'autres denrées au niveau spatial (canne à sucre, arachide, bananes) et au niveau économique (café cultivé dans les montagnes de l'intérieur du pays)¹⁵. La région Pacifique est également celle où se concentrent les principaux pôles industriels de développement du pays. Dans les années 1950, environ 60% de la production industrielle est localisée dans la capitale et le développement de ce secteur va se poursuivre dans les 1960¹⁶ (Bulmer-Thomas, 1985; CEI, 2001; Kinloch Tijerino, 2012).

Si la vallée du Río Negro est restée à l'écart de ces dynamiques de développement régional, la concentration foncière, résultante des politiques publiques ayant favorisé la privatisation des communs et l'installation de grandes exploitations capitalistes (Merlet, 2003),

¹³ Territoire conquis en 1523, colonisé entre le 16^{ème} et 18^{ème} siècle par les espagnols, le Nicaragua déclare son indépendance en 1821. C'est au cours de ces siècles de colonisation que le modèle capitaliste se développe à travers l'extraction des ressources locales et l'économie de plantation. Le gouvernement colonial instaure l'*ejido* et les terres communales comme modes de tenure de la terre. Celles-ci correspondent à des groupes de paysans qui bénéficient de terres attribuées par l'État. Leur fonctionnement évolue au cours du temps et selon les pays. Les travaux de É. Léonard (2014) et de D. Prunier (2013) approfondissent ces concepts dans les cas du Mexique et du Nicaragua.

¹⁴ Les petits producteurs deviennent alors les acteurs de l'avancée de la frontière agricole vers l'intérieur et le sud du pays ou migrent vers les villes pour trouver des emplois dans le secteur industriel.

¹⁵ Le café s'implante au milieu 19^{ème} siècle, dans la région Centre, où il atteindra son apogée au milieu du 20^{ème} siècle (Rueda Estrada, 2013), avant de se propager vers le Pacifique à la fin du 19^{ème} siècle (Dufumier, 1983).

¹⁶ À partir des années 1950, différents traités bilatéraux sont signés entre les pays centraméricains pour faciliter les échanges commerciaux de produits manufacturés. En 1960, le Marché Commun Centraméricain (MCCA) est créé et les zones franches commencent à se développer. Ce contexte conduit le Nicaragua à être, en 1968, le premier exportateur de la zone centraméricaine d'huiles végétales, de soude caustique, d'insecticides et de résines synthétiques (Kinloch Tijerino, 2012).

a marqué sa trajectoire¹⁷. La zone n'a pas été directement affectée par le développement de plantations pour l'exportation¹⁸, en raison des caractéristiques du milieu (zone inondable peu propice au développement de ces cultures). Toutefois, les terres basses de la zone d'étude sont exploitées depuis longtemps par des grandes exploitations d'élevage bovin (*haciendas* héritées de la Conquête espagnole) (voir section 1.1.3)¹⁹.

De fait, cette polarisation du territoire national avec l'émergence de la région occidentale puis de l'intérieur du pays à partir du milieu du 20^{ème} siècle²⁰ s'est traduite par différents mouvements de population. Dès les années 1950, des migrations saisonnières et résidentielles s'orientent vers la région Pacifique, du fait des opportunités d'emploi dans le secteur agricole et industriel. Les populations exclues des meilleures terres, accaparées grâce aux politiques publiques par les grandes plantations, se concentrent sur les bordures de la région Pacifique. C'est le cas de la zone d'étude qui devient une zone refuge pour la paysannerie quand elle ne migre pas vers l'intérieur du pays sur les frontières agricoles des régions Centre et Atlantique. S'amplifient également des migrations et des circulations aux formes diverses (temporaires, saisonnières) entre les départements de la même région. À l'aube du 21^{ème} siècle²¹, les migrations depuis les espaces ruraux vers les principales villes se renforcent (Managua, Masaya, León, Chinandega, Estelí, Matagalpa, Jinotega, Bluefields)²².

¹⁷ L'État, afin de financer son propre fonctionnement, privatise la terre pour la vendre à des propriétaires individuels, en cédant des terres publiques en échange de la mise en culture de produits d'exportation. Ainsi, l'*ejido* et les terres communales, modes de tenure de la terre datant de la colonisation, commencent à être démantelés au profit de la propriété privée, ce qui bénéficie aussi, dans une certaine mesure, aux petits et moyens agriculteurs.

¹⁸ Je montre par la suite que la zone d'étude, sur sa façade ouest a connu une certaine implantation du sésame, notamment suite à la réforme agraire, culture qui est toujours aujourd'hui semée par les agriculteurs familiaux (voir section 1.1.3).

¹⁹ C'est ce qui explique que la réforme agraire ait concerné ces terres basses, où certains propriétaires ont pu accumuler beaucoup de foncier et où perdure encore aujourd'hui l'élevage comme activité dominante. J'y reviens dans la section 1.1.3.

²⁰ En 1950, le pays compte 1 049 611 habitants dont 55,8% résident dans la région Pacifique (585 593 habitants), 36,9% dans la région Centre et Nord (387 202 habitants) et 7,3% dans la région Atlantique (760 816 habitants) (INEC, 2006).

²¹ En 1995, la population nationale est de 4 357 099 habitants. 56,6 % résident dans la région Pacifique (2 467 742 habitants), 31,1% dans la région Centre et Nord (1 354 246 habitants) et 12,3% dans la région Atlantique (535 111 habitants) (INEC, 2006). Cette évolution rend compte des mouvements de population précédemment expliqués et de la forte croissance démographique en cours depuis 1930. À partir de 1950, le taux annuel de croissance de la population était de 3% (Kinloch Tijerino, 2012).

²² En se référant aux différents recensements, la capitale de Managua se présente, au cours de la deuxième moitié du 20^{ème} siècle comme la ville la plus attractive pour la population interne. 39 800 immigrants internes sont comptabilisés en 1950, 143 700 en 1971 et 262 500 en 1995. À partir de 1971, d'autres villes, en particulier de la région Centre, viennent la concurrencer (Membreño Idiáquez, 2001).

Ainsi, dès le milieu du 20^{ème} siècle, la population de la vallée du Río Negro se déplace au sein du département pour aller travailler de manière saisonnière dans les plantations (voir section 1.2). Elle participe également, du fait de son relatif isolement et la concentration foncière dans les terres basses, à des migrations vers l'intérieur et le sud-est du pays (département de Río San Juan) (voir section 1.1.3). La mobilité des habitants de la zone d'étude est donc une pratique ancienne. Elle a été très tôt liée à la volonté des populations de diversifier leurs sources de revenu, ce dans un contexte où l'agriculture familiale a été largement pénalisée par les politiques publiques successives et l'histoire conflictuelle du pays.

1.1.2. Des bouleversements politico-économiques qui pénalisent l'activité agricole

L'histoire nationale au 20^{ème} siècle est marquée par la dictature de la famille Somoza de 1937 à 1979 qui va, par la corruption, le clientélisme politique et les fraudes électorales, cristalliser les tensions autour de l'accès à la terre entre les différentes catégories sociales. Cette situation va impacter l'agriculture vivrière et renforcer certaines mobilités. En effet, les cultures de café, de coton, de canne à sucre et de tabac, ainsi que l'élevage bovin, sont aux mains des proches du pouvoir²³, de la bourgeoisie agraire traditionnelle et des structures capitalistes (investisseurs et entreprises étrangères), évinçant fortement la paysannerie, pourtant majoritaire (Dufumier, 1983). Progressivement, les politiques publiques, en favorisant le modèle agro-exportateur, permettent la dépossession en ressource de la paysannerie pauvre. Une majorité se convertit alors en ouvrier agricole permanent ou temporaire au service de l'économie de plantation²⁴. Face à ces fortes disparités socio-économiques, les tensions au sein de la société se soldent par la révolution sandiniste de 1979²⁵.

²³ À la veille de la Révolution, la famille Somoza possède près de 20% des superficies cultivables (700 000 hectares) (Dufumier, 1983).

²⁴ Les États-Unis, confrontés à la Guerre froide, demandent au gouvernement nicaraguayen de contenir les tensions sociales. Une réforme agraire est alors entreprise en 1960 par le gouvernement dictatorial pour freiner la concentration des terres en faveur de l'agro-exportation. L'État mène cette réforme sur le front pionnier en faisant migrer des sans terre vers l'intérieur du pays. Il fixe ces populations sur de petites parcelles autour des grandes exploitations afin de s'assurer qu'elles servent l'économie de plantation. Finalement, cette réforme agraire ne fait que renforcer les positions socio-économiques en défaveur de la petite paysannerie. Selon V. Rueda Estrada (2013), c'est durant la période de la dictature de la famille Somoza (1937-1979) que la frontière agricole s'ouvre et progresse le plus.

²⁵ Sur la période 1975-1979, durant laquelle le pays plonge dans la guerre civile, 35 000 morts, 110 000 blessés et 40 000 orphelins sont dénombrés (Kinloch Tijerino, 2012).

Un des objectifs du gouvernement Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) est d'instaurer un régime démocratique et une justice sociale. Il entreprend une réforme agraire dont l'objectif est de reforger la place du secteur paysan au sein de la société (voir l'encadré n°1).

Encadré n°1: La réforme agraire (1981 - 1988)

La réforme agraire se décompose en trois phases. La première (1981) se traduit par la confiscation des terres à la bourgeoisie agraire ayant soutenu la dictature (20% des terres agricoles du pays sont confisquées) et à la bourgeoisie agraire anti-somociste (8% de ses terres confisquées avec des indemnités) qui gardent tout de même 25% des terres agricoles du pays. Des entreprises étatiques, nommées aire de propriété du peuple (APP), sont créées sur 12% des terres agricoles du pays (UNAN, 1990; Levard, 1994).

Entre 1981 et 1984, la réforme agraire entre dans une seconde phase avec une priorité : la création de coopératives de production sur 13% des terres agricoles nationales. Deux principaux types de coopératives sont formés. Les coopératives agricoles sandinistes (CAS), les premières mises en place, ont un fonctionnement exclusivement collectif et sont tournées vers l'agro-exportation. Ces coopératives se situent principalement dans la région Pacifique et sont constituées par d'anciens travailleurs agricoles. Les coopératives de crédits et de services (CCS) sont formées par des paysans travaillant individuellement mais qui demandent collectivement des crédits à la production. Situés à l'intérieur du pays, ils produisent principalement des céréales destinées au marché national (Chonchol, 1995).

Entre 1985 et 1987, le gouvernement distribue des terres agricoles à titre individuel face aux requêtes des paysans qui réclament plus de terres. Certains préfèrent travailler individuellement qu'au sein des coopératives. D'autres, après des années à travailler comme ouvriers agricoles, ne peuvent devenir du jour au lendemain des entrepreneurs individuels (Envio, 1987).

Ce nouveau projet d'État doit alors faire face à plusieurs défis comme l'inversion, dès le début des années 1980, du rapport entre population rurale et population urbaine suite à d'importants flux de population des campagnes vers les villes. Qui plus est, la société reste duale, la légitimité du nouveau gouvernement est contestée par une frange de la population, ainsi que par les États-Unis et ses alliés. Ces divergences conduisent à nouveau la population nicaraguayenne à une guerre civile (1981-1989). Celle-ci, intense dans la zone d'étude, oppose les sandinistes à une coalition composée de l'oligarchie agraire, l'Église, les anciens somocistes

et les classes populaires déçues²⁶. Ces « *Contras* » ou « contre-révolutionnaires » sont soutenus, financièrement et militairement, par les États-Unis sur la frontière hondurienne où se situe la zone d'étude²⁷. Le projet du gouvernement sandiniste est alors largement affecté par ce conflit et par l'embargo qu'imposent les États-Unis (1985). Le gouvernement est contraint de réorienter son budget afin de financer l'armée au détriment des réformes agraires, sociales et politiques qui avaient été engagées.

Ces dynamiques conduisent à un bilan mitigé de la réforme agraire. Le gouvernement aura cherché une redistribution plus égalitaire des terres agricoles et aura tenté de réduire les inégalités sociales²⁸. Malgré cela, les classes populaires et la bourgeoisie, sur lesquelles les sandinistes s'appuient, jugeront insuffisantes les transformations entreprises²⁹ (Merlet, 2003). En effet, le maintien du modèle agro-exportateur ne permet pas d'intégrer les systèmes de production traditionnels. Le secteur paysan reste donc vulnérable sur le marché des productions agricoles, ce qui conduit à maintenir des formes de salariat agricole dont la précarité est renforcée (sous-emploi structurel, baisse des salaires). C'est le cas pour la vallée du Río Negro. Les habitants continuent d'associer à l'agriculture d'autres activités comme le salariat agricole qui implique parfois de se déplacer au sein du territoire national ou dans les pays voisins.

²⁶ Plus précisément, cette coalition rassemble des anciens soldats de la Garde nationale, des partisans de la révolution sandiniste, des agriculteurs de la frontière agricole et des indiens miskitos et sumos de la côte Atlantique qui en 1987 s'allient pour former la Résistance Nicaraguayenne. Ensemble, ils s'opposent à certaines lignes politiques du FSNL dénonçant la confiscation du pouvoir par ce seul parti, la « colonisation » de la côte Atlantique malgré la loi d'Autonomie, la collectivisation de leur terre, le service militaire obligatoire ainsi que le rapprochement avec l'ancienne Union soviétique (Martí I Puig, 1997).

²⁷ En décembre 1981, le président états-unien R. Reagan finance et autorise l'Agence Centrale de Renseignement (CIA) à intervenir au Nicaragua. Les États-Unis ont ainsi conduit des opérations paramilitaires infiltrées, mené la propagande, créé une déstabilisation économique via l'embargo, soutenus les secteurs sociaux opposés au gouvernement et appuyé les opérations militaires des *Contras*. Des centaines de millions de dollars sont investis par les américains, l'argent provenant du trafic de drogue et de l'achat d'armes en secret à l'Iran. (Martí I Puig, 1997; Kinloch Tijerino, 2012). Le conflit s'achève avec la signature des Accords de Managua en août 1989 et la promesse d'élections anticipées en 1990. Le bilan est de 30 865 morts et 31 019 blessés ou mutilés (Kinloch Tijerino, 2012).

²⁸ En parallèle de la réforme agraire, de nombreux programmes sociaux vont être développés dans les années 1980, relatifs à l'habitat, la santé (campagne de vaccination et de prévention), l'alimentation et l'éducation (programme d'alphabétisation).

²⁹ La réforme agraire a permis de rompre l'hégémonie de la bourgeoisie agraire ; d'implanter l'État en milieu rural et un mouvement coopératif ; d'augmenter les niveaux de production pour certains cultures vivrières et évidemment, de redistribuer de la terre (Ortega, 1986). En effet, la réforme agraire a eu un réel impact sur la structure agraire du pays puisque les grandes exploitations privées représentaient 6% des terres agricoles à l'issue de la réforme contre 37% avant sa mise en place. Elle aura bénéficié à un tiers des familles rurales (Baumeister, 1985, 2001) et selon F. Kinloch Tijerino (2012), 60 000 familles ont reçu de la terre individuellement ou collectivement. Une des limites de la réforme agraire fut de faire des ouvriers agricoles les bénéficiaires principaux de cette redistribution au détriment des petits producteurs (Roux, 2011).

Chapitre 1

Le temps du gouvernement sandiniste se termine et, lors des élections de 1990, la libérale Violeta Barrios de Chamorro prend le pouvoir. Face à l'insolvabilité du pays pour rembourser sa dette extérieure, la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International (FMI) imposent des plans d'ajustements structurels (PAS)³⁰, comme ailleurs en Amérique Latine à la fin des années 1980. Pour relancer l'économie, le nouveau gouvernement soutient le développement des agro-exportations aux mains des oligarchies traditionnelles et des multinationales. Cela implique également la libéralisation de l'économie et le retrait de l'État de la sphère économique. L'objectif du gouvernement est aussi de pacifier la société. Pour cela, il individualise et titularise de manière formelle les terres et indemnise les expropriations. La frontière agricole s'ouvre à nouveau vers l'intérieur du pays, de nombreux producteurs choisissant de vendre leurs parcelles (Merlet, 2003). Si ce gouvernement a permis un certain renouveau économique, le pays est confronté à de nouveaux enjeux sociaux. Les PAS ont accru la rupture entre l'État et la paysannerie, aggravant en particulier la pauvreté des ruraux³¹.

Cette situation va, entre autres, conduire à la réélection de Daniel Ortega du parti FSLN en 2006 après plusieurs gouvernements libéraux. Il fait prendre un virage au pays en matière de politique extérieure en le ralliant, dès 2007, à l'Alliance bolivarienne des Amériques (ALBA) qui regroupe plusieurs gouvernements socialistes. Profitant d'un accord pétrolier avec le Venezuela (2007-2011), le gouvernement sandiniste est alors en mesure de développer différents programmes économiques et sociaux.

En 2012, le Ministère de l'Économie familiale, Communautaire, Coopérative et Associative (MEFCCA) est créé. Il promeut l'essor et la transformation de l'agriculture familiale, considérée comme un acteur clé pour parvenir à la réduction de la pauvreté, objectif au cœur du Plan National de Développement Humain 2008-2012 et 2012-2016 (INIDE 2008, 2012). Au travers de programmes sectoriels (PRORURAL et PRORURAL Incluyente), le ministère cherche à augmenter la production et la productivité, à renforcer la sécurité et la souveraineté alimentaire et à adapter le pays au changement climatique (Fréguin-Gresh et Pérez, en cours de soumission). En 2014, les résultats sont jugés positifs et le programme est reconduit.

³⁰ Les plans d'ajustement structurels prônent la réduction drastique des emplois publics, la privatisation des entreprises publiques, la réduction des dépenses dans les programmes sociaux et des crédits aux petits et moyens agriculteurs, l'augmentation des exportations, et l'ouverture aux investissements étrangers (exemption d'impôt, taux favorables d'imposition, élimination des barrières pour les changements de devise, ou encore flexibilité des contrats de travail dans le secteur privé).

³¹ En 1994, l'Organisation des Nations Unies (ONU) évalue à 75% les familles en situation de pauvreté, ce qui fait du Nicaragua, le 2e pays le plus pauvre d'Amérique latine après Haïti.

Malgré tout ce qui a été entrepris et la réduction de la pauvreté rurale³², le secteur agricole, et plus spécifiquement celui des petits et moyens producteurs, reste marginalisé (Roux 2011). Alors même que 85% des exploitations agricoles du pays relèvent encore de l'agriculture familiale, les choix politiques ne soutiennent pas ce modèle (Pérez et Fréguin-Gresh, 2014). Le constat est que l'amélioration technologique est limitée et cantonnée aux acteurs de l'agro-industrie. De plus, si la production augmente, cette croissance s'explique principalement par l'augmentation des surfaces via l'avancée de la frontière agricole vers l'intérieur du pays. Les niveaux de productivité restent faibles (Ruíz García et Marín López, 2001). L'agriculture familiale, fragilisée par les politiques agraires menées et les dynamiques plus globales, n'a pas les moyens de se procurer des intrants et des semences. À cela s'ajoute la fluctuation des prix des productions sur les marchés qui contraint les agriculteurs à des stratégies agricoles de court terme. Devant faire face à ces situations de grande vulnérabilité, ils donnent la priorité à une agriculture essentiellement tournée vers la production vivrière, avec de faibles excédents commercialisables sur les marchés locaux.

1.1.3. Des contraintes locales de production et des opportunités à proximité pour les habitants de la vallée du Río Negro

Les données de la littérature, bien que limitées, ainsi que les enquêtes de terrain, permettent de documenter l'évolution plus spécifique de la vallée du Río Negro depuis les années 1950. Cette évolution est marquée par la démultiplication progressive des formes de mobilité au sein de l'espace régional, du fait d'opportunités plus diversifiées et d'emplois rémunérateurs.

À partir de cette décennie, la vallée du Río Negro bénéficie du développement du réseau routier lié aux programmes publics favorisant le développement de l'agro-exportation. Une nouvelle route relie Somotillo (principale ville de la région d'étude) à Chinandega (préfecture du département) (Gonda, 2004). Elle connecte les habitants des parties basses de la zone d'étude (voir section 2.1.2.2) au reste de la région Pacifique où se sont développées les cultures d'exportation, demandeuses en main-d'œuvre. Au cours des transformations précédemment évoquées, les agriculteurs de la zone d'étude ont principalement développé une agriculture familiale fondée sur les cultures vivrières (maïs, sorgho, haricot) durant la saison des pluies. Lorsque les cycles de ces productions s'achèvent dans la vallée, avec l'arrivée de la

³² Selon S. Fréguin-Gresh et F. Pérez (2018), la pauvreté réduit de 48,3% en 2005 à 21,4% en 2014 alors que l'extrême pauvreté passe de 17,2% à 8,3% (Fréguin-Gresh et Pérez, 2018).

saison sèche, les récoltes de la canne à sucre et du coton débutent dans les zones de plantation³³ (Nuñez Soto, 2000). La vallée du Río Negro devient ainsi une « réserve » de main-d'œuvre saisonnière pour l'agro-industrie du Pacifique. En parallèle, sur la façade ouest de la zone d'étude (communes de Villanueva et de Somotillo jusqu'à l'estuaire Real), la prédominance de plaines formées de terres peu fertiles pour l'agriculture, car inondées une partie de l'année, a permis le développement de grandes exploitations d'élevage bovin. Les migrations saisonnières deviennent alors, pour les familles rurales, une stratégie leur permettant d'investir dans les cycles de culture, voire dans l'achat d'animaux et de terres.

Au cours des années 1960, la vallée connaît un nouvel élan avec l'amélioration des infrastructures. C'est à son tour de participer, bien que de manière restreinte, à l'économie d'agro-exportation. Une raffinerie est ouverte à El Viejo collectant la mélasse de canne à sucre, puis les graines de sésame des producteurs de la zone d'étude afin d'approvisionner la ville de Chinandega. Certains agriculteurs se lancent dans ces cultures afin de valoriser leurs productions et d'en tirer des liquidités (Gonda, 2004).

La réforme conduite par le gouvernement somoziste à cette période a peu d'impact, à l'exception de la création de quelques localités (Cayanlipe) à 30 km environ de Somotillo. Mais les structures foncières restent inchangées. L'expansion de terres pour le coton se poursuit et sature l'espace agricole au dépend de la paysannerie, notamment à l'ouest des communes de Somotillo et Villanueva où prédomine l'élevage bovin détenu par la bourgeoisie agraire traditionnelle. À Palo Grande par exemple, localité de l'est de Somotillo, l'*hacienda* Los Lacayos, compte à cette époque plus de 20 000 hectares et 7 000 bovins³⁴. À Somotillo, au début des années 1970, 57% des exploitations familiales occupent moins de 2% de la superficie, tandis que 0,7% de grands propriétaires terriens en occupent 44% (Levard et al., 2000). Cette situation conduit certains agriculteurs de la vallée du Río Negro à aller semer le haricot durant la saison sèche ou à déménager sur la frontière agricole vers le département de Nueva Guinea, à l'intérieur du pays, ou celui de Rio San Juan, au sud. Ces logiques semblent s'être maintenues puisque des liens étroits perdurent entre les communes d'étude et celle de Los Chiles dans le département de Río San Juan (voir chapitre 5).

³³ En 1950, le coton représente 5% des exportations totales du pays contre 25% en 1972. Cette culture vient bouleverser l'ordre des produits d'exportation jusque-là en place. Le café qui représentait 50% des exportations en 1950, ne représentait plus que 13% des exportations en 1972 (Nuñez Soto, 2000).

³⁴ Cette *hacienda* appartenait aux Montealegre, une famille de l'oligarchie, des propriétaires terriens influents en politique au Nicaragua, mais aussi au Guatemala et au Costa Rica. Le patriarche, Isaac Montealegre, détenait la grande majorité des terres de l'ouest de la municipalité de Somotillo et les a réparties entre ses enfants, l'une d'entre elles devenant celle des Lacayos, du nom du mari de sa fille (Levard et al., 2000).

Chapitre 1

Dans la vallée du Río Negro, la réforme agraire menée par le gouvernement sandiniste dans les années 1980 prend des configurations différenciées selon les composantes topographiques et agro-écologiques, entre une zone de plaine et une zone de montagne (voir section 2.1.1).

Dans la zone de plaine, qui comprend l'ouest des communes de Somotillo et de Villanueva, la réforme agraire se traduit par le démantèlement de ces grandes exploitations d'élevage, voire agricole, et la répartition des terres étatisées. Ces terres sont distribuées à des exploitants familiaux de la zone ou des secteurs de montagne densément peuplés, à d'anciens ouvriers agricoles des grandes exploitations ou encore, à d'anciens combattants. Ces bénéficiaires de la réforme doivent alors s'organiser en coopératives de production, détentrices des titres collectifs de propriété.

En considérant seulement la commune de Somotillo, 43 coopératives sont créées sur près de 50% de la superficie de la surface communale³⁵. Au sein de la commune de Villanueva, 56 coopératives sont créées (UNAN, 1990). Dans la commune de San Juan de Cinco Pinos, sous l'effet de la réforme agraire, deux types de producteurs quittent la commune : d'une part, les grands éleveurs dont la terre est redistribuée, cela ne concerne que quelques individus et à peine 5% de la superficie de la commune ; d'autre part, les sans terre ou agriculteurs familiaux peu dotés à qui l'on propose de s'installer dans la commune de Villanueva ou Somotillo afin d'accéder à des terres réformées³⁶. L'objectif est également de décongestionner cette région et éloigner la population de cette zone encore fortement marquée par les conflits. Dans la commune de San Juan de Cinco Pinos, cinq coopératives sont créées bénéficiant à 82 personnes³⁷ (Bernard et Bigourdan, 2001).

Le type de coopérative qui s'impose est la coopérative agricole sandiniste (CAS)³⁸ qui va dominer plus de la moitié des terres réformées du pays. L'appartenance à des CAS permet d'accéder à des avantages (assistance technique, crédit, projet de la coopération), d'introduire

³⁵ Ces 43 coopératives représentent un total de 991 membres et 15 469 hectares. 18 sont des coopératives agricoles sandinistes (CAS), 24 des coopératives de crédits et services (CCS) et 1 coopérative de « *surco muerto* » (CSM). Ce type de coopérative est un modèle mixte entre la CAS et la CCS. La propriété de la terre est collective mais la terre est divisée en lot individuel. Certaines tâches se réalisent collectivement comme la préparation du sol et d'autres, comme la récolte avec la main-d'œuvre familiale disponible. Les CAS représentent moins de 40% des coopératives de la commune mais représentent plus de la moitié des terres, traduisant cette volonté de favoriser les CAS au début de la réforme agraire (UNAN, 1990).

³⁶ Une cinquantaine de producteurs et leur famille seulement sont concernés (Bernard et Bigourdan, 2001).

³⁷ Ces terres confisquées appartenaient à 3 personnes (*ibid.*).

³⁸ Pour rappel, la coopérative agricole sandiniste (CAS) est la première mise en place. Elle a un fonctionnement exclusivement collectif et est tournée vers l'agro-exportation.

de nouvelles cultures (sésame et pastèque à l'ouest de la zone d'étude) et d'acquérir des troupeaux. Dans la vallée du Río Negro, alors qu'émergent ces structures collectives organisées autour des bénéficiaires de la réforme agraire, subsistent des formes familiales qui ne réussissent pas à amorcer une accumulation. Leur système productif reste centré sur des cultures vivrières peu rentables, d'autant que leur superficie est limitée et que l'accès aux meilleures terres ne leur a pas été permis.

L'implantation du conflit des *Contras* (1981-1989) à la frontière entraîne la dégradation de la situation. En effet, une part importante de la population de la zone est impliquée dans les conflits armés. Dans la vallée, les pertes humaines sont élevées et les effets de la guerre sont multiples : déplacements de population, jeunes enrôlés au service militaire³⁹, vols de bétail et destructions de récoltes, ou encore de nombreuses arrestations de personnes suspectées de participer au mouvement sandiniste s'opèrent.

La décennie 1990 caractérisée par la pauvreté et le chômage, dus à la crise post-conflit, et son virage libéral, conduisent la majorité des habitants de la vallée du Río Negro à se recentrer sur des stratégies d'autoconsommation, s'éloignant du marché national. Dans la commune de Somotillo, cette période est marquée par un climat d'instabilité autour de l'accès au crédit et par l'insécurité de la tenure foncière⁴⁰, renforcé par le fait que certaines familles ont été déplacées pendant les conflits. Les coopératives s'effondrent et le foncier, qui reste sous statut collectif, se parcellise dans la pratique, certains préférant vendre le lopin qu'ils récupèrent. Ainsi, ne subsistent dans la région que des formes familiales de production et des paysans sans terre dont le nombre s'est accru. Alors que les moins bien lotis restent producteurs vivriers, les anciens bénéficiaires de la réforme combinent les cultures vivrières, l'élevage bovin (et, dans un moindre mesure, porcin) et, pour certains, les cultures commerciales (sésame et pastèque)⁴¹. Dans la commune de San Juan de Cinco Pinos, les conflits dans les coopératives prédominent

³⁹ Afin d'éviter le service militaire, beaucoup partirent pour le Honduras avec leurs familles. Selon les récits de vie, ils ont quitté la vallée du Río Negro pendant quelques mois ou plusieurs années, puis sont revenus.

⁴⁰ Juste avant la prise de poste du gouvernement de V. Barrios de Chamorro, 70% des titres de propriété émis, à l'échelle du pays, sont des titres provisoires. Dans la dernière phase de la réforme agraire, la logique était d'accélérer le processus d'acquisition de terre. La formalisation de ces acquisitions a été mise de côté. Les paysans concernés couraient donc le risque de ne pas être reconnus comme légitime propriétaire une fois le nouveau gouvernement en place (IRAM, 2000). À l'échelle locale, cette situation va générer différents types de conflits comme la vente de droit de propriété plus ou moins formelle, la confiscation de terres par les anciens propriétaires d'avant la révolution, la formulation d'accords volontaires ou à l'inverse des décisions forcées, l'échange de parcelle ou encore la répartition inégale entre les membres de la coopérative (Gonda, 2004).

⁴¹ La libéralisation conduit à l'arrêt des programmes publics d'accompagnement aux producteurs, qui se traduit localement par la fermeture des banques nationales de Somotillo et San Juan de Cinco Pinos. Cette situation réduit fortement l'accès aux crédits pour les agriculteurs. Généralement, ils ne peuvent se tourner vers les organismes financiers privés, dépourvus de garanties suffisantes.

également, conduisant à un retour à la situation d'avant les années 1980, avec plus de 50% de paysans sans terre (Gonda, 2004).

L'agriculture ne suffit pas à faire vivre les familles, d'autant que la population n'a cessé d'augmenter et que les terres fertiles manquent pour installer les jeunes générations. Enfin, en 1998, l'ouragan Mitch affecte durement la vallée du Río Negro (destruction d'habitat, perte de récolte, transformation de la fertilité des sols)⁴². Ces processus ont largement contribué à faire croître l'émigration comme stratégie de moyens d'existence.

Au début des années 2000, la zone d'étude n'est toujours pas la priorité du gouvernement. Le Plan National de Développement Humain (PNDH) de 2003 la classifie comme zone frontalière dont la priorité, dans la zone montagneuse, est la reforestation et non pas la production agricole (Gonda, 2004). Depuis 2007 et la réélection de Daniel Ortega, la stratégie politique nationale considère, pour la première fois, le rôle à jouer de l'économie familiale urbaine et rurale dans la résolution des défis actuels (développement durable, réduction de la pauvreté, renforcement de la sécurité alimentaire). La politique rurale prévoit la mise en œuvre de trois programmes : le Programme Alimentaire National (PNA), le Plan National pour l'Agro-industrie Rurale (PNAIR) et le Programme Forestier National (PNF). Ces derniers rassemblent différents projets qui se sont bien mis en place dans la zone d'étude. Ils sont évalués positivement, dans l'ensemble (Fréguin-Gresh et Cortes, 2018).

1.2. Trajectoire migratoire du Nicaragua à partir de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle

Comme le confirmeront les résultats d'enquête, les mobilités contemporaines des familles rurales de la vallée du Río Negro, en particulier la migration au-delà des frontières, reflètent des processus plus larges (voir chapitre 4). En effet, elles se jouent à l'échelle de tout le pays et s'inscrivent dans une histoire migratoire longue, qui a connu plusieurs vagues successives.

⁴² L'ampleur des dégâts causés par cet ouragan (22 octobre-9 novembre 1998) conduit le président costaricain Rodriguez Echeverria à déclarer une « Amnistie Migratoire » également appelée « Régime d'exception migratoire ». Via un décret exécutif (n°27457-G-RE publié le 9 Décembre 1998), l'Amnistie Migratoire permet de régulariser la situation des nicaraguayens s'étant réfugiés au Costa Rica avant le 9 novembre 1998. Ils obtiennent le statut de résident permanent pour une année (renouvelable chaque année). Au total, 155 316 centroaméricains ont bénéficié de cette mesure (Mora Izaguirre, 2004)

1.2.1. Les « vagues » successives de la migration nicaraguayenne

Les premiers mouvements de population depuis le Nicaragua s'amorcent dès la fin du 19^e avec le développement de l'agro-exportation dans tous les pays d'Amérique centrale. Un couloir migratoire s'ouvre alors, en particulier entre le Nicaragua et le Costa Rica. Des milliers de nicaraguayens se rendent dans ce pays pour travailler dans les plantations dédiées à l'exportation, principalement le café et la banane, mais également dans les mines d'or. Ces migrations de travailleurs saisonniers vers les plantations s'observent aussi à l'échelle nationale dans les plaines du Pacifique.

Les estimations relatives aux données migratoires constituent une difficulté récurrente (voir l'encadré n°2) mais, selon E. Baumeister (2008), jusqu'en 1970, seulement 2% de la population nicaraguayenne résident en dehors du pays, les migrations à l'œuvre étant principalement saisonnières (Baumeister et al., 2008)⁴³. Le Nicaragua est même attractif pour la main-d'œuvre salvadorienne et hondurienne qui vient y travailler saisonnièrement⁴⁴.

Encadré n°2: La difficile mesure de la migration internationale

L'évaluation globale des flux de migration internationale, la répartition et la quantification des migrants nicaraguayens par pays de destination, n'est pas une chose aisée et ce, pour plusieurs raisons. En premier lieu, les statistiques enregistrent généralement les « stocks » de migrants à partir des données censitaires, occultant pour la plupart les résidents en situation irrégulière⁴⁵, ainsi que les migrations temporaires et circulaires qui interviennent dans les périodes intercensitaires. Ensuite, les données officielles des pays sont d'usage limité. Celles produites par les instituts statistiques nationaux des pays de destination, en particulier en

⁴³ M. Membreño Idiáquez (2001) estime, quant à lui, que 5% de la population totale sont concernés par les migrations à l'extérieur alors que les migrations internes impliquent 15,6% de la population totale.

⁴⁴ Les salvadoriens travaillent temporairement dans les cultures de coton et les plantations d'oranger du Pacifique alors que les honduriens se rendent dans les exploitations caféières des zones frontalières. Selon Rocha (2011), environ 10 000 salvadoriens sont dénombrés en 1970 sur le territoire nicaraguayen contre 20 000 durant la décennie 1980 fuyant les conflits armés qui sévissent dans leur pays (tout comme au Guatemala).

⁴⁵ Si les migrants en situation irrégulière ne sont généralement pas comptabilisés dans les statistiques officielles (sauf dans le cas du registre municipal espagnol par exemple), certaines études tentent de les dénombrer comme c'est le cas pour la première destination des nicaraguayens, le Costa Rica. Au cours des années 2000, les auteurs convergent pour dire que la majorité de la migration vers le Costa Rica est illégale (Baumeister et al., 2008; García Urbina, 2009). De manière plus précise, selon l'enquête de ménage de l'année 2000 au Costa Rica, 57% des immigrés nicaraguayens était affiliés au système de sécurité sociale. La raison principale énoncée est l'absence de documents légaux pour s'y affilier. Ces chiffres présagent que près de la moitié des nicaraguayens au Costa Rica seraient en situation illégale (Fruttero et Wennerholm, 2008). C'est ce que tend à confirmer le recensement costaricain de la population en 2000. 226 374 nicaraguayens en situation régulière sont comptabilisés pour un total de 450 000 nicaraguayens dénombrés sur le territoire (Cortés Ramos, 2006b).

Amérique centrale, sont issues des recensements de population dont certains sont anciens. Les pays ne disposent pas, le plus souvent, des moyens financiers et techniques pour renouveler régulièrement le recensement national malgré le délai préconisé de 10 ans entre chaque recensement⁴⁶. Qui plus est, les méthodologies appliquées peuvent varier d'un État à l'autre ou entre deux recensements. Quant aux institutions internationales, les estimations proposées varient et le manque de systématisation et de périodicité des données ne permet pas de conduire des comparaisons fiables.

Au Nicaragua, pays d'origine ici, le recensement de 2005 contient une section sur l'émigration. L'enquête cherche à identifier, au sein du foyer, le nombre d'émigrant, leur sexe, leur âge au départ, la date de leur départ, leur destination et leur niveau d'éducation au départ. Le total d'émigrant recensé est de 169 121 personnes. Ces chiffres sont largement sous-estimés lorsqu'ils sont comparés à ceux des recensements des pays de destination. Le pourcentage d'omission serait de 64% (Maguid, 2008).

Ces limites étant posées, je mobiliserai avec précaution à partir de la littérature scientifique, de différents rapports ou de bases d'instituts statistiques, les données des recensements nationaux ainsi que les estimations de différents organismes internationaux présents (OIM, ONU, CEPAL, Banque Mondiale).

À la fin des années 1970, les migrations se renforcent au niveau de deux couloirs migratoires, l'un Sud-Nord (par exemple vers les États-Unis) et l'autre Sud-Sud (par exemple vers le Costa Rica), qui fondent la spécificité migratoire du Nicaragua par rapport au reste de l'Amérique centrale. D'une part, l'instabilité politique et sociale des années 1970 et 1980, mais aussi les conséquences du tremblement de terre de 1972 qui détruit la capitale, amènent environ 280 000 Nicaraguayens à quitter le pays. Ils se rendent principalement au Costa Rica (entre 100 000 et 125 000 personnes) et aux États-Unis. Il s'agit pour la plupart de réfugiés

⁴⁶ La majorité des pays de l'isthme centraméricain ne peuvent financer eux-mêmes leur recensement de population. Le Salvador demande 25 millions de dollars de prêt à la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour lancer son recensement de la population en 2018, le dernier datant de 2007 (la « Loi Organique du service statistique », décret 1784, fixe à 10 ans maximum la durée entre chaque recensement). De même, le Nicaragua s'apprêtait, avant les événements socio-politiques d'avril, à lancer un nouveau recensement en 2018, 3 ans après la date initialement prévue, financé en grande partie par un prêt de la Banque Mondiale (25 millions de dollars). Celui de 2005 avait coûté 14 millions de dollars dont la moitié environ venait d'un prêt de la BID. Les pays bénéficient aussi du soutien technique et logistique de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) (formations). Le 25 septembre 2015, les chefs d'État et de Gouvernement réunis lors du Sommet spécial sur le développement durable ont ratifié l'Agenda 2030 qui fixe 17 objectifs de développement durable (ODD). Les recensements de la décennie 2020 sont donc un véritable enjeu pour ces différents acteurs afin d'assurer le bon suivi de ces objectifs.

politiques qui, pour une grande partie, rentreront au Nicaragua au cours des années 1990 (Cortès Ramos, 2006)⁴⁷. Les mobilités internes s'intensifient également. Elles correspondent à d'importants flux de population des campagnes vers les villes. Ce phénomène national conduit à l'inversion, dès le début des années 1980, du rapport entre population rurale et population urbaine, comme évoqué précédemment.

La décennie 1990 constitue un tournant dans la trajectoire migratoire du pays avec l'accroissement des mobilités de travail motivées par la pauvreté, le chômage et les inégalités sociales et économiques qui affectent fortement les régions rurales du pays. Sur la période 1995-1999, 59% des migrants résidant à l'extérieur du pays sont au Costa Rica et 29 % aux États-Unis (OIM, 2013). Les travaux d'E. Baumeister (2006) donnent une idée de l'ampleur de cette vague migratoire. En 1970, 16 100 individus nés au Nicaragua sont comptabilisés par le recensement étatsunien, selon l'auteur. Ce nombre s'élève à 44 200 en 1980, soit une augmentation de 175 %. Cette augmentation se poursuit au cours de la décennie 1980 avec 168 600 individus recensés en 1990, soit une augmentation de 281% (Baumeister, 2006)⁴⁸. Les migrations au sein de l'isthme centraméricain sont également significatives, bien que dans des proportions plus faibles (Guatemala, Panama, El Salvador), à l'exception du Honduras, pays frontalier où les migrations temporaires sont importantes⁴⁹.

Au début des années 2000, les migrations internationales au Nicaragua se renforcent avec près de 10% de la population résidant à l'extérieur du pays (CEPAL, 2006b). Ces mobilités revêtent de nouvelles formes par rapport aux précédentes phases, que ce soit en matière de profils migratoires, d'intensité, de destination et d'incidence. L'espace des mobilités des Nicaraguayens s'intensifie et se diversifie à la fois, embrassant alors les échelles à la fois nationales, régionales et internationales (Fréguin-Gresh et al., 2015). Les migrations intra-régionales s'accroissent sous l'effet notamment de la signature du *Convenio Centroamericano*

⁴⁷ Entre 1983 et 1992, plus de 10 000 nicaraguayens obtiennent le statut de réfugiés aux États-Unis (Orozco, 2008).

⁴⁸ Le gouvernement nicaraguayen espérait que les Accords de Paix signés en 1992 induisent une diminution des flux migratoires. La situation migratoire persistante en cette fin de 20^{ème} siècle amène l'État à créer, en 1997, la « Commission nationale de population » dont l'objectif est de répartir de manière appropriée la population sur le territoire national afin d'assurer un développement homogène du pays (Décret n°42-97, voir le site de l'Assemblée Nationale de Nicaragua (ANN)). En 2001, se tient le premier forum sur les migrations à Managua dont l'objectif est de mieux comprendre la situation des migrants (Del Carmen Blanco Artola et Hernández, 2002).

⁴⁹ Selon la CEPAL (2006), environ 15 000 nicaraguayens sont au Honduras en 1988 (CEPAL et CELADE 2006a). Cette même année, J. V. Carranza et J. Chang (2002) estiment à 180 000 le nombre de migrants nicaraguayens saisonniers (Carranza et Chang, 2002). Selon les Nations-Unies, en 1990, 142 802 migrants nicaraguayens sont au Honduras (UN DAES, 2015). Si ces estimations varient beaucoup selon les sources, il est attesté que le Honduras a constitué un pays refuge majeur durant la décennie 1980 et d'opportunités saisonnières au cours de la décennie 1990.

Chapitre 1

de libre movilidad (CA-4) en 2006. Ce traité, signé entre le Guatemala, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua, permet aux individus de circuler au sein de ces pays, uniquement munis de leur carte d'identité. Le Panama émerge comme destination en plein essor, en particulier à partir des années 2010⁵⁰. À cette même période, tandis que les destinations se diversifient aux États-Unis, des filières migratoires outre atlantique se mettent en place, notamment vers l'Espagne (à partir de 2004) (Baumeister et al., 2008).

Cette nouvelle vague migratoire, qui se poursuit encore, se distingue des précédentes par son intensité. Le manque de données systématisées par les instituts nationaux est une difficulté pour estimer l'importance de la migration internationale nicaraguayenne aujourd'hui. Néanmoins, la tendance serait à l'augmentation (Baumeister, 2006). Selon les données des Nations-Unies, en 2000, les migrants nicaraguayens dans le monde étaient au nombre de 496 553, soit 9,8% de la population. Selon les estimations des institutions internationales (Nations-Unies, Organisation Internationale pour les Migrations, Banque mondiale) plus de 600 000 Nicaraguayens résideraient à l'extérieur du pays (UN DAES, 2015), soit environ 11% de la population nationale (Figure 1)⁵¹. Le Nicaragua, après le Salvador, est aujourd'hui le pays avec la plus forte intensité migratoire en Amérique centrale (OIM, 2013).

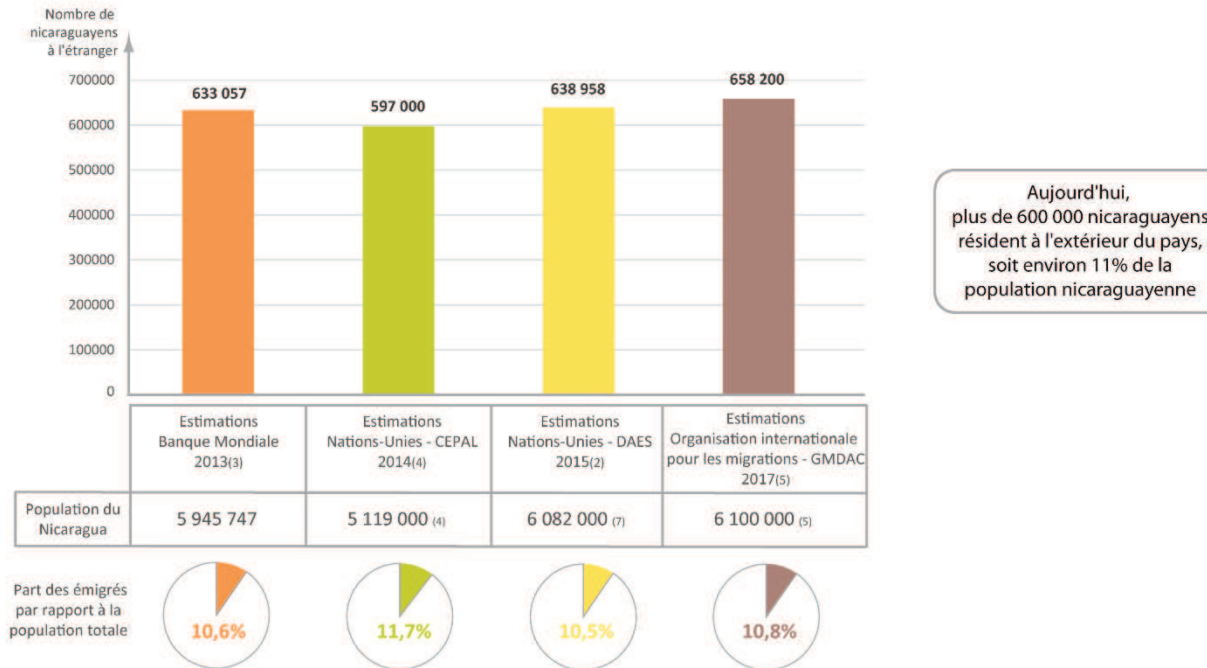
⁵⁰ Selon le recensement national, en 2000, 4 833 personnes nées au Nicaragua y sont dénombrés contre 9 798 en 2010 (INEC, 2010).

⁵¹ Les données divergent. Selon E. Baumeister (2006), par exemple, 732 000 nicaraguayens résidaient déjà à l'extérieur du pays en 2005 (Baumeister, 2006). Les différentes sources de données utilisées sont indiquées dans les Figure 1, Figure 2 et Figure 3.

Chapitre 1

Combien de Nicaraguayens résident à l'étranger?

Le dernier recensement de la population nicaraguayenne, conduit par l'Institut National d'Information sur le Développement (INIDE), date de 2005. Il estime que 169 121 Nicaraguayens résident à l'extérieur du pays soit 3,3% de la population du Nicaragua en 2005 (5 142 098 habitants)⁽¹⁾. Pour cette même année, la Division de la Population du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations-Unies (DAES), évalue ce nombre à 429 952 individus⁽²⁾. Ces écarts sont conséquents. Je propose de comparer les estimations du nombre de nicaraguayens résidant à l'étranger de plusieurs institutions internationales.



Sources

(1) INIDE, 2005; Mirta Maguid, 2008.

(2) United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). Trends in International Migrant Stock: Migrants by Destination and Origin (United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2015). Les données sont également disponibles pour l'année 2017. Les estimations fournies ne m'ont pas semblées pertinentes, j'ai donc fait le choix de ne pas les utiliser. Par exemple, le nombre de nicaraguayens résidant à l'étranger en 2017 est estimé à 442 037 personnes soit une baisse de 31% par rapport à 2015. Ce résultat est contradictoire avec toutes les estimations faites par les institutions nationales et internationales pour chaque destination, la tendance est à la hausse des migrations nicaraguayennes.

(3) Le fichier "Bilateral Estimates of Migrant Stocks in 2013" est disponible à ce lien: <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaisues/brief/migration-remittances-data>

(4) Tendencias y patrones de la migración latinoamericana y caribeña hacia 2010 y desafíos para una agenda regional. Martínez Pizarro J., Cano Christiny M.V., Soffia Contrucci M. 2014. Serie Población y Desarrollo, n°109 (LC/L3914). 72 p. Se référer à la page 66.

(5) Les données sont disponibles à ce lien: https://migrationdataportal.org/?i=stock_abs_&t=2017&cm49=558

(6) Les données sont disponibles à ce lien: <https://data.worldbank.org/country/nicaragua>

(7) Les données sont disponibles à ce lien: https://esa.un.org/unpd/wpp/publications/files/world_population_2015_wallchart.pdf

Figure 1 : Les Nicaraguayens à l'étranger. Réalisation : auteure.

1.2.2. Des migrants jeunes, actifs, urbains, avec une forte proportion de femmes

Les profils des migrants connaissent eux aussi une évolution. Lors de la première vague migratoire, les migrants étaient issus des villes, et une part importante appartenait aux classes moyennes et aisées du Nicaragua. À partir des années 1990, début de la seconde vague migratoire, les populations rurales participent davantage à alimenter ces filières migratoires. À l'heure actuelle, les migrants d'origine urbaine restent tout de même majoritaires (73%), conséquence de l'urbanisation du pays évoquée précédemment. La majorité des migrations temporaires sont néanmoins mises en œuvre par des migrants d'origine rurale (Baumeister et al., 2008)⁵².

Les migrants appartiennent à la population active du pays, puisque 84,6% ont entre 15 et 49 ans (OIM, 2013). Les femmes participent de plus en plus au processus migratoire, reflet de la féminisation des migrations internationales qui concerne plus largement l'Amérique centrale. Elles représenteraient entre 45% et 48% de l'ensemble des migrants nicaraguayens résidant à l'étranger selon les sources (Baumeister et al., 2008; OIM, 2013; Córdova Alcaraz, 2015). Cette proportion corrobore celle constatée dans la vallée du Río Negro pour les individus enquêtés (48% des individus mobiles sont des femmes, voir chapitre 6). Cela étant, la part des femmes migrantes au Nicaragua varie selon le type de mobilité et les destinations. En effet, elles ne représentent que 22,5% des migrants temporaires à l'extérieur et d'origine rurale (Baumeister et al., 2008). Concernant les migrations internationales, elles sont majoritaires en Espagne (68,6%). Leur part est également conséquente aux États-Unis (48,2%) et au Canada (49,8%). Elle s'élève à 46,8% au Honduras, 46,3% au Costa Rica et 45,7% au Guatemala. Au contraire, la filière vers le Salvador est plus fortement masculine puisque les femmes ne représentent que 37% des migrants permanents (*ibid.*). Dans le chapitre 4, je reviens plus précisément sur la question des profils des migrants de la zone d'étude.

⁵² Selon ce même auteur, le recensement de 2005 dénombre 71,9% des migrants permanents à l'extérieur d'origine urbaine. Le recensement costaricain de 2005 évalue que 61% des migrants permanents sont d'origine urbaine. Aux États-Unis, ce chiffre s'élèverait à 90,5%, en Espagne à 87,7% et au Salvador à 62,9%. Les ruraux sont davantage concernés par les migrations temporaires puisqu'ils représentent 56% des migrants temporaires au Costa Rica et 69% au Salvador (Baumeister et al., 2008).

1.2.3. Principaux pôles de la migration internationale des Nicaraguayens

Différentes sources de données permettent une quantification des migrations nicaraguayennes vers les dix premières destinations où, selon la Banque Mondiale et des Nations Unies (DAES), se concentre le plus grand nombre de migrants (Figure 2).



Figure 2 : Les principaux pays de destination de la migration nicaraguayenne. Réalisation : auteure.

Les migrants nicaraguayens se répartissent de manière différenciée au sein de ces différents pays. La figure 3, sur la base des recensements nationaux et des estimations des institutions internationales, quantifie le nombre de migrants dans chacun des pays de destination.

Le Costa Rica et les États-Unis demeurent les deux premiers pays de destination de la migration nicaraguayenne. Selon les estimations les plus récentes, environ 290 000 Nicaraguayens résident au Costa Rica. Aux États-Unis, le nombre de migrants varie fortement entre les estimations des institutions internationales (environ 260 000 migrants nicaraguayens) et celle du recensement étasunien qui estime à plus de 400 000 le nombre de résidents nicaraguayens en 2016.

Le troisième pays de destination est l'Espagne, avec plus de 30 000 résidents nicaraguayens selon le registre municipal, nommé *padrón*, et les estimations de l'Institut

National de Statistique (INE) aujourd'hui⁵³. Le Panama arrive en quatrième position, avec plus de 11 000 Nicaraguayens. Ces deux destinations, en plein essor, sont apparues dans le champ migratoire nicaraguayen vers 2004 pour l'Espagne et à partir de 2010 pour le Panama.

Le Canada est une destination assez significative avec près de 10 000 Nicaraguayens. L'émergence de cette filière, amorcée lors de la première vague migratoire, a été liée à l'arrivée de réfugiés politiques. Elle ne concerne cependant pas la zone d'étude.

Viennent ensuite les pays de l'isthme centraméricain, dont le Guatemala (malgré le déclin de cette destination lié à l'instabilité politique de ce pays) et le Salvador. Environ 8 000 migrants nicaraguayens résident dans chacun de ces deux pays. Le Honduras compte près de 5 500 Nicaraguayens.

Le Mexique attire plus de 4 000 migrants nicaraguayens. Ce pays constitue l'espace de transit des migrations centraméricaines vers les États-Unis. Les difficultés de traversée de la frontière ayant considérablement augmenté au fil des années, de nombreux migrants se sont installés finalement dans ce pays (voir chapitre 7). Il est probable que ce chiffre continue d'augmenter avec le durcissement récent du contrôle de la frontière Mexique/États-Unis.

Au Venezuela, enfin, environ 2 000 Nicaraguayens sont dénombrés, sachant que ce pays est dans les années 2000 un partenaire économique et géopolitique clé du Nicaragua. L'instabilité politique actuelle du Venezuela cependant, peut potentiellement affecter cette filière migratoire.

Comme déjà mentionné, ces données ne permettent pas de mesurer l'incidence des migrants en situation irrégulière ni des migrants temporaires. Or, comme je l'aborde dans les chapitres suivants, ces migrations constituent une part importante des déplacements des Nicaraguayens de la vallée du Río Negro. Au Costa Rica, la migration temporaire représente 60% de la migration nicaraguayenne. Il en est de même pour le Salvador (SICREMI, 2017). Le caractère frontalier de la zone d'étude avec le Honduras explique, à l'échelle locale, la prévalence de ces déplacements de courtes durées.

⁵³ Ce chiffre s'élève, selon le *padrón* à environ 35 000 Nicaraguayens pour 2018. En Espagne, les statistiques de démographie s'appuient sur deux outils, le recensement de la population nommé *censo* et le registre municipal de la population nommé *padrón* comme évoqué. Toute personne, espagnole ou étrangère, s'enregistre dans sa commune. La loi stipule que l'inscription ne peut avoir aucune conséquence négative pour les étrangers en situation irrégulière par exemple. Ces derniers s'inscrivent de ce fait afin de bénéficier des avantages en matière de santé notamment.

Chapitre 1

Combien de migrants nicaraguayens sont recensés dans chacun des principaux pays de destination?

Selon les recensements des pays de destination(1):

Pays	Avant-dernier recensement	Recensement le plus récent	Nombre de résidents nicaraguayens
États-Unis	2000	2010	383 896
Costa Rica	2000	2011	287 766
Espagne	2001	2011	17 057
Panama	2000	2010	9 798
Canada	2011	2016	9 725
El Salvador**	1992	2007	6 958
Guatemala**	1994	2002	5 604
Honduras*	2001	2013	5 519
Mexique	2000	2010	4 230
Venezuela	2001	2011	2 045

* Les données sont indisponibles pour le recensement de 2013.

** Le recensement de la population est prévue pour 2018 au Salvador, au Guatemala et au Nicaragua.

Sources:

(1) États-Unis: Données de l'United States Census Bureau (Amrican FactFinder) disponibles à ce lien:

<https://factfinder.census.gov/faces/tableservices/jsf/pages/productview.xhtml?src=bkmk>

Costa Rica: Fichier Excel disponible sur le site de l'Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC Costa Rica) à ce lien:

http://www.inec.go.cr/censos/censos-2011?keys=&at=386&prd=All&field_anio_documento_value%5Bvalue%5D%5Bdate%5D%5B

Espagne: Données de l'Instituto Nacional de Estadística (INE Espagne) disponibles à ce lien:

<http://www.ine.es/jaxi/Tabla.htm?path=/t20/e244/avance/p01/10/&file=03004.px&L=0>

Panama: Fichier Excel de l'Instituto Nacional de Estadística y Censo (INEC Panama) disponible à ce lien:

<https://www.contraloria.gob.pa/inec/archivos/P3591Cuadro7.xls>

Canada: Données officielles de Statistique Canada disponibles à ce lien: <http://www12.statcan.gc.ca/>

El Salvador: Fichier Excel disponible sur le site de la Dirección General de Estadística y Censos (Digestyc) à ce lien:

<http://www.digestyc.gob.sv/servers/redatam/htdocs/CPV2007S/index.html>

Guatemala: Données de Instituto Nacional de Estadística (INE Guatemala) disponibles à ce lien:

<https://www.inec.gob.gt/sistema/uploads/2014/02/20/jZqeGe1H9WdUDngYXkwt3GihUUQCukcg.pdf>

Honduras: Je me suis référée à la source suivante ne parvenant pas à trouver cette donnée sur le site de l'Instituto Nacional de Estadística (INE Honduras) : Tendencias y patrones de la migración latinoamericana y caribeña hacia 2010 y desafíos para una agenda regional. Martínez Pizarro J., Cano Christiny M.V., Soffia Contrucci M. 2014. Serie Población y Desarrollo, n°109 (LC/L3914). 72 p. Voir p.66.

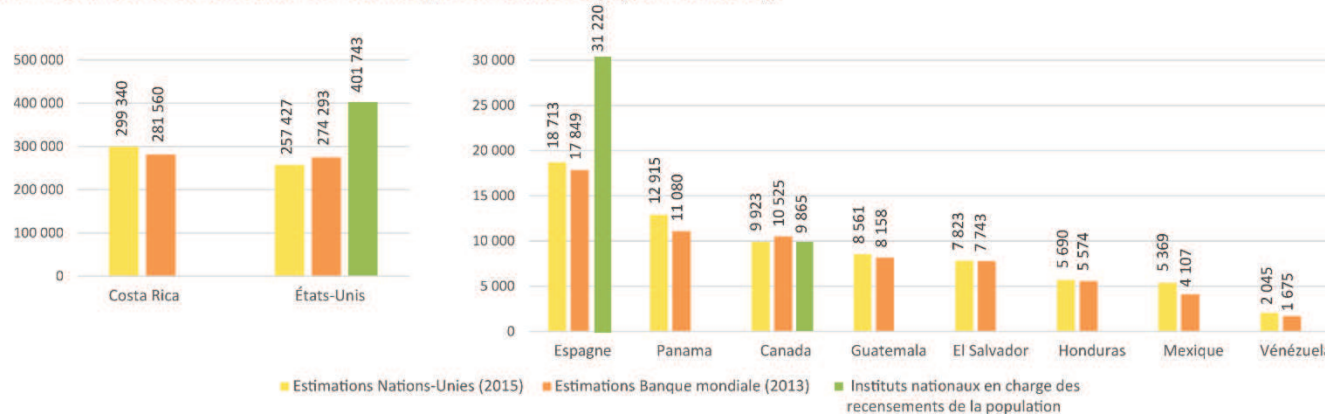
Mexique: Données de l'Instituto Nacional de Estadística, Geografía e Informática (INEGI) disponibles à ce lien:

<http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/2010/>

Venezuela: Données de l'Instituto Nacional de Estadística (INE Venezuela) disponibles à ce lien:

<http://www.ine.gov.ve/anda4/index.php/catalog/18>

Selon les estimations des institutions internationales(2) et les instituts des pays de destination(3):



Sources

(2) United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division (2015). Trends in International Migrant Stock: Migrants by Destination and Origin

(United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2015). Le fichier "Bilateral Estimates of Migrant Stocks in 2013" est disponible à ce lien:

<http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaisues/brief/migration-remittances-data>.

(3) Espagne: Instituto Nacional de Estadística (INE Espagne): <http://www.ine.es/jaxi/Tabla.htm?path=/t20/e245/p04/provi/10/&file=0ccaa002.px>. Estimations au 1er Janvier 2018.

Canada: Site officiel Statistique Canada: <http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dv-vd/imm/index-fra.cf>. Estimations au 27 Octobre 2017.

États-Unis: United States Census Bureau: <https://factfinder.census.gov/faces/tableservices/jsf/pages/productview.xhtml?src=bkmk>. Estimations pour l'année 2016.

Figure 3 : Le nombre de migrants nicaraguayens dans les pays de destinations. Réalisation : auteure.

2. Organisation territoriale de la vallée du Río Negro : vulnérabilités et nouveaux élans d'une région d'interface

Comme mentionné, la zone d'étude est située à la frontière avec le Honduras et à proximité de centres urbains avec lesquels les relations se sont renforcées au cours des dernières décennies. Ces particularités révèlent le caractère d'interface de la vallée du Río Negro. Elle est un espace où s'expriment à la fois des tensions, des différences mais également des complémentarités et des échanges avec les autres espaces avec lesquels elle est en contact⁵⁴. L'interface résulte des pratiques des acteurs qui valorisent les différences à la fois sociales et économiques entre ces espaces. Aujourd'hui, les habitants de la vallée du Río Negro, au travers de déplacements multiples, se connectent à ces espaces à proximité afin d'y capter des opportunités diverses.

Pour comprendre la relation aux espaces connexes, il convient de comprendre les composantes du territoire local. Les caractéristiques agro-écologiques rendent compte des contraintes qui pèsent sur les activités agricoles, justifiant les déplacements de la population dans l'espace régional porteur de nouvelles opportunités. Cette situation s'explique également par un contexte de forte croissance démographique qui justifie, pour ces familles rurales, de changer leurs modes de subsistances en diversifiant leurs activités.

2.1. L'environnement régional de la zone d'étude

2.1.1. Des plaines aux montagnes : un milieu productif sous contraintes

La vallée du Río Negro est considérée comme un refuge paysan du corridor sec méso-américain. Elle est située à l'interface de la plaine du Pacifique, la plus fertile mais aussi la plus inégalitaire du pays (Jahel, 2013), et d'une zone montagneuse aux conditions agro-écologiques et socio-économiques contraignantes.

⁵⁴ L'interface est définie comme « [...] un objet géographique qui naît de la discontinuité et/ou est établi sur celle-ci. Elle assure avant tout une fonction de mise en relation de différents systèmes territoriaux [...] ». (Groupe de recherches « interfaces », 2008: 2)

Chapitre 1

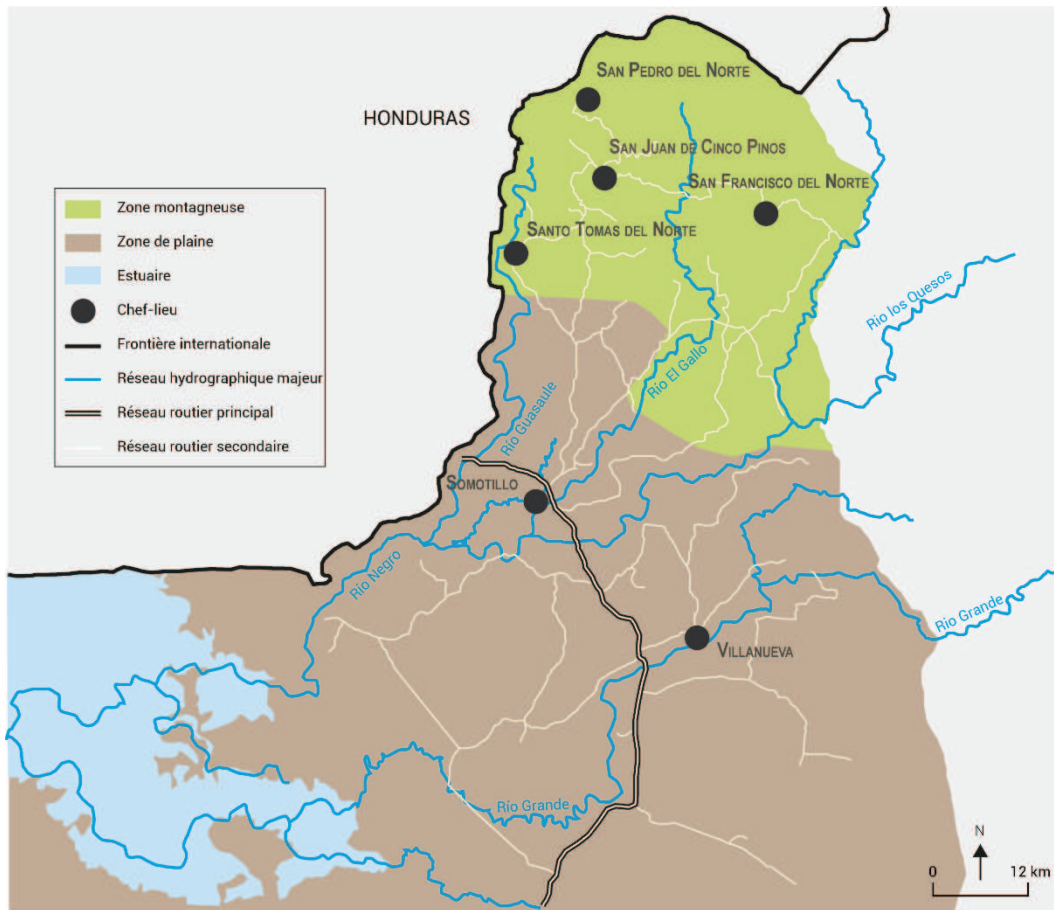
Le corridor sec mésoaméricain s'étend de l'état du Chiapas au Mexique jusqu'au Nicaragua. Il englobe un ensemble d'écosystèmes propres à l'écorégion de la forêt tropicale sèche. Ce corridor se distingue par des sécheresses cycliques liées au phénomène d'« El Niño de la Oscilación Sur » (ENOS). Il s'agit d'un phénomène océanique de grande échelle du Pacifique équatorial, affectant le régime des vents, la température de la mer et les précipitations. Depuis 1950, 10 évènements ENOS ont été recensés d'une durée variant de 12 à 36 mois dans ce corridor. La zone d'étude est située à la limite ouest du corridor. Impactée par des phénomènes de sécheresse, elle est classée par l'Institut Nicaraguayen des Études Territoriales (INETER) en zone à risque « très sévère » (communes de Somotillo et de Santo Tomas del Norte) et « sévère » (communes de Villanueva, San Juan de Cinco Pinos et San Pedro del Norte). Les déficits de précipitation moyens annuels peuvent être de 10% à 30% par rapport à la moyenne du pays ⁵⁵ (voir annexe 2). Cette réalité impacte les activités agricoles de la zone d'étude (FAO, 2013).

Les conditions climatiques de la vallée du Río Negro sont soumises à un climat tropical de savane, sec et semi-aride. L'année est rythmée par une saison sèche, de décembre à avril, et une saison des pluies, de mai à novembre, avec un pic de précipitation au mois d'octobre et une petite canicule de mi-juillet à mi-août. Cet épisode de chaleur différencie les deux principaux cycles de production de la saison des pluies : tout d'abord, la *primera* (de mai à juillet) et la *postrera* (d'août à novembre). Un troisième cycle de culture peut se réaliser de novembre à mars nommé *el apante*. La grande variabilité des précipitations au cours de la saison des pluies constitue l'un des risques principaux pour l'agriculture locale.

En me référant à la littérature et au travail de terrain⁵⁶, je distingue deux zones agro-écologiques dans lesquelles les familles ont développé des systèmes de production distincts (Carte 3). Je reviens plus en détail sur ces aspects dans le chapitre 5.

⁵⁵ Sur l'ensemble du territoire, les précipitations annuelles varient de 800 mm, dans les zones les plus sèches, à 5000 mm dans les zones les plus humides. Dans la région Pacifique, ces précipitations oscillent de 800 à 2000 mm avec une moyenne de 1979 mm (1971-2000) (INETER, 2012). Dans la zone d'étude, ces précipitations annuelles varient de 1790 à environ 2000 mm selon les espaces.

⁵⁶ Le zonage agro-écologique de la zone d'étude a été réalisé avec l'appui de C. Hédouin, ingénieure agronome, en mobilisant la méthodologie du diagnostic agraire (Cochet et Devienne, 2006; Ferraton et Touzard, 2009; Cochet, 2011).



Carte 3 : Zonage agro-écologique de la vallée du Río Negro. Sources : données terrains et Levard et al., 2000; Guinau et al., 2005. Réalisation : S. Coursière et auteure, 2018.

Au sud-ouest de la zone d'étude, dans les communes de Somotillo et de Villanueva, prédomine une zone de plaine. Dans ces terres basses, l'altitude est inférieure à 100 mètres et les pentes n'excèdent pas 30%. Le climat est aride et sec, avec des températures moyennes supérieures à 27°C et des précipitations de 1790 mm/an⁵⁷. Les sols sont formés par les alluvions argileuses des affluents du Río Negro. De ce fait, l'agriculture ne peut être exercée dans l'ensemble de la zone (voir chapitre 5). Au bord du fleuve et sur les replats, le maïs et le sorgho sont cultivés durant la *primera* et la *postrera* et le sésame, voire la pastèque, durant l'*apante*. L'élevage bovin extensif domine dans la zone de plaine, à cause de la faible fertilité des sols et de la présence d'un arbre spécifique, le *jícara* (*Crescentia cujete*). Cet arbre a des propriétés

⁵⁷ L'INETER se charge de collecter les données climatiques sur tout le territoire mais il dispose de peu de stations météorologiques et les mesures réalisées ne sont pas toujours fiables. Les mesures officielles relèvent une température moyenne de 27°C mais durant la petite canicule (mi-juillet à mi-août) les températures peuvent s'élever à plus de 35°C à l'ombre. Les données relatives aux précipitations ont été recensées pour la période 1970-2007 par l'INETER.

Chapitre 1

nutritives précieuses et entre dans l'alimentation des bovins, en particulier lors de la saison sèche.

Les exploitations agricoles varient de 1,4 hectare à plus de 210 hectares, avec des troupeaux pouvant aller de quelques bêtes à plus de 200 animaux. Les stratégies agricoles sont donc plurielles allant de l'autoconsommation à la vente des productions.

Comme déjà mentionné, cette zone a été concernée par la réforme agraire des années 1980. De nombreuses coopératives ont été créées sur des superficies importantes, puis démantelées conduisant à une individualisation des exploitations agricoles et à des phénomènes de concentration foncière qui expliquent l'hétérogénéité des situations agricoles. En 1998, l'ouragan Mitch a particulièrement affecté le sud-ouest de la zone d'étude dégradant la fertilité des sols et déplaçant le Río Negro de son lit, ce qui a entraîné la baisse des surfaces cultivables en bord de fleuve.

Au nord de la zone d'étude, la zone montagneuse d'altitude comprise entre 100 et 1500 mètres d'altitude comprend les communes de Santo Tomas del Norte, de San Juan de Cinco Pinos et de San Pedro del Norte. Le relief et les pentes sont de degrés variables ce qui influence les textures et les fertilités des sols. Dans les hauteurs de la zone d'étude, le relief est particulièrement escarpé et les pentes sont abruptes (plus de 50%). De ce fait, l'érosion des sols limite. La déforestation contribue également à la perte de fertilité des terres. Selon l'altitude, les températures varient de 20°C à 26°C. Les précipitations annuelles peuvent dépasser les 2000 millimètres dans les parties les plus hautes⁵⁸.

La texture sableuse des sols, suite au lessivage des argiles en bas de pente permet l'instauration de la culture du maïs et du sorgho dans les bas-fonds. Le haricot est cultivé sur les hauteurs adéquates à cette culture durant la *primera* et la *postrera*. De petites et moyennes exploitations familiales (1,4-35 hectares), combinée parfois avec une activité d'élevage bovin (2 à 40 têtes) se côtoient. Il existe également quelques grandes exploitations familiales (environ 70 hectares).

La zone de montagne a été peu concernée par la réforme agraire. Pour rappel, 5% de la superficie agricole de San Juan de Cinco Pinos a été redistribuée. Certaines familles ont été déplacées vers la zone de plaine pour désengorger les hauteurs et les éloigner des conflits armés le long de la frontière hondurienne. La problématique de l'accès au foncier agricole reste la

⁵⁸ La station météorologique de Palo Grande (à l'ouest de la zone de plaine) enregistre des précipitations de 129 mm pour la saison sèche et celle de Somotillo (au nord-est de la zone de plaine) enregistre 150 mm de précipitation. Quant à la station météorologique de San Juan de Cinco Pinos, elle enregistre 226 mm de précipitations à la même période (INETER, 2007).

principale difficulté pour ces familles rurales et les générations descendantes. Les principales raisons sont la saturation de l'espace agricole et la division du foncier à chaque génération ne permettant pas de maintenir des exploitations agricoles viables.

2.1.2. L'espace de proximité : des opportunités sans cesse renouvelées de part et d'autre de la frontière, entre villes et campagnes

2.1.2.1. Une connexion historique au Honduras et la nouvelle attractivité du département de Chinandega

La position d'interface de la vallée du Río Negro, entre franges frontalières et plaine du Pacifique, explique certaines de ses dynamiques démographiques, sociales ou encore économiques. Comme déjà mentionné, la dynamique de peuplement de la vallée du Río Negro résulte de l'expulsion de la petite paysannerie depuis les plaines du Pacifique dès le début 19^{ème} siècle. À cela s'ajoute l'arrivée de populations honduriennes vers 1840, puis au début du 20^{ème} siècle, lesquelles ont participé également au peuplement des communes de la vallée du Río Negro⁵⁹. Dotées alors de moyens de production, elles introduisent notamment l'élevage bovin (Bernard et Bigourdan, 2001). Sur le plan politique, la frontière est un lieu d'opposition dans les années 1980. La cristallisation du conflit et l'instauration d'un embargo économique, de mai 1985 à mars 1990, développent le commerce de contrebande entre les localités frontalières. Ainsi, la frontière qui borde la zone d'étude est source de discordes et d'échanges selon la conjoncture. Aujourd'hui, la proximité de la frontière crée un espace régional complexifié par la combinaison de marchés ruraux et urbains, nationaux ou non. Cette dynamique transfrontalière s'organise autour de trois pôles urbains : Chinandega au Nicaragua, Choluteca et El Triunfo au Honduras (Carte 4).

Les villes de Choluteca et d'El Triunfo⁶⁰ sont situées, respectivement, à 1h15 et 30 minutes de bus de Somotillo, en passant par le poste de frontière d'El Guasaule. Les mobilités circulaires vers ces villes sont multiples. Choluteca et El Triunfo ont été privilégiées par les habitants de la vallée par rapport à la ville de Chinandega, située à un temps

⁵⁹ Au début du 20^{ème} siècle s'amorce à nouveau une longue phase de migration du Honduras vers ces communes du Nord. Cette seconde vague migratoire hondurienne résulte d'une forte sécheresse ainsi que d'une invasion de sauterelles ayant affecté le département de Paraíso (département hondurien frontalier avec le Nicaragua). Plusieurs milliers de personnes sont concernés. Ces événements ont incité de nombreuses familles honduriennes à rallier le sud du Honduras et le nord du Nicaragua.

⁶⁰ Selon l'Institut National de Statistiques hondurien, Choluteca est une ville de plus de 100 000 habitants et 45 000 habitants sont estimés à El Triunfo en 2016.

Chapitre 1

de parcours équivalent, en raison des produits disponibles et moins coûteux sur le marché. En effet, les habitants de la vallée se rendent dans ces villes honduriennes pour s'approvisionner en marchandises qu'ils revendent dans les localités de la vallée ou pour vendre leur production agricole (fromage, pâtisserie).

La ville de Chinandega⁶¹ est le poumon économique du département. Au cours du 20^{ème} siècle, ce sont surtout les plaines de Chinandega qui étaient attractives pour les habitants de la zone d'étude. Ils y partaient de manière saisonnière pour y travailler comme ouvrier agricole. Aujourd'hui, les opportunités sont plus diversifiées. La ville comporte de nombreux services et infrastructures : un marché de rayonnement régional, des universités et des instituts privés, des hôpitaux et des cliniques ou encore le consulat costaricain. Les habitants de la vallée du Río Negro s'y rendent donc pour s'approvisionner, étudier, se soigner ou obtenir un passeport et un visa pour le Costa Rica.

Les populations de la zone d'étude fréquentent désormais autant Chinandega que Choluteca, alors que les enquêtes de terrain révèlent une préférence des habitants de la zone montagneuse pour Choluteca jusqu'à la fin des années 2000.

Les échanges et les mobilités tissent également d'étroites relations transfrontalières. Les honduriens viennent par exemple se faire soigner dans les centres de santé des communes montagneuses nicaraguayennes. Du petit commerce frontalier est également réalisé et, chaque année, des vols de bétail revendu sont signalés par les paysans des deux côtés de la frontière.

À ce renforcement de l'effet frontière au cours des dernières années, s'ajoutent de nouvelles connexions avec des villes plus éloignées. L'amélioration des infrastructures routières et du réseau de transport permet aujourd'hui aux habitants de la vallée du Río Negro de se rendre à León sur la journée (notamment les jeunes qui étudient à l'université publique).

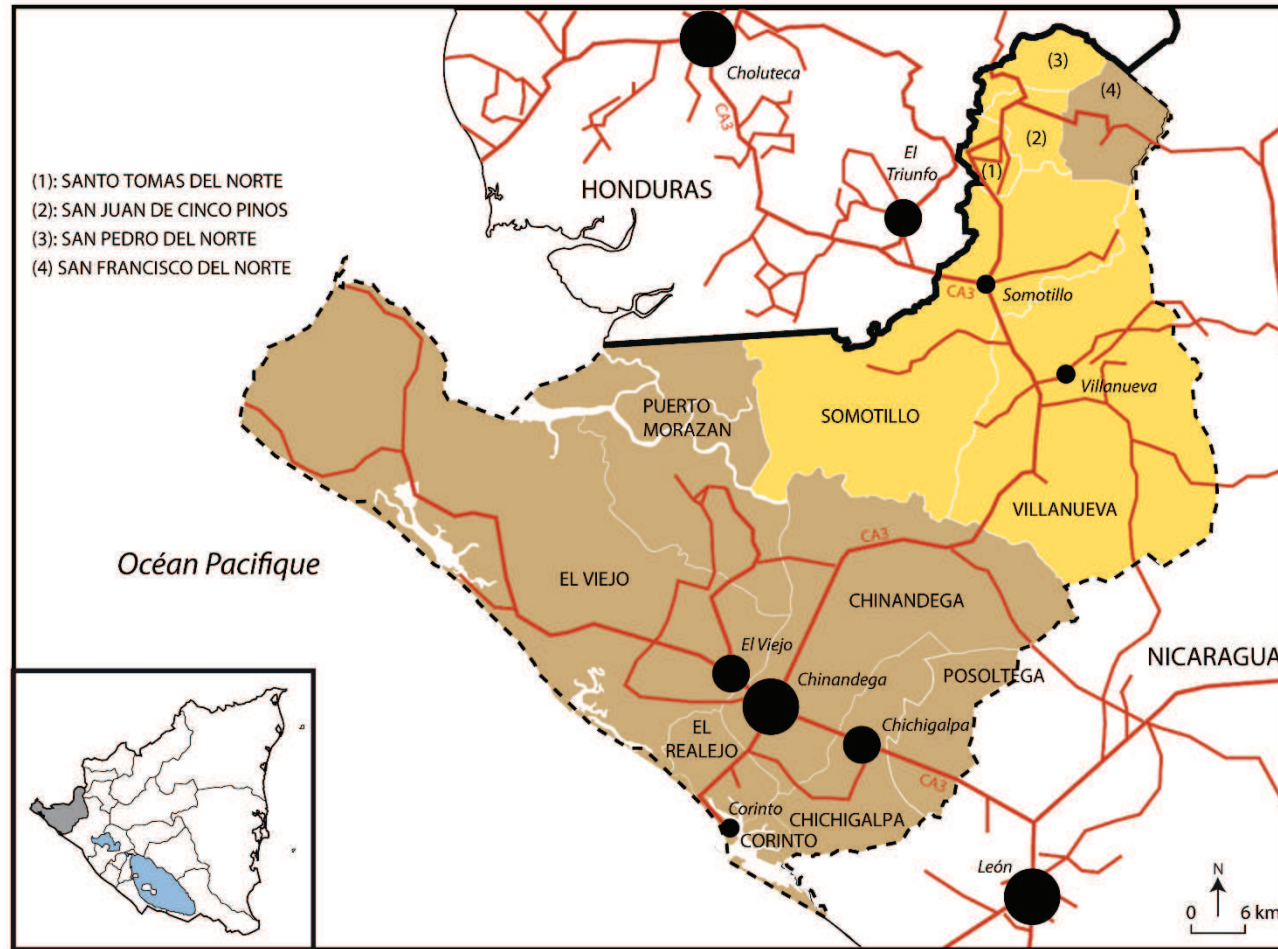
En résumé, la zone d'étude est longtemps restée à l'écart des dynamiques du reste du département de Chinandega, un des pôles de développement pour le pays tout au long du 19^e et 20^{ème} siècle. Sa position frontalière avec le Honduras a souvent exposé la vallée du Río Negro en première ligne des discordes entre les deux pays. Aujourd'hui, avec des disparités entre la partie basse et la partie haute de la vallée, cette zone est davantage connectée à l'environnement régional grâce au développement du réseau de transport et à l'attractivité renforcée des pôles urbains avoisinants. La vallée du Río Negro cultive ainsi sa position d'interface en jouant à la

⁶¹ Selon l'INIDE, la ville de Chinandega compte 135 154 habitants selon les estimations de 2016.

Chapitre 1

fois sur l'effet-frontière avec le Honduras et en construisant ce lien rural-urbain avec les principales villes alentour.

Chapitre 1



Légende:

- | | | | | |
|---|------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Frontière internationale | Axe routier principal | EL VIEJO : nom de la commune | Plus de 100 000 hab. | Commune étudiée |
| Limite du département de Chinandega | Axe routier secondaire | Corinto : Ville | entre 40 000 et 99 999 hab. | Autre commune du département |
| En blanc, limite des communes de Chinandega | | | entre 10 000 et 39 999 hab. | |

Carte 4 : L'environnement régional de la vallée du Río Negro. Source : élaborée à partir des estimations de l'INIDE (2016) et des données de l'INETER (2011). Réalisation : auteure.

Chapitre 1

2.1.2.2. *Le développement des réseaux routiers, vecteur de nouvelles connexions*

La vallée du Río Negro est connectée à la frange pacifique du pays, en particulier au reste du département de Chinandega, et au Honduras, par la route asphaltée CA3 (Carte 4 et Photographie 1). Cette route correspond à un des axes de dédoublement de l'Interaméricaine, nom donné au tronçon centraméricain de la route Panaméricaine qui relie l'Amérique du Nord à l'Amérique du Sud⁶². Le tracé de l'Interaméricaine traverse la façade pacifique, la plus peuplée du Nicaragua, où la circulation est la plus intense, tout comme dans les autres pays de l'isthme centraméricain et ce, depuis l'époque précolombienne (Medina-Nicolas, 2007).



Photographie 1 : L'Interaméricaine (entre Matapalo (Villanueva) et Villa 15 de Julio), simple double voie sans marquage au sol, outre les traces des nids de poule rebouchés. À gauche de cette route, les camions transportant la canne à sucre récoltée circulent sur des pistes aménagées par les raffineries. Au fond, le volcan San Cristóbal. Source : auteure (2015).

Si le goudronnage de la CA3, au cours de la décennie 1950, a permis une meilleure connexion entre le bourg de Somotillo et la ville de Chinandega (Gonda, 2004), cette route est

⁶² La route Interaméricaine (CA1) traverse le Nicaragua par le centre en passant par les villes de Somoto et d'Estelí. C'est au niveau de Choluteca que l'axe de dédoublement CA3 démarre et se poursuit jusqu'à Managua. Les axes de dédoublement de cette route sont des supports de plus en plus importants du commerce interrégional depuis la fin des années 1980 (Medina-Nicolas, 2007).

très encombrée⁶³. Des aménagements récents (2016) ont permis l'ouverture d'une nouvelle route goudronnée au niveau de la localité de Villa 15 de Julio permettant de rallier directement la ville de León sans avoir à traverser l'ouest du département de Chinandega.

L'amélioration du réseau routier concerne également le réseau secondaire et la connexion entre la zone de plaine et celle de montagne qui, jusqu'en 2008 était difficile. À cette date, le Ministère du Transport et des Infrastructures (MTI), grâce à des fonds étatsuniens⁶⁴, investit dans l'amélioration du réseau routier. L'axe qui relie San Juan de Cinco Pinos à Somotillo est le premier concerné par le projet (route NIC-32). Il est jugé d'une grande rentabilité, car il permet d'approvisionner les marchés régional et national en productions agricoles locales, à savoir en haricot et lait de vache. Cette route rénovée facilite les déplacements de la population de la vallée du Río Negro. Par exemple, les habitants de la commune de San Pedro del Norte peuvent rallier la ville de Chinandega, située à une centaine de kilomètres, en quatre heures de bus environ. Les trajets, qui sont quotidiens, représentent un coût d'environ 2,5 euros, ce qui correspond au salaire journalier d'un travailleur agricole.

Au sein de la vallée du Río Negro, la majorité des localités sont accessibles par des pistes sur lesquelles peuvent circuler les bus. Mais l'isolement demeure un enjeu fort pour de nombreuses familles des localités reculées qui doivent rejoindre ces pistes à pied. D'autant plus que, durant la saison des pluies, certaines de ces pistes ne sont plus praticables, isolant la population ou les obligeant à recourir à d'autres modes de transport (moto, vélo, cheval) (voir annexe 3).

Depuis quelques années, certaines pistes s'ouvrent vers le centre du pays. La route NIC-32 se poursuit au-delà de San Francisco del Norte, sous forme de piste, pour rallier le département d'Estelí, rejointe par différents chemins difficiles d'accès (certains véhicules peuvent les emprunter mais pas les bus) venant du nord-est de la commune de Somotillo (au niveau de la localité de Rodeo Grande).

⁶³ Cette route est praticable toute l'année mais durant la saison des pluies la circulation est plus compliquée voire entravée par des nids de poule. L'entretien de la route est annuel, réalisé juste avant l'arrivée des pluies (en avril-mai) et coûteux. Une réflexion est aujourd'hui en cours pour rénover durablement cette route. L'une des actions entreprises, depuis quelques années, provient des raffineries de canne à sucre et d'arachide implantées dans le reste du département. Elles construisent leurs propres pistes accolées à la NIC-24 ou CA3 afin de faire circuler leurs camions et autres engins agricoles. Ces énormes véhicules perturbent le trafic et détériorent fortement la chaussée (Photographie 1). La même question se pose côté hondurien où le tronçon Choluteca-Guasaula (environ 40 km) est en cours de rénovation.

⁶⁴ Les fonds ont été versés via le programme « *La Cuenta Reto del Milenio* » qui est un programme d'aide du gouvernement des États-Unis depuis 2002. Il a, selon leurs mots, pour objectif de réduire la pauvreté par la croissance et le développement économique.

Cette amélioration du réseau routier contribue à la croissance des mobilités au sein de l'espace régional, que ce soit pour les études (León) ou pour le commerce (Chinandega ou les communes voisines du département de Chinandega). Les possibilités de déplacements quotidiens ou hebdomadaires dans l'espace de proximité se sont donc multipliées et diversifiées.

2.2. Répartition actuelle de la population dans la vallée du Río Negro : reflet de la croissance démographique nationale

2.2.1. *Les communes du nord de Chinandega marquées par de fortes densités démographiques*

Le Nicaragua connaît actuellement une transition démographique qui se caractérise par une baisse de la mortalité, en particulier infantile, et une baisse de la fécondité depuis les années 1950⁶⁵. Ces facteurs, auxquels il faut ajouter la dynamique migratoire vers l'extérieur⁶⁶, transforment la pyramide des âges de la population. La population dépendante des moins de 15 ans est en diminution depuis 2005 et celle des plus de 60 ans est en augmentation (Delgadillo, 2010). La population nicaraguayenne se caractérise par une forte et rapide croissance de sa population potentiellement active, la plus importante de son histoire⁶⁷. Cette frange de la population, en particulier les jeunes, augmente de manière modérée entre les années 1950 et 1990 et connaît aujourd'hui une vive accélération. Selon Fréguin-Gresh et al. (2012), la population active représente environ 3,9 millions d'individus. Sur la période 2010-2015, cela représente entre 119 000 et 125 000 personnes qui arrivent annuellement sur le marché du travail. Cette étape démographique est une opportunité pour le pays à condition que

⁶⁵ Le taux de mortalité au Nicaragua aujourd'hui est le plus faible d'Amérique centrale (4,75 pour 1000 habitants) (PEN, 2016). La baisse du taux de mortalité infantile est drastique grâce aux efforts du gouvernement sandiniste sur la période 1979-1990. Il s'élevait à 172,3 pour 1000 habitants sur la période 1950-1955, bien au-dessus de la moyenne en Amérique latine (127,7 pour 1000 habitants). Sur la période 2010-2015, il était de 18,3 pour 1000 habitants, au-dessous de la moyenne d'Amérique latine (18,6 pour 1000 habitants) (CELADE). De plus, alors que le nombre d'enfant par femme en 1950 était de 7 enfants environ, il est de 3 en 2015 (PEN, 2016). Par conséquent, l'espérance de vie au Nicaragua en 2015 est de 75,7 ans (75,1 ans en Amérique centrale) contre 70,8 ans en l'an 2000 (PEN, 2016 et CELADE).

⁶⁶ Selon la CEPAL, le solde migratoire est négatif (migration internationale) : -3,4% en 2015 (<http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/>).

⁶⁷ La CEPAL définit la population active comme l'ensemble des individus entre 15 et 59 ans. Le taux de croissance annuelle de la population nicaraguayenne est de 1.1% en 2016 (en décélération depuis 2010).

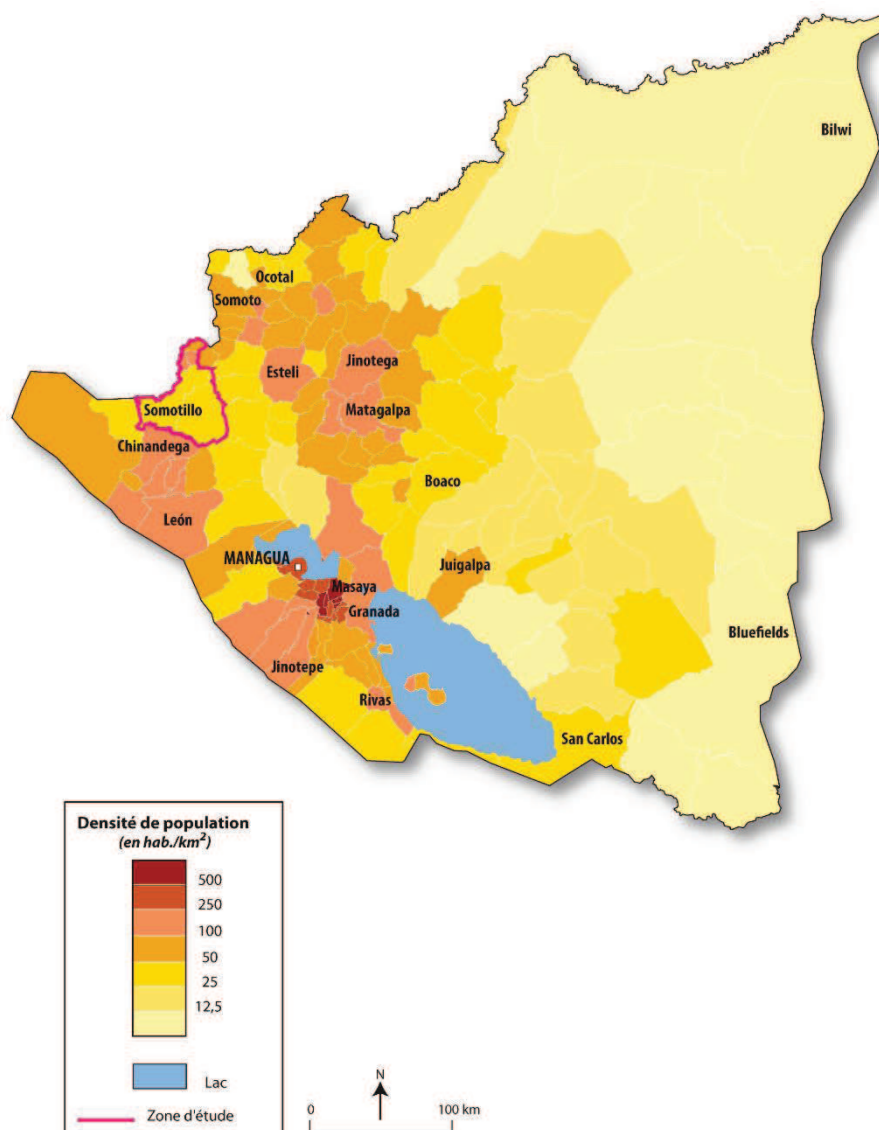
Chapitre 1

cette population soit intégrée sur le marché du travail. Or la structure actuelle de celui-ci ne permet pas d'intégrer cette population⁶⁸ (Fréguin-Gresh et al., 2012).

Comme précédemment évoqué dans la section 1, la répartition de la population sur le territoire est hétérogène (Carte 5). Les régions Pacifique et du Centre du Nicaragua sont les plus densément peuplées. Les pôles de développement du pays se situent dans ces deux parties du pays. À l'inverse, la façade Atlantique du pays, longtemps exclue des dynamiques nationales, est la plus faiblement peuplée. En 2005 (date du dernier recensement), la densité moyenne de population à l'échelle du pays est de 42,7 hab./km², avec 152 hab./km² dans la région Pacifique, 48 hab./km² dans la région Centre et 10 hab./km² dans la région Atlantique (INEC, 2006)⁶⁹.

⁶⁸ En effet, même si l'INIDE annonce que le taux d'emploi (part de la population économiquement active par rapport à la population en âge de travailler) est de 74,2% et le taux de chômage de 4% début 2017, le sous-emploi est élevé (42,7%) tout comme l'emploi informel, difficile à mesurer (INIDE, 2017).

⁶⁹ À partir des estimations de l'INIDE pour 2015, la densité de population à l'échelle nationale est de 52 hab./km² (INIDE 2016).



Carte 5 : Densité de population à l'échelle des communes nicaraguayennes. Source : élaboration à partir des données du recensement de la population de 2005. Réalisation : S. Coursière, 2018.

La zone d'étude compte, selon les projections pour l'année 2015, une population totale de 84 665 individus⁷⁰, soit 1,4% de la population nicaraguayenne et 20% de la population du département, (INIDE, 2016a). La population se répartit sur 1677 km² dont 90% de la superficie correspond au territoire des communes de Somotillo (43%) et de Villanueva (47%) dans la partie de plaine. Ces communes ont de faibles densités de population par rapport au reste du

⁷⁰ Selon le recensement de 2005, la zone d'étude comptabilisait une population de 73 314 habitants (INEC, 2006) soit 1,2% de la population nationale. La population est en augmentation dans cette zone.

département⁷¹. En revanche, les communes situées dans la zone de montagne, qui s'étendent sur 10% de la superficie de la zone d'étude, sont les plus densément peuplées. Alors que la densité de population à l'échelle du département de Chinandega est de 78,6 hab./km² en 2005 et de 89,1 hab./km² en 2015 (*ibid.*), les communes d'altitude de Santo Tomas del Norte et San Juan de Cinco Pinos ont des densités respectives de 205 hab./ km² et 118 hab./km² (Tableau 1). Cette situation se traduit, entre autres, par un accès limité à la terre agricole. Cela explique en partie que les habitants, ne pouvant plus compter que sur les activités agricoles, recherchent des moyens d'existence non agricoles au sein mais également en dehors de la zone d'étude.

Commune	Nombre d'habitants (recensement 2005)	Nombre d'habitants (estimations année 2015)	Superficie (km ²)	Densité de population 2005 (hab/km ²)	Densité de population (estimations 2015) (hab/km ²)
Somotillo	29 030	33 102	724,71	40,1	45,7
Villanueva	25 660	31 020	779,88	32,9	39,8
Santo Tomas del Norte	7 124	8 223	39,99	178,1	205,6
San Juan de Cinco Pinos	6 781	7 167	60,38	112,3	118,7
San Pedro del Norte	4 719	5 153	71,50	66,0	72,1

Tableau 1 : Nombre d'habitants et densité de population dans les communes étudiées. Sources : INEC 2006; INIDE 2016a.

2.2.2. *Disparités rurales et influences urbaines*

2.2.2.1. *Une zone à dominante rurale*

Comme mentionné, le rapport entre population rurale et population urbaine au Nicaragua s'inverse au début des années 1980. Cela fait suite à d'importants flux de populations des campagnes vers les villes et depuis le Pacifique vers l'intérieur du pays⁷².

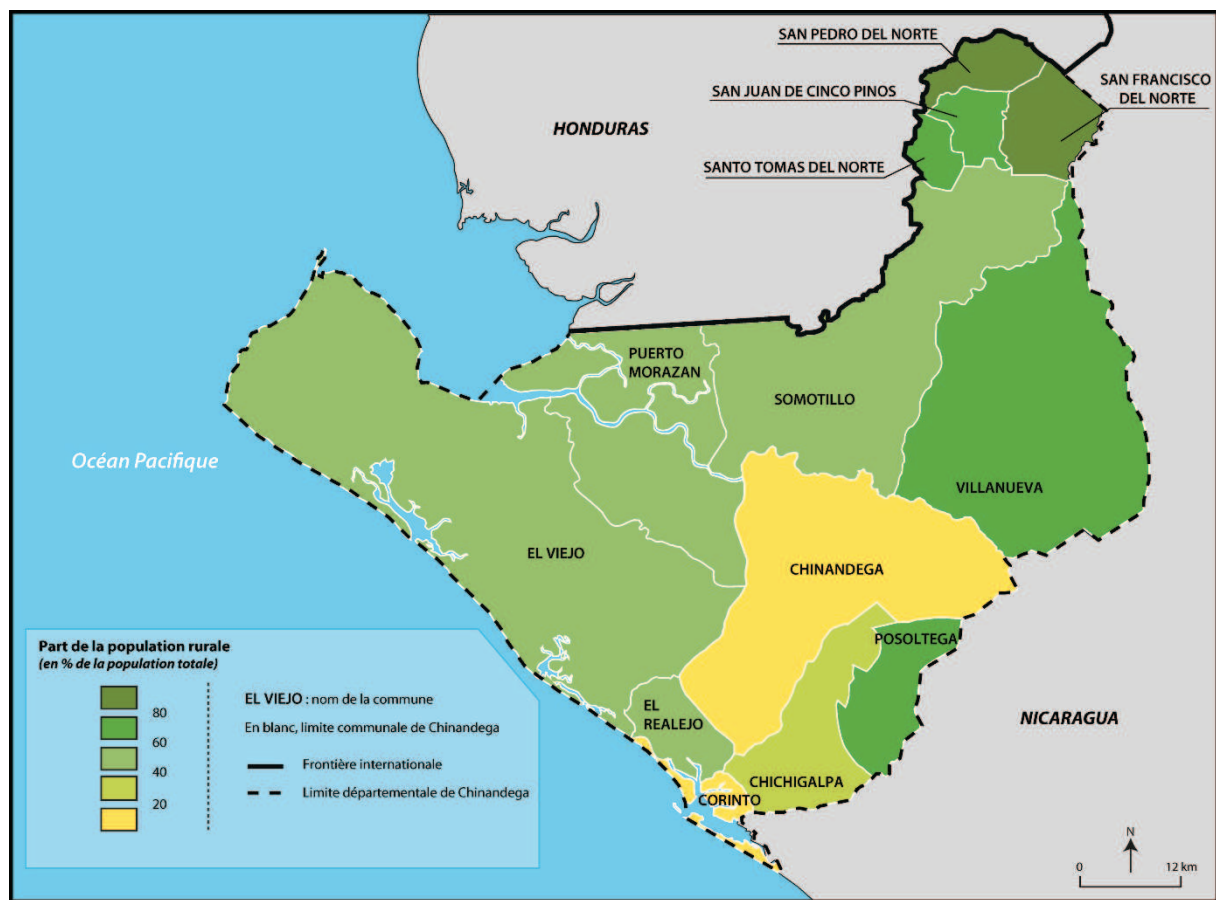
⁷¹ L'ancienneté du dernier recensement ne permet pas une analyse actualisée de la situation actuelle. R. López (2015), professeur à l'Université de Managua, propose une analyse de la densité à l'échelle des communes pour l'année 2015, les catégories de densité sont les mêmes pour la zone d'étude à l'exception de la commune de Santo Tomas del Norte qui passe dans la catégorie supérieure.

⁷² Pour rappel, cette situation est la résultante des conflits armés, des tentatives de réforme agraire et des changements structurels dans l'agriculture (voir section 1.1)

Chapitre 1

En 2015, la population rurale représente 41,9% de la population nicaraguayenne selon les estimations de l'INIDE (INIDE 2016a)⁷³.

Le département de Chinandega, plus densément peuplé que la moyenne nationale, se caractérise par une population majoritairement urbaine (64% selon les estimations de 2016 de l'INIDE). Cependant, les données à une échelle plus fine montrent que certaines communes maintiennent des taux élevés de ruralité, notamment celles qui sont les plus densément peuplées (Carte 6). Cette tendance reflète le phénomène d'expulsion de la petite paysannerie au cours du 20^{ème} siècle, avec l'expansion de l'agro-exportation, vers le nord du département, devenu une zone refuge.

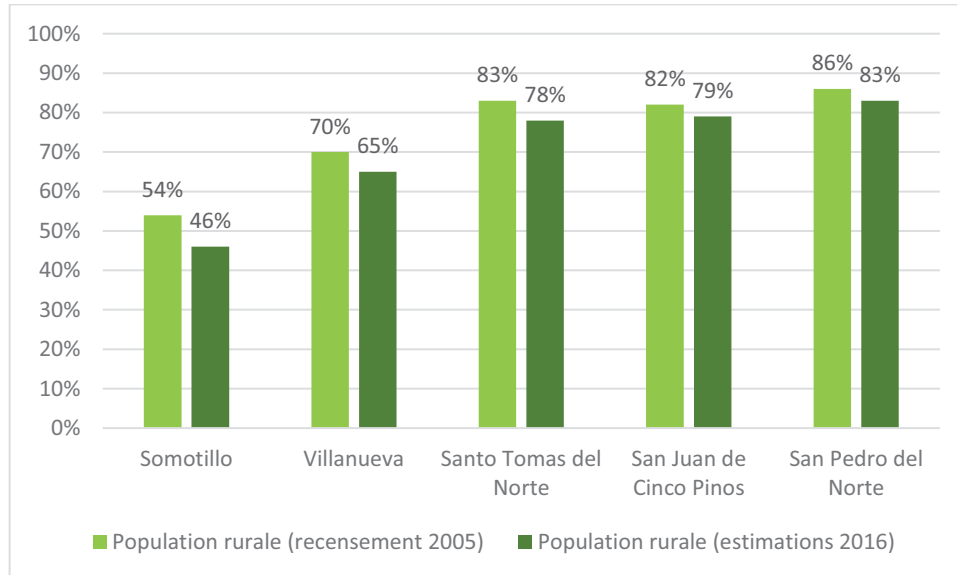


Carte 6 : Part de la population rurale dans le département de Chinandega. Source : élaboration à partir des estimations de l'INIDE (2016). Réalisation : auteure.

⁷³ Le recensement de 2005 définit la population rurale comme les lieux de moins de 1000 habitants et qui ne réunissent pas les structures urbaines comme les trottoirs, l'électricité, des établissements commerciaux ou industriels et présentent une population dispersée. La définition n'a que peu évolué depuis le recensement de 1963. Le recensement estime la population rurale à 44,1% (INEC, 2006). Selon la CEPAL, la croissance de la population urbaine est de 1,3%, elle est de 0,7% pour la population rurale, pour la période 2015-2020 (<http://estadisticas.cepal.org/cepalstat/>).

Chapitre 1

Si la tendance est à la baisse de la population rurale au profit des urbains, les communes étudiées sont à dominante rurale à l'exception de la commune de Somotillo (Graphique 1 et voir annexe 4).



Graphique 1 : Evolution de la population rurale au sein des communes de la zone d'étude. Sources : INEC, 2006 ; INIDE, 2016.

Depuis quelques années, la ville de Somotillo connaît une accélération de la croissance de sa population. La ville joue désormais le rôle d'interface entre la partie basse et la partie haute de la vallée, et capte les bénéfices économiques et agricoles. L'implantation et le développement de différents services et infrastructures comme l'hôpital, l'université, les banques et le marché ont permis de rendre la ville centrale au sein de cette zone. À l'inverse, les localités de la commune ou les autres communes de la vallée connaissent un développement territorial hétérogène. De fortes disparités existent entre les bourgs et les localités rurales.

Concernant l'accès aux services tels que l'eau potable et l'électricité, les bourgs des différentes communes sont bien équipés (Tableau 2). Néanmoins, durant la saison sèche, le réseau d'eau potable ne répond pas à la demande des habitants. L'eau est disponible à certains créneaux horaires selon les quartiers et le ravitaillement par citerne est courant. Le réseau électrique est également mis à mal, en particulier durant les fortes pluies, les coupures de courant sont le quotidien des habitants de la vallée. Pour cette raison, une partie de la population choisit de ne pas développer certaines activités (vente de sac de glace ou de poulet congelé). Le risque d'endommager la marchandise est important s'ils ne disposent pas de générateur pour faire face aux temps de carence en électricité.

Chapitre 1

Bourg	Couverture en eau potable	Couverture en électricité
Villanueva	91,5%	98,1%
Somotillo	90,7%	94,1%
Santo Tomas del Norte	71,9%	94,1%
San Juan de Cinco Pinos	98,3%	99,9%
San Pedro del Norte	96,4%	97,7%

Tableau 2 : Accès à l'électricité et à l'eau potable dans les bourgs des communes étudiées. Source : BCN 2017a; 2017b; 2017c; 2017d; 2017e.

Dans les localités rurales, l'eau courante n'arrive pas jusqu'aux habitations. Les habitants collectent l'eau au puits communautaire, dans les ravines ou dans le fleuve. Certains disposent également de leur propre puits. Toutes les localités rurales, de Villanueva à San Pedro del Norte, n'ont pas encore accès à l'électricité. Il existe de fortes disparités d'une localité à l'autre. Par exemple, sur la piste qui mène de Somotillo aux localités d'étude d'El Caimito et El Rodeito, l'électrification est en cours avec l'installation des poteaux de bois le long de la piste (2016). En attendant, les habitants utilisent des lampes à huile ou de petits panneaux solaires capables de maintenir la télévision allumée le soir.

En matière de santé et d'éducation, les efforts du gouvernement au cours des années 1980, et depuis 2007, ont été importants. Dans le secteur de la santé, chaque commune compte au minimum dans son bourg un centre de santé et une pharmacie⁷⁴. L'hôpital est à Somotillo. Il existe un ou plusieurs centres de santé dans certaines localités. Pour ce qui est de l'éducation, il existe à l'échelle de chaque commune, plusieurs écoles préscolaires et primaires, une école secondaire située dans le bourg (à l'exception de Cinco Pinos), et parfois une école technique⁷⁵. Pour poursuivre des études supérieures, les étudiants doivent se rendre, au plus proche, à Somotillo où il y a une université et un institut technique. Il existe également des dispositifs de formation destinés aux adultes mis en place au sein des localités.

Dans l'ensemble, la vallée du Río Negro, à forte dominante rurale, reste marginalisée et pauvre, à l'image de ce que l'on observe plus généralement au Nicaragua (Baumeister et Rocha, 2009) (voir annexe 5). Selon les données les plus récentes de la CEPAL (2009), 65,4% de la population rurale est considérée comme pauvre contre 58,9% de la population

⁷⁴ L'essor de la ville de Somotillo se constate dans ce secteur de la santé. Alors que les communes du nord sont équipées d'un seul centre de santé, d'une pharmacie voire d'un laboratoire d'analyse, Somotillo comptabilise 15 centres de santé, 16 pharmacies, 4 laboratoires d'analyse, 1 hôpital et un fabricant de prothèse (BCN, 2017d).

⁷⁵ Le système scolaire nicaraguayen est fondé sur quatre niveaux. L'éducation préscolaire est non obligatoire et s'adresse aux enfants de 4 à 6 ans. L'éducation primaire est quant à elle obligatoire et gratuite, composée de 6 niveaux, pour les enfants de 6-7 ans à 12-15 ans. L'éducation secondaire mène au baccalauréat (5 ans) ou à l'obtention d'un diplôme de technicien (3 ans pour les 15-18 ans). L'éducation supérieure correspond aux formations dispensées dans les universités (4 à 5 ans pour l'obtention de la licence), les centres d'éducation technique supérieure (2 à 3 ans) et les centres de recherche et de formation.

urbaine (CEPAL, 2016)⁷⁶. Le gouvernement nicaraguayen présente des chiffres bien différents, estimant que, en 2016, 24,9% de la population est pauvre selon le dernier rapport de l'INIDE, chiffre en baisse par rapport au rapport de 2014 où la pauvreté était estimée à 29,6%⁷⁷.

2.2.2.2. *Différentes formes de diversification des activités*

Si l'agriculture est restée attractive pour les ruraux de la vallée du Río Negro, les conditions contraignantes (conditions climatiques, dégradation des sols agricoles, foncier restreint) les obligent aussi, depuis longtemps, à diversifier leurs activités hors exploitation et à se déplacer. Le phénomène est aujourd'hui renforcé. La disponibilité des transports, l'urbanisation rapide du bourg de Somotillo et la proximité de marchés régionaux (Chinandega, Choluteca, El Triunfo) offrent diverses opportunités. De nouvelles activités de commerce (étales sur le marché, boutique d'intrants agricoles) et de service (taxi-vélo) se créent localement. Certaines de ces activités créent de nouvelles connexions avec les localités alentours.

Les habitants ont toujours su tirer parti des différentiels à l'échelle locale, en se déplaçant au sein même de leur commune, ou d'une commune à l'autre. Par exemple, les conditions agro-écologiques respectives des zones de plaine et de montagne génèrent des déplacements humains et de bétail lors de la saison des pluies. Les uns quittent les parties inondées pour aller dans les parties plus sèches situées en altitude et les autres, souvent des « sans-terre », se rendent dans les zones inondées pour cultiver du maïs sur les interstices encore exploitables.

Enfin, certaines localités prennent de l'ampleur via le développement de projets spécifiques (institut technique, coopérative minière, ouverture d'une piste). Par exemple, les coopératives d'élevage de crevette se développent, depuis une dizaine d'années, à l'est de la commune de Somotillo dans la zone de l'estuaire (Photographie 2).

⁷⁶ Pour l'année 2005, date du dernier recensement, la pauvreté au Nicaragua, s'élevait, selon la CEPAL, à 58,3% alors qu'à l'échelle de l'Amérique latine elle était de 39,7%. La pauvreté rurale était de 71,5% au Nicaragua (59,8% en Amérique latine) (CEPAL 2016). La CEPAL utilise les bases de données d'enquêtes de ménage de chaque pays. Elle emploie la méthode du revenu qui permet de fixer des seuils de pauvreté et d'extrême pauvreté à partir d'un niveau de revenu qui permet à un foyer de satisfaire les nécessités de base de ses membres.

⁷⁷ Selon la CEPAL, ces chiffres sont donc à appréhender avec précaution, du fait d'une méthodologie strictement fondée sur des critères économiques. Pour plus d'informations sur les méthodologies employées au Nicaragua pour mesurer la pauvreté, se référer à l'annexe Carte de pauvreté et d'extrême pauvreté au Nicaragua élaborée à partir des données du recensement de la population de 2005. Source : INEC, 2006..

Chapitre 1



Photographie 2 : Bassins de crevetticulture situés à l'ouest de la commune de Somotillo dans la zone de l'estuaire. Il faut plusieurs heures à cheval pour rejoindre les premiers bassins représentés par les rectangles bleus (et blanc pour ceux asséchés) sur la carte (en haut). Un bassin de crevetticulture d'une des coopératives de Palo grande (en bas). Source : Sentinel, 2018 ; auteure (2013).

Conclusion

La vallée du Río Negro a été, au cours du 20^{ème} siècle, en périphérie du développement économique du pays. L'ancienneté des mobilités dans cette région d'agriculture familiale et leur vivacité actuelle, sont un héritage de multiples processus historiques, qui se sont joués à la fois à l'échelle régionale, nationale et locale. *i)* Il s'agit, en particulier, de la concentration des pôles de développement dans la plaine pacifique et au centre du pays, favorisée par le modèle colonial des grandes *haciendas* d'élevage, puis par le développement des plantations (coton, puis canne à sucre, arachide et banane après 1960-70). Ces deux modèles ont été favorisés par des politiques publiques qui, dès la fin du 19^{ème} siècle, ont promu l'insertion au marché mondial et l'agro-exportation (essentiellement des politiques foncières, mais aussi d'appui au crédit et aux infrastructures). Certaines des conséquences territoriales ont été la concentration foncière et l'ouverture de l'expansion agricole, enclenchant de multiples flux de mobilité saisonnière et résidentielle vers les régions Pacifique, Centre et Atlantique. *ii)* Les catastrophes naturelles (ouragan Mitch) et, surtout, les conflits internes (de la fin des années 1970 et ceux des années 1980) ont fortement impacté la zone d'étude, entraînant des déplacements, parfois forcés (de familles et de villages), ainsi que des migrations politiques dans le courant des années 1980. *iii)* L'urbanisation croissante et l'industrialisation (partielle) du pays a eu un double effet. Des opportunités d'emploi se sont développées sur le territoire et, parallèlement, le champ migratoire international nicaraguayen s'est élargi depuis le couloir méso-américain vers l'Amérique du Nord et l'Europe. Qui plus est, les crises économiques des années 1990 ont intensifié ces dynamiques de mobilités économiques vers l'intérieur du pays, la zone Atlantique et l'étranger.

Aujourd'hui, la vallée du Río Negro est une zone d'interface, forgée par son lien à la frontière et à l'urbain, qui fait émerger des dynamiques de diversification des activités et des mobilités. En effet, elle s'est progressivement inscrite dans son environnement régional permettant à ses habitants, via la mise en œuvre de mobilités diverses, de capter des opportunités nouvelles (connexion à des marchés, formation, emploi). Malgré diverses contraintes de production et de fortes vulnérabilités (saturation du foncier agricole, intempéries, variabilité des prix), l'agriculture et l'élevage restent au cœur des stratégies familiales. Si cette région n'est pas dans une dynamique de déprise agricole, ni même rurale, le contexte actuel de croissance démographique et de manque d'emplois décents renforce la pression sur les

Chapitre 1

ressources et les activités locales, obligeant nombre de familles à diversifier leurs activités hors de l'agriculture, les conduisant parfois par-delà les frontières nationales.

La situation de la vallée du Río Negro est similaire à celles d'autres régions du Nicaragua. D. Prunier (2013) montre également que face à une production agricole trop instable, les familles rurales choisissent la mobilité afin de capter des ressources financières plus stables. Ses travaux portent sur deux régions de part et d'autre de la vallée du Río Negro, la commune de Posoltega (Chinandega) et de Palacagüina (Madriz). Ces territoires ruraux sont marqués par la cohabitation de deux types de structures agraires : la paysannerie et l'agro-industrie. L'activité agricole est également soumise à des contraintes liées au climat (impacts forts de l'ouragan Mitch), aux fluctuations du marché et à des moyens de productions inégaux entre les familles. Ces familles se sont alors tournées vers des opportunités locales, plus prégnantes que dans la vallée du Río Negro : l'industrie du café, du tabac (Palacagüina) ou de la canne à sucre (Posoltega). Néanmoins, ces activités sont généralement temporaires et n'ont pas limité le développement de formes de mobilités plus lointaines et plus longues (Prunier, 2013). Les travaux de N. Winters (2016) portent quant à eux sur la commune de Muy Muy (Matagalpa). Ce territoire est considéré comme économiquement intégré, doté d'infrastructures, disposant de foncier et de main-d'œuvre, et d'un climat favorable. Pourtant les disparités existent au sein de cette commune entre des producteurs peu intégrés et d'autres ayant su s'inscrire, grâce à leurs moyens de production, dans l'économie du lait qui régit la région. Comme l'explique l'auteure, les petits producteurs subviennent à leurs besoins grâce à leurs activités agricoles qu'ils doivent compléter par des emplois de court terme dans les centres urbains, ou dans l'industrie de la viande ou du lait. La migration nationale et internationale (États-Unis, Espagne, Costa Rica) s'est également installée dans cette commune, 35,2% des ménages étudiés ont une expérience actuelle de migration (Winters, 2016). Au Nicaragua, il semblerait donc que les choix de priorisation et de hiérarchisation productives, dans un contexte de forte croissance démographique et d'urbanisation, organisent les territoires et les acteurs ruraux d'aujourd'hui, ancrant la diversification et la mobilité au cœur des pratiques des familles. Ce chapitre pose ainsi les bases de la compréhension des dynamiques de mobilité et des logiques de dispersion des familles rurales au cœur de la problématique de cette thèse.

Chapitre 2

Conceptualiser et enquêter la famille multi-localisée

Ce chapitre pose le cadre à la fois théorique et méthodologique de la thèse. La compréhension de ce que j'appelle les systèmes familiaux multi-localisés, appliqués ici au cas d'étude de la vallée du Río Negro, suppose de fixer les contours conceptuels de cette notion et d'explicitier le cadre d'analyse qui organise la recherche. Comme dit en introduction générale, cette thèse propose une géographie sociale des espaces familiaux, caractérisés par la dispersion et la mise à distance produites par les mobilités, et une analyse de l'incidence de ces dispositifs en matière de moyens d'existence. L'enjeu, dans une première section, est donc d'explicitier la manière dont je conçois les articulations conceptuelles entre mobilités, activités et famille, mais aussi dont j'intègre la dimension à la fois sociale, spatiale et temporelle de ces articulations. De même, il s'agit de relever le défi d'une méthodologie de collecte de données sur le terrain apte à capter les effets de multi-localisation des familles aux échelles locales, nationales et internationales. Comme je le développerai dans la deuxième section de ce chapitre, la spécificité de la méthodologie tient à un dispositif d'enquêtes qualitatives (entretiens, récits de vie, observation et participation), multi-situé entre le Nicaragua, le Costa Rica, l'Espagne et les États-Unis.

1. Ancrage théorique et cadre analytique de la multi-localisation familiale

Cette première section vise à explicitier le cadre théorique et conceptuel de ma thèse. Celle-ci croise à la fois les champs de la géographie rurale, de la géographie des migrations et de la géographie de la famille, tout en puisant dans les apports de la sociologie et de l'anthropologie dans ces domaines. L'objectif, dans un premier temps, est donc de présenter les

différentes approches qui fondent l'ancrage théorique de cette thèse⁷⁸ à partir d'une brève revue de la littérature scientifique et de discuter mes choix de positionnement au regard de leurs différents apports. Dans un deuxième temps, je propose le cadre analytique de ma démarche globale, en précisant le champ conceptuel et les différents niveaux d'analyse qui organisent ma recherche.

1.1. Les courants et approches théoriques mobilisés

Plusieurs courants et approches sont à l'origine de la démarche de cette thèse et participent à la construction de l'objet de la recherche. Des travaux à la fois en géographie, sociologie ou économie permettent de penser le cadre analytique et conceptuel du système familial multi-localisé⁷⁹ au prisme des liens entre activités et mobilités.

1.1.1. *Appréhender la ruralité par les systèmes d'activités et les moyens d'existence*

La construction sociale et idéologique des sociétés rurales en Europe, mais aussi au Sud, a longtemps été celle d'un monde paysan enraciné à un territoire-terroir, et associé à une activité unique, l'agriculture (Mbembé, 2005; Guétat-Bernard, 2007; Fréguin-Gresh et al., 2014;

⁷⁸ Cette première section mobilise certains propos déjà énoncés dans des publications co-écrites avec mes directrices de thèses notamment :

Fréguin-Gresh S., Trousselle A., Cortes G., 2014, *L'agriculture familiale diversifiée et multi-localisée de la vallée du Fleuve Noir au Nicaragua*. In : Bonnal P. et al., « Diversité des agricultures familiales : exister, se transformer, devenir. » Edition QUAE : 95-110.

Fréguin Gresh S., Cortes G., Trousselle A., Guétat H., Sourisseau J.M., 2015, *Le système familial multi-localisé. Proposition analytique et méthodologique pour interroger les liens entre migrations rurales et développement au Sud*, Mondes en Développement, 172(4) : 13-32.

Ou encore certains éléments développés dans mes mémoires de stage :

Trousselle A. *Les mobilités rurales au Nicaragua, au prisme du transnationalisme et des modèles d'archipels familiaux : caractéristiques et perspectives*. Mémoire de fin d'études ISTOM, Cergy, 2012. 116 p.

Trousselle A. *Pluriactivité et mobilité, deux composantes structurantes des espaces ruraux nicaraguayens. Quelles approches systémiques pour les appréhender ?* Mémoire de Master 2 Recherche, Montpellier, 2013. 100 p.

⁷⁹ La notion même de système familial multi-localisé, de toute évidence, me positionne dans le champ des approches dites « systémiques ». Sans rentrer dans le détail ici de la littérature sur cette question, elles me paraissent en effet les plus à même de décrypter les réalités complexes des phénomènes socio-spatiaux. L'approche systémique tente d'appréhender une réalité complexe qu'elle essaye de simplifier par un cadre interprétatif au service d'une question de recherche, car elle ne peut représenter que partiellement des réalités. En effet, « la démarche systémique consiste toujours à isoler un certain nombre d'éléments n, en privilégiant certains types de relations qui vont conférer à ce système une relative autonomie par rapport à un ensemble d'éléments plus vaste N. » (Lugan, 2009 : 32). Toute recherche de type systémique consiste à faire des choix, à savoir sélectionner et exclure certaines variables (n) du système (dont il fixe le N à savoir, les paramètres jugés structurants du système étudié). À noter que les choix évoqués dans le cadre de ce travail ont principalement porté sur les contours des unités d'analyse retenus.

Chapitre 2

Fréguin-Gresh et al., 2015). Cette vision exclusive s'est renforcée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, alors même que la modernisation de l'agriculture est amenée à jouer un rôle déterminant dans le développement économique et la sécurité alimentaire au Nord comme au Sud. De ce fait, notamment dans les années 1970-80, nombre de recherches en géographie et en économie rurale ont décrypté le fonctionnement des exploitations agricoles, en élaborant des typologies pour lire les transformations productives dans l'agriculture sur le temps long des sociétés rurales. Ces lectures ont été largement inspirées en France par le concept de système agraire, qui se veut certes pensé comme un système ouvert, mais qui reste principalement centré sur l'analyse des formes d'agriculture (Mazoyer et Roudart, 2002; Cochet, 2011). Ainsi, les études ont cherché à comprendre, avec une logique principalement économique, le modèle de production adéquat, ainsi que ses dotations en facteurs de production (terre, travail, capital financier). Les performances techniques et économiques se mesurent, quant à elles, à l'aune de la maximisation de la production agricole et des résultats monétaires (Gastellu, 1980; Mazoyer et Roudart, 2002).

Des recherches ont pourtant montré que les logiques des familles agricoles s'inscrivent dans un métasystème que J-L. Paul et al. (1994) appellent le système d'activité. Celui-ci peut être défini comme « *un métasystème qui englobe [les activités agricoles] à côté des autres activités productives de l'exploitant et de sa famille* » (Paul et al., 1994: 9). Face à ce constat d'un milieu rural diversifié, différentes approches systémiques, toutes pluridisciplinaires, montrent que les logiques familiales ne peuvent se saisir qu'en analysant l'ensemble des activités, agricoles ou non, et qu'il est nécessaire d'incorporer des éléments structurants tels que la pluriactivité dans les analyses de la ruralité. Ainsi, cette dimension a donné lieu à de multiples études (Laurent et al., 1998; Laurent et Mouriaux, 1999; Blanchemanche et al., 2000; Laurent et al., 2003; Biba et Pluvinage, 2006; Dufumier, 2006). Ma démarche de recherche s'inscrit pleinement dans l'héritage de ces travaux, en empruntant en particulier à P. Gasselin et al. (2014) certains points de leur synthèse théorique sur la notion de système d'activité (voir section 1.2).

Suivant une autre logique, intégrant la diversification rurale mais aussi la durabilité et les dimensions non marchandes, le cadre de référence des *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL) propose de caractériser les moyens d'existence des familles rurales. Ceux-ci correspondent aux capacités, aux actifs, à savoir les ressources, les dettes et les créances, ainsi que les activités requises à un mode de vie. Ils sont appréhendés par les dotations en capitaux (humain, social, naturel, physique et financier) et les stratégies des familles rurales (de natures diverses) (Chambers et Conway, 1991; Ellis, 1998). Le cadre SRL, bien que principalement développé

dans les champs de la sociologie et de l'économie rurales, est particulièrement pertinent pour engager une géographie des pratiques familiales et des stratégies d'existence. Comme je le développerai plus précisément par la suite, j'emprunte au cadre SRL l'approche par les stratégies familiales et les moyens d'existence, sans pour autant adopter de façon systématique une lecture par les actifs et les dotations. En revanche, et de façon complémentaire, je m'inspire largement des travaux de P. Couty (1987) qui s'intéressent aux liens intra-familiaux et aux articulations entre résidence, consommation, production et accumulation.

Ainsi, les approches du cadre SRL, et surtout celles mettant en avant la notion de système d'activité, fondent une grande partie de la démarche adoptée dans cette recherche. Elles demeurent cependant incomplètes pour penser le système familial multi-localisé. Car, malgré la reconnaissance d'un espace rural non réductible aux activités agricoles, ces approches n'ont traité qu'en creux la question des mobilités spatiales. La difficulté à désancrer les analyses du lieu de la production agricole conduit à la minimisation, voir à l'occultation, des pratiques de mobilité des familles rurales (dans ses formes plurielles), des phénomènes de pluri-résidence, ou encore de l'éclatement de la consommation et de l'accumulation dans leurs dimensions spatiales (Cortes, 2011; Sourisseau et al., 2012; Ancy et Fréguin-Gresh, 2014). Par ailleurs, elles ne prennent en compte que de façon très partielle les temporalités de la construction des stratégies de moyens d'existence ou des systèmes d'activité. À ce titre, P. Gasselin et al. (2014) prônent la nécessité de considérer la « *dynamique des systèmes d'activités* » et de « *questionner les différentes échelles temporelles de l'action et des prises de décisions* » (Gasselin et al., 2014: 115), point sur lequel je reviens par la suite.

1.1.2. Intégrer la mobilité spatiale dans l'étude des ruralités : Nouvelle Économie des Migrations, transnationalisme et circulation migratoire

Le paradigme de l'exode rural a longtemps été dominant dans les recherches relatives à la place des migrations dans les recompositions des sociétés rurales et agricoles, tant au Nord qu'au Sud. En cohérence avec les perspectives qui placent l'agriculture au cœur des enjeux de la ruralité, les approches néo-classiques considèrent la migration comme un mécanisme de prélèvement et de transfert d'une main-d'œuvre excédentaire vers la ville, conséquence de la modernisation des campagnes et du phénomène conjoint d'urbanisation des sociétés (Todaro, 1969). La vision opposée, corollaire de ces approches, et inspirée des perspectives néo-marxistes, consiste à penser la migration plutôt comme un élément déstabilisateur des économies familiales, un facteur de « prolétarianisation » des paysanneries et de perte de main-

d'œuvre, ou encore comme un facteur d'accroissement des inégalités selon la théorie des causalités cumulatives (Lewis, 1986 et Myrdal, 1957 cités par de Haas, 2010). À partir des années 1980, la Nouvelle Économie des Migrations de Travail (NEMT), développée notamment par O. Stark et D. E. Bloom (1985), a permis de repenser la place des migrations dans les économies familiales. Ce courant propose en effet de se démarquer des approches qui placent au cœur des processus de décision les motivations et les rationalités strictement individuelles, en invitant à appréhender la migration dans ses dimensions collectives et familiales. Rejoignant en quelque sorte l'approche SRL, ce courant met au centre de sa proposition l'analyse des moyens d'existence des familles (bien que le terme ne soit pas celui de la NEMT). La migration est pensée dans le cadre des relations et des rapports sociaux intra-familiaux, alors conçue comme une stratégie de partage et d'atténuation des risques au sein des ménages et des familles⁸⁰.

La migration pensée comme stratégie familiale renvoie en réalité à d'autres travaux, notamment en géographie, qui ont questionné la dimension stratégique de la mobilité au regard de pratiques anciennes en milieu rural. Le mythe de la sédentarité et de l'immobilité paysannes est en effet depuis longtemps questionné sous l'angle des relations villes-campagnes et des interdépendances que crée la mobilité des personnes, des échanges et des revenus (Amselle et al., 1978; Skeldon, 1990; Peemans, 1995; Chaléard et Dubresson, 1999; Fliche, 2006). Nombre de travaux au Sud, notamment dans les années 1990-2000, témoignent de l'ancienneté des mobilités rurales. Celles-ci ne signifient pas une rupture entre les lieux d'origine et de destination, ni une fragmentation de la cohésion de la famille. Ces phénomènes sont tout autant observés en Asie du Sud (Landy, 1994; Racine, 1994; Bruslé, 2006; Aubriot et Bruslé, 2012), en Amérique Latine (Quesnel et Vimard, 1991; Cortes, 2000; Eloy, 2005; Baby-Collin et al., 2009) ou encore en Afrique (Lesourd, 1997; Tacoli, 1998; Lima, 2000; Guétat-Bernard, 2005). Ces travaux actent la voie du changement de paradigme dans l'étude des migrations internes, mais également internationales, qui ne sont plus regardées seulement comme un transfert définitif d'individus d'un lieu vers un autre, mais dans la continuité de liens qui relient les espaces d'origine et de destination.

À ce titre, les travaux sur le transnationalisme, ciblant cependant exclusivement les migrations internationales, ont poussé à bout cette remise en cause des visions segmentées entre espaces

⁸⁰ Pour une analyse détaillée des différents courants de pensée qui ont alimenté la réflexion sur le lien entre migration et développement, voir entre autres l'article de synthèse H. De Haas (2010) ou encore la thèse de Sara Mercandalli (2013).

d'origine et de destination. Le concept de transnationalisme dans l'étude des migrations, remettant en cause « *les modèles assimilationnistes de l'intégration des migrants* » (De Haas, 2010: 26), a été introduit aux États-Unis par des anthropologues qui en proposent une première définition en 1994, largement reprise par la suite. Selon ces auteurs, le transnationalisme reposerait sur des : « *procédés par lesquels les migrants forgent et maintiennent des relations sociales multiples, et créent de la sorte des liens entre la société d'origine et la société où ils s'installent. Nous appelons ces procédés « transnationalisme » pour insister sur le fait que de nombreux immigrants construisent aujourd'hui des sphères sociales qui traversent les frontières géographiques, culturelles et politiques traditionnelles. Un élément essentiel du « transnationalisme » est la multiplicité des participations des immigrants transnationaux à la fois dans le pays d'accueil et d'origine* »* (Basch et al., 1994: 7). Depuis lors, les conceptualisations du transnationalisme n'ont cessé de croître et de produire, dans le même temps, d'importantes critiques (Kivisto, 2001; Levitt et Jaworsky, 2007; Potot, 2018). Toutefois, les travaux précurseurs sur le transnationalisme, tout comme ceux dans cette lignée ont été fondamentaux dans le renouvellement des recherches sur les migrations et, du point de vue de cette thèse, sur leur rôle en milieu rural au Sud (Kearney, 1991; Rouse, 1991; Portes, 2001; Faret, 2003; Cortes et Faret, 2009; Lacroix, 2014, entre autres).

Ces travaux, dans les divers champs des sciences sociales, ont permis de mettre à jour l'importance à donner aux flux et aux liens complexes et multidirectionnels que les migrants maintiennent avec leurs familles, restées dans leur territoire d'origine. Par conséquent, les études transnationales s'accordent sur le rôle majeur des liens et des réseaux sociaux qui relient les membres de part et d'autre des frontières (Glick Schiller et al., 1992; Basch et al., 1994), rejoignant ainsi les nombreux travaux développés en France sur les champs et les circulations migratoires⁸¹ permettant le maintien de ces liens (Ma Mung et al., 1998; Cortes et Faret, 2009). Ainsi, le transnationalisme reposerait sur la structuration d'un champ migratoire (Simon, 2008) ou d'un champ social (Brettell, 2003; Faist, 2000). Il peut être regardé sous plusieurs angles selon qu'il se rapporte à une dimension économique, politique et socioculturelle, mais aussi depuis plusieurs unités socio-spatiales : la communauté, le village, la famille, l'individu-transmigrant (Guarnizo et Diaz, 1999; Portes et al., 1999; Itzigsohn et Saucedo, 2002).

⁸¹ B. Lautier (2006) identifie quatre types de circulations : les biens matériels et immatériels, l'argent et la finance, les personnes et les signes, les symboles et les normes. Les multiples facettes qui composent le « transnationalisme » reprennent ces différentes catégories (Lautier, 2006).

De ce fait, les travaux sur la « famille transnationale » intéressent tout particulièrement le propos de cette thèse. Elle est définie comme « *un nouveau modèle familial caractérisé par la dispersion des membres d'une famille à travers les frontières nationales et par le maintien actif des contacts entre eux [...] [dont la structure] est, selon le cas, l'unité domestique, la maisonnée, la famille élargie ou une combinaison de toutes ces catégories* » (Le Gall, 2005: 38). La famille transnationale a particulièrement été analysée du point de vue de l'impact de l'expérience migratoire sur les reconfigurations et les dynamiques familiales ainsi que sur les interactions entre parents dans la distance (Le Gall, 2005; Razy et Baby-Collin, 2011). La notion rejoint, sur de nombreux points, celle de système familial multi-localisé dans le sens où elle renvoie au fonctionnement d'une famille dispersée vivant dans des territoires distants. Sa pertinence, cependant, demeure circonscrite à l'étude des migrations inter(trans)nationales et au référentiel qu'est l'État-nation. Or cette thèse entend embrasser la diversité des pratiques et des formes de la mobilité des familles rurales, à la fois aux échelles internes et internationales, à la fois selon leur caractère durable, temporaire, circulaire et saisonnier. Elle entend ainsi rompre avec les traditions de recherche sur les mobilités qui demeure fragmentée entre les spécialistes des migrations internationales et des sociétés transnationales, ceux des migrations internes rurales-urbaines ou encore ceux des mobilités inter et intra-urbaines.

1.1.3. *Se positionner depuis la « famille » dispersée*

Nombreux sont les travaux qui ont pris acte de la nécessité de dépasser la stricte échelle de l'individu dans l'analyse des transformations sociales et spatiales, et plus particulièrement dans l'étude des mobilités. La famille, en tant que collectif défini par le lien de parenté direct ou indirect (ce qui « est » famille), mais aussi par des liens sociaux (ce qui « fait » famille), est une unité à géométrie variable, socialement, culturellement et historiquement construite. Je ne reviendrai pas ici sur l'abondance des travaux en anthropologie, sociologie, histoire ou encore en démographie qui illustrent cet aspect, et qui ont débattu entre autres de la diversité des structures familiales dans le monde, de leur fonctionnement ou encore leurs reconfigurations actuelles (croissance des familles monoparentales et recomposées, individuation des relations intra-familiales).

La définition de la famille, la plus communément admise, est celle de la famille nucléaire formée d'un couple – généralement de sexe opposé – et des enfants qu'il a engendrés ou sur lesquels il a une autorité (adoption), ayant une résidence commune (formant ainsi un ménage ou une unité domestique). La famille est alors définie par « *la cohabitation et la coopération*

Chapitre 2

socialement reconnues d'un couple avec ses enfants » (Kellerhals et al., 1984: 7). Cette définition ne permet bien évidemment pas de rendre compte de la diversité des situations et des fonctionnements familiaux que l'on peut rencontrer dans le monde (famille élargie, confrérie familiale, etc.), ni de la multiplicité des dimensions que recouvre le concept de famille.

Dans le contexte rural du Nicaragua, la famille nucléaire est le modèle prégnant, ce qui n'exclut pas des logiques résidentielles embrassant les liens de parenté élargie, comme je le développerai tout au long de ma thèse. La spécificité de la famille nicaraguayenne tient cependant à la combinaison d'un héritage colonial espagnol et d'un héritage de culture indigène, laquelle aurait eu pour principal effet l'acceptation dès le 17^{ème} siècle de la liberté sexuelle ouvertement pratiquée (Fernández Poncela, 1999). Cette hybridation de modèles ainsi que les transformations structurelles ou conjoncturelles du pays (urbanisation, guerre civile, catastrophes naturelles) expliqueraient aussi, en partie, la désintégration et l'instabilité qui caractérisent la famille des milieux populaires urbains et ruraux du pays, au cours de la période fin 19^{ème} siècle et 20^{ème} siècle. Ces processus auraient également conditionné la répartition des rôles à la fois de la femme et de l'homme comme chef·fe·s de ménage. La mère exercerait son rôle de cheffe du ménage aussi bien au sein de sa famille nucléaire que du groupe familial élargi concernant les individus vivant sous son toit. Néanmoins, le père exerce une domination sur le plan idéologique et une certaine autorité sur la famille. Il reste néanmoins associé à l'absence et l'irresponsabilité, aujourd'hui encore (*ibid.*).

Au-delà de la question de la structure familiale, des rapports sociaux et des rôles qui organisent son fonctionnement – points sur lesquels je reviendrai –, c'est surtout celle des liens familiaux qui intéressent mon propos. Tout comme T. Pfirsch le propose (2011), il s'agit de questionner au final la validité de deux idées de plus en plus communément admises. La première est qu' « [...] à la famille traditionnelle de la société rurale centrée sur la préservation d'un patrimoine grâce à une entraide importante entre parents, et donc nécessairement territorialisée, s'opposerait la famille contemporaine centrée sur les relations personnelles entre des individus indépendants économiquement de leur parenté, et où l'enracinement spatial et communautaire n'est donc plus indispensable. » (Pfirsch, 2011: en ligne). La seconde serait celle d'une convergence des modèles familiaux dans les pays occidentaux, mais dont on peut supposer qu'elle se diffuse également dans les pays du Sud, lié à « l'essor des valeurs d'autonomie individuelle » remettant en cause la « force des liens de parenté » (Pfirsch, 2011: en ligne). La notion de système familial multi-localisé présuppose au contraire que la distance spatiale induite par les mobilités et les migrations ne conduit pas

nécessairement à une déterritorialisation de la famille, ni même à un délitement et une individuation du lien social familial.

Ainsi, ma recherche s'inscrit dans la continuité de toute une série de travaux qui regardent les organisations des familles (nucléaires et/ou élargies) du point de vue des liens qui se nouent entre ses membres, quelle que soit leur localisation résidentielle, donc à la fois dans la proximité et la distance spatiale (Rosental, 1999; 2002). Le lien familial, sous ses formes plurielles, est donc au cœur de ma thèse dans la mesure où, précisément, il est susceptible de faire « système » pour la famille multi-localisée. À ce titre, je mobilise un courant de pensée anglo-saxon qui a émergé dans les années 1970 en opposition à la thèse notamment de T. Parsons (1973) sur la nucléarisation de famille comme forme dominante des sociétés actuelles ou encore aux thèses, comme celle de L. Roussel (1999), qui affirment le déclin de la famille. Ce courant est principalement porté par des auteurs comme V.L. Bengtson (1976; 1991), E.L. Roberts (1990), D.J. Mangen (1988). Il fait écho en France à divers travaux en sociologie (Pitrou, 1978, 1991; Attias-Donfut, 1994, 1995; Bonvalet et al., 1999; Attias-Donfut et al., 2002; Hillcoat-Nallétamby et al., 2002; Bonvalet, 2003). La force de ce courant, mobilisant pour la plupart les méthodes d'enquêtes biographiques, est qu'il se focalise sur les dynamiques et processus qui animent la famille plutôt que de chercher à catégoriser des « structures » familiales. En effet, « *les différents types de relation que les ménages entretiennent avec leurs parents restent peu connus. Le fonctionnement de la famille étendue n'est jamais étudié en tant que tel.* » (Bonvalet, 2003: 10).

Ce courant porte un intérêt tout particulier aux solidarités intergénérationnelles définies comme les liens entre les parents et les enfants quantifiables au niveau micro-social, ou encore, comme des pratiques d'échanges et d'entraides à l'échelle de la famille (Bengtson et Roberts, 1991; Martin, 2002). Cette perspective, consistant à saisir les solidarités, les liens et les logiques qui définissent les fonctionnements familiaux, rejoint tout autant les travaux menés dans le champ de la géographie (ou géo-démographie) des familles, notamment sous l'angle des espaces et systèmes résidentiels, des réseaux et des parcours familiaux (Dureau, 1991; Bonvalet et Lelièvre, 2005; Pfirsch, 2012; Sierra-Paycha, 2016)⁸². À ce titre, des notions forgées sur des terrains latino-américains m'inspirent tout particulièrement comme celui de « ménage confédéré » (Barbary et al., 2004) ou encore d'« économie familiale en archipel » (Quesnel et

⁸² Comme le souligne T. Pfirsch (2011), les travaux sur le lien entre famille et espace restent relativement peu nombreux. Il cite à ce titre le numéro de la revue *Espaces et Sociétés* « La famille dans tous ses espaces » coordonné par J-Y. Authier et C. Bidou (2005). Ces travaux sont, paradoxalement, le fait de sociologues, anthropologues ou démographes, plus que de géographes.

Del Rey, 2005; Del Rey et Quesnel, 2009). De même, en milieu rural brésilien, les termes de « ménages dispersés » (Padoch et al., 2008), de « multilocalités productives » (Eloy et Le Tourneau, 2009) ou de « territoires multisitués » (Nasuti et al., 2013) font référence à la dispersion des résidences, mais aussi des lieux d'activité/production d'une même unité domestique.

C'est donc dans la continuité de ces travaux que je souhaite repenser l'espace socio-spatial de reproduction des individus et des moyens d'existence des familles rurales, en mettant l'accent sur la complexité des dispositifs réticulaires familiaux, fondés sur une dispersion spatiale des résidences et des activités des individus. Je regarde tout particulièrement le système de liens, de circulations et de flux qui articulent un ensemble de lieux, dans un continuum spatial et temporel, allant de la mobilité quotidienne, temporaire, saisonnière ou permanente.

Mon positionnement dans le champ d'une géographie sociale des dispositifs réticulaires familiaux, en travaillant sur les liens à distance, appelle de toute évidence à mobiliser le concept de réseau. La sociologie des réseaux est ici en arrière-plan de la construction de mon objet de recherche dans la mesure où, précisément, comme le rappelle J.H. Déchaux (2009), la famille s'insère dans un réseau de parenté, dont l'enjeu est l'analyse des relations, qu'elles soient directes ou indirectes, qui existent entre les individus (Cusset et De Singly, 2011). Sans détailler ici les contributions des principaux auteurs de la sociologie des réseaux⁸³, je définis le réseau social comme l'« ensemble de relations spécifiques entre un ensemble fini d'acteurs » (Lazega, 2007: 4). Or, il n'est plus à démontrer que le « réseau migrant », ou encore la « chaîne migratoire », notions mises en avant dès le début du 20^{ème} siècle à propos de l'immigration aux États-Unis (Thomas et Znaniecki, 1918 ; Park et Miller, 1921, cités par Weber, 2004), jouent un rôle majeur dans l'organisation des mobilités et les circulations, à la fois dans l'activation et le maintien des champs migratoires (Simon, 2008). Si la force des réseaux familiaux dans l'organisation des champs migratoires a largement été éprouvée par une littérature ancienne et abondante, son analyse reste primordiale. Ce, afin de mettre à jour le champ relationnel d'un ensemble d'acteurs inscrits dans des espaces discontinus, mais aussi pour révéler les stratégies individuelles et collectives d'accès aux ressources (Potot, 2003).

⁸³ Je fais notamment référence à G. Simmel (2013), précurseur de la sociologie structurale des réseaux, à J.A. Barnes (1954) qui définit le premier le concept de réseau social ou encore à M. Granovetter (1973) qui démontre toute la force des liens faibles. Ce dernier explique que la force d'un lien se mesure à la quantité de temps partagé, d'intensité émotionnelle et d'intimité et de services réciproques (Granovetter, 1973). L'auteur avance l'idée que tout lien faible est potentiellement « fort » dans la mesure où il permet de pénétrer d'autres cercles relationnels, d'autres réseaux sociaux autres que ceux fondés sur des liens forts. Je montrerai par la suite que, dans mon cas, cela ne s'applique pas, les liens forts étant préférables.

Chapitre 2

Pour clore cette mise en perspective des courants et approches théoriques qui sont à l'origine de la démarche de cette thèse, je souhaite mentionner deux écueils desquels je cherche à m'écarter, relevant tous deux du risque d'essentialisation de la famille. Le premier écueil consisterait à occulter l'importance des autres formes d'organisations collectives que la famille (instances communautaires ou villageoises, collectivités locales, associations ou clubs de migrants), qui jouent un rôle dans la structuration des espaces de mobilité et de circulation (Massey et García España, 1987; Faret, 2003; Gonin et al., 2011). Plusieurs recherches ont montré que les réseaux sociaux (ethniques, communautaires ou associatifs), parce qu'ils tissent des relations solides entre régions d'origine et de destination, peuvent contribuer à réduire les risques et les coûts associés au départ, et peuvent ainsi constituer des instances de régulation et de redistribution des ressources, participant du même coup au développement local, voire à l'atténuation des inégalités inter-individuelles et inter-familiales (Massey et García España, 1987; Massey et al., 1998; Faist, 2000; Palloni et al., 2001). L'idée serait alors que l'expansion et la maturation de ces réseaux finissent par inclure la plupart des individus des pays d'origine, y compris les plus pauvres. Ainsi, bien que cette thèse ne cherche pas à instruire de façon spécifique et à approfondir le rôle de ces autres formes d'organisations collectives, il ne fait aucun doute qu'elles puissent être des acteurs actifs dans la construction des systèmes familiaux localisés. Il s'agit donc de conduire une analyse avant tout des liens intra et inter-familiaux, tout en prêtant également une attention au rôle potentiel des réseaux supra-familiaux.

Cela étant, et c'est le deuxième écueil à éviter, il ne s'agit pas de sous-estimer la force des « trappes à pauvreté ou inégalités » en particulier au Sud (Mercandalli, 2013). À ce titre, certains travaux sur les liens transnationaux, analysant la relation entre les décisions des familles au niveau micro et les changements macro-économiques, montrent que les réseaux sociaux sont traversés par des relations de domination et de pouvoir, qu'ils ne sont pas accessibles à tous et, enfin, qu'ils sont très dépendants des environnements sociaux, économiques et politiques dans lesquels ils se déploient (Menjídvar, 2000). Cela revient, en d'autres termes, à ne pas perdre de vue ce qu'évoque C. Bonvalet : « *dans l'actuel regain d'attention porté à la famille, affleure souvent une tendance à en surestimer les aspects positifs. Ce sont surtout les fonctions de soutien, d'entraide, d'intégration, de mises à disposition de ressources qui sont mises en lumière. On oublie que la famille peut aussi être génératrice de troubles et de handicaps qui pèsent sur la destinée sociale des individus* » (Bonvalet et al., 1993: 13). Ces tensions familiales seront tout autant discutées dans la thèse.

1.2. La construction d'un cadre analytique opérationnel : le système familial multi-localisé (SFM)

Mon cadre d'analyse repose sur la notion de système familial multi-localisé (SFM) dont la vocation est donc d'opérer un décentrage du regard porté sur les sociétés rurales au Sud marquées par les mobilités spatiales (Fréguin-Gresh et al., 2015). La famille dispersée est envisagée comme une unité sociale dont les membres tissent un réseau de liens sociaux et de circulations matérielles et immatérielles, alors que les membres sont physiquement distants. Le cadre analytique du SFM nécessite d'explicitier à la fois les différents niveaux d'analyse qui vont organiser la thèse et les contours des différentes notions mobilisées.

En s'appuyant sur la Figure 4, j'entends préciser tout d'abord l'unité sociale d'analyse, en l'occurrence ce que j'entends par « famille » ; ensuite l'unité spatiale d'analyse, ce que j'entends par « multi-localisation » ; et enfin l'unité temporelle d'analyse c'est-à-dire les échelles de temps considérées pour conduire une approche dynamique (ou diachronique) du SFM.

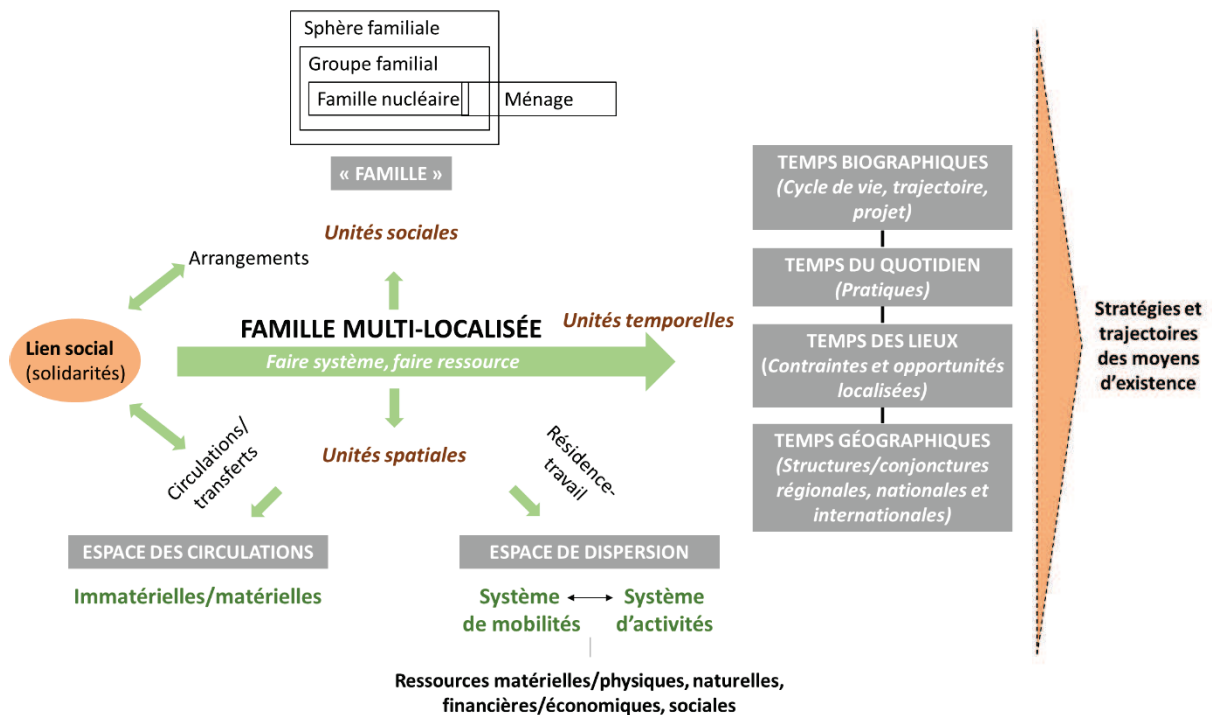


Figure 4 : Cadre analytique du système familial multi-localisé. Source et réalisation : auteure.

1.2.1. *La famille et les unités sociales étudiées*

Dans le cadre de cette thèse, je propose de partir d'une double définition de la famille. La première renvoie, comme évoquée plus haut, à ce qui « est » famille, c'est-à-dire à un groupe social composé d'un ensemble de personnes apparentées par la consanguinité et/ou l'alliance (Barry et al., 2000)⁸⁴. La démarche, comme explicitée en détail plus bas, consiste donc à partir de la structure et de la composition familiale, à partir des membres « fondateurs » d'une lignée familiale. La deuxième renvoie cette fois aux liens sociaux intra-familiaux, c'est-à-dire à ce qui « fait famille ». En considérant cette fois l'organisation et le fonctionnement de la famille, celle-ci est un « *microcosme capable de maintenir une cohésion interne à travers son engagement dans ces divers éléments de solidarité* » (Hillcoat-Nallétamby, 2001 citée par Bonvalet et Ogg, 2006). La famille, de ce point de vue, est « *le fruit changeant de l'initiative des différents acteurs qui la composent et/ou l'instituent* » (Déchaux, 2009: 4). La famille est une entité sociale complexe dont la définition est propre à une période donnée et dans un contexte donné, les structures et organisations familiales étant dynamiques et évoluant en permanence (*ibid.*).

Tout au long de ma thèse, je fais varier les contours de l'unité familiale comme unité sociale liée par différents degrés de parenté : depuis la famille élémentaire (nucléaire) à la famille élargie (du groupe à la sphère familiale). Je pars de l'unité de base, celle de la famille dite « nucléaire », qui correspond à un groupe sur deux générations, comprenant un Ego (le/la chef·fe de famille), le/la conjoint·e et leurs descendants (enfants naturels ou adoptés). J'élargis le contour de l'unité familiale, en considérant ensuite ce que j'appelle le « groupe familial » qui correspond à un ensemble de familles nucléaires sur trois générations, soit l'ensemble de la fratrie (Figure 5). Il renvoie à l'Ego (le/la chef·fe de famille), son/sa conjoint·e et l'ensemble de leurs descendants, ayant formé eux-mêmes leurs familles nucléaires, c'est-à-dire incluant éventuellement leurs propres descendants. Enfin, je définis la « sphère familiale » comme étant l'ensemble des individus liés par un lien de parenté à l'échelle de quatre générations, c'est-à-dire incluant un ou plusieurs groupes familiaux. La figure 6 donne une représentation théorique de la sphère familiale, sachant que l'Ego défini par les enquêtes de terrain (c'est-à-dire l'individu de référence pour qualifier les liens de parenté) est considéré ici comme étant de la deuxième génération (G2). Les parents d'Ego sont donc membres de la

⁸⁴ La parenté se définit comme un système de repérage social constitué de termes de référence (père, mère, oncle). L'ensemble des personnes avec lesquelles l'individu est apparenté constitue la parentèle (Déchaux, 2009).

première génération. Ce choix renvoie à la difficulté méthodologique d'échantillonnage de générations successives, tel qu'explicité en détail dans l'encadré n°3.

Je rappelle enfin que les individus composant ces différentes unités familiales – famille nucléaire, groupe et sphère – peuvent ou non faire partie d'un même ménage, selon qu'ils résident ou non sous le même toit au moment des enquêtes (voir chapitre 4). Comme je le détaille plus loin, la méthodologie d'enquête de terrain a consisté à identifier la composition de plusieurs sphères familiales à partir d'un·e Ego de référence puis, par des enquêtes multi-situées, de chercher à renseigner l'ensemble des membres de ces sphères familiales, quel que soit leur lieu de résidence.

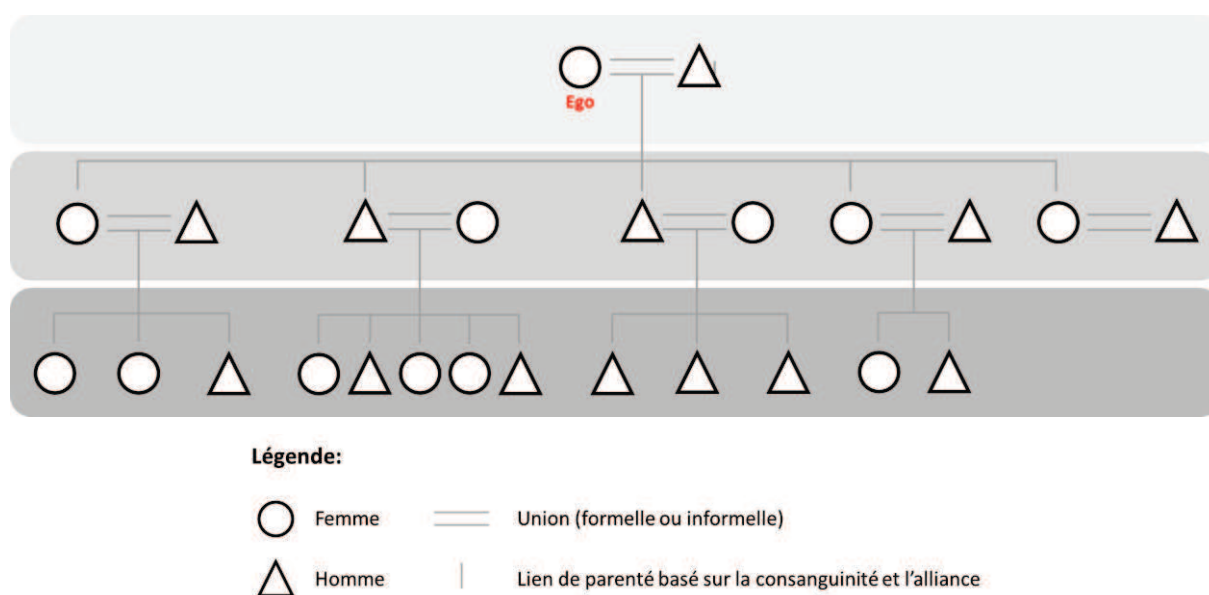


Figure 5 : La représentation du « groupe familial ». Réalisation : auteure.

Encadré n°3: Les choix méthodologiques pour l'analyse des unités familiales

Quels sont les contours des sphères familiales étudiées ? Où les arrêter ? Qui désigner comme les « fondateurs » de la famille pour définir ensuite les différentes générations, à savoir les descendants et les ascendants ? Ces questionnements renvoient plus concrètement à la détermination des générations d'appartenance de ses membres.

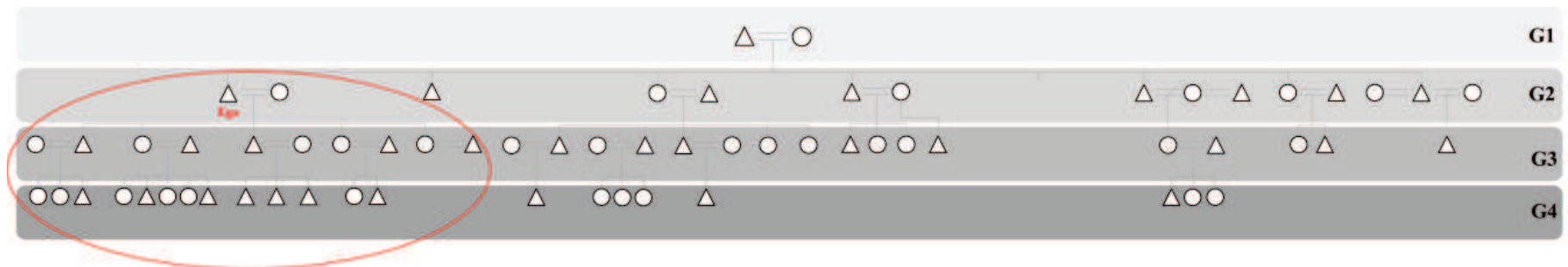
Pour C. Attias-Donfut (1988), il existe deux manières d'appréhender le terme de génération : il « désigne un rapport de filiation, qu'il soit biologique ou classificatoire comme dans les sociétés organisées sur le système des classes d'âge ou des classes générationnelles mais elle désigne aussi une cohorte, ensemble de personnes ayant à peu près le même âge. » (Attias-Donfut, 1988: 43). L'auteur traduit avec justesse les difficultés auxquelles je me suis

confrontée : « *les controverses quant aux confusions qu'entraîne l'usage simultané de ces deux acceptions sont loin d'être closes. Un exemple concret de cette difficulté est donné par la question méthodologique d'échantillonnage de deux générations successives : en partant d'une même génération définie par une commune zone de dates de naissance, on obtient pour la génération des ascendants, comme pour celle des descendants, des amplitudes d'âge telles qu'on ne peut plus guère considérer ces derniers comme appartenant à une même cohorte bien qu'ils aient le même rapport de filiation à une même cohorte* » (ibid. : 44). En effet, il n'est pas aisé de statuer sur le choix d'une génération significative et de sa durée pertinente, dans la mesure où l'on peut être confronté à un décalage de tranche d'âge entre deux générations.

Consciente de l'importance de ce débat, notamment dans le champ de la démographie ou de la sociologie de la famille, je considère que la génération constitue avant tout un outil de repérage des individus au sein d'un ensemble familial. Ainsi, j'ai recherché une harmonisation entre les âges en fixant le seuil de la première génération (G1) à 70 ans et plus. Ce choix a permis de positionner l'ensemble des individus en référence à cette génération dite 1, mais dont les membres ont rarement été renseignés car généralement décédés. Pour les unités familiales équivalentes à des sphères familiales, j'ai renseigné l'ensemble de la fratrie de la seconde génération, puis leurs descendants au sein de la troisième et de la quatrième génération, voire de la cinquième génération. Pour les unités familiales restreintes à un seul groupe familial⁸⁵, en revanche, la généalogie commence à partir de l'identification d'un membre (ou couple) de la deuxième génération et j'ai cherché à renseigner l'ensemble de la fratrie de la troisième génération, puis leurs descendants au niveau de la quatrième génération. Par cette méthode, je peux mettre en miroir l'ensemble des unités familiales considérées par l'enquête, tout en conservant et en faisant surgir les spécificités de chacune d'entre elles pour ce qui est de leur morphologie, puis de leur cycle de vie (voir chapitres 3 et 4).

⁸⁵ Je les nomme « sphère familiale tronquée ». Cela renvoie à des sphères familiales où un seul groupe familial a été étudié et non pas l'ensemble des groupes familiaux issus de la fratrie de la seconde génération.

Chapitre 2



Légende:

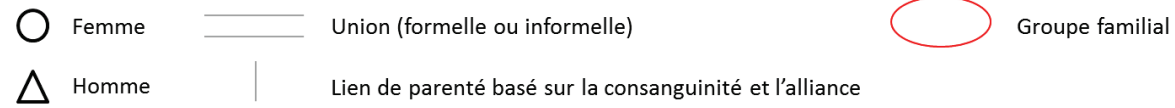


Figure 6 : La représentation de la « sphère familiale ». Réalisation : auteure.

Chapitre 2

Le deuxième niveau d'analyse de la famille est celui de son mode de fonctionnement et des liens qui se nouent entre ses membres, à distance ou dans la proximité spatiale. Si les liens sociaux dépassent largement l'échelle de la famille et s'ils peuvent être de natures très diverses⁸⁶, je focalise mon attention sur deux registres de liens. Le premier registre relève de ce que j'appelle les « arrangements familiaux ». Expriment des degrés divers de cohésion (ou de décohésion) familiale, ils renvoient à la pluralité des liens sociaux qui se jouent au sein ou entre les familles nucléaires, de nature intra ou intergénérationnelle, traduisant des rapports d'obligations, de réciprocité, de contractualisation. Ces liens expriment alors des jeux de solidarité qui, comme je le montrerai, n'excluent pas cependant des mises en tensions entre intérêts individuels et collectifs, ni des rapports de dépendance, de pouvoir ou de domination entre les membres de la famille.

Je m'inspire ici du modèle de la solidarité des générations, élaboré par V. Bengtson et ses collègues de l'Université de Californie du Sud dans les années 1970 précédemment cités, dont le but est de saisir le sens des relations familiales et la pluralité des logiques qui les sous-tendent (*ibid.*). Ce modèle se fonde sur six types de solidarités qui, selon les auteurs, fondent la cohésion familiale intergénérationnelle : la solidarité affective (sentiments d'affection), la solidarité structurelle (co-résidence ou proximité géographique), la solidarité associative (fréquence des contacts), la solidarité fonctionnelle (étendue des aides fournies ou reçues), la solidarité consensuelle (concordance d'opinion) et la solidarité normative (valeurs relatives aux obligations entre générations). Sans l'appliquer de façon systématique, cette catégorisation me guide dans la manière d'appréhender le lien familial tout au long de la thèse, en particulier la solidarité structurelle (voir chapitre 4) ; la solidarité associative et fonctionnelle qui renvoient à l'étude des dynamiques de réseau (voir le chapitre 8 en particulier) ainsi que la solidarité normative qui correspond aux rapports de force au sein de la famille, décortiqués tout du long de ma réflexion.

Le deuxième registre du lien social familial est celui plus particulièrement lié aux pratiques migratoires, c'est-à-dire aux liens maintenus à distance par les circulations et les effets de transferts d'un lieu vers l'autre. Très concrètement, ces circulations correspondent aux flux matériels (biens, argent, aliments) et immatériels (compétences, valeurs, normes,

⁸⁶ Le lien social est ce qui relie deux individus ou davantage et « désigne de fait des réalités multiples, qui vont de l'ensemble des relations concrètes que l'on entretient avec sa famille, ses amis, ses collègues ou ses voisins, jusqu'aux mécanismes collectifs de solidarité, en passant par les normes, les règles, les valeurs et les identités qui nous dotent d'un minimum de sens d'appartenance collective » (Cusset, 2011: 9).

représentations) induites par les mobilités spatiales, qui tissent les liens entre les différents lieux de l'espace de dispersion (voir chapitre 8).

1.2.2. Les espaces de la multi-localisation : mobilités, activités et circulations

La famille multi-localisée renvoie également à des unités spatiales d'analyse (Figure 4). J'en distingue deux : *i*) l'espace dit de dispersion, c'est-à-dire l'ensemble des lieux de résidence (y compris ceux dans la vallée du Río Negro), de la mobilité et des activités des membres des familles, tels qu'ils sont pratiqués au cours du cycle de vie des individus ou au moment des enquêtes ; *ii*) l'espace des circulations, c'est-à-dire l'ensemble des lieux d'où partent et où arrivent les flux de biens, d'argent ou d'aliments mis en circulation par les membres des familles dispersées.

Pour saisir l'espace de dispersion, je propose une analyse conjointe, d'un côté, des systèmes de mobilité et, de l'autre, des systèmes d'activité. Je m'inspire de la proposition de G. Cortes (1998), selon laquelle le système de mobilité est défini à la fois par « *l'itinéraire* » de mobilité (rythme et cycle des mobilités) et par le « *réseau socio-spatial* » de la mobilité c'est-à-dire qu'il inclue les « *liens ou relations qu'établissent les acteurs-migrants [mobiles] entre les différents espaces qu'ils fréquentent* » (Cortes, 1998 : 267). Qu'il s'agisse de déplacements à l'échelle interne ou internationale, de courte ou longue distance, je distingue tout au long de la thèse deux catégories de mobilité spatiale. La première correspond à la mobilité dite résidentielle, c'est-à-dire à ce que l'on qualifie classiquement par « migration ». Elle est définie par une durée de séjour dans le lieu de destination d'au moins six mois. La deuxième correspond à la mobilité dite circulaire (donc sans changement de résidence), qui répond à un critère de durée du séjour de moins de six mois. Cette catégorisation, de toute évidence, se fonde sur un seuil de durée d'absence totalement conventionnel⁸⁷. Cependant, le choix du seuil de six mois est pertinent au regard des pratiques de mobilité observées dans la vallée rurale du Río Negro, largement déterminées – comme je le montrerai – par les calendriers agricoles.

La notion de système d'activité nécessite également certaines précisions. La recherche étant centrée sur un contexte rural, les activités englobent à la fois celles relatives aux pratiques agricoles et d'élevage développées sur l'exploitation familiale ou en dehors, et les activités non

⁸⁷ Par exemple, le seuil temporel de la durée du séjour qui définit la migration internationale, selon les normes harmonisées des organisations internationales (ONU, OCDE, OIM) est d'une année.

agricoles. Je considère, cependant, qu'un individu exerce une activité si au moins deux des trois critères suivants sont remplis : il participe aux décisions relatives à la conduite de l'activité, il consacre du temps à la réalisation des tâches qu'implique l'activité, il est le bénéficiaire du revenu généré par l'activité. Il convient donc d'insister sur le fait, que l'activité n'est pas uniquement de nature économique, c'est-à-dire nécessairement génératrice de revenus. Elle peut correspondre à un travail non rémunéré (l'activité domestique chez soi, un service rendu par exemple) ou encore à une activité liée à la formation (études supérieures par exemple). Outre les types d'activité, l'analyse considèrera plusieurs critères de caractérisation : la (ou les personnes) qui mène l'activité au sein des familles nucléaires, le lieu et les conditions de leur réalisation et les temporalités d'exercice des activités. L'analyse du système d'activité – cela a été dit – suppose de prendre en compte la pluriactivité comme l'« *exercice simultané ou successif par une même personne physique de plusieurs activités professionnelles différentes au cours d'une année* » (Cornu, 1987 cité par Blanchemanche et al., 2000 : 44). Dès lors, ce qui fait « système d'activité » réside dans le fait de combiner plusieurs activités à l'échelle de la famille nucléaire, voir du groupe ou de la sphère familiale, faisant partie de stratégies partagées et interdépendantes de « moyens d'existence », pour reprendre la notion du cadre théorique des *Sustainable Rural Livelihoods*.

Je précise enfin, qu'à la fois les systèmes d'activités et les systèmes de mobilité, supposent que l'individu et/ou la famille ait accès à un certain nombre de ressources qui peuvent être d'ordre matériel/physique (équipement, bâtiment, outillage), naturel (eau, terres, pâturages), financier/économique (revenus, épargne, crédits, bétail), social (réseau de relations) ou humain (compétences, qualification)⁸⁸. Autrement dit, je définis les moyens d'existence comme un ensemble d'activités et de ressources, inscrit à la fois dans l'espace et le temps, que les familles mobilisent en fonction de leurs intentionnalités et de leurs possibilités.

⁸⁸ Je suis ici la proposition de P. Gasselin et al. (2014) de ne pas utiliser le terme de capitaux du cadre SRL, dans la mesure où « *les ressources sont variables dans le temps, en interaction, inégalement mobilisées selon l'activité considérée, et rarement substituables. Elles peuvent dépendre principalement de l'unité sociale ou former les conditions d'exercice des activités. Elles ne se capitalisent pas toujours.* » (Gasselin et al., 2014: 114). Tout comme le mentionnent ces mêmes auteurs, les catégorisations de la ressource peuvent être très variables, car elles sont, de fait, relatives et souvent simplificatrices. La catégorisation qui est proposée ici peut donc prêter à discussion. Par exemple, le bétail est placé dans la catégorie « ressources économiques » dans la mesure où l'élevage bovin et porcin dans cette région joue le rôle d'épargne sur pied. Mais le choix aurait pu être autre, compte tenu des multiples usages et fonctions des animaux d'élevage (consommation alimentaire, animaux de traits).

1.2.3. *Les quatre temporalités des systèmes familiaux multi-localisés*

Comme précédemment évoqué, les approches relatives au système d'activité appellent à introduire la dimension évolutive dans ses modes d'analyse (Gasselin et al., 2014). De même, l'étude des systèmes de mobilité « *suppose de passer à une analyse des liens dans l'espace de circulation [et] implique d'intégrer la dimension temporelle à l'analyse des agencements [sociaux], c'est-à-dire de saisir leur dynamique adaptative* » (Cortes, 2011 : 96). Adoptant cette perspective d'analyse dynamique (ou diachronique), je propose de considérer quatre échelles de temporalité dans la construction du système familial multi-localisé : le *temps biographique* et le *temps du quotidien* (autrement dit le temps des familles) mais aussi, le *temps des lieux* et le *temps géographique* (Figure 4).

Le *temps biographique* est la temporalité sur laquelle je construis l'approche diachronique des pratiques de mobilités et d'activités inscrites dans les cycles de vie des individus et des familles. Je recours pour cela aux méthodes biographiques, de manière à mener une analyse fine des « trajectoires familiales »⁸⁹ (voir l'encadré n°4). Ces trajectoires sont celles à la fois des mobilités, des activités, des événements sociaux de la famille, mais également des arrangements familiaux qui, à l'échelle du cycle de vie des familles, maintiennent le lien social entre les membres des familles. Ce temps biographique inclut tout autant les intentionnalités des individus resituées dans leur environnement familial, notamment les projets migratoires tels qu'ils sont formulés, infléchis, réalisés ou abandonnés (Boyer, 2005). C'est à l'échelle de ce temps biographique, que je propose de déboucher au final sur une analyse de ce que j'appelle la « trajectoire de moyens d'existence ». Celle-ci renvoie à la manière dont la famille nucléaire, au cours de son cycle de vie, fait évoluer ses moyens d'existence (tels que définis plus haut).

⁸⁹ Comme l'explique V. Baby-Collin (2014), « *Il existe un lexique pluriel pour qualifier les mobilités liées aux histoires de vie : itinéraire, parcours, cheminement, trajectoire, carrière. Ces termes ont peu fait l'objet de discussions en géographie, mais on rencontre fréquemment sous la plume de géographes les termes de parcours et de trajectoire (migratoire ou résidentielle), comme relativement équivalents l'un à l'autre.* » (Baby-Collin, 2014 : 409). Si le terme de trajectoire peut lisser les « ruptures » et les « bifurcations », à savoir l'inattendu de chaque expérience de vie, je le privilégie dans mon propos par rapport au terme de parcours tout en ayant conscience des nuances et spécificités introduites par les sociologues, qui m'amènent à considérer la trajectoire d'un individu comme forgée d'étapes et de phases et donc non linéaire (Passeron, 1990; Hélandot, 2006; Grossetti, 2006).

Encadré n°4: Les approches par les trajectoires et les récits biographiques dans l'étude des mobilités

Au cours des années 1980, des auteurs de plusieurs disciplines des sciences sociales, comme D. Courgeau ou E. Lelièvre, constatent l'insuffisance des approches statistiques de la migration centrées sur l'analyse de la redistribution spatiale des individus. Ils proposent de replacer l'individu et ses pratiques au centre des analyses, et de développer des analyses plus systémiques de la migration : « [...] *la mobilité étant mal saisie par les données disponibles (recensements, etc.), les données d'enquêtes (souvent ad hoc) constituent la source privilégiée des analyses. En conséquence, le domaine de la mobilité s'est révélé privilégié pour cette innovation en matière de collecte que représente l'enquête biographique.* » (Lelièvre, 1999 : 198).

Ils repensent l'analyse de la mobilité autour de trois critères : le temps, l'espace et les motivations. Ce changement de prisme d'analyse permet différentes avancées dont l'étude des trajectoires de vie individuelles et, parmi celles-ci, des trajectoires résidentielles. « [Les données d'enquête] *constituent souvent la source unique pour l'étude des trajectoires résidentielles, non plus isolées de leur contexte mais en rapport avec les évolutions familiales et professionnelles des individus. L'approche biographique permet de bien cerner les motivations liées à la vie familiale et professionnelle des migrants potentiels par une analyse des migrations en interaction avec les divers évènements familiaux et professionnels (Courgeau et Lelièvre, 1989). La dimension fondamentale du biographique est en effet la mise en regard du déroulement de plusieurs parcours* » (*ibid.* : 198).

Par ailleurs, ces auteurs renforcent l'analyse des motivations des migrants pour prendre en compte leurs stratégies individuelles dans leur contexte de relations sociales pour saisir l'influence du groupe sur le parcours de l'individu. Ils considèrent aussi l'espace en introduisant l'ensemble des lieux avec lesquels l'individu est en rapport. En effet, ils considèrent que le lieu de résidence est insuffisant pour comprendre le rapport à l'espace des migrants. Un changement de paradigme s'opère : alors que la migration était définie initialement et strictement comme changement de résidence, la notion évolue avec la reconnaissance d'une pluralité des lieux pratiqués par les individus. Ces travaux sont aussi les prémisses des démarches méthodologiques multi-situées de la migration.

Chapitre 2

Le temps du quotidien des individus et des familles – en écho à une géographie sociale de la quotidienneté (Di Méo, 1996, 1999) – est celui qui permet de capter et comprendre les moments d’inflexions ou de ruptures dans les pratiques socio-spatiales des individus, leurs choix et leurs prises de décision. Il exige de s’intéresser aux rapports des individus et des familles à leurs espaces, à la manière dont ils construisent, mobilisent et utilisent les ressources ainsi qu’à la façon dont les familles s’organisent au quotidien dans la conduite de leurs activités.

Le temps des lieux renvoie, quant à lui, aux composantes localisées, de nature économique, sociale et politique, qui influent les pratiques des individus déployées dans l’ensemble des lieux de la dispersion. L’enjeu est de pouvoir tenir compte des opportunités mais aussi des contraintes associées à chacun de ces lieux, comme conditions à la fois de la mise en mobilité et de la conduite d’activité.

Enfin, le *temps géographique* relève de la variation des éléments de contexte, d’ordre économique, politique, institutionnel, environnemental ou social, c’est-à-dire des grands changements d’ordre structurel et conjoncturel qui se jouent aux échelles nationale, régionale, voire internationale. Il est le temps englobant – en quelque sorte – qui détermine à la fois les temps biographiques, des lieux et du quotidien, autrement dit l’espace de vie des familles multi-localisées (Frémont et al., 1984).

Au final, ces trois volets du cadre analytique, relatifs aux unités sociales, spatiales et temporelles, permettent de répondre aux deux questionnements clefs de cette recherche. Le premier est de savoir qu’est-ce qui « fait système » dans l’organisation socio-spatiale des familles multi-localisées ; ce qui est regardé ici, ce sont les effets d’interdépendances et de complémentarité qui naissent des liens inter et intra-familiaux (arrangements et circulations). Le deuxième est de savoir en quoi le système familial multi-localisé fait (ou non) ressource ; ce qui est alors regardé, ce sont les formes d’organisation et d’évolution de l’accès à des ressources plurielles, elles-mêmes multi-localisées, et qui participent de la trajectoire de moyens d’existence des familles. J’adopte au final une posture similaire à celle proposée par D. Prunier lorsqu’elle évoque la « *capacité des familles à articuler socles productifs et ressources de la migration pour faire évoluer l’organisation réticulaire de la production et des relations d’interdépendance. [...] C’est donc la thèse d’un système de ressources administré depuis le lieu d’origine qui est retenue : la migration, lorsqu’elle parvient à faire ressource, s’intègre à ce système et contribue à faire le lien, à articuler et rendre solidaires des processus productifs et sociaux distendus ou éclatés.* » (Prunier, 2014: 131).

2. Le dispositif global de recueil de données : une démarche méthodologique qualitative et multi-située

2.1. Des observations et des enquêtes qualitatives complémentaires et multi-situées

J'ai construit un dispositif de collecte des données en mobilisant deux méthodes : l'observation et les entretiens. Les observations sont de plusieurs types (observation sur place et participante) tout comme les entretiens (« enquête famille », « enquêtes complémentaires »). Ces différents modes de collecte me permettent de multiplier les points de vue des personnes enquêtées, mais aussi de décentrer mon propre regard (en tant que chercheure) afin de limiter les dérives potentielles d'un empirisme naïf et de la surinterprétation⁹⁰ (Arborio et Fournier, 2011) (voir section 4).

2.1.1. Observation à différents degrés d'implication

Pratiquer une géographie de terrain suppose l'observation « sur place » (*in situ*) comme démarche d'administration de la preuve. L'observation permet de « [...] *prendre au sérieux les pratiques des acteurs plutôt que d'imaginer leurs actions toujours conformes à des principes censés les gouverner ou à des théories générales prétendant en rendre compte sans jamais le vérifier* » (Arborio et Fournier, 2011: 115), et ce dans l'objectif de « [...] *rapprocher, faire dialoguer, montrer ce qu'il y a de commun dans ce monde de différences.* » (Agier, 2004: 6).

J'ai conduit des observations directes des pratiques sociales du quotidien (agricoles, alimentaires, départs en mobilité) et de certains événements (cérémonies, événements familiaux). Ces observations m'ont permis de repérer comment les discours et les représentations des enquêtés convergent mais aussi se contredisent, c'est-à-dire de triangulariser les informations. Toutefois, je suis consciente que ces observations directes ont été pu être influencées par mon statut de chercheure (voir section 4.2.1). Je sais également que

⁹⁰ L'empirisme naïf peut se résumer à sur-créditer la parole des acteurs quant à ce qu'est le réel ou également à être persuadé que le réel se montre à soi une fois sur le terrain. En géographie, la surinterprétation peut se traduire par une surestimation du rôle de l'espace face à des dynamiques sociales dans certaines situations données.

je n'ai pas pu rester complètement en retrait lors de moments : les interactions verbales avec les enquêtés ont été inévitables ⁹¹ (Morange et Schmoll, 2016).

J'ai, dans certains cas, couplé les observations directes avec des observations participantes (travail dans les parcelles, préparation d'un repas, participation aux réunions de coopératives), avec des degrés d'implication différenciés. Mon objectif était de m'approcher au plus près des pratiques quotidiennes de la population enquêtée pour mieux les comprendre.

2.1.2. Conduite des entretiens multi-situés, multi-niveaux et intégrant le temps

J'ai conduit des enquêtes par entretiens ouverts et semi-directifs pour caractériser les individus et les unités familiales retenues, et pour analyser leur fonctionnement économique, social et spatial dans le temps. L'objectif a été de saisir les formes et les enjeux de la multi-localisation familiale, à la fois dans sa dimension systémique et dynamique (donc diachronique).

2.1.2.1. Les différents types d'enquêtes

Au cours de ma collecte, j'ai conduit trois types d'enquêtes :

- Une « enquête famille » qui a consisté en une série d'entretiens biographiques individuels (récits de vie) auprès des membres des unités familiales retenues. Comme je le détaille plus loin, la spécificité de cette enquête famille est qu'elle a cherché à systématiser, par des enquêtes multi-situées, les informations relatives à la totalité des membres composant 8 sphères familiales, quelle que soit leur localisation résidentielle au moment du travail de terrain (voir section 2.2.1).
- Des « enquêtes thématiques » qui ont consisté en des entretiens semi-structurés auprès de personnes ressources pour renseigner les activités (agricoles ou non) et leurs modalités d'exercice. Ces entretiens ont permis de renseigner également les mobilités. J'ai enquêté des migrants dans les différents lieux de destination, des migrants de retour

⁹¹ Dans la zone d'étude, les rencontres sont permanentes. La population est toujours encline à la rencontre et curieuse d'échanger quelques paroles. Qui plus est, il est encore peu courant pour les populations locales de croiser une femme venant d'ailleurs. En effet, si des *peace corps* nord-américains se disséminent dans les localités, si des universitaires viennent mener des recherches ou des ONG viennent avec des projets en tout genre, la présence d'étrangers interroge toujours.

dans leur lieu d'origine ou encore des individus restés dans la zone d'étude et ayant des proches partis en migration.

- Des « enquêtes acteurs » qui ont consisté en des entretiens ouverts auprès d'acteurs institutionnels portant sur les contextes locaux (élus ou fonctionnaires de mairies, membres de collectifs associatifs, chercheurs d'universités au Nicaragua et aux États-Unis).

Ces deux derniers types d'enquête sont évoqués tout au long de la thèse sous le terme d'« enquête complémentaires ».

Mon principal outil de collecte des données a donc été l'entretien⁹². Je restitue dans le tableau ci-dessous le nombre d'entretiens réalisés lors de l'« enquête famille » par période de collecte des données (Tableau 3). Le nombre d'individus enquêtés est supérieur au nombre d'entretiens étant donné que j'ai effectué plusieurs passages pour certains individus.

	Nombre d'individus enquêtés	Nombre d'entretiens menés
Collecte de données 2014-16	333	314
Collecte de données 2013	51	27
Collecte de données 2012	137	166
Total	521	507

Tableau 3 : Bilan des collectes de données par entretien (2012-2016).

J'ai conçu des guides d'entretien avec des degrés de structuration très variables selon les informations recherchées (voir annexe 6). Plus l'entretien avait une visée compréhensive, moins il était structuré afin de laisser l'enquêté s'exprimer. J'ai délibérément choisi d'être flexible dans l'application des guides d'entretien pour capter la complexité de mon objet d'étude et mettre à jour les relations sociales en jeu, parfois complexes. Si les guides d'entretiens ont été indispensables pour permettre, dans une certaine mesure, la systématisation des données, j'ai toutefois laissé la parole à l'enquêté, estimant importantes leurs manières de dire.

⁹² L'objectif de l'entretien est de produire un discours par l'enquêté à visée informative et compréhensive. Dans ma recherche, il s'agit d'obtenir des informations relatives aux pratiques et aux expériences des individus mais aussi de comprendre les dynamiques plus globales qui les sous-tendent. Je revendique de partir de l'expérience directe du monde social étudié c'est-à-dire que je mets la focale à la fois sur les faits expérimentés (pratiques sociales) et sur les pensées construites (systèmes de représentations) pour en dénouer les entremêlements (Blanchet et Gotman, 2010).

Dans l'« enquête famille », j'ai largement privilégié le récit de vie⁹³ pour comprendre l'expérience directe des situations éprouvées par les enquêtés. Les récits de vie m'ont permis de renseigner les trajectoires professionnelle, résidentielle et familiale, de la naissance jusqu'au moment de l'enquête (Golaz, 2005; GRAB⁹⁴, 2006, 2009), pour reconstituer au final les trajectoires d'existence.

2.1.2.2. Une démarche multi-située et multi-niveau

Comme déjà précisé, j'ai souhaité conduire des enquêtes systématisées pour l'ensemble des sphères familiales étudiées, c'est-à-dire conduire des entretiens avec le plus grand nombre possible de leurs membres, y compris ceux en migration. En effet, j'avais « [...] *conscience [...] du fait que la plupart des phénomènes [observés] n'ont de sens qu'en connexion avec des significations localisées dans un ailleurs temporaire et/ou géographique* » (Ghasarian, 2002: 22). En suivant les propositions de l'ethnologie multi-située (Marcus, 2002; Falzon, 2009), et celles largement discutées dans des travaux récents en géographie (Cortes et Pesche, 2013; Baby-Collin, 2014), j'ai donc choisi de mener une enquête multi-située, c'est-à-dire de conduire des collectes de données dans plusieurs sites géographiques.

La méthodologie d'enquête multi-située m'a permis de recueillir des informations à plusieurs niveaux sur la famille et sur ses membres, quelle que soit leur localisation résidentielle ou celle de leurs activités. Elle m'a également permis de comprendre la pluralité des contextes locaux (le temps des lieux) et de confronter les réalités des migrations à la fois dans le lieu d'origine des migrants et dans les différentes destinations (conditions de travail et d'hébergement, relations avec les autres communautés). Multi-situer mes enquêtes, enfin, s'est avéré fructueux pour capter les effets de liens à distance entre les membres de la famille.

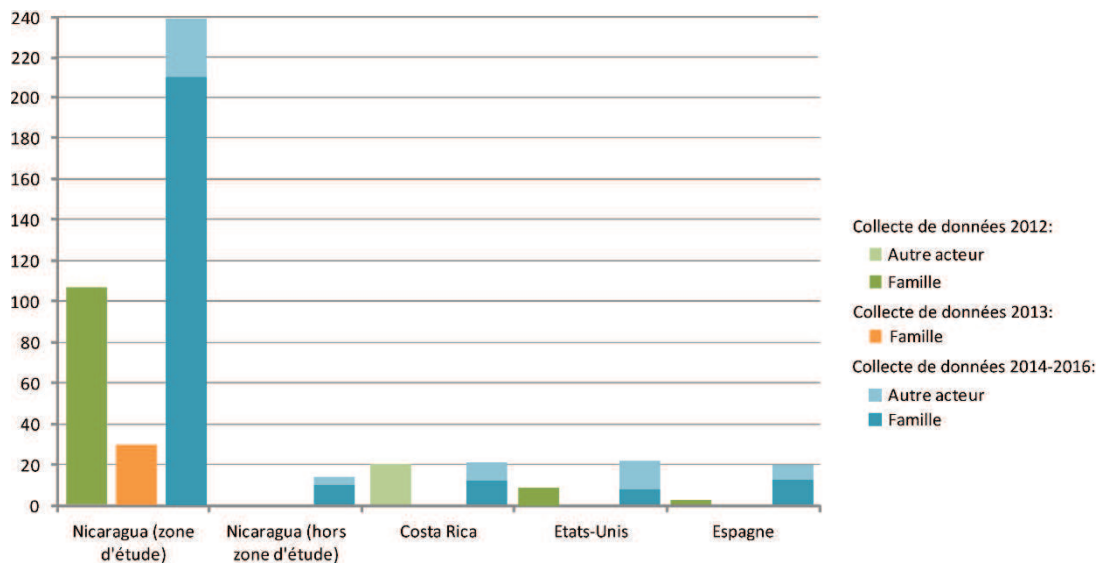
La mise en œuvre de la méthode d'enquête multi-située s'est fondée sur la géographie des mobilités circulaires et des migrations des familles étudiées. La dispersion spatiale et la relative concentration d'individus dans certains lieux de résidence, de mobilités et d'activités ont déterminé la sélection de 47 sites d'enquêtes, dispersés entre la zone de référence de la vallée du Río Negro et les lieux de destination des mobilités circulaires et des migrations.

⁹³ Le récit biographique, comme production narrative, me permet d'accéder à une compréhension des phénomènes étudiés. Une synthèse de l'usage des méthodes biographiques est proposée dans l'article de S. Chaxel et al. (2014). En France, le récit biographique est entré, tout d'abord en démographie, notamment avec l'enquête 3B (Biographie familiale, professionnelle et migratoire) conduite en 1981 par D. Courgeau (2009).

⁹⁴ Le GRAB est le Groupe de Réflexion sur l'Approche Biographique qui rassemble des démographes de l'INED (Institut National des Études Démographiques) depuis 1998.

Chapitre 2

Entre 2012 et 2016, j'ai conduit 395 entretiens dans la zone de référence sur 37 sites d'enquêtes (78% des entretiens). J'ai mené, parallèlement, 112 entretiens dans 10 autres sites d'enquête dans le reste du Nicaragua, au Costa Rica, aux États-Unis et en Espagne (22% des entretiens)⁹⁵. Ces 507 entretiens ont permis une collecte d'informations concernant un total de 521 individus pour l'ensemble de la période de collecte sur 47 lieux au total, dont 333 individus pour la période spécifique de la thèse (Graphique 2). Ce sont les entretiens conduits entre 2014 et 2016 qui fournissent le principal corpus de données analysées dans les chapitres suivants.



Graphique 2 : Nombre d'entretiens dans chaque pays d'enquête selon la période de collecte de données et le volet d'enquête. Source : enquêtes famille et complémentaires.

Les 103 entretiens menés pour l'« enquête acteurs » et l'« enquêtes personnes ressources », quant à eux, représentent 20% des entretiens conduits au cours des différentes phases de collecte dans la zone de référence ou en dehors (Tableau 4).

⁹⁵ La répartition de ces entretiens hors zone de référence est la suivante : 41 entretiens menés au Costa Rica (36% des entretiens menés hors zone de référence) ; 36 aux États-Unis (32%) ; 20 en Espagne (19%) et 15 au Nicaragua (13%).

Chapitre 2

	Enquête « famille »	Enquêtes complémentaires auprès d'individus ressources et d'acteurs clefs									Total
		Acteurs institutionnels			Individus renseignant les activités			Individu renseignant les mobilités			
		Mairie	Asso.	Univ. et Institut	Activité non agricole	Activité agricole	Employeur	Migrant	Migrant "de retour"	Indiv. "qui reste"	
2014-16	285	6	7	6	5	4	4	12	2	2	333
2013	51	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51
2012	90	0	2	0	26	4	1	14	0	0	137
Total	426	6	9	6	31	8	5	26	2	2	521

Tableau 4 : Individus ressources enquêtés et statut au sein de l'enquête.

La mise en œuvre de l'enquête multi-située a été conditionnée par le temps et les moyens à ma disposition. Pour cela, j'ai eu des degrés d'immersion différenciés dans chacun des sites, ce qui s'est traduit par une collecte de données d'intensité variable d'un site à l'autre (Marcus, 2002). J'ai cependant accentué les observations participantes dans les sites où mon temps de présence était limité pour combler ces manques⁹⁶.

2.1.2.3. Des phases de collecte étalées dans le temps et à différentes périodes : les temporalités comme composantes du multi-situé

Si le caractère multi-situé des enquêtes est de plus en plus courant dans les études migratoires (Falzon, 2009; Gallo, 2009), la spécificité de mon travail tient au fait que j'y ai ajouté une dimension temporelle. En effet, les événements de mobilité, dont ceux liés à l'activité agricole et non agricole, ou encore les événements familiaux, ont leur propre rythme et durée. Par exemple, l'activité agricole est organisée selon deux ou trois saisons de semis chaque année. De même, les retours des migrants sont conditionnés par certains événements cycliques, comme les fêtes religieuses (Pâques, Noël). Le temps et l'espace sont ainsi les deux principales caractéristiques qui les définissent (Lelièvre, 1999). Je me suis efforcée d'inscrire les quatre temporalités du SFM au cœur de ma démarche méthodologique multi-située.

La succession des différentes collectes de données réalisées traduit cette volonté de faire correspondre, dans la mesure du possible, le travail de terrain aux temporalités des phénomènes étudiés. J'ai débuté mes recherches dans la vallée du Río Negro en mars 2012, lors d'un stage de fin d'étude à l'ISTOM (mars-août 2012). Pendant cette période, j'ai alterné des phases de travail dans la zone de référence et à Managua, avec des visites de courte durée au Costa Rica (à San José, dans la région caféière de Los Santos et de San Carlos, connue pour sa monoculture d'ananas). Grâce à cette alternance de terrains, j'ai pu capter des informations sur différentes

⁹⁶ Ce qui amène à raisonner une forme de réflexivité du multi-situé spécifique que j'aborde dans la section 4.

Chapitre 2

migrations saisonnières vers le Costa Rica. J’ai poursuivi mes recherches dans la même zone de référence en 2013 dans le cadre d’un stage de trois mois lors d’un Master 2 en géographie à l’Université Paul-Valéry. Pendant ce stage, j’ai approfondi mes travaux dans une localité (Palo Grande – Somotillo) en ciblant une sphère familiale. C’est à l’issue de ces travaux que j’ai formulé mon projet doctoral. J’ai collecté les données analysées dans le cadre de ma thèse entre juin 2014 et mai 2016. Pendant cette période, j’ai mené la collecte en deux phases de travail au Nicaragua : de juillet 2014 à avril 2015 et de mars à mai 2016, qui ont été entrecoupées par trois phases au Costa Rica (décembre 2014), en Espagne (janvier 2015) et aux États-Unis (avril 2016). La collecte des données strictement liée à ma recherche doctorale s’est donc déroulée sur 14 mois d’enquête de terrain (Figure 7).

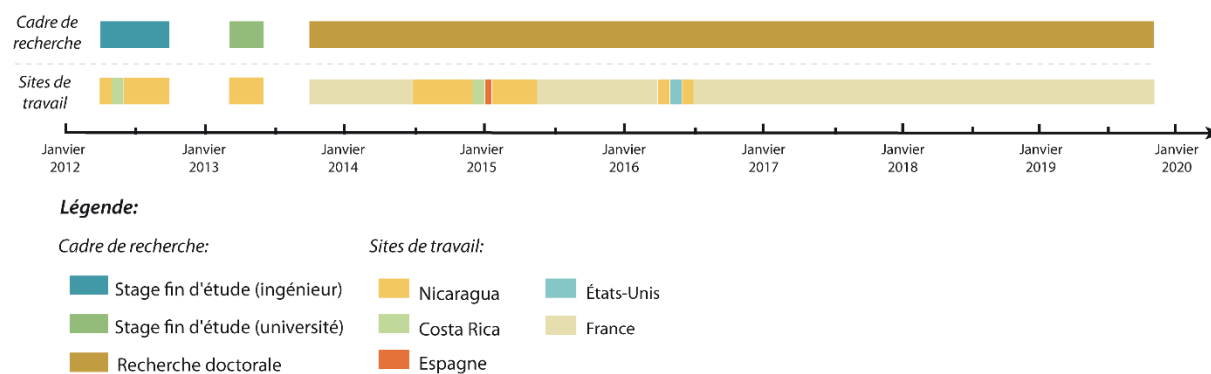


Figure 7 : Chronogramme de la recherche. Réalisation : auteure.

Ensuite, de manière à saisir les différentes temporalités de la construction des SFM, j’ai souhaité appréhender la diversité des situations, des profils et des expériences migratoires, à des stades différents de leurs parcours : au départ, en cours, sur le retour, sur un nouveau départ. J’ai donc choisi de reconstituer les trajectoires des moyens d’existence à partir des trajectoires résidentielle, professionnelle et familiale des individus.

Pour reconstituer ces trajectoires, j’ai réalisé plusieurs passages au cours desquels j’ai mené des récits de vie et des entretiens semi-directifs plus ciblés qui m’ont permis de collecter des informations sur le *temps du quotidien* des individus et des familles. Saisir ce temps permet de pallier certaines limites relatives à la reconstitution des trajectoires car le caractère narratif du récit de vie impacte l’objectivité des données collectées. L’« illusion biographique » selon P. Bourdieu (1986) et l’« idéologie biographique » selon D. Bertaux (2010) « *résident dans le processus de reconstruction a posteriori d’une cohérence et de lissage* » de la trajectoire biographique (Bertaux, 2010 : 34). J’ai pu expérimenter la part de subjectivité dans les discours qui se traduit par des sauts temporels liés à des trous de mémoire et à l’éviction des situations

dévalorisantes. Les raisons dévalorisantes sont en effet rarement évoquées sauf si elles sont sublimées par les enquêtés (Lelièvre, 1999). C'est donc en triangularisant les enquêtes conduites avec plusieurs membres d'une même unité familiale, et dans différents sites, que j'ai pu recouper les informations et révéler les incohérences, les rôles inter-changés entre les membres de la famille.

2.2. L'« enquête famille » : le cœur du dispositif méthodologique

2.2.1. Sélection des unités familiales à partir de la zone de référence

L'enquête famille concerne huit unités familiales, soit cinq sphères et trois groupes, tels que définis précédemment. Leur sélection s'est faite sur la base de plusieurs critères dont la pertinence a été identifiée en 2012 et 2013 lors de mes premiers travaux (Carte 7).

Mes premiers travaux de terrain dans la vallée du Río Negro en 2012 m'ont permis de raisonner la sélection des unités familiales enquêtées. L'objectif de cette première étude était de comprendre la manière dont la migration s'installait et se construisait au sein des familles et comment était vécue l'expérience migratoire⁹⁷ (Trousselle, 2012).

Pour ma recherche doctorale, j'ai sélectionné huit sphères familiales en deux temps. J'ai d'abord sélectionné des individus⁹⁸ sur la base d'entretiens exploratoires en tenant compte de trois critères : *i*) la diversité des localités de résidence de leurs familles nucléaires dans la vallée Río Negro, sachant que les différentes zones agro-écologiques au sein de la vallée jouent sur les activités (notamment agricoles) et les mobilités ; *ii*) la distance de ces lieux à la frontière et aux routes, et l'accès aux infrastructures de base (eau, électricité, centre de santé). Potentiellement, la proximité à la frontière hondurienne est susceptible d'offrir des opportunités d'émigration ou de mobilités circulaires, et la proximité à la ville ou aux bourgs ruraux permet l'accès aux équipements, aux infrastructures et aux services jouant un rôle sur les logiques de mobilités ; *iii*) les pratiques de mobilité (diversité des expériences, des formes et des lieux) et de travail (activités agricoles et non agricoles) au sein de ces familles. La combinaison de ces

⁹⁷ En 2012, je m'étais focalisée sur trois groupes familiaux dont deux « tronqués » et quatre sphères familiales dont trois « tronquées ». Par « tronqué », j'entends le fait que l'information n'avait pu être recueillie pour l'ensemble des membres. Cette première expérience m'a permis de préciser mon unité d'analyse collective pour ma recherche doctorale. En 2013, l'objectif de ma recherche était davantage méthodologique puisqu'il s'agissait d'opérationnaliser sur le terrain le cadre des *Sustainable Rural Livelihood*. J'ai alors travaillé avec un seul groupe familial.

⁹⁸ Le premier individu sélectionné est, dans la majorité des cas, devenu l'« Ego » de référence au sein de chaque famille retenue (groupe ou sphère).

Chapitre 2

critères m'a permis de sélectionner une diversité de situations familiales et, en conséquence, de saisir des configurations et des fonctionnements différenciés des systèmes familiaux multi-localisés.

Une fois cette sélection de familles nucléaires stabilisée, j'ai pu élargir le dispositif d'enquête à leurs groupes ou sphères familiales d'appartenance⁹⁹.



Carte 7 : Localisation des lieux de résidence des unités familiales étudiées dans le site de référence.
Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

⁹⁹ Les entretiens exploratoires concernant les individus non retenus pour l'enquête famille ont tout de même servi à documenter les éléments du contexte local ou certaines composantes des systèmes de mobilité et d'activité (voir section 2.3).

Chapitre 2

Les unités familiales initialement sélectionnées se répartissent dans plusieurs communes de la vallée du Río Negro : San Pedro del Norte, San Juan de Cinco Pinos, San Tomas del Norte, Somotillo, Villanueva¹⁰⁰. Par ailleurs, comme je le précise plus loin, tous les membres des unités familiales résidant dans la vallée du Río Negro n'ont pas systématiquement été enquêtés (voir section 2.2.2).

Une des originalités (et difficultés) de ma démarche méthodologique consiste dans un premier temps à identifier la composition objectivée de chacune des unités familiales sélectionnées sur la base des liens de parenté. Puis, l'intention était de mener des entretiens auprès d'un maximum des membres de l'unité familiale, quelle que soit leur localisation, dans le temps imparti de mon travail de terrain. Cette démarche a été conditionnée par les moyens financiers et le temps de ma recherche. Il était donc impossible de prétendre à une exhaustivité des entretiens pour l'ensemble des membres des familles. En anticipant cette contrainte, j'ai cherché à ce qu'une diversité de profils d'individus soit représentée au cours de la collecte de données¹⁰¹. De même, la répétition des entretiens auprès d'un nombre important d'individus m'a permis d'atteindre un certain niveau de saturation des informations collectées. J'ai ainsi pu réorienter en permanence la collecte de données afin de privilégier les membres des familles pressentis comme centraux au sein de chaque famille.

Au final, l'enquête famille concerne cinq sphères familiales et trois groupes familiaux (Tableau 5). Les huit unités familiales étudiées regroupent un total de 33 groupes familiaux et de 399 individus. Ce chiffre correspond aux compositions objectivées des unités familiales étudiées, c'est-à-dire à tous les membres identifiés lors de mes entretiens, qu'il s'agisse des individus renseignés (285) ou juste mentionnés (114) (voir section 2.2.2).

¹⁰⁰ L'absence d'unité familiale étudiée dans la commune de San Francisco del Norte, s'explique par le fait que j'ai privilégié la commune voisine de San Pedro del Norte au regard des critères retenus et que la phase exploratoire ne m'a pas amené vers cette commune. Les localités indiquées sur la carte où aucun entretien n'a été mené sont celles de Las Mesitas, El Espino, Cayanlipe et La Fragosa. À noter également qu'une partie des membres de ces unités familiales étaient en mobilité au moment de l'enquête.

¹⁰¹ Ces profils d'individus correspondent par exemple aux migrant·e·s et non migrant·e·s ; aux femmes et hommes, aux jeunes célibataires ou aux chef·e·s de famille, aux personnes âgées ou encore aux étudiant·e·s.

Unités familiales (SF et GF)	Nombre de groupes familiaux	Nombre de familles nucléaires composant les groupes	Nombre d'individus composant les familles nucléaires
1 – SF	6	28	124
2 – SF	4*	20	74
3 – GF	1	3	13**
4 – GF	1	8	29
5 – GF	1	2	12
6 – SF	4	10	46
7 – SF	8	11	60
8 – SF	8	10	41***
Total	33	92	399

Tableau 5 : La composition objectivée des unités familiales étudiées¹⁰².

2.2.2. *Les différents statuts des individus concernés par l'« enquête famille »*

Dans l'« enquête famille », tous les membres des familles retenues n'ont pas les mêmes statuts (Tableau 6 et Graphique 3). Je distingue les individus « enquêtés », c'est-à-dire « *renseignés directement* » à l'occasion d'un ou de plusieurs entretiens menés en face à face. J'identifie ensuite les individus « *renseignés indirectement* » qui sont ceux pour lesquels un « enquêté » m'a fourni l'information le concernant, celui-ci faisant partie de la même famille nucléaire (conjoint·e, parent) ou du même groupe familial (sœur, frère, grands-parents). Je distingue enfin les individus qui n'ont pas été « enquêtés », ni « *renseignés indirectement* » mais qui ont été « *mentionnés* » au cours des entretiens. Je n'ai pas pu recueillir d'information sur ces membres « mentionnés », car ils pouvaient être décédés au moment de l'enquête, en migration hors des sites sélectionnés de l'enquête famille ou parce qu'il existait des conflits familiaux entraînant la rupture de certains liens¹⁰³ (voir section 4.2.2). D'autres étaient indisponibles au moment de mes passages et enfin, certains ne me sont pas apparus essentiels pour l'étude car leur filiation, la nature des rapports sociaux et le degré de proximité sociale avec la famille d'étude étaient plus lâches¹⁰⁴. Au final, seulement 17 individus sur un total de 399 membres composant les unités familiales auraient pu être enquêtés et ne l'ont pas été

¹⁰² Les astérisques indiqués dans le tableau sont précisées ci-dessous :

* L'un des frères de la deuxième génération a été rattaché au groupe familial d'une de ses sœurs.

** En réalité, cette unité familiale est composée de 20 individus (et de 4 familles nucléaires) dont 7 appartiennent également à l'unité familiale n°2 au sein de laquelle je les ai comptabilisés.

*** En réalité, cette unité familiale est composée de 47 individus (et de 11 familles nucléaires) dont 6 appartiennent également à l'unité familiale n°7 au sein de laquelle je les ai comptabilisés.

¹⁰³ Il s'agit par exemple de parents divorcés qui ne peuvent plus voir leurs enfants suite à un conflit conjugal.

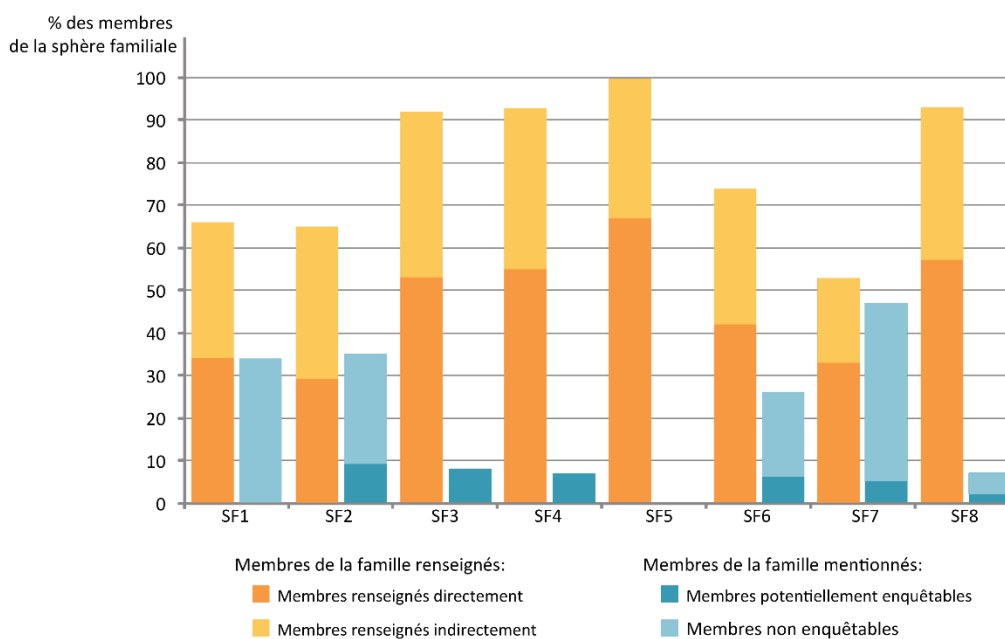
¹⁰⁴ Je fais notamment référence aux enfants, nés d'une précédente union, des conjoints d'un membre étudié.

Chapitre 2

(4,3% du total). J'ai ensuite épuré mon échantillon des individus renseignés ou mentionnés pour lesquels les informations collectées n'étaient pas fiables¹⁰⁵.

Sphère familiale	Total membres de la famille	Membres renseignés		Membres mentionnés	
		<i>n</i>	% SF	<i>n</i>	% SF
SF1	124	82	66%	42	34%
SF2	74	48	65%	26	35%
SF3	13	12	92%	1	8%
SF4	29	27	93%	2	7%
SF5	12	12	100%	0	0%
SF6	46	34	74%	12	26%
SF7	60	32	53%	28	47%
SF8	41	38	93%	3	7%
Total	399	285	71%	114	29%

Tableau 6 : Statuts des individus au sein de l'enquête famille.



Graphique 3 : Membres renseignés et mentionnés par sphères familiales. Source : enquête famille.

Selon les sphères familiales et les groupes, je suis parvenue à enquêter finalement entre 53% et 100% des membres les composant. La majorité d'entre eux correspond à des individus en âge de travailler (de plus de 15 ans). Notons que pour les 33 groupes familiaux concernés par l'enquête, il y a au moins un individu renseigné (à l'exception d'un seul groupe).

¹⁰⁵ Cela concerne en particulier certains individus depuis trop longtemps partis en migration.

2.2.3. *Le contenu de l'enquête famille*

En 2013, comme précédemment expliqué, j'avais déjà conduit une enquête auprès d'une sphère familiale qui avait pour objectif de caractériser son système familial multi-localisé en opérationnalisant l'approche des *Sustainable Rural Livelihoods* (Trousselle, 2013). Cette enquête m'avait permis de tester différentes méthodes permettant de recueillir des données synchroniques et diachroniques pour caractériser les ressources des individus et des unités familiales, ainsi que leurs activités. J'avais donc déjà pu prendre conscience des difficultés d'enquête, notamment pour obtenir des données diachroniques précises et fiables.

Cette exigence justifie l'ordre des sections du guide d'entretien¹⁰⁶ (voir annexe 6). Cela explique aussi que ce guide n'ait été qu'un support servant à me repérer comme le veut la méthode compréhensive. En pratique, le fil de la discussion se faisant, les données énoncées s'enchaînaient, parfois, dans un ordre différent que celui programmé dans le guide d'entretien.

Commencer par déterminer la composition familiale objectivée a facilité l'explicitation par l'enquêté des relations sociales liées aux activités et aux mobilités. En effet, ce dernier sachant que j'étais en mesure d'identifier les membres de sa famille, il lui était plus aisé de préciser leurs places dans les différents événements de sa trajectoire personnelle.

Ensuite, je me suis centrée sur la situation de l'individu au moment de l'enquête, à savoir ses propres activités et ses mobilités mises en œuvre dans l'année, ce qui permettait ensuite d'élargir la discussion aux autres membres de la famille. Cet enchaînement des deux premières sections de l'enquête s'est avéré particulièrement efficace pour la caractérisation des modes de production agricole (pratiques culturelles, gestion individuelle ou collective des ressources, règles associées à leur usage).

L'objectif ensuite était de reconstituer les trajectoires de mobilité et d'activité, à partir de l'énonciation des événements clés de la trajectoire individuelle et familiale. J'ai constaté, dans le processus d'enquête, que l'individu évoquait de façon assez spontanée les moments qui lui

¹⁰⁶ Au fil des entretiens, j'ai affiné l'ordre des questions posées. Il s'est avéré être plus efficace de commencer par la composition de la famille. L'identification des différents membres de la famille au début de l'entretien permettait à l'enquêté de les nommer directement lorsqu'il évoquait la mobilisation de son réseau familial pour la réalisation d'activité ou de mobilité. De même, commencer par la caractérisation de la situation des enquêtés au moment de l'enquête me permettait, entre autres, de cibler plus aisément les informations et les mécanismes essentiels à comprendre dans la reconstitution des trajectoires des individus et de l'évolution de l'exploitation agricole par exemple

Le guide d'entretien est composé de 5 sections qui s'ordonnent dans l'ordre suivant : « 1. La cellule familiale : ses ressources et ses activités » ; « 2. Expériences professionnelles et parcours de mobilités » ; « 3. Ressources financières et postes de dépense » ; « 4. Evolution de l'exploitation agricole » ; « 5. Contextualisation et évolution de la mobilité à l'échelle locale ».

étaient clefs, ainsi que les ressources qui avaient joué un rôle dans les inflexions de sa trajectoire. De même, en partant de sa situation actuelle, il m'était plus simple de cibler les questions relatives aux situations passées, et d'aborder la trajectoire des autres membres de la sphère familiale (voir annexe 7). La systématisation de l'enquête à l'échelle de la sphère familiale m'a ainsi permis un certain niveau d'exhaustivité des données collectées.

2.3. Les enquêtes complémentaires par entretiens : individus ressources et acteurs clés

Les entretiens auprès d'acteurs clefs et d'individus ressources en complément de l'enquête famille avaient un double objectif : éviter un enfermement dans les strictes logiques familiales en resituant les individus dans un rapport à d'autres environnements sociaux, et analyser les éléments relatifs au temps des lieux et au temps géographique qui influencent, d'une manière ou d'une autre, les pratiques et les représentations des individus. Au total, j'ai enquêté 93 individus ressources et acteurs institutionnels au cours des différentes phases de la collecte de données.

2.3.1. Entretiens renseignant les pratiques et le vécu de la mobilité spatiale

J'ai d'abord enquêté 30 individus¹⁰⁷ au profil très divers mais tous en migration au moment des enquêtes (au Costa Rica, à Saragosse en Espagne et à La Nouvelle-Orléans aux États-Unis). Je me suis également intéressée à des migrants de retour ayant eu une ou plusieurs expériences migratoires en Espagne (Saragosse) et aux États-Unis (Indianapolis, Dallas, Miami). Enfin, j'ai enquêté des individus non migrants restés dans les localités alors que leurs proches étaient en migration. Tous ces informateurs étaient capables de m'informer sur leur rôle dans la mise en œuvre et l'organisation des pratiques de migration¹⁰⁸. Ils avaient aussi en commun de ne pas entretenir de liens avec les enquêtés de l'enquête famille.

Pour conduire les entretiens auprès des individus ayant des expériences de mobilité, je me suis fondée sur la section 2 et la section 5 du guide d'entretien de l'enquête famille (voir annexe 6). L'objectif était d'identifier leurs parcours de mobilité et de saisir les éléments

¹⁰⁷En 2012, j'ai également élaboré un questionnaire pour prendre la mesure de la mobilité au sein des ménages de la vallée du Río Negro qui s'est adressé à 76 ménages.

¹⁰⁸ Ils ont permis d'éclairer plus spécifiquement la dialectique et l'articulation « du partir et du rester » sur laquelle je reviens dans le chapitre 8 (Cortes, 2000; Glick Schiller et Fouron, 2001; Dureau, 2013; Trousselle, 2016).

relatifs à leurs expériences et leurs vécus. J'ai également collecté des données me permettant de qualifier les ressources et les activités en mobilité. Les non migrants m'ont permis de renseigner les relations familiales et les liens à distance en l'absence de certains membres, ainsi que les transformations des systèmes d'activités (développement/suspension d'activités, apports de nouvelles ressources).

2.3.2. *Entretiens renseignant les activités et les conditions d'emploi*

J'ai mené par ailleurs des entretiens auprès de 44 individus¹⁰⁹ renseignant plus spécifiquement certaines activités agricoles et non agricoles, notamment sur les conditions et les modalités de travail dans les différents secteurs d'activité. Dans la zone de référence, je me suis focalisée sur des activités clés ou émergentes comme les activités minières, de services (taxis, « tricycles ») et d'élevage de crevettes (voir chapitre 6). En complément, j'ai également enquêté des employeurs de main-d'œuvre immigrante dans les sites de destination migratoire, me fournissant des informations sur les conditions à la fois d'embauche et de travail dans différents secteurs (restauration, aide à la personne, construction, agriculture entrepreneuriale), ainsi que sur les filières d'emploi, formelles et informelles¹¹⁰. Pour conduire ces entretiens, je me suis fondée sur la section 1 du guide d'entretien. Il convient de noter que les individus enquêtés lors des collectes de données de 2012 (137 individus) et 2013 (51 individus) ont été également des personnes ressources ayant permis de documenter les pratiques de mobilité et les activités.

2.3.3. *Entretiens renseignant les contextes*

Au total, 19 acteurs institutionnels ont été enquêtés, membres des personnels de mairies, d'universités ou d'associations (coopératives d'élevage, collectifs associatifs d'appui aux migrants).

¹⁰⁹ L'enquête famille a permis de caractériser de façon assez exhaustive les différentes activités exercées par les membres des sphères familiales. Néanmoins, ces entretiens ont permis d'apporter des informations complémentaires sur certains emplois ou activités.

¹¹⁰ Tout au long de ma thèse je fais référence à la formalité et l'informalité des emplois exercés par les habitants originaires de la vallée du Río Negro dans les différents lieux de l'espace de dispersion. Je considère qu'un emploi est formel s'il est reconnu et réglementé par la législation du pays concerné (par exemple au travers du code du travail). Cela renvoie également à l'existence d'un contrat écrit de travail ; le versement d'une rémunération et l'accès aux bénéfices sociaux tels que, par exemple, la sécurité sociale, la retraite, les congés payés, etc. Il existe des degrés de formalité et d'informalité que je précise en fonction des situations évoquées.

J'ai ainsi conduit 6 enquêtes auprès de maires et de fonctionnaires¹¹¹ des bourgs des communes de la zone de référence, de manière à saisir les dynamiques socio-économiques et les enjeux de développement local. J'ai mené 6 autres enquêtes avec des universitaires au Nicaragua et aux États-Unis, parallèlement à de nombreuses discussions plus informelles (en particulier à l'Institut Nitlapán¹¹² à Managua) pour replacer, à différentes échelles et dans des temporalités plus longues, les transformations territoriales liées aux dynamiques agricoles, rurales et migratoires.

En revanche, j'ai choisi de limiter les entretiens avec des représentants d'organisations de développement (ONG ou autres) intervenant dans la vallée du Río Negro, redoutant que leurs modes d'implication dans la zone créent un biais dans mon travail de recherche¹¹³. Toutefois, dans les sites de destinations migratoires (Nicaragua, Costa Rica, États-Unis, Espagne), j'ai enquêté des représentants de collectifs associatifs (églises, associations de défense des droits des immigrés), lesquels m'ont aussi permis de rencontrer des migrants avec lesquels je n'avais pas de contacts depuis le Nicaragua. Ces entretiens m'ont permis de collecter des données sur les raisons et les modalités des relations des migrants avec ces organisations. Ainsi, j'ai enquêté au total 7 membres d'associations, via un guide d'entretien spécifique (voir annexe 8).

3. Justification du choix des sites d'enquête hors zone d'étude

Une fois établie la géographie de dispersion des familles nucléaires enquêtées, l'enjeu était de choisir les sites d'enquête hors de la zone de référence. Ne pouvant pas logiquement me rendre dans les 65 localités des 8 pays recensés, ce choix s'est fait sur la base des lieux de

¹¹¹ Les fonctionnaires rencontrés étaient en charge du cadastre, de l'instauration et du suivi de projets agricoles (banque de semences, projet de plantation de pin).

¹¹² Depuis les années 1960, le Cirad et l'institut de Recherches Appliquées pour le Développement Local Nitlapán ont construit différentes coopérations technico-scientifiques centrées sur des thèmes en lien avec l'agriculture. En 2011, l'arrivée de Sandrine Fréguin-Gresh à l'institut Nitlapán a permis de consolider cette collaboration. Grâce à ce partenariat, j'ai pu être accueillie à l'institut Nitlapán, échangeant sur mon travail avec certains chercheurs et techniciens et bénéficiant de l'accès à la bibliothèque et à un bureau.

¹¹³ Par exemple, les populations désignées comme « pauvres » ou « isolées », identifiées comme bénéficiaires de projets, sont souvent les mêmes d'un projet à l'autre et d'une association à l'autre. Cela s'explique par les conditions parfois difficiles d'accès à la population dans les temps impartis des projets, qui conduisent les associations à remobiliser toujours les mêmes bénéficiaires. De plus, le peu d'évaluation ex post des projets réalisés, ne permet pas de questionner les impacts de ces derniers à l'échelle locale, ni de s'interroger sur les inégalités d'accès à ces projets humanitaires pour les populations de la zone d'étude. J'ai souhaité m'extraire autant que se peut de ces logiques et pratiques du développement en menant mon travail de terrain en autonomie ou avec l'appui unique de l'institut Nitlapán.

résidence et d'activités les plus fréquentés par les membres mobiles de l'enquête famille¹¹⁴. Les sites retenus, par ailleurs, avaient l'avantage d'illustrer les étapes récentes de la recomposition du champ migratoire des Nicaraguayens, telles qu'évoquées dans le chapitre 1.

3.1. Les sites d'enquête dans l'espace de dispersion régional centroaméricain : Nicaragua et Costa Rica

Parmi les 37 localités d'enquête dans la zone de référence (Carte 8), le bourg de Somotillo a été une centralité forte. Situé dans la commune du même nom, il a été mon « point de chute » sur le terrain puisque j'y logeais. Je n'ai exploré que la partie ouest de la commune de Villanueva, la plus intégrée au territoire que forment ensemble les autres communes dans lesquelles j'ai conduit des enquêtes. En effet, la partie est se connecte davantage aux dynamiques agraires de la plaine de Chinandega, située au Sud du département et caractérisée par l'expansion de l'agro-industrie (canne à sucre, arachide, banane), une dynamique très différente de celle de la zone de référence.

¹¹⁴ D'autres éléments, plus pragmatiques, ont guidé la mise en œuvre de ma démarche multi-située et le choix des sites d'enquêtes dans l'espace des migrations et des mobilités circulaires de travail comme l'accessibilité du site (coût financier, contraintes de temps, niveau de sécurité) et la qualité du lien établi avec les membres de la famille.



Carte 8 : Lieux d'enquête dans la vallée de Río Negro. Source : enquêtes famille et complémentaires. Réalisation : auteure.

Parallèlement, j'ai enquêté dans 4 des 9 destinations migratoires identifiées au Nicaragua : la commune de Villa 15 de Julio et la ville de Chinandega, situées dans le département de Chinandega ; Managua, la capitale et Los Chiles, une localité située dans le sud du pays. Au total, 6 sphères familiales parmi les 8 étudiées avaient des membres résidant dans ces destinations migratoires (Tableau 7). Selon l'enquête famille, ces sites regroupaient le plus de migrants internes parmi les unités familiales étudiées (79% des membres dispersés au Nicaragua). L'attractivité préférentielle de ces lieux est peu étonnante. La localité de Villa 15 de Julio est très accessible, se trouvant au bord de la route panaméricaine qui traverse la vallée du Río Negro. De même, la ville de Chinandega, en tant que chef-lieu du département,

est un poumon économique régional et sa périphérie ouest, la zone la plus proche de la vallée du Río Negro, est une région dynamique avec une offre d'emplois agricoles et non agricoles importante. Managua est de toute évidence un espace d'opportunité pour ce qui est des emplois. Située à une distance-temps quasi équivalente à celles des destinations migratoires frontalières du Nicaragua (Honduras, Costa Rica), la ville de Managua n'offre cependant pas les mêmes niveaux de salaire. Les entretiens à Managua ont donc été d'autant plus intéressants qu'ils m'ont permis de comparer les logiques des migrations internes et internationales.

Localités	Nombre d'individus résidant dans ces localités	Nombre de sphères familiales concernées	Numéro des sphères familiales concernées
Lieux enquêtés			
Villa 15 de Julio	12	1	SF 2
Chinandega	25	4	SF 1, 2, 6, 7
Los Chiles	2	2	SF 1
Managua	6	1	SF 1
Total	44	/	/
Lieux non enquêtés			
Chichigalpa	2	1	SF 6
Matagalpa	4	1	SF 1
Río Blanco	3	1	SF 1
Siuna	1	1	SF 8
León	2	2	SF 1, 5
Total	12	/	/

Tableau 7 : Site d'enquête au Nicaragua, hors de la zone de référence. Source : enquête famille.

Le choix d'enquêter à Los Chiles (département de San Carlos) a été motivé par d'autres raisons que l'incidence numérique des migrants internes par lieu. Cette localité est historiquement reliée à la zone de référence, et facilement accessible par bus¹¹⁵. Les entretiens menés à Los Chiles m'ont permis de comprendre certains éléments historiques du développement territorial de la vallée du Río Negro, tout en captant des logiques de mobilité et de pluriactivité atypiques, mais anciennes, entre cette destination et la vallée du Río Negro (voir chapitre 5).

Dans l'espace de dispersion régional centraméricain, je n'ai retenu qu'un seul pays d'enquête : le Costa Rica. Outre le fait que ce pays est une destination très significative pour les Nicaraguayens et en particulier, pour les membres migrants des familles enquêtées, le Costa Rica est un pays où les liens entre migrants et non migrants sont anciens et fortement

¹¹⁵ La commune de Somotillo est particulièrement bien reliée à Los Chiles. Il existe une ligne de bus Somotillo-Los Chiles qui fait deux allers-retours par semaine.

Chapitre 2

structurés. L'intensité des liens transnationaux avec le Costa Rica a facilité le rapport de confiance avec les enquêtés et à systématiser l'enquête famille. J'ai pu ainsi appréhender au Costa Rica une grande diversité de formes d'insertion dans les marchés d'emplois locaux, et analyser une grande pluralité de situations migratoires individuelles et familiales.

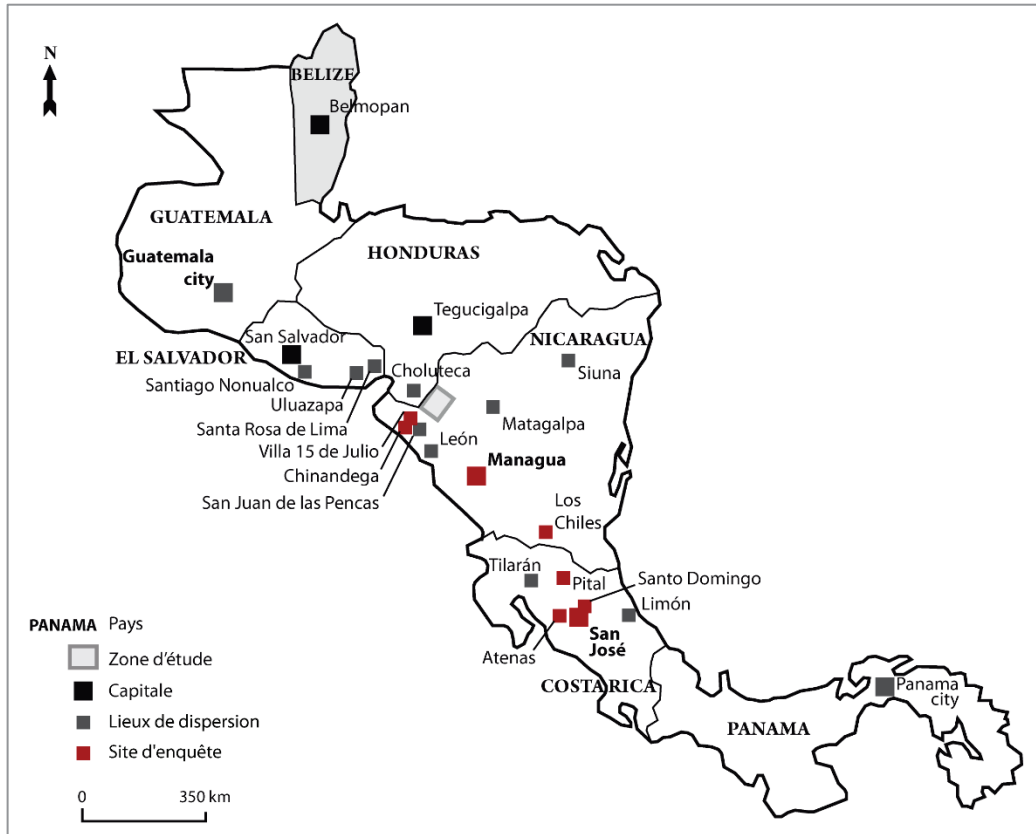
J'ai mené des entretiens dans 4 des 6 lieux de résidence et d'activités au Costa Rica identifiés par l'enquête famille : la capitale San José, la ville adjacente de Santo Domingo, la ville d'Atenas à l'ouest de la capitale et la ville de Pital au nord du pays, ces deux dernières étant situées dans la province d'Alajuela. Au total, 39 migrants ont été recensés au Costa Rica, dont 30 résident dans les lieux d'enquête retenus et 11 ont été enquêtés directement (Tableau 8).

Localités	Nombre d'individus	Nombre de sphères familiales concernées	Numéro de sphères familiales concernées
Lieux enquêtés			
Atenas	12	1	SF 6
Pital	1	1	SF 1
Santo Domingo	3	1	SF 5
San José	14	3	SF 1, 2, 3
Total	30	/	/
Lieux non enquêtés			
Puerto Limón	7	1	SF 1
Tilarán	2	1	SF 6
Total	9	/	/

Tableau 8 : Lieux de l'enquête famille au Costa Rica. Source : enquête famille.

Le choix d'enquêter à Atenas et San José se justifiait par le fait que ces deux sites concentraient une majorité des migrants identifiés par l'enquête famille. Les entretiens menés à Pital¹¹⁶ ou Santo Domingo, destinations minoritaires dans les résultats de l'enquête famille, m'ont permis de documenter certaines opportunités d'emploi très spécifiques dans l'agriculture et dans d'autres secteurs (voir chapitre 6).

¹¹⁶ Je me rendais à Pital depuis 2012 ce qui m'a permis de comprendre plus en profondeur les transformations socio-économiques de ce lieu et les raisons de son attractivité pour les populations de la vallée du Río Negro (voir chapitre 6).



Carte 9 : Lieux de l'enquête famille au Nicaragua (hors zone de référence) et au Costa Rica. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

3.2. Les sites d'enquête aux États-Unis et en Espagne

Aux États-Unis et en Espagne, je n'ai sélectionné qu'un seul site par pays sur les 7 sites recensés respectivement dans ces deux pays : La Nouvelle-Orléans aux États-Unis et Saragosse en Espagne. Pour des raisons logistiques évidentes, j'ai privilégié les lieux où se concentraient le plus de membres des sphères familiales. Chaque lieu regroupait généralement les membres d'une seule sphère familiale.

J'ai sélectionné le site de La Nouvelle-Orléans, malgré son caractère atypique par rapport aux destinations migratoires classiques des migrants nicaraguayens aux États-Unis¹¹⁷ pour conduire des enquêtes (Carte 10). La principale raison renvoie aux liens de confiance que j'avais pu établir avec les membres de deux sphères familiales grâce à des conversations à distance entretenues depuis 2012. Ces contacts présageaient donc d'une bonne fiabilité des

¹¹⁷ La population migrante nicaraguayenne résidant aux États-Unis est estimée à 348 202 individus selon le recensement de 2010 et à 401 743 selon les estimations de 2016. Elle réside principalement dans les États de Floride et de Californie (US Census ACS, 2013, 2016). Quant à la communauté hispanique dans son ensemble, elle réside principalement dans les États de Californie (25,8%) ; du Texas (14,2%), de Floride (13%) même si cette population se diffuse aujourd'hui sur l'ensemble du territoire (US Census, ACS, 2010).

données collectées. Les migrants rencontrés résidaient, pour la majorité, en périphérie de l'agglomération de La Nouvelle-Orléans, dans le quartier de Métairie¹¹⁸, au nord-ouest de la ville. J'ai ainsi pu enquêter 5 individus appartenant à ces deux sphères familiales¹¹⁹.



Carte 10 : Lieu de l'enquête famille aux États-Unis. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

En Espagne, Saragosse a été le seul site d'enquête, principale filière migratoire dans ce pays identifiée dans la zone de référence. J'ai enquêté les populations migrantes dans leur lieu de résidence et de travail, ou encore dans les lieux de sociabilité de la communauté nicaraguayenne. Tous ces lieux sont situés dans le centre de la ville. J'ai enquêté 8 migrants parmi les 12 recensés lors de l'enquête famille, qui sont membres de deux sphères familiales¹²⁰ (Carte 11).

¹¹⁸ La population hispanique à La Nouvelle-Orléans se répartit sur l'ensemble de la ville, avec ses variations selon les quartiers. Les communes et les quartiers du nord de l'agglomération concentrent plus fortement cette population (Sluyter et al., 2015). Dans le chapitre 6, je reviens sur certains éléments relatifs à la distribution de cette population dans la ville.

¹¹⁹ Certains migrants identifiés par l'enquête famille résidaient à Dallas (4 individus), à Houston (1), à Miami (1), à New York (1), à Indianapolis (1). À La Nouvelle-Orléans, j'ai pu enquêter 8 membres des familles étudiées lors de la collecte de données de 2012.

¹²⁰ La ville de Séville, où un seul individu a été recensé, aurait pu constituer un site d'enquête. Une nouvelle filière migratoire est en pleine émergence face à « l'engorgement » de la filière vers Saragosse. Les opportunités de travail y sont devenues moindres et les niveaux de rémunération moins intéressants, en particulier pour les nouveaux arrivants. Des migrantes dites « pionnières » se sont rendues vers Séville au cours des années 2014 à 2016 où elles décrivent un contexte plus favorable attisant les projets de départ dans la vallée du Río Negro.



Carte 11 : Lieu de l'enquête famille en Espagne. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

4. Retour réflexif sur la démarche méthodologique

Mes pratiques de recherche s'inscrivent dans une démarche compréhensive et réflexive¹²¹. Mon objectif est de rendre compte des visions d'« en bas » autour d'un sujet dont je tente de démontrer l'épaisseur des pratiques socio-spatiales. « Faire du terrain¹²² » devient alors un enjeu scientifique et épistémique afin de mettre à l'épreuve mes catégories préétablies, et entamer un processus de déconstruction pour proposer une autre manière de décrire le monde. Cela implique de créer une familiarité avec l'inconnu et, dans le même temps, de créer une distance avec le connu (Agier, 2004; Calberac, 2007). La réalisation d'un terrain relativement long (14 mois au total) est donc un choix scientifique. Cette posture s'inscrit dans le débat actuel de l'éthique scientifique autour des terrains de recherche, dimension de plus en plus discutée, en particulier dans le monde anglo-saxon (Widdowfield, 2000; Bondi, 2005; Proctor, 2005;

¹²¹ Par réflexivité, j'entends le fait de confronter mes démarches de recherche à la réflexion et la critique, en prenant notamment en compte les contextes dans lesquels les données ont été collectées.

¹²² Je renvoie à la définition proposée par A. Volvey (2003) dans le Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés coordonné par J. Lévy et M. Lussault : le terrain est une « entité spatio-temporelle et une instance épistémique où se manifeste l'attitude empirique d'un chercheur dans sa tentative d'établissement des faits scientifiques » (Volvey, 2003: 904).

Valentine, 2005; Wood, 2006; Morelle et Ripoll, 2009; Collignon, 2010; Veith, 2010)¹²³. L'enjeu est de pouvoir contribuer à ce débat en restituant la manière dont j'ai « investi » des réalités sociales et, d'une certaine façon, la manière dont j'ai co-construit les données avec les enquêtés. De fait, les matériaux de la recherche ne sont pas neutres. Ils sont emprunts des réalités du terrain et des représentations qu'en a le chercheur tout comme l'enquêté dont il va à la rencontre. J'ai principalement appréhendé mon terrain en mobilisant la méthode que constitue l'enquête de terrain multi-située. Celle-ci a forgé ses propres formes de vigilances méthodologiques. Sa rigueur ne pouvant être démontrée par des indicateurs chiffrables (comme pour l'enquête par questionnaire), elle est à démontrer par l'explicitation des réalités auxquelles je me suis confrontée et des choix faits face à ces situations. Comme l'explique J.-P. Olivier de Sardan (1995), il est pertinent d'expliquer la « politique » qui guide le travail du chercheur afin de dissiper, autant que se peut, ce « flou »¹²⁴ du terrain.

La rencontre avec l'enquêté, condition pour obtenir des données et permise dans le cadre de l'entretien, met le chercheur face à un dilemme entre conduire l'entretien à sa manière, afin d'obtenir les données recherchées, ou laisser l'enquêté s'exprimer et mener l'enquête vers les thématiques qu'ils souhaitent davantage documenter (*ibid.*). J'ai constaté que lorsque l'enquête de terrain est déployée à une échelle familiale et dans plusieurs sites d'étude, ces situations sont amplifiées. Je restitue ainsi le processus d'enquête avec l'objectif de rendre compte de la manière dont j'ai manié mes présupposés du terrain, qu'ils soient sociaux ou de genre, et mes conditions et mes moyens de production de mes données, qu'elles soient économiques, ethnographiques ou biographiques. L'objectif est de révéler les difficultés et les champs de contraintes qui ont pesé sur les choix méthodologiques et leur application concrète. Je fais

¹²³ Les travaux sur l'éthique dans la recherche et notamment dans la pratique du terrain abondent, en particulier dans le monde anglo-saxon. J'ai sélectionné certains d'entre eux qui portent plus spécifiquement sur les émotions du chercheur face au terrain (Widdowfield, 2000; Bondi, 2005); la question de l'éthique en géographie (Proctor, 2005; Valentine, 2005) et en France (Morelle et Ripoll, 2009; Collignon, 2010). À noter qu'en France, ces questionnements sont notamment abordés en anthropologie réflexive (Ghassarian, 2002). Je me suis également inspirée des travaux de B. Veith (2010) pour savoir comment aborder et gérer les sujets délicats (traversée illégale du Nicaragua aux États-Unis, l'absence de proches partis en migration) et en particulier comprendre les silences ou « zones blanches » qui font partie intégrante de l'entretien (Veith, 2010). Les travaux en Sciences Politiques et sur des terrains de conflits, d'E. Wood (2006, 2007) ont alors été particulièrement éclairants et complémentaires. Elle propose une réflexion sur le consentement des enquêtés à participer à sa recherche. Je m'en suis inspirée et je me suis alors efforcée de toujours revenir auprès des individus ayant pu être potentiellement affectés par l'entretien. L'objectif était de leur donner la possibilité d'en discuter à nouveau (et pour moi de m'ôter l'impression d'avoir collecté des données relatives à l'intimité des enquêtés sans envisager les conséquences potentielles pour eux).

¹²⁴ Par « flou » du terrain, J.-P. Olivier de Sardan (1995) fait référence au manque d'explicitation des conditions de production des données de terrain lorsque l'enquête de terrain est la méthode retenue. Critique souvent adressée aux sciences sociales, l'auteur explique que ce « flou » a tout intérêt à être dissipé en explicitant les pratiques de l'enquêteur et les formes de vigilance méthodologiques appliquées, afin de montrer toute la teneur (forces et faiblesses) de la démarche méthodologique appliquée.

référence aux conditions d'accès aux populations et à la mise en confiance avec les enquêtés qui ont donné lieu à des ajustements permanents dans la conduite du travail de terrain. Ces réalités ont également été génératrices de doutes, de frustrations et de limites.

4.1. Le temps du chercheur, le temps des enquêtes

Dans la première section, j'ai insisté sur l'importance de la prise en compte de différentes temporalités – temps du quotidien, temps biographique, temps des lieux et temps géographique – pour capter les processus socio-spatiaux liés à la multi-localisation familiale. Ce cadre a eu nécessairement des implications sur le dispositif méthodologique adopté, notamment sur ce que l'on peut appeler les « temps de la recherche ». J'insiste ici sur certaines formes spécifiques de ce mode de collecte de l'information lors de l'enquête famille, autant pour capter les temps du quotidien et les temps biographiques (le « temps des familles » en somme), que pour saisir les temps des lieux.

4.1.1. *Capter le temps des familles*

Cela a été dit, l'enquête famille a supposé une première phase d'entretiens (2014-2015) permettant de documenter dans les différents sites d'enquêtes, de manière la plus minutieuse possible, les données relatives à la mobilité, aux activités, aux dotations et, plus généralement, aux logiques familiales. La seconde phase (2016) a été pensée comme complémentaire de la première. Elle avait pour objectif de compléter les données manquantes et d'actualiser les données lors d'une dernière étape de terrain réalisée dans la vallée du Río Negro au Nicaragua. Elle a également permis de mettre en œuvre la collecte de données aux États-Unis. En préalable de ces phases de collecte, celle de 2012 a été déterminante. En effet, la thématique des migrations, même abordée par le regard scientifique, reste chargée de registres sociologiques, psychologiques ou émotionnels. Franchir la porte des ménages pour accéder à l'intimité de ces familles rurales s'apprend, par tâtonnement. Durant ce premier terrain, j'ai appris à construire une relation de confiance avec l'enquêté (Dauvin et Siméant, 2001) et à me forger un *savoir-faire* sur le terrain (Olivier de Sardan, 1995).

Par ailleurs, au-delà des données collectées de manière systématique auprès des individus, j'ai mis en place deux « dispositifs de suivi » spécifiques de manière à capter au mieux le temps des familles. Ces suivis m'ont notamment permis d'affiner les données collectées et de préciser les trajectoires des familles. De toute évidence, compte tenu du caractère chronophage de la démarche, ces suivis ont été conduits auprès d'un nombre réduit de familles nucléaires.

J'ai suivi 10 familles nucléaires à une fréquence soutenue, c'est-à-dire toutes les trois à quatre semaines, durant la première phase d'enquête (juin 2014 - avril 2015). J'ai également suivi 12 groupes familiaux à une fréquence annuelle sur la période 2012-2016. Les objectifs de ces suivis étaient de saisir *i)* l'évolution des mobilités au sein des familles (nouveaux départs, retours, circulations et projets, légalisation de la situation migratoire) ; *ii)* les recompositions de leurs systèmes d'activités ; *iii)* l'émergence d'événements familiaux et d'éléments contextuels (décès, déportation, aléas climatiques, variation des prix agricoles) ayant affecté les familles.

Si le second suivi (annuel) portait sur les changements opérés, le premier (fréquence soutenue) se centrait sur la caractérisation d'éléments fins relatifs à la mobilité. Au-delà de sa dépendance à une multitude de facteurs (opportunités de travail, salaires, conditions de passages des frontières), la mobilité naît des représentations que l'individu a de sa propre situation, de ses projets et de ses attentes. Or ces dimensions sont particulièrement difficiles à saisir sans entretiens approfondis et répétés. Ce suivi permettait alors de clarifier le degré d'implication des membres de la famille qui participent ou non aux prises de décision, à la mise en œuvre de la mobilité. Il permettait également d'observer les différentes manières qu'ont les migrants d'entretenir des liens avec leur localité d'origine, cette facette des mobilités étant une des plus complexes à saisir.

4.1.2. *Capter le temps des lieux*

Capter le « temps des lieux » a supposé des ajustements dans les temporalités du travail de terrain. Les moments rythmant les migrations, notamment dans leur dimension circulatoire de va et vient, m'ont conduit à privilégier certaines périodes pour conduire les entretiens. La période de fin d'année (Noël et Jour de l'An), la semaine Sainte (Pâques) sont des moments de retour dans les localités d'origine pour de nombreux migrants. Ces moments ont été propices pour interroger les individus sur les réalités de leur situation et leur vécu de migrant. En particulier, je me suis intéressée aux modalités de leur visite ou de leur retour définitif (choix, coûts associés, préparatifs) et à l'avancée ou à la reformulation de leur projet de mobilité¹²⁵. C'est aussi l'une des raisons pour laquelle je me suis rendue au Costa Rica en décembre 2014 et en Espagne en janvier 2015 afin de saisir l'avant et l'après de ces périodes de festivité.

¹²⁵ La notion de projet de mobilité fait référence à celle de projet migratoire mais en incluant aussi les mobilités circulaires. Le projet de mobilité correspond aux intentionnalités de l'individu au moment du départ mais également au cours de son expérience de mobilité. Cette notion est au cœur de l'analyse du chapitre 8.

D'autres ajustements de mon calendrier d'enquêtes ont concerné les « temps forts de l'agriculture ». Dans les localités de la vallée du Río Negro, je me suis efforcée d'être présente sur le terrain à des moments correspondant à chaque saison agricole¹²⁶. Je cherchais à comprendre les rythmes de travail agricole et de mobilité liés aux cycles saisonniers des cultures. Cela m'a permis de repositionner les données collectées et les discours des individus dans les contextes géographiques locaux situés dans le temps. De même, je me suis rendue dans la localité de Los Chiles en saison sèche, car celle-ci se caractérise par le sous-emploi. J'ai suivi cette même logique de complémentarité des activités selon les saisons agricoles des lieux de la multi-localisation en me rendant au Costa Rica durant la période de récolte du café (novembre-février).

4.2. Accès aux populations : construire la confiance

4.2.1. « S'introduire » dans les lieux d'enquête

En préambule, je reviens sur la manière dont je suis « entrée » sur le terrain et sur la manière dont j'ai accédé aux populations enquêtées. En 2012, date à laquelle j'ai commencé mes travaux dans la vallée du Río Negro, je me suis présentée aux élus des municipalités, généralement le maire ou son adjoint. L'objectif était d'expliquer les raisons de ma présence, de bénéficier de leurs orientations et de leur soutien, et de légitimer mon accès au terrain pour, notamment, assurer ma sécurité dans cette zone frontalière parfois dangereuse du fait des trafics en tout genre. Dans le même temps, j'ai pu accéder à certaines localités rurales lors d'assemblées plénières menées par des techniciens agricoles de Nitlapán dans le cadre des projets d'appui et de conseils techniques conduits dans la région.

Cependant, les élus ne constituaient pas forcément les meilleurs « alliés » pour la conduite de mon travail de terrain (Beaud et Weber, 2010), non pas parce qu'ils étaient réfractaires à m'appuyer dans ma recherche, mais parce qu'ils n'étaient pas les mieux informés sur les réalités notamment migratoires de leur commune (voir conclusion). Tout au long de la recherche, j'ai privilégié la rencontre directe avec la population locale me présentant donc comme femme et

¹²⁶ Pour rappel, dans la zone d'étude, trois cycles agricoles sont recensés, leur nombre varie selon les espaces. Tout d'abord, la *primera* de mai à août, correspond aux premières pluies, généralement irrégulières, qui en font un cycle de culture risqué selon les agriculteurs qui renoncent parfois à semer. Le second cycle est nommé, la *postrera*, de septembre à novembre, correspond à la saison des pluies. Enfin, le dernier cycle potentiel est l'*apante*, de décembre à avril, correspond à la saison sèche. Dans tous les cas, ces mises en culture sont soumises aux incertitudes du climat : manque d'eau et canicule pendant la *primera* ; excès d'eau pendant la *postrera* ; enfin, en *apante*, manque d'eau et risques d'inondation selon les zones (voir les chapitres 1 et 5).

étrangère à la zone d'étude. « *Ce que l'enquêteur montre immédiatement, c'est aussi son appartenance sexuelle, son âge approximatif, sa corpulence, la couleur de sa peau. Il faut bien sûr ajouter ses vêtements, sa démarche, sa manière de se tenir qui « disent » son appartenance sociale, saisie au moins grossièrement, même si les enquêtés ont en tête que « l'habit ne fait pas forcément le moine ».* Viennent ensuite son accent et son registre langagier dès qu'il se met à parler. Ce que l'enquêteur peut dire de son enquête ne vient qu'après, en complément de tous ces éléments, et ne dispense pas l'enquêté d'un travail de mise en cohérence et d'interprétation de ces différentes informations élémentaires. » (Fournier, 2006: 8). Cette situation inévitable qu'est la relation entre enquêteur et enquêté peut peser diversement, être un atout ou un frein, ou l'un et l'autre à des moments différents de la même enquête (Monjaret et Pugeault, 2014). Dans tous les cas, cela implique donc pour le chercheur de penser sa présence et de fixer sa posture (Agier, 2004). Dans mon contexte, ma situation de femme a été un atout pour obtenir certaines confidences¹²⁷ des femmes, et ainsi « *faire saillir les enjeux tacites qui les supportent* » (Mélisse, 2006: 69). En revanche, elle a pu être un frein dans un contexte d'étude où le machisme est important, ce qui m'obligeait parfois à renforcer certaines distances sociales avec les hommes enquêtés. Quant à mon jeune âge, il a permis dans certains cas de créer un rapport d'équité et de compréhension mutuelle concernant certaines phases de vie communes ; ou bien d'inciter des individus plus âgés, qui me percevaient jeune et inexpérimentée, à expliciter davantage leur propos.

Avec le recul, j'ai conscience d'un terrain favorisé par l'ouverture des populations, curieuses de rencontres et d'échanges et ce, malgré le caractère chronophage des entretiens et l'absence de retombées directes pour les populations. Dans les localités de la vallée du Río Negro, la première approche des sphères familiales a toujours pris le caractère d'une visite rapide, spontanée, d'un entretien souvent improvisé. Ce n'est qu'ensuite, et au fur et à mesure, que je programmais mes rencontres et visites, soit par téléphone, soit de vive voix. Dans les lieux de destination, à l'inverse, j'avais établi des contacts en amont de mon arrivée.

En termes logistiques, je logeais dans le bourg de Somotillo dans une famille connue de l'institut Nitlapán, devenue par la suite « ma famille d'accueil ». J'ai logé plus ponctuellement chez quelques familles parmi celles étudiées pour comprendre certaines pratiques du quotidien.

¹²⁷ Ma démarche qualitative et immersive sur le terrain implique que « [...] *le registre de la confiance ne fonctionne pas à sens unique. Le chercheur est amené, parfois malgré lui, à se livrer, à parler de son métier mais aussi de sa propre vie. Loin d'être un réceptacle à discours impassible et désaffecté, il lui arrive de sortir de son illusoire neutralité en déclinant son identité et en évoquant des passions ou des propriétés sociales proches de celles des expatriés [ici enquêtés].* » (Dauvin et Siméant, 2001: 122).

Néanmoins, j'ai priorisé ma base à Somotillo, compte tenu de l'exiguïté des logements et du risque de « déranger ». Il s'agissait aussi, comme développé plus loin, de contrôler mon degré d'immersion pour éviter d'être associée à telle ou telle autre famille. Dans les sites à destination, j'ai tantôt logé chez des membres des familles enquêtées afin d'observer au plus près leurs réalités quotidiennes (Saragosse, Atenas), tantôt dans des hébergements à part lorsque le séjour était de plus longue durée, selon les possibilités d'accueil des familles et le lien établi (La Nouvelle-Orléans, San José).

Évidemment, certaines portes ne se sont pas ouvertes. J'ai identifié plusieurs raisons. La première relevait d'une certaine méfiance et pudeur quant à l'intimité des informations collectées concernant la migration. Cette méfiance était également liée au fait que nombre d'individus partis en migration se trouvaient en situation illégale dans le pays de destination. Cet élément, couplé à celui de mon statut d'étrangère, rendait compréhensible le fait que les parents proches des migrants n'aient parfois pas voulu s'exprimer sur leurs situations. Dans les sites d'enquête à destination, cette méfiance était d'autant plus renforcée et le fait d'avoir connu au préalable leurs proches au Nicaragua s'est avéré des plus stratégiques pour entrer en contact avec les migrants. La deuxième raison relevait de facteurs propres au contexte local, et notamment au fait que cette zone frontalière est sujette à la contrebande et aux trafics en tous genres (de drogue et d'êtres humains) (Fanjul Lizarralde et al., 2014; MIRIAM, 2014)¹²⁸. Sur ce point, mon statut d'étrangère a probablement joué.

4.2.2. Participer et « s'immerger » au cœur des familles

« L'un des écueils majeurs d'un terrain prolongé – le difficile équilibre entre distance et proximité et, plus encore, le risque des affinités électives et des alliances contingentes – se révèle scientifiquement heuristique. » (Mélèce, 2006: 70). Je souhaite décrire ici cette situation qui marque le temps de ma présence (non continue) dans la zone d'étude, dans l'intimité des vies de famille.

Comme déjà dit, les liens maintenus entre les membres des familles dispersées ont déterminé la mise en œuvre de ma démarche d'enquête multi-située. Le choix de cette méthode a nécessité une véritable immersion dans les familles nucléaires rencontrées d'abord au Nicaragua, afin d'établir une solide relation de confiance avec elles. Cette immersion,

¹²⁸ Le phénomène de la traite d'être humain est difficile à mesurer dans la vallée du Río Negro, et peu de travaux renseignent cette réalité. La position frontalière de la zone d'étude en fait un lieu de transit, notamment au niveau de son axe El Guasaule - Somotillo. La demande pour le marché sexuel est donc significative et la prostitution des femmes et des enfants est une réalité dans cette région.

Chapitre 2

parallèlement aux entretiens répétés¹²⁹, est passée par l'observation et la participation aux activités du quotidien des familles. Il s'agissait d'être présente lors des étapes clés des pratiques agricoles à différentes périodes de l'année (semis, récolte, recrutement des travailleurs agricoles), des événements familiaux (anniversaire, fête des mères) et de la communauté (culte religieux, fête du patron local). Quand c'était possible, et que je détenais l'information, j'ai cherché à être présente à des moments importants de « la vie migratoire de la famille ». Ces moments pouvaient se matérialiser par un rendez-vous téléphonique avec un migrant (à domicile ou au cybercafé), par la réception dans les agences locales de l'argent envoyé par un proche en migration ou encore, dans les pays de destination, par ma présence le jour de paie ou de recrutement.

De fait, être accueillie à destination impliquait d'avoir préalablement la confiance des membres résidant dans la vallée Río Negro. Ces derniers pouvaient me fournir les coordonnées de leurs proches en migration, mais surtout leur assurer de me connaître et les inciter à collaborer. Il faut noter, à ce titre, que l'ordre dans lequel les collectes de données auprès des migrants se sont déroulées – à savoir Costa Rica, Espagne puis États-Unis – tient en grande partie à la manière dont j'ai pu construire progressivement ce lien de confiance. Par ailleurs, l'accès aux populations en migration a été également déterminé par la force et la nature des relations qu'entretenaient les membres des sphères familiales entre eux. Une compréhension préalable de ces relations (affinités, tensions) a été nécessaire pour adopter moi-même la posture favorable à la conduite des entretiens menés dans les lieux de destination. Au final, toutes les rencontres programmées, sur la base de la phase initiale d'entretien au Nicaragua, ont été possibles.

Cette construction d'un rapport de confiance a changé, parfois, la perception que les individus enquêtés avaient de ma place et de mon statut. En effet, le lien social s'est noué au fil de passages répétés, du temps consacré aux entretiens et des moments de partage des activités du quotidien. Si dans certains cas une forte proximité sociale s'est créée, il était essentiel d'entretenir ce lien dans le cadre d'une démarche professionnelle, c'est-à-dire en étant soucieuse d'une rigueur et d'une éthique dans l'explication des objectifs de mon recherche et du travail mené en collaboration avec les familles. En somme, il fallait trouver le bon dosage

¹²⁹ Si les entretiens ont été menés en espagnol, ils n'ont pas tous été enregistrés. Mes prises de note et mes retranscriptions ont été faites parfois en espagnol, mais le plus souvent en français en retranscrivant systématiquement les termes spécifiques en espagnol. À l'exception des entretiens portant sur la caractérisation des activités agricole pour les « Ego » réalisés par une ingénieure agronome, j'ai mené moi-même l'intégralité des entretiens.

entre impératifs scientifiques de distanciation et le nécessaire engagement social face aux réalités humaines étudiées.

Cette immersion dans les familles comporte évidemment certains risques, puisque j'ai parfois été prise dans les « jeux de famille ». Même si ces situations furent rares, j'ai dû y être vigilante et les analyser avec recul comme des signaux révélateurs des liens intra-familiaux. Dans quelques situations, je me suis même trouvée « instrumentalisée » par certains membres des familles. Dans un cas, ma rencontre avec deux membres en rupture a permis de renouer le contact et, dans un autre cas, cela a conduit au détournement de mes propos, ce qui a cristallisé, au contraire, des tensions entre les deux membres interviewés. Le multi-situé catalyse dans un sens ou l'autre ces situations classiques.

Je rejoins J. Sarkoyan (2008) lorsqu'elle écrit à propos de la pratique du multi-situé : « [...] mener un terrain multi-sites est une option méthodologique répondant à un objectif épistémologique, notamment celui de suivre des trajectoires migratoires, mais contraint le chercheur – plus ou moins – tout dépend du cadre de la recherche – à ne rester sur chaque site que pour une durée limitée. Cette limite temporelle pose des questions de méthode supplémentaires, mais également des questions éthiques concernant la relation du chercheur à certains de ses interlocuteurs : effet de son passage et de sa recherche ; contre-dons honorés difficilement ou manqués ; relation ethnographique parfois très ordinaire (car ponctuelle) c'est-à-dire « pauvre » » (Sarkoyan, 2009: 3). Pour le dire autrement, ma recherche sur le terrain m'a de toute évidence « affectée », me plaçant face à ma pluralité identitaire et les questions éthiques qu'elles soulèvent (Favret-Saada, 2009; Bastide, 2013; Ferilli, 2014). Les exprimer et mobiliser ces auteurs est une manière d'exprimer ce souci de « bien faire » mon terrain.

Sous un autre aspect, mon immersion dans les familles m'a conduit à répéter les visites régulières, ce qui entraînait parfois l'exposition des familles enquêtées aux suspicions et critiques du voisinage et de la communauté. Trois des huit individus « Ego » m'ont clairement exprimé leur malaise à ce propos. Pour éviter le risque d'être marginalisés dans leur communauté, notamment pour leur participation dans des projets collectifs, ils ont été contraints de devoir se justifier auprès des autres habitants sur la nature et les raisons de nos échanges¹³⁰.

Au final, malgré mes multiples précautions et efforts pour récolter des informations de qualité, mon travail de terrain comporte nécessairement des incomplétudes. Cela concerne,

¹³⁰ Il s'agissait notamment d'expliquer qu'il n'y avait pas d'argent ou de projet à la clé. En somme, je me devais d'expliquer qu'il n'y avait pas d'effets immédiats à attendre de ma recherche ni d'impact escompté, en particulier, sur l'amélioration de leurs conditions de vie.

d'une part, l'enquête famille pour laquelle j'aurais voulu pouvoir renseigner de façon systématique toutes les situations individuelles et familiales. De fait, selon les lieux d'enquêtes, le degré de facilité à collecter certaines données n'a pas été équivalent.

Conclusion

À travers la notion de système familial multi-localisé, je propose une géographie par le bas, du microsocal, qui donne la priorité à l'analyse des microphénomènes du quotidien, à l'empirique. Le système familial multi-localisé permet alors de repenser un espace local, ici la vallée du Río Negro dans ses liens à l'ailleurs, à savoir l'espace des mobilités. C'est donc une géographie rurale réticulaire qui est ici proposée pour étudier les trajectoires et les stratégies d'existence des familles rurales de la vallée du Río Negro. Pour ce faire, mon cadre d'analyse va de pair avec une forte immersion sur le terrain afin de mettre en œuvre une méthodologie qualitative et multi-située.

Comme le montrent le chapitre 1 et ceux à venir, les familles de la vallée du Río Negro composent au quotidien entre un ici et un ailleurs pour assurer leurs moyens d'existence, jouant sur des liens sociaux qui renvoient à des proximités mais également à des distances sociales et spatiales diverses. Pourtant, cette réalité partagée d'une majorité de familles de la vallée du Río Negro n'est pas celle des élus locaux. En effet, comme le formulait, en 2012, le maire de la commune de San Juan de Cinco Pinos, le phénomène migratoire est peu pris en compte par les autorités locales : « *La migration est un phénomène mineur ici. Oui certains partent quand la récolte est terminée mais ce n'est que pour quelques semaines ou quelques mois. Les problèmes des familles sont ailleurs. Nous œuvrons au travers de nombreux projets de santé, d'éducation mais aussi d'investissements pour aider notre commune.* ». À la fin de mon stage de 2012, la mairesse de la commune de Santo Tomas m'expliquera toutefois vouloir organiser, au sein de sa commune, des formations en maçonnerie dispensées par des migrants de retour des États-Unis. Les élections municipales opérées avant mon retour en 2013 ont conduit à l'abandon de ce projet et, depuis, je n'ai eu vent d'initiatives similaires au sein des communes d'étude. Cette situation donne un premier éclairage sur le lien entre politique locale et incidence des migrations dans les ruralités de cette région.

Chapitre 3

L'espace de dispersion des familles. Migrer et circuler.

Ce chapitre correspond à la première étape d'opérationnalisation du cadre analytique de la multi-localisation familiale explicité dans le chapitre précédent. À partir des résultats de l'enquête famille, ce chapitre propose une lecture de l'espace de dispersion sous l'angle des (re)configurations spatiales des systèmes de mobilité. Il pose ainsi les bases de l'étude de la multi-localisation familiale qui va permettre, dans les chapitres suivants, d'analyser les liens, les logiques et les projets familiaux.

Il s'agit, dans une première section, d'interroger le rôle de la structure et de la composition des sphères familiales étudiées, dont on suppose qu'elles jouent un rôle dans l'organisation spatiale de la dispersion et des mobilités. Quelle est la morphologie des sphères familiales (et des groupes qui les composent) et les principales caractéristiques sociodémographiques de leurs membres ?

Les deux sections suivantes traitent des configurations spatiales de la dispersion de manière diachronique de 1950 à aujourd'hui, puis synchronique (au moment des enquêtes). Quels sont les lieux de la dispersion produite par les mobilités circulaires et les migrations ? Comment l'espace de dispersion des familles s'est-il construit et a-t-il évolué au fil du temps ?

1. L'hétérogénéité sociodémographique des sphères familiales

Dans cette section, je m'intéresse à la morphologie des huit sphères familiales concernées par l'enquête famille. Je propose une caractérisation sociodémographique qui tient compte de la taille (nombre d'individus), de l'âge et du genre (homme/femme). Je considère, en effet, que le potentiel de dispersion d'une sphère familiale, tout comme celui d'une famille nucléaire, est déterminé par le nombre des individus en âge de travailler, et donc à être mobile.

Afin que le lecteur puisse visualiser les huit sphères familiales étudiées dans cette thèse, je propose des représentations graphiques de leur morphologie en annexe 9. À titre d'exemple,

et en préambule aux analyses qui suivent, je détaille plus bas la morphologie de l'une de ces huit sphères (voir l'encadré n°5). Ce mode de représentation me permet d'indiquer à la fois la composition et la localisation résidentielle des ménages, les principales caractéristiques sociodémographiques des individus qui les composent et leur statut au sein de l'enquête.

Encadré n°5: Exemple de morphologie d'une sphère familiale

Cette sphère familiale se compose de 74 individus répartis sur trois générations (de la seconde à la quatrième) et regroupés en 5 groupes familiaux correspondant à la fratrie de la seconde génération et leurs descendants et alliés (Figure 8). Les individus sont liés par la parenté et l'alliance (groupe familial 9) mais aussi l'adoption (groupe familial 7). Les familles nucléaires recomposées¹³¹ sont présentes au sein de la majorité des groupes familiaux, comme le démontre les filiations de certains individus de la quatrième génération (groupes familiaux 9, 10 et 11). Parmi les 74 individus de cette sphère, 48 individus ont été renseignés par l'enquête (20 directement et 28 indirectement). Il y a autant de femmes que d'hommes parmi ces 48 personnes¹³². Il y a parité pour les groupes familiaux 7, 8 et 11, une majorité d'hommes pour le groupe 9 et une majorité de femmes pour le groupe 10. L'âge médian est de 62 ans pour la seconde génération, 30 ans pour la troisième génération et de 9 ans pour la quatrième génération. Le potentiel de dispersion de cette sphère familiale est lié aux membres de la troisième génération, en âge de travailler et potentiellement mobiles, les autres étant trop âgés ou trop jeunes.

¹³¹ Une famille recomposée comprend un couple d'adultes, mariés ou non, et au moins un enfant né d'une union précédente de l'un des conjoints (Insee).

¹³² Si l'on considère l'ensemble des membres de l'unité familiale objectivée (individus renseignés et mentionnés), parmi les 74 individus identifiés, 45% sont des femmes et 53% des hommes et pour 3% des individus les données sont manquantes.

Chapitre 3

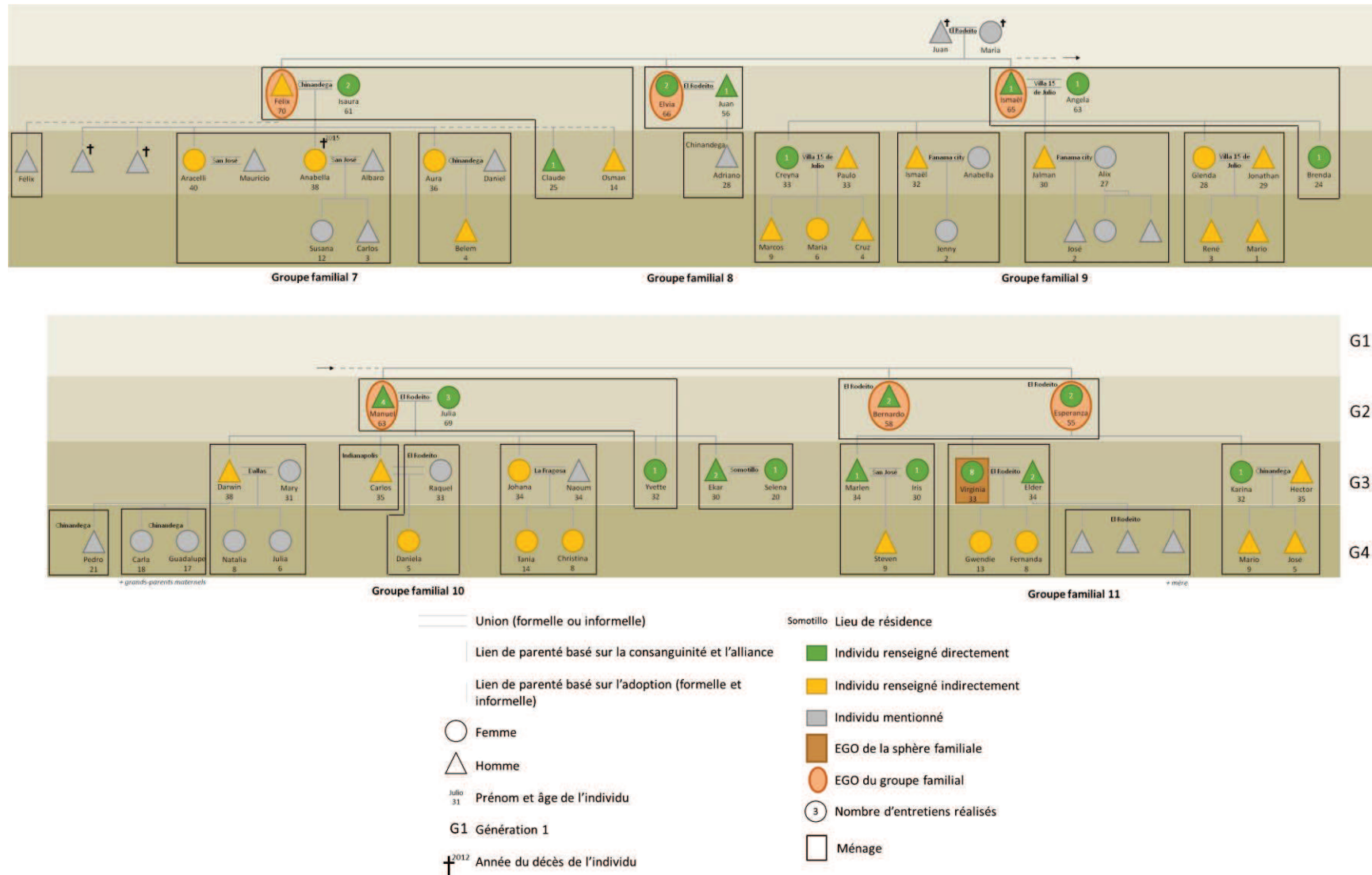


Figure 8 : Morphologie de la sphère familiale 2 selon l'âge, le genre et le statut des individus dans l'enquête ainsi que la configuration des ménages (composition, lieu de résidence). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

1.1. La taille des sphères familiales influence le potentiel de la dispersion

Le tableau 9 synthétise le nombre d'individus des huit sphères familiales étudiées¹³³.

Sphère familiale	Nombre de membres	% de membres renseignés par l'enquête famille	Nombre de générations
1	124	66%	4
2	74	65%	3
3	16	94%	3
4	29	93%	3
5	12	100%	3
6	46	74%	4
7	60	53%	4
8	44	93%	4
Toutes SF	399 ¹³⁴	71%	/

Tableau 9 : Taille des sphères familiales étudiées. Source : enquête famille.

La taille des unités familiales étudiées varie de 13 à 124 membres. Les sphères familiales 3, 4 et 5, comptant respectivement 13, 29 et 12 membres, sont tronquées¹³⁵ dans le sens où elles ne sont composées que d'un seul groupe familial. La taille de ces sphères est donc inférieure à la taille médiane de l'ensemble des sphères familiales (soit 44 membres), ce qui introduit un biais dans la prise en compte de critère. Si les autres sphères familiales ont des tailles variant de 40 à 74 membres, la sphère familiale 1 se démarque avec 124 membres.

Ces écarts de structure démographique des sphères jouent de toute évidence dans la différenciation de la dispersion des familles. Plus les membres d'une sphère familiale sont nombreux, plus la part d'individus mobiles peut être élevée (cas des sphères familiales 1, 2 et 7).

¹³³ Le critère de la taille de la sphère familiale est fondé sur l'ensemble des membres identifiés qu'ils soient renseignés ou mentionnés. En revanche, pour les critères de l'âge et du genre, les résultats sont fondés sur les membres renseignés de la sphère familiale. Ces données sont manquantes pour les membres mentionnés.

¹³⁴ 399 individus sont concernés par l'enquête. Comme j'y reviens par la suite, 285 individus sont renseignés directement ou indirectement par l'enquête et 114 individus sont mentionnés.

¹³⁵ Pour rappel, le terme de « sphère familiale tronquée » renvoie à des sphères familiales pour lesquelles un seul groupe familial a été étudié et non pas l'ensemble des groupes familiaux existants (issus de la fratrie de la seconde génération).

1.2. Des ratios de dépendance variables selon les sphères familiales

Si la taille de la sphère familiale augmente la possibilité de dispersion spatiale, celle-ci dépend aussi des caractéristiques de ses membres, notamment de la part de ceux en âge de travailler. Autrement dit, il s'agit de s'intéresser ici au ratio de dépendance de certains membres au sein des différentes sphères (Tableau 10)¹³⁶.

Sphère familiale	Âge moyen (renseignés)	% Actifs (renseignés)	% Inactifs (renseignés)	Ratio de dépendance
1	26	73%	27%	0,37
2	31	65%	35%	0,55
3	26	63%	38%	0,60
4	23	67%	33%	0,50
5	22	67%	33%	0,50
6	24	68%	32%	0,48
7	27	75%	25%	0,33
8	31	80%	20%	0,26
Toutes SF (membres renseignés)	27	71%	29%	0,41

Tableau 10 : Le critère de l'âge pour déterminer le ratio de dépendance des sphères familiales.
Source : enquête famille (399 individus concernés).

En tenant compte de l'âge moyen des individus selon les générations et du ratio de dépendance des sphères familiales, il apparaît que les individus appartenant plus particulièrement à la deuxième génération, et plus encore à la troisième, sont davantage enclins à être mobiles (Tableau 11). Du fait du jeune âge de ses membres (entre 20 et 30 ans), la troisième génération est celle qui, tout en renforçant les filières migratoires traditionnelles de leurs aînés, engage de nouvelles mobilités et ouvre des filières émergentes. Pour les chef·fe·s de famille d'âge plus mature de la deuxième génération, la dynamique de multi-localisation familiale peut être différente, portée davantage sur la stabilisation du dispositif de dispersion. Car on peut supposer – mais cela restera à vérifier – que l'âge plus avancé des chef·fe·s de famille est propice à des processus d'ancrage et de regroupement familial dans certains lieux de destination. Cette plus forte sédentarisation des migrants dans certains lieux de la dispersion peut alors alimenter la chaîne migratoire, en appuyant la mise en œuvre des mobilités pour les générations suivantes (Pries, 1998).

¹³⁶ Le ratio de dépendance correspond au rapport entre le nombre d'individus inactifs et le nombre d'individus actifs.

Chapitre 3

Sphère familiale	Génération 1 (G1)		Génération 2 (G2)		Génération 3 (G3)		Génération 4 (G4)		Génération 5 (G5)	
	(SF)	% SF	Âge moyen	% SF	Âge moyen	% SF	Âge moyen	% SF	Âge moyen	% SF
1	0	/	10%	56	45%	32	38%	14	7%	4
2	0	/	21%	63	50%	31	29%	7	0	/
3	0	/	13%	60	30%	30	38%	8	0	/
4	0	/	7%	59	63%	29	30%	4	0	/
5	0	/	17%	50	42%	26	42%	8	0	/
6	3%	81	21%	43	47%	22	29%	7	0	/
7	0	/	47%	40	50%	15	3%	1	0	/
8	5%	83	34%	48	52%	20	9%	8	0	/
Toutes SF	1%	82	21%	50	49%	26	27%	10	2%	4

Tableau 11 : Répartition des individus par génération et par âge au sein des huit sphères familiales. Source : enquête famille (399 individus concernés).

Dans les sphères familiales qui présentent les plus faibles ratios de dépendance (inférieur à 0,40), la majorité des membres sont des individus en âge de travailler. Dans le cas des sphères familiales 7 et 8, par exemple, ils appartiennent surtout à la troisième génération, au sein de laquelle l'âge moyen est respectivement de 15 et 20 ans. De plus, les individus de la seconde génération, qui représentent au minimum un tiers de ces sphères familiales, sont relativement jeunes par rapport aux autres sphères (âge médian respectivement de 48 et 40 ans). Pour ces deux sphères familiales, la part des actifs est donc supérieure à 70%. La sphère familiale 1 indique une morphologie similaire, avec une seconde génération cependant plus âgée (âge moyen de 56 ans) et des générations 4 et 5 majoritairement formées d'enfants, ce qui explique que le ratio de dépendance soit plus élevé (0,37). Du fait de leur « vitalité démographique », ces sphères familiales sont les plus aptes à se multi-localiser.

Trois sphères familiales ont un ratio de dépendance de 0,48 ou 0,5 (SF 4, 5 et 6). Ce ratio s'explique par une quatrième génération composée de jeunes enfants (entre 29% et 42% des membres de ces sphères). De ce fait, l'âge moyen des membres de ces sphères familiales (de 22 à 24 ans) est en dessous de la moyenne globale de 27 ans, et leur potentiel de dispersion est donc moindre.

Les sphères familiales 2 et 3 ont le moins de membres en âge de travailler (moins de 40% d'actifs) et, de fait, les ratios de dépendance sont les plus élevés (plus de 0,5). Ils s'expliquent par l'importance de la seconde génération, aux membres plus âgés que la moyenne (plus de 60 ans), et de la quatrième génération, plus nombreuse que la moyenne (plus de 29% des membres).

1.3. Une part plus élevée d'hommes

En considérant l'ensemble des sphères familiales, les hommes sont majoritairement plus nombreux que les femmes (Tableau 12). Comme je le montrerai, cette situation a des implications sur la répartition des rôles dans la mobilité et des tâches dans les activités familiales (voir chapitres 5 et 6).

Sphère familiale (SF)	Homme	Femme	Total
1	56%	44%	100%
2	54%	46%	100%
3	62%	38%	100%
4	66%	34%	100%
5	67%	33%	100%
6	54%	46%	100%
7	55%	45%	100%
8	54%	46%	100%

Tableau 12 : Répartition selon le genre de l'ensemble des membres des sphères familiales. Source : enquête famille (399 individus concernés).

Au final, ces éléments de caractérisation sociodémographique montrent une hétérogénéité de situations familiales. Certaines sphères familiales (1 et 7) ont un plus fort potentiel de dispersion (membres plus nombreux, ratios de dépendance faible). À l'inverse, d'autres sphères familiales (3, 4 et 5) ont des structures sociodémographiques plus défavorables à la dispersion, avec des ratios de dépendance plus élevés. Cette différenciation, qui sera confirmée par l'analyse du lien entre mobilités, activités et cycle de vie, joue un rôle de toute évidence dans la géographie de dispersion des familles.

2. Diachronie de la dispersion et des mobilités

Spatialiser la dispersion familiale suppose de considérer plusieurs composantes des mobilités spatiales, notamment les destinations (internes ou internationales, courte ou longue distance) et leurs formes (intensité, rythme). Toujours à partir des résultats de l'enquête famille, il s'agit de montrer non seulement que les lieux de l'espace de mobilité ne sont pas équivalents dans les stratégies de moyens d'existence des familles, mais également d'éclairer les reconfigurations du champ des migrations et des mobilités circulaires des familles rurales de la vallée du Río Negro depuis une cinquantaine d'années.

Pour rappel, l'espace de dispersion des familles inclut deux types d'espace : l'espace de référence (c'est-à-dire le périmètre formé par les localités d'étude dans la vallée du Río Negro) et l'espace des mobilités, dont le contour est défini par les pratiques des individus de l'enquête famille, qu'il s'agisse *i*) des mobilités résidentielles ou migrations (durée du séjour d'au moins six mois) ; *ii*) des mobilités circulaires, saisonnières ou non (durée du séjour inférieure à six mois). L'espace des mobilités, aux échelles à la fois internes et internationales, correspond donc à l'ensemble des lieux de destination.

Par ailleurs, deux paramètres me permettent de catégoriser les lieux de la mobilité. Le premier est la distance-temps qui sépare les lieux de destination des localités de référence dans la vallée du Río Negro. Cette distance-temps, autrement dit la durée du déplacement, est de toute évidence conditionnée par les moyens de transport utilisés par les individus et les conditions d'accès aux lieux¹³⁷. Dans cette section et la suivante, et tout au long de la thèse ensuite, je distingue trois catégories de lieux selon ce critère de la distance-temps (Tableau 13).

Catégorie	Distance-temps	Mode de transport
1	Moins de 3 heures	Voie terrestre
2	De 3 à 10 heures	Voie terrestre
3	Plus de 10 heures	Voies terrestre et aérienne

Tableau 13 : Catégorisation des distance-temps entre les lieux de destination et les localités de référence dans la vallée du Río Negro.

La première catégorie correspond à des lieux de destination situés à une distance-temps de moins de 3 heures par voie terrestre (trajet en bus, le plus souvent sur la journée). La seconde catégorie de lieux correspond à une distance-temps de 3 à 10 heures par voie terrestre (trajet en bus). Lorsque ces déplacements impliquent une traversée des frontières nationales, les moyens de transport varient en fonction du budget consacré au voyage, de la connaissance et de l'expérience du parcours, du statut du migrant (légal ou non) et de la période de l'année (voir chapitre 7). La troisième catégorie de distance-temps regroupe les lieux de destination situés à plus de 10 heures de voyage, par voie terrestre ou aérienne. Le mode de transport varie selon le pays de destination : l'avion pour l'Espagne et le Panama¹³⁸. En revanche, se rendre aux États-Unis ne peut pas se faire en avion pour les habitants de la vallée du Río Negro qui, pour la plupart, entrent clandestinement par voie terrestre sur le territoire étatsunien.

Le second paramètre de catégorisation des lieux de la mobilité est leur niveau d'attractivité. La variable utilisée est le nombre d'évènements de mobilité recensés pour chacun des membres des familles et pour chaque lieu de destination.

¹³⁷ Les durées de déplacement sont estimées pour des voyages effectués sans changement ou escale, même si cela ne correspond pas toujours aux réalités des déplacements des individus. Il est très fréquent en effet que les mobilités, surtout de longue distance, se fassent en plusieurs étapes et que le passage des postes frontaliers retarde le voyage. Cette question relative aux routes migratoires et pratiques de franchissement des frontières est plus spécifiquement traitée dans le chapitre 7, mais pour exemple, le lecteur peut déjà se référer à la figure de l'annexe 14.

¹³⁸ Pour le Panama, l'avion est privilégié du fait de l'implantation d'agences de voyage dans la zone d'étude.

À partir de ces deux paramètres, l'espace de dispersion des familles est tout d'abord analysé de façon diachronique – des années 1950 à aujourd'hui – sur la base des trajectoires migratoires individuelles reconstituées lors de l'enquête famille, ayant permis de recenser les dates et les lieux des événements de mobilité (voir l'encadré n°6). Quels ont été et quels sont aujourd'hui les lieux de migration et de mobilité circulaire ? Comment a évolué l'incidence des mobilités internes et internationales, de courte et longue distance ? En d'autres termes, quelles ont été les étapes des systèmes de mobilités des familles de la vallée du Río Negro ?

2.1. L'élargissement progressif de l'espace des mobilités

La Figure 9, dont les sources et la méthode sont précisées dans l'encadré n°6 ci-dessous, donne une vision globale des migrations et des mobilités circulaires recensées pour chaque décennie et chaque pays de destination¹³⁹. Ce mode de représentation permet de voir comment l'espace de dispersion des familles de la vallée du Río Negro s'est reconfiguré et élargi au cours du temps.

¹³⁹ Les figures Figure 10 et Figure 11 en fin de section 2, reprennent le principe de cette représentation, en détaillant les localités de destination dans chaque pays.

Encadré n°6: Méthodologie de l'analyse de l'espace de dispersion

Ces graphiques sont construits à partir des données issues des récits de vie et de la reconstitution des trajectoires de migration et de mobilité pour tous les individus renseignés par l'enquête famille. Au total, 184 individus ont une ou plusieurs expériences de mobilité parmi les 285 membres des familles étudiées (65% des individus renseignés).

L'indicateur auquel je me réfère est l'« événement de mobilité » de chaque individu, construit à partir des variables de date, de lieu et de durée. Les données sont ensuite agrégées par décennie pour capter les évolutions de l'espace de dispersion.

Ainsi, les graphiques rendent compte du nombre de déplacements cumulés au cours de la vie des individus (les déplacements pouvant être récurrents pour un seul et même individu) pour chaque lieu ou pays, et non pas du nombre de migrants ou d'individus mobiles. L'annexe 10 complète mon propos en montrant la part des mobilités résidentielles et circulaires pour tous les événements de mobilité par pays, ainsi que les départs par décennie et par pays rendant ainsi compte de l'émergence de nouvelles filières.

Il faut tenir compte du fait que la probabilité pour que les mobilités soient restreintes (en nombre d'événements) est d'autant plus importante que les membres des familles (et des actifs) sont moins nombreux. Plus je remonte dans le temps, plus le nombre d'événements de mobilité est faible comme le traduit le tableau 14 ci-dessous :

		1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010
Nombre d'individus mobiles	<i>Circulant</i>	3	4	4	12	23	33	27
	<i>Migrant</i>	2	3	15	22	43	74	45
	<i>Total</i>	5	7	19	34	66	107	72
Nombre d'évènements de mobilité	<i>Circulation</i>	3	5	5	12	35	58	44
	<i>Migration</i>	3	3	15	29	64	110	55
	<i>Total</i>	6	8	20	41	99	168	99

Tableau 14 : Corpus de données utilisées pour l'étude de l'espace de mobilité. Source : enquête famille.

Chapitre 3

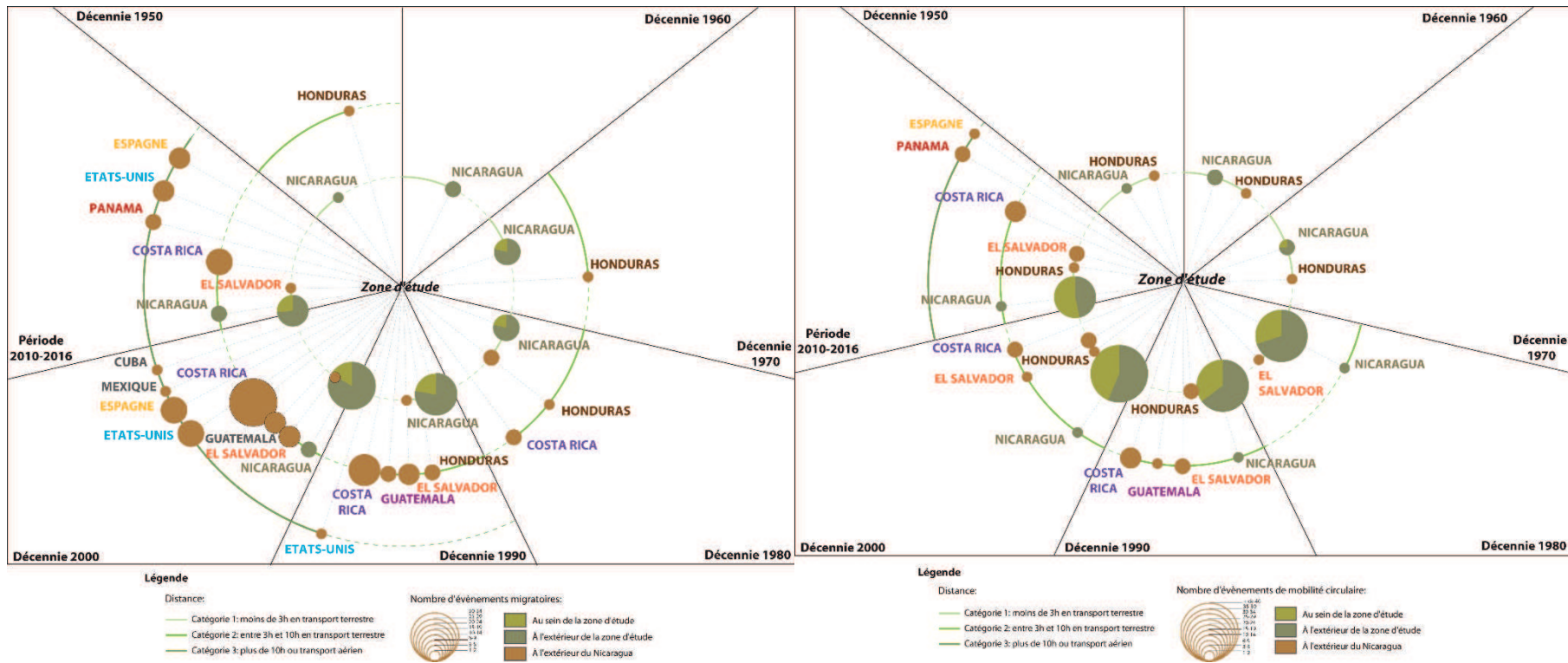


Figure 9 : Diachronie de l'espace des migrations (à gauche) et des mobilités circulaires (à droite) de 1950 à aujourd'hui. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

2.2. 1950-1990 : des mobilités de proximité

Des années 1950 aux années 1970, l'aire des migrations et des mobilités circulaires est spatialement peu étendue¹⁴⁰. Celles-ci se réalisent dans un espace de proximité au sein du Nicaragua et vers le sud du Honduras, frontalier de la vallée.

Jusqu'aux années 1960, les migrations et les mobilités circulaires s'orientent vers le sud-ouest du département de Chinandega (Figure 9). Les habitants de la vallée du Río Negro se rendent saisonnièrement dans les plaines (trois mois d'absence en moyenne) pour travailler dans les plantations de coton. Cette dynamique s'inscrit dans le contexte d'expansion de l'agro-exportation (voir chapitre 1). Les habitants de la vallée partent également travailler au Honduras, dans les communes frontalières d'Orocuina, d'El Triunfo et de San Marcos de Colón (département de Choluteca) pour faire du commerce (fromage, biscuits, confiseries, vêtements) sur les marchés urbains les plus proches.

Armando, né en 1934 dans la localité d'El Coyolito (San Pedro del Norte) y réside toujours au moment des enquêtes. Il témoigne de ses pratiques de mobilité circulaire à cette époque qui lui permettent d'obtenir des revenus en dehors des périodes de vente des produits agricoles.

« En 1952, à mes 18 ans, je me suis marié avec ma femme Aurora. Dès l'âge de 15 ans, elle se rendait avec sa sœur à San Marcos de Colón pour vendre les œufs des poules qu'elles élevaient dans le jardin familial. Je me suis joint à elle. Nous vendions des confiseries, du café¹⁴¹ et nous ramenions de San Marcos de Colón des cigarettes et des habits que nous revendions à Cinco Pinos. Nous faisons les allers-retours plusieurs fois par mois. C'était notre moyen d'obtenir des liquidités pour acheter du savon, de l'huile et pour payer les travailleurs agricoles. » (Entretien réalisé à El Coyolito en août 2014).

À partir des années 1970, les habitants de la vallée du Río Negro migrent vers les principales villes de la région Pacifique du Nicaragua (Chinandega, León, Managua). Comme dans d'autres régions du pays, l'urbanisation augmente, en réponse aux changements structurels dans l'économie et aux instabilités politiques et sociales qui créent de l'insécurité

¹⁴⁰ Il faut néanmoins tenir compte du fait qu'une part réduite de personnes est née dans la première moitié du 20^{ème} siècle parmi les individus renseignés de l'enquête famille. Les données sur ces mobilités sont donc moindres.

¹⁴¹ Les anciens racontent que dans les années 1950, le café se cultivait sur les terres agricoles de San Pedro del Norte.

dans les campagnes à cette période. Les communes frontalières du Honduras, comme Choluteca, continuent d'être des lieux de destination, tandis que la capitale du Honduras, Tegucigalpa, apparaît dans le champ migratoire de la zone d'étude à la fin des années 1970. Certains fuient l'insécurité due aux conflits armés, d'autres sont des réfugiés politiques. C'est le cas de certains migrants de la vallée qui s'installent au Honduras à cette période et qui étaient engagés dans la garde nationale, corps de l'armée au service de la dictature, par peur de représailles suite au triomphe de la révolution sandiniste. C'est le cas de Hermojenes, né en 1950, habitant de la localité d'El Falcón (San Pedro del Norte).

« Je me suis engagé dans la garde nationale de Somoza à Chinandega en 1969. C'est difficile d'expliquer pourquoi. À l'époque je travaillais là-bas pour une cousine de mon père, je vendais des bananes dans la rue. Elle me payait très mal car elle estimait déjà me nourrir et me loger. À l'armée, ils m'ont proposé un bon salaire. [...] En 1978, ils m'ont envoyé à Managua pour suivre une formation. J'ai compris que les choses pouvaient mal tourner alors j'ai quitté l'armée. Je suis rentré à El Falcón, un voisin m'a dénoncé et je suis allé en prison. Ils m'ont libéré avant la fin des 100 jours prévus pour bonne conduite. Je suis parti à Tegucigalpa où ma famille avait fui les sandinistes quelques mois auparavant. Ma femme est restée. Elle s'est installée dans la localité voisine. La zone où se situe la ferme était trop risquée avec la Contra, alors le gouvernement l'a déplacée. Elle venait au Honduras me retrouver plusieurs fois par an. Je suis rentré quand les sandinistes sont partis [1990]. » (Entretien conduit à El Plan Grande en août 2014).

Les années 1980 marquent l'émergence de nouvelles destinations dans des villes secondaires du Nicaragua (El Viejo, Chichigalpa, Matagalpa, Potosí) et vers d'autres pays d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador). À l'échelle nationale, ce sont le Costa Rica et les États-Unis qui deviennent des destinations importantes pour les réfugiés politiques (voir chapitre 1). Pourtant, l'enquête famille indique que l'intensité des migrations depuis la vallée du Río Negro vers ces destinations est encore faible (Costa Rica) ou inexistante (États-Unis) à cette période¹⁴². L'essentiel des mobilités reste dirigé vers des lieux de proximité, le département de Chinandega et la zone frontalière.

¹⁴² Pour rappel, la première vague migratoire est majoritairement portée par des urbains, réfugiés politiques proches du gouvernement d'A. Somoza. Les habitants de la zone d'étude correspondent pour la majorité à des familles rurales appartenant à la petite paysannerie.

2.3. À partir de 1990 : essor des mobilités et élargissement de l'espace de dispersion

Jusqu'aux années 1990, l'espace de dispersion des familles de la vallée du Río Negro concerne des lieux situés dans trois pays (Nicaragua, Honduras et Costa Rica). Dans les années 1990, il s'élargit à 6 pays de destination migratoire et 5 pays pour les mobilités circulaires. Cette dynamique illustre le tournant migratoire du pays, marqué par un accroissement de l'intensité des flux et une diversification des lieux, motivés par des raisons économiques (voir chapitre 1).

Dans les années 1990, les migrations des familles de la vallée du Río Negro sont marquées par l'essor des destinations internationales, avec l'apparition du Guatemala, du Salvador et des États-Unis comme nouveaux pôles d'attraction. Le nombre de lieux de destination recensés passe de 13 dans les années 1980 à 24 pour la décennie suivante (Figure 9).

Les destinations les plus attractives au cours de cette période sont le Costa Rica et le Salvador (6 lieux recensés dans chacun de ces pays). Au Costa Rica, les migrants se rendent vers des villes secondaires de différentes tailles¹⁴³, qui leurs offrent des opportunités de travail dans le secteur agricole et la construction (Atenas, Orotina, Puerto Viejo de Sarapiquí, Alajuela, Puntarenas). Ils partent plus spécifiquement à San José, capitale du Costa Rica, pour travailler dans le secteur secondaire. Au Salvador, les lieux de destination sont également des villes de taille variable. Située sur les berges du Golfe de Fonseca¹⁴⁴, La Unión constitue une place forte de l'industrie portuaire. Dotée depuis une dizaine d'années d'un port maritime, la ville offre de nombreuses possibilités d'emploi dans le secteur portuaire, dans le tourisme (hôtellerie) et dans les zones franches. À San Miguel, les opportunités de travail sont importantes dans le secteur secondaire (manufacture de textile) de cette grande ville. De même, la petite ville de Santa Rosa de Lima (département La Unión) et la localité rurale d'Uluazapa (département de San Miguel) sont des zones agricoles dynamiques où les migrants viennent travailler comme ouvriers agricoles (élevage bovin), tout comme dans les alentours des villes de Santiago Nonualco et Zacatecoluca dans le département de La Paz (canne à sucre) (voir chapitre 6). La vallée du Río Negro fait figure de pionnière dans le développement de cette filière migratoire. Il existe aujourd'hui des réseaux de transport structurés entre la localité d'El Granadillo (Santo Tomas del Norte) et la commune de Pasaquina (La Unión – El Salvador) (Trousselle, 2012).

¹⁴³ Je propose une catégorisation de ces lieux à la section 3.2.

¹⁴⁴ Le Golfe de Fonseca est bordé par trois pays le Salvador, le Honduras et le Nicaragua.

Chapitre 3

Cette commune salvadorienne est devenue un véritable lieu de double-résidence pour les habitants de la communauté d'El Granadillo comme en témoigne Maria (54 ans).

« Nous faisons sans cesse des allers retours entre ici [El Granadillo] et Pasaquina, cela fait environ 10 ans. Nous partons quelques semaines ou parfois plusieurs mois. Là-bas [Pasaquina], nous avons une maison et nos voisins sont maintenant des amis. Nous travaillons dans des fermes d'élevage et puis avec la ville de Santa Rosa de Lima à côté il y a toujours du petit commerce à faire. Mes sœurs font pareil maintenant et même de plus en plus de monde dans le village. » (Entretien conduit à El Granadillo en juillet 2012).

Au cours de cette période, Guatemala City, la capitale guatémaltèque, où l'industrie manufacturière est en plein développement¹⁴⁵, attire des migrants.

Les départs vers les États-Unis¹⁴⁶ se renforcent après le passage de l'ouragan Mitch en 1998. L'expérience de Justo (55 ans), résidant dans la localité de Palo Grande (Somotillo), qui a subi les effets de cette catastrophe naturelle, illustre ce type de migration.

À l'âge de 44 ans (2001), Justo décide de recourir à la migration. L'ouragan Mitch de 1998 a dévasté et altéré fortement les potentialités de ses terres, il n'arrive plus à assurer la situation de sa famille avec, pour seules activités, l'élevage et l'agriculture. Il décide de partir pour les États-Unis où résident certains membres de sa sphère familiale. Il confie ses 6 manzanas [4,2 hectares] de terre à son fils pendant son absence. Il se rend à Houston puis, un an plus tard, à La Nouvelle-Orléans. En 2005, suite au passage de l'ouragan Katrina, il rentre au Nicaragua. (Entretiens réalisés en mai 2012).

Au Nicaragua et au Honduras, les destinations des décennies précédentes perdurent dans les années 1990. De nouvelles villes au Nicaragua deviennent des destinations, comme León, Chinandega ou Managua, ces deux dernières villes étant les plus attractives. Avec la reprise de l'expansion agricole vers l'intérieur et l'Atlantique, suite à la pacification du pays, de nouvelles destinations rurales apparaissent, comme Los Chiles (San Carlos) situé sur la zone de frontière agricole à cette époque (voir chapitre 1). Des agriculteurs de la vallée du Río Negro ne parvenant pas à accéder à du foncier agricole, partent semer durant la saison sèche ou

¹⁴⁵ Le modèle de la *maquila* s'est développé à partir des années 1960 en Amérique centrale et au Mexique (CEI, 2001). L'objectif était d'absorber l'excédent de main-d'œuvre urbaine suite aux migrations des ruraux, de limiter la migration vers les États-Unis (pour le Mexique) et de favoriser l'insertion du pays dans l'économie mondiale grâce aux stimulations des investissements étrangers (*ibid.*; Ercoreca et al., 2006). L'adoption des Plans d'Ajustements Structurels de la Banque Mondiale et du FMI dans les années 1990, donne un nouvel élan à l'industrie manufacturière avec l'adoption de différentes mesures économiques dont la promotion et la diversification des exportations.

¹⁴⁶ La ville de San Antonio (Texas) marque l'entrée aux États-Unis. Elle est la porte d'entrée de la filière migratoire au départ de la vallée du Río Negro (voir chapitre 7).

s'installent définitivement dans les localités de la frontière agricole, sans pour autant rompre les liens avec leurs communautés d'origine. Du côté du Honduras, les villes de Tegucigalpa et San Pedro Sula où l'industrie manufacturière s'implante, prennent légèrement le pas sur les lieux frontaliers avec la promesse de meilleurs salaires.

Les mobilités circulaires des années 1990 suivent des tendances similaires à celles des migrations. L'espace de circulation s'élargit au Costa Rica et au Salvador, avec 17 lieux au total dans 5 pays. Au Salvador, les mobilités circulaires, et dans une moindre proportion les migrations, s'orientent vers les localités rurales et la capitale. Les habitants de la vallée du Río Negro sont employés surtout dans le secteur agricole sur de courtes périodes le temps de la saison sèche au Nicaragua. Dans les capitales, ils travaillent dans les secteurs secondaires et tertiaires.

L'élargissement de l'espace de dispersion des familles de la vallée du Río Negro se poursuit encore au cours de la décennie 2000 (8 pays et 30 lieux de destination recensés). Les États-Unis s'affirment avec l'apparition de 5 nouvelles villes de destination. Certaines de ces villes sont des destinations classiques de la migration latino-américaine (Los Angeles, Miami) tandis que d'autres villes – comme Houston, La Nouvelle-Orléans ou Little Rock – sont des filières migratoires plus spécifiques (Fernández-Armesto, 2014). Ces différentes filières se sont structurées à des rythmes différents mais elles ont pour point commun de s'orienter, aujourd'hui, vers l'ensemble des villes des États-Unis (Arreola, 2004; Giband et Lemartinel, 2009; Sluyter et al., 2015).

L'Espagne (notamment Saragosse en Aragon) et, dans une moindre mesure, le Mexique sont deux pays qui apparaissent comme destinations migratoires à partir des années 2000¹⁴⁷. Le Mexique n'est plus seulement un pays de transit vers les États-Unis, mais aussi un pays d'installation pour des migrants qui ne parviennent pas à franchir la frontière. Certains migrants partent aussi à Cuba, notamment à La Havane pour suivre des études supérieures¹⁴⁸.

Les mobilités circulaires au cours des années 2000 se poursuivent vers le Costa Rica et le Salvador tout comme au Nicaragua : 17 lieux dans 4 pays sont recensés. Les villes de Somotillo

¹⁴⁷ Les premiers départs datent de 2005 parmi les individus enquêtés. Les travaux de D. Prunier (2013) dans les communes de Posoltega (Chinandega) et Palacagüina (Madriz) qui bordent la vallée du Río Negro, confirment cette date pour les départs pionniers vers l'Espagne.

¹⁴⁸ Dans les années 1980 et durant le gouvernement sandiniste, de nombreux individus sont partis à Cuba pour suivre des études ou une formation militaire. Par la suite, ces situations deviennent peu courantes avec les changements de gouvernement, il semblerait néanmoins que certains réseaux et partenariats aient perduré entre ces deux pays.

Chapitre 3

et Chinandega restent les plus attractives et, dans une moindre mesure Managua et León. Les habitants de la vallée du Río Negro s'y rendent pour des durées courtes et à des fréquences régulières pour approvisionner leur commerce ou suivre des études. En revanche, le Guatemala n'est plus une destination de mobilités circulaires. La dégradation de la situation socio-politique, tout comme la raréfaction des emplois dans les manufactures, sont les principales raisons de ce changement.

Chapitre 3

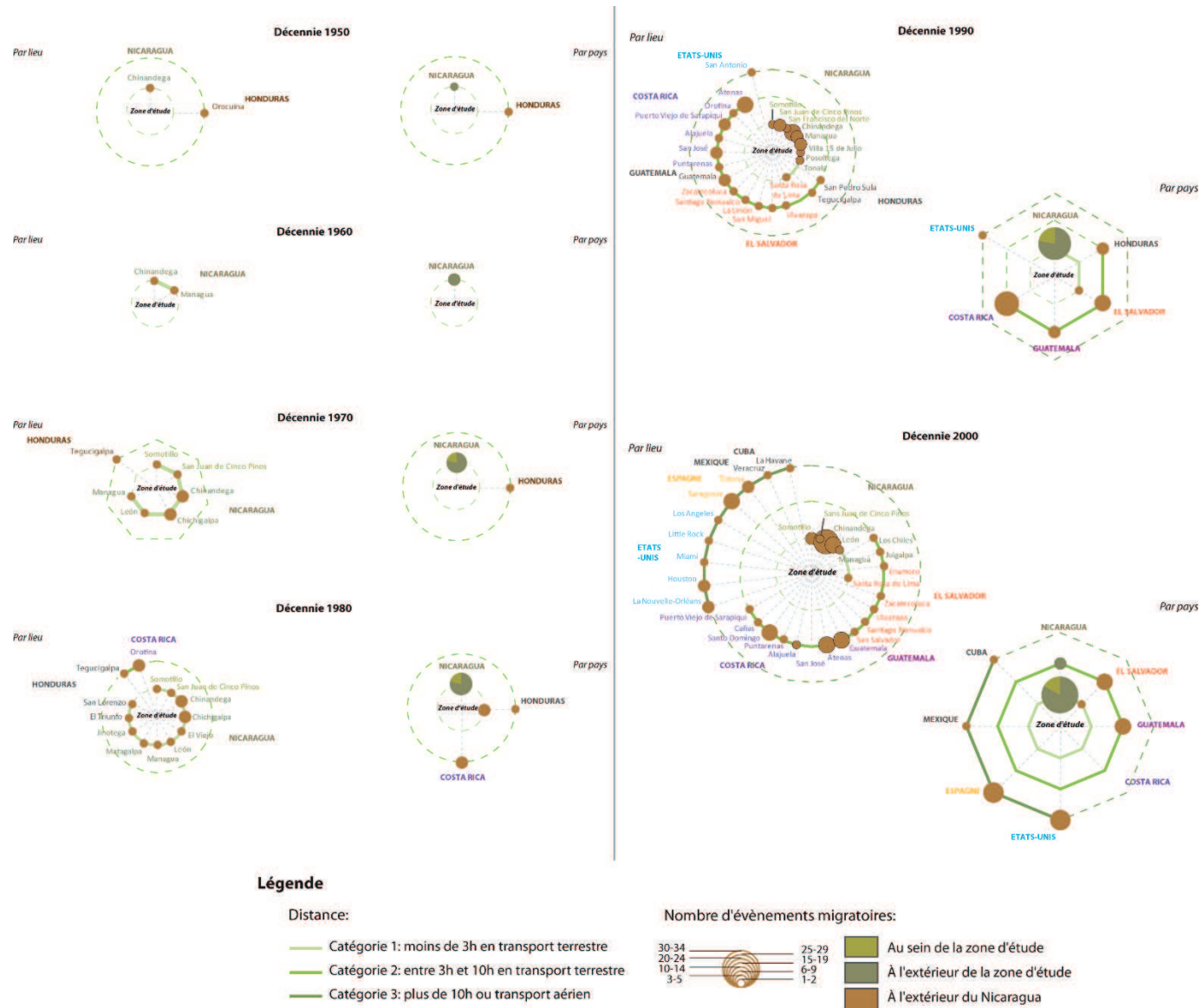


Figure 10 : Construction de l'espace des migrations de 1950 à 2009 (lieux et pays). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Chapitre 3

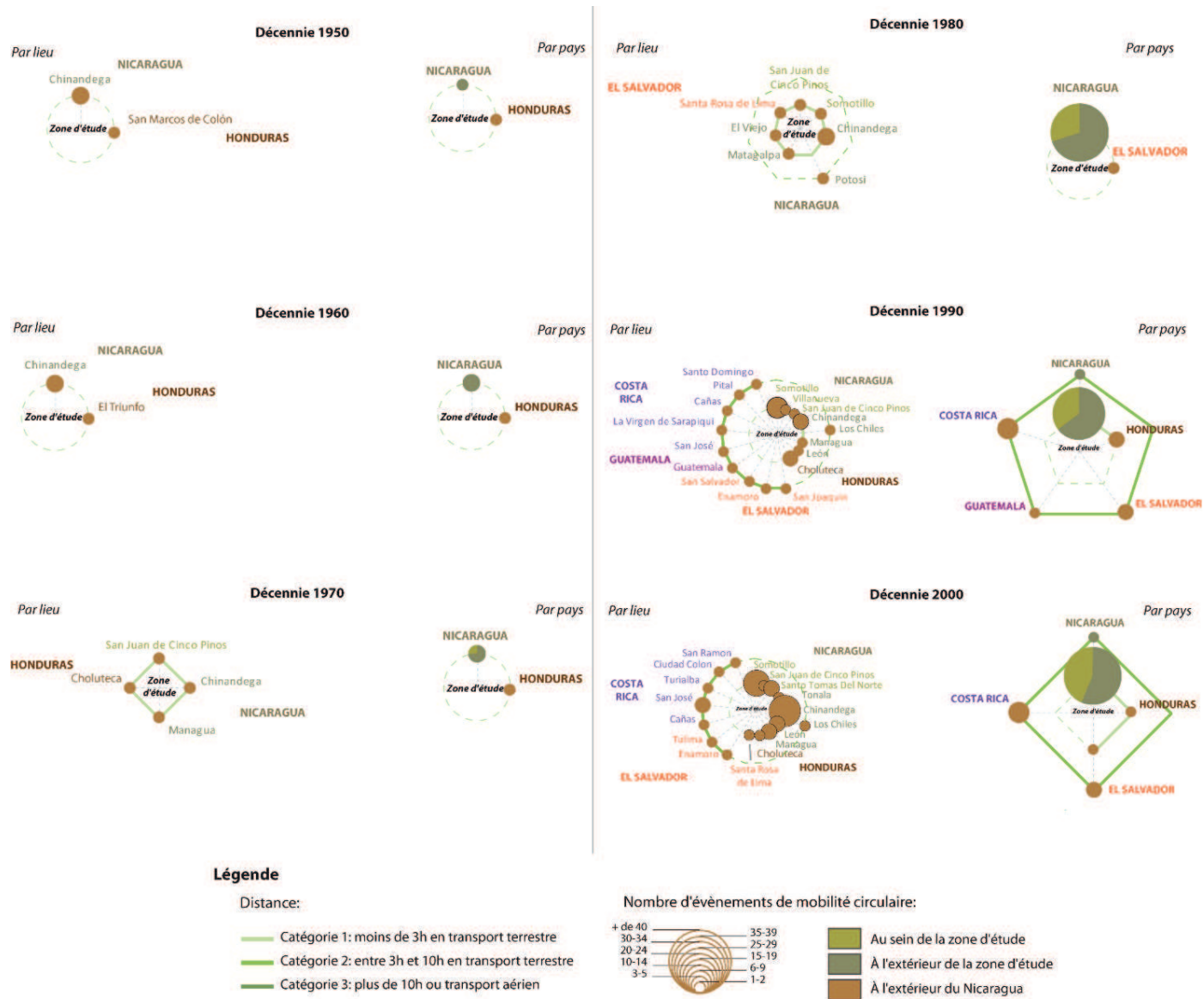


Figure 11 : Construction de l'espace des mobilités circulaires de 1950 à aujourd'hui à l'échelle des lieux. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

3. L'espace de dispersion aujourd'hui

Dans la continuité de la section précédente, je poursuis ici l'analyse de l'espace de dispersion des familles de la vallée du Río Negro, lié à leurs pratiques de migrations et mobilités circulaires récentes ou en cours au moment des enquêtes.

Dans cette section, deux types de données d'enquêtes permettent d'analyser l'espace de dispersion actuel : *i*) celles qui couvrent tous les départs recensés entre 2010 à 2016 ; *ii*) celles relatives à la période d'enquête proprement dite (juin 2014 - mai 2016).

3.1. Résider et circuler près de chez soi ou à l'autre bout du monde

Les destinations des migrations et des mobilités circulaires survenues entre 2010 et 2016 (fin de la collecte des données sur le terrain) concernent 24 lieux au sein de 6 pays (Figure 12). Le fait que la période ici considérée ne couvre que 6 ans (de 2010 à 2016, fin de la collecte de données sur le terrain), et non pas 10, peut expliquer la plus faible intensité et extension spatiale de la dispersion par rapport à la précédente décennie¹⁴⁹.

Les lieux de migration sont plus diversifiés que ceux de la mobilité circulaire. La majorité des départs en migration, au cours des dernières années, se font vers des lieux de destination proches ou à distance intermédiaire (lieux de catégorie 1 et 2) vers les pays frontaliers (El Salvador, Costa Rica) ou vers des villes ou des localités rurales du Nicaragua. Les destinations lointaines (catégorie 3) sont des lieux aux États-Unis et en Espagne, tandis que le Panama apparaît comme un nouveau pôle migratoire, à partir de 2013 selon les enquêtes. Néanmoins, le Costa Rica, les États-Unis et le Nicaragua continuent d'être les trois principaux pôles de destination des populations de la vallée du Río Negro, à la fois pour ce qui est du nombre de départs et de lieux.

À ce titre, les pays où les lieux de destination sont plus nombreux correspondent à des pôles anciens du champ migratoire nicaraguayen (Costa Rica et États-Unis). Ce résultat témoigne d'une consolidation du champ migratoire vers ces pays avec une augmentation progressive des lieux de destination. À l'inverse, et logiquement, les pays de destination récente sont caractérisés par un nombre limité de lieux (Espagne, Panama). Dans le chapitre 6, l'analyse des filières migratoires liées à des niches d'activité permet d'approfondir ce point.

¹⁴⁹ Pour rappel, 8 pays et 30 lieux sont recensés pour la décennie 2000.

Chapitre 3

Comme le montre la figure 12, l'espace de mobilité circulaire a une physionomie un peu différente de celle de la décennie 2000, puisque constituée de 16 lieux répartis au sein de 6 pays (versus 17 lieux répartis en 4 pays pour la décennie 2000). La majorité des lieux de la mobilité circulaire, relevant de temporalités courtes¹⁵⁰, se situent dans la vallée (catégorie 0 : Somotillo, Villanueva, San Juan de Cinco Pinos) ou à proximité (catégorie 1 : San Juan de las Pencas, Villa 15 de Julio, Chinandega, León, Managua, Santa Rosa de Lima, Choluteca). Parallèlement, le Costa Rica continue de polariser les déplacements de courte durée (San José, Atenas, Santo Domingo). Le Panama et l'Espagne apparaissent comme destinations émergentes. En réalité, les mobilités circulaires dans ce dernier pays correspondent à des migrations avortées et à des retours au Nicaragua. Cela concerne des migrants qui, n'ayant pas trouvé un emploi en Espagne ou réussi à gérer la distance avec leur famille restée au Nicaragua, ont décidé de rentrer dans leur pays, généralement au bout de trois mois.

Ainsi, l'analyse des données sur la période 2010-2016 montre que la vallée du Río Negro a participé à la troisième vague migratoire du Nicaragua, telle que décrite dans le chapitre 1. Elle confirme par ailleurs le renouvellement et même la poursuite de l'élargissement de l'espace de dispersion des familles.

¹⁵⁰ Les migrations vers des destinations lointaines, notamment vers l'Espagne et les États-Unis, impliquent nécessairement des durées longues de séjour dans la mesure où le coût du voyage est élevé et la traversée de la frontière difficile. De plus, la situation souvent illégale des migrants dans ces pays empêche que la migration puisse prendre un caractère circulatoire (voir chapitre 7).

Période 2010-2016 - Lieux de la migration



Légende

Distance:

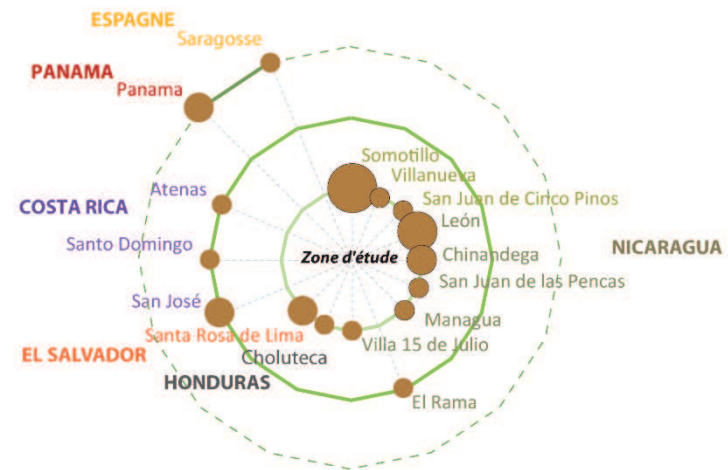
- Catégorie 1: moins de 3h en transport terrestre
- Catégorie 2: entre 3h et 10h en transport terrestre
- Catégorie 3: plus de 10h ou transport aérien

Nombre d'évènements migratoires:



- Au sein de la zone d'étude
- À l'extérieur de la zone d'étude
- À l'extérieur du Nicaragua

Période 2010-2016 - Lieux de la mobilité circulaire



Légende

Distance:

- Catégorie 1: moins de 3h en transport terrestre
- Catégorie 2: entre 3h et 10h en transport terrestre
- Catégorie 3: plus de 10h ou transport aérien

Nombre d'évènements de mobilité circulaire:



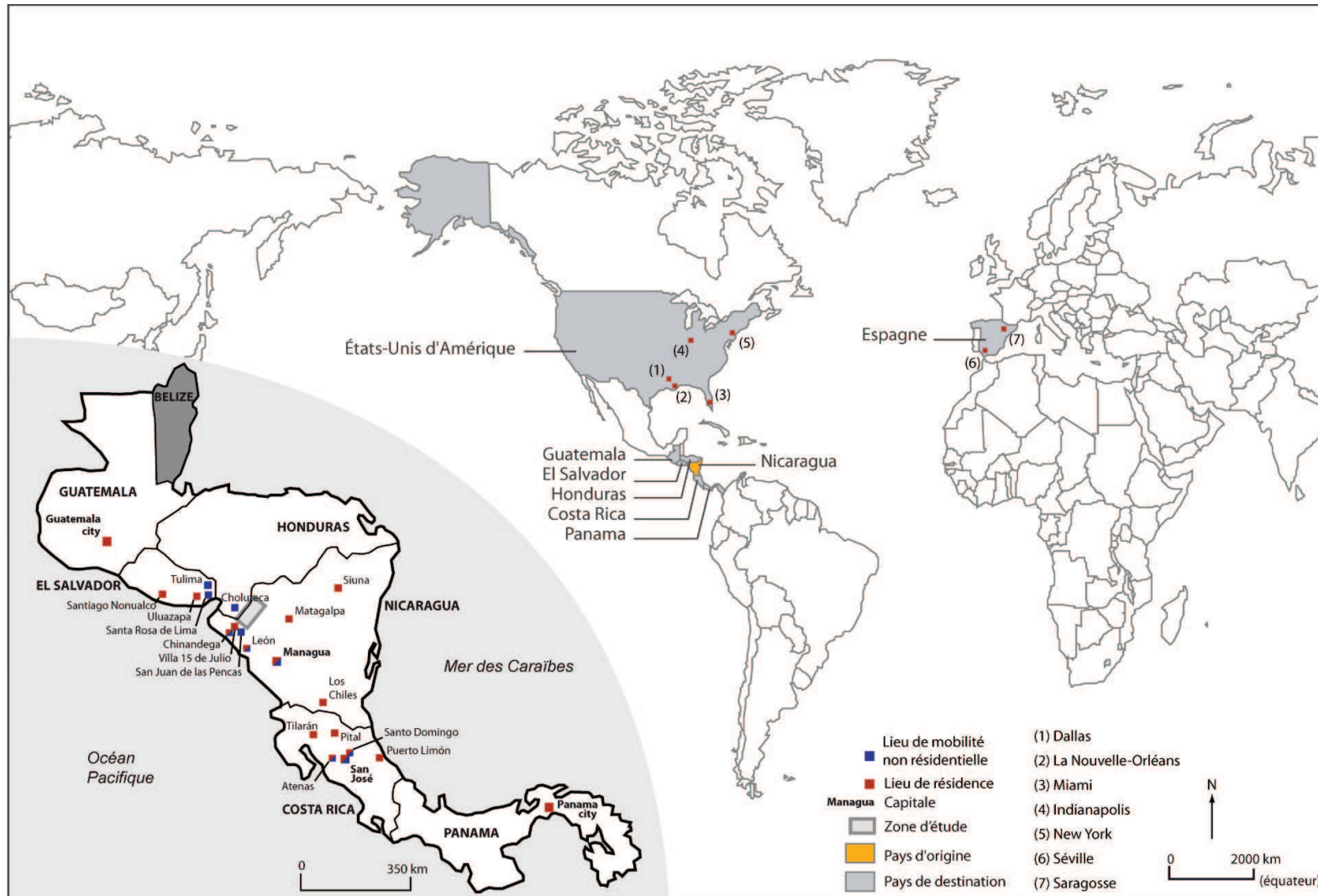
- Au sein de la zone d'étude
- À l'extérieur de la zone d'étude
- À l'extérieur du Nicaragua

Figure 12 : Configurations des espaces de migration (à gauche) et de mobilité circulaire (à droite) sur la période 2010-2016. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

3.2. L'espace de dispersion au moment des enquêtes : des Amériques à l'Europe

Le lieu de résidence de chacun des membres des familles à la fin de l'enquête et les pratiques de mobilités circulaires enregistrées durant le temps de l'enquête sont maintenant les variables analysées.

Répartis dans 8 pays, 28 lieux forment l'espace de mobilité des individus au moment de la conduite de l'enquête (Carte 12). Ces lieux sont *i*) des destinations exclusivement de migration (18 lieux) ; *ii*) des lieux de mobilités circulaires (4 lieux) ; *iii*) ou les deux (6 lieux).



Carte 12 : L'espace des migrations et des mobilités circulaires au moment de l'enquête. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Chapitre 3

L'aire de dispersion des sphères familiales est largement centrée sur l'Amérique centrale (20 lieux). Tous les pays de l'isthme centraméricain sont concernés, à l'exception du Belize. Le Costa Rica (6 lieux) et le Salvador (4 lieux), sont les destinations les plus fréquentées. La mobilité au sein du Nicaragua est intense (8 lieux). Les États-Unis sont un pays de destination important (5 lieux de destination) et, dans une moindre mesure, l'Espagne (2 lieux de destination). Le Guatemala et le Honduras participent de l'espace de dispersion, et le Salvador s'y inscrit plus fortement puisque 3 lieux de destination y sont identifiés. Durant la période d'enquête, il n'y a donc pas eu de nouveaux départs vers le Guatemala ou vers d'autres lieux que Santa Rosa de Lima au Salvador. Néanmoins les membres de certaines familles y résident, asseyant une base potentielle pour de futurs départs pour d'autres membres de leur famille.

Pour aller plus loin dans la caractérisation des lieux de destination, leur taille démographique permet d'identifier leur caractère rural ou urbain (Le Gléau et al., 1996). Sachant que chaque pays utilise des critères différents pour établir ses catégories urbaines et rurales, je propose une classification par souci d'harmonisation¹⁵¹ (Tableau 15).

Classification des lieux de l'espace de mobilité selon la taille démographique	Nombre de lieux de l'espace de mobilité identifiés
Village (moins de 3 000 hab.)	2
Bourg (3 000 à 9 999 hab.)	7
Petite ville (10 000 à 99 999 hab.)	4
Ville moyenne (100 000 à 199 999 hab.)	3
Grande ville (200 000 à 1 000 000 hab.)	8
Très grande ville (plus de 1 000 000 hab.)	4

Tableau 15 : Caractérisation des lieux de l'espace de mobilité selon le critère de la taille.

Les lieux de destination – tous types de mobilité confondus – sont majoritairement des villes de quelques milliers d'habitants à plus d'un million d'habitant¹⁵². Les destinations rurales ne sont cependant pas absentes et traduisent d'autres logiques et projets migratoires.

¹⁵¹ Je me réfère aux projections et aux recensements les plus récents des instituts de statistiques de chacun des pays mentionnés dans le chapitre 2. L'« urbain » est appréhendé de différentes manières selon les pays. Par exemple, l'Espagne et le Portugal font partie des rares pays à définir la ville par un seuil de population communale. Une commune est considérée comme ville si on recense au moins 10 000 habitants (Le Gléau et al., 1996).

¹⁵² Les lieux définis comme des « villages » constituent des lieux de destination uniquement pour les mobilités circulaires.

Dans le chapitre 6, je reviendrai sur cette question à partir de l'analyse des activités pratiquées par les individus mobiles.

Conclusion

L'élargissement de l'espace de dispersion des habitants de la vallée du Río Negro, comme dans d'autres régions du Nicaragua (Prunier, 2013; Winters, 2016), est un fait marquant des vingt dernières années. Le renforcement progressif de chaînes migratoires vers certains lieux de destination ancienne – en Amérique centrale notamment – explique le dynamisme actuel de cet espace de dispersion. Il est toutefois alimenté aussi par de nouveaux lieux de destination (Espagne, Panama), marquant l'ancrage de certains individus depuis plusieurs années dans des lieux de plus en plus distants, ou moins familiers, et le recul de certaines destinations ayant eu une fonction à certaines époques (par exemple le Honduras pour les réfugiés politiques). L'espace de la dispersion familiale se renouvelle ainsi en permanence, plusieurs nouvelles destinations faisant aujourd'hui leur apparition, tandis que quelques autres ne sont plus alimentées. Ces résultats montrent que la mobilité s'inscrit dans des pratiques et des savoir-faire qui se déploient sur plusieurs décennies, témoignant de ce que certains auteurs ont appelé une « culture de la mobilité » (Faret, 2003; Fliche, 2006; De Tapia, 2014).

La géographie actuelle de la dispersion familiale témoigne ainsi d'une grande diversité de lieux de destination – interne et internationale, de courte et longue distance – marquée par l'affirmation croissante de destinations urbaines, notamment des petits bourgs et villes de taille intermédiaires, témoignant de l'effet d'un processus global d'urbanisation et de l'intensité des relations villes-campagnes produite notamment par les mobilités circulaires. Cette géographie de la dispersion, que j'ai traitée dans ce chapitre de façon segmentée (migration d'un côté, et mobilité circulaire de l'autre), ne rend pas compte en réalité de la complexité des stratégies familiales. Celles-ci, au cours des cycles de vie, embrassent et enchevêtrent en réalité de multiples formes de mobilité, reconfigurant en permanence le fonctionnement et l'organisation sociale des familles. Cette dimension est développée dans le chapitre suivant.

Chapitre 4

Logiques et morphologies socio-spatiales de la famille dispersée

Construire une géographie de la dispersion familiale ne réside pas seulement dans la spatialisation des pratiques de mobilité – c'est-à-dire une « cartographie » des lieux de la dispersion – mais également dans un questionnement autour des organisations sociales qui sous-tendent l'espace de dispersion. Autrement dit, ce chapitre interroge les logiques et les morphologies socio-spatiales de la famille dispersée, qu'il s'agit de décrypter tant à l'échelle de la famille nucléaire que du groupe familial¹⁵³.

Dans une première section, je poursuis la caractérisation sociodémographique des familles dispersées entamée dans le précédent chapitre, en me situant cette fois à l'échelle des familles nucléaires enquêtées. Deux questions organisent la section : à quelles étapes de leur cycle de vie se trouvent ces familles ? Qui sont les membres « mobiles » au sein des familles nucléaires ?

En me référant à la notion de cycle de vie, je pars de l'hypothèse selon laquelle les stratégies de construction des moyens d'existence – à la fois du point de vue des systèmes d'activité que de mobilités – s'inscrivent dans des étapes différenciées des parcours de vie des familles. Les pratiques et les prises de décision qui les sous-tendent n'ont évidemment pas la même portée, ni le même sens, selon les étapes où se trouvent l'individu et sa famille. Je complète l'analyse par la caractérisation sociodémographique des membres mobiles,

¹⁵³ Pour rappel, je définis la famille comme un groupe d'individus reliés par la parenté, l'alliance ou l'adoption (qu'elle soit formalisée ou non). La sphère familiale correspond à un couple fondateur, qui constitue la 1^{ère} génération, à partir duquel se déploie sa descendance sur 3 voire 4 générations. Le groupe familial regroupe la fratrie de la 2^{ème} génération de descendants du couple fondateur et les individus qui leur sont reliés (alliance, descendance). La famille nucléaire se définit comme le ou les parents (2^{ème} ou 3^{ème} génération) et leurs enfants n'ayant pas eux-mêmes de descendance (3^{ème} et 4^{ème} génération) (voir chapitre 1).

migrants et circulants, à partir de plusieurs critères que sont le genre, l'âge, les niveaux de qualification ou encore la position au sein de la parentèle (lien de parenté avec Ego).

Dans une deuxième section, l'analyse se centre sur les stratégies socio-résidentielles des familles nucléaires, c'est-à-dire la manière dont les co-résidences se réorganisent dans la mise à distance. De façon plus précise, il s'agit de questionner les effets de superposition (ou non) entre famille nucléaire et ménage, thème largement débattu dans la littérature (Laslett et Chamoux, 1972; Le Bris et al., 1985; Peatrik, 1997; Saint Pol et al., 2004; Imbert et al., 2018). Comme l'explique S. Condon et M. Byron (2008)¹⁵⁴, adopter le prisme de la multi-localisation familiale, revient de fait à interroger les contours des « unités domestiques » (Peatrik, 1997) et les « structurations familiales » (Vimard et N'Cho, 1997) qu'elles traduisent, c'est-à-dire les degrés de cohésion ou de désagrégation de ces familles. Quelles sont les configurations résidentielles des familles nucléaires étudiées au sein de l'espace de dispersion ? Quelles sont les formes de décohabitation et les arrangements résidentiels¹⁵⁵ à l'origine et à destination ? En quoi la recomposition des ménages – sous l'effet des mobilités – reflètent-elles des liens de cohésion et de solidarité, et à quelle échelle de l'unité sociale familiale ?

L'objectif de la troisième section est de proposer une lecture des différentes morphologies de la multi-localisation familiale en croisant les configurations sociales et les configurations spatiales de la dispersion. L'analyse se situe au niveau du groupe familial dans la mesure où, comme je le montrerai ici et à plusieurs reprises dans la thèse, c'est l'unité sociale qui fait sens dans l'organisation du lien et des solidarités familiales. Il s'agira d'analyser les formes de la dispersion du groupe familial et des ménages qui le composent (intensité, diffusion/concentration, polarisation), ce qui permet d'interroger d'éventuels effets de filières et de chaînes migratoires, des logiques de migrations pionnières, ou encore des logiques de transmission inter ou intra-générationnelles de la pratique migratoire.

¹⁵⁴ « L'étude de la famille a souvent été limitée par la confusion entre « famille » et « ménage ». La superposition des deux concepts a conduit à ce que les liens entre les membres d'un ménage et la parenté en dehors de ce ménage, et le rôle de ces derniers dans l'organisation sociale du réseau familial soient ignorés » (Condon et Byron, 2008: 2).

¹⁵⁵ La décohabitation correspond à une situation résidentielle où les membres d'une même famille nucléaire résident sous des toits différents. Le terme d'arrangement résidentiel est un terme employé par J. Le Gall (2005), traduit de l'anglais d'un texte de L.E. Guarnizo (1997). Ces auteurs soulignent que si les effets des dynamiques transnationales sur les familles font l'objet de plusieurs études, celles-ci sont moins nombreuses à appréhender les transformations et les impacts du processus transnational sur la dynamique familiale et les interactions entre ses membres. Ils proposent ainsi de s'intéresser, entre autres, aux arrangements résidentiels ou à la gestion du budget (Le Gall, 2005).

1. Appréhender la famille dispersée : cycle de vie et membres mobiles

Nombreux sont les travaux en démographie ou sociologie de la famille qui ont montré la pertinence des approches par les cycles de vie¹⁵⁶ (Glick et Parke, 1965; Courgeau, 1984, 1985; Piguët, 2013; Baccaini, 1994). Les modes et les critères d'analyse des cycles de vie, cependant, varient selon le champ des questionnements et les thèmes traités. Certains auteurs, par exemple, ont cherché à montrer leurs liens avec les mobilités spatiales et les migrations, qu'elles soient internes ou internationales (Prunier, 2013), d'autres avec les situations de pauvreté (Barahona et al., 2006)¹⁵⁷. Quoiqu'il en soit, la caractérisation des étapes du cycle de vie des individus et des familles nucléaires permet d'identifier des facteurs et des événements familiaux qui influencent et transforment l'organisation familiale au cours du temps. Ces étapes semblent déterminer les stratégies d'existence en matière d'activités et de mobilités et les projets de vie des familles, eux-mêmes sans cesse reformulés.

1.1. Les quatre étapes des cycles de vie des familles

L'enjeu de cette première section est d'identifier et de caractériser l'étape de cycle de vie dans laquelle se trouvent les 92 familles nucléaires étudiées¹⁵⁸ au moment de l'enquête. Je me base sur deux critères – l'âge des fondateurs de la famille et de ses enfants, ainsi que le ratio d'actifs potentiels¹⁵⁹ – pour définir quatre étapes du cycle de vie.

La première étape du cycle de vie de la famille nucléaire est celle dite de la *formation*. Parmi les 92 familles nucléaires étudiées, 44 sont considérées comme étant dans cette étape du cycle de vie, soit 48%. Les fondateurs de ces familles nucléaires en formation sont des adultes âgés de 19 ans à 38 ans (moyenne d'âge de 31 ans) de la troisième génération (82% des familles

¹⁵⁶ Selon B. Baccaini (1994), « le cycle de vie est défini par la succession des événements d'ordre familial ou professionnel qui segmentent la vie de l'individu en étapes distinctes (Baccaini, 1994: 64).

¹⁵⁷ Chaque auteur définit ses variables afin de rendre compte de différentes étapes qui forment le cycle de vie. M. Barahona et al. (2006) déterminent les variables en se référant à la famille nucléaire (parent-enfant) et en fonction de l'âge de l'enfant aîné, l'âge de l'enfant cadet et l'âge de la mère. Quant à D. Prunier (2013), elle part d'une définition du « foyer » dont les limites sont fixées par les chefs du foyer qui intègrent ou non les individus mobiles. Elle propose une typologie où la mobilité est une véritable ressource économique intégrée à l'organisation familiale. Les critères retenus sont le caractère actif ou économiquement dépendant des individus présents et le nombre de générations formant le ménage.

¹⁵⁸ Le nombre médian de membres des familles nucléaires est de 3 individus (moyenne 3,6).

¹⁵⁹ Je reprends ici le critère d'analyse du rapport de dépendance développé dans le chapitre précédent. Le ratio d'actifs potentiels se fonde sur le nombre d'individus en âge de travailler, c'est-à-dire de plus de 15 ans et de moins de 65 ans, selon les seuils généralement utilisés par l'Organisation Internationale du Travail.

Chapitre 4

nucléaires en formation). Il y a évidemment des exceptions, certains individus formant une famille à des âges plus avancés (jusqu'à 45 ans). Ils peuvent avoir des enfants d'une précédente union et, suite à une rupture conjugale, avoir formé une nouvelle famille nucléaire. La migration peut également jouer dans ces unions tardives, dans la mesure où les conditions de sa réussite peuvent retarder le projet de fonder une famille, que ce soit à destination ou lors d'un retour dans le lieu d'origine.

Je distingue trois configurations de familles nucléaires en formation, selon qu'elles ont des enfants ou non et, le cas échéant, selon l'âge des enfants (Tableau 16). Les jeunes couples, sans enfant, constituent la première configuration (20% des familles nucléaires en formation). Dans ce cas, le ratio d'activité est maximal (de 1), puisque les deux conjoints sont des actifs potentiels.

La seconde configuration, qui prédomine parmi ces familles nucléaires en formation, correspond à celles qui ont un ou plusieurs enfants en bas-âge, de 0 à 5 ans (52%).

La troisième (27%) concerne les familles avec plusieurs enfants dont la majorité est en bas âge et les aînés ont moins de 15 ans (9 ans en moyenne). Le ratio d'activité varie selon le nombre d'enfant et la bi ou monoparentalité de ces familles nucléaires.

Du point de vue de leurs stratégies et moyens d'existence, ces familles nucléaires sont généralement dans une phase de recherche de solutions pour accumuler des ressources et démarrer leur projet de vie (construction d'une maison, accès à des terres ou autres moyens de production, naissance et scolarisation des enfants). La migration est l'une des stratégies mise en œuvre pour acquérir ces ressources.

	Couple sans enfant	Famille nucléaire avec un ou plusieurs enfants en bas âge	Famille nucléaire avec une majorité d'enfants en bas âge	Total
Familles nucléaires en phase de formation	20%	52%	27%	100%

Tableau 16 : Les différentes configurations des 44 familles nucléaires en phase de formation. Source : enquête famille.

La seconde catégorie de familles nucléaires est celle qui se trouve dans une étape dite de *consolidation*. Parmi les 92 familles, 16 sont considérées dans cette étape du cycle de vie soit 17%. L'âge des fondateurs varie de 30 à 45 ans, avec une moyenne d'âge de 34 ans, et 88% des fondateurs de cette catégorie de familles nucléaires appartiennent à la troisième génération.

Ces familles ont ceci de spécifique qu'une partie de leurs enfants, voire la totalité, sont âgés de 6 à 14 ans (la moyenne d'âge des enfants de ces familles est de 10 ans). Autrement dit,

ces familles n'ont plus d'enfants en bas âge, mais la majorité n'est pas encore active. Ces familles nucléaires ont entamé, à des degrés divers, un processus de consolidation de leur projet de vie (et éventuellement d'accumulation de ressources) avec souvent des expériences passées de migration, y compris de longue durée, ou même avec une installation et un regroupement familial à destination. Quoiqu'il en soit, les enfants se dédient principalement à leur scolarité et ne participent pas aux activités des familles, outre leur contribution à quelques tâches domestiques.

Je distingue trois configurations de familles nucléaires en consolidation (Tableau 17). Les familles nucléaires avec une majorité d'enfants âgés de 6 à 14 ans ainsi que des enfants en bas âge (13% des familles nucléaires en consolidation) amorcent à peine l'étape de consolidation. Le potentiel d'activités de ces familles est moindre du fait de la charge que représentent les enfants en bas âge. La seconde configuration correspond à des familles nucléaires ayant exclusivement un ou plusieurs enfants âgés de 6 à 14 ans (56%). Les enfants ont gagné en autonomie par rapport aux premières années de leur vie, ce qui permet aux parents, et notamment à la mère de famille, de reprendre des activités. La troisième configuration correspond à des familles nucléaires ayant une majorité d'enfants âgés de 6 à 14 ans ainsi que des enfants de plus de 15 ans (31%). Ces familles nucléaires en consolidation peuvent donc compter sur ces jeunes actifs pour participer aux activités familiales, notamment d'agriculture et d'élevage (aide aux récoltes, conduite du troupeau ou traite des vaches). La capacité à consolider leur projet de vie est donc plus forte pour ces familles nucléaires.

Si le ratio d'actifs varie selon les configurations familiales, il reste globalement élevé (égal ou supérieur à 50%).

	Famille nucléaire avec une majorité d'enfants âgés de 6 à 14 ans et des enfants en bas âge	Famille nucléaire avec un ou plusieurs enfants âgés de 6 à 14 ans	Famille nucléaire avec une majorité d'enfants âgés de 6 à 14 ans et des enfants de plus de 15 ans	Total
Familles nucléaires en phase de consolidation	13%	56%	31%	100%

Tableau 17 : Les différentes configurations des 16 familles nucléaires en phase de consolidation.
Source : enquête famille.

La troisième étape des cycles de vie est celle dite *d'émancipation*. Parmi les 92 familles nucléaires étudiées, 24 sont considérées dans cette étape, soit 26%. Les membres fondateurs de ces familles nucléaires sont âgés de 40 à 60 ans avec une moyenne d'âge de 50 ans. La majorité appartient à la seconde génération (92%).

Chapitre 4

La spécificité de cette catégorie de familles nucléaires est que les enfants sont, majoritairement, en âge de travailler (20 ans en moyenne). Il s'agit de jeunes adultes encore célibataires et sans enfant. Leur situation est variable : poursuite d'études supérieures, forte implication dans les activités agricoles familiales, pratique de mobilités circulaires. Ces jeunes sont souvent dans une étape transitoire de leur trajectoire individuelle, pris entre les pressions et obligations intergénérationnelles, d'un côté, et la volonté de prise d'autonomie, de l'autre, laquelle – comme je le montrerai – est largement dépendante des dotations en ressources de leurs parents.

Je distingue deux configurations de familles nucléaires en phase d'émancipation (Tableau 18) : celles dont tous les enfants sont des actifs potentiels (71% des familles nucléaires en émancipation) et celles dont tous les enfants n'ont pas encore 15 ans (29%). Le ratio d'activité de ces familles est donc maximal, ou tout du moins élevé.

	Famille nucléaire avec enfants potentiellement actifs	Famille nucléaire avec une majorité d'enfants potentiellement actifs	Total
Familles nucléaires en phase d'émancipation	71%	29%	100%

Tableau 18 : Les deux configurations des 24 familles nucléaires en phase d'émancipation. Source : enquête famille.

La quatrième et dernière étape du cycle de vie est celle dite de la *transmission*. Parmi les 92 familles nucléaires étudiées, 8 sont considérées dans cette étape du cycle de vie, soit 9%. Ces familles nucléaires sont formées d'un individu ou d'un couple, âgé de 55 à 86 ans. Les fondateurs sont âgés en moyenne de 66 ans. Les enfants ont, à une exception près, fondé leur propre famille nucléaire. Le ratio d'activité varie là aussi au sein de ces familles, selon l'âge du (des) fondateur(s) qui peuvent devenir des inactifs potentiels, passés l'âge des 65 ans. Ces familles nucléaires sont plus ou moins dépendantes du soutien apporté par les autres familles de leur groupe ou sphère familiale, notamment celle de leurs enfants. Mais, en même temps, elles sont en mesure de les aider en mettant en accès les ressources qu'elles ont accumulées au cours de leur cycle de vie (terres agricoles, bétail, épargne) (voir chapitre 5). Le tableau 19 récapitule la catégorisation des 92 familles nucléaires étudiées.

Étapes du cycle de vie	Nombre de familles nucléaires	% des familles nucléaires
Formation	44	48%
Consolidation	16	17%
Émancipation	24	26%
Transmission	8	9%
Total	92	100%

Tableau 19 : Répartition des familles nucléaires étudiées selon les étapes du cycle de vie familial.
Source : enquête famille.

Les familles nucléaires étudiées sont majoritairement dans une étape de formation ou d’émancipation, moment où les fondateurs, pour la première catégorie, et les enfants, pour la seconde, sont de jeunes adultes. Pour les uns comme pour les autres, la construction de leurs moyens d’existence, et les stratégies associées, visent l’amorce d’un processus d’accumulation de ressources, soit parce qu’ils ont récemment fondé leur propre foyer, soit parce qu’ils cherchent à s’émanciper de leurs parents. Comme je le montrerai tout au long de la thèse, la prise en compte des étapes du cycle de vie est fondamentale pour comprendre à la fois le fonctionnement et la portée du système familial multi-localisé.

Les familles nucléaires étudiées sont majoritairement dans une étape de formation ou d’émancipation, moment où les fondateurs, pour la première catégorie, et les enfants, pour la seconde, sont de jeunes adultes. Pour les uns comme pour les autres, la construction de leurs moyens d’existence, et les stratégies associées, visent l’amorce d’un processus d’accumulation de ressources, soit parce qu’ils ont récemment fondé leur propre foyer, soit parce qu’ils cherchent à s’émanciper de leurs parents. Comme je le montrerai tout au long de la thèse, la prise en compte des étapes du cycle de vie est fondamentale pour comprendre à la fois le fonctionnement et la portée du système familial multi-localisé.

1.2. Qui sont les migrants et les circulants ?

1.2.1. La plus forte incidence des migrations

Selon les résultats de l’enquête famille, 44% des individus renseignés sont mobiles (126 personnes) c’est-à-dire qu’ils avaient eu au moins une expérience migratoire ou de circulation durant la période de l’enquête (entre juin 2014 et mai 2016), et certains étaient encore migrants ou circulants au moment de finaliser l’enquête (Figure 13). En considérant l’ensemble des expériences de migration ou de mobilité circulaire, cumulées au cours de la trajectoire de vie des individus, cette proportion s’élève à 65% soit 184 individus renseignés.

Chapitre 4

Parmi les individus mobiles durant la période de l'enquête, 88 sont des migrants (70% des individus mobiles) et 38 sont des circulants (30% des individus mobiles). Les migrants se rendent davantage dans des destinations à l'étranger (62% des migrants) alors que les circulants se déplacent principalement au sein du pays (90% des circulants), avec une préférence nette pour les mobilités de proximité (86% des circulants) par rapport aux mobilités interdépartementales (14% des circulants) (Tableau 20). Pour les migrations internes, la part des mobilités interdépartementales est plus élevée (26% des migrants).

	Individus mobiles			
	Migrant (70%)		Circulant (30%)	
	En nombre	En %	En nombre	En %
Interne	34	38%	34	90%
International	54	62%	2	5%
Interne et international	0	0%	2	5%
Total	88	100%	38	100%

Tableau 20 : Part des destinations internes et internationales des individus mobiles durant la période des enquêtes. Source : enquête famille.

Enfin, parmi les migrants et circulants internationaux, 54% peuvent être considérés comme étant en situation « illégale », c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de permis de résidence et/ou de permis de travail dans le lieu de destination. Ils sont entrés dans le pays de destination soit de façon clandestine, soit en sollicitant un visa touristique (Costa Rica par exemple) ou en bénéficiant de l'intégration CA-4 (El Salvador) et, une fois dans le pays, souvent outrepassent les délais autorisés.

Parmi les migrants et les circulants internationaux dits « légaux » (46%), aucun n'a obtenu la nationalité du pays de destination. La quasi-totalité possède un permis de résidence (92% des migrants légaux). Ils l'ont obtenu après plusieurs années sur place grâce, en majorité, à une procédure associée à la naissance de leur(s) enfant(s) à destination (Costa Rica par exemple) ou, dans le cas de l'Espagne où ils se font recenser dès leur arrivée¹⁶⁰, après avoir donné la preuve de plusieurs années de travail sur place. Une minorité possède seulement un permis de travail (8%) sans permis de résidence.

Les migrants parviennent davantage à régulariser leur situation lorsqu'ils résident au Costa Rica (59% sont devenus légaux) ou en Espagne (64%). En revanche aux États-Unis, ces régularisations semblent plus complexes (seulement 25% parviennent à légaliser leur situation),

¹⁶⁰ Selon les procédures d'accueil en Espagne, les migrants peuvent se recenser dès leur arrivée dans le registre municipal (nommé « *padrón* »), ce qui leur permet d'accéder aux droits sociaux (santé et scolarisation des enfants).

Chapitre 4

et plus encore au Salvador (seulement 20%) ou au Panama (aucun migrant légal recensé dans l'enquête famille).

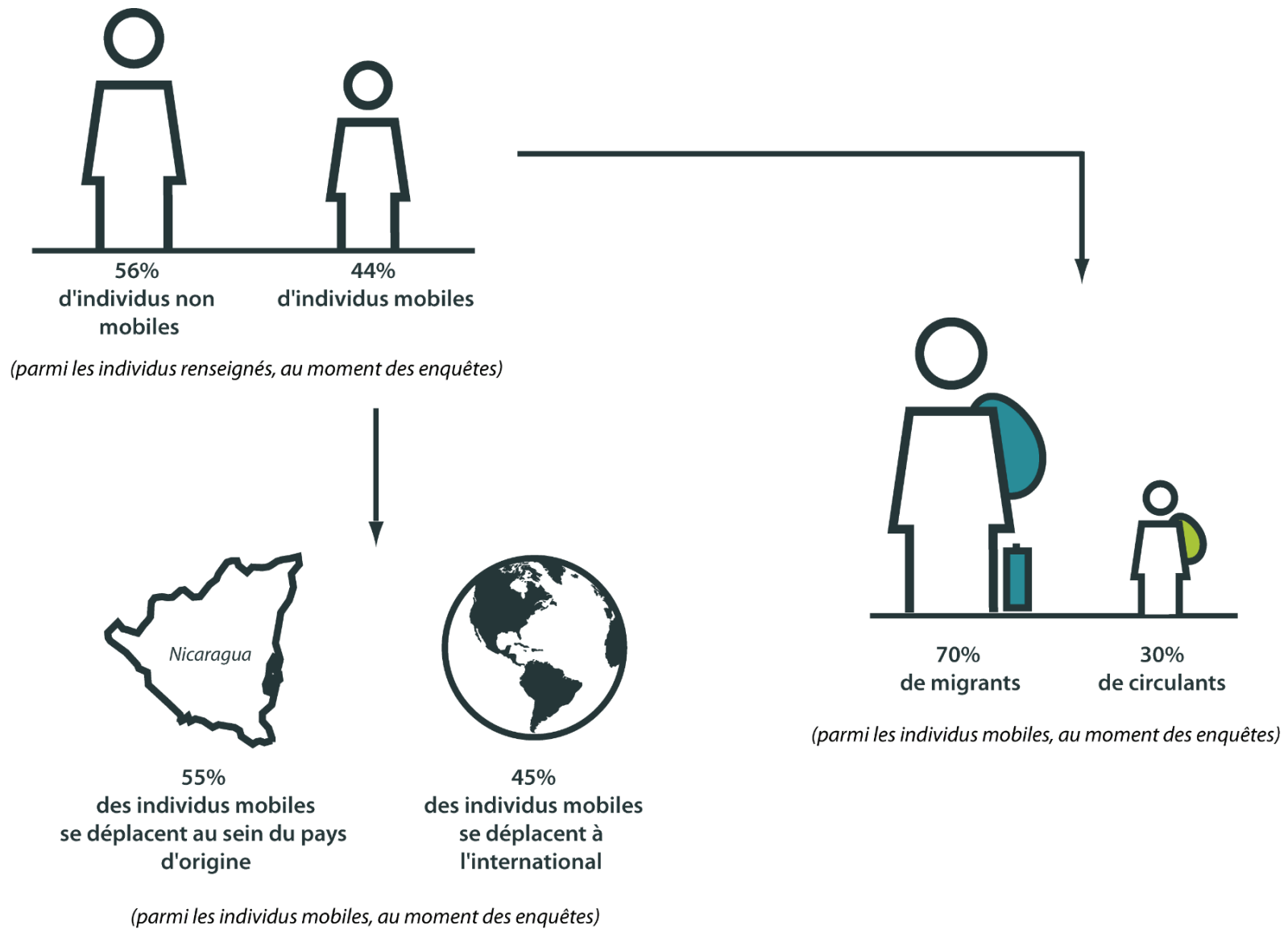


Figure 13 : Caractéristiques globales de la mobilité dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

1.2.2. Des individus mobiles jeunes, et éduqués

Toujours en considérant les individus mobiles durant la période de l'enquête, l'âge moyen au départ est de 24,4 ans¹⁶¹ (Figure 14). Les départs en mobilité peuvent se faire dès les premières années de vie des individus, lorsque leurs parents les emmènent avec eux, jusqu'à l'âge de 50 ans pour les plus âgés de l'enquête famille. La mobilité depuis la vallée du Río Negro n'est donc pas une pratique réservée aux plus jeunes. Cette réalité se confirme dans d'autres régions du Nicaragua (Prunier, 2013) et diffère d'autres contextes latino-américains où ce sont plutôt les jeunes de moins de 30 ans, voire tout juste majeurs, qui partent en migration (Del Rey et Quesnel, 2009; Vassas Toral, 2011).

Si les hommes dominent légèrement parmi les individus mobiles (52%), les femmes participent également aux dynamiques de mobilité de la vallée du Río Negro (48% des individus mobiles). La proportion des femmes circulantes est de 45% et celle des femmes migrantes de 49%. Ce résultat est similaire à celui estimé pour la migration internationale à l'échelle du pays : 47,3 % de l'ensemble des Nicaraguayens résidant à l'étranger sont des femmes (OIM, 2013). Selon E. Baumeister et al. (2008), les femmes nicaraguayennes ont toujours été concernées par les migrations et la tendance tend à se renforcer. En effet, comme détaillé plus loin, les femmes sont majoritaires dans certaines destinations, répondant à la demande de niches d'emploi spécifiques (voir chapitre 6).

Par rapport aux hommes, les femmes s'engagent donc plus dans la migration que dans la mobilité circulaire. L'accès aux études supérieures est probablement un des facteurs d'explication de cette tendance, sans qu'il soit pour autant exclusif. Lorsque les familles disposent des ressources économiques, les jeunes privilégient les études et cherchent à poursuivre une formation à l'université. Que ce soit chez les filles ou les garçons, la perception est que l'accès aux études supérieures constitue une voie d'émancipation et de prise d'indépendance ; munis d'un diplôme, ils pourront accéder à de meilleurs emplois et se soustraire à l'autorité parentale. Les universités ou les centres de formation se situent à des distances variables des localités de résidence (à Somotillo, Chinandega, León ou Managua). Les formations se déroulent sur une journée par semaine (le samedi) et, dans certains cas, du lundi au vendredi, ce qui suppose des mobilités de fréquence et de durée plus soutenues. La proximité géographique des formations est adaptée aux ressources financières limitées des

¹⁶¹ L'âge moyen au premier départ (calculé sur l'ensemble des individus avec une expérience présente ou passée de mobilité) est similaire, 23 ans en moyenne. Les individus actuellement en mobilité cumulent en moyenne 2,8 expériences de mobilité (migration et mobilité circulaire).

jeunes, qu'ils soient hommes ou femmes. Toutefois, l'implication plus forte des jeunes hommes dans les travaux agricoles de l'exploitation familiale les oblige à des mobilités circulaires de courte durée afin de s'absenter le moins possible de l'exploitation agricole (voir chapitre 5). Les jeunes femmes, de leur côté, sont moins contraintes et sont plus à même de poursuivre des études supérieures à temps plein, impliquant un changement de résidence, le plus souvent, en dehors du département¹⁶².

Leoman (24 ans), résidant à El Caimito (Somotillo) avec son frère cadet et sa mère, témoigne de ce choix et de son expérience.

« J'ai terminé ma scolarité dans un institut spécialisé en agronomie d'une localité voisine. J'ai toujours voulu aller à l'université. La licence qui me plaisait le plus était à Chinandega mais ma mère n'avait pas les moyens de me l'offrir. Et puis, c'est moi et mon frère qui nous chargeons des cultures. Alors j'ai choisi une licence à Somotillo. Je m'y rends le samedi, ce jour-là mon frère prend mon tour pour s'occuper du bétail avec l'aide de mon oncle. Tous nos frères et sœurs sont partis s'installer avec leur famille dans les communes voisines et les autres ont migré au Costa Rica et au Guatemala. Il ne reste que nous deux pour nous occuper de notre mère. Moi, mon objectif est d'étudier pour avoir une meilleure vie, qu'importe si ce n'est pas exactement la formation qui me plaît le plus. Quand on migre, on peut gagner beaucoup d'argent mais si on migre on ne peut pas étudier. » (Entretien réalisé à El Caimito en septembre 2014).

En considérant le lien de parenté au sein de la famille nucléaire, la majorité des migrants et des circulants sont des enfants (51%), à part égale entre les filles et les fils, ce qui témoigne du rôle de la mobilité dans les logiques d'émancipation des jeunes. Cette logique n'est pas contradictoire avec un sentiment d'obligation des enfants envers leurs parents, dans des situations où le patriarcat est fort (Envío, 1984).

Les parents sont aussi mobiles (33% des individus mobiles), plus particulièrement les pères (60% des parents mobiles). Les trajectoires migratoires des individus enquêtés montrent que la mobilité, et plus particulièrement les circulations saisonnières des conjoints ou pères de famille, est une stratégie importante pour maintenir la famille dans les différentes étapes du cycle de vie¹⁶³. Chaque année ou presque, en fonction des projets familiaux et des performances

¹⁶² Cette interprétation corrobore le fait que les femmes sont en moyenne plus jeunes (23,2 ans) pour leur premier départ que les hommes (26,3 ans).

¹⁶³ Comme je le montrerai plus loin, les circulations des pères ou des conjoints sont souvent liées à l'arrivée d'un enfant, à son entrée à l'école ou à l'université, à la célébration de son 15^e anniversaire (surtout pour les filles) ou encore à la nécessité de mettre en culture ses terres pour nourrir sa famille.

de l'agriculture, ils partent au Costa Rica ou au Salvador, pour des durées de deux à quatre mois. Dans beaucoup de familles, ces mobilités circulaires et saisonnières s'enclenchent dès l'âge de 15 ans.

Dans les couples sans enfant, la mobilité de l'un des conjoints est plus faible (16% des individus mobiles). Ces couples cherchent à asseoir leur indépendance économique pour fonder à court ou moyen terme leur famille nucléaire. Leurs mobilités peuvent prendre deux formes. Soit le couple part ensemble en migration pour travailler et épargner au maximum, soit l'un d'eux part seul. En l'occurrence, ce sont majoritairement les hommes qui partent, confiant des responsabilités aux femmes (maison, gestion de l'épargne, mise en œuvre d'un projet). Dans certains cas, elles s'engagent dans des circulations de proximité et de courte durée afin de subvenir aux besoins du quotidien, notamment quand les risques liés à la migration limitent les capacités d'épargne du conjoint.

Le plus souvent catégorisés comme des travailleurs « non qualifiés », en référence aux emplois qu'ils occupent dans les lieux de destination, les individus mobiles sont toutefois formés lorsqu'ils partent de leur lieu d'origine. La grande majorité a reçu une éducation scolaire formelle et même, 29% ont suivi des études supérieures et obtenu leur licence (baccalauréat + 5 ans d'études) ou leur diplôme de technicien supérieur (baccalauréat + 2 ou 3 ans d'études). Il s'agit, pour la quasi-totalité, de membres de la génération 3 et 4 des sphères familiales étudiées. 33% ont fréquenté l'école secondaire, équivalent du collège et lycée. 26% n'ont été qu'à l'école primaire. Seulement 7% des individus mobiles n'ont pas été scolarisés et ils appartiennent à la seconde ou troisième génération des sphères familiales¹⁶⁴. De fait, ces générations n'ont bénéficié des politiques d'éducation et des programmes d'alphabétisation des gouvernements qu'à partir des années 1980. Domingo, né en 1956, explique :

« Je suis né ici, dans ce lieu d'El Caimito [Somotillo]. Je ne suis jamais parti ailleurs. Je n'ai pas eu l'opportunité d'aller à l'école. À cette époque, il n'y avait pas d'école dans la localité. Je me souviens que mes parents se sont organisés avec des voisins pour payer une professeure pour qu'elle nous fasse la classe. »

¹⁶⁴ Selon E. Näslund-Hadley et al. (2012), le Nicaragua a progressé dans le domaine de l'éducation au cours des dernières décennies même s'il reste l'un des moins avancés en Amérique latine. En 2009, 88% des enfants en âge fréquentent l'école primaire ; 56% des enfants de 13 à 17 ans vont à l'école secondaire et 15% des jeunes entre 18 et 25 ans sont inscrits en études supérieures. De plus, les adultes entre 40 et 45 ans, ce qui équivaut à la seconde génération dans mon étude, cumulent en moyenne 7 ans d'éducation c'est-à-dire l'équivalent de l'école primaire. Ce chiffre est plus faible pour les zones rurales. Ces chiffres montrent l'intégration de la zone d'étude dans les politiques éducatives et rendent compte du fait que les individus mobiles ont un certain niveau de dotation social, culturel ou encore économique.

Chapitre 4

Au bout de trois mois, elle a dû partir car certains n'ont pas pu la payer. C'est pour cette raison que je n'ai pas pu m'instruire. Elle m'a appris à écrire mon nom et prénom pour pouvoir signer et c'est tout. » (Entretien réalisé à El Caimito en juillet 2014)

Chapitre 4

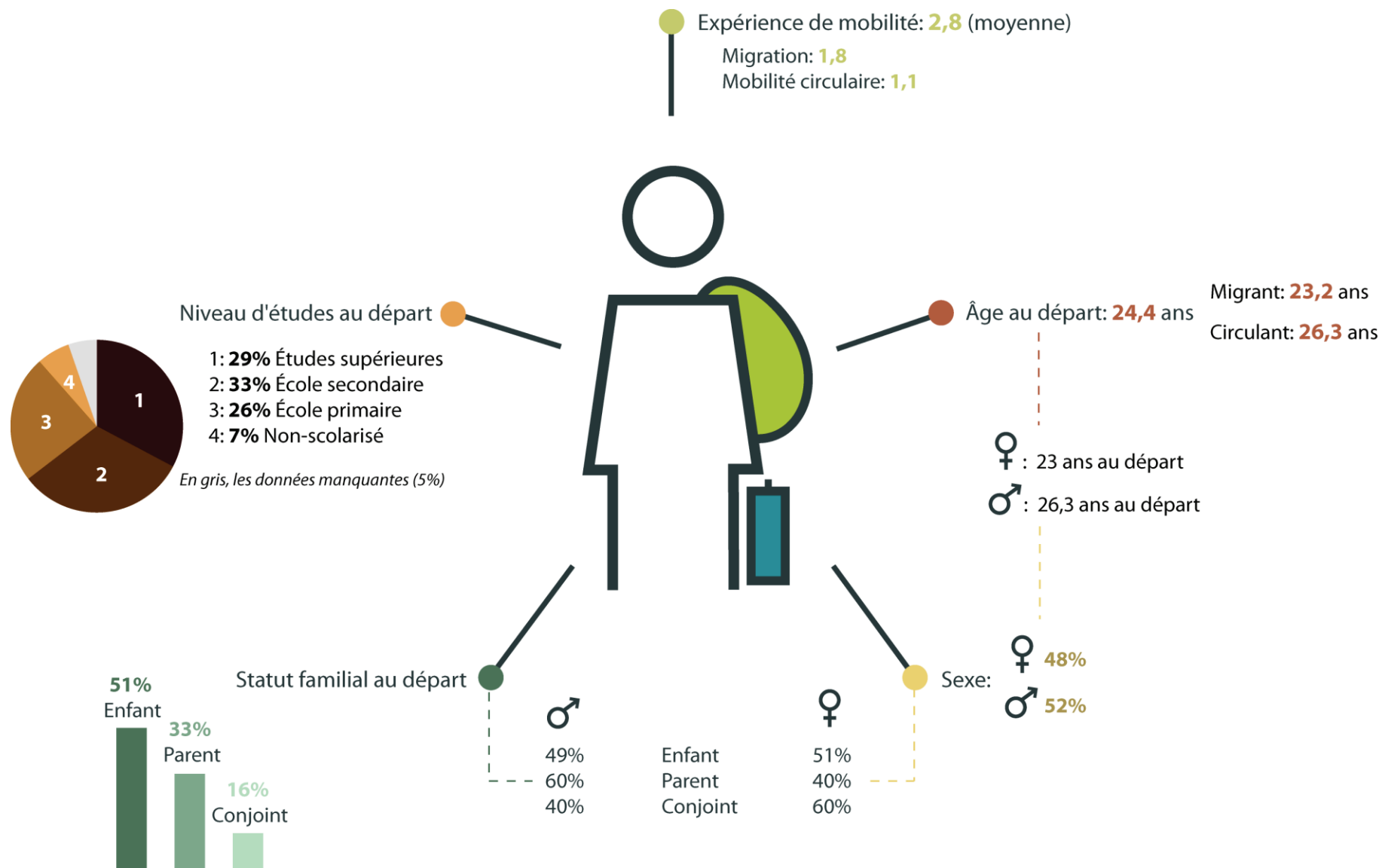


Figure 14 : Les profils sociodémographiques des individus mobiles. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

2. S'organiser dans la dispersion : recomposition des situations résidentielles et des ménages

La famille nucléaire, définie par le lien de parenté directe (parents-enfants), partage généralement la même résidence¹⁶⁵. Néanmoins, la famille nucléaire ne coïncide pas toujours avec le ménage, défini par la résidence. Nombre d'auteurs ont mis en évidence, depuis longtemps, des organisations familiales et résidentielles multiples (Charbit, 1987; Vimard et N'Cho, 1988; Quesnel et Vimard, 1991; Peatrik, 1997). Comme le préconisent C. Imbert et E. Lelièvre (2014), il s'agit d'identifier, d'une part, les localisations résidentielles des membres de la famille nucléaire. Ces derniers cohabitent-ils ou non ? D'autre part, il s'agit d'interroger l'aspect fonctionnel de ces configurations résidentielles, c'est-à-dire ce qu'elles traduisent en matière de comportements familiaux et migratoires. Ce deuxième point ce à la composition de ces ménages : quels sont les individus, membres de la sphère familiale, qui résident au sein du même logement ?

Les raisons de décohabitation, ainsi que les choix de co-résidence, peuvent être multiples, dans le lieu d'origine et dans les destinations. Dans divers contextes de mobilité, la diversité des ménages formés par les familles, ainsi que la complexité des pratiques de multi-résidence ont été largement observées (Barbary et Dureau, 1993). Néanmoins, dans des contextes de migration internationale, notamment dans le cadre des études sur le transnationalisme, la focale a davantage été mise sur les compositions de ces ménages à destination (Dureau, 2002). L'intérêt est ici de considérer l'ensemble des lieux de résidence de l'espace de dispersion des familles. Quelles sont les configurations résidentielles identifiées dans les différents lieux de résidence ? Chez les familles de migrants, quels sont les arrangements résidentiels à l'origine comme à destination ? Traduisent-ils des logiques de cohésion familiale ?

En tenant compte des liens de parenté et de la maison au sein de laquelle chacun réside, les familles nucléaires sont caractérisées selon leur situation résidentielle. Le premier constat est que les 92 familles nucléaires étudiées se répartissent au sein de 93 ménages. Si ces chiffres peuvent laisser penser à une quasi superposition des deux unités d'analyse, la famille nucléaire

¹⁶⁵ Pour rappel, je considère le seuil minimal de six mois pour définir la résidence commune d'individus au sein d'un même ménage (voir chapitre 1).

et le ménage, il convient d'aller au-delà. Il existe en effet une diversité de situations résidentielles liée, en grande partie, à la dispersion des familles nucléaires.

2.1. La décohabitation comme indicateur de la dispersion

Deux situations résidentielles sont observées. Si la famille nucléaire est réunie dans son intégralité au sein d'un même ménage, il s'agit de *cohabitation*. À l'inverse, lorsque les membres d'une même famille nucléaire résident sous des toits différents, cela traduit une *décohabitation* (Tableau 21)¹⁶⁶.

	Cohabitation	Décohabitation	Total
Nombre de familles nucléaires	68	24	92
% de familles nucléaires	74%	26%	100%

Tableau 21 : La situation résidentielle des familles nucléaires. Source : enquête famille (92 familles nucléaires).

Les situations de cohabitation dominent parmi les familles nucléaires : les membres de 74% des familles nucléaires résident ensemble. La part conséquente des situations de décohabitation (26% des familles nucléaires) correspond majoritairement à des cas de migration (75% des familles nucléaires en situation de décohabitation). Les autres situations de décohabitation résultent d'une séparation du couple fondateur ayant des enfants nés de leur union¹⁶⁷ (25%). Dans la majorité des cas étudiés, les enfants restent avec leur mère. Les pères résident dans un autre ménage, avec une nouvelle famille nucléaire¹⁶⁸. (Tableau 22).

	Décohabitation liée à la migration	Décohabitation liée à une séparation conjugale	Total
Familles nucléaires en situation résidentielle de décohabitation	75%	25%	100%

Tableau 22 : Les raisons de la décohabitation. Source : enquête famille (24 familles nucléaires).

Quant aux décohabitations liées aux migrations, elles s'opèrent dans un large périmètre géographique. En effet, les familles nucléaires en situation de décohabitation liée à la migration

¹⁶⁶ Les ménages étudiés se composent de 1 à 12 individus avec une médiane de 3 individus par ménage et un écart type de 2 individus.

¹⁶⁷ Pour de très rares cas, la décohabitation résulte d'une récente mise en couple des fondateurs qui ne résident pas encore sous le même toit.

¹⁶⁸ Les pères sont ceux qui font partie de mon échantillon et j'intègre alors leurs enfants nés de cette précédente union.

sont majoritairement dispersées dans des pays différents (71% des familles en décohabitation liée à la migration) ou différentes communes au Nicaragua (29%).

L'enquête montre que la majorité des décohabitations liées à la migration correspond au départ d'un ou plusieurs membres de la famille nucléaire (84% des familles en décohabitation liée à la migration). La part restante renvoie à deux cas de figure. Il arrive que certains couples se soient formés au cours d'une expérience migratoire aujourd'hui achevée. Les conjoints sont chacun rentrés dans leur lieu d'origine, vivant une conjugalité séparée, jusqu'à ce qu'ils puissent se réunir sous le même toit (11% des familles en décohabitation liée à la migration). Autre possibilité : lors du départ des parents en migration, certains enfants sont confiés à leurs grands-parents. Au retour des parents, après des absences plus ou moins longues, certains enfants décident de ne pas retourner vivre avec leurs parents (5% des familles en décohabitation liée à la migration) (Tableau 23). Ces cas de rupture, conséquence parfois de l'absence prolongée des parents en migration, sont durement vécus. Juana, partie à Saragosse en 2008 lorsque sa fille avait trois ans, et revenue à Somotillo en 2013, raconte¹⁶⁹ :

« J'ai dit à ma mère que je partais pour trois ans. Mais au final, cela m'a pris plus de temps parce que, tout d'abord, j'ai dû rembourser ma dette [pour partir]. Ensuite, je devais envoyer de l'argent à ma mère qui se chargeait de ma fille et j'envoyais aussi de l'argent pour payer les médicaments de mon père. Et je voulais avoir ma maison pour ma fille et moi. Tout cela coûte bien plus que ce que l'on prévoit et c'est comme ça que je suis finalement restée cinq ans. [...] Je suis rentrée lorsque mon père est décédé en 2013. Je voulais être présente à l'enterrement et je ne pouvais laisser ma mère seule avec ses petites-filles. Elle s'occupait de ma fille de huit ans et des deux filles de ma sœur qui ont aujourd'hui seize et dix-sept ans. [...] Les premiers mois avec ma fille ont été compliqués car ma fille ne me reconnaissait pas comme sa mère. Je me suis pourtant efforcée de rester en lien avec elle. Je l'appelais tous les jours et régulièrement par Skype. Bien sûr que ce n'est pas comme partager la même maison, prendre ses repas ensemble...alors il a fallu que nous apprenions à nous connaître à nouveau. [...] En arrivant, j'ai récupéré ma fille dans ma nouvelle maison, elle se sentait perdue et pleurait beaucoup, cela m'a déchiré le cœur. J'ai compris qu'il fallait faire les choses petit à petit alors je la couchais chez sa grand-mère et quand elle dormait profondément je la portais chez nous. Au début, ses réveils étaient compliqués. » (Entretien complémentaire réalisé à Somotillo en mai 2016)

¹⁶⁹ Cet entretien est particulièrement riche pour rendre compte du coût social de la migration. La suite de l'entretien est disponible en annexe 11.

	Départ en migration d'un ou plusieurs membres	Conjugalité séparée de migrants de retour	Rupture résidentielle entre enfant et parent-migrant de retour	Total
Familles nucléaires dont la décohabitation est liée à la migration	84%	11%	5%	100%

Tableau 23 : Les différentes modalités de décohabitation liée à la migration. Source : enquête famille (18 familles nucléaires).

2.2. Ménage simple et ménage composite : comprendre les arrangements résidentiels familiaux

Les situations de cohabitation et de décohabitation sont donc très fortement liées au phénomène migratoire. Mais qui réside avec qui ? L'analyse de la composition des ménages et des liens de parenté de ses membres permet de comprendre les effets de séparation et de regroupement ainsi que les logiques sociales, qui organisent les situations résidentielles.

Le ménage correspond à l'ensemble des occupants, apparentés ou non, d'un même logement. Ce ménage peut correspondre à un simple partage du logement entre plusieurs individus¹⁷⁰ mais aussi à une gestion commune du budget. Quoiqu'il en soit, deux types de ménages sont identifiés : le *ménage simple* et le *ménage composite*¹⁷¹.

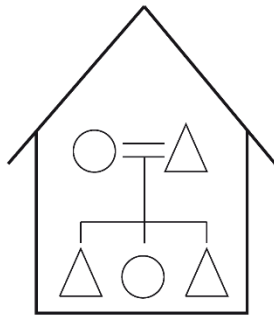
Le premier groupe correspond au ménage simple (Figure 15). Il est exclusivement composé de membres d'une même famille nucléaire, qu'ils soient au complet (*ménage simple complet*) ou non (*ménage simple tronqué*). Il s'agit d'un ou deux parents ainsi que de leurs enfants. La seconde catégorie correspond au ménage composite (Figure 16). Il est constitué d'au moins deux familles nucléaires, qu'elles soient complètes ou tronquées.

¹⁷⁰ Un ménage peut aussi être composé d'une seule personne.

¹⁷¹ P. Laslett et A. Chamoux (1972), proposent une typologie similaire des ménages. Les trois types proposés sont ceux d'une ou plusieurs familles nucléaires qui vivent sous le même toit, ou d'une famille nucléaire et d'un individu co-résidents et ayant un lien de filiation. L'accent est ensuite mis sur l'identification des générations des individus de référence.

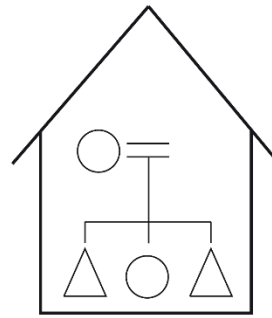
Chapitre 4

Famille nucléaire en situation de cohabitation

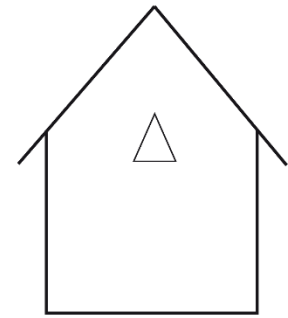


Ménage simple complet

Famille nucléaire en situation de décohabitation



Ménage simple tronqué



Ménage simple tronqué

Légende:

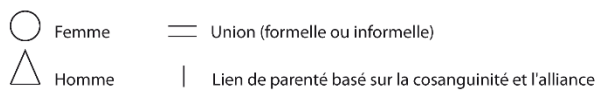
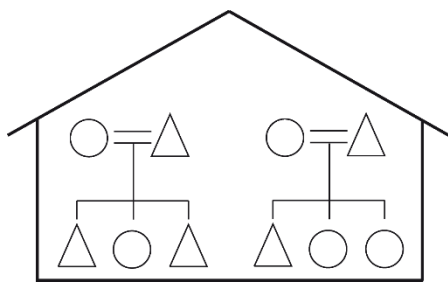


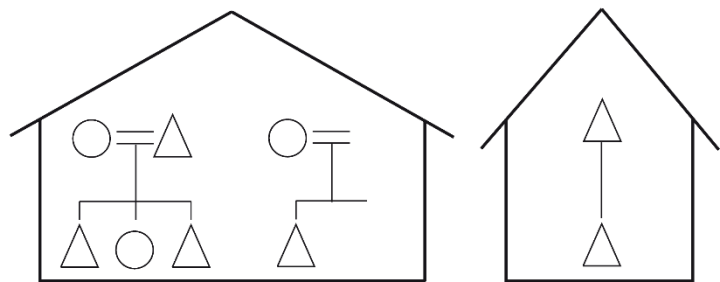
Figure 15 : Exemples de configurations du ménage simple. Réalisation : auteure.

Configuration 1



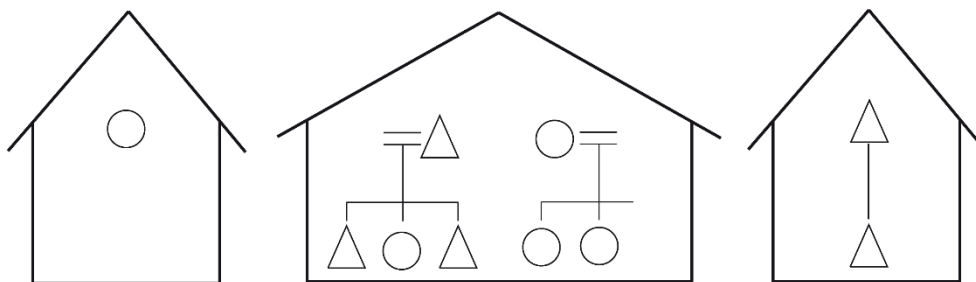
Ménage composite
formé de deux familles nucléaires complètes

Configuration 2



Ménage composite
formé de deux familles nucléaires
l'une complète (à gauche), l'autre tronquée (à droite)

Configuration 3



Ménage simple tronqué

Ménage composite
formé de deux familles nucléaires tronquées

Ménage simple tronqué

Légende:

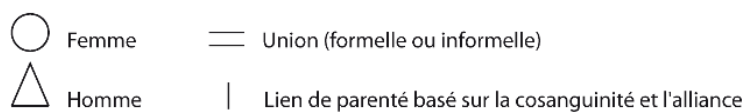


Figure 16 : Exemples de configurations du ménage composite. Réalisation : auteure.

Parmi les 93 ménages identifiés par les enquêtes¹⁷², 72 ménages simples et 21 ménages composites sont dénombrés (Tableau 24). Cette proportion traduit, comme illustré par la suite, l'importance des arrangements résidentiels liés à la migration (par solidarité, par intérêt partagé) qui s'opèrent à l'échelle du groupe ou de la sphère familiale, ou même d'un cercle extra familial (amis, voisins).

	Ménage simple	Ménage composite	Total
Nombre de ménages	72	21	93
% des ménages	77%	23%	100%

Tableau 24 : Répartition des ménages. Source : enquête famille.

2.2.1. Ménage simple : la séparation familiale engendrée par la migration

Le ménage simple est le plus courant (77% des ménages). Plus précisément, le ménage simple complet prévaut (68% des ménages simples) (Tableau 25).

	Ménage simple complet	Ménage simple tronqué	Total
Nombre de ménages simples	49	23	72
% des ménages simples	68%	32%	100%

Tableau 25 : Les configurations de ménage simple. Source : enquête famille.

Le ménage simple complet est formé d'une famille nucléaire complète : il y a superposition entre ces deux unités d'analyse (Photographie 3). En général, ces ménages s'organisent de la manière suivante : les mères sont responsables des travaux domestiques, aidées par les filles à partir de l'adolescence. Elles gèrent le budget du ménage et l'allocation des ressources financières dans les différents postes de dépense (Poncela, 1999). Les pères sont les principaux pourvoyeurs de ressources financières. Les autres membres de la famille peuvent générer des ressources financières par des activités d'auto-emploi ou de salariat qu'ils mettent entièrement ou partiellement à disposition du ménage. Les parents prennent les décisions au sein du ménage.

La composition des ménages simples tronqués varie selon le lieu de résidence. Dans le lieu de référence (localités de la vallée du Río Negro), dans la quasi-totalité des ménages simples tronqués, un seul membre est absent. Ce sont surtout les enfants de ces familles nucléaires qui s'absentent, fille comme fils. Lorsque les membres fondateurs migrent, il s'agit

¹⁷² Pour rappel, l'enquête famille se compose de 92 familles nucléaires et 93 ménages.

généralement du père et, dans ce cas, la famille nucléaire se réorganise pour gérer le quotidien et les activités¹⁷³ (voir chapitre 8). Lorsque les deux parents migrent, les enfants sont souvent en bas âge et alors confiés à leurs grands-parents. Ils forment des ménages composites. Il est courant que ceux qui restent, le plus souvent la mère et ses enfants, intègrent le ménage de leurs parents, en particulier pour les familles en formation (voir section 2.2.2).



Photographie 3 : (À gauche) Les membres d'un ménage simple complet dans une localité de la commune de Somotillo. Le père de famille s'absente trois mois par an, lors de la saison sèche pour aller travailler à l'étranger. (À droite). Les membres d'un ménage simple complet dans une localité de la commune de Santo Tomas del Norte. Leur fils est né en 2013, deux ans après le retour de ce père de famille des États-Unis après cinq années d'absence. La famille attend, aujourd'hui, l'arrivée de leur second enfant. Sources : auteure (2016).

Dans les lieux de destination, les familles nucléaires tronquées sont souvent formées d'un seul individu, celui parti du lieu d'origine. Mais, en pratique, ces migrants s'installent rarement seul (Camarero Rioja, 2010; Cortes, 2011; Baby-Collin, 2014). Les raisons sont multiples : ressources économiques limitées, logique de minimisation des dépenses sur place, accès restreint au logement pour les individus en situation irrégulière. Ils partagent donc leur logement avec des membres de leur sphère familiale, des amis, d'autres migrants de la communauté hispanique ou avec leur employeur. Ces situations dépendent de leurs réseaux sociaux à destination et des activités qu'ils exercent (voir chapitre 6). Quoi qu'il en soit, il s'agit, en pratique, de ménages composites. J'y reviendrai donc dans la section 2.2.2, même si les statistiques les appréhendent ici en tant que ménage simple tronqué. Le cas de l'Espagne étant particulier, je le traite ici. La filière migratoire identifiée est liée à une niche d'emploi spécifique : l'aide à domicile à plein temps auprès de personnes âgées (voir chapitre 6).

¹⁷³ En revanche, lorsqu'un des fondateurs s'absente pour des mobilités circulaires (moins de six mois), la famille ne change pas son mode d'habiter.

Chapitre 4

Les migrantes travaillent et sont logées chez leur employeur. Leur logement et leur alimentation sont pris en charge, en plus de leur salaire mensuel. Elles sont mobilisables 24 heures sur 24 pour accompagner leur employeur (Photographie 4). Généralement, ces femmes ont un ou deux jours de repos tous les dix jours. Elles rejoignent alors le ménage, cette fois composite, de parents proches ou d'amis, chez qui elles louent un lit dans une chambre partagée avec plusieurs autres femmes. Le montant varie selon le nombre de jours et nuits qu'elles occupent par mois.

Jocelyne (28 ans), vit à Saragosse (Espagne) où elle a obtenu la résidence 4 ans après son arrivée, en 2011 :

« Nous louons cet appartement avec mon mari, le contrat est à notre nom. Le prix du loyer est de 610 euros/mois avec les charges. Avant nous partagions à part égale entre tous les occupants. Il y a quelques mois nous avons décidé d'ajuster le loyer selon les nuits que chacun passe dans l'appartement. Il y a quatre chambres. Osmin et moi payons 180 euros/mois et vivons tous les jours ici. Tout comme deux amies originaires de chez nous [San Juan de Cinco Pinos] qui partagent une chambre à 130 euros/mois. Mon frère et sa copine payent le même tarif. Dans la quatrième chambre, il y a 3 lits pour deux cousines et une tante qui passent entre 1 et 3 nuits par semaine ici selon leur travail. Elles payent 170 euros/mois entre elles trois. Beaucoup de migrantes, comme nous, nous sollicitent pour obtenir une chambre partagée sinon elles doivent passer leurs jours de repos chez leur employeur et c'est éprouvant. Et puis, à un moment, elles ne peuvent plus solliciter leurs amis pour qu'ils les accueillent car la vie est difficile pour tous les migrants ici. » (Entretien réalisé en janvier 2015 à Saragosse)



**Photographie 4 : Employeuse et employée migrante sous le même toit à Saragosse (Espagne).
Source : auteure (2015).**

2.2.2. *Ménage composite : la traduction de solidarités familiales*

Le ménage composite représente quant à lui 33% des ménages recensés. Ces ménages se forment dans le lieu d'origine des familles nucléaires (71% des ménages composites) et dans une moindre mesure dans les lieux de destination (29%), même si la réalité des ménages simples tronqués à destination traduit finalement l'existence de ces ménages composites. Cela signifie que les arrangements résidentiels, et donc les solidarités familiales, ne s'expriment pas seulement dans les lieux de destination de la migration (comme souvent observé) mais également dans les espaces de départ (Photographie 5).

Les raisons qui conduisent les individus de différentes familles nucléaires à cohabiter sont surtout liées à la migration (67% des ménages composites). Dans le lieu de destination, les migrants, à leur arrivée, s'installent dans le ménage d'un membre de leur famille le temps de prendre leurs marques ou pour de plus longues durées. Dans les sites d'enquête aux États-Unis et au Costa Rica, les membres des ménages composites s'organisent par tâche du quotidien (ménage, cuisine, garde des enfants) et se répartissent les frais du ménage par poste de dépense (alimentation, électricité et internet, loyer). Selon les relations entretenues entre les membres du ménage, la situation professionnelle de chacun (avec ou sans emploi, horaires de travail) et le mode de versement des salaires (à la quinzaine, mensuel, irrégulier), les modalités d'organisation varient. L'exemple de Becker (28 ans), qui réside en situation irrégulière à San José, illustre le vécu résidentiel en migration.

« Je vis avec mon frère dans une « cuartería¹⁷⁴ » où nous vivons dans la même chambre. Nous partageons les autres pièces avec les locataires qui sont aussi des migrants nicaraguayens. Quand notre frère vient en mars, nous louons une des chambres plus grandes qui est plus chère. Si nous ne lui avons pas trouvé de travail avant son arrivée, on prend en charge sa part du loyer le temps qu'il commence à travailler. En échange, il nous prépare le petit-déjeuner à 4h et notre déjeuner à emporter sur les chantiers. » (Entretien réalisé en novembre 2014 à San José)

Dans le lieu d'origine, le départ d'un parent ou d'un conjoint conduit les membres de la famille qui restent à se rassembler sous le même toit, avec d'autres membres de leur groupe

¹⁷⁴ La « cuartería » est l'équivalent d'un logement partagé où chacun dispose d'une chambre avec toilettes privatisées et bénéficie de l'accès aux pièces communes.

familial. Dans la plupart des cas, ces familles, en formation majoritairement, résidaient déjà chez leurs parents ou chez leurs beaux-parents. Ils ont alors « formalisé » la décision de se maintenir chez eux. La majorité de ces jeunes familles s'installe généralement chez les parents du mari. Lorsque ce dernier migre, les conjointes choisissent souvent de retourner chez leurs parents avec leurs enfants le temps de la migration. Les retours de migration conduisent également certains individus à s'établir dans le ménage de leurs proches (groupe familial).

Les décohabitations des familles nucléaires, non directement liées à la migration, recouvrent plusieurs situations. D'une part, la rupture entre deux conjoints est l'une des raisons de l'existence des ménages composites (13% des ménages composites). Plus de la moitié de ces ruptures conduisent à des retours de migration. Autrement dit, l'échec conjugal à destination justifie le retour de certains migrants dans leur lieu d'origine. Soit le couple était parti ensemble en migration et, suite à une mésentente, l'un rentre et l'autre reste à destination, soit ils se séparent une fois rentrés au pays d'origine. Ces ruptures peuvent être liées à des projections divergentes au sein du couple du sens à donner au retour et de leur rapport au lieu d'origine comme espace d'ancrage affectif et identitaire (lieu d'installation, proximité à la famille, développement d'activité). Même si, durant l'enquête famille, ce cas n'a pas été recensé, il faut souligner que l'échec conjugal peut aussi résulter de la mise à distance entre les conjoints durant plusieurs années. Ces situations rendent compte du coût social de la migration qui peut affaiblir l'attachement conjugal et fragiliser les cellules familiales (Le Gall et Therrien, 2013). Cette mise à distance est coûteuse pour les conjoints, en particulier pour les femmes qui restent (Cortes, 2016). En effet, de ce que j'ai pu observer, elles sont souvent victimes d'un contrôle social renforcé (y compris de leur belle-famille), notamment pour l'usage de l'argent envoyé par leur conjoint migrant. De plus, elles doivent assumer des charges supplémentaires dans les activités (Barou, 2001; Trousselle, 2016). Certains auteurs montrent même que la conjugalité séparée peut-être cultivée par les parents du couple afin de s'assurer de la réception des remises migratoires au détriment du bien-être du couple (Feldman, 2013).

Les décohabitations non directement liées aux migrations concernent, d'autre part, celles et ceux qui avancent dans l'âge et se retrouvent seul·e·s (veuvage, séparation ancienne), et qui choisissent parfois de se regrouper entre personnes isolées ou d'être hébergé·e·s par des membres de leur groupe familial (10% des ménages composites). Enfin, comme précédemment expliqué, certains individus, le plus souvent de jeunes couples, restent dans le ménage parental jusqu'à ce que leur situation économique leur permette de former leur propre ménage (10% des ménages composites).

Chapitre 4

Les ménages composites rassemblent parfois des membres de différents groupes familiaux d'une même sphère, dont les liens de parenté sont directs et indirects. Ces situations traduisent l'existence de forme d'entraide et de cohésion, se jouant à la fois au niveau inter et intra-générationnel au sein des familles.

Parmi les ménages composites, 43% traduisent des solidarités intergénérationnelles puisqu'ils rassemblent les parents (ou l'un des deux) et l'un ou plusieurs de leurs enfants, avec ou sans leur famille nucléaire (sur deux ou trois générations donc). Ces configurations s'observent exclusivement dans le lieu d'origine. Dans la majorité des cas, ce sont les parents qui accueillent chez eux leurs enfants et leur famille nucléaire. Comme déjà mentionné, un départ ou un retour de migration, une séparation ou une situation économique précaire sont les raisons, uniques ou combinées, qui conduisent les enfants à résider avec leurs parents, accompagnés ou non de leur propre famille nucléaire. Il existe quelques cas où ce sont les parents (les deux ou un seul) qui vivent chez l'un de leurs enfants lorsqu'ils deviennent plus dépendants avec l'âge.



Photographie 5 : Deux familles nucléaires et trois générations cohabitent dans la même maison dans une localité de Somotillo. (De gauche à droite) Domingo est le père de ce groupe familial. Enma et Xiomara sont ses filles. Odelba est la femme de Lorenzo, fils de Domingo, ensemble ils ont trois fils (au premier plan) et deux filles (à l'école au moment de la photo). Source : auteure (2015).

Les ménages composites révèlent tout autant la force des liens intra-générationnels, notamment lorsqu'ils rassemblent deux membres de la même fratrie, accompagnés ou non de leur famille nucléaire (29% des ménages composites). Ces situations ont la spécificité d'être uniquement recensées dans les lieux de destination (Photographie 6). L'exemple de Marlen (comme celui précédent de Becker) éclaire les raisons qui poussent les migrants à former ce

type de ménage. Marlen (35 ans) est originaire d'El Rodeito (Somotillo). Il est parti au Costa Rica en 2000. Aujourd'hui, il vit avec sa femme Iris et son fils dans la périphérie de San José. Depuis 2004, ils se sont installés avec sa belle-sœur et sa famille nucléaire afin de faciliter l'organisation de leur quotidien.

« Quand j'ai connu Iris en 2001, je travaillais sur des chantiers en dehors de la capitale. Je m'absentais durant plusieurs jours voire plusieurs semaines. Iris était souvent seule et cela ne la rassurait pas. Sa sœur et son mari venaient d'avoir leur premier enfant. Ils nous ont proposé que nous nous installions ensemble comme cela Iris ne serait plus seule en mon absence et elle pourrait aider sa sœur qui devait reprendre le travail au plus vite pour subvenir aux besoins de sa famille. Nous avons accepté car les loyers sont chers ici. Aujourd'hui, cela fait 10 ans que nous vivons tous ensemble et nous avons changé trois fois de logement. ». (Entretien réalisé en novembre 2014 à San José)



Photographie 6 : Visages d'un ménage composite à La Nouvelle-Orléans. (À gauche) Ruth est partie de sa localité de Santo Tomas del Norte en 2005. Elle rencontre Victor l'année de son arrivée, originaire du Honduras et arrivé aux États-Unis en 2002. Leur enfant naît en 2006. (À droite) En 2013, Daniel rejoint sa sœur Ruth après un voyage de plusieurs mois. Il emménage sous leur toit. Source : auteure (2016).

Lors du départ des parents en migration (Espagne, États-Unis ou Costa Rica), les enfants sont le plus souvent confiés à leurs grands-parents jusqu'à leur retour, comme l'exemple précédent de Juana en témoigne : 19% des ménages composites rendent compte de cette situation. Cette réalité des liens familiaux soumis à la distance renvoie à une abondante

littérature portant sur les soins transnationaux¹⁷⁵. Aujourd'hui, l'échange de soins est au cœur de la définition de famille transnationale (Bryceson et Vuorela, 2002). Il est analysé sous différents angles, celui de la maternité à distance (« *transnational motherhood* »), et de ses conséquences à une échelle familiale plus large et intergénérationnelle (« *global care chains* »¹⁷⁶) (Hondagneu-Sotelo et Avila, 1997; Hochschild, 2000). Le coût émotionnel de la séparation est réel pour les mères comme pour les enfants. Le projet de mobilité est sans cesse remis en question par celles parties et celles et ceux qui restent autour de ce dilemme « argent ou famille » ou « amour ou or », tel que formulé par les auteurs, autrement dit le jeu des émotions versus les considérations économiques (Parreñas, 2001; Carbajal, 2008; Merla et Baldassar, 2010) (voir chapitre 8). De ce que j'ai pu observer, les soins à distance concernant les enfants ou parents âgés des migrants donnent lieu à des négociations permanentes au sein du groupe familial. Elles dépendent de la situation des uns et des autres, de la destination du migrant et des personnes à qui sont confiés ses proches. Ces logiques sociales autour du soin sont, de fait, en recomposition permanente et dépendent de l'engagement de ceux qui restent et ceux qui partent soumis à l'épreuve du temps des migrations (Winters, 2014).

Enfin, 10% des ménages composites, localisés dans le lieu de destination, sont formés de migrants ayant un lien de parenté éloigné, membre de leur sphère familiale (cousins ou tantes). Bien que moins significative, cette proportion indique là encore que les arrangements résidentiels et les solidarités familiales dépassent largement le niveau des familles nucléaires, pouvant se jouer à l'échelle de la famille élargie.

Ainsi, concrètement, ces ménages composites peuvent prendre deux configurations, soit ils sont formés de deux familles nucléaires (au complet ou non) (81% des ménages composites); soit de trois ou quatre familles nucléaires (au complet ou non) (19%). Ces arrangements résidentiels se distinguent selon le type de lien de parenté et le lieu d'implantation de ces ménages (Tableau 26).

¹⁷⁵ Les soins transnationaux renvoient au terme anglo-saxon « *care* » souvent mobilisé dans les travaux scientifiques qui désigne le travail de reproduction sociale (Merla et Degavre, 2016).

¹⁷⁶ Cette auteure pionnière définit les « *global care chains* » comme « *l'ensemble de liens activés entre des personnes au niveau mondial et fondés sur du soin rémunéré ou non* »* (Hochschild, 2005 :34).

Composition des ménages	Ménage composé de 2 familles nucléaires			Ménage composé de 3 ou 4 familles nucléaires		
Lieu de l'espace de dispersion	Lieu d'origine		Lieu de destination	Lieu d'origine	Lieu de destination	
Types de lien	Parent - Enfant	Grands-parents - Enfant	Fratricie	Parent - Enfant	Fratricie	Sphère familiale

Tableau 26 : Composition et localisation des ménages composites. Source : enquête famille.

La première configuration correspond aux ménages composés de deux familles nucléaires, au complet ou non. Dans la vallée du Río Negro, il s'agit soit d'enfants venant s'installer chez leurs parents avec les membres de leur famille nucléaire, soit d'un individu seul rejoignant le ménage de ses parents ou grands-parents. Dans les lieux de destination, il correspond à un membre de la fratrie qui s'installe dans la famille de sa sœur ou de son frère, avec ou sans sa famille nucléaire.

La seconde configuration renvoie à des ménages composés de plus de deux familles nucléaires (19%). Plus précisément, ces ménages rassemblent, à part égale, trois ou quatre familles nucléaires, au complet ou non. Dans ces ménages, au moins deux familles nucléaires sont incomplètes. Dans les lieux de destination, ces ménages sont formés par des fratries ou des membres éloignés de la famille (cousins, tantes et oncles, voire grand-tante). En revanche, dans le lieu d'origine, ces ménages correspondent à l'installation des enfants et de leur famille nucléaire au sein du domicile parental pour des raisons diverses (ruptures, situation économique, retour de migration).

Lionel, père de famille de 62 ans vit avec sa femme à El Caïmito (Somotillo) ainsi que trois de ses enfants et leur famille respective.

« Nous sommes neuf personnes à vivre dans cette maison. Une de mes filles nous a rejoint en 2013 avec son bébé lorsque son mari est parti pour les États-Unis. L'an dernier, une autre est rentrée de Managua où elle était partie travailler. Elle a connu son compagnon là-bas mais lui est de León. Ils ont un fils. Pour le moment ils ne vivent pas ensemble, je ne sais trop pourquoi. [...] Il y a quelques mois, mon fils est rentré du Salvador avec sa femme et leur fils. Cela faisait plus de 10 ans qu'il vivait là-bas et puis il a décidé de rentrer. Il n'a rien ici alors en attendant qu'ils construisent leur maison, nous les avons avec nous. »
(Entretien réalisé à El Caïmito en juillet 2014).

En résumé, les arrangements résidentiels à l'origine sont cantonnés à l'échelle du groupe familial et le rôle des fondateurs est central. Dans les lieux de destination, ces arrangements

résidentiels impliquent fortement les fratries et activent d'autres liens à l'échelle de toute la sphère familiale.

2.2.3. *Situation résidentielle et cycle de vie des familles nucléaires : les stratégies familiales face à dispersion*

Cette étape de l'analyse croise les étapes du cycle de vie familial avec les situations résidentielles. Il s'agit d'approfondir l'analyse des capacités des familles nucléaires à s'entraider au cours de leur vie, autrement dit à « faire système » dans la dispersion.

Quelle que soit l'étape de cycle de vie des familles nucléaires, la majorité cohabite, à des degrés divers, au sein du même ménage. Néanmoins, la part des décohabitations semble coïncider avec certaines étapes du cycle de vie (Tableau 27).

		Situation résidentielle de cohabitation	Situation résidentielle de décohabitation	Total
Étapes du cycle de vie familial	Formation (48% des familles)	73%	27%	100%
	Consolidation (9% des familles)	71%	29%	100%
	Émancipation (17% des familles)	61%	39%	100%
	Transmission (26% des familles)	100%	0%	100%

Tableau 27 : Morphologies des familles nucléaires appréhendées par les critères du cycle de vie familial et de la situation résidentielle. Source : enquête famille (92 familles nucléaires).

Les familles nucléaires en formation et en consolidation présentent les taux de décohabitation les moins élevés (moins de 30% pour ces deux catégories). Ces situations de décohabitation s'expliquent par le départ en migration d'un des deux conjoints pour répondre à des besoins et des projets liés aux premières étapes de leur cycle de vie (construction de la maison, arrivée du premier enfant), pour les familles en formation, ou aux enfants qui grandissent (scolarité et études supérieures) pour celles en consolidation. Ces décohabitations s'expliquent aussi par la récente mise en couple des fondateurs qui ne résident pas encore dans le même lieu (familles en formation). Parfois, ce sont les enfants des familles en consolidation qui partent pour poursuivre des études supérieures.

La décohabitation est plus importante en revanche pour les familles nucléaires en phase d'émancipation (39% des situations résidentielles). En effet, comme déjà évoqué, les jeunes adultes (15-30 ans), célibataires et sans enfant, cherchent à prendre leur indépendance par le recours à la migration.

Enfin, la totalité des familles nucléaires en phase de transmission ont leurs membres qui vivent sous le toit. Les membres vieillissant de ces familles recentrent leur projet en un lieu unique, à l'origine ou en migration. Ils ont terminé leurs cycles de migration nécessaires à l'accumulation de ressources. Ils se maintiennent au sein de leur logement, seul ou avec un membre de leur fratrie ou rejoignent le ménage d'un de leurs enfants.

L'analyse du lien entre cycle de vie familial et types de ménage (Tableau 28) permet d'approfondir les liens de solidarité familiale, certaines familles nucléaires étant plus à même à la fois de s'assumer et de prendre en charge au sein de leur ménage d'autres membres de leur parentèle en situation plus vulnérable.

		Cohabitation		Décohabitation	
		Ménage simple	Ménage composite	Ménage simple	Ménage composite
Étapes du cycle de vie familial	Formation	92%	8%	82%	18%
	Consolidation	91%	9%	50%	50%
	Émancipation	71%	29%	67%	33%
	Transmission	57%	43%	0%	0%

Tableau 28 : Types de ménage formés selon l'étape de cycle de vie de la famille nucléaire et la situation résidentielle. Source : enquête famille (93 ménages).

La situation résidentielle des familles nucléaires en formation est significative. Lorsque les membres d'une même famille nucléaire cohabitent, c'est-à-dire qu'ils forment des ménages simples (complets ou tronqués), ils peuvent difficilement assumer la prise en charge d'autres membres de leur groupe familial. En effet, les ménages composites ne représentent que 8% des ménages dans ce cas de figure. La vulnérabilité des familles nucléaires en formation est également lisible dans les situations de décohabitation : les ménages simples (tronqués) sont là aussi prépondérants (82%). Néanmoins, lorsque l'on s'intéresse aux ménages composites (18%), on constate que les deux tiers regroupent des familles nucléaires tronquées. Elles ont besoin de l'appui de leur groupe familial pour se maintenir.

Les familles nucléaires en consolidation qui cohabitent suivent une logique similaire à celles en formation. Leur instabilité économique ne leur permet pas d'accueillir d'autres membres de leur groupe familial. Les ménages composites ne représentent que 9% dans ce cas de figure. Toutefois, lorsqu'elles décohabitent, ces familles sont plus à même de pouvoir s'assumer puisque 50% de ménages simples (tronqués donc) sont recensés.

Les familles nucléaires en phase d'émancipation, au sein desquelles les fondateurs sont plus âgés, ont atteint une certaine stabilité. Cela se traduit par la capacité à pouvoir héberger

sous leur toit des membres d'autres familles nucléaires. En effet, 29% de ces familles nucléaires en situation résidentielle de cohabitation forment des ménages composites. Ces derniers sont également fréquents dans les situations de décohabitation (33%). Si les familles en phase d'émancipation bénéficient d'une certaine stabilité, se regrouper est une stratégie pour réduire leur vulnérabilité notamment dans les lieux de destination.

Les membres des familles nucléaires en phase de transmission, enfin, résident sous le même toit, seuls (57%) ou avec d'autres familles nucléaires (43%). Les familles en phase de transmission sont en effet en mesure de prendre en charge d'autres familles nucléaires plus vulnérables, généralement celles de leurs enfants en cas de ruptures conjugales ou d'un départ en migration. Selon l'âge des membres de ces familles nucléaires en transmission, la logique peut être inverse avec la prise en charge par les enfants de leurs parents au sein de leur ménage.

3. Construire l'espace de dispersion : morphologies des multi-localisations familiales

Quelles sont, au moment des enquêtes, les morphologies socio-spatiales de la dispersion des familles liées aux pratiques de migration¹⁷⁷? Ces morphologies rendent-elles compte d'une dispersion diffuse ou à l'inverse concentrée dans les lieux ? Voit-on des filières familiales de mobilité ou des logiques individuelles et pionnières prévalent-elles ? Quels sont les potentiels de ces morphologies en matière de maintien de la cohésion familiale, d'impulsion de nouveaux départs en migration et en mobilité circulaire ?

L'étude porte ici sur la manière dont les familles déploient, dans l'espace, leur logique de dispersion. Cette analyse des morphologies spatiales de la dispersion est un prérequis pour comprendre les stratégies des familles et leurs capacités à tirer des ressources de la multi-localisation. Les différentes morphologies de l'espace de dispersion traduisent en réalité des potentialités différenciées de circulations, des connexions d'intensité variable entre les individus mobiles et non mobiles, des fabrications de chaînes migratoires familiales dans certains pays ou lieux spécifiques.

¹⁷⁷ La majeure partie de cette section prend en compte les migrations pour appréhender les morphologies de l'espace de dispersion des familles. Dans un dernier temps, cependant, j'interroge ces morphologies au regard des pratiques de mobilités circulaires.

Les morphologies de dispersion s’appréhendent à l’échelle du groupe familial dans la mesure où, comme je l’ai montré précédemment, cette unité sociale est le socle des solidarités familiales et des organisations socio-résidentielles dans la dispersion. La démarche est ici de proposer une typologie, établie sur les pratiques migratoires des 33 groupes familiaux qui composent les huit sphères familiales étudiées.

Deux critères permettent d’appréhender l’espace de dispersion : l’*intensité de dispersion* et l’*extension spatiale de dispersion*.

L’intensité de dispersion d’un groupe familial se définit en mettant en rapport deux variables : *i*) le nombre de migrants et *ii*) le nombre de familles nucléaires qui le compose.

Le critère de l’extension spatiale de la dispersion, quant à lui, renvoie à deux indicateurs : *i*) la *densité* de dispersion qui est calculée à partir du rapport entre le nombre de destinations et le nombre d’individus composant le groupe familial ; *ii*) la *polarisation* qui renvoie au nombre de lieux par catégorie de distance-temps.

L’analyse des résultats, associant ces deux critères, permet au final d’identifier trois figures de la dispersion familiale.

3.1. L’intensité de dispersion familiale

Au total, comme déjà mentionné 31% des individus renseignés par l’enquête sont des migrants (88 sur 285) (voir section 1.2.1). Ces migrants se répartissent au sein de 25 groupes familiaux sur un total de 33 étudiés. Autrement dit, seulement 24% des groupes familiaux étudiés n’ont pas de membre migrant au moment des enquêtes. Les groupes familiaux ayant des migrants sont composés de 63 familles nucléaires (sur un total de 92 étudiées).

Plus le nombre de familles nucléaires impliquées dans la migration est important, plus l’intensité de dispersion du groupe familial est considérée comme élevée (Tableau 29) : 31% des groupes familiaux (10) ont ainsi une dispersion forte, 24% des groupes familiaux (8) une dispersion moyenne et 21% des groupes familiaux (7) une dispersion faible.

Critère de l’intensité de dispersion familiale (% des familles nucléaires dont un membre est migrant)	% des groupes familiaux
Nul (0%)	24%
Faible (1%-33%)	21%
Moyen (34%-66%)	24%
Fort (67%-100%)	31%
Total	100%

Tableau 29 : L’indicateur de l’intensité de dispersion familiale. Source : enquête famille (33 groupes familiaux).

3.2. L'extension spatiale de la dispersion familiale

L'extension spatiale est définie à partir des indicateurs de la densité de dispersion et de la polarisation. Trois niveaux de densité de dispersion sont obtenus¹⁷⁸ : forte pour 12% des groupes familiaux (4), moyenne pour 37% des groupes familiaux (12) et faible pour les 27% restants (9) (Tableau 30). Le nombre maximal de lieu de dispersion pour un groupe familial est de 7 avec une moyenne de 2 lieux de dispersion par groupe familial. Ainsi, au regard de ce critère, les groupes familiaux sont, pour la très grande majorité, faiblement ou moyennement dispersés.

Modalités du critère densité	% Groupes familiaux
Nul (0)	24%
Faible (0,1-0,20)	27%
Moyen (0,21-0,40)	37%
Fort (0,40-0,60)	12%
Total	100%

Tableau 30 : L'indicateur de densité du critère d'expansion spatiale. Source : enquête famille (33 groupes familiaux).

Les polarités de la dispersion sont appréhendées par la distance-temps qui sépare les lieux de destination de la vallée du Río Negro (voir chapitre 3)¹⁷⁹. Il ressort de l'analyse trois formes de polarisation.

La polarisation unique concerne 34% des groupes familiaux (11) : la dispersion renvoie ici à une seule catégorie de lieux en matière de distance-temps ou à un seul lieu de destination pour la majorité. La migration est de longue distance pour 45% des polarisations uniques (catégorie 3), de courte distance pour 36% (catégorie 0) et de distance intermédiaire pour 18% (catégorie 2).

La bi-polarisation (21%) renvoie à deux catégories de lieux en matière de distance-temps au sein d'un même groupe familial. Même si le nombre de lieux de la dispersion peut aller jusqu'à 5, la majorité des dispersions bipolarisées se caractérise par deux lieux de destination

¹⁷⁸ Ce ratio varie de 0 à 0,60. Pour fixer les trois modalités, j'ai réparti les groupes familiaux en trois classes homogènes.

¹⁷⁹ Pour rappel, la catégorie 1, nommée distance proche, correspond à une distance de moins de 3 heures en transport terrestre. La catégorie 2 ou distance intermédiaire, intègre les lieux localisés à entre 3 heures et 10 heures en transport terrestre. La catégorie 3, dite de distance lointaine, regroupe les lieux de destination atteints après plus de 10h en transport terrestre ou par le recours au transport aérien. J'ai nommé comme catégorie 0, les lieux situés dans la zone d'étude.

(86% des groupes). Il existe différentes combinaisons des catégories de lieux. La plus récurrente combine des lieux lointains (États-Unis, Espagne, Panama) à des communes de la zone d'étude (42%).

Enfin, 21% des groupes familiaux (7) ont un espace de dispersion multi-polarisé c'est-à-dire que trois catégories de lieux en matière de distance-temps (71%) ou la totalité des catégories (29%) sont représentées (Tableau 31). Si le nombre de lieux de destination peut aller jusqu'à 7, il est généralement réduit (3 pour 71% des groupes familiaux).

Modalités du critère polarisation	% Groupes familiaux
Nul	24%
Unique	34%
Double	21%
Multiple	21%
Total	100%

Tableau 31 : L'indicateur de polarisation du critère d'expansion spatiale. Source : enquête famille (33 groupes familiaux).

En résumé, la majorité des groupes familiaux associés à la migration, rend compte : *i)* d'une forte intensité de mobilité mais ; *ii)* de densités de dispersion moyennes ou faibles ; *iii)* des logiques de polarisation unique ou bi-polaire. Cela signifie que beaucoup de membres au sein d'un groupe familial migrent, mais de façon relativement concentrée dans l'espace. Ces résultats confirment l'effet du réseau, des chaînes et des filières migratoires familiales (Cortes, 1998; Weber, 2004). Les logiques, voire les capacités, des familles visant à démultiplier les lieux distanciés de façon simultanée sont donc à relativiser.

3.3. Cinq types de morphologie de multi-localisation familiale

Les morphologies de la multi-localisation familiale résultent du croisement des deux critères : intensité et extension de la dispersion (Tableau 32).

Type de morphologie de dispersion	Intensité de dispersion familiale	Expansion spatiale	
		Densité	Polarisation
Type 0 – Absence dispersion	Nulle	Nulle	Nulle
Type 1 – Dispersion embryonnaire	Intensité faible	Densité faible	Unique
	Intensité faible	Densité moyenne	
Type 2 – Dispersion affirmée	Intensité moyenne	Densité moyenne	Bipolaire ou multi-polarisé
	Intensité moyenne	Densité faible	
Type 3 – Dispersion marquée	Intensité forte	Densité moyenne	Unique, bipolaire ou multi-polarisé
	Intensité moyenne	Densité forte	
Type 4 – Dispersion forte	Intensité forte	Densité forte	Bipolaire ou multi-polarisé

Tableau 32 : Critères de caractérisation de l'espace de dispersion résidentielle des groupes familiaux étudiés. Source : enquête famille.

Au final, cinq types de morphologie sont ainsi obtenus (Tableau 33).

Type de morphologie de dispersion	Nombre de groupes familiaux	% des groupes familiaux
Type 0 – Absence dispersion	8	24,5%
Type 1 – Dispersion embryonnaire	7	21%
Type 2 – Dispersion affirmée	8	24,5%
Type 3 – Dispersion marquée	7	21%
Type 4 – Dispersion forte	3	9%
Total	33	100%

Tableau 33 : Typologie de l'espace de dispersion résidentielle. Source : enquête famille.

Comme déjà mentionné, 8 groupes familiaux n'ont pas de pratique de migration au moment des enquêtes (type 0).

La dispersion familiale *embryonnaire* caractérise 21% groupes familiaux ayant des migrants (7 groupes). L'intensité de dispersion est faible, avec un maximum de 33% de membres migrants et, en général, la moitié des familles nucléaires impliquées dans les processus migratoires. Par ailleurs, l'espace de dispersion présente une faible ou moyenne densité avec une polarisation unique (le plus souvent avec une seule destination migratoire, proche ou lointaine).

Chapitre 4

Le groupe familial de Renaldo (50 ans) et de Margarita (47 ans) appartient à ce premier type (Figure 17)¹⁸⁰. Ils vivent dans la localité d'El Plan Grande (San Pedro del Norte). Ils ont sept enfants âgés de 8 ans à 26 ans. Tous les membres de cette famille partagent le même ménage à l'exception du seul fils de cette famille. Il a migré, comme pionnier de son groupe familial, en 2014 vers la capitale panaméenne où il réside aujourd'hui encore. Les aînées de la famille ont terminé leurs études supérieures et sont à la recherche d'un emploi. Quant aux filles plus jeunes, elles poursuivent leur scolarité au sein de la localité. Durant la saison sèche, le père Renaldo part à Santa Rosa de Lima au Salvador après plusieurs expériences au Costa Rica.

¹⁸⁰ Si cette typologie est élaborée à partir des migrations mises en œuvre par les familles, j'ai choisi de représenter également l'espace de dispersion résultant des pratiques à la fois de migration et de mobilité circulaire afin d'introduire progressivement la section 4. Suite à plusieurs essais, une typologie tenant compte de ces deux types de mobilité ne permettait pas de mener une analyse pertinente pour discuter des articulations des types de mobilité.

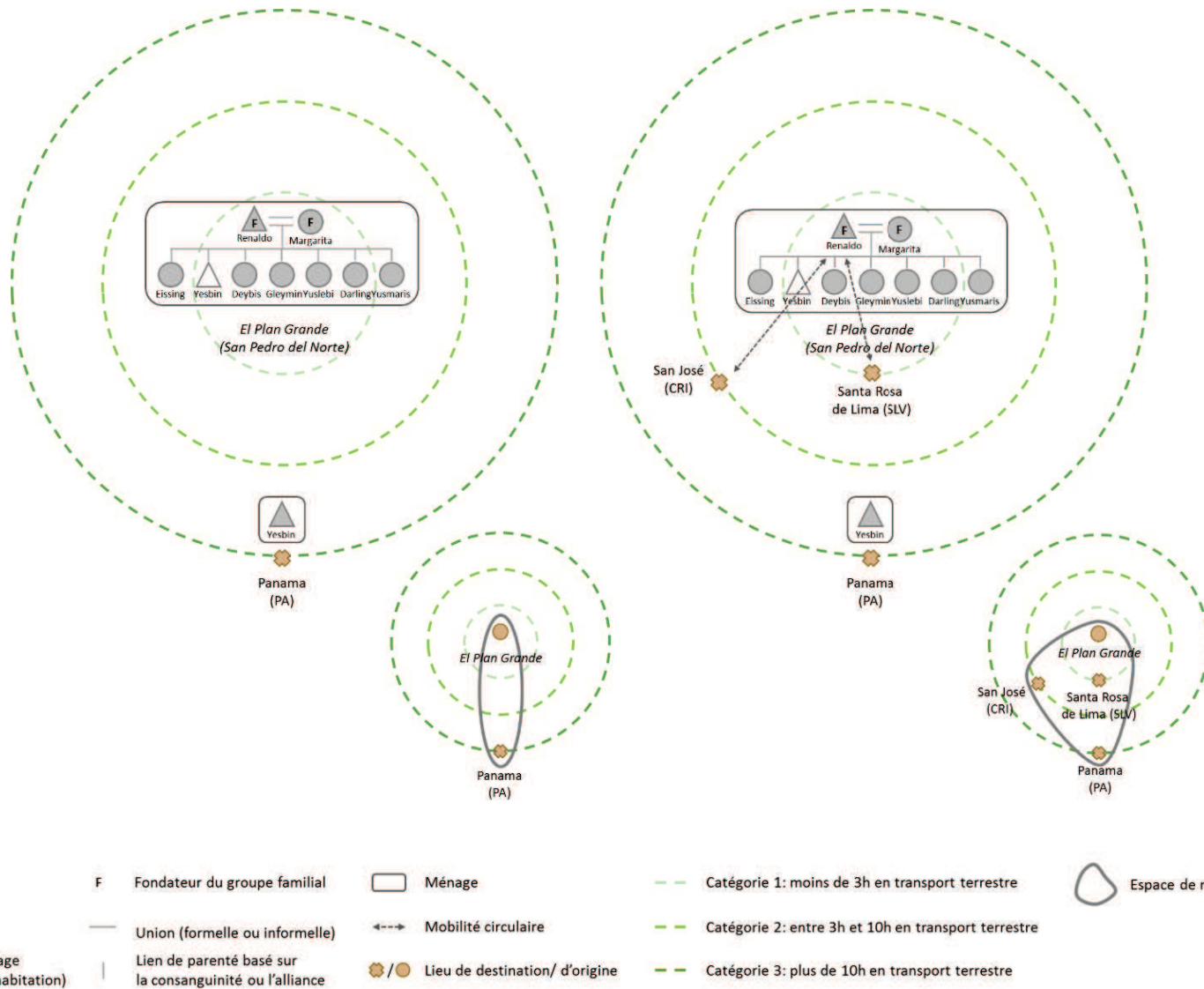


Figure 17 : Le groupe familial de Margarita et Renaldo, exemple d'une multi-localisation familiale embryonnaire. À gauche, l'espace des migrations, à droite, l'espace de dispersion (migration et mobilité circulaire). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Chapitre 4

Le second type de morphologie correspond à une dispersion *affirmée* (8 groupes familiaux, soit 24,5%). L'intensité de dispersion familiale est moyenne : 64% au maximum des membres sont migrants, et plus de 60% des familles nucléaires de ces groupes sont concernées par ces pratiques migratoires. Ce type se caractérise également par une densité de dispersion faible ou moyenne, avec une polarisation double ou multiple.

Le groupe familial de Victoria (59 ans) et Panta León (60 ans) se compose de quatre familles nucléaires correspondant aux familles de leurs enfants (Figure 18). Au total, ce groupe familial est composé de 12 membres. Leurs deux derniers fils sont partis en 2004 et 2008 à San José (Costa Rica) où leur frère aîné vivait pendant cette période. Aujourd'hui, ils y vivent toujours et leur aîné est rentré. Désormais, il va travailler saisonnièrement dans la capitale costaricaine. Le conjoint de leur fille était décidé à partir aux États-Unis mais les nouvelles opportunités de travail au Panama le convainquent de partir finalement dans ce pays en 2014, d'autant que l'obtention du visa touristique, ainsi que le voyage en avion, lui sont plus faciles et plus sécuritaires. Cas plutôt rare, sa femme et son fils restent dans leur maison construite au retour des conjoints du Guatemala en 2008. Ses parents et ses frères étant ses voisins, ils peuvent lui venir en aide facilement.

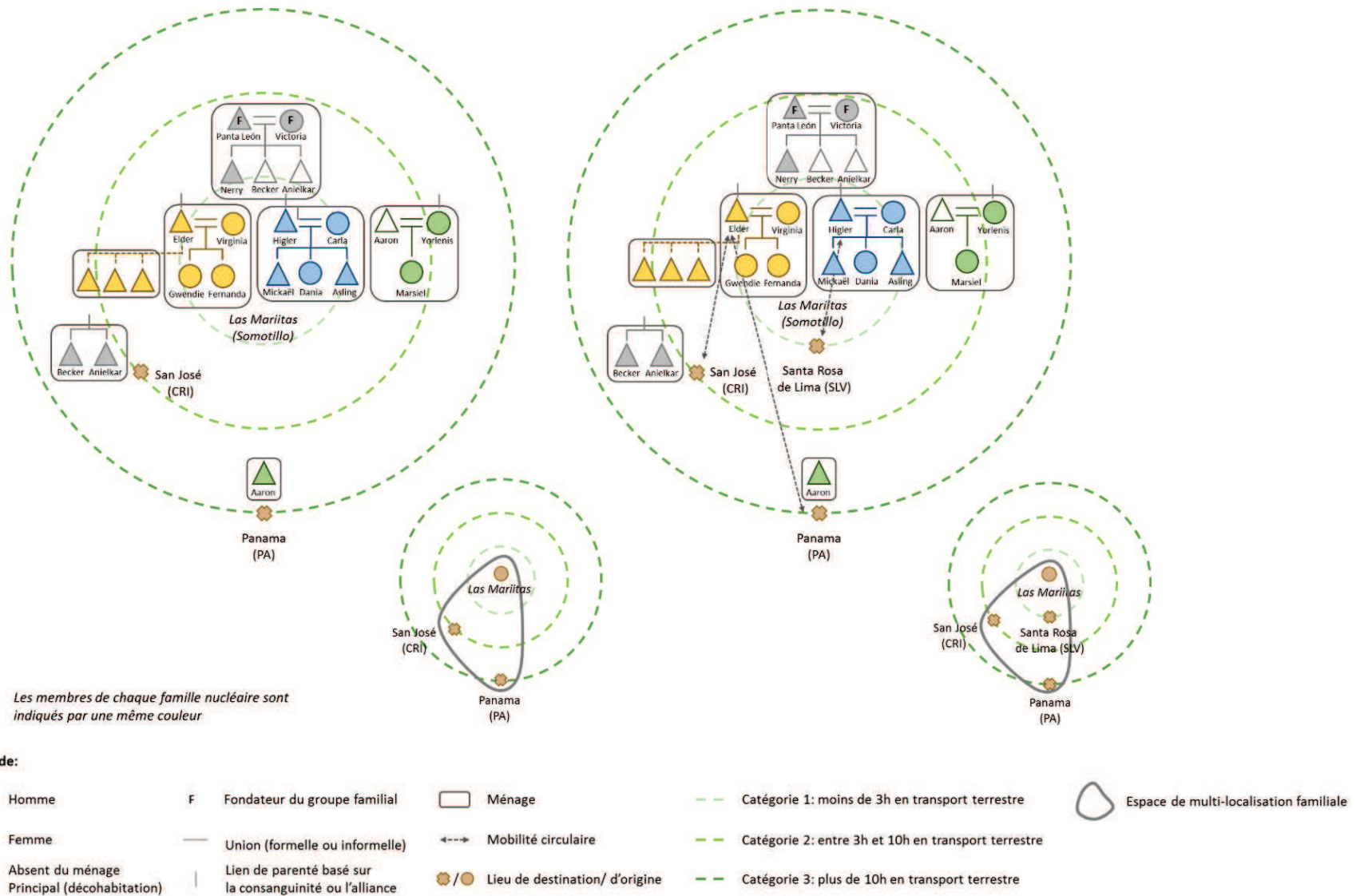


Figure 18 : Le groupe familial de Victoria et Panta León, exemple d'une multi-localisation familiale affirmée. À gauche, l'espace des migrations, à droite, l'espace de dispersion (migration et mobilité circulaire). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Chapitre 4

Le troisième type de morphologie – la dispersion *marquée* – concerne 21% des groupes familiaux (7). L'intensité de dispersion familiale, comme la densité, sont moyennes ou fortes. Les polarités de l'espace de dispersion peuvent être uniques, doubles ou multiples.

Lionel (62 ans) et Victorina (56 ans) résident à El Caimito (Somotillo). Ils ont six enfants ayant tous fondé leur famille nucléaire. Lionel et Victorina accueillent chez eux Ussidalia dont le mari est originaire de León où il travaille dans son commerce, rendant visite tous les mois à son fils et sa femme. Le mari de Flor est parti en 2013, après une expérience commune au Costa Rica. Elle s'installe chez ses parents pour que ses parents l'aident au quotidien avec son fils en bas-âge. Wilmer et Leïla viennent de rentrer du Costa Rica, quelques mois après la naissance de leur premier enfant pour qui ils ont obtenu la nationalité costaricaine. Leurs économies ne leur permettent pas encore de financer la construction de leur maison alors, en attendant, ils se sont installés chez Lionel et Victorina. Les aînés de la famille sont partis depuis de nombreuses années au Salvador où ils ont fondé leur famille (Figure 19).

Chapitre 4

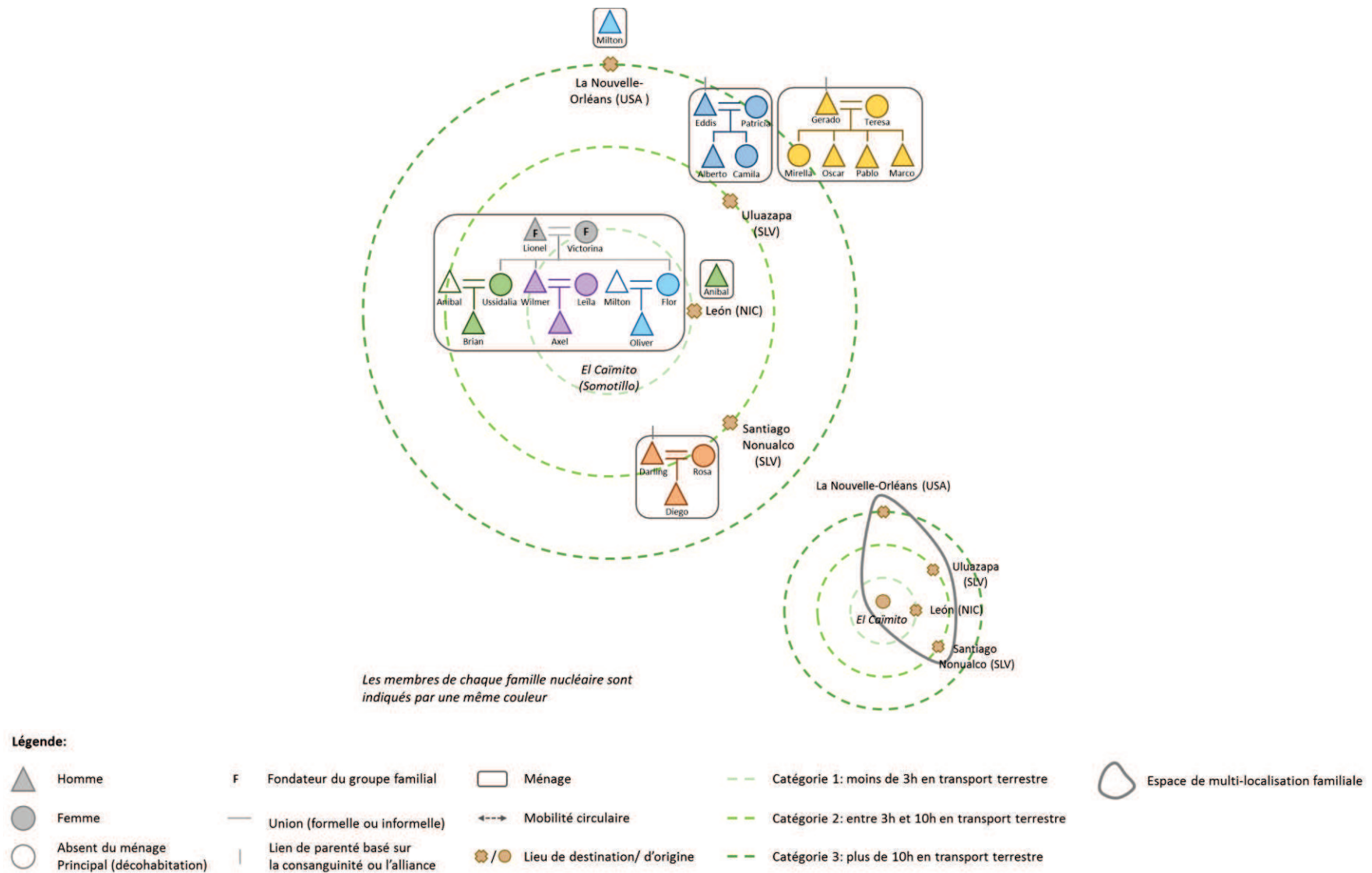


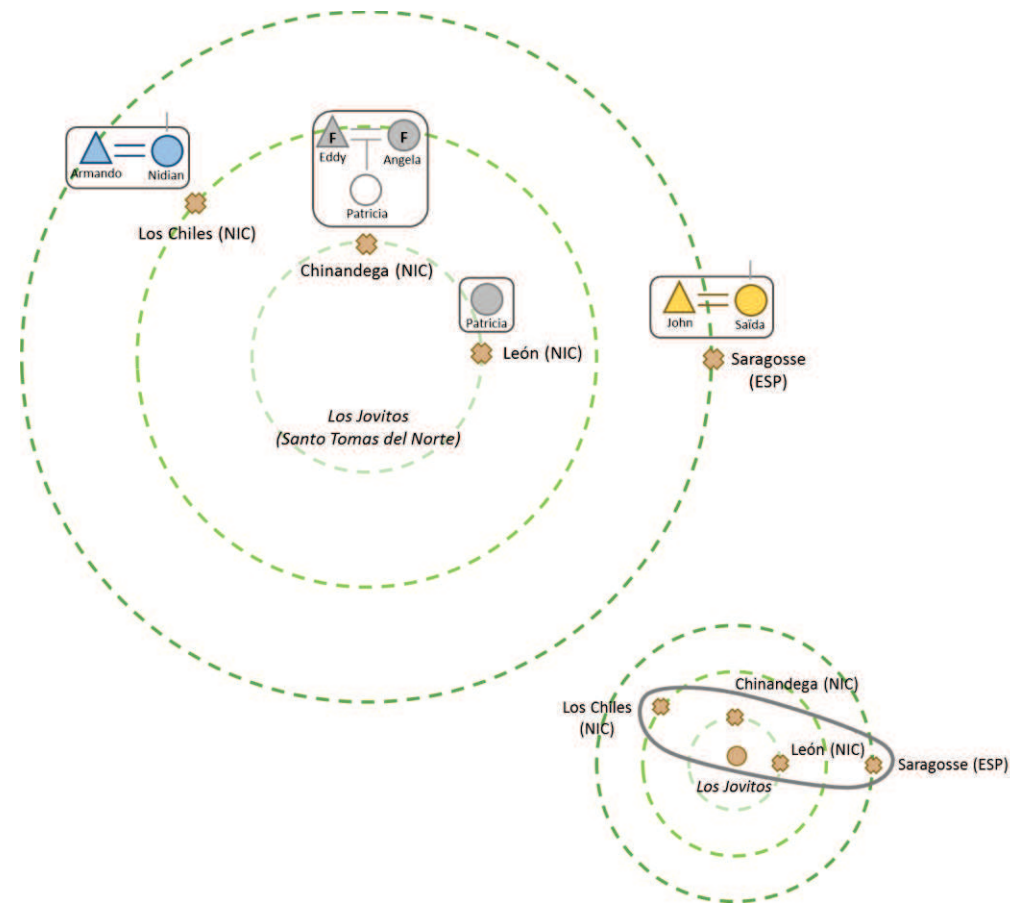
Figure 19 : Le groupe familial de Victorina et Lionel, exemple d'une multi-localisation familiale marquée. Au moment des enquêtes, l'espace de dispersion se superpose à l'espace de migration. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Chapitre 4

Le dernier type, correspondant à une *forte* dispersion, caractérise 9% des groupes familiaux (3). L'intensité de dispersion familiale est très marquée, avec 80% de membres migrants. La totalité des familles nucléaires ont au moins un membre en migration. La densité est également forte et la polarité de la dispersion est double ou multiple.

Le groupe familial d'Angela (45 ans) et Eddy (48 ans) se compose de trois familles nucléaires (Figure 20). Ils sont tous originaires de la localité de Los Jovitos (Santo Tomas del Norte). La famille part en 2007 s'installer à Chinandega. En 2010, l'une de leur fille alors âgée de 22 ans, migre à Saragosse où plusieurs de ses tantes et cousines résident. En 2011, l'ainée part s'installer avec son mari à Los Chiles (San Carlos) et la plus jeune à León en 2014. Aujourd'hui, aucun membre du groupe familial ne réside dans le lieu d'origine de la famille mais ils entretiennent leur maison, surveillée par des membres de leur sphère familiale, en vue d'un potentiel retour d'ici quelques années.

Chapitre 4



Légende:

	Homme	F	Fondateur du groupe familial		Ménage		Catégorie 1: moins de 3h en transport terrestre		Espace de multi-localisation familiale
	Femme	—	Union (formelle ou informelle)		Mobilité circulaire		Catégorie 2: entre 3h et 10h en transport terrestre		
	Absent du ménage Principal (décohabitation)		Lien de parenté basé sur la consanguinité ou l'alliance		Lieu de destination/ d'origine		Catégorie 3: plus de 10h en transport terrestre		

Figure 20 : Le groupe familial d'Angela et Eddy, exemple d'une multi-localisation familiale forte. Source : enquête famille. Au moment des enquêtes, l'espace de dispersion se superpose à l'espace de migration. Réalisation : auteure.

4. Articuler la migration avec les mobilités circulaires

La dispersion familiale adopte des morphologies socio-spatiales très différentes. La question se pose cependant de savoir comment, pour un même groupe familial, l'espace de dispersion migratoire s'articule avec celui des mobilités circulaires. Les groupes familiaux les plus migrants sont-ils également les plus circulants ? Ou à l'inverse, les groupes circulants sont-ils ceux qui migrent le moins (ou vice-versa) ?

Malgré la difficulté à appréhender les mobilités circulaires¹⁸¹, celles-ci semblent moins fréquentes que les mobilités résidentielles : 42% des groupes familiaux (14 des 33 groupes familiaux) n'y recourent pas au moment des enquêtes¹⁸². Par ailleurs, l'intensité de dispersion liée à ces mobilités est limitée : faible pour 33% des groupes familiaux, moyenne pour 6% et forte pour seulement 18% d'entre eux. En matière de polarisation, à l'exception de quelques mobilités de distance-temps intermédiaire au Costa Rica (5%), ces mobilités s'orientent majoritairement – et de façon assez logique – vers des localités au sein de la zone d'étude (catégorie 0 : 65%). Les destinations dans des lieux proches (catégorie 1 : 33%) rendent compte de mobilités interdépartementales.

L'analyse de la relation entre migration et mobilités circulaires fait ressortir deux tendances. Les groupes familiaux « les plus migrants », c'est-à-dire dont la dispersion est marquée ou forte, ne recourent pas ou très peu à la mobilité circulaire. Ils misent davantage sur la migration comme stratégie familiale de moyen ou long terme, tandis que la mobilité circulaire est pour eux une pratique très ponctuelle, et raisonnée individuellement. Les groupes familiaux de Lionel (type 3) et Angela (type 4), précédemment présentés, rendent compte de cette tendance. Lorsque la dispersion est forte, les mobilités circulaires sont interdépartementales (catégorie 1 : lieux proches) alors que les mobilités circulaires dans la zone d'étude se font à l'échelle locale (catégorie 0).

¹⁸¹ Mon immersion prolongée dans la zone d'étude m'a permis de prendre la mesure de l'importance de ces mobilités circulaires, de durées courtes (de fréquence quotidienne, hebdomadaire ou plus, mais toujours inférieures à six mois). Pour autant, elles ont été plus difficiles à mesurer avec précision, car moins formulées par les enquêtés, en particulier lorsque l'individu potentiellement concerné est renseigné indirectement.

¹⁸² Pour information, seulement 2 groupes familiaux n'ont aucune pratique de mobilité, résidentielle ou circulaire, au moment des enquêtes. Il s'agit de groupes familiaux pour lesquels cette unité familiale se superpose à la famille nucléaire, en phase de transmission. Ces individus sont assez âgés et certains n'exercent plus d'activité.

Certains groupes familiaux, en revanche, articulent migrations et mobilités circulaires, notamment ceux dont la dispersion est embryonnaire ou affirmée, comme pour Renaldo (type 2). Dans ces cas, la mobilité circulaire prévaut sur la migration en matière de stratégie de moyens d'existence, et les destinations sont aussi bien des localités au sein de la zone d'étude que des lieux proches ou intermédiaires. Ces groupes familiaux privilégient cependant la circulation vers des lieux en dehors de la zone d'étude où les opportunités sont plus importantes. Pour les autres groupes dont la dispersion est embryonnaire ou affirmée, le recours à la mobilité circulaire est faible.

Lorsque les groupes familiaux n'ont pas de migrant, tous les types de mobilité circulaire sont représentés. Toutefois, pour ces groupes familiaux, la mobilité circulaire est de proximité et majoritairement interne (catégorie de distance 0 ou 1). Ces mobilités circulaires se présentent donc comme une alternative à la migration. Les deux profils qui se distinguent sont clairs et traduisent des situations opposées. Le constat est donc celui d'une sorte de segmentation entre pratiques migratoires et pratiques de mobilité circulaire, laquelle traduit des différenciations dans les capacités des familles à « faire avec l'espace », point qui sera approfondi dans les prochains chapitres.

Conclusion

Ce sont principalement des jeunes individus (moins de 30 ans), souvent qualifiés, et de plus en plus de femmes, qui participent à la construction et au renouvellement de la multi-localisation familiale. Ces jeunes partent à des moments clés de leur cycle de vie, lors de leur prise d'indépendance et de la formation de leur propre famille nucléaire, portés par des projets souvent destinés à être réalisés dans le lieu d'origine.

À destination ou dans la vallée du Río Negro, les migrations sont à l'origine de multiples formes d'arrangement résidentiel, révélatrices des cohésions familiales. En effet, les logiques de co-résidence répondent souvent à des regroupements entre les membres des groupes, voire des sphères familiales, à la fois dans les lieux d'origine et de destination. Ces logiques témoignent de liens actifs, à la fois inter et intra-générationnels, mettant à jour une forte cohésion familiale. Les familles de la vallée du Río Negro témoignent, en ce sens, d'une capacité à s'organiser collectivement. Cette reconfiguration des manières d'habiter, liée à la séparation physique des familles nucléaires, se traduit surtout, dans le lieu d'origine, par des rapprochements entre parents et enfants. Dans les lieux de destination migratoire, en revanche,

les arrangements résidentiels se jouent davantage entre les membres de la fratrie ou de la sphère familiale élargie. Ce constat interroge, de fait, la redéfinition des géographies résidentielles de la famille rurale nicaraguayenne en contexte de multi-localisation. Il rend également compte des stratégies mises en œuvre par les familles pour faire face à la séparation physique des couples, des parents et de leurs enfants, qui doivent affronter le poids de l'absence.

Ainsi, les formes d'organisation et de solidarité familiale – tout au moins en matière de stratégies résidentielles – s'adaptent à un champ migratoire qui ne cesse de s'élargir. Cela étant, l'analyse des morphologies de multi-localisation incite à relativiser la fluidité et l'homogénéité des pratiques migratoires ou de mobilité circulaire. Comme attendu, ces pratiques varient en fonction des étapes du cycle de vie. Par exemple, elles sont particulièrement vives lorsque les familles nucléaires sont en phase de formation. Au-delà, la différenciation des morphologies de la dispersion, selon les groupes familiaux, indique clairement que tous ne recourent pas à la mobilité avec la même intensité, et que tous ne mobilisent pas l'ensemble des lieux. L'aire de dispersion de chacun des groupes familiaux est en réalité relativement concentrée, avec un nombre de lieux de destination assez restreint. Le renforcement de leur espace de dispersion passe davantage par une réactivation des départs dans certains lieux préférentiels ou, dans une moindre mesure, par une plus forte articulation entre migration et mobilité circulaire, plutôt que par l'insertion dans de nouveaux lieux. Autrement dit, si le champ migratoire et celui des mobilités circulaires, qui se sont construits au fil du temps depuis la vallée du Río Negro, se structurent aujourd'hui par des filières communes, à la fois en interne ou à l'international, les lieux sont mobilisés de façon différenciée par les familles. De même, la relative segmentation entre pratiques migratoires et pratiques de mobilité circulaire, indique des manières hétérogènes de « faire avec l'espace ». Pour comprendre pleinement ces réalités socio-spatiales, il est pertinent de s'intéresser aux stratégies d'existence de ces familles, en particulier aux activités économiques qu'elles exercent.

Chapitre 5

Vivre et travailler dans la vallée du Río Negro

Les chapitres précédents ont montré que l'espace de vie des familles originaires de la vallée du Río Negro embrasse une multitude de lieux dispersés entre la localité d'origine, le Nicaragua et l'étranger. Ces lieux correspondent à leur résidence mais aussi à des lieux d'activités.

Tel qu'explicité dans le chapitre 2, la thèse met au cœur du cadre analytique du SFM la notion de système d'activité. Pour rappel, nous avons postulé que ce qui fait « système d'activité » réside dans le fait de combiner plusieurs activités à l'échelle de la famille nucléaire, voire du groupe ou de la sphère familiale, faisant partie de stratégies partagées et interdépendantes de moyens d'existence. Autrement dit, il convient d'analyser en détail la nature des activités et leurs conditions de mise en œuvre, mais également leurs formes d'agencement et d'organisation au sein des stratégies familiales. Il s'agit également d'associer à l'analyse des différentes activités, les ressources mobilisées par les familles qu'elles soient de nature matérielles/physiques, naturelles, économiques/financières, humaines ou sociales. La démarche vise à cerner la diversité des situations des familles, mais également leurs niveaux de vulnérabilité et de stabilité dans la construction de leurs moyens d'existence.

Ce chapitre s'intéresse plus spécifiquement aux activités de nature économique et productive que les familles nucléaires mènent à « l'origine », c'est-à-dire dans la vallée du Río Negro et au Nicaragua. Si les activités conduites hors du pays sont ici prises en compte dans la caractérisation générale des systèmes d'activité familiaux, je réserve leur analyse plus détaillée au chapitre suivant.

D'un point de vue méthodologique, ce chapitre analyse donc uniquement les données recueillies sur les familles nucléaires qui ont un ancrage résidentiel dans la vallée du Río Negro : parmi les 92 familles nucléaires enquêtées, 64 ont au moins un de leurs membres qui réside

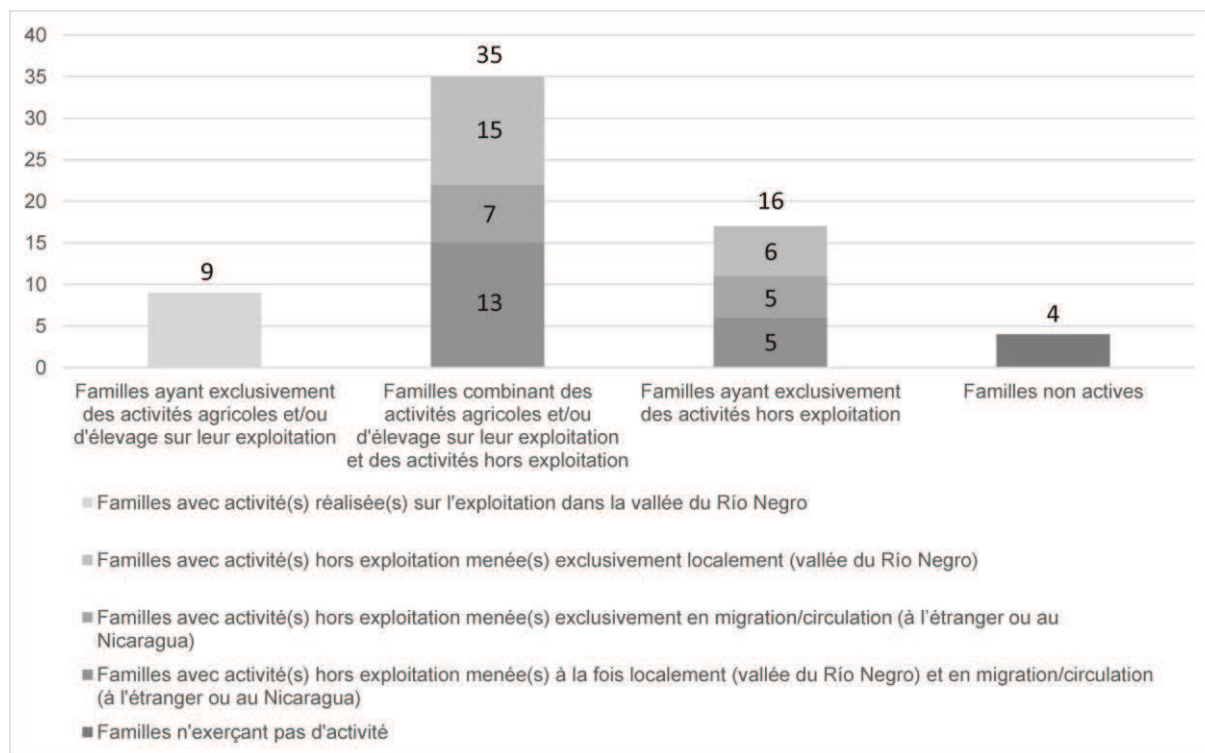
Chapitre 5

dans la vallée au moment de l'enquête¹⁸³ (70% des familles nucléaires de l'enquête famille). Comme précisé dans le chapitre 2, je considère qu'un individu exerce une activité si au moins deux des trois critères suivants sont remplis : il participe aux décisions relatives à la conduite de l'activité ; il consacre du temps à la réalisation des tâches qu'implique l'activité ; il est le bénéficiaire du revenu généré par l'activité. Ainsi, en prenant en compte l'ensemble des activités menées par chacun des membres des 64 familles au moment des enquêtes, je distingue d'un côté les activités conduites sur l'exploitation familiale (agriculture et élevage en l'occurrence) et, de l'autre, les activités qui sont menées hors exploitation, quel que soit leur lieu d'exercice (dans la vallée du Río Negro, au Nicaragua ou à l'étranger).

Le graphique 4 présente la distribution des 64 familles nucléaires étudiées : 35, soit plus de la moitié, combinent des activités sur l'exploitation agricole et en dehors (55% des familles nucléaires résidant dans la zone de référence) ; 16 n'ont que des activités hors exploitation (25%) et seulement 9 sont spécialisées dans des activités productives sur l'exploitation agricole (14%)¹⁸⁴. Je dénombre aussi 4 familles nucléaires qui n'ont pas d'activité économique. La distribution du nombre de familles nucléaires dans ces catégories montre la généralisation de la diversification des activités dans la région d'étude et l'importance des activités hors exploitation, y compris celles menées en mobilité et migration hors de la région de référence.

¹⁸³ Parmi ces 64 familles nucléaires, 45 ont leur résidence dans la zone de plaine et 19 dans la zone de montagne de la vallée du Río Negro.

¹⁸⁴ Les activités citées par chacun des membres de la famille nucléaire, quel que soit leur lieu de réalisation, est le critère retenu.



Graphique 4 : Activités sur ou hors de l'exploitation des 64 familles nucléaires ayant au moins un membre résidant dans la vallée du Río Negro au moment des enquêtes. Source : enquête famille.

Ce chapitre s'organise en deux sections. Dans la première, j'analyse les ressources et les moyens d'existence des 44 familles nucléaires ayant des activités agricoles et d'élevage (69% des familles nucléaires résidant dans la vallée du Río Negro), qu'elles soient dédiées exclusivement à ces activités productives sur leur exploitation ou non. J'étudie d'abord les modes d'utilisation de l'espace sur la base d'un zonage agro-écologique en tenant compte des ressources dont disposent les familles, notamment la terre. J'analyse ensuite les logiques productives agricoles et d'élevage, ainsi que les arrangements familiaux, à différentes échelles et selon les différentes étapes de leur cycle de vie, pour accéder à ces ressources.

Dans la deuxième section, j'analyse les activités hors exploitation, combinées ou non avec l'agriculture et/ou l'élevage sur l'exploitation. Cela concerne 51 familles, soit 80% des familles nucléaires résidant dans la vallée du Río Negro. Je caractérise tout d'abord la nature et les modalités d'exercice des activités hors exploitation conduites au Nicaragua. Dans un deuxième temps, j'analyse les combinaisons et l'articulation des différents types d'activités, en portant une attention particulière aux logiques sociales et temporelles qui les sous-tendent.

1. Produire. Les activités agricoles et d'élevage au cœur des moyens d'existence des familles rurales

Cette section se centre exclusivement sur les activités agricoles et d'élevage des 44 familles nucléaires ayant une exploitation agricole. Plusieurs questionnements guident l'analyse. Quelles sont les dotations en ressources et les orientations productives des familles ? En quoi traduisent-elles des réalités socio-économiques différentes ? Quels sont les modes d'organisation sociale et les arrangements liés aux pratiques agricoles au sein des familles nucléaires, mais aussi en lien avec leur groupe et leur sphère familiale.

1.1. Zones agro-écologiques, ressources foncières et orientations productives

1.1.1. Les cycles agricoles dans les deux zones agro-écologiques

Comme expliqué dans le chapitre 1, l'année agricole dans la vallée du Río Negro est rythmée par deux ou trois cycles agricoles selon les zones agro-écologiques (Figure 21).

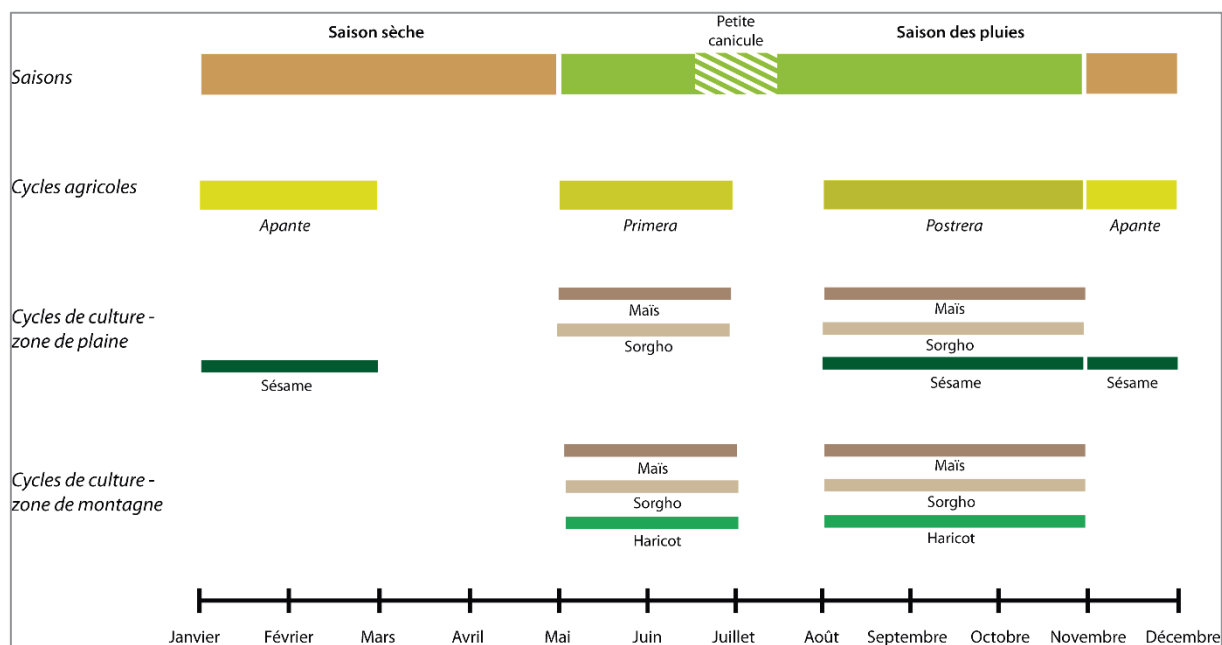


Figure 21 : Calendrier agricole dans la vallée du Río Negro. Sources : enquête famille et enquête complémentaire. Réalisation : auteure.

L'année agricole débute avec l'arrivée des pluies (entre avril et mai) et le premier cycle de culture (*primera*) est dédié à la culture des grains (maïs, sorgho, haricot rouge). Le maïs et le sorgho sont cultivés dans la plaine et en montagne. La culture du haricot n'est possible qu'en montagne, à cause, entre autres, des risques d'inondation en plaine qui interdit la mise en culture (Photographie 7). La récolte des grains du premier cycle (*primera*)¹⁸⁵ s'effectue fin juillet et le second cycle de culture prend le relais d'août à novembre (*postrera*)¹⁸⁶. Il est également possible de cultiver du sésame en plaine, mais seulement pendant la saison sèche (*apante*). Dans certains espaces de la zone de plaine, à savoir sur les berges du Río Negro, un troisième cycle de culture de grains est possible de novembre à janvier pour les familles qui ont accès à ces espaces dans lesquels la culture est toutefois risquée à cette époque en raison des possibles crues. Les alluvions déposées sur les berges du fleuve rendent les sols fertiles et faciles à mettre en culture. Durant le cycle de *l'apante*, le maïs, le sésame, la pastèque ou encore la canne à sucre¹⁸⁷ peuvent aussi y être cultivés.

Parmi de multiples facteurs, les variations climatiques jouent un rôle déterminant dans les cycles de production. En effet, tous les producteurs de la vallée du Río Negro, quels que soient leurs niveaux de dotation, sont confrontés aux mêmes risques liés aux aléas climatiques. L'arrivée plus tardive des pluies en mai peut mettre en péril la *primera* dans les deux zones agro-écologiques. Le semis peut être retardé d'une à deux semaines en mai, si l'arrivée des pluies est tardive, sans quoi les producteurs doivent renoncer au premier cycle de *primera*. La majorité des producteurs agricoles de l'enquête famille (65%) a ainsi renoncé à semer en *primera* en mai 2014, et les autres (35%) ont moins semé afin de réduire le risque de perdre leur récolte. L'impact est conséquent pour ces familles rurales, notamment en matière de sécurité alimentaire, puisqu'elles ne font qu'un seul cycle de culture, la *postrera*, qui doit leur permettre 1) d'avoir une récolte suffisante pour couvrir au moins une partie de la consommation annuelle de leur ménage ; 2) de stocker suffisamment de grains pour pouvoir semer l'année suivante.

Ces événements climatiques pénalisent donc lourdement les activités agricoles, mettant en péril les cycles de culture et impactant les rendements. Les familles nucléaires doivent composer avec ce risque pour produire. Leurs ressources, notamment en terre, vont alors

¹⁸⁵ Quelques familles nucléaires cultivent une autre variété de sorgho semée en mai et récoltée en janvier (3 familles nucléaires agricoles).

¹⁸⁶ Durant ce cycle, certains éleveurs sèment de la canne fourragère sur de petites surfaces, pour enrichir l'alimentation des bovins durant l'hiver.

¹⁸⁷ Ces types de production ne concernent pas les familles enquêtées. Néanmoins, en 2012 et 2013, j'ai travaillé sur ces cultures avec les familles agricoles.

déterminer les rotations et les associations culturales, ainsi que les itinéraires techniques et la destination de la production.



Photographie 7 : Égrenage du haricot après sa récolte et son séchage à El Cerro (San Juan de Cinco Pinos). Source : auteure (2012).

1.1.2. Les difficultés d'acquérir la terre

La question foncière est une problématique forte au Nicaragua à laquelle la vallée du Río Negro n'échappe pas. Malgré les facteurs limitants à la mise en valeur des terres (voir chapitre 1), posséder des terres en propriété, en particulier dans les zones agro-écologiques les plus propices à l'agriculture, est un enjeu majeur pour les familles. Posséder des terres est une garantie pour développer des activités productives et représente un patrimoine familial pouvant être transmis aux enfants. Avoir des terres en propriété, entre autres biens, est aussi une sécurité pour la famille qui, en les hypothéquant, peut accéder à du crédit¹⁸⁸. L'héritage ou l'achat sont les deux modes possibles pour acquérir de la terre, sachant que la vallée du Río Negro est marquée par un processus historique de saturation de l'espace agricole et de concentration foncière, parallèlement à des règles contraignantes de transmission du patrimoine.

¹⁸⁸ L'insécurité foncière, liée à la légalité et la validité des titres de propriété, est forte comme je l'explique dans la suite de mon propos. De ce fait, les institutions financières ont fait évoluer les garanties requises pour souscrire un crédit. Avant, la garantie était la terre au travers du titre de propriété. Face aux litiges fonciers, les garanties sont aujourd'hui les têtes de bétail ou la maison des individus.

Les résultats des enquêtes indiquent que la moitié des 44 familles ayant une exploitation agricole sont propriétaires de terres (23 familles, soit 52%)¹⁸⁹. Dans la zone de plaine, la superficie des terres en propriété par exploitation varie entre 1,4 à 84 hectares, selon les familles, en tenant compte des terres cultivables et des pâturages (7 hectares pour la médiane) (Tableau 34). En revanche, les familles dont l'exploitation agricole est située dans la zone de montagne possèdent entre 1,4 et 20,3 hectares (2,8 hectares pour la médiane). Si les superficies des terres en propriété sont plus grandes dans la plaine, toutes ne sont pas propices à l'activité agricole. Elles correspondent en grande partie à des pâturages, peu productifs, destinés à la pratique de l'élevage bovin extensif. Dans la zone de montagne, les superficies possédées sont inférieures, sachant de plus que les terres ne sont pas exploitables dans leur intégralité pour l'élevage ou l'agriculture, s'agissant de zones boisées ou montagneuses. Ces terres ne servent qu'à collecter du bois pour le foyer et jouent un rôle d'épargne en cas d'imprévu majeur comme j'y reviens par la suite.

Ainsi, les terres mises en valeur pour les activités agricoles par les familles propriétaires terriennes ont des superficies bien inférieures à celles possédées et, finalement, les superficies agricoles par exploitation sont similaires d'une zone à l'autre. En effet, les terres cultivées dépassent rarement les 4 hectares par famille, quel que soit leur mode de tenure, ce qui situe les familles de notre étude dans les rangs de superficies des exploitations familiales recensées au Nicaragua en 2011 (Perez et Fréguin-Gresh, 2014).

	Zone de plaine	Zone de montagne
Terres en propriété (ha)	1,4 - 84	1,4 - 20,3
Terres mises en valeur pour l'agriculture (ha)	0,7 - 4,9	0,7 - 4,2
Terres en pâturages (ha)	1 - 75	0,7 - 14
Terres boisées (ha)	0	0,35 - 7

Tableau 34 : Modes d'usage des terres en propriété pour l'année agricole 2015 selon la zone agro-écologique dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille (23 familles nucléaires).

1.1.2.1. Transmission des terres par héritage : des règles contraignantes pour les nouvelles générations

Les règles légales et les normes d'usage pour la transmission des terres coexistent dans la vallée. Elles sont ici brièvement documentées afin de rendre compte de la diversité des stratégies foncières des habitants.

¹⁸⁹ Ces familles nucléaires, propriétaires terriennes, se répartissent à part égale dans la zone de plaine ou de montagne.

La législation (code civil, article 1001)¹⁹⁰ stipule que les héritiers prioritaires sans distinction de sexe ou de légitimité sont : *i*) les descendants (enfants), *ii*) les ascendants (parents), *iii*) la fratrie (frères et sœurs), *iv*) l'époux ou l'épouse et *v*) la communauté (l'État). Ainsi, la règle générale, tel que le stipule la loi, veut que les parents donnent en héritage à chacun de leurs enfants, à part égale, les terres qu'ils possèdent.

Les familles de la vallée du Río Negro souhaitent pouvoir transmettre à leurs descendants une exploitation agricole économiquement viable. Pourtant, la plupart détient de petites exploitations agricoles, et l'application de la loi conduirait à les morceler à chaque génération. Les enfants disposeraient alors de surfaces insuffisantes pour développer une activité viable. Pour éviter, ou du moins freiner, ce processus de morcellement lié à la transmission de la terre, les familles trouvent des solutions alternatives. Nombre de parents privilégient l'un de leur enfant dans l'héritage afin de pérenniser une partie de l'exploitation agricole. Il n'y a pas de norme mais, bien souvent, c'est le fils aîné adulte et célibataire qui, au sein de la maison parentale, s'occupe de ses parents et qui est en charge des activités de l'exploitation, au détriment de son émancipation personnelle. Il est généralement « remercié » en étant assuré de recevoir une plus grosse partie de l'héritage foncier. En pratique, les enfants illégitimes, ainsi que les filles, sont discriminés au moment de la transmission du patrimoine comme le traduisent les paroles d'un père de famille enquêté.

« Ici, quand une fille se marie, nous, en tant que parent, nous ne lui donnons pas de « solar »¹⁹¹ ou de terres agricoles parce que généralement elle part s'installer dans la localité de ses beaux-parents. Quand les parents le peuvent, ils lui donnent alors 2 ou 3 vaches, s'ils ont offert un solar à son ou ses frères. Parfois, nous ne donnons rien, si ce n'est pas nécessaire, c'est-à-dire quand les beaux-parents ou l'époux ont suffisamment de quoi vivre. » (Entretien mené à la Pavana en septembre 2014)

Les règles de transmission sont donc peu favorables pour les jeunes générations excluant certains enfants, potentiels héritiers. Les conflits familiaux sont courants notamment dans le cas de transmission d'un patrimoine foncier sans testament. Dans ces cas, la loi stipule qu'une

¹⁹⁰ La législation s'applique s'il n'existe pas de testament certifié par un avocat. La majorité des testaments sont rédigés de manière informelle et généralement reconnus par la famille. Cet écart avec la législation donne parfois lieu à des conflits au sein des familles qui revendiquent leur droit à l'héritage auprès des instances juridiques locales. La majorité des pères rencontrés disent avoir établi un testament de leur vivant, ou vouloir le faire, afin d'éviter que leurs enfants ne se disputent.

¹⁹¹ Le *solar* est le nom donné à l'emplacement où se situe la maison entourée généralement d'un « jardin » et où se situent l'élevage de basse-cour, l'enclos pour les bovins voire un potager d'herbes aromatiques. Sa taille avoisine en moyenne 0,25 manzanas [1800 mètres carrés].

distribution égalitaire entre les héritiers légitimes doit être réalisée. Cela conduit à une division du patrimoine mais ne règle pas toujours les conflits.

Le fait que les parents transmettent leur patrimoine en fin de vie ou à leur décès, pèse également sur l'accès au foncier de leurs enfants. Certains enfants, devenus des chefs de familles en consolidation, voire même en émancipation, ne possèdent donc toujours pas de terre (et n'ont pas pu en acheter). C'est le cas de Carlos (52 ans) qui habite à El Caïmito (Somotillo) avec sa femme Miriam (49 ans). Au cours de leur vie, ils n'ont pas réussi à accumuler de foncier.

« Avec ma femme, nous n'avons hérité de rien et c'est là tout le problème. Mes parents n'ont jamais eu de terre à eux. Ma belle-mère est vivante et n'a toujours pas réparti ses terres. J'ai 52 ans et toujours pas de terre à moi. Chaque année, nous louons à des oncles, des cousins ou des voisins. [...] J'ai essayé plusieurs fois dans ma vie d'acheter de la terre mais à chaque fois quelqu'un entrainait dans la négociation avec une meilleure offre. En 2000, un voisin m'a proposé 10 manzanas [7 hectares] de terre tout autour de notre maison. Je suis parti de suite à Los Chiles semer du haricot pour le vendre et payer le voisin. Nous avons convenu qu'il me laissait 3 ans pour y parvenir. Alors durant 3 années, je suis parti à Los Chiles où mon frère me prêtait 1 manzana [0,7 hectare] de terre. À mon retour, la deuxième année, le voisin m'a annoncé que finalement il ne me vendait que 5 manzanas [...]. Et la troisième année, il ne voulait plus rien me vendre, à part une parcelle de moins d'1 manzana [0,7 hectare] à 1000 cordobas [35 euros]. Cette histoire m'a dégoûté. » (Entretien conduit à El Caïmito en mai 2016)

Le témoignage de Carlos montre bien comment le manque de terre et la volonté d'accéder à la propriété foncière peuvent être des raisons de choisir la mobilité.

1.1.2.2. *Stratégies familiales pour l'achat de terres*

Dans la zone d'étude, les transactions foncières, tout comme les transmissions, se font oralement ou via des documents écrits qui n'ont pas de valeur juridique. Elles ont néanmoins une reconnaissance locale. En effet, la procédure de légalisation de la terre est complexe et chère (signature d'une promesse de vente devant un avocat certifié, inscription sur le cadastre communal et sur le registre de la propriété à Chinandega, vérifications sur le terrain du topographe, bornage). Pour ces raisons, les habitants privilégient la rédaction d'un document privé, écrit devant des témoins permettant d'informer la localité de la transaction. Ce document peut prendre de multiples formes mais correspond le plus souvent à une promesse de vente rédigée par les deux parties ou à une preuve de la transaction financière. Ces manières de faire

ne sont pas reconnues légalement, et sont parfois sources de conflits. Les conflits sont aussi nombreux lors de la vente ou de la transmission des terres issues de la réforme agraire, redistribuées dans les années 1990 entre les membres des coopératives. Ils opposent les occupants actuels aux anciens propriétaires d'avant la réforme, les autres membres de la coopérative, d'autres acteurs intéressés par ces terres.

Pour devenir propriétaire, quelques familles bien dotées en ressources financières, notamment des familles en émancipation, ont choisi d'acheter collectivement des terres¹⁹². Il s'agit d'une stratégie de mise en commun de la ressource foncière au niveau de la sphère familiale. Plus précisément, il s'agit de disposer de plusieurs parcelles dans différentes zones (au bord du fleuve, à côté de la route, etc.) afin de disposer de meilleures ressources (terres fertiles, pâturages de qualité, forêt, sources d'eau, accès à un marché). Cela étant, si l'achat est collectif, la gestion se fait au sein de la famille nucléaire. C'est le cas d'Arnoldo et de Domingo qui ont décidé d'acheter ensemble des terres, au moment où leurs familles respectives étaient en phase d'émancipation.

Arnoldo (64 ans) et Domingo (58 ans) sont deux frères d'une fratrie de six enfants. Ils résident à El Caimito (Somotillo). Ils sont tous deux producteurs-éleveurs. Au décès de leurs parents (2008), ils ont chacun hérité de 14 hectares. Ces terres correspondent à 3 hectares de forêt et 11 hectares de terres agricoles. En 2012, ils ont acheté ensemble 62 hectares de terre à un voisin. Ces terres sont situées à 1 kilomètre environ de leur habitation et se répartissent de part et d'autre du Río Negro. 8 hectares peuvent être mis en culture, ils ont formé 2 parcelles de 5 et 3,5 hectares respectivement. Ils se les répartissent à chaque cycle de culture entre eux deux et leurs enfants. Les 53 autres hectares servent de pâturages. À l'heure actuelle, ils les ont divisés en deux parcelles de 22 et 31 hectares. Ils ont pour projet de former de plus petites parcelles de 7 hectares chacune, dès qu'ils auront l'argent, pour améliorer leur gestion des pâturages¹⁹³. Leur troupeau de 15 têtes environ a besoin de 7 hectares par mois pour s'alimenter correctement¹⁹⁴. Grâce à cet achat, ils disposent désormais de calebassiers. Les fruits de cet arbre sont riches pour l'alimentation des bovins. Ils les récoltent en août et en décembre. Certaines de ces nouvelles parcelles ont été améliorées par le semis de fourrage qui permet de maintenir le troupeau 2 mois sur cette même parcelle. Cet achat conjoint était selon eux nécessaire pour que, individuellement, ils

¹⁹² Généralement, la transaction foncière est informelle, le document rédigé stipule les différents noms des propriétaires. Cela peut évidemment être source de conflit lors de la transmission de ces terres.

¹⁹³ Délimiter et réparer les parcelles n'est pas une tâche anodine pour ces familles. Il s'agit de fixer des pieux de bois et du fil barbelé tout autour des parcelles. C'est un coût financier non négligeable pour une tâche à renouveler tous les 2 ans à cause de dégâts multiples. C'est une source de discordes entre voisins pour savoir qui prend en charge ces rénovations.

¹⁹⁴ Généralement, un pâturage peut être parcouru par un troupeau durant quinze jours à un mois, voire deux mois, selon la qualité de la parcelle et le niveau de pluviométrie en saison plus humide. Puis le troupeau de bovin est déplacé sur un autre pâturage. Durant la saison sèche, les éleveurs espèrent que le pâturage ait récupéré au bout d'un mois environ afin d'y installer à nouveau leurs bêtes, sinon ils doivent choisir un autre pâturage.

puissent continuer à élever des bovins. (Entretiens réalisés à El Caïmito en 2014 et 2015)

Si acquérir de la terre est difficile dans la vallée du Río Negro, la conserver dans le temps l'est également. En effet, les processus de décapitalisation foncière sont courants dans la zone. Tout d'abord, la terre est une ressource que les familles louent ou même vendent, lorsqu'elles doivent faire face à des imprévus comme un décès, une maladie ou encore, comme je le développerai plus loin, à la nécessité de financer une migration. Cette situation concerne généralement les familles qui ne possèdent pas d'autres ressources économiques (bétail servant d'épargne sur pied pour 20% des familles propriétaires).

1.1.3. Les autres modes d'accès au foncier

Compte tenu des difficultés d'acquérir de la terre, nombre de familles rurales recourent à d'autres modes de faire-valoir : le prêt ou la location de terres (en fermage à part de fruit¹⁹⁵). Il s'agit là de modes de faire-valoir banalisés dans les localités rurales de la vallée du Río Negro, puisqu'ils concernent 21 familles agricoles enquêtées (48%), ce qui n'exclue pas que certaines de ces familles soient également propriétaires de terres.¹⁹⁶ Mais, selon les témoignages des producteurs, ces différents modes d'accès à la terre n'ont ni les mêmes avantages, ni les mêmes inconvénients.

1.1.3.1. Le prêt de terres : un accès permis par le groupe familial

Selon l'enquête, 14 familles nucléaires agricoles ont eu accès à la terre en recourant aux membres de leur groupe familial qui leur prêtent des parcelles (32% des familles nucléaires ayant une exploitation agricole dans la vallée du Río Negro). Dans la majorité des cas, ce sont les parents qui octroient un droit d'usage de leurs parcelles à leur(s) enfant(s) s'ils ont fondé leur propre famille (familles nucléaires en phase de formation ou de consolidation). Les parents leur prêtent une ou deux parcelles de terre par cycle de culture, afin qu'ils puissent, au minimum, semer le maïs indispensable à la sécurité alimentaire de leur famille nucléaire, en

¹⁹⁵ La location de terre correspond au paiement d'une rente fixe, en argent ou en nature. Lorsque le paiement est en nature, il s'agit de fermage à part de fruits. Le métayage correspond au paiement (en argent ou en nature) d'une rente proportionnelle à la récolte.

¹⁹⁶ 14 familles agricoles se font exclusivement prêter de la terre par leur proche, 5 autres ne recourent qu'à la location ou au métayage. Enfin, 2 familles combinent ces modes d'accès à la terre (propriété, prêt, fermage)

particulier s'ils ont des enfants¹⁹⁷. En échange, ces familles bénéficiaires, qui gardent toute la récolte pour elles, doivent également travailler sur les parcelles de leurs parents.

Ces familles dépendent, dans une certaine mesure, des ressources en terres dont disposent leurs proches. Ces situations peuvent se jouer également à l'échelle de la sphère familiale, entre des pères de famille comme le montre l'encadré n°7. Si cette alternative permet aux jeunes d'accéder à la terre, elle peut aussi être contraignante. Ils doivent en effet investir du temps sur l'exploitation de leurs parents et restent, d'une certaine manière, sous autorité parentale alors même qu'ils sont des adultes et pères de famille à leur tour.

Il existe une variation de ces modalités de prêts lorsque les parents sont âgés et ne sont plus en mesure de cultiver leurs terres eux-mêmes. Dans ce cas, les parents prêtent davantage de leurs parcelles à leur(s) enfant(s) et leurs mettent à disposition le matériel et les intrants associés. Ils assurent alors leur propre subsistance par le travail de leurs enfants. Ces derniers peuvent cultiver d'autres parcelles avec d'autres modalités d'accès mais doivent également mettre en cultures des parcelles pour leurs parents qui récupèrent donc l'intégralité de la récolte. Cette situation transforme ce « prêt » en une sorte de contrat lié et de mise à disposition de la force de travail des enfants sur la parcelle des parents, en contrepartie d'un accès sans coût à une parcelle dont ils jouissent de la récolte entièrement.

Pour les familles les mieux dotées en foncier, les enfants peuvent espérer accéder à la terre lorsqu'ils sont en couple et prévoient de s'installer au sein de leur propre maison. En effet, à ce moment, certains parents offrent à leur enfant un bout de terrain pour l'emplacement de la maison (environ 1800 m²). En fonction de la situation des autres enfants, ce don d'un *solar* sera éventuellement déduit de la part finale de l'héritage. En revanche, l'octroi d'une parcelle à mettre en valeur est plus rare, comme analysé précédemment.

Enfin, certaines familles nucléaires, qui recourent à ces arrangements familiaux supposant dons et contre dons, se retrouvent malgré tout avec un nombre insuffisant de parcelles prêtées, parfois de trop faible qualité, pour pouvoir diversifier leurs productions. Les terres auxquelles ils accèdent leur permettent seulement de cultiver, intégralement ou en partie, les grains de base nécessaires à leur consommation alimentaire. Renaldo (50 ans), père d'une famille en émancipation de sept enfants vivant toujours sous son toit à El Plan Grande (San Pedro del Norte), se trouve dans ce cas.

¹⁹⁷ Quelques cas font référence à des prêts de parcelles octroyés par un oncle, un frère ou un voisin.

« *Je ne possède pas de terre avec ma femme. Elle a hérité du terrain où nous avons notre maison mais, à cause de conflits avec sa famille, nous avons fini par l'acheter à ses parents. J'ai 50 ans et mon père me prête toujours 2 manzanas [1,4 hectares] par cycle de culture pour que je cultive le haricot. En échange, je cultive ses parcelles avec lui et un de mes frères. Les années où je pars au Salvador ou au Costa Rica durant la saison sèche, je loue à mon retour 1 manzana de terre [0,7 hectare] plus bas dans la montagne où le maïs pousse mieux. J'ai toujours fonctionné de cette manière ne parvenant pas à acheter mes propres terres. La seule chose qui a varié d'une année à l'autre est le temps que je passais dans les pays voisins. Cela dépendait des projets liés aux enfants et si je parvenais à m'organiser avec l'un de mes frères pour qu'il me remplace auprès de mon père jusqu'à mon retour.* » (Entretien réalisé à El Plan Grande en août 2014)

Enfin, j'ai pu observer certains cas de prêts de terres entre des membres du réseau supra-familial ou de la sphère familiale, correspondant à une logique de multi-localisation des parcelles dans des espaces différenciés et sur des temporalités différenciées au cours de l'année (voir l'encadré n°7).

Encadré n°7: Prêt de terres et multi-localisation des parcelles agricoles entre les zones agro-écologiques

Lors de la saison des pluies, certaines parcelles de la zone de plaine sont inondées et les conditions de vie deviennent compliquées (présence forte de moustiques entre autres). Certains propriétaires décident alors de s'installer dans des localités plus clémentes¹⁹⁸ et prêtent certaines de leurs parcelles à des « sans terre » de la zone montagneuse. Ces derniers, lors du cycle de *postrera*, cultivent du maïs sur les petites parcelles non inondées, aptes à la mise en culture, et bénéficient de la totalité de la récolte. En échange du prêt de ces terres, ils sont chargés des travaux d'entretien (réparation des clôtures, nettoyage des parcelles).

Durant la saison sèche et ce, depuis la fin des années 1960, des habitants de la vallée du Río Negro partent pour la localité de Los Chiles (San Carlos) près de la frontière avec le Costa Rica (Figure 22). Comme mentionné dans le chapitre 1, l'expansion de l'agro-industrie, dans les années 1960, a contribué à saturer l'espace agricole au dépend la petite paysannerie des

¹⁹⁸ Ces propriétaires terriens ont une double résidence, l'une à Somotillo et l'autre sur leur exploitation agricole dans une des localités de la commune.

communes de Somotillo et Villanueva. De nombreux paysans partent alors vers l'intérieur du pays pour accéder à de nouveaux espaces agricoles. Aujourd'hui, certaines familles maintiennent toujours des liens avec des membres de leur sphère familiale installée à Los Chiles. Ce réseau familial permet à certains producteurs de multi-localiser leur production. Un cousin, un frère ou un oncle leur prête une parcelle afin qu'ils cultivent du haricot. Le calendrier agricole pour la culture du haricot dans cette région correspond à la saison sèche dans la vallée du Río Negro. Les pères de famille restent durant 3 mois, vivant chez leurs proches. Au cours de leur séjour, ils font parvenir à leur famille des fruits et légumes. Puis, ils vendent leur récolte et en conservent une partie qu'ils ramènent dans la vallée du Río Negro. Il existe depuis quelques années une ligne de bus qui va directement de Somotillo à Los Chiles.



Figure 22 : Localisation de Los Chiles, relié à Somotillo et Chinandega par le bus. Les migrants saisonniers profitent de conditions agro-écologiques qui diffèrent fortement de celui de la vallée du Río Negro. Réalisation : auteure. Sources photographiques : auteure (2015).

1.1.3.2. *L'accès par location et par métayage au sein et en dehors de la famille*

D'autres producteurs sans terre, ou avec peu de terres, recourent à différentes modalités de location en sortant du fonctionnement familial. Cela ne concerne, cependant, que 5 des familles nucléaires enquêtées (11% des familles agricoles¹⁹⁹). Ces familles s'adressent à des habitants de leur localité avec qui elles entretiennent un lien de confiance. Les modalités du fermage varient selon l'usage qui est fait de la parcelle.

Pour la mise en culture, l'accord est valable pour un seul cycle de production. À chaque cycle, le bénéficiaire change de parcelle selon la stratégie de rotation culturale du propriétaire.

¹⁹⁹ Pour résumer, parmi les 44 familles ayant une exploitation agricole dans la vallée du Río Negro, 52% sont propriétaires terriens, 32% se font prêter des terres par leur groupe familial, 11% recourent à des modes de faire-valoir indirect non familiaux et 5% combinent ces différents modes d'accès au foncier.

Dans certains cas, il rétribue le propriétaire en argent. Ce prix varie selon la qualité de la parcelle (14 à 28 euros par hectare), c'est-à-dire la qualité agronomique du sol et l'état de la parcelle, certaines nécessitant un nettoyage.

Toutefois, la majorité des cas rencontrés correspondent à du fermage à part de fruit. Le bénéficiaire, qui assume les coûts de production, rétribue le propriétaire avec un volume de la récolte fixé à l'avance. La rétribution est d'environ 2,8 quintaux de maïs ou 1,4 quintal de haricot rouge par hectare²⁰⁰, ce qui équivaut à une valeur de 50 à 65 euros selon l'année. L'un des désavantages de ce type de fermage est qu'il est risqué, puisque la valeur du « loyer » est fixe, même en cas de mauvaise récolte.

Il existe également une forme de métayage, identifiée également dans d'autres espaces ruraux latino-américains, appelée « *a media* » en espagnol (Colin et Bouquet, 2017). Les propriétaires qui y ont recours, peu nombreux, sont ceux qui possèdent les plus grandes surfaces. En général, le propriétaire fournit la terre ainsi qu'une partie ou la totalité des intrants, à la différence du cas précédent. Le bénéficiaire travaille la terre et verse la moitié de la récolte (le volume peut donc varier d'une récolte à l'autre, ce qui permet un partage des risques avec le propriétaire de la terre). Si ce mode de rétribution revient potentiellement plus cher au bénéficiaire²⁰¹, elle est néanmoins privilégiée car elle lui évite de mobiliser de l'argent, dont il ne dispose pas toujours, et de mieux gérer les risques liés aux aléas de la production.

La location de pâturages pour l'élevage bovin, quant à elle, est valable pour un mois avec des variations selon le nombre de bêtes et la taille de la parcelle. Le prix est fixé par tête de bétail et selon la qualité du pâturage (naturel, amélioré, présence d'une source d'eau ou de calebassier²⁰²). Le prix varie de 2,10 à 9,30 euros par hectare.

Ce système de location associe des personnes de confiance résidant dans la même localité, et parfois même dans des localités dispersées entre les deux zones agro-écologiques (plaine et montagne). En effet, les éleveurs des zones de plaines inondables, comme précédemment

²⁰⁰ Cela représente environ 10% à 20% de la récolte. Dans certains cas recensés, cette part était ajustée selon les rendements obtenus.

²⁰¹ Il est difficile de comparer l'avantage des différentes modalités de location et de métayage, sans avoir une information précise relative aux rendements et au coût des intrants. Ces données étaient difficiles à collecter dans ses liens au mode de tenure à partir de l'enquête famille, et n'étaient pas une priorité dans ma démarche d'analyse.

²⁰² Cet arbre est adapté au climat aride et ses graines, très nutritives, servent à l'alimentation des populations comme des animaux. Les éleveurs donnent les calebasses, cueillies et coupées en deux, à leurs animaux le soir dans leur enclos. Les qualités nutritives de cet arbre font que certains habitants de la zone d'étude dédient leur temps à récolter les fruits pour les vendre. Le prix, rémunérateur, est de 1200 cordobas le quintal soit environ 38 euros en 2015.

évoqué dans l'encadré, font parfois transhumer leur bétail depuis les zones inondées vers celles plus sèches situées en altitude, où ils louent des pâturages²⁰³.

1.1.4. Les orientations productives : des logiques d'autoconsommation aux logiques marchandes

Les systèmes productifs des familles nucléaires de la vallée du Río Negro varient en fonction de divers facteurs : la quantité et la qualité des ressources foncières auxquelles elles ont accès ; la disponibilité de la main-d'œuvre ; la localisation des parcelles (distance à la route, accès à l'eau) ; les étapes du cycle de vie de la famille. Afin de rendre compte de ces différenciations, je propose une première caractérisation des orientations productives selon les types de produit cultivé et d'élevage (Tableau 35).

Orientations productives	Famille nucléaire	
	n	%
Maïs (- sorgho) - haricot (OP1)	7	16
Maïs (- sorgho) - sésame (OP2)	6	14
Maïs (- sorgho) - haricot - élevage bovin (OP3)	13	29
Maïs (- sorgho) - sésame - élevage bovin (OP4)	13	29
Élevage bovin (OP5)	3	7
Élevage de basse-cour (OP6)	2	5
Total	44	100

Tableau 35 : Les orientations productives des familles ayant une exploitation agricole. Source : enquête famille.

La première orientation productive (OP1) correspond à la mise en culture, lors de la *primera* et/ou *postrera*, de maïs, parfois associé au haricot exclusivement dans la zone montagnaise. Ces cultures permettent de fournir la base de l'alimentation des familles. Certaines d'entre elles vendent une partie de leur récolte, par exemple au moment de la période de soudure quand les prix sont élevés (avril-mai)²⁰⁴. Le sorgho est généralement semé en association avec le maïs. Ce système de culture – dit « *revuelto* » (« mélangé ») – a pour avantage de réduire le travail agricole et surtout, de gérer au mieux l'utilisation de la pluviométrie (s'il pleut beaucoup, le maïs produira plus, sinon, le sorgho produira davantage). Les tâches sont réalisées en même temps pour les deux cultures. Cette pratique permet aux

²⁰³ À noter que, même si une seule famille est concernée dans les enquêtes, certaines font partie de coopératives agricoles. Celles-ci ont renouvelé leur fonctionnement depuis l'époque de la réforme agraire, mais elles restent un autre moyen d'accéder à de la terre.

²⁰⁴ Les bénéfices tirés, en particulier du haricot, servent à financer les intrants de la *primera* à venir.

familles d'économiser de la main-d'œuvre agricole et des intrants. Le sorgho est principalement utilisé pour l'alimentation des animaux de basse-cour, la majorité des familles n'ont donc pas besoin de bons rendements, même si les familles les plus pauvres en consomment sous la forme de galettes (« *tortillas* »). Elles n'ont pas d'intérêt à trop investir dans cette culture. Elles doivent néanmoins semer sur des terres suffisamment fertiles pour espérer le développement des deux plantes.

Dans la zone de plaine, le maïs (avec ou sans sorgho) est cultivé par certaines familles en rotation avec le sésame durant le troisième cycle agricole (*apante*)²⁰⁵ (OP2), culture destinée à la vente uniquement. Les revenus obtenus – très dépendants des conditions du marché (voir l'encadré n°8) – permettent aux familles de disposer de trésorerie pour l'année suivante, si elles parviennent à assumer les coûts de production et si elles ne sont pas affectées par des aléas climatiques²⁰⁶. Cette orientation productive a pour objectif à la fois d'assurer la sécurité alimentaire de la famille et de générer un revenu.

²⁰⁵ Le sésame est semé sur la même parcelle que le maïs, une fois celui-ci récolté, ou bien sur une autre parcelle.

²⁰⁶ Dans la zone de plaine, et plus précisément à l'est de la commune de Somotillo, le vent a détruit une partie des récoltes de sésame en août 2015. Ces événements sont cycliques, associés au phénomène d'El Niño (voir chapitre 1).

Encadré n°8: La vente des produits agricoles, une forte dépendance au marché

Le choix des producteurs de vendre ou de conserver leurs récoltes est largement dépendant des prix du marché (Tableau 36). Le cas du sésame est emblématique.

Le sésame était vendu sur le marché à 1 euro environ le kilogramme en 2012, 1,40 euros en 2013, 1,30 euros en 2014 et 0,58 centimes d'euro en 2015²⁰⁷. Cette variation des prix a de fortes conséquences pour les producteurs qui ne connaissent le prix d'achat qu'une fois les parcelles mises en culture. La majorité des producteurs vend sa récolte à son organisme de crédit et à des acheteurs itinérants qui parcourent les localités, comme expliqué par la suite. Ne pouvant anticiper, ils sont d'autant plus soumis à ces variations de prix. Ceux avec plus de ressources financières ou disposant de silos à grain conservent leur récolte en attendant de meilleurs prix, par exemple, lors de la période de soudure pour les grains de base (mars-avril).

	Bonne récolte (en kg)*	Mauvaise récolte (en kg)	Rang de prix de vente au kg (en euros, année agricole 2014)
Maïs	908	454	0,25 - 0,36
Haricot rouge	450	272	1,1 - 1,4
Sorgho	1135	545	0,25 - 0,30
Sésame	687	318	0,9 - 1,5

*Les rendements sont moins élevés lors de la primera.

Tableau 36 : Rendements moyens pour un hectare semé durant le cycle de *postrera*. Sources : enquête famille et enquête complémentaire.

Certaines familles s'engagent dans l'élevage extensif bovin qu'elles combinent aux différentes cultures si elles ont accès à des pâturages²⁰⁸. L'orientation productive 3 associe l'élevage bovin aux cultures vivrières (maïs, haricot rouge et sorgho) (OP3). Ces familles auto-consomment généralement le maïs et le lait, mais certaines vendent une partie des autres produits ainsi que le lait, parfois transformé en fromage. Leur logique est d'abord alimentaire, mais elles disposent d'une épargne sur pied en cas d'aléas ou pour entamer un processus d'accumulation (voir chapitre 8).

L'orientation productive 4 se distingue par le fait que l'élevage bovin est également associé au maïs, sorgho et haricot, mais également au sésame (OP4). La totalité (pour le sésame) ou une partie (pour le haricot) des récoltes est vendue sur le marché local. Cette orientation

²⁰⁷ En 2015, la chute du prix est due à la sécheresse mais aussi à l'interdiction faite aux acheteurs étrangers d'entrer sur le territoire nicaraguayen pour acheter les récoltes. Les acteurs nicaraguayens ont ainsi pu fixer leurs prix d'achat.

²⁰⁸ L'élevage bovin est consacré à la production de lait et à la vente sur pied.

productive, visant à la fois l'autoconsommation et la génération de revenus par la vente sur le marché, est la plus diversifiée en matière de combinaison de types de cultures et d'élevage.

Certaines familles ne pratiquent que des activités d'élevage. Deux types d'orientation productive sont à distinguer. La première (OP5), donnant la priorité à l'élevage bovin, permet une capacité d'accumulation. Comme je le montrerai plus loin, l'élevage bovin est cependant une activité complexe à mettre en œuvre et à pérenniser. L'élevage de basse-cour (cochons, volailles), quant à lui, est pratiqué par 60% des familles travaillant sur leur exploitation agricole et ce, quelle que soit leur orientation productive²⁰⁹. Cependant, certaines familles nucléaires n'exercent que cette activité (OP6).

1.2. Ressources et pratiques sur les exploitations agricoles

1.2.1. *Pratiques agricoles et organisation sociale du travail*

La reconstitution des itinéraires techniques²¹⁰ rend compte de la difficulté à accéder aux ressources naturelles ou matérielles, telles que le foncier ou les intrants, aux ressources financières et notamment au crédit, mais également aux ressources humaines, à savoir la main-d'œuvre. Cette différenciation de l'accès aux ressources, de fait, détermine les orientations productives et les pratiques agricoles/d'élevage qui varient d'une famille agricole à l'autre.

Les entretiens menés avec les producteurs, lors de l'enquête famille et des enquêtes complémentaires, ainsi que les observations conduites sur les parcelles, ont permis d'identifier les variations dans les pratiques agricoles. Concrètement, j'ai reconstitué les étapes culturelles par cycle agricole dans les deux zones agro-écologiques (voir annexe 12). La confrontation entre les choix exprimés et les tâches réalisées par tous les producteurs enquêtés montre que le niveau technique, la main-d'œuvre mobilisée et l'organisation collective dans les tâches agricoles constituent les principaux facteurs de différenciation des itinéraires techniques et expliquent les activités productives²¹¹.

²⁰⁹ Ces familles possèdent entre 3 et 10 volailles qu'elles maintiennent dans leur jardin. Quelques rares familles possèdent 1 cochon qu'elles engraisent avant de le vendre.

²¹⁰ L'itinéraire technique correspond à « *l'ensemble des pratiques culturelles ordonnées dans le temps, appliquées à une culture ou à une association de cultures, depuis la préparation du terrain et le choix des variétés à la récolte* » (Ferraton et Touzard, 2009: 36).

²¹¹ Les pratiques sanitaires (en particulier la vaccination, les traitements préventifs et curatifs) et les choix des variétés semées sont également pertinents à prendre en compte pour caractériser les itinéraires techniques. Par exemple, pour l'élevage bovin ces coûts sont élevés (déparasitage) et il n'existe pas d'alternative. Néanmoins, les données collectées sur ces aspects n'ont pas permis une systématisation suffisante pour l'ensemble de l'échantillon.

1.2.1.1. Des niveaux techniques différenciés

Les intrants, largement utilisés par les producteurs de la zone d'étude comme dans le reste du Nicaragua, ont une double fonction. Les engrais (majoritairement chimiques) jouent un rôle clé dans la gestion de la fertilité²¹². L'usage d'herbicides, de fongicides et d'insecticides permettent également aux producteurs de lutter contre les adventices et les ravageurs²¹³.

Par exemple, pour la culture du maïs, en plaine ou montagne, l'engrais est appliqué juste après le semis²¹⁴, puis deux fois au cours du cycle : au bout d'un mois puis, deux mois après le semis, à la floraison²¹⁵. Certains producteurs réalisent l'ensemble de ces applications, d'autres ne maintiennent que la seconde fertilisation à l'urée. Pour lutter contre les adventices, les herbicides sont souvent, là aussi, privilégiés. Toutefois, certains producteurs vont privilégier le nettoyage manuel de leur parcelle à la machette²¹⁶. Cette technique est plus chronophage et exige plus de main-d'œuvre, mais la prise de conscience du caractère nocif de certains intrants, ainsi que leur coût prohibitif, justifient ce choix.

Quoiqu'il en soit, la capacité à financer les intrants est inégale selon les familles. Or, aucun des producteurs enquêtés ne finance les coûts de production avec les seuls revenus de l'exploitation agricole : soit d'autres sources de revenu permettent de répondre à ces coûts, soit ils ont recours au crédit.

Les producteurs se tournent en effet vers différents acteurs publics ou privés leur permettant d'accéder à un crédit ou d'obtenir directement des intrants. Ils s'adressent à des organismes de financement établis à Somotillo qui peuvent être des caisses de micro-crédits (FDL), des coopératives d'épargne et de crédit (CARUNA) ou plus rarement des banques commerciales (BND)²¹⁷. Pour ce qui est de la procédure, les producteurs recourent le plus souvent à un intermédiaire de leur localité ou de Somotillo, avec qui ils passent un contrat.

²¹² Certains producteurs expriment qu'une dépendance aux engrais a également augmenté compte tenu de leur utilisation systématique et renforcée au cours des dernières décennies.

²¹³ Dans la plaine, les producteurs font notamment face à un ver (« *la langosta* ») qui s'est attaqué aux jeunes plants de maïs lors de l'année agricole 2014.

²¹⁴ Il faut environ 64 kilogrammes par hectare ce qui coûte en moyenne 38 euros, rien que pour cette tâche agricole.

²¹⁵ Chaque application nécessite, pour être optimale, 90 kilogrammes par manzana. Un quintal coûte environ 24 euros. En somme, les intrants représentent, selon mes calculs, plus de la moitié du coût total de ce cycle de culture.

²¹⁶ Certains producteurs utilisent la technique du brûlis qui consiste à mettre le feu à sa parcelle pour la préparer avant le semis. Cette technique exige moins de travail mais, dans cette région sèche, le risque de propagation du feu est important.

²¹⁷ Fond de Développement Local (FDL) ; Coopérative d'Épargne et de Crédit de la Caisse Rurale Nationale (CARUNA) ; Banque Nationale de Développement (BND).

Il existe donc différents guichets vers lesquels les producteurs peuvent se tourner d'une année à l'autre.

Les producteurs prennent en compte différents paramètres pour faire leur choix, à savoir les démarches administratives nécessaires à l'obtention du prêt, le montant et la durée du prêt et les taux d'intérêts. Les différents organismes accordent un prêt à condition que cela concerne, d'une part, des produits destinés à la vente (comme le sésame) et, d'autre part, la production de *postrera* ; les conditions climatiques (pluviométrie, température) pour ce cycle de culture étant plus favorable que celui de la *primera*. Or les producteurs ont besoin de cet argent pour également cultiver les grains de base pendant les autres cycles. Pour la *primera*, certains achètent alors leurs intrants à des commerçants de Somotillo ou de Chinandega qui proposent parfois des crédits, à des taux souvent plus élevés que les organismes de financement. Ces crédits peuvent se faire sous la forme d'argent ou en intrants. La majorité déclare une surface de sésame supérieure à ce qui sera effectivement semé. Cela leur permet d'obtenir plus d'argent ou plus d'intrants qu'ils utilisent en réalité pour le sésame et le maïs. C'est une pratique répandue et connue de tous²¹⁸.

Les témoignages concernant le financement des cycles de culture sont nombreux. Naoum (34 ans), producteur à La Fragosa (Somotillo), résume bien la situation.

« Je m'arrange avec un homme de confiance à Somotillo. Il forme des groupes de producteurs qui ont besoin d'un prêt qu'il se charge de demander au FDL. C'est un prêt de 6 mois. L'homme apporte la garantie, nous non, c'est l'avantage. En contrepartie, nous nous engageons à acheter les intrants exclusivement à lui. Ce prêt n'est valable que pour la postrera et le sésame. Mais nous avons tous besoin de financement pour les autres cultures alors moi ce que je fais est que je dis que je sème 5 manzanas de sésame alors qu'en vérité je n'en sème que 3. C'est le seul moyen pour obtenir les intrants nécessaires mais cela augmente le prix de chaque cycle de culture. [...] Cette année, j'espère ne pas avoir à procéder de cette manière car je perds beaucoup de temps en réunion et à faire les démarches administratives. J'ai un ami qui a vendu toutes ses bêtes, il a de l'argent. Il me prête pour 8 mois et avec 10% d'intérêt, c'est tout de même cher. » (Entretien réalisé à El Rodeito en août 2014)

²¹⁸ Certains producteurs préfèrent se passer des services de ces organismes et s'arranger avec leur famille et leurs amis localement. Les arrangements familiaux ou amicaux sont assez rares pour l'activité agricole. Les cas recensés renvoient à des situations où un proche qui dispose d'une trésorerie importante suite à la vente de bétail décide de prêter de l'argent, moyennant des conditions plus souples que celles imposées par les acteurs formels.

Dans les familles combinant des activités sur et en dehors de leur exploitation agricole, les cycles de production sont financés par les autres sources de revenus de la famille (souvent en complément de crédit). Ce point sera développé plus en détail plus loin.

1.2.1.2. Organisation sociale de l'activité productive : mobiliser la famille nucléaire, la sphère familiale et le voisinage

1.2.1.2.1. Les différentes formes de mobilisation de la main-d'œuvre agricole

Disposer de suffisamment de main-d'œuvre est une grande préoccupation des producteurs agricoles. Trois modes d'accès à une main-d'œuvre coexistent dans la zone d'étude : mobiliser les membres de sa famille, échanger des journées de travail avec le voisinage ou la famille, embaucher des travailleurs agricoles.

Les producteurs agricoles mobilisent d'abord les membres de leur propre famille nucléaire. Dans la région d'étude, le genre, l'âge et le statut conjugal conditionnent, dans une certaine mesure, le rôle attribué à chaque membre de la famille dans l'agriculture et l'élevage. Les pères de famille prennent les décisions et gèrent la production : choix des types de culture, modalité du travail sur l'exploitation, destination des produits. Les mères gèrent le budget au quotidien. Avec leurs filles, elles participent à certains travaux dans les champs lors des pics de travail (récolte, séchage), mais se chargent surtout de la préparation des repas des journaliers agricoles, lorsqu'il y en a, de la traite ou la fabrication de fromage, comme j'y reviens ci-dessous²¹⁹. Pour les principales tâches culturales liées à la production de grains, les pères et mères de famille font appel à leurs fils qui vivent avec eux, ou ceux qui vivent sous un autre toit avec leur propre famille. Si la culture des grains de base donne lieu à divers arrangements à l'échelle de la famille nucléaire ou du groupe familial, la production du sésame est l'affaire de la seule famille nucléaire, et plus précisément du père de famille qui doit compter sur sa force de travail et, quand c'est possible, celle de ses fils vivant sous son toit (sans rémunération).

Le recours aux membres de la sphère familiale ou au voisinage correspond au système dit « *mano vuelta* » (« échange de main-d'œuvre »). Les producteurs s'échangent des journées de

²¹⁹ Les femmes (mères et filles) sont surtout en charge des activités domestiques. Elles s'occupent quotidiennement de préparer les repas, nettoyer la maison, aller chercher de l'eau et laver les vêtements au puits ou dans un cours d'eau, s'occuper des enfants. De même, elles sont les garantes de la cohésion familiale assurant la reproduction et redistribution au sein de la famille lorsque ses membres vivent ensemble ou se dispersent (voir chapitre 8).

travail au sein de leurs exploitations agricoles respectives. Impliquant des proches ou des gens de l'entourage, ce système est avantageux. Il garantit la réciprocité de l'échange et la qualité du travail effectué. De plus, il permet de ne pas payer de travailleurs. En revanche, ce système devient contraignant au moment des pics de travail de chaque cycle de culture. C'est ce qu'explique Mario (42 ans), résident de Los Jovitos (Santo Tomas del Norte).

« Ce système ne se pratique pas au moment de semer parce que tout le monde veut et doit semer au même moment. Quand on te prête un jour de travail, il faut le rendre, sauf que personne ne veut travailler à cette période. Parfois, nous sommes aussi en retard dans notre travail agricole et ce système devient embêtant. Certains envoient alors leurs aînés mais ils ne sont pas toujours suffisamment expérimentés. Personnellement, quand je le peux, je préfère payer un travailleur journalier. Je sème plus rapidement et en une seule fois, ce qui facilite tout [l'itinéraire technique] pour la suite. » (Entretien réalisé à Los Jovitos en août 2014)

Dans ces conditions, beaucoup de familles nucléaires, quelle que soit l'étape de leur cycle de vie, embauchent des travailleurs agricoles (voir section 2.1.3). Les producteurs privilégient le plus souvent des membres de leur sphère familiale ou des voisins de confiance. L'entretien des parcelles, le labour, le semis et la récolte sont les étapes les plus demandeuses en main-d'œuvre²²⁰. Elles doivent être réalisées en peu de temps afin d'avoir une culture uniforme.

1.2.1.2.2. Transformation à la ferme d'aliments à l'initiative des femmes

Au-delà des tâches culturales, certaines femmes transforment le maïs, voire le sorgho, en pâtisserie ou en galettes (Photographie 8). Cette activité est ponctuelle, mais chronophage, réalisée selon les quantités de produits disponibles et les besoins du ménage. Les femmes les réalisent pour obtenir des liquidités pour un usage à court terme (acheter de matériel scolaire, honorer un remboursement). L'activité suppose de posséder un four à bois et du combustible, ou sinon de pouvoir utiliser celui d'une voisine.

²²⁰ Dans la zone d'étude, la mécanisation de l'agriculture est rare, à l'exception de quelques grandes exploitations de la zone de plaine. Le travail de labour est réalisé manuellement ou grâce à la traction bovine, ce qui explique ces besoins élevés en main-d'œuvre. Quelques rares familles enquêtées, ne possédant pas d'élevage bovin et disposant d'au moins une parcelle de pâturage, acquièrent des bœufs qu'elles maintiennent sur leurs terres et dans un enclos près de leur maison. Si cela facilite certaines tâches agricoles, ces familles peuvent également louer leurs bœufs dans la localité et être rémunérées, soit en argent, soit en journée de travail.



Photographie 8 : La fabrication de pâtisseries à Palo Grande. Ces voisines se chargent de les produire et envoient leurs petits-fils les vendre dans la localité. Source : auteure (2012).

1.2.2. Les particularités de l'élevage : une activité coûteuse qui implique une collaboration familiale

Parmi les 44 familles nucléaires qui ont une exploitation agricole dans la vallée du Río Negro, 29 ont un élevage de bovin (64%). L'élevage est un symbole fort dans le milieu rural nicaraguayen. Les éleveurs, appelés « *campesinos finqueros* », sont perçus comme des propriétaires bien dotés. Pour tous les exploitants agricoles pauvres du Nicaragua, ils incarnent l'espoir d'une vie meilleure en milieu rural et la promesse d'un héritage laissé à la descendance (Maldidier et Marchetti, 1996).

L'élevage a donc une fonction sociale qui confère un statut à ceux qui exercent cette activité. Il a également une fonction alimentaire (consommation de lait)²²¹ et économique (génération de revenus par la vente). La vente d'animaux permet de faire face aux aléas de la vie que sont la maladie, un décès ou une dette à rembourser²²². Elle permet également de formuler des projets de moyen, voire de long terme, comme financer les études supérieures de ses enfants. Enfin, l'élevage permet d'épargner en vue de la création ou du renforcement d'une activité, ou encore de financer un départ en migration.

²²¹ La vente du lait est occasionnelle pour les familles enquêtées. Le lait est vendu à des voisins fabriquant de la *cuajada*, caillé consommé comme un fromage, ou à des intermédiaires de passage. Il n'y a pas de laiterie à proximité des éleveurs rencontrés et les faibles quantités produites n'intéressent pas les acheteurs réguliers. Seules 2 familles enquêtées vendaient leur lait à des intermédiaires. Autre cas abordé dans la section 2.1.1.2, certains tirent des revenus de cette ressource, en transformant le lait en fromages.

²²² Les éleveurs gardent en priorité les génisses et les vaches. Chaque éleveur ne dispose pas d'un taureau car, outre la capacité d'investissement que cela suppose, le mode de gestion du troupeau est plus exigeant. De ce fait, il est fréquent que les éleveurs se prêtent les taureaux entre familles et voisins.

1.2.2.1. Une technification obligatoire pour pérenniser l'activité d'élevage d'une année sur l'autre

Élever des bovins dans de bonnes conditions implique d'avoir suffisamment de ressources naturelles (terres, qualité des fourrages, eau) et matérielles (enclos, puits, etc.). En premier lieu, tous les éleveurs construisent un enclos²²³ à proximité de leur habitation afin de sécuriser leur troupeau face au vol de bétail, récurrent dans cette zone frontalière. Lorsque les sphères familiales vivant à proximité l'une de l'autre mutualisent la gestion de leur troupeau, elles parquent séparément leurs animaux le soir pour que chacun soit responsable de ses bêtes.

Le principal facteur limitant pour l'élevage bovin est la disponibilité des terres qui doivent fournir aux animaux les pâturages et l'eau nécessaires, en particulier durant la saison sèche²²⁴. La taille du troupeau dépend donc de la dotation en ressources naturelles (superficie des pâturages et en cultures fourragères dans certains cas). Les éleveurs développent différentes stratégies pour nourrir leur troupeau. Ils les laissent pâturer sur leurs parcelles de culture après la récolte, ou sur celles de leurs voisins en échange de quelques litres de lait. De même, les mieux dotés sèment des cultures fourragères, en utilisant parfois des semences améliorées. Dans les plaines, la présence de calebassiers est précieuse comme précédemment évoqué.

Abreuver ses bêtes est un enjeu tout aussi important dans cette zone subhumide, en particulier dans la zone de plaine. Les bêtes doivent s'abreuver deux fois par jour. En fonction des parcelles, les éleveurs disposent d'un accès aux fleuves permanents et à divers cours d'eau qui, pour la plupart, s'assèchent à la fin de la saison des pluies. Les mieux dotés creusent un puits ou construisent une retenue d'eau, qui se remplit lors de la saison des pluies, afin d'affronter la saison sèche²²⁵. Selon les enquêtes, ces éleveurs font toujours appel à des proches, notamment ceux en migration, pour financer en intégralité ou en partie ces travaux coûteux (don ou prêt).

Ces conditions font de l'élevage bovin extensif une activité chronophage, les éleveurs devant assumer plusieurs tâches au quotidien (conduite des troupeaux, traite, gestion des pâturages et de l'abreuvement). Les pâturages de montagne sont généralement de meilleure

²²³ Ces enclos sont faits de bois et n'ont pas de toit.

²²⁴ Les familles qui font de l'élevage bovin possèdent, pour la plupart, un ou deux chevaux afin de conduire les bêtes durant la journée. Certains se déplacent à pied lorsque les bêtes pâturent à proximité de la maison, ou à vélo lorsque maintenir un cheval est trop coûteux pour les familles.

²²⁵ Les limites de ces retenues d'eau, évoquées par les éleveurs, sont que l'eau stagnante devient parfois impropre ou est contaminée par les produits phytosanitaires épandus sur les cultures. Enfin, l'évaporation est forte aux vues de températures de la saison sèche.

qualité du point de vue de l'alimentation et abreuvement des animaux, mais les surfaces sont limitées du fait, entre autres, de l'escarpement et de la saturation du foncier. À l'inverse, dans la plaine, les zones de pâturage sont importantes mais leur qualité très variable. Ces paramètres expliquent la taille limitée des troupeaux, en particulier dans la zone de montagne, mais aussi le fait que l'élevage bovin soit une activité instable, en reconfiguration permanente d'une saison à l'autre. Les témoignages des éleveurs rendent compte de phénomènes brutaux de décapitalisation de leurs troupeaux, du fait des difficultés à accéder à des ressources suffisantes. C'est ce qu'explique Harlem (43 ans) qui réside à El Polvón (San Pedro del Norte).

« En 2008, j'ai acheté une vache à un voisin. En 2012, j'en avais 8 mais je n'avais pas assez de terre pour les faire pâturer toute l'année. J'ai loué des terres mais cela me revenait trop cher. Je ne voyais plus l'intérêt de maintenir mes animaux surtout que je n'avais pas de projet particulier à ce moment-là. J'ai donc revendu mon troupeau lorsque les pluies se sont installées afin d'en tirer le meilleur prix. La saison sèche avait été dure à traverser, mes vaches étaient maigres²²⁶. En 2014, j'ai racheté une vache par sécurité car mes parents se font vieux alors, en cas d'urgence, je veux avoir les sous pour les soigner. Aujourd'hui, j'ai une vache et un veau mais je ne peux espérer avoir trop de bêtes, car mon fils est grand aujourd'hui et il ne travaille plus avec moi. » (Entretien réalisé à El Polvón en mai 2016)

Quant à Mario (42 ans), il habite à Los Jovitos (Santo Tomas del Norte) et il raconte une expérience similaire.

« En 2011, j'ai vendu les 5 vaches que je possédais. En 2007, j'ai demandé à ma sœur en Espagne de me prêter 5000 dollars [3500 euros environ] pour acheter une égreneuse à maïs. Je devais rembourser ma sœur au fur à mesure avec l'argent que je gagnais. J'ai pris du retard car il m'a fallu acheter une camionnette à 8000 dollars [6000 euros environ] pour transporter la machine. J'ai donc vendu mes vaches pour finir de rembourser ma sœur. [...] De toute façon, cette activité demande un travail quotidien pour conduire les bêtes et mes enfants sont trop petits pour m'aider, c'était la bonne décision. » (Entretien réalisé à Los Jovitos en mai 2016)

²²⁶ Le prix des bêtes, peu sensible à l'inflation, varie selon leur âge et leur corpulence. Dans la majorité des cas, les animaux sont vendus à des intermédiaires qui se chargent de les revendre au Honduras. Le prix d'un veau varie de 6000 à 8000 cordobas [200 à 265 euros environ] selon sa taille, une génisse se vend 5000 cordobas [environ 165 euros]. Une vache de bonne corpulence se vend environ 12000 cordobas [400 euros environ] alors qu'une vache maigre ne peut se vendre plus de 8000 cordobas [265 euros environ] en 2015.

Nombreuses sont les familles de la vallée du Río Negro qui ont un élevage de basse-cour autour de leur maison (60% des familles agricoles). Dans la majorité des cas, les familles élèvent des poules, rarement plus d'une dizaine. Elles servent à approvisionner la famille en œufs, ponctuellement, à pouvoir consommer de la viande lors d'occasions particulières (anniversaire, visite d'un proche) ou à les vendre au sein de la localité.

Seulement 2 familles enquêtées diversifient leur basse-cour en élevant des dindons et des canards (OP6). La logique est ici différente puisque ces animaux sont systématiquement destinés à la vente, en particulier pour les fêtes de fin d'année ou de Pâques. Ces animaux étant fragiles, un soin particulier est apporté à leur alimentation et à la vaccination. Leur enclos est aussi amélioré. Ces familles peuvent également élever 1 ou 2 cochons par an, à défaut d'avoir des bovins. Ces cochons sont engraisés tant que les familles ont de quoi les nourrir, puis vendus à des intermédiaires qui circulent régulièrement dans les localités. Ces animaux sont élevés au sorgho, semés par les familles lors de la *primera*. Le petit-lait collecté auprès de voisins ou membres de la sphère familiale, extrait lors de la transformation du lait en fromage, vient compléter l'alimentation des cochons.

1.2.2.2. Les arrangements familiaux et les initiatives individuelles autour de la pratique de l'élevage

1.2.2.2.1. L'élevage bovin raisonné à l'échelle de la sphère familiale

Les arrangements familiaux autour de l'élevage sont une pratique courante dans les localités de la vallée du Río Negro. Leur spécificité est qu'ils se jouent au niveau de la sphère familiale, entre plusieurs familles nucléaires liées par des liens de parenté intra et intergénérationnels. Pour rendre compte des modalités de ces arrangements collectifs, souvent complexes, je propose ici de prendre l'exemple concret d'une sphère familiale.

Dans cette sphère, toute la fratrie de la seconde génération (8 groupes familiaux sur 9) possède du bétail mais la majorité n'a pas de terres. Seule Irma, une des sœurs, dispose de pâturages sur les 140 hectares de terres que possède son mari à El Falcón (San Pedro del Norte)²²⁷. Irma et son mari autorisent l'accès de leurs pâturages à leurs frères et sœurs qui résident dans d'autres localités dispersées (San Juan de Cinco Pinos, El Plan Grande, El Coyolito).

Au total, 7 membres, appartenant à 6 groupes familiaux de cette sphère, s'organisent collectivement pour mener une activité d'élevage (Figure 23). Tous les membres, cependant, ne sont pas impliqués de la même manière. Ceux qui possèdent des bêtes – Renaldo,

²²⁷ Ces terres correspondent à une forêt (91 hectares), des pâturages (35 hectares) et des espaces cultivables (14 hectares).

Chapitre 5

Priscilla, Primitilia, Santiago et Irma – font pâturer ensemble une vingtaine de vaches au total. Chacun assume la gestion de ses propres bêtes (le soin apporté aux vaches notamment) et garde la liberté de vendre ses animaux. En revanche, la production de lait revient à Irma et son mari qui se chargent de le transformer en fromage et de le vendre à leur bénéfice. De plus, le mari d’Irma reste le principal décisionnaire concernant la conduite du troupeau (utilisation des pâturages). Autrement dit, la taille du troupeau de chacun varie au fil des naissances, mais aussi des achats et ventes que chaque propriétaire décide. Quant aux membres de la fratrie qui ne possèdent pas de bétail – Francisco et Bismark –, ils se relaient tous les trois jours pour surveiller les animaux. En échange, ils accèdent à des terres agricoles pour semer lors du cycle de *postrera* et obtiennent ponctuellement du lait de la part d’Irma et son mari.

Par ailleurs, le mari d’Irma, en tant que propriétaire des pâturages, est en droit de mobiliser plus largement la main-d’œuvre familiale. Pour la réparation des clôtures ou le nettoyage des pâturages, par exemple, il s’adresse au fondateur de la sphère familiale (génération 1) qui se charge ensuite de convoquer ses enfants (tous âgés de plus de 40 ans). (Entretiens réalisés en 2014 et 2015)

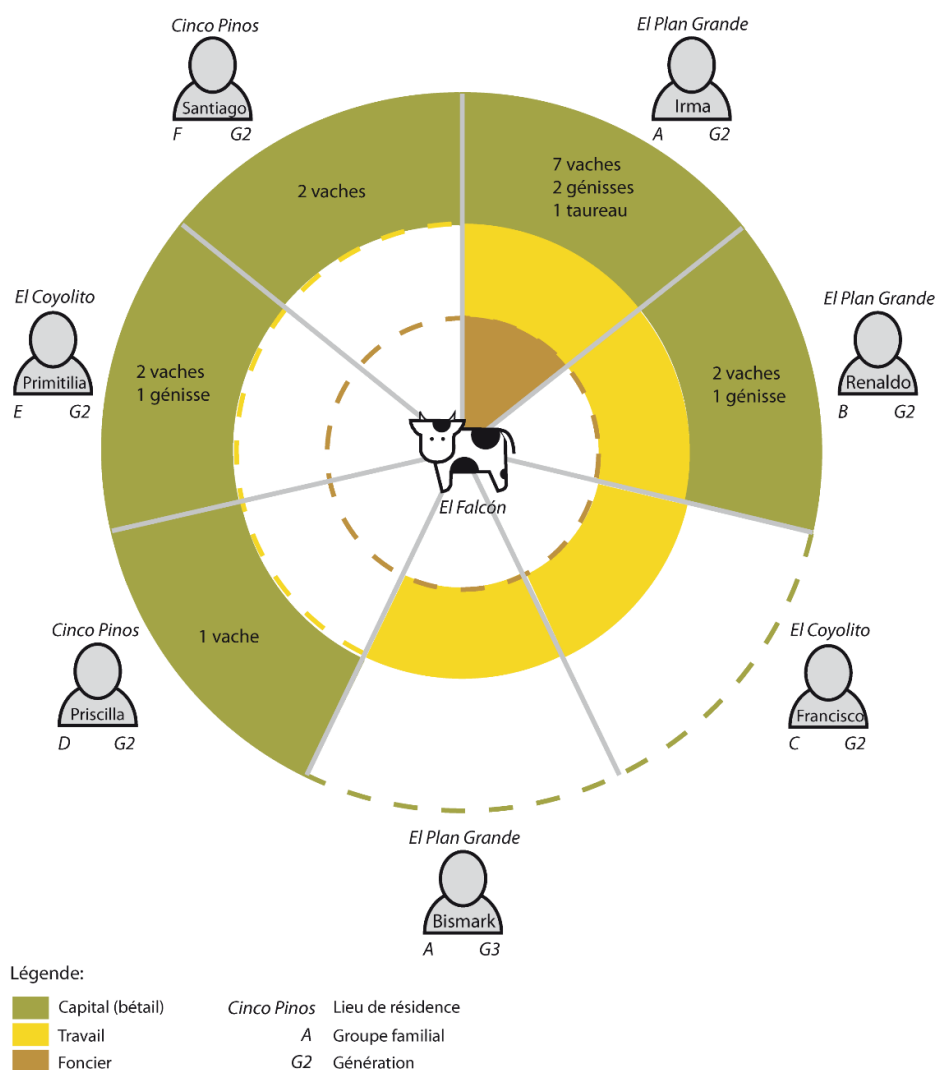


Figure 23 : Organisation d’une sphère familiale autour de la gestion d’un troupeau. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Cet exemple montre que si les solidarités familiales permettent d'accéder à des ressources, les jeux de réciprocités sont coûteux en temps de travail et réduisent le temps disponible pour se consacrer à d'autres activités, d'autant que l'activité fournit très peu de revenus réguliers (hormis la transformation et/ou la vente du lait). Cela étant, en garantissant l'accès à des ressources naturelles (terre, eau), ces solidarités familiales sont la seule solution pour beaucoup d'envisager la formation d'une épargne sur pied et des projets de moyen terme.

Au final, si élever des bovins permet de sécuriser la situation des familles, voire même de l'améliorer par de nouveaux projets (voir chapitre 8), elle reste une activité réservée aux familles bien dotées en ressources naturelles (terres et eau), soit qu'elles aient du foncier en propriété, soit qu'elles puissent y accéder via leur environnement familial.

1.2.2.2.2. L'élevage de basse-cour et la transformation du lait comme activités autonomes pour les femmes

L'élevage de basse-cour représente, quant à lui, une forme d'initiative individuelle pour les femmes. Piliers de la vie en famille, comme précédemment expliqué (voir 1.2.1.2.1), passant la majorité de leur temps au domicile, ces mères et filles tentent en effet de concrétiser des initiatives au profit de la famille (souvent pour la consommation alimentaire ou l'école des enfants), mais aussi pour leur propre émancipation. Dans la majorité des cas, l'élevage de volailles est une activité où elles sont les seules décisionnaires et gestionnaires. Les mères de famille en tirent des revenus permettant d'améliorer le quotidien (célébrer l'anniversaire d'un enfant par exemple), de satisfaire des obligations sociales (remise des diplômes de fin d'année) ou même de financer des activités non agricoles (voir section 2). De même, les filles, dans leur passage à l'âge adulte, cherchent à gagner en autonomie en disposant d'un peu d'argent pour leurs dépenses personnelles (études, vêtements, crédits internet, recharges téléphoniques). C'est également une façon pour elles d'asseoir leur place au sein de la famille comme en témoigne Enma (26 ans). Elle est célibataire et vit avec ses parents à El Caïmito (Somotillo).

« À Noël 2008, nous avons acheté avec ma sœur, un dindon et une dinde à une amie d'une localité voisine. Elle avait gagné un peu d'argent lors des fêtes grâce à cet élevage alors nous avons voulu essayer. Notre père a accepté et nous les avons ajoutés aux poules de la maison. Aujourd'hui, nous avons une dizaine d'animaux. Seules ma sœur et moi pouvons décider de vendre ou de tuer l'un d'eux, même si nous les nourrissons avec le grain que cultive mon père avec mes frères. Nous les vendons surtout lors des fêtes de fin d'année et parfois, nous avons juste envie d'en partager un pour un repas en famille. En 2010, mon père m'a offert un porcelet car il m'a dit que j'étais douée pour le petit élevage. Je l'ai

élevé puis vendu pour en racheter deux petits. Chaque année, j'en élève un ou deux pour les revendre et parfois les manger pour de grandes occasions comme la naissance d'un de mes neveux. » (Entretien mené à El Caimito en mars 2015)

Sur l'exploitation agricole, la transformation des produits agricoles et leur vente sur les marchés de proximité est une autre activité relevant d'une prise d'autonomie des femmes. La capacité des femmes à développer cette activité dépend de leur possibilité à pouvoir se déplacer très régulièrement sur les marchés des bourgs ou centres urbains proches. De même, l'activité est possible pour des familles ayant un certain niveau de dotation. La transformation du lait est la principale valorisation de la production issue de l'élevage bovin. Le lait provient de l'élevage familial, qui, comme évoqué précédemment, n'est pas le lot de toutes les familles de la vallée du Río Negro. Chaque matin, une fois la traite réalisée par elles-mêmes ou leurs aînés, elles transforment le lait en caillé frais (nommé *cuajada*) d'une livre. La quantité produite dépend du nombre de vaches productrices au sein du troupeau et de la saison²²⁸. La stratégie de vente dépend des quantités produites. Si la production de fromage est conditionnée par la taille du troupeau de la famille, durant la saison des pluies, la vente se fait au sein de la localité, à des intermédiaires qui viennent dans les localités ou sur le marché du bourg le plus proche. Durant la saison sèche, la vente est uniquement réalisée dans le voisinage. C'est la façon dont travaille Julia (69 ans) résidant à El Rodeito (Somotillo).

« L'été je fabrique 4 fromages par jour et l'hiver jusqu'à 8. L'été, je vends aux voisins autour de la maison ou à ma sœur qui habite en face et tient une petite épicerie. L'hiver c'est différent maintenant. Mon fils, qui habite à Somotillo, m'a trouvé un nouveau marché. Si je n'ai pas tout vendu dans la localité, mon fils apporte mes fromages à des acheteuses qui le moulent de nouveau et le vendent en plus petit format, à un prix plus élevé au kilogramme sur les étals du marché. » (Entretien conduit à El Rodeito en mars 2015)

1.2.3. Orientations productives, ressources et cycles de vie

L'analyse du lien entre orientation productive, ressources et cycles de vie débouche sur des résultats pour certains attendus, pour d'autres plus paradoxaux (Figure 24). *A priori*, on peut s'attendre, en effet, à ce que plus la famille nucléaire est avancée dans son cycle de vie, mieux elle est dotée en ressources, et plus elle est en capacité de développer une activité agricole diversifiée (vente et autoconsommation) ou de se spécialiser dans l'élevage bovin.

²²⁸ Les vaches produisent 2 litres de lait en été et 5 litres en hiver par jour en moyenne.

L'orientation productive 1 (maïs - sorgho - haricot), qui renvoie prioritairement à des logiques d'autoconsommation, est adoptée par une plus forte proportion de familles en consolidation (43%), c'est-à-dire par des familles qui n'ont généralement pas amorcé un processus d'accumulation de ressources ou le débute à peine. Ces familles ne sont pas propriétaires de leurs terres, mais dépendent de leur groupe familial voire de leur sphère familiale, qui leur prête des parcelles de culture. Elles sont donc limitées en matière de dotations et peuvent difficilement vivre uniquement de l'agriculture. Il conviendra de voir si ces familles sont celles qui recourent le plus à d'autres activités hors exploitation et à la mobilité. Les familles en transmission sont également bien représentées dans cette catégorie d'orientation productive (29%). Contrairement aux précédentes, elles sont généralement propriétaires de leurs terres, mais les membres actifs de ces familles sont âgés. Elles vivent donc de la rente de leur exploitation agricole, en prêtant leurs terres à leurs enfants selon la modalité décrite plus haut.

L'orientation productive 2 (maïs - sorgho - sésame) a pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire des familles et de générer un revenu. Les familles qui adoptent cette orientation productive sont pour moitié en phase de consolidation. De même, 67% des familles qui optent pour l'OP2 ne sont pas propriétaires de terres (dont la totalité des familles en consolidation), et ont donc recours au prêt de parcelles. Pourtant, cultiver du sésame nécessite plus d'investissement que pour les cultures de grains. Et, comme mentionné plus haut, le recours au crédit n'est pas toujours possible. Cette relation paradoxale, comme je le détaillerai plus loin, est due au fait que d'autres activités permettent de financer les cultures, tandis que les arrangements familiaux permettent de sécuriser l'accès au foncier.

Les familles qui adoptent l'orientation productive 3 (élevage extensif bovin et culture de grains) sont très majoritairement en phase d'émancipation (62%). La relation est ici logique puisque l'élevage bovin est une activité coûteuse en ressources, ce qui implique que les familles soient engagées dans un processus d'accumulation. À ce titre, 78% des familles qui optent pour l'OP3 possèdent du foncier, étant pour une majorité en âge de recevoir l'héritage tardif, auquel s'ajoutent parfois d'autres modes d'accès (prêt, location).

La logique semble être la même pour l'orientation productive 4 (maïs - sésame - élevage bovin), également adoptée par une proportion importante de familles nucléaires en émancipation (46%) et propriétaires de leurs terres. Certaines de ces familles en émancipation,

tout comme les 15% des familles nucléaires en transmission de cette catégorie, ne se dédient d'ailleurs qu'à l'agriculture et à l'élevage, étant bien dotées et/ou pouvant compter sur la mise en accès de certaines ressources par leur groupe familial, voire leur sphère familiale. Cela étant, l'OP4 est adoptée également par une part significative de familles nucléaires en consolidation (23%). Ces familles bénéficient de prêt de terres par leur groupe familial. L'hypothèse est analogue à celle émise pour l'orientation productive 2, à savoir que ces familles combinent des activités agricoles et non agricoles, leur permettant d'amorcer une accumulation par l'élevage bovin grâce à des revenus issus d'activités externes à l'exploitation agricole.

Les seules trois familles qui ne font pas d'agriculture, mais seulement de l'élevage bovin (orientation productive 5), sont toutes en phase de formation. Elles possèdent ou louent du foncier. Le constat est donc là aussi très paradoxal, car la spécialisation dans l'élevage bovin suppose des dynamiques d'accumulation et les familles en formation n'ont *a priori* pas beaucoup de ressources quand elles démarrent. L'articulation de l'élevage à d'autres activités génératrices de revenus conséquents joue là aussi un rôle déterminant.

Enfin, je relève le même paradoxe pour les trois familles nucléaires, majoritairement en formation et propriétaires de terres, qui élèvent des animaux de basse-cour pour la vente (orientation productive 6). La spécialisation dans cet élevage (même s'il ne va pas au-delà d'une trentaine de volailles) implique là aussi une certaine capacité d'investissement.

Chapitre 5

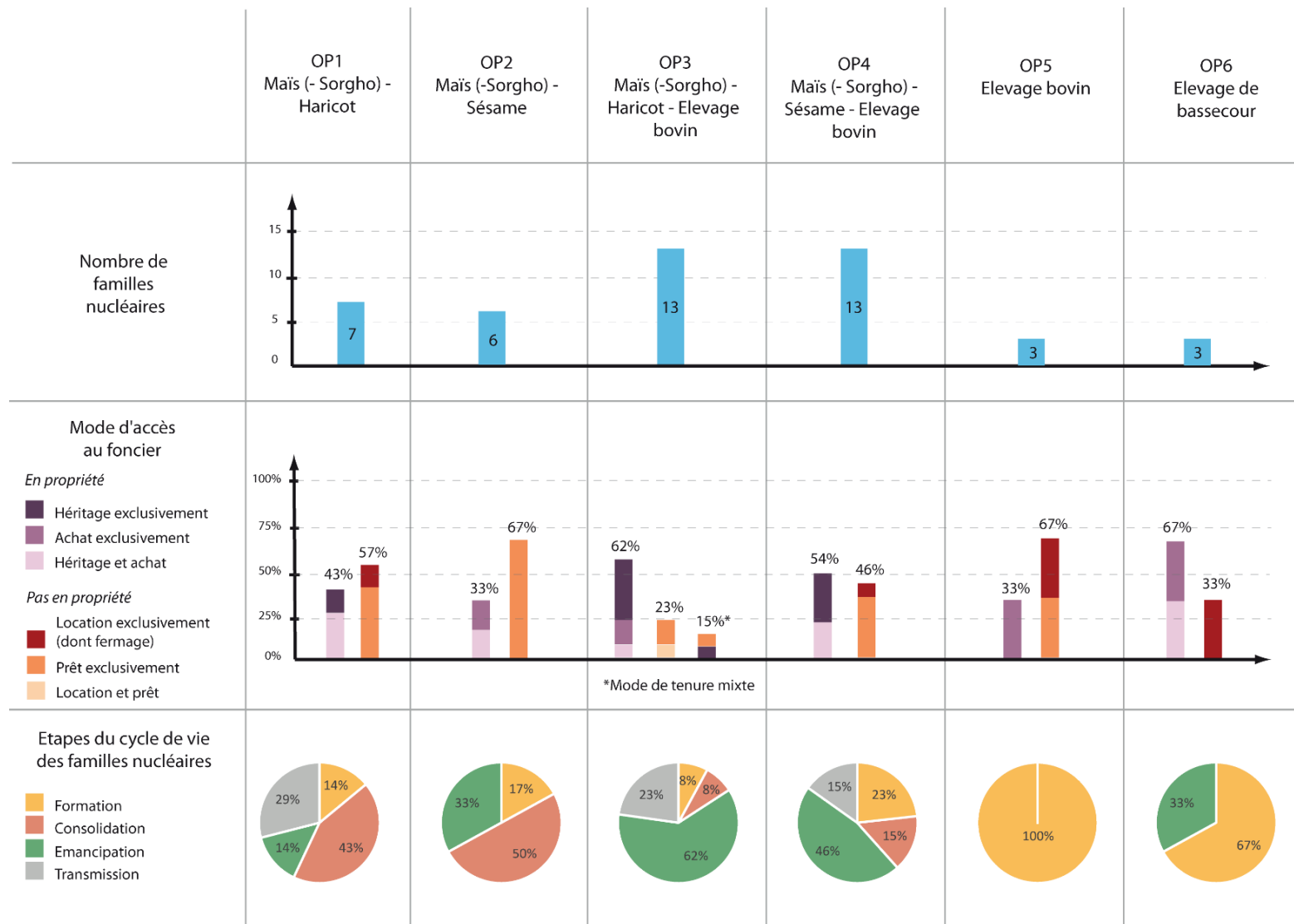


Figure 24 : Familles agricoles de la vallée du Río Negro : orientations productives, mode d'accès au foncier et cycles de vie. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Chapitre 5



Récolte du sésame d'apante dans la plaine



Culture de maïs de postrera dans la zone montagneuse



Troupeau de bovins durant la saison sèche



Récolte du haricot de primera



Récolte de primera: maïs et sorgho



Élevage de basse-cour: poules et cochon

Photographie 9 : Les activités agricoles et d'élevage dans la vallée du Río Negro. Source : auteure (2012-2016).

2. Diversifier ses activités hors de l'exploitation : les opportunités locales ou au Nicaragua

Cette section vise plus spécifiquement l'analyse de la diversification des activités hors de l'exploitation, à l'échelle locale ou ailleurs dans le pays²²⁹. Dans un premier temps, il s'agit de caractériser les secteurs et types d'activités, les conditions de leur exercice et les ressources à disposition, les membres concernés au sein des familles et les compétences mobilisées. L'enjeu est également de décrypter les arrangements familiaux qui interviennent dans la conduite de ces activités. Dans un deuxième temps, il s'agit de voir comment s'articulent les activités agricoles ou d'élevage sur l'exploitation familiale et les activités hors exploitation. Comment les familles s'organisent-elles, dans le temps et dans l'espace, pour combiner les différentes activités ? Comment se répartissent les rôles entre les membres de la famille nucléaire ?

En préalable à l'analyse détaillée des activités exclusivement menées dans la vallée du Río Negro ou ailleurs au Nicaragua, il convient de renseigner tout d'abord la distribution des familles nucléaires selon les lieux de leurs activités hors exploitation. Parmi les 64 familles nucléaires résidant dans la vallée du Río Negro, 80% pratiquent des activités autres que l'agriculture et l'élevage, dans leur propre localité, ailleurs au Nicaragua ou à l'étranger (51 familles nucléaires)²³⁰. Parmi ces familles, 21 diversifient leurs activités exclusivement au sein même de la vallée ou, via la mobilité circulaire et la migration, ailleurs au Nicaragua (Tableau 37). Les 30 autres familles nucléaires diversifient leurs activités en partant travailler à l'étranger : soit exclusivement, soit à la fois localement, ailleurs au Nicaragua et dans un autre pays.

²²⁹ Pour rappel, si les activités réalisées à l'étranger sont recensées afin de proposer une analyse chiffrée de la répartition de ces activités quel que soit leur lieu d'exercice, les modalités de leur pratique sont l'objet du chapitre 6.

²³⁰ Pour rappel, 35 familles nucléaires combinent des activités sur et hors exploitation, et 16 exclusivement en dehors.

	Lieux des activités hors exploitation				Total
	Exclusivement dans la vallée du Río Negro	Exclusivement au Nicaragua (hors de la vallée du Río Negro)	Exclusivement à l'étranger	À la fois dans vallée du Río Negro, ailleurs au Nicaragua et à l'étranger	
Nombre de familles	18	3	9	21	51

Tableau 37 : Les lieux des activités hors exploitation agricole des familles nucléaires résidant dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille.

2.1. Caractérisation des activités hors exploitation agricole dans la vallée du Río Negro et au Nicaragua

Le recensement des activités hors exploitation exercées par les membres des 51 familles nucléaires au moment des enquêtes, quel que soit le lieu d'exercice, fait ressortir trois catégories d'activité : *i*) l'activité indépendante ou auto-entrepreneuriat (50% des activités), *ii*) le salariat non agricole (37,5%) et *iii*) le salariat agricole (12,5%). Les types d'activités hors exploitation varient-ils selon qu'ils sont exercés localement dans la vallée du Río Negro, ailleurs au Nicaragua ou à l'étranger ?

Types d'activité	Lieux d'activité			Total
	Activité réalisée dans la vallée du Río Negro	Activité réalisée au Nicaragua (hors de la vallée du Río Negro)	Activité réalisée à l'étranger	
Activité indépendante	98%	2%	0%	100%
Salariat non agricole	49%	7%	44%	100%
Salariat agricole	54%	0%	46%	100%

Tableau 38 : Les différents types d'activités hors exploitation et leurs lieux d'exercice des familles nucléaires résidant dans la vallée du Río Negro au moment des enquêtes. Source : enquête famille (51 familles nucléaires).

Comme l'indique le tableau 38, l'autoentreprise est une activité quasi exclusivement exercée dans la vallée du Río Negro. Elle correspond à différents secteurs d'activité : le petit commerce (27% des activités indépendantes exercées), le transport (10%) ou, majoritairement, l'artisanat (63%). Ces dernières (électricien, peintre, maçon, couturière, pâtissière) valorisent une compétence individuelle. Nécessitant de peu de matériel et d'équipements, ces travailleurs

indépendants exercent leur activité à domicile ou de manière itinérante, et de manière largement informelle²³¹.

Le salariat non agricole, en revanche, est tout autant exercé dans la vallée du Río Negro (56%) qu'à l'étranger (44%). Dans la vallée du Río Negro, les individus occupent pour la plupart des postes de fonctionnaires du service public (33% des activités de salariat non agricole), d'employés d'entreprises (13%) ou d'employées de ménage pour les femmes (18%), ce dernier secteur d'insertion étant plus représenté à l'étranger²³². Les métiers d'ouvriers dans le secteur de l'industrie agro-alimentaire ou le secteur du bâtiment sont plutôt exercés à l'étranger (36%).

Le salariat agricole journalier est particulièrement significatif dans la vallée du Río Negro (54% des activités hors exploitation), ainsi que dans les pays frontaliers (46%)²³³. En revanche, les habitants de la vallée du Río Negro ne recourent plus au salariat agricole ailleurs au Nicaragua, contrairement aux décennies 1950 et 1960.

2.1.1. Les activités indépendantes : de la « débrouille » à l'inventivité

2.1.1.1. Des entrepreneurs ou des artisans qui valorisent une compétence ou une expérience spécifique

La capacité des familles à mener des activités indépendantes est liée à des niveaux de dotations différenciés quant aux ressources matérielles (équipements), humaines (compétences), sociales (réseau) ou économiques (argent).

Les activités de commerce ou de service occupent majoritairement des hommes, pères de familles, qui gèrent eux-mêmes un petit commerce (quincaillerie, boutique de vêtements, stand sur un marché, vente de matériel de construction) ou une entreprise de service (transport de personnes, salon de coiffure)²³⁴. Ce type d'activité concerne les familles enquêtées les mieux dotées. Si ces familles ont accumulé par elles-mêmes certaines ressources au cours de leur trajectoire (y compris des compétences), grâce à l'activité agricole ou par le recours à la

²³¹ Dans ce cas-ci, cela signifie que ces travailleurs ne sont pas déclarés auprès de la Direction des MIPYMES (micro, petites et moyennes entreprises) ou auprès de leur mairie donc elles ne paient pas d'impôt. Ces travailleurs ne sont pas non plus systématiquement inscrits à l'INSS (Institut national de Sécurité Sociale).

²³² Si les fonctionnaires bénéficient de la sécurité sociale liée au caractère formel de leur emploi, ce n'est pas le cas de la majorité des femmes de ménage qui ne bénéficient pas non plus d'un contrat de travail.

²³³ L'informalité domine ici aussi se traduisant par l'absence de contrat de travail et d'une affiliation par ce biais à la sécurité sociale.

²³⁴ Ces petites entreprises sont quant à elles déclarées auprès de la mairie de leur commune.

migration, l'entourage familial, notamment l'aide des parents, a joué également un rôle important (voir chapitre 9). Les individus exercent ces activités en continu tout au long de l'année au fil des commandes reçues, ou alors de manière périodique durant quelques mois de l'année à des fréquences variables (quelques jours par semaine ou par mois).

Les hommes sont engagés dans l'artisanat en dehors des cycles de culture, durant la saison sèche principalement. Ils sont maçons, électriciens ou peintres. Ils exécutent des contrats informels²³⁵ de quelques jours à plusieurs semaines dans leur localité de résidence ou, plus rarement, dans les communes voisines. Ils sont rémunérés à la tâche. Les prix varient selon les travaux, la durée du contrat, la relation avec la personne qui les engage²³⁶. Dès la reprise des activités agricoles, ils arrêtent le plus souvent ces activités.

Quant aux femmes, elles valorisent une compétence particulière de couturière, organisatrice d'évènements, pâtissière (Photographie 10). Elles répondent ponctuellement à des demandes émanant de voisins ou de clients tout au long de l'année, ou travaillent lors d'évènement spécifique (mariage, fête des mères, remises de diplômes)²³⁷.



Photographie 10 : Delmis (23 ans) suit une formation de pâtissière à Somotillo. Elle profite de jours de repos pour préparer des gâteaux à l'arrière de la maison à Ojo de Agua pour la fête des mères le 30 mai 2016. Source : auteure (2016).

²³⁵ Comme précédemment expliqué, leur activité n'est pas déclarée auprès de la direction des MIPYMES ou de la mairie.

²³⁶ Leur salaire journalier est supérieur à celui d'un journalier agricole et peut atteindre 400 cordobas [13 euros] par jour.

²³⁷ Selon la fréquence d'exercice de leur activité, généralement fonction de la demande, ces femmes vont après quelques temps enregistrer leur activité auprès de leur mairie.

2.1.1.2. *Des activités liées à l'exploitation : de la valorisation de ressources sociales à la création d'un service*

Certains individus, hommes comme femmes, pères et mères de famille, développent des activités connexes à celles de l'exploitation agricole. Certaines de ces activités, comme la transformation et la commercialisation du lait ou l'abattage de cochon, demandent peu d'investissement financier mais un bon réseau social. À l'inverse, servir d'intermédiaire pour la vente des récoltes ou des animaux implique généralement de disposer, en plus d'un réseau social, de matériel spécifique et d'une trésorerie suffisante.

La commercialisation de lait ou de fromages, activité réalisée par les femmes, suppose d'acheter le lait à des éleveurs de la même localité (le troupeau familial ne suffit que rarement à assurer une production régulière sur l'année). Ces artisans-commerçantes écoulent leurs productions de fromages sur des marchés urbains. Ces femmes doivent souvent pouvoir compter sur un soutien familial pour leur déplacement et l'accès au marché, notamment sur l'hébergement de leurs proches lorsqu'elles vendent dans des bourgs ou centres urbains un peu éloignés de leur résidence. C'est le cas d'Irmenia, 58 ans, vivant dans la localité de las Mesas (Somotillo) (Photographie 11).

« Durant l'hiver, j'achète le lait dans la communauté et j'utilise celui que nos vaches produisent. Je le transforme en fromage avec l'aide de ma belle-fille [à gauche sur la photographie]. Puis, je pars le vendre, avec mon petit-fils [au centre], à El Triunfo [Honduras]. Une de mes sœurs s'est réfugiée durant la révolution au Honduras et elle n'est jamais rentrée, alors je dors chez elle une ou deux nuits selon les ventes. Je transporte environ 50 livres de fromage, cela représente 200 litres de lait. Là-bas je peux le vendre plus chère qu'ici. À chaque fois je rentre avec [8 euros] de bénéfice environ. »
(Entretien complémentaire réalisé à Las Mesas en juin 2012)



Photographie 11 :
Préparation de la cuajada
dans le salon. Source :
auteure (2012).

De même, certains hommes se rendent régulièrement chez des voisins ou des connaissances dans d'autres localités pour abattre un cochon. Ils ont acquis cette compétence en travaillant avec leur père lorsqu'ils étaient jeunes et la valorisent aujourd'hui encore²³⁸.

Certains, mieux dotés en ressources matérielles (équipement) et financières, proposent leurs services aux producteurs. Ils transportent leur récolte vers des coopératives à Chinandega, égrènent leurs épis de maïs ou font de la farine lorsqu'ils ont une décortiqueuse ou un moulin, ou encore travaillent comme intermédiaire dans l'achat et la revente de bétail lorsqu'ils ont des liquidités. Cependant, ces activités de transport nécessitent d'investir dans du matériel (une charrette, une camionnette, une remorque ou des machines spécifiques) qui coûte plusieurs milliers de dollars. Ces activités, dans tous les cas, sont saisonnières, calées sur le calendrier agricole.

2.1.1.3. Des initiatives féminines dans l'interstice de leurs responsabilités domestiques

De manière à élargir les stratégies de moyens d'existence de leur famille nucléaire, mais également étant en quête d'autonomie professionnelle et financière, nombre de femmes, mères ou filles, se dédient à la vente ambulante. Cette activité peut être combinée avec les tâches domestiques, puisque les modalités de leur réalisation (fréquence, durée, lieu) sont assez flexibles.

Les modalités d'exercice de l'activité varient selon le type de produits vendus (achetés ou transformés), à plus ou moins forte valeur ajoutée. Certaines femmes font de la vente ambulante de produits alimentaires transformés dans leur propre localité, notamment lors d'évènements collectifs ou festifs (match de baseball, fête des mères, festivités du village). D'autres cherchent à développer des activités commerciales dans d'autres localités à proximité, ou en se déplaçant dans les localités frontalières avec le Honduras. Elles y achètent des vêtements, des cosmétiques ou du petit électroménager qu'elles revendent dans les communes de la vallée du Río Negro. Ces activités exigent cependant un réseau social pour bénéficier de suffisamment de fournisseurs et de clients dans un périmètre plus large (marchés urbains régionaux et frontaliers), mais également de ressources financières pour démarrer l'activité. Si ces activités sont menées individuellement, elles nécessitent une implication familiale, notamment pour investir dans un stock de marchandises au départ. La mise à disposition de

²³⁸ Ils se font payer environ 3 euros et/ou repartent avec de la viande.

ressources financières par le conjoint ou le groupe familial (parents, fratrie à l'étranger) permet alors de lancer l'activité d'achat-revente de ces produits à plus forte valeur ajoutée. L'exemple de Jessica (32 ans), mère de famille d'Ojo de Agua (Santo Tomas del Norte), illustre ces initiatives féminines.

« Quand j'ai obtenu mon baccalauréat [en 2002], j'ai commencé à travailler avec ma sœur pour une entreprise de vente de cosmétiques sur catalogue. L'entreprise était établie à Choluteca. Nous nous y rendions pour suivre les formations dispensées dans des hôtels de la ville. Figurez-vous que je connais mieux le sud du département de Choluteca que le reste de la région ! L'entreprise a fini par développer une filiale à Chinandega à laquelle nous nous sommes affiliées. Peu de temps après, ma sœur est retournée avec la filiale hondurienne. Ce n'était pas la marge que nous gagnions sur chaque cosmétique vendu qui m'intéressait mais le système de bonus qui permettait de gagner des meubles par exemple. La filiale hondurienne était plus avantageuse. Aujourd'hui, je continue la vente ambulante mais pas de cosmétiques. Quand mon mari est rentré des États-Unis [2012], il m'a aidé à acheter des produits avec plus de valeur. Les produits que je vends aujourd'hui me rapportent davantage. Tous les 15 jours, je me rends le jeudi à Choluteca pour acheter des appareils électroménagers d'occasion et un jeudi par mois, je vais à Chinandega pour m'approvisionner en packs de vêtements d'occasion. J'adapte mon commerce selon les produits disponibles sur ces marchés, leurs prix et les demandes de mes clients qui sont multiples car ici il n'y a pas grand-chose. » (Entretien réalisé à Ojo de Agua en juillet 2014)

Les femmes développent d'autres initiatives du fait de leur fort ancrage dans la vie locale et un réseau de voisinage. Dans les bourgs, certaines proposent leurs services à des ménages voisins dont les deux conjoints travaillent. Elles lavent et repassent le linge ou fabriquent des *tortillas*. Elles combinent au quotidien, tant bien que mal, ces activités avec les tâches domestiques et, dans une moindre mesure, avec leur aide sur l'exploitation lors des pics de travaux agricoles.

Depuis quelques années, l'émergence du Panama comme lieu de destination migratoire, a permis à certaines femmes de disposer d'une certaine épargne monétaire grâce à une expérience migratoire passée au sein de leur famille nucléaire. Elles proposent alors des prêts aux populations de leur localité ou celles voisines. Destinés à financer les départs en migration, ces prêts varient de plusieurs centaines à quelques milliers de dollars. En effet, comme je l'explique dans le chapitre 7, les modes de financement de la migration les plus courants sont

le recours à l'épargne personnelle, rarement suffisante, et donc complétée par le prêt auprès de la famille, de voisins ou d'institutions financières. Ces femmes appliquent un taux de 10% et demandent des garanties, comme des têtes de bétail, un terrain ou encore la maison via un document écrit et signé par les deux parties, sans véritable valeur légale.

2.1.2. Le salariat non agricole

2.1.2.1. Le salariat dans les institutions publiques

Les mères et, dans une moindre mesure, les pères de 11 familles nucléaires occupent des postes de salarié dans le public durant toute l'année (22% des familles ayant une activité hors exploitation agricole et résidant dans la vallée du Río Negro). Les hommes travaillent dans le secteur de l'éducation et de la santé en tant que technicien et les femmes en tant que maîtresse d'école ou d'infirmière. Ces dernières sont qualifiées, contrairement aux hommes enquêtés. Leur génération est pionnière dans la conduite d'études supérieures. Elles ont obtenu, plus rapidement que la génération actuelle, des postes dans leur commune d'origine ou voisines.

Ces employés reçoivent un salaire mensuel qui leur garantit des revenus stables²³⁹, et qui constitue également une garantie pour obtenir des prêts auprès des banques et autres organismes de micro crédit et de leur entourage. Cette situation n'est pas commune parmi les habitants de la vallée du Río Negro, l'activité indépendante étant prédominante.

2.1.2.2. Le salariat dans le privé : des contrats courts pour des conditions de travail non garanties

Dans les bourgs des communes, et notamment celui de Somotillo, certains individus, hommes et femmes, parents comme enfants, sont salariés au sein de petites entreprises ou petits commerces. Il s'agit, le plus souvent, de contrats de courte durée, de quelques semaines à plusieurs mois et souvent informels, c'est-à-dire non déclarés et ne donnant pas lieu à affiliation à la sécurité sociale. Ils sont employés de sécurité, chauffeurs de bus, ouvriers pour un transporteur de matériel, vendeuses en magasin.²⁴⁰ Les habitants de la vallée obtiennent ces emplois généralement pour des durées ponctuelles ou périodiques. Contrairement au salariat dans le public, ces emplois ne garantissent pas une stabilité économique pour les individus et

²³⁹ Par exemple, le salaire d'une maîtresse d'école primaire en fin de carrière est d'environ 6500 cordobas [194 euros] par mois.

²⁴⁰ Par exemple, un agent de sécurité travaillant de nuit gagne environ 5000 cordobas par mois [162 euros]. Celui qui aide à ramasser le sable et les pierres au fleuve pour livrer du matériel de construction est payé 100 cordobas [3 euros] par jour mais travaille selon les besoins de son patron, de manière irrégulière.

leurs familles. En plus de leur courte durée, les salaires ne sont pas toujours versés, ou alors de manière irrégulière, soit par manque de trésorerie des patrons ou par abus. L'absence de contrat de travail permet de congédier les employés du jour au lendemain.

La précarité de ce type d'emploi dans la vallée du Río Negro, encore plus marquée à l'étranger comme j'y reviendrai dans le chapitre suivant, caractérise par exemple les conducteurs de vélos-taxis à Somotillo. Benjamin (51 ans), également producteur agricole et résident d'El Granadillo (Santo Tomas del Norte), témoigne.

« Je suis père de 7 enfants, ils ont de 3 ans à 18 ans. Cela en fait des bouches à nourrir [il rit]. Je suis agriculteur. Chaque année je loue 1 manzana [0,7 hectare] pour le sorgho durant la primera et 3 manzanas [2,1 hectares] pour le maïs et le haricot de postrera. Je paye la location avec ce que je récolte mais il me faut gagner de l'argent pour le reste de l'année. Je travaille comme vélo-taxi au poste de frontière d'El Guasaule. Je travaille tous les jours de la saison sèche de 7 heures à 16 heures et de manière plus aléatoire en saison des pluies. Je viens sur Somotillo en bus depuis El Granadillo, 3 heures aller-retour chaque jour et 60 cordobas [2 euros]. Je travaille pour le propriétaire du vélo-taxi. Je lui verse 40 cordobas [1,40 euros] par jour pour la location et 3 cordobas [10 centimes d'euros] par jour au parking à la frontière qui me le garde la nuit. Et tous les deux ans je paye 200 cordobas [7 euros] pour avoir le droit d'exercer à la mairie. L'avantage que j'ai, c'est que, lorsque je ne vais pas travailler, je n'ai pas à payer la location, ce n'est pas le cas pour beaucoup d'autres. Rien que pour commencer à travailler, je dépense chaque jour 103 cordobas [3,60 euros]. [...] En moyenne, je gagne 200 cordobas par jour [7 euros], il m'en reste 97 au final [3,40 euros]. Il y a des jours où je ne gagne rien ou juste de quoi rembourser mes frais. Je pense que chaque mois, je me verse un salaire de 2800 cordobas environ [95 euros]. C'est toujours mieux que d'être journalier agricole, je gagne mieux et je peux travailler toute l'année si je le veux. » (Entretien réalisé à Somotillo en juin 2012)

Les femmes, résidant dans les localités rurales de la vallée, décrochent des contrats informels²⁴¹ d'employée de maison dans les bourgs des communes environnantes, voire à Chinandega ou Managua. Ce type d'emploi est un des secteurs d'insertion principal des femmes localement, mais aussi à l'étranger comme je le développerai dans le chapitre suivant. Les conditions diffèrent beaucoup en matière de salaires, d'horaires, de jours de repos et de

²⁴¹ Comme précédemment évoqué, dans ces cas le travail de ces femmes n'est pas déclaré et elles ne sont alors pas affiliées à la sécurité sociale. Cette situation est en train de changer en particulier dans la capitale grâce au travail militant d'associations.

tâches à accomplir. Dans tous les cas, informalité et précarité marquent particulièrement ces emplois que les femmes, notamment les jeunes, cherchent à occuper à temps plein. Elles font souvent face à une extrême précarité socio-économique, dans une bien plus forte mesure qu'à l'étranger. Les mères, pour répondre à des situations d'urgence de leur famille nucléaire (maladie, échec en migration, rupture conjugale), cherchent en revanche à se faire employer pour des périodes courtes, de quelques semaines. Ces femmes s'occupent le plus souvent du ménage (nettoyage, lavage, repassage), de la préparation des repas, voire de la garde des enfants²⁴². Du fait de l'informalité de ces emplois, les abus sont nombreux au sein des maisons des particuliers qui embauchent.

2.1.3. *Le salariat agricole : vendre sa force de travail ici et là*

Travailler comme salarié agricole, permanent ou non permanent, est une situation classique de nombreux espaces ruraux latino-américains (Acuña de Peña, 1983; Lara Flores, 1996; Lara Flores et Maria, 1998; Ockier, 2004)²⁴³. Dans la vallée du Río Negro, les journaliers agricoles trouvent du travail grâce à leur réseau de proximité, et en jouant sur la complémentarité entre zones de plaine et de montagne. Ce sont les pères et les fils qui exercent cette activité. La majorité vend sa force de travail à certaines étapes de chaque cycle agricole, comme la préparation de la parcelle, le semis et la récolte. Ils travaillent pour des membres de leur sphère familiale, pour des amis ou voisins de leur localité et des alentours, ou encore au sein de coopératives agricoles ou minières (voir l'encadré n°9).

²⁴² À Somotillo, leur salaire mensuel est de 1000 cordobas [32 euros] par mois pour des horaires de travail allant de 8h à 16h, 6 jours par semaine. Leur transport est à leur charge.

²⁴³ Les travaux de S. M. Lara (1996) sur les salariés agricoles mexicains aux États-Unis montrent notamment comment ces paysans prolétarisés mobiles sont progressivement devenus des travailleurs flexibles afin de s'adapter aux transformations du processus de production des grandes exploitations agro-industrielles et capitalistes. J'observe le même phénomène avec les travailleurs agricoles nicaraguayens au sein de la filière d'ananas à Pital au Costa Rica (voir chapitre 6).

Encadré n°9: Travailler dans les coopératives de pénéculture et minière

Depuis une dizaine d'années, les coopératives d'élevage de crevettes d'eau de mer sont en plein développement dans la zone de l'estuaire, à l'ouest de la commune de Somotillo. Les coopératives minières, spécialisées dans l'extraction de l'or, existent quant à elles depuis plus longtemps. Le travail dans les coopératives, lorsque les individus n'en sont pas membres, nécessite d'activer des liens sociaux de proximité. Les habitants se font recruter par des membres de leur groupe familial ou de leur sphère familiale, voire par des voisins. L'accès à ce type d'activité repose sur un lien de confiance, qui permet de pérenniser sa place dans la coopérative. Ce travail, saisonnier, occupe les individus plusieurs jours par mois.

Il s'agit cependant d'un travail précaire, mal rémunéré et marqué par une forte pénibilité. Pour la pénéculture, les travailleurs sont envoyés sur les bassins d'élevage isolés et sans infrastructure de base, pour des durées de trois jours. Ils sont chargés de la pêche et de l'entretien des bassins. Leur rémunération dépend de la trésorerie de leur recruteur. Ils doivent souvent attendre que la coopérative redistribue ses bénéfices à ses membres pour être payés.

Pour l'extraction de l'or, les mines sont artisanales. Les membres de la coopérative doivent travailler deux semaines par mois sur site où ils envoient des travailleurs afin d'extraire le minerai. À l'issue de cette période, les membres reçoivent environ 4 kilogrammes de minerai aurifère riche qu'ils partagent avec leur travailleur. En moyenne, ils extraient 1 gramme d'or par kilogramme de minerai qu'il revende environ 530 cordobas [17,50 euros] le gramme d'or fondu, mais les variations sont importantes.

Ces recrutements informels se font dans un périmètre géographique et social limité car le lien de confiance est essentiel pour l'exercice de cette activité. Compte tenu du coût de la main-d'œuvre agricole, les producteurs-employeurs cherchent à s'assurer de la qualité du travail des salariés recrutés. Ils rémunèrent de deux manières les travailleurs agricoles. La première est le « *trabajo sin comida* » [salaire sans repas] qui correspond à une rémunération du travail en argent et la seconde le « *trabajo con comida* » [salaire avec repas], qui comporte en plus du salaire, le petit-déjeuner et le déjeuner fournis par le producteur²⁴⁴. Chaque travailleur ou producteur a ses préférences selon sa situation. Le paiement du salaire avec repas est plus coûteux mais permet de limiter la disponibilité monétaire. Il implique en revanche la

²⁴⁴ Pour le travail sans repas, le salaire journalier est d'environ 3 euros pour des horaires de travail allant de 6 heures du matin à midi. Il est d'environ 2,50 euros pour le travail avec repas. Chaque repas se compose de 3 *tortillas*, de riz et d'haricots rouges.

participation de la conjointe ou des filles aînées de la famille qui préparent les repas avant l'arrivée matinale des journaliers agricoles.

Certains salariés agricoles valorisent une compétence spécifique, en particulier pour la construction de certains aménagements des parcelles. Pour cette raison, une circulation de main-d'œuvre s'effectue entre la zone montagneuse et la zone de plaine. Des producteurs, dont la situation économique est stable, recrutent pour une ou plusieurs journées de travail des producteurs plus vulnérables des communes du nord pour construire des murs anti-érosions ou des enclos à bétail en pierre. Ces aménagements sont plus couramment utilisés dans la partie montagneuse où la majorité des parcelles sont en pente. Les producteurs des zones montagneuses acquièrent donc des compétences qui peuvent être valorisées dans la zone de plaine²⁴⁵. Le recrutement se fait par le bouche à oreille.

En général, ces travailleurs font partie des familles nucléaires les plus faiblement dotées en ressources naturelles, matérielles et financières. Le salariat agricole est un moyen de générer quelques liquidités pour la famille, au prix d'un temps et d'une énergie élevés, ce qui peut pénaliser leurs propres activités sur l'exploitation. À noter que le salariat agricole est tout autant exercé dans la zone d'étude qu'à l'étranger, aspect traité en détail dans le chapitre suivant (mobilité circulaire vers le Costa Rica et le Salvador).

Au final, les activités hors de l'exploitation familiale traduisent des situations socio-économiques très différenciées, étant pour certains la garantie d'une stabilité économique et d'un certain niveau de vie, pour d'autres des activités précaires mais indispensables. Les niveaux de rémunération journalière des différentes activités sont un bon indicateur de cette différenciation socio-économique (Tableau 39).

²⁴⁵ La journée de travail y est mieux rémunérée, de 4,20 euros à 6,50 euros par jour selon la tâche. L'employeur prend en charge les repas et le transport du travailleur dans la majorité des cas.

Activités exercées dans la vallée du Río Negro	Salaire équivalent journalier (en euros)
Artisan - Maçon expérimenté	13
Salarié - Agent de sécurité	5,5
Salarié du service public (maîtresse d'école)	6,5
Conducteur d'un vélo-taxi	3,40
Employée de maison	1,1
Ouvrier agricole	3

Tableau 39 : Activités locales et rémunérations journalières. Source : enquêtes famille et complémentaires.

Les temporalités de ces activités sont un autre indicateur de cette différenciation. En effet, comme je l'ai mentionné, certaines activités sont exercées en continu, c'est-à-dire tout au long de l'année, même si le rythme peut varier avec des phases de travail plus ou moins denses. Elles fournissent donc un revenu relativement stable, et les situations économiques des familles ayant ce type d'activité sont moins aléatoires que celles ayant des activités périodiques ou ponctuelles. Cela étant, pour prendre la mesure des stratégies de moyens d'existence et des degrés de vulnérabilité des familles, il convient de prendre en compte la manière dont se combinent dans le temps et dans l'espace, à l'échelle de la famille nucléaire, l'ensemble des activités.

2.2. Combinaison des activités sur l'exploitation et hors exploitation : l'organisation des systèmes d'activité

Cette section analyse les systèmes d'activité des familles de la vallée du Río Negro selon la manière dont ils s'organisent à la fois temporellement et spatialement, et du point de vue de la distribution des rôles au sein de la famille nucléaire.

Sur le plan temporel, je prête une attention particulière aux modes d'alternance ou de superposition des différents types d'activités à l'échelle de l'année, qu'ils soient périodiques, continus ou ponctuels. Sur le plan spatial, la localisation des activités – celles qui s'exercent localement mais également celles qui impliquent des mobilités circulaires et des migrations dans le pays ou à l'étranger – permet de saisir les formes de combinaison des systèmes d'activité dispersés. Sur le plan social, il s'agit de comprendre les logiques et arrangements intra et inter-familiaux qui sous-tendent la répartition des rôles dans la combinaison des activités familiales, tout en tenant compte de la mono ou pluriactivité des individus. À partir de ces différents paramètres, l'objectif est ici de proposer une lecture de la différenciation des systèmes d'activité

en mettant en lien leurs modes organisationnels avec le degré de vulnérabilité ou de stabilité économique des familles.

Cette section mobilise seulement les données relatives aux familles nucléaires qui combinent des activités sur et hors exploitation familiale (35 familles nucléaires) et qui travaillent exclusivement hors exploitation (16 familles nucléaires). Ces 51 familles se répartissent en trois types de système d'activité, auquel s'ajoute le cas des familles inactives.

2.2.1. *Tactiques d'alternance face à l'incertitude*

Parmi les familles ayant des activités hors exploitation combinées à l'agriculture ou l'élevage sur leur exploitation, un premier groupe développe ce que M. De Certeau (1990) appellerait des « tactiques »²⁴⁶ de gestion au quotidien de l'incertitude (De Certeau, 1990). Cela concerne 12 familles nucléaires (24% des familles nucléaires ayant des activités hors exploitation). L'alternance d'activités, toutes périodiques ou ponctuelles, s'adapte aux nécessités et besoins du quotidien, aux opportunités de travail, aux creux du calendrier agricole mais aussi aux variations de la production agricole soumise notamment aux aléas climatiques. Dans tous ces cas, les deux parents sont pluriactifs. Selon le cycle de vie de ces familles, les enfants peuvent également avoir une activité génératrice de revenus, parallèlement à des études supérieures.

Sur l'exploitation agricole, l'autoconsommation de la production est la logique dominante, ce qui n'exclut pas qu'une partie des récoltes soit vendue sur le marché local (haricot, sésame) (OP1 et OP2). Les familles qui se trouvent à une étape de consolidation ou d'émancipation peuvent également avoir quelques têtes de bétail (OP3). Quoiqu'il en soit, c'est le calendrier des activités agricoles et d'élevage qui détermine la capacité des familles à alterner avec d'autres activités.

La figure 25 illustre le cas d'une famille qui correspond à cette logique. Les rythmes d'alternance, ici représentés, et les modes d'organisation sociale des activités, sont relativement communs à l'ensemble de ces familles ; de janvier à mai, l'un des fondateurs de la famille nucléaire, le plus souvent l'homme, part durant les mois de saison sèche travailler comme ouvrier agricole ou dans la construction dans d'autres pays de la région, majoritairement au Salvador ou au Costa Rica. Durant ces mobilités circulaires et saisonnières, les hommes

²⁴⁶ Le terme de tactique est à distinguer ici de celui de stratégie, dans le sens où il relève de décisions prises dans un court terme, plus improvisées que planifiées à l'avance.

travaillent à temps plein, ou parfois à des rythmes irréguliers, et le plus souvent de façon non déclarée (voir chapitre 6). Ces départs sont financés grâce aux récoltes de la saison antérieure ou, dans de rares cas, par des emprunts contractés auprès des membres de leur groupe familial. Au sein des familles en émancipation, les hommes choisissent souvent le salariat local car, du fait de leur âge, ils ne sont plus en mesure de partir à l'étranger.

L'objectif principal de ces familles est d'utiliser l'épargne du travail en mobilité pour financer le cycle agricole de l'année en cours. Durant l'absence des hommes, les femmes gèrent le quotidien à savoir le foyer et l'éducation des enfants. Lorsque la durée des mobilités est prolongée de quelques semaines, afin de privilégier les revenus extérieurs, les femmes relancent l'activité agricole en s'accordant avec des membres de leur sphère familiale qui prennent en charge la conduite de la *primera*, ce qui ne les empêche pas de participer également à certaines tâches agricoles (Colin et al., 1997; Trousselle, 2016).

Lorsque les hommes reviennent en mai, ils se consacrent essentiellement aux travaux des champs jusqu'à décembre. Ils complètent souvent leur activité par du salariat agricole dans la zone ou, lorsqu'ils ont pu acquérir certaines compétences au cours de leur expérience à l'étranger, en travaillant ponctuellement comme maçon par exemple dans leur village ou les localités voisines. La condition est que ces activités ne nuisent pas à la réalisation des tâches agricoles sur l'exploitation familiale.

Les femmes, outre leur participation ponctuelle aux tâches agricoles (en particulier pour la récolte), organisent leur pluriactivité (transformation et commercialisation de la production, activité informelle de vente de produits) en fonction des imprévus, mais surtout au moment des périodes charnières : départ à l'étranger de leur conjoint, période de soudure au mois d'avril, périodes des festivités locales ou de fin d'année, rentrée scolaire. Les mois de décembre et janvier, en revanche, sont systématiquement consacrés à la récolte et la vente du haricot, sorgho et sésame, pour les familles qui en cultivent.

Dans ces familles, les enfants devenus adultes ayant terminé leurs études, peuvent contribuer aux revenus familiaux, par des activités parfois plus rémunératrices grâce à leur diplôme. Dans ce cas, les parents réduisent leur pluriactivité et cherchent à fortifier une seule activité non agricole, par exemple le commerce de produits plus rémunérateurs pour les femmes, la location de bœufs pour les hommes.

Le système d'activité de ces familles est donc fortement marqué par l'instabilité et l'incertitude. Les revenus sont dépendants non seulement de la variabilité de la production agricole, mais également de la capacité des membres de la famille à organiser l'alternance et la

complémentarité des activités hors de l'exploitation, dont celles impliquant la mobilité circulaire voire la migration, aux perspectives de réussite et d'épargne elles-mêmes très aléatoires (voir chapitre 6). Qui plus est, la quasi-totalité des activités mises en œuvre sont informelles, renforçant le caractère incertain et précaire du système d'activité. En conséquence, la réversibilité, sur des temps parfois très courts, de la situation économique de ces familles et de leurs dotations en ressources se traduit parfois par des périodes d'endettement. Plus que d'autres, elles sont obligées de miser sur les solidarités familiales (à l'échelle du groupe ou de la sphère familiale). Cette situation accentue d'autant plus leur dépendance et, du fait des jeux d'obligations et de réciprocités, contraint leur système d'activité quant au temps de travail.

Chapitre 5

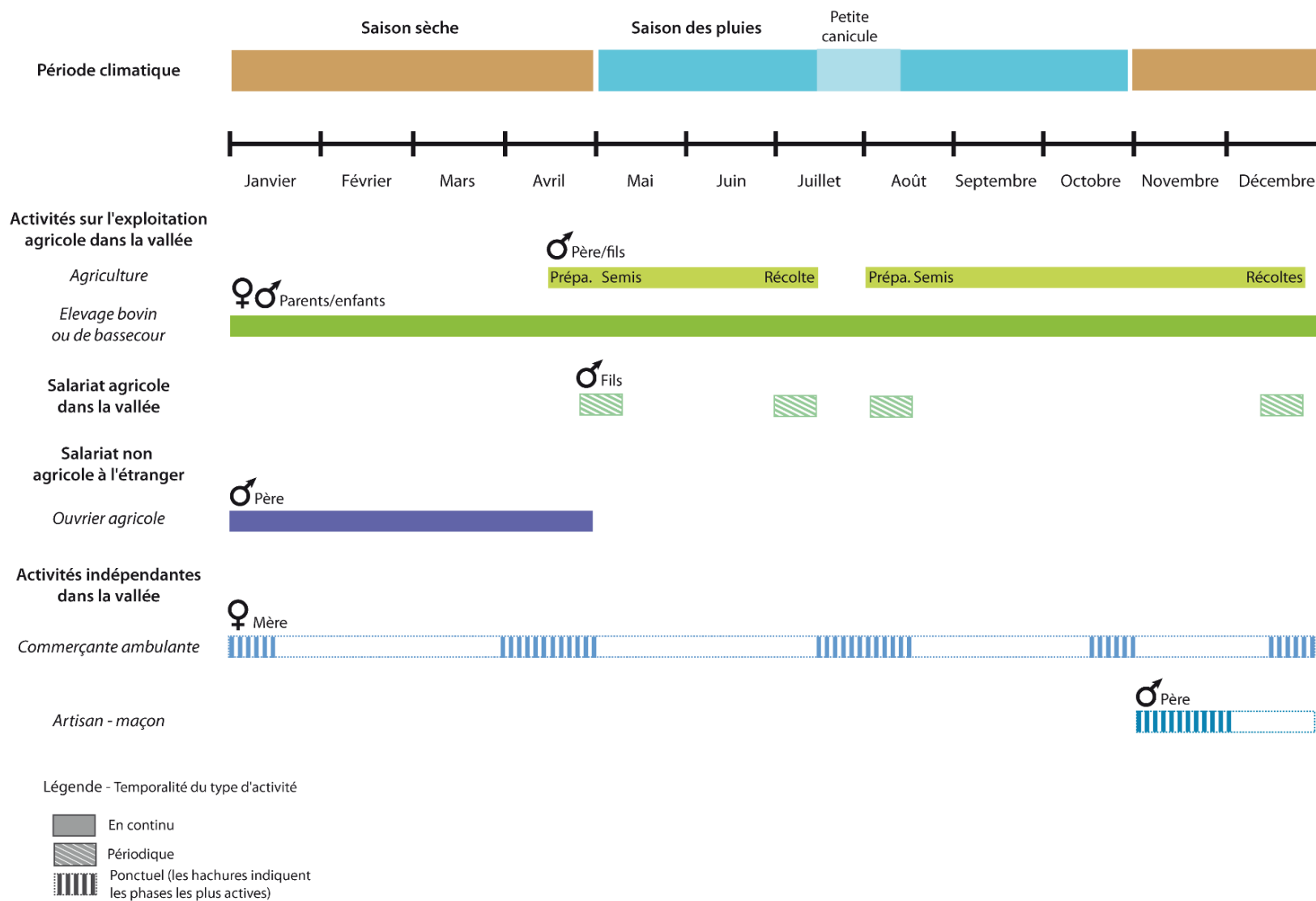


Figure 25 : Exemple d'un système d'activité familial diversifié, alternant, saisonnier, pluriactif et incertain. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

2.2.2. L'activité non agricole permanente, garante d'une stabilité économique

Le second système d'activité familial, qui concerne 23 familles nucléaires (45% des familles nucléaires ayant des activités hors exploitation), se caractérise par une superposition, du point de vue temporel, des activités agricole et d'élevage sur l'exploitation et d'activités permanentes hors exploitation. Les membres de la famille, individuellement, sont pluriactifs. Ce qui distingue ces familles nucléaires, c'est qu'elles bénéficient d'une certaine stabilité économique liée au fait qu'au moins l'un des membres fondateurs a un emploi permanent et formel tout au long de l'année. Celui-ci peut être fonctionnaire dans le secteur public, patron d'une petite entreprise ou même, migrant et salarié à l'étranger. La famille bénéficie ainsi d'un revenu régulier, qui dispense les autres membres de recourir à des activités ponctuelles et précaires, sauf en cas de situation exceptionnelle liée à la situation d'un de ses membres en migration (perte d'emploi, accident du travail non couvert, arrestation) (voir chapitre 6).

Dans la mesure où elles ont plus de marges de manœuvre, ces familles s'investissent de façon différenciée sur leur exploitation. Les familles nucléaires en émancipation, dans la plupart des cas, cultivent leurs terres essentiellement pour répondre à leurs besoins alimentaires (OP1). À l'inverse, les familles en formation ou consolidation prennent plus de risques en se lançant dans les cultures de vente et/ou l'élevage bovin (orientations productives 2, 3 et 4). Lorsque ce sont les femmes qui ont un emploi permanent, notamment dans le secteur public, les conjoints ou les enfants adultes, parallèlement au travail sur l'exploitation agricole, ont des activités indépendantes d'artisan ou de services (peintres, chauffeurs), ou des activités liées à l'exploitation agricole (égrenage des récoltes), le plus souvent informelles. Ils investissent dans le matériel nécessaire, le salaire fixe facilitant l'accès au crédit et réduisant la prise de risque. Les enfants poursuivent dans plusieurs cas des études supérieures également. Plus qu'à des tactiques, ces familles sont aptes à développer de véritables stratégies d'accumulation et de création d'activités.

Priscilla (49 ans), mère d'une famille en émancipation à San Juan de Cinco Pinos et institutrice dans sa localité, explique comment son emploi stable a permis à son mari de développer une pluriactivité (Figure 26²⁴⁷).

« Je suis maitresse d'école, ici à Cinco Pinos. Cela fait plus de 25 ans que je fais ce métier. J'ai commencé dans ma communauté d'El Coyolito [San Pedro del Norte]. Aujourd'hui je gagne 6100 cordobas [198 euros] par mois. C'est pour nos enfants que nous avons déménagé, pour leur offrir de meilleures opportunités. Une fois que nous avons trouvé des terres à acheter, j'ai demandé ma mutation. [...] Mon mari travaille sur notre ferme. Selon les périodes, nous avons quelques bêtes. Il s'en occupe, parfois avec notre fils, et nous payons des journaliers car il dit que c'est répétitif comme travail. Il a un taxi que j'ai aidé à payer. Il fait les allers-retours entre ici et Somotillo, souvent des urgences médicales. Il travaille plus sur commande que quotidiennement. [...] Ma fille a fait ses études de médecine à Cuba, nous en sommes très fiers. Elle a eu une bourse mais il fallait payer son logement et sa nourriture, ça n'a pas toujours été simple. Il fallait que mon mari travaille plus car mon salaire ne pouvait pas tout couvrir. Aujourd'hui, elle travaille comme médecin à Siuna et c'est mon fils qui suit une formation privée de mécanicien à Chinandega. » (Entretien réalisé à San Juan de Cinco Pinos en juillet 2014)

²⁴⁷ Sur cette figure et la suivante, les activités des enfants de moins 15 ans n'ont pas été représentées car ils sont le plus souvent inactifs.

Chapitre 5

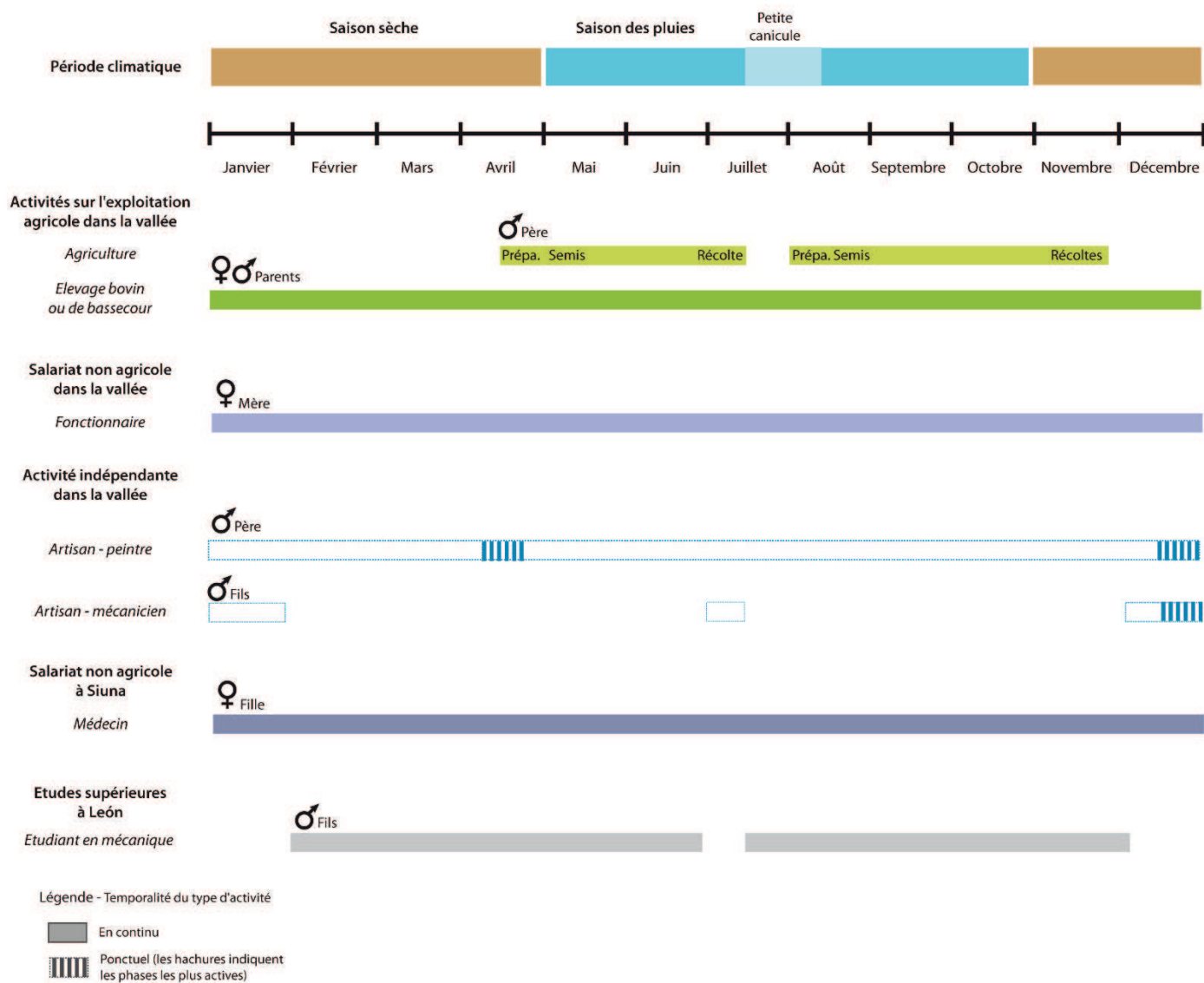


Figure 26 : Exemple d'un système d'activité diversifié, superposé, permanent, pluriactif et stable. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

2.2.3. Mono-activités non agricoles, micro-entrepreneuriats, salariat public ou à l'étranger

Le troisième système d'activité familial correspond aux familles qui n'ont pas d'exploitation agricole, soit 16 familles nucléaires (31% des familles nucléaires ayant des activités hors exploitation). Si la famille est pluriactive, chacun des membres (conjointes et éventuellement enfants) est mono-actif, certains n'ayant parfois aucune activité rémunératrice. Là aussi, la logique temporelle à l'échelle familiale est celle de la superposition d'activités à l'échelle de l'année (emploi dans le secteur public, salariat dans le privé localement ou à l'étranger, activité indépendante). Mais cette fois, toutes les activités sont à caractère permanent, ce qui permet plusieurs revenus stables tout au long de l'année. Il existe toutefois certaines formes de vulnérabilité lorsque, au sein du système d'activité, certaines activités sont informelles comme, dans la plupart des cas, le salariat local dans le privé ou à l'étranger.

La plupart de ces familles se distinguent par le fait qu'elles ont fait rupture, souvent à l'occasion d'une migration prolongée à l'étranger, avec l'activité agricole encore pratiquée par leurs parents ou leurs fratries. Même si elles ont pu pratiquer l'agriculture à un moment de leur trajectoire de vie, elles ont fini par renoncer à l'exploitation du foncier familial. Certaines de ces familles nucléaires ont même quitté leur localité d'origine au sein de la vallée du Río Negro pour s'installer dans les bourgs les plus dynamiques, offrant de meilleures opportunités d'emploi. Ces familles ont bien souvent bénéficié des solidarités familiales, notamment pour développer une activité indépendante (commerce, transport, etc.) ou financer une migration actuelle. Au moment des enquêtes, ces familles avaient donc une bonne stabilité économique. Certaines, comme je le montrerai dans le chapitre 9, ont pu accumuler des ressources au cours de leur trajectoire de migration, mais aussi grâce à l'activité agricole des parents. C'est le cas de Nolwin (34 ans), résident à Ojo de Agua (Santo Tomas del Norte) (Figure 27).

« Quand je suis entré à l'école secondaire, j'aidais sur l'exploitation de mon père mais je me souviens qu'en 2000, j'ai arrêté d'aider dans l'élevage pour me consacrer au transport car mon père me versait un petit salaire. [...] En 2006, le projet de la route [de Somotillo à San Pedro del Norte] est arrivé ici. Ils cherchaient des habitants de la zone pour participer à la construction. J'ai saisi l'occasion. J'ai acheté une des camionnettes de mon père grâce aux petits salaires qu'il me versait et fait un crédit. Pour obtenir ce crédit, mon père m'a offert un terrain et le titre de propriété. C'est grâce à ça que j'ai eu le prêt. J'ai aussi vendu mon taureau et 3 vaches que je possédais. [...] En 2008, nous

Chapitre 5

avons ouvert avec ma femme notre boutique de vêtements et de meubles. Nous avons gagné de l'argent avec la route, et ma femme a vendu ses animaux qui étaient sur la ferme de son père. Elle avait aussi ses économies des années précédentes lorsqu'elle vendait au porte-à-porte des vêtements. Et mon frère qui était alors aux États-Unis a aidé. [...] Nous n'avons plus d'animaux, ni de lien avec l'agriculture depuis. Mes frères et sœurs sont dans le même cas. Mon père est tout seul à gérer la ferme, il espère que le petit dernier l'aidera bientôt. [...] Aujourd'hui, nous avons même une employée et j'ai acheté un microbus pour faciliter nos approvisionnements à Managua. Je fais aussi le taxi quand on me le demande. Nous épargnons autant que possible car dans quelques années nos enfants iront à l'université, je l'espère. » (Entretien réalisé à Ojo de Agua en août 2014)

Chapitre 5

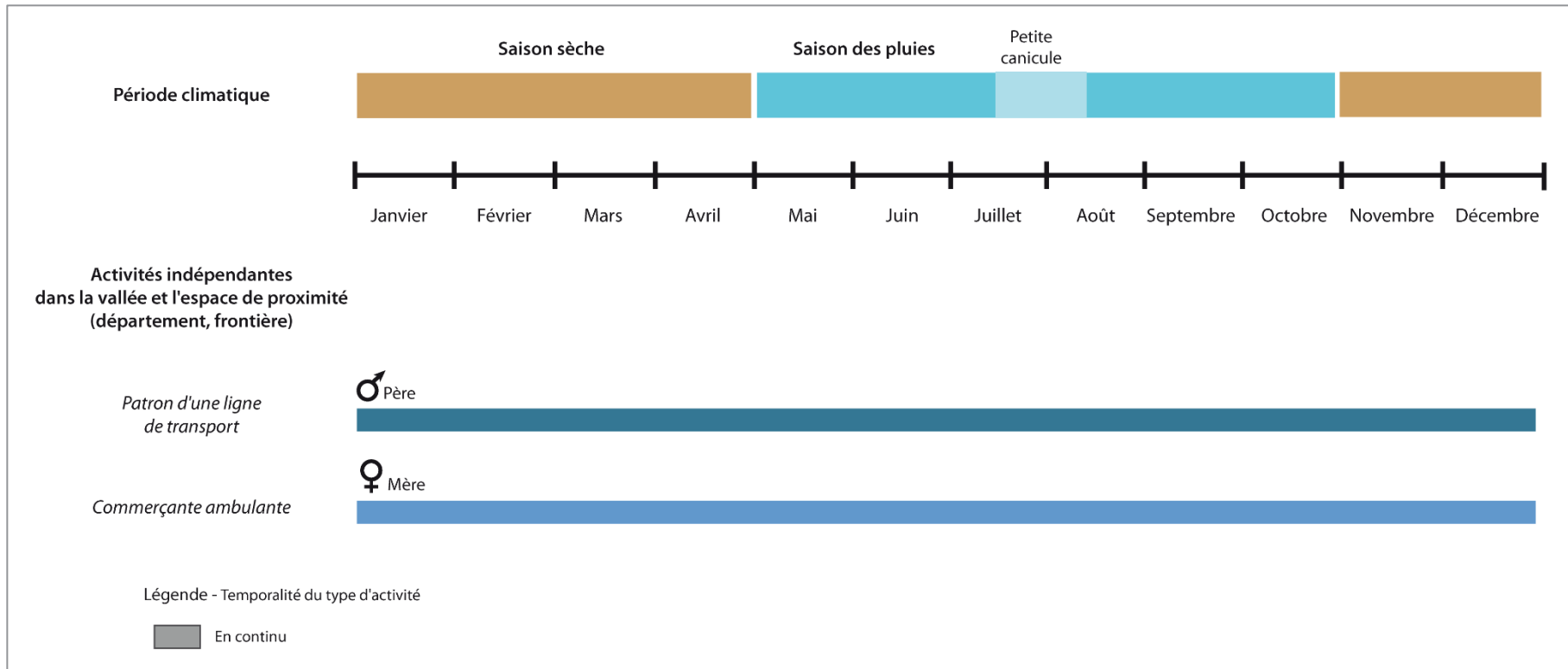


Figure 27 : Exemple d'un système d'activité non agricole, superposé, permanent, mono-actif et très stable. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

2.2.4. *Dépendance et vulnérabilité des familles non actives*

Parmi les familles nucléaires résidant dans la vallée du Río Negro, certaines n'ont aucun membre ayant une activité génératrice de revenus (4 familles nucléaires). Ces familles sont les plus vulnérables parmi celles enquêtées, en situation de forte dépendance. Ces situations sont liées à l'inactivité de personnes âgées et/ou en situation de veuvage qui vivent, pour certaines, avec l'un ou plusieurs de leurs enfants à charge. Elles concernent également des jeunes femmes, mères de famille ou des pères célibataires vivant au sein de ménages composites, avec leurs parents, leur belle-famille ou leur sœur.

La dépendance de ces familles peut, tout d'abord, être liée au départ en migration de l'un des conjoints (Costa Rica, Espagne ou États-Unis). Une partie du revenu tiré de l'activité exercée dans le pays de destination, souvent dans des conditions de forte précarité (voir chapitre 6), est envoyée au conjoint ou à la conjointe resté·e à l'origine. Ces envois d'argent sont, pour de nombreuses femmes et leurs enfants, la seule source de revenus. Ces dernières en effet restent au foyer, s'occupant des enfants ou aidant ponctuellement leur famille ou belle-famille dans certaines tâches agricoles, mais sans rémunération. Les rapports de dépendance de ces familles de migrant.e.s se doublent d'une forte incertitude du fait des risques et des contraintes que représente la situation irrégulière des migrants dans les pays de destination (voir chapitre 6). Flor (24 ans), résidant à El Caimito (Somotillo), raconte son quotidien de femme de migrant.

« J'ai connu Milton quand j'avais 17 ans, je n'allais plus à l'école depuis longtemps déjà. Nous nous sommes mariés la même année et nous nous sommes installés chez mes parents. Milton aidait mon père dans l'agriculture et moi j'étais à la maison avec ma mère. [...] Notre fils est né en 2011. [...] En 2013, Milton et moi sommes partis au Costa Rica. Il y était déjà allé en 2010 mais avait souffert seul là-bas, alors cette fois je l'ai suivi pour être à ses côtés. Il travaillait dans la construction, illégalement évidemment. [...] Quand nous sommes revenus, il a décidé de partir aux États-Unis. Sa famille l'a aidé et surtout son oncle qui vivait à Houston. [...] Aujourd'hui, il est à La Nouvelle-Orléans, il travaille dans la construction, je crois qu'il a toujours réussi à travailler. Il envoie 150 dollars [110 euros] tous les 15 jours. J'en donne une partie à mes parents qui s'occupent de moi et mon fils. Le reste, je le garde pour notre future maison, et quand Milton me le demande, je vais payer des membres de sa famille auprès de qui il a des dettes. [...] » (Entretien réalisé à El Caimito en juillet 2014)

La dépendance peut être encore plus forte lorsqu'il s'agit de femmes ou d'hommes, parents célibataires, ayant rompu avec leur conjoint au cours de leur migration. C'est le cas de certaines familles en émancipation parties en migration, ayant eu leurs enfants à destination, et qui ont mis fin à leur relation conjugale après une ou plusieurs années de migration. Les conjointes sont donc rentrées au Nicaragua, seule ou avec leurs enfants, sans économie. Ces mères célibataires, hébergées par leurs proches, élèvent les enfants et participent aux tâches domestiques mais ne peuvent contribuer aux revenus du ménage (voir chapitre 3). Quant aux hommes, ils sont souvent sollicités pour participer aux travaux agricoles de l'exploitation de ceux qui, en échange, les hébergent et les nourrissent. Ces situations complexifient la capacité de ces individus à se reconstruire en développant leurs propres activités.

2.2.5. *Liens entre systèmes d'activité et cycles de vie*

L'analyse du lien entre systèmes d'activité et cycles de vie donne là encore des résultats pour certains attendus, pour d'autres paradoxaux (Figure 28). La prise en compte des orientations productives, resituées dans la combinaison d'activités de la famille nucléaire, permet de positionner la stratégie agricole et d'élevage dans les moyens d'existence.

Le premier type de système d'activité (diversifié, alternant, saisonnier, pluriactif et incertain) est, de manière attendue, majoritairement mise en œuvre par des familles nucléaires en formation (33%), qui amorcent leur vie de famille, leur prise d'indépendance et débutent la construction de leurs moyens d'existence. Toutefois, la part conséquente des familles nucléaires en consolidation ou en émancipation (25% respectivement), voire même en transmission (17%), montre que les situations de vulnérabilité ne diminuent pas nécessairement avec l'avancée dans le cycle de vie. Les orientations productives associées à ces systèmes d'activité (majoritairement OP1, OP2 et OP3) montrent l'importance des logiques d'autoconsommation pour ces familles (production de maïs et sorgho), même si certaines ont la capacité de générer quelques revenus grâce à la vente de la production agricole (sésame ou haricot), voire de se constituer un patrimoine via la possession de quelques têtes de bétail (jamais plus de 4 bêtes). Si l'agriculture, combinée saisonnièrement aux autres activités, apparaît comme fondamentale dans les moyens d'existence de ces familles, celles-ci vivent au rythme des aléas climatiques et de la variation des récoltes, et sont dépendantes des activités précaires hors exploitation.

Le deuxième type de système d'activité (système d'activité diversifié, superposé par phase, permanent, pluriactif et stable) est principalement mis en œuvre par des familles nucléaires en émancipation (57%). Cela traduit le fait que ces familles ont pu atteindre un certain niveau de stabilité sur le temps de leur cycle de vie. La diversité des orientations productives atteste du statut différencié de l'exploitation agricole selon le type d'activité permanente de ces familles (salarial à l'étranger ou dans le public, micro-entrepreneuriat). Les orientations productives combinant logiques d'autoconsommation, de vente de la production agricole, voire d'épargne (par l'élevage), sont ici prépondérantes (OP3, OP4). Même si plus minoritaires, les orientations productives 5 et 6 (spécialisation dans l'élevage), mises en œuvre par des familles nucléaires en formation, traduisent des rapports étroits à l'exploitation comme lieu d'investissement, dont la dynamique est articulée au développement d'un micro-entrepreneuriat non agricole parfois innovant. De même, comme le montrera le chapitre 9, le rapport passé à la mobilité et leur inscription dans un système familial multi-localisé joue un rôle prépondérant dans la stabilité et la performance de ces systèmes d'activité.

Le troisième type de système d'activité (non agricole, superposé en continu, permanent, mono-actif et très stable) concerne de façon très majoritaire des familles nucléaires en formation (87%). Cette relation, pour le moins paradoxale, suppose des processus d'accumulation rapide pour ces jeunes familles, associé à une trajectoire de mobilité individuelle ou familiale.

Chapitre 5

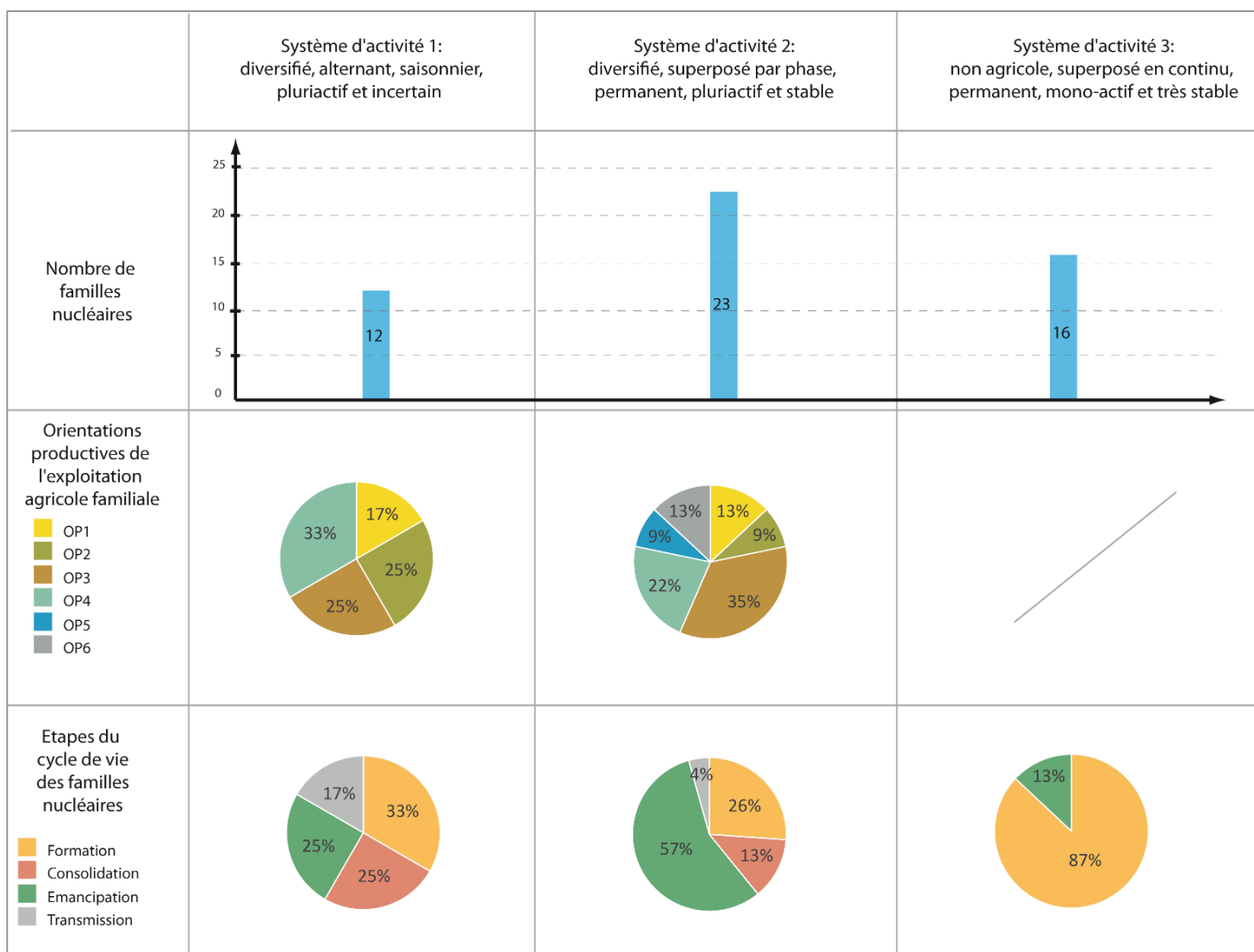


Figure 28 : Familles nucléaires de la vallée du Río Negro exerçant des activités non agricoles : systèmes d'activité, orientations productives et cycles de vie.
 Source : enquête famille (51 familles nucléaires). Réalisation : auteure.

Conclusion

Les familles rurales de la vallée du Río Negro sont peu nombreuses à s'impliquer de manière exclusive dans les activités agricoles. La très grande majorité diversifie ses stratégies d'existence en dehors de l'exploitation agricole familiale. La diversification des activités et la pluriactivité sont donc importantes dans la zone d'étude, phénomène largement observé dans le reste du pays ou dans de nombreuses campagnes latino-américaines (Giarraca, 2001; De Grammont, 2004; Prunier, 2013). Dans un contexte où l'agriculture familiale est aujourd'hui promue par les institutions internationales pour sa capacité à répondre aux enjeux mondiaux de sécurité alimentaire et au changement climatique (Bélières et al., 2013; Sourisseau, 2014), les campagnes évoluent vers des formes diverses de pluriactivité et une coexistence de modèles (Dufumier, 2006; Gasselin, 2016; Parquet et Le Coq, 2017). S'il est désormais admis que les activités non agricoles et les revenus associés occupent une place forte dans les économies domestiques des ménages ruraux (Corral et Reardon, 2001; Reardon et al., 2001), le cas de la vallée du Río Negro illustre le rôle fondamental des mobilités saisonnières et circulaires, ainsi que des migrations temporaires, dans ces systèmes d'activité combinés. De même, les mobilités quotidiennes, par exemple celles de femmes cherchant une prise d'autonomie dans des activités commerciales, témoignent de la vivacité des liens qui se tissent entre localités rurales, bourgs et petites villes à l'échelle régionale.

Ce constat pose alors l'enjeu des chapitres suivants, à savoir, la nécessité de décentrer l'analyse du seul lieu de référence pour intégrer les autres espaces de vie et de travail qui s'articulent avec la vallée du Río Negro. En effet, les conditions de vie et les manières d'exister dans la vallée du Río Negro décrites dans ce chapitre génèrent à la fois de l'incertitude au quotidien et l'envie d'une vie meilleure. Cela explique la diversification des lieux d'activité et de résidence de nombre de ces familles.

Revenant aux activités agricoles et d'élevage, la pluralité des orientations productives est sous-tendue par des logiques alimentaires, de vente ou d'épargne. Ces logiques sont fortement conditionnées par les possibilités d'accès au crédit, à la main-d'œuvre, mais également et surtout à la ressource économique que constitue l'élevage bovin²⁴⁸ et au foncier. En effet, la capacité à acquérir de la terre est un enjeu fort et une difficulté majeure dans la vallée du

²⁴⁸ Notons que la place primordiale de l'élevage dans les stratégies reproductives des familles rurales au Sud est depuis longtemps attestée (Léonard, 1995; Picouet et al., 2004; Gonin et Tallet, 2012).

Río Negro où la saturation foncière et la faiblesse du marché foncier sont des réalités fortes. De plus, les normes relevant du droit foncier et prévalant à la transmission de la terre, conditionnent et retardent, de fait, l'accès à la propriété pour les jeunes générations. Certes, le contournement de ces normes par la reformulation de règles d'usage, souvent informelles (transmission d'un droit d'usage des parcelles aux enfants sous conditions, transmission à un seul héritier), vise des solutions alternatives à la fois pour faciliter l'accès à la terre et pour réduire les risques de morcellement du foncier. Mais, de fait, l'accès à la propriété foncière intervient très tard dans le cycle de vie des individus. Parallèlement, l'achat de terres (à titre individuel ou collectif) constitue une alternative qui suppose d'avoir pu accumuler de l'épargne, donc, *a priori*, peu accessible aux jeunes générations. C'est pourquoi nombre de familles agricoles recourent à d'autres modes d'accès au foncier et pourquoi la mobilité est aussi prégnante pour capter d'autres ressources ce, afin de se donner les moyens de rester dans le lieu de référence ou de construire son existence en dehors du lieu d'origine.

Ainsi, la capacité des familles à organiser socialement leurs modes d'accès aux ressources et la combinaison des différents types d'activités dans le temps et l'espace est au cœur de leurs moyens d'existence. En effet, l'activité agricole et d'élevage, tout comme celles hors exploitation agricole, s'appuient sur les relations que les familles nucléaires nouent avec les membres de leur groupe familial, et dans une moindre mesure, de leur sphère familiale. Les liens de solidarité et d'entraide, mais aussi d'obligations, dans un contexte où la prise d'indépendance des jeunes adultes est complexe, conditionnent les capacités à accéder à des ressources et à engager ou maintenir une activité. Les dotations des fondateurs des groupes familiaux influencent, en large partie, les possibilités de leurs descendants. Les arrangements familiaux permettent d'accéder notamment au prêt de parcelles, de s'assurer une réciprocité des services rendus pour les travaux agricoles, voire même de conduire conjointement une activité pour maximiser un revenu. La famille joue donc un rôle fondamental dans la construction de moyens d'existence et ce, quelle que soit la nature des systèmes d'activité développés localement.

La diversification des activités est la norme pour les familles de la vallée du Río Negro, la nature des activités hors exploitation, leur temporalité d'exercice et leur lieu de réalisation étant très variés. Ces familles, et la majorité de leurs membres, sont pluriactives. La pluriactivité individuelle est souvent une réponse à l'incertitude et permet de former un revenu familial composite. La capacité à combiner et agencer différentes activités dans l'espace et le temps détermine alors les situations de vulnérabilité ou de stabilité des familles. L'alternance

d'activités, souvent précaires, montre la difficulté pour certaines familles d'accéder à des ressources localement et à engager un processus d'accumulation. À l'inverse, la superposition d'activités sur l'année, notamment lorsqu'il s'agit d'emplois permanents, apporte une certaine stabilité aux familles qui peuvent investir dans des activités plus rémunératrices ou émancipatrices comme les études supérieures de leurs enfants. En réalité, la diversification et la pluriactivité des familles rurales de la vallée du Río Negro traduisent tout autant des situations de « prolétarisation » de la main-d'œuvre rurale (Stiegler, 2009; de Haas, 2010) que de véritables capacités à entreprendre.

Enfin, les systèmes d'activité mis en œuvre sont associés, dans une certaine mesure, aux étapes du cycle de vie des familles. Cependant, les liens sont complexes, et parfois paradoxaux. À ce titre, certaines familles, alors qu'elles ne sont encore qu'au stade de formation ou de consolidation, sont déjà bien dotées en ressources naturelles, économiques et matérielles, et ont des orientations productives élaborées (incluant l'élevage bovin). Dans le chapitre 9, la reconstitution des trajectoires d'activité et de mobilité des familles, à savoir l'analyse diachronique des moyens d'existence, permettra d'approfondir ces mécanismes d'accumulation.

Chapitre 6

Vivre et travailler hors des frontières

Le dispositif de l'enquête famille multi-située – au Nicaragua, au Costa Rica, en Espagne et aux États-Unis – a permis d'appréhender les systèmes d'activités des familles de la vallée du Río Negro dans toute leur étendue spatiale. Dans la continuité du chapitre précédent, celui-ci porte sur les activités conduites hors des frontières et sur les conditions de leur réalisation dans les différents lieux de destination. Outre les barrières législatives et politiques liées au passage des frontières (voir chapitre 7), les migrants ou circulants²⁴⁹ se confrontent à la question de l'accès au travail, qui s'inscrit dans une géographie différenciée de filières professionnelles et de niches d'activité dans les pays des Amériques centrale et du nord, et en Europe.

Quelles sont les contraintes et les opportunités pour vivre et travailler dans les lieux de migrations et de mobilités circulaires ? Quelles sont les modalités d'accès au marché du travail, les conditions d'emploi et les ressources mobilisées (réseaux, compétences, expériences) ? Quelles sont les formes et les logiques de mobilité associées aux différents types d'emploi dans les pays de destination ?

Sur le plan méthodologique, ce chapitre se fonde sur l'analyse des activités économiques²⁵⁰ recensées pour chaque événement de mobilité lors de l'enquête famille, c'est-

²⁴⁹ Pour rappel, le terme de migrant désigne des individus mobiles qui résident hors de leur lieu d'origine sur une durée de plus de six mois. À l'inverse, les circulants sont des individus mobiles qui ne changent pas de lieu de résidence mais se déplacent sur des durées courtes ou ponctuelles, inférieures à six mois.

²⁵⁰ Seules les activités dites économiques, que j'appelle aussi emplois, sont ici considérées. Elles incluent non seulement des activités orientées vers le marché, c'est-à-dire dont le produit est susceptible d'un échange, qu'il soit marchand ou non marchand, mais aussi des activités de production destinées à la consommation propre d'un individu (production hors marché). Sont exclues de l'activité économique des activités telles que les activités domestiques, la prise en charge des soins aux enfants ou aux personnes âgées ou les activités bénévoles.

à-dire des activités que les individus disent avoir exercées au cours de leur expérience de migration ou de mobilité circulaire à l'étranger²⁵¹. Deux échelles de temps sont ici considérées.

La première section considère seulement les activités exercées lors des migrations et des mobilités circulaires survenues durant la période d'enquête (2014-2016). Il s'agit de *i*) proposer une vision globale du marché du travail dans lequel les individus mobiles s'insèrent selon les critères du secteur d'emploi, des conditions d'emploi et du genre ; *ii*) caractériser de façon précise l'insertion professionnelle des individus mobiles dans chaque pays de l'espace de dispersion.

Parmi les 126 individus qui étaient mobiles sur la période d'enquête, 58 vivaient ou se déplaçaient hors des frontières (soit 45% de la totalité des individus mobiles). La grande majorité était en migration (54 individus), seulement 2 pratiquaient des mobilités circulaires dans un pays étranger et 2 pratiquaient à la fois les deux types de mobilités²⁵² (Tableau 40) (voir chapitre 4).

Pays de destination	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Panama	Espagne	États-Unis	Total
En nombre d'individus							
Individu mobile	24	6	1	6	13	8	58
Migrant	22	6	1	4	13	8	54
Circulant	2	0	0	2	0	0	4
En nombre d'événements de mobilité							
Événement de mobilité	24	6	1	6	13	8	58
Événement de migration	22	6	1	4	13	8	54
Événement de mobilité circulaire	2	0	0	2	0	0	4

Tableau 40 : Individus mobiles et événements de mobilité hors des frontières (migration et mobilité circulaire) sur la période d'enquête (2014-2016). Source : enquête famille.

²⁵¹ Certains individus ont été pluriactifs au cours de l'événement de mobilité. Pour des raisons de faisabilité et de simplification du traitement des données, une seule activité a été associée à chacun des événements de mobilité. L'activité retenue est celle à laquelle l'individu consacre le plus de temps. Cela étant, la pluriactivité est discutée qualitativement.

²⁵² J'ai associé ces 2 individus au type de mobilité auquel il avait consacré le plus de temps afin de faciliter le traitement, à savoir des mobilités circulaires dans les deux cas. Contrairement au chapitre 5 dans lequel les mobilités circulaires au sein du Nicaragua sont analysées, les migrations internes ne sont pas étudiées dans ce chapitre. C'est une limite de l'analyse. De même, si sur la période d'enquête aucune mobilité n'est recensée au Honduras, plusieurs événements le sont à l'échelle des trajectoires de vie. Toutefois, les données n'étaient pas suffisantes pour y consacrer une section. Ces migrations et mobilités circulaires hors des frontières concernent 39 familles nucléaires, soit 42% des familles nucléaires de l'enquête. Parmi ces 39 familles, 2 ne mettent en œuvre que des mobilités circulaires, 36 uniquement des migrations et 1 combine ces deux types de mobilités.

Chapitre 6

Dans les sections suivantes, je prends en compte les activités recensées pour l'ensemble des événements de migration et de mobilités circulaires cumulés au cours du cycle de vie des individus. L'objectif est d'identifier les formes et les logiques de mobilité associées à chacune des destinations.

Les données diachroniques concernent l'ensemble des individus de plus de 15 ans de l'enquête famille ayant au moins une expérience de mobilité hors du Nicaragua (passée ou en cours au moment des enquêtes), soit un total de 116 individus (soit 41% des individus de l'enquête famille) (Tableau 41). Ce corpus de données est enrichi par les enquêtes complémentaires menées dans les sites d'enquête à l'étranger (total de 15 individus résidant en Espagne ou aux États-Unis non pris en compte dans le tableau ci-dessous).

Pays de destination	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Panama	États-Unis	Espagne	Total
En nombre d'individus							
Individu avec expérience(s) de mobilité	50	19	14	6	13	14	116
Migrant	34	11	12	4	13	13	87
Circulant	7	7	2	2	0	0	18
Individu avec expérience mixte de mobilité ²⁵³	9	1	0	0	0	1	11
En nombre d'événements de mobilité							
Événement de mobilité	60	20	14	6	13	14	127
Événements de migration	44	12	12	4	13	13	98
Événements de mobilité circulaire	16	8	2	2	0	1	29

Tableau 41 : Individus mobiles et événements de mobilité hors des frontières (migration et mobilité circulaire) sur les trajectoires de vie. Source : enquête famille.

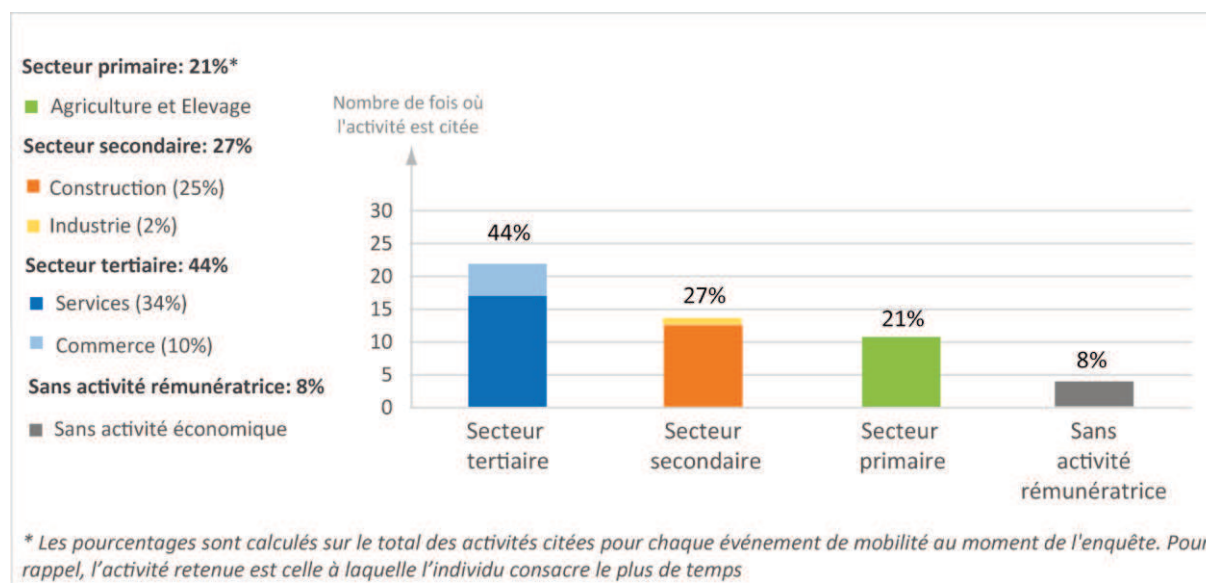
²⁵³ Il s'agit d'individus qui cumulent au moins une expérience de mobilité circulaire et au moins une expérience de migration au cours de leur trajectoire de vie.

1. Les grandes tendances de l'insertion professionnelle et des activités hors des frontières

En considérant les activités recensées²⁵⁴ pour chaque événement de mobilité circulaire et de migration hors des frontières sur la période d'enquête (2014-2016), cette section vise à présenter les grandes tendances des formes d'insertion professionnelle à l'étranger selon trois critères : le secteur d'activité, le type d'emploi, le genre.

1.1. Les services, premier secteur d'insertion professionnelle

Parmi les activités réalisées hors des frontières, 44% correspondent au secteur tertiaire, 27% au secteur secondaire et 21% au secteur primaire. Les 8% restants correspondent à des individus qui n'exercent pas d'activité économique au cours de leur mobilité (Graphique 5).



Graphique 5 : Secteurs d'activité hors des frontières sur la période d'enquête (2014-2016). Source : enquête famille (58 individus).

Parmi les migrants et les circulants employés dans le secteur tertiaire, une majorité travaille dans les services à la personne (72% des activités de ce secteur). Les métiers les plus représentés sont ceux d'auxiliaire de vie à domicile (exercés par des femmes s'occupant le plus

²⁵⁴ Sur l'échantillon des 58 individus ici retenus, 15 sont pluriactifs, c'est-à-dire qu'ils exercent deux ou trois activités rémunérées simultanément (20% des individus mobiles ici retenus). Comme indiqué précédemment, seule l'activité la plus importante du point de vue du temps passé a été considérée.

souvent de personnes âgées) et d'employée de maison (tâches ménagères, entretien du jardin et garde d'enfants). Les activités peuvent également concerner des prestations de services, en particulier dans les secteurs du transport, de l'hôtellerie et de la restauration. Le second type d'activité économique dans le secteur tertiaire, par ordre d'importance, est lié au commerce comme salarié dans de petites structures ou en indépendant. Enfin, une très faible proportion d'activités recensées concerne le service public.

Le secteur secondaire (27% des activités exercées par les individus mobiles) regroupe les activités économiques dans la construction et, dans une moindre mesure, l'industrie. La quasi-totalité des individus travaillant dans ce secteur est recrutée comme ouvriers salariés dans le bâtiment ou dans des industries manufacturières (textile, alimentation). Quelques rares individus sont des autoentrepreneurs ou des sous-traitants dans le secteur de la construction.

Les activités économiques recensées dans le secteur primaire concernent l'agriculture et l'élevage (21% des activités), pratiqués exclusivement dans les destinations centraméricaines. Les individus concernés sont recrutés comme salariés agricoles.

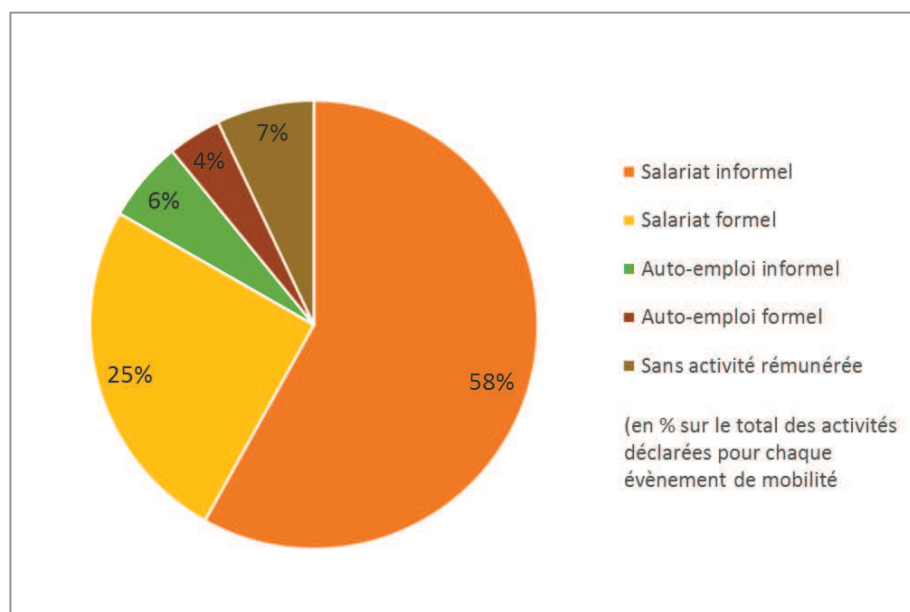
Les individus n'ayant pas d'activité économique (8%) sont des femmes au foyer et des étudiants faisant des études supérieures, ou bien des personnes ne parvenant pas à trouver un emploi dans certaines destinations. L'absence d'un réseau de confiance et le caractère récent de la filière migratoire dans les lieux donnés expliquent souvent les difficultés de certains migrants à s'insérer dans le marché du travail.

1.2. Le poids du salariat et de l'emploi informel

Quelles que soient les destinations, la majorité des activités économiques sont caractérisées par le salariat (83% du total des activités) et par leur caractère informel²⁵⁵ (63%) (Graphique 6). Cela s'explique, entre autres, par la prédominance des situations d'irrégularité des individus mobiles dans les différents pays de destination. Pour rappel, selon l'enquête famille, 54% des migrants et circulants internationaux sont en situation irrégulière dans les pays

²⁵⁵ Pour rappel du chapitre 1, je définis l'activité informelle comme celle qui échappe à la législation en vigueur, et notamment au cadre fiscal et juridique du pays concerné. Cela se traduit principalement par des rémunérations non déclarées, l'absence de contrat de travail et le non-accès aux bénéfices sociaux liés au travail. Il existe des degrés variables d'informalité selon les situations que je précise.

de destination²⁵⁶ (voir chapitre 4). De fait, les conditions d'illégalité des migrants et circulants contraignent fortement les formes d'insertion professionnelle. Toutefois, une situation légale des migrants dans le pays ne signifie pas automatiquement un contrat formel de travail. Comme je l'explique par la suite, les employeurs et les travailleurs peuvent avoir intérêt à ne pas déclarer le travail exercé.



Graphique 6 : Prégnance du salariat et de l'informel. Source : enquête famille (58 individus).

Ainsi, le salariat informel représente 58% des activités exercées, l'informalité étant quasi systématique dans le cas des mobilités circulaires. C'est également une stratégie des employeurs qui cherchent à maximiser leurs bénéfices, comme en témoignent certains habitants de la vallée du Río Negro.

Rosa Pina, habitante d'El Cañito (Somotillo), a trois de ses enfants résidant illégalement à Puerto Limón au Costa Rica. Ces derniers travaillent dans une plantation bananière comme salariés agricoles. Aucun d'entre eux n'a de contrat de travail écrit, ni ne bénéficie des avantages sociaux, ce qui les oblige à accepter des conditions de travail précaires.

²⁵⁶ Comme déjà mentionné, la légalité des migrants ou des circulants correspond au fait qu'ils n'ont pas permis de travail et/ou de permis de résidence. Ces statuts varient selon les pays. La part des migrants légaux est plus forte au Costa Rica, au Guatemala et en Espagne que dans les autres pays tels que les États-Unis, le Salvador ou le Panama. À noter que, même lorsque ces migrants ont régularisé leur situation, la majorité était entrée clandestinement dans le pays de destination. D'autres ont également pu obtenir un permis de travail ou le statut de résident temporaire qui, au moment des enquêtes, avait expiré.

« Mon fils Julio a rejoint son frère et sa sœur l'an dernier dans une bananeraie de Puerto Limón. Il n'a pas de papier, ni de contrat de travail. Son frère aîné m'a dit la semaine dernière qu'ils l'avaient renvoyé. C'est toujours pareil, les patrons ne veulent pas les garder trop longtemps pour éviter de payer ou de leur donner leurs jours de congé. Ils les reprennent après les fêtes de fin d'année mais, en attendant, Julio doit se débrouiller pour survivre durant plusieurs semaines. » (Entretien réalisé à El Caimito en octobre 2014)

Les pratiques illégales des employeurs sont encore plus organisées à La Nouvelle-Orléans (États-Unis), en particulier dans les secteurs de l'hôtellerie et de la domesticité. Lorsque les migrantes sans papier arrivent dans la ville, le réseau communautaire les oriente généralement vers des agences d'intérim. Ces entreprises font l'intermédiaire entre les migrantes et les hôtels qui cherchent des femmes de ménage. Les femmes payent environ 100 euros à l'agence (directement ou déduit de leur salaire) pour obtenir un faux numéro de sécurité sociale et un faux permis de travail²⁵⁷. Outre l'accès au travail, l'agence permet aux migrantes d'être payées chaque semaine. Le salaire indiqué sur leur faux contrat de travail est supérieur à la rémunération minimum légale de 9 dollars [8 euros] de l'heure. Toutefois, alors que les migrantes ne bénéficient pas de sécurité sociale, l'agence d'intérim leur déduit les taxes classiques (sécurité sociale, mutuelle ou complémentaire de santé) qu'elle garde sans compensation. Ces femmes ne sont donc pas protégées, en particulier en cas d'accident de travail comme le raconte Yenidier (32 ans), originaire de Somotillo et vivant à La Nouvelle-Orléans depuis 2008.

« [...] Je suis arrivée dans l'hôtel que m'avait indiqué l'agence, sans rien connaître de ce métier, mais j'ai fait comme si j'avais une grande expérience. C'est le conseil que m'avait donné l'agence car c'est la seule chose qui importe pour les hôtels. La dame que j'ai rencontrée se moquait de moi, car je ne parlais pas anglais, mais elle a compris que je pouvais apprendre vite. Elle m'a donné mon chariot de nettoyage et m'a dit de nettoyer huit chambres, tout cela sans connaître un seul mot d'anglais, ni même les mots « serviette » ou « shampoing ». Voilà comment j'ai été embauchée. Je ne savais rien du contrat entre l'agence d'intérim et l'hôtel. Tout ce que je sais, c'est qu'ils retiraient de mon salaire des taxes pour la sécurité sociale disaient-ils, mais comme c'était un faux numéro, l'argent était pour eux et moi j'avais un moins bon salaire et

²⁵⁷ La situation de ces femmes dans le pays, ainsi que leur statut dans le travail, ne sont pas conformes avec la législation en place aux États-Unis. Elles n'ont pas de permis de résidence ni de vrai permis de travail.

pas de sécurité sociale. [...] Il y a un mois, j'ai eu un accident à l'hôtel Hilton sur Canal street où je travaillais. Nous utilisons des ascenseurs réservés au personnel qui sont en mauvais état. Je suis montée dans l'un d'eux et il a cédé chutant de plusieurs étages avant de s'arrêter d'un coup. Je me suis, entre autres, fracturée le genou. L'hôtel a appelé une ambulance et j'ai été hospitalisée et opérée. L'ambulance à elle seule coûtait 1500 dollars [1325 euros]. J'ai demandé à l'agence de me rembourser et ils ont dit que ce n'était pas de leur responsabilité car j'étais sans papier. Je suis en colère, 8 ans que je travaillais avec eux. Je les ai payés 130 dollars [123 euros] la première fois pour un numéro de sécurité sociale et un permis de travail. Je n'ai rien demandé à l'hôtel car s'ils passent par ces agences, c'est justement pour ne pas avoir à gérer les problèmes comme le mien. Ils me l'avaient suffisamment rappelé : « vous n'êtes pas des employés de l'hôtel ». Avec mon mari nous avons pris un avocat pour que l'agence nous rembourse tous ces frais, nous attendons de ses nouvelles. » (Entretien complémentaire réalisé en mai 2016 à La Nouvelle-Orléans)

Le salariat formel (25% des activités recensées) et l'auto-emploi formel (4%) concernent des migrants qui sont généralement en règle dans le pays de destination, ayant obtenu un permis de travail ou la résidence. Les cas de double nationalité sont en effet très minoritaires.

L'auto-emploi informel (6%) correspond à des individus qui résident généralement depuis plusieurs années dans le lieu de destination. Ayant progressivement construit un réseau social, ils entreprennent, à leur compte, différentes activités afin de maximiser leurs revenus.

C'est le cas, par exemple, des femmes migrantes en Espagne (Saragosse) qui sont embauchées par des particuliers comme auxiliaire de vie à domicile. Elles travaillent et habitent chez une personne âgée dont elles s'occupent généralement six jours sur sept. Leur salaire est d'environ 750 euros par mois. Après plusieurs années en Espagne et différentes expériences professionnelles, certaines femmes se libèrent de la contrainte de vivre au domicile de leur employeur, notamment quand elles se mettent en couple ou ont des enfants. Elles ont leur propre résidence ou, le plus souvent, cohabitent avec des membres de leur groupe familial (voir chapitre 4). Mettant en avant l'expérience acquise, elles proposent de façon indépendante leurs services d'aide à domicile pour les personnes âgées ou les enfants, et de femmes de ménage. Elles travaillent alors une ou plusieurs demi-journées par semaine pour un salaire horaire plus rémunérateur. Elles peuvent ainsi davantage s'impliquer dans leur vie de famille.

Autre exemple, à La Nouvelle-Orléans, lorsque les migrants ont des enfants, les mères doivent souvent arrêter de travailler durant les premiers mois pour s'occuper d'eux.

Cette situation ne peut perdurer trop longtemps car un seul salaire est rarement suffisant pour ces familles. Certaines femmes travaillent donc de façon indépendante comme nourrices, sans pour autant se déclarer. Elles prennent soin à la fois des enfants d'autres migrants en activité et de leurs propres enfants. Elles fixent un forfait selon la durée de la garde et la fréquence hebdomadaire.

1.3. Une insertion genrée dans le marché du travail

Les systèmes de mobilité de la vallée du Río Negro se caractérisent par une division genrée de l'insertion sur le marché du travail. En effet, la variation est forte selon les types d'activités²⁵⁸.

Les femmes s'insèrent majoritairement dans le secteur des services (68% des activités exercées par les femmes mobiles), et notamment dans les services à la personne. Dans certains lieux de destination, ces femmes sont également embauchées pour des activités agricoles ou font du commerce informel (environ 11% pour chaque type d'activité). Certaines cuisinent à leur domicile et vendent des produits comme des plats typiques nicaraguayens dans leur voisinage à Saragosse et à La Nouvelle-Orléans, ou en valorisant un savoir-faire particulier comme la fabrication de gâteaux d'anniversaire ou de décorations artisanales à San José. Elles ciblent également dans ces différents lieux des produits spécifiques à certains secteurs d'activités appréciés des travailleurs immigrés.

Damaris (34 ans), est arrivée à La Nouvelle-Orléans en 2013. Femme de ménage dans un hôtel depuis 3 ans, elle vend aujourd'hui des cosmétiques à ses collègues.

« Je vendais des produits de beauté au Nicaragua et j'en vends ici [La Nouvelle-Orléans]. Je n'ai jamais arrêté d'en vendre mais, à mon arrivée ici, je n'en vendais pas autant qu'aujourd'hui. Je ne savais pas parler anglais, ou tout du moins, pas assez pour réussir mes ventes. Maintenant je vends une marque de cosmétiques que j'apprécie beaucoup. Le pack que je vends le plus est celui pour le soin des mains. Je les vends à mes collègues de l'hôtel et parfois dans d'autres hôtels, je laisse des catalogues à tous ceux que je connais. Avec tous les produits chimiques que nous touchons chaque jour, nous devons protéger nos mains. Je fais essayer les produits à ces femmes sans leur mettre la pression pour qu'elles m'en achètent. Je crois que c'est ce qu'elles apprécient. »
(Entretien complémentaire réalisé à La Nouvelle-Orléans en avril 2016).

²⁵⁸ Pour rappel, la mobilité est pratiquée à 52% par des hommes et à 48% par des femmes (voir chapitre 4).

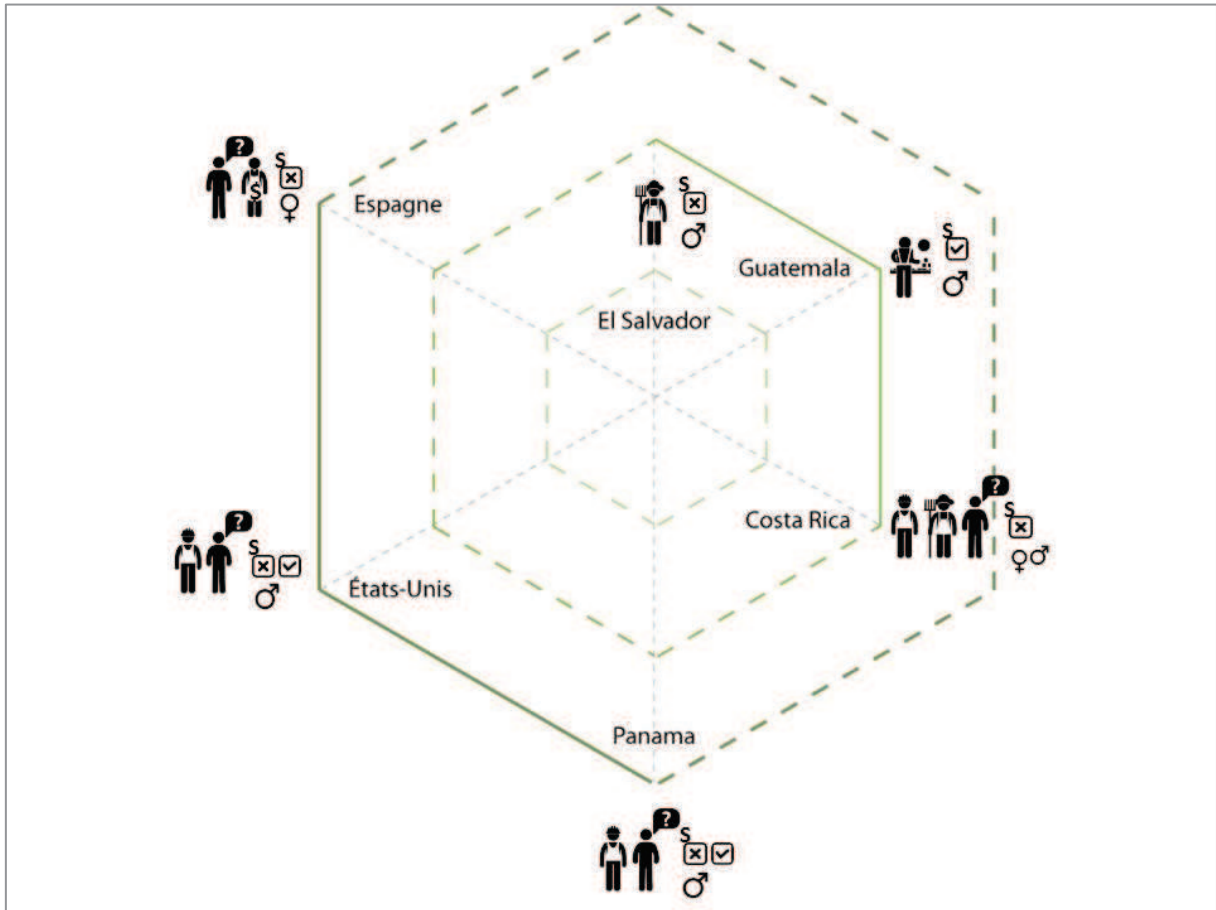
À l'inverse, 11% de ces femmes en mobilité, n'ont pas d'activité économique. Dans ce cas, elles accompagnent leur conjoint dans leur mobilité et se consacrent aux tâches domestiques à destination.

Quant aux hommes, ils sont recrutés dans la filière de la construction (36% des activités exercées par les hommes mobiles) et dans l'agriculture (27%), secteur où la demande en main-d'œuvre est conséquente. Ils s'insèrent également dans les services, non pas dans les services à la personne mais davantage dans les secteurs du transport ou de l'hôtellerie et restauration (15%) ou encore le commerce (9%). Il faut noter que certains hommes sont sans emploi dans les lieux de destination car ils ne sont pas parvenus à trouver du travail (9%).

1.4. Une insertion professionnelle différenciée selon les destinations

Ces trois dimensions (secteur et type de l'activité économique, genre) permettent de dresser une vision globale des caractéristiques différenciées de l'insertion professionnelle par pays²⁵⁹ (Figure 29). Parmi les pays de destination à l'étranger, il convient de distinguer le Costa Rica, les États-Unis et le Panama qui offrent des opportunités diversifiées. À l'inverse, les migrants au Salvador, au Guatemala et en Espagne ont accès à des activités ciblées et très spécifiques.







²⁵⁹ Pour rappel, parmi les 52 individus mobiles concernés, 42% vont au Costa Rica, 21% en Espagne, 15% aux États-Unis, 10% au Salvador et au Panama et 2% au Guatemala. Les 3 individus mettant en œuvre des mobilités circulaires sont au Costa Rica (2) et au Panama (1).



Distance-temps:

- Catégorie 1: moins de 3h en transport terrestre
- Catégorie 2: entre 3h et 10h en transport terrestre
- Catégorie 3: plus de 10h ou transport aérien

Secteur d'activité

 Agriculture et Élevage	 Industrie
 Commerce	 Services
 Construction	 Services à la personne

Type d'emploi

S	<input checked="" type="checkbox"/>	Salarial formel
S	<input checked="" type="checkbox"/>	Salarial informel
A	<input checked="" type="checkbox"/>	Auto-emploi formel
A	<input checked="" type="checkbox"/>	Auto-emploi informel

Genre:

♀	Féminin
♂	Masculin

Figure 29 : Principaux secteurs d'activité par pays durant la période d'enquête (2014-2016). Source : enquête famille (58 individus). Réalisation²⁶⁰ : auteure.

En mobilisant certains points d'analyse du chapitre 3, le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques des filières de mobilité et d'activité des familles de la vallée du

²⁶⁰ Les icônes proviennent du site The noun project (<https://thenounproject.com/>).

Río Negro (Tableau 42). Il convient dès lors d'approfondir les spécificités des systèmes d'activités au sein de chaque destination.

Pays de destination	Filière	Attractivité	Opportunités de travail	Secteurs dominants	Types d'activités économiques dominants	Activité à dominante féminine/masculine
El Salvador	Ancienne	Constante	Spécifiques	Agriculture et Elevage	Salariat informel	Masculine
Guatemala	Ancienne	En déclin	Spécifiques	Industrie	Salariat formel	Masculine
Costa Rica	Ancienne	Constante	Multiples	Agriculture et Élevage / Construction / Services à la personne	Salariat informel	Mixte
Panama	Récente	En essor	Spécifiques	Construction	Salariat formel et informel	Masculine
États-Unis	Ancienne	Constante	Multiples	Construction	Salariat informel	Masculine
Espagne	Récente	Constante	Spécifiques	Services à la personne	Salariat informel	Féminine

Tableau 42 : Caractérisation des filières de mobilité et d'activité à l'étranger. Source : enquête famille et complémentaires.

2. Costa Rica : ancienneté du champ migratoire, diversité des emplois et des formes de mobilité

Cette section, et les suivantes, mobilisent cette fois les données diachroniques de l'enquête famille, c'est-à-dire l'ensemble des événements de mobilité circulaire et de migration recensés lors des enquêtes de terrain, qu'ils soient passés ou en cours lors de la période d'enquête²⁶¹. C'est donc la reconstitution des trajectoires de mobilité individuelles qui permet ici de caractériser les formes d'insertion professionnelle au Costa Rica.

²⁶¹ Pour rappel, dans cette section et les suivantes je considère l'ensemble des événements de migration et de mobilités circulaires cumulés au cours du cycle de vie des individus. Cela correspond, pour le Costa Rica, à 60 événements de mobilités et 50 individus associés de l'enquête famille.

2.1. Intensité de la circulation migratoire et division genrée du travail

L'ancienneté et l'attractivité du Costa Rica vont de pair avec la diversité des lieux et des secteurs d'activité (agriculture, construction et services) dans tout le pays (en milieu urbain ou rural) et avec la pluralité des formes de mobilité qui leur est associée.

Dans plus d'un tiers des événements de mobilité (migration et mobilité circulaire), l'expérience au Costa Rica se traduit par des mobilités successives et itinérantes au sein du pays, sans pour autant recourir au réseau familial. Ainsi, les enquêtes indiquent des trajectoires individuelles marquées par la succession d'événements de migration et de mobilité circulaire vers le Costa Rica, mais également par des allers et venues entre différents lieux au sein même de ce pays. Les modalités et les rythmes de déplacement dépendent des secteurs d'activité. Le caractère saisonnier des emplois agricoles organise des circuits de mobilité internes, selon les calendriers de cultures au Costa Rica (café, ananas). Les migrants/circulants sont généralement fidèles à certains employeurs, avec qui ils entretiennent une bonne relation, et qui offrent des conditions de travail satisfaisantes. Ils travaillent donc sur ces exploitations de façon permanente ou cyclique, pour des périodes de quelques mois. À l'inverse, le secteur de la construction, dans lequel travaillent les migrants à San José et ses alentours, impose que les travailleurs soient plus stables dans les lieux, même si ces derniers sont amenés à occuper des postes divers et à changer d'employeurs.

À cette pluralité de logiques migratoires correspondent donc des temporalités très diverses. La moitié des mobilités circulaires recensées par l'enquête famille sont ponctuelles, c'est-à-dire qu'elles sont mises en œuvre une seule fois au cours du cycle de vie de l'individu, sur une période de plusieurs mois. L'autre moitié correspond à des séjours réguliers de quelques mois, qui se répètent généralement d'une année sur l'autre, durant des périodes pouvant aller d'une à plus d'une vingtaine d'années.

Les migrations ont une durée moyenne de 6 ans, bien supérieure aux prévisions initiales évoquées par les migrants (voir chapitre 8). En considérant seulement les migrations en cours au moment des enquêtes, cette moyenne s'élève à 10 ans. Pour les populations de la vallée du Río Negro, le Costa Rica est donc un pôle d'installation, tout autant qu'un espace d'intenses circulations. La reconstitution des trajectoires des individus met également en évidence l'alternance de ces pratiques : des individus font des mobilités circulaires vers le Costa Rica, puis y résident, puis reviennent au Nicaragua pour circuler à nouveau entre les deux pays, ou inversement (Figure 30). Les formes de mobilité, et leurs temporalités dépendent bien souvent

du réseau familial ou supra-familial que l'individu est en capacité de mobiliser (voir chapitre 7). C'est ce qu'exprime Julio (37 ans), originaire d'El Carizal (San Juan de Cinco Pinos).

« Je suis parti rejoindre ma sœur et sa famille à la Virgen de Sarapiquí en 1997. Ils m'avaient trouvé du travail sur la ferme de piment voisine. J'étais jeune et célibataire à l'époque. Resté seul et isolé sur cette exploitation ne m'a pas plu alors je suis parti après quelques mois à San José. J'ai fait mes preuves dans la construction. Je suis rentré six mois après au Nicaragua. Ici [El Carizal] je travaillais sur la ferme de ma mère. À la fin de la récolte, je suis reparti au Costa Rica avec mon neveu. Nous avons vécu et travaillé dans différentes exploitations agricoles dans le pays. Ce n'était pas toujours facile alors ma sœur a insisté pour que nous les rejoignons à Atenas où ils s'étaient installés. [...] J'y suis resté 10 ans et mon neveu vit toujours là-bas. En 2008, je suis rentré pour aider ma mère sur la ferme. Puis, j'ai connu Esperanza et comme nous étions amoureux, nous avons pleins de projet [il rit]. Je suis retourné plusieurs fois au Costa Rica durant la saison sèche parfois à Atenas chez mes proches, parfois ailleurs. [...] Ma mère nous a confié la ferme avec ma sœur. Je dois donc assumer cette responsabilité et pouvoir entretenir la ferme alors en février 2014 je suis parti au Costa Rica. J'avais un contact à Cañas pour travailler 3 ou 4 mois sur une ferme. Le travail était très dur. Mon neveu m'a dit d'arrêter et qu'il allait m'embaucher dans son entreprise de construction qu'il a monté tout seul. Comme ça marchait bien, j'ai dit à Esperanza que j'allais rester plus longtemps. Elle gère la ferme et les travailleurs agricoles seule. Je viens de rentrer [décembre 2014]. Je repartirai peut-être après les fêtes, j'ai un travail assuré et ça nous permettrait de faire des économies pour que je ne reparte plus pendant quelques temps. » (Entretien réalisé en décembre 2014 à El Carizal lors de son retour du Costa Rica pour les fêtes de fin d'année).

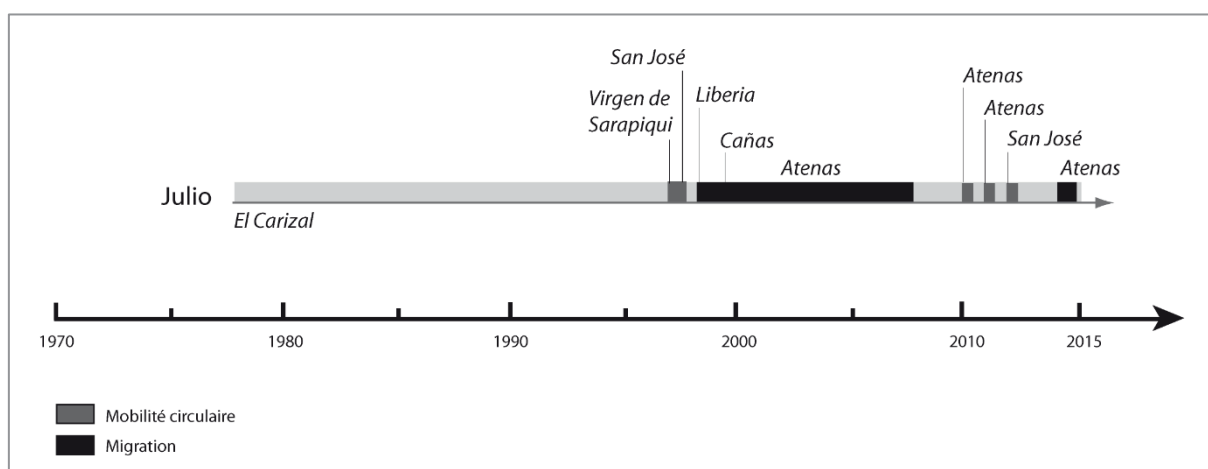


Figure 30 : Trajectoire de Julio. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Chapitre 6

Le Costa Rica est particulièrement marqué par une division genrée des activités économiques. Les femmes, qui représentent 31% des migrants recensées dans l'enquête famille²⁶², travaillent quasi exclusivement dans les services, et plus spécifiquement dans les services à la personne. Certaines migrantes, qui vivent depuis plusieurs années au Costa Rica, développent de petites activités de commerce pour des clients de leur réseau social. Aussi, certaines de ces migrantes de longue durée fondent leur famille à destination, choisissant d'être femme au foyer le temps d'élever leurs enfants.

Les hommes, quant à eux, s'insèrent très majoritairement dans l'agriculture et la construction.²⁶³ Les travaux agricoles pour lesquels ils sont recrutés exigent peu de qualification. Le salaire journalier minimum est fixé à 14,70 euros par jour (MTSS, 2015)²⁶⁴. Mais la rémunération du travail agricole varie, comme au Salvador, selon les spécificités de chaque culture et des tâches associées. Ceux qui travaillent dans la récolte de café, par exemple, sont rémunérés à la *cajuela*, sorte de « hotte » pouvant contenir 12,9 kilogrammes de café, fixée à 1,40 euros en 2015 (voir l'encadré n°10).

²⁶² Sachant que les femmes migrantes nicaraguayens représentent 54,7% de l'ensemble des migrants nicaraguayens au Costa Rica (OIM, 2013).

²⁶³ Le salariat agricole est une activité majeure pour les migrants et circulants de la vallée du Río Negro qui se rendent au Costa Rica mais également au Salvador et au Nicaragua. À noter que dans leur pays d'origine, les habitants de la zone d'étude arrivent à s'insérer de manière informelle dans certaines petites exploitations. En revanche, ils ne parviennent plus, comme auparavant, à intégrer les grandes exploitations des plaines du Pacifique (voir chapitre 1). Si le travail y est plus formalisé, les habitants des alentours pourvoient la main-d'œuvre nécessaire.

²⁶⁴ Le Costa Rica est le seul pays de l'isthme à établir les salaires minimums par métier. Pour comparaison, au Nicaragua, le Ministère du travail au Nicaragua fixe certains salaires par métier mais le plus souvent par secteurs ou filières d'emploi. Ce salaire d'ouvrier agricole à 95 euros par mois, loin des pratiques observées sur le terrain (voir chapitre 5).

Encadré n°10: Récolter le café dans la région de Los Santos (Costa Rica)

Los Santos, où je me suis rendue en 2012, produit 30% du café d'exportation du pays (Loría, 2011). Le salaire hebdomadaire des travailleurs agricoles, migrants nicaraguayens ou panaméens²⁶⁵, varie selon la période de la récolte. Lorsque les premiers grains de café peuvent être cueillis ou alors que la fin de la récolte approche, les migrants gagnent environ 55 euros par semaine. La *cajuela* est payée 2,40 euros sachant qu'un homme en récolte environ 8 par jour, une femme 7 et un enfant 2. En plein pic de la récolte, ils obtiennent environ 166 euros par semaine (à 1,6 euros la *cajuela*). Ils travaillent parfois à deux personnes (par exemple le père et son aîné) pour obtenir de tels résultats. Qui plus est, lorsqu'ils sont logés par les employeurs, souvent dans des conditions précaires, leur alimentation est à leur charge (Maaoui, 2012).

2.2. La filière de l'ananas à Pital

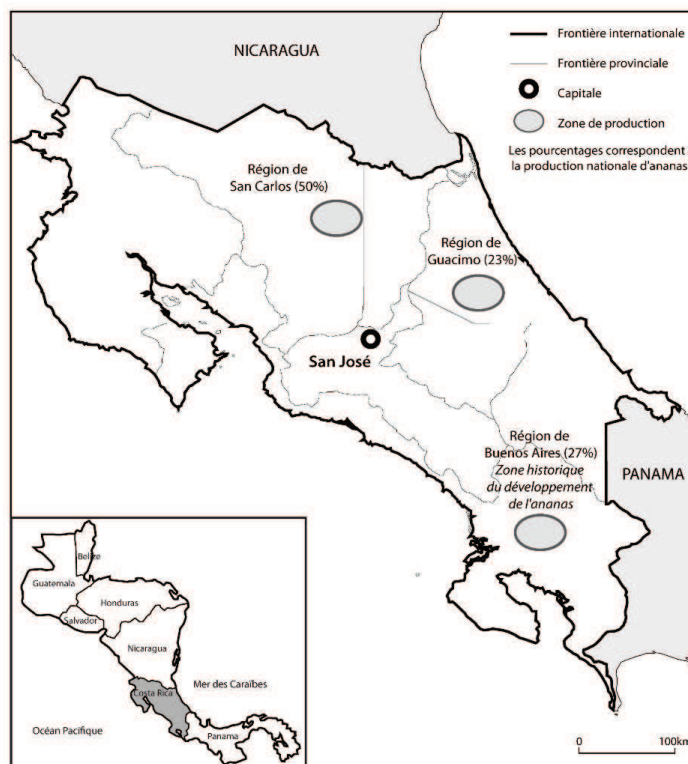
Les modalités de départ, les aménités propres à chaque lieu de destination et les secteurs d'activité conditionnent, dans une certaine mesure, la pluralité des formes de mobilité, ainsi que les motivations qui les sous-tendent. L'exemple du travail agricole à Pital est à ce titre très significatif.

Au Costa Rica, le secteur agricole est diversifié (café, banane, ananas, agrumes, canne à sucre) et fortement demandeur de main-d'œuvre, en grande partie fournie par l'immigration nicaraguayenne. Mes séjours sur le terrain m'ont tout d'abord conduite dans la région de Los Santos, pour y visiter des exploitations caféières ainsi qu'à Santo Domingo (Heredia). Je me suis également rendue de la zone de Pital pour rencontrer des producteurs ayant des

²⁶⁵ Les Ngäbes Buglés sont une population indigène dont le territoire « originel » s'étend sur le Costa Rica et le Panama. Ils vivent aujourd'hui principalement dans des réserves situées au Nord du Panama. Leur estimation est approximative mais ils seraient environ 150 000 individus. Environ 10% se rendraient chaque année travailler dans les exploitations caféières costaricaines. C'est une population très mobile qui répond majoritairement aux besoins en main-d'œuvre du secteur primaire costaricain (Morales Gamboa et al., 2014).

Chapitre 6

plantations d'ananas²⁶⁶ (Carte 13). La zone de Pital est connue pour être la zone majeure de production de l'ananas à l'échelle du pays, assurant 50% de la production nationale²⁶⁷. C'est la nouvelle place de l'agro-industrie costaricienne, caractérisée à la fois par des exploitations de petite et de grande taille.



Carte 13 : Les régions de production de l'ananas au Costa Rica. Source : enquêtes complémentaires. Réalisation : auteure.

²⁶⁶ La zone de production d'ananas se situe dans la province d'Alajuela, canton de San Carlos et district de Pital. Au cours des années 1990, les autres secteurs d'emploi du pays se sont développés, notamment dans la capitale, avec des tâches moins pénibles et plus rémunératrices. La disponibilité de la main-d'œuvre locale devient alors insuffisante et les producteurs doivent recourir à la main-d'œuvre étrangère rémunérée, passant ainsi d'une agriculture familiale à une agriculture patronale composée de « petits patrons ». Pour exemple, je reviens à la zone de café de Los Santos. Durant la période de récolte (décembre-mars), la population de Los Santos augmente de 35% (Loría Bolaños et Partanen, 2011). Entre 10 000 et 15 000 migrants viennent, chaque année, vendre leur force de travail pour la récolte du café. La région de Los Santos rassemble des migrants de différentes origines. La majorité est constituée des Ngöbes du Panama (58%), suivis des Nicaraguayens (22%) et d'une minorité de Costaricains (20%) (Morales Gamboa et al., 2014). La migration panaméenne est plus récente, datant d'une dizaine d'années. Ces migrations sont en majorité illégales et saisonnières.

²⁶⁷ Le Costa Rica est le premier exportateur mondial d'ananas. En tant que producteur, il se place au troisième rang mondial, derrière la Thaïlande et les Philippines, avec plus de 1,9 million de tonnes produites en 2010 (FAO). À l'échelle du pays, l'ananas représente la première production en valeur et la seconde en quantité, après la canne à sucre, pour l'année 2010 (FAO). L'ananas est un produit d'exportation non traditionnel. Cultivé dans le pays seulement depuis 1996, l'ananas a connu un essor important depuis l'an 2000 grâce à l'émergence d'une variété hybride révolutionnant sa production et sa consommation dans le monde entier (Lee, 2011). Depuis 2011, la croissance ralentit pour de multiples raisons : baisse de son prix de vente à cause d'une offre trop abondante, critères d'exportation exigeants et des problèmes agronomiques rencontrés à l'échelle de la parcelle.

La région de Pital, historiquement dédiée à l'élevage et à la culture du manioc, bénéficie de conditions excellentes pour la culture de l'ananas : une longue saison des pluies, des sols sableux avec un bon drainage et une topographie plane (Lee, 2009). Aujourd'hui, l'ananas d'abord, le manioc ensuite, dominent le paysage agricole. L'élevage bovin, quant à lui, a fortement reculé.

Les producteurs d'ananas sont nombreux mais peuvent se distinguer en deux ensembles : six grandes fermes (500 à 2000 hectares) d'une part, et une multitude de petits producteurs (2 à 10 hectares), de l'autre. Ces derniers sont, d'après les personnes enquêtées, à l'origine du développement de l'ananas dans la zone²⁶⁸. Au cours des dernières années, le nombre de petits producteurs a eu tendance à diminuer car les coûts de production ont augmenté ainsi que les exigences de qualité de l'exportation et des clients.

L'ananas se récolte toute l'année dans la zone de Pital. Le besoin en main-d'œuvre est donc permanent, à la fois pour la production (travail manuel dominant) et dans les centres d'emballage (Photographie 12). Cette main-d'œuvre est majoritairement nicaraguayenne : dans les années 2010, 16% de la population de Pital était composée de Nicaraguayens, soit plus de 2 000 personnes (Lee, 2011).



Photographie 12 : Travailleurs nicaraguayens de l'ananas, au champ et au centre de conditionnement, dans la zone de Pital. Sources : A. Delefortrie et auteure (2012 et 2014).

²⁶⁸ Ces petits producteurs avaient une certaine capacité à investir. Ceux qui n'ont pas pu investir ont maintenu le manioc et l'élevage, ou bien ont quitté la zone.

Quel que soit le producteur ou l'emploi occupé, ce secteur d'embauche est aujourd'hui très structuré, le recrutement se faisant sur recommandation, lettre à l'appui, pour travailler au champ ou à la transformation. Un travailleur, pour espérer trouver un travail dans la zone, doit donc être introduit par un ancien patron, un « ami » du recruteur ou un travailleur permanent jouissant d'une certaine ancienneté. Ces conditions d'accès au travail, qui varient selon le type de structure productive, organisent les formes de mobilité (Tableau 43)²⁶⁹.

Formes de mobilité	Types de structures productives ²⁷⁰
Migration permanente	Gros producteurs
	Station d'emballage
Migration "de court terme"	Gros producteurs
	Station d'emballage
Mobilité circulaire « hirondelle » ²⁷¹	Moyens producteurs
	Petits producteurs
Mobilité circulaire "aléatoire"	Moyens producteurs
	Petits producteurs

Tableau 43 : Formes de mobilité et types de structures productives de la filière ananas dans la zone de Pital. Source : enquêtes complémentaires.

La majorité des travailleurs agricoles dans la zone de Pital sont des migrants installés aujourd'hui au Costa Rica comme résidents permanents. Ils sont arrivés au début du boom de l'ananas dans les années 2000, ou même avant pour ceux qui travaillaient dans les cultures de manioc. Ils occupent aujourd'hui des postes fixes et formels (contrat et bénéfices sociaux) liés à l'ananas dans les principales entreprises locales. Pour la plupart, ils étaient venus avec l'idée de rester pour un temps mais les opportunités de travail les ont incités à rester, puis à faire venir des membres de leurs familles ou de leur réseau amical.

La migration « de court terme » est également importante. Il s'agit de migrants qui viennent résider et travailler dans la région de Pital pour des durées variant entre 6 mois et 2 ans, avec des retours possibles au Nicaragua de quelques semaines par an. Ces durées migratoires sont conditionnées par les exigences des principaux employeurs locaux. Ils disposent de permis

²⁶⁹ Cette analyse renvoie à une collecte de données réalisée en plusieurs étapes. Pour rappel, je me suis rendue à deux reprises dans cette zone, en 2012 et 2015. L'analyse repose sur des entretiens menés auprès de 15 individus, à savoir des migrants, des employeurs ou des employés costaricains sur des postes à responsabilité.

²⁷⁰ Le critère retenu est la superficie mise en culture.

²⁷¹ Ce terme est emprunté à É. Léonard (1995) qui décrit le va-et-vient saisonnier de travailleurs agricoles.

de travail et sont salariés agricoles²⁷² ou, en fonction de leurs compétences, occupent des emplois périphériques à l'agriculture comme mécanicien ou peintre. Certains de ces migrants se déplacent au sein même de la zone de Pital. Ils cherchent à maximiser leurs revenus, visant les périodes de pics de travail au sein des exploitations, afin de pouvoir capitaliser au maximum lors de leur période migratoire. Néanmoins, la réglementation du travail étant stricte dans la zone, ces pratiques ne concernent que les individus qui disposent d'un permis de travail.

Les mobilités circulaires entre le Nicaragua et le Costa Rica sont, aux vues des conditions locales (réglementation du travail, offre des employeurs) moins courantes que les précédentes²⁷³. La mobilité circulaire de type « hirondelle » est en effet minoritaire. Elle concerne des individus qui, chaque année lors des pics de récolte, reviennent travailler pour le même patron, durant 3 à 6 mois. Ce type de mobilité nécessite d'entretenir une forte relation avec le patron costaricain, qui détient généralement une petite ou moyenne exploitation d'ananas, cultivé en association avec du manioc ou alors de l'élevage. Cette relation privilégiée avec les patrons permet de contourner l'obligation de posséder un permis de travail, même si certains en possèdent. En effet, la culture de l'ananas est relativement contrôlée, ainsi que les grandes propriétés.

La mobilité circulaire dite aléatoire concerne des travailleurs qui arrivent dans la zone de Pital sans réseau depuis le Nicaragua, tandis que d'autres inscrivent leur mobilité dans un circuit saisonnier au Costa Rica. Ils sont embauchés tout d'abord pour la récolte du café, puis partent vers le sud du pays à partir duquel ils progressent vers le nord en fonction de la saisonnalité de la récolte du café dans les différents étages agro-écologiques. Selon le revenu obtenu de la récolte de café, ils décident parfois de prolonger leur séjour au Costa Rica en cherchant du travail dans d'autres cultures au nord du pays, comme dans le Guanacaste (agrumes et canne à sucre), ou dans la zone de Pital dans l'ananas. Certains d'entre eux parviennent à trouver du travail, majoritairement informel, pour de courtes durées auprès des petits ou moyens producteurs.

²⁷² Les travailleurs lors de la récolte, gagnent entre 115 et 150 euros par semaine. Ils travaillent en groupe, leurs performances sont évaluées collectivement et conditionnent leur salaire.

²⁷³ Pour mener ce terrain, je me suis davantage tournée vers les acteurs non-migrants (producteurs, responsables production et transformation), à l'inverse de mes autres collectes de données. Le biais a donc été de ne pas pouvoir rendre visible ces migrants illégaux et les enquêter directement. Je déduis des enquêtes que la migration illégale est le fait des petits producteurs moins sujets aux contrôles comme je l'explique dans ce paragraphe.

L'exemple de la zone de Pital montre que les migrants doivent s'établir ou revenir de manière répétée dans cette zone pour pouvoir s'insérer professionnellement. Cette insertion est conditionnée à des emplois de salarié agricole. En effet, au sein de la filière ananas qui est fortement structurée, les possibilités d'ascension professionnelle sont restreintes. Les migrants les plus anciens évoluent éventuellement vers des postes toujours d'ouvrier mais cette fois au sein des centres de conditionnement. Ils n'accèdent pas à la terre, ni à des postes de gestion dans les exploitations ou dans les stations d'emballage. Toutefois, dans d'autres lieux du Costa Rica, ce processus d'ascension sociale et professionnelle peut être amorcé à travers la figure du « *mandador* » (contremaître). Selon un principe comparable à ce que J. Le Gall (2011) observe dans le contexte des migrations boliviennes dans les ceintures horticoles à Buenos Aires, ces processus d'ascension, même s'ils restent minoritaires, sont possibles lorsqu'un lien de confiance se renforce progressivement entre un patron d'exploitation agricole et l'un de ses salariés agricoles (voir l'encadré n°11).

Encadré n°11: Évoluer au sein d'une filière agricole et organiser une filière de recrutement dans son lieu d'origine.

Otilio est le contremaître d'une exploitation caféière à Santo Domingo (Heredia) depuis plusieurs années. Durant plus de dix ans, il a travaillé comme ouvrier agricole dans différentes exploitations agricoles du Costa Rica, parfois lors de migrations saisonnières ou résidentielles. Ces expériences ont le plus souvent été ponctuées de retours dans sa localité d'El Carizal (San Juan de Cinco Pinos). Progressivement, ces migrations sont devenues familiales, sa femme et ses enfants aînés se joignant à lui. En 2001, il se rend dans une nouvelle exploitation caféière, à Santo Domingo, pour la récolte du café. Le propriétaire de la ferme le remarque et lui demande de prolonger son séjour pour assurer les travaux d'après-récolte. Il retourne durant deux saisons supplémentaires dans cette exploitation agricole, jusqu'à ce que le propriétaire le rappelle pour lui demander de devenir responsable de l'exploitation et de venir avec toute sa famille. Otilio accepte le poste et part avec toute sa famille. La plupart de ses petits-enfants sont nés sur l'exploitation caféière.

Chaque année, il est chargé de constituer les groupes de travailleurs agricoles pour la récolte annuelle. La majorité d'entre eux vient de sa localité et de celles alentours. Avec son épouse, désormais résidente à El Carizal, ils forment leur équipe de travail, composée principalement de voisins et de membres de leur famille. Recruteurs et recrutés expliquent que les dates de départ sont flexibles et les arrangements largement facilités (mode de transport,

prise en charge du voyage et de l'hébergement). L'objectif principal est de forger un lien de confiance, ce qui, pour Otilio et son patron, est la garantie d'un travail bien fait sur l'exploitation costaricaine. Cette situation est complètement à l'avantage du patron qui délègue à son contremaître la responsabilité de gérer la saison agricole.



Photographie 13 : (En haut, à gauche) Otilio (à droite), originaire d'El Carizal (Santo Tomas del Norte) est le responsable de l'exploitation caféière de son patron costaricain Juan (à gauche) depuis plus de 10 ans. (En haut, à droite) Il rentre plusieurs fois par mois au Nicaragua pour rendre visite à sa femme Silvia et ses fils. (En bas, à gauche) Anastasia vit à Los Araditos (San Juan de Cinco Pinos), elle vient chaque année depuis 3 ans récolter le café avec son mari. Ils confient leurs enfants à sa sœur durant les trois mois de la récolte. Cette année, ils espèrent pouvoir financer une chambre à côté de la pièce principale, en plus des frais de rentrée de l'école et de la saison agricole sur leur exploitation nicaraguayenne. (En bas, à droite) Uriel, est un des membres de l'enquête famille et un voisin de Silvia et Otilio. Il ne s'était pas rendu dans cette exploitation de Santo Domingo (Heredia) depuis 2 ans. Il a décidé de partir au dernier moment, n'ayant pas eu suffisamment de contrat en tant qu'électricien dans la zone d'étude au cours de la saison sèche passée pour pourvoir aux besoins de sa famille. Source : auteure (2015).

Ainsi, le Costa Rica est une destination centrale au sein de l'espace de dispersion des habitants de la vallée du Río Negro. Son ancienneté, et son attractivité renouvelée, catalysent sur ce territoire une diversité de formes de mobilité. L'exemple des ouvriers agricoles de la zone d'ananas de Pital illustre ce phénomène tout en montrant l'influence des caractéristiques du marché du travail et de la législation à destination sur les formes de mobilité.

3. Le Salvador : proximité, emplois à dominante masculine et saisonnière

L'insertion professionnelle des migrants et circulants au Salvador se caractérise par un accès à des activités économiques concentrées dans le secteur primaire. La proximité du Salvador, ainsi que les spécificités du marché du travail, permettent une certaine facilité d'accès à des activités saisonnières, en particulier pour les hommes. Comme abordé dans le chapitre précédent, les formes de mobilité vers le Salvador suivent des rythmes étroitement articulés à l'activité agricole des familles dans les localités de la vallée. La consolidation progressive d'un réseau migratoire a ouvert la voie, cependant, à des logiques plus durables d'installation pour certaines familles.

3.1. Des opportunités à proximité pour les hommes dans l'agriculture et l'élevage

À l'échelle du Nicaragua, la migration de courte durée et les mobilités circulaires vers le Salvador concernent plutôt des populations d'origine rurale. Une grande partie provient des communes du département de Chinandega et les mobilités sont marquées par leur caractère saisonnier (Baumeister et al., 2008). Les mobilités sont mises en œuvre lors de la saison sèche, lorsque les activités agricoles au lieu d'origine sont terminées. À l'inverse, les migrants permanents (ou de longue durée) sont plutôt d'origine urbaine.

Cette tendance globale est confirmée par l'enquête famille, la vallée du Río Negro ayant été pionnière dans la formation de la filière migratoire vers le Salvador. Les enquêtes montrent en effet une prédominance des migrations, mais de courte durée : sur 20 événements individuels de mobilité recensés vers ce pays, 12 correspondent à des migrations, d'une durée médiane de deux années. Le Salvador est donc un lieu d'installation de court terme pour la population de la vallée du Río Negro. Les mobilités circulaires (8 recensées) sont ponctuelles ou bien

récurrentes, se répétant d'une année sur l'autre sur des durées d'un à trois ans. Les migrations au Salvador, et *a fortiori* les mobilités circulaires, se caractérisent donc par des temporalités courtes.

Les caractéristiques du marché du travail salvadorien, telles que mise en évidence par la littérature²⁷⁴ et mes analyses, expliquent ces formes de mobilité. Tout d'abord, le différentiel de salaire est intéressant pour les migrants nicaraguayens. La dollarisation de la monnaie salvadorienne en 2001²⁷⁵ participe également à l'engouement migratoire. La stratégie des migrants est de travailler et de limiter leurs dépenses pour économiser au maximum durant ces mois de mobilité. La proximité géographique du Salvador, couplée à la libre-circulation des individus depuis 2006 au sein de l'espace régional, participent également à l'attractivité de cette destination migratoire. Le faible coût du transport terrestre est largement évoqué lors des entretiens. Selon les données collectées, ce coût varie de 10 à 50 dollars [6 à 45 euros] selon le niveau de sécurité que chacun s'accorde (voir chapitre 7). Les travaux de J. Roque (2006) évaluent même un coût inférieur de l'ordre de 6 dollars [5 euros] (Roque, 2006). En revanche, les enquêtes rendent peu compte de l'incidence de l'intégration régionale CA-4 sur la mise en mouvement des habitants de la zone d'étude. Si la libre-circulation des individus est réelle pour des déplacements touristiques, il demeure que les migrants doivent posséder un permis de travail ou une carte de résident pour pouvoir travailler. Or beaucoup passent outre cette réglementation. Enfin, le départ de la main-d'œuvre salvadorienne rurale aux États-Unis²⁷⁶ a généré, dans une certaine mesure, un besoin important en main-d'œuvre notamment agricole. En effet, le Salvador est le pays d'Amérique centrale avec la plus forte intensité migratoire devant le Nicaragua : 26,5% de la population en moyenne est recensée à l'extérieur du pays dans les années 2000, principalement aux États-Unis (Rosa et al., 2005; US Census, 2010; CELADE, 2013; Morales Gamboa, 2014).

²⁷⁴ Voir notamment E. Baumeister et al., 2008 et D. Prunier, 2013.

²⁷⁵ Le Salvador souhaite ainsi être perçu comme une économie ouverte, prête à rejoindre le processus de globalisation, et à augmenter la croissance en renforçant la stabilité monétaire et en attirant les investisseurs.

²⁷⁶ Se référer à la carte de Rosa et al. (2005 : 10) qui représente, pour le Salvador, les pourcentages de foyers récepteurs de transferts d'argent par commune (Rosa et al., 2005). Les départements de La Unión et de San Miguel au Salvador sont fortement concernés et correspondent aux lieux de dispersion où se rendent les migrants de notre zone d'étude.

Au Salvador, l'insertion professionnelle est à dominante masculine dans l'agriculture et l'élevage²⁷⁷. Le travail informel est quasi exclusif. Les migrants sont recrutés au sein d'exploitations dédiées à l'élevage bovin, aux cultures vivrières ou à des cultures destinées à la vente telle que la canne à sucre. Dans l'élevage, ils sont en charge de tâches très diverses telles que la conduite de bétail dans les pâturages, la traite, la construction et le nettoyage des enclos, ou encore la transformation de certaines cultures en mélasse pour l'alimentation du bétail. Dans l'agriculture, ils réalisent les différentes tâches culturales, parfois couplées à des travaux relatifs à l'élevage bovin ou de basse-cour.

Le salaire journalier agricole s'élève à environ 5 euros jusqu'à 7 euros par jour et, dans la majorité des cas, l'hébergement et l'alimentation du migrant sont pris en charge par l'employeur. Selon les travaux de la CEPAL (2006) et de Baumeister et al. (2008), ce salaire journalier agricole varie de 2,1 à 6,60 euros en 2008. En 2008, le salaire minimum pour les journaliers agricoles était de 2,14 euros. En 2018, il était de 5,56 euros²⁷⁸. Souvent employés sans contrat, le salaire des travailleurs agricoles est versé hebdomadairement ou mensuellement. Toutefois, si le salaire journalier est correct, les heures de travail sont élevées et les travailleurs ne bénéficient pas de jour de repos, dans la majorité des cas. Sur la base des données collectées, le salaire médian est de 132 euros par mois.

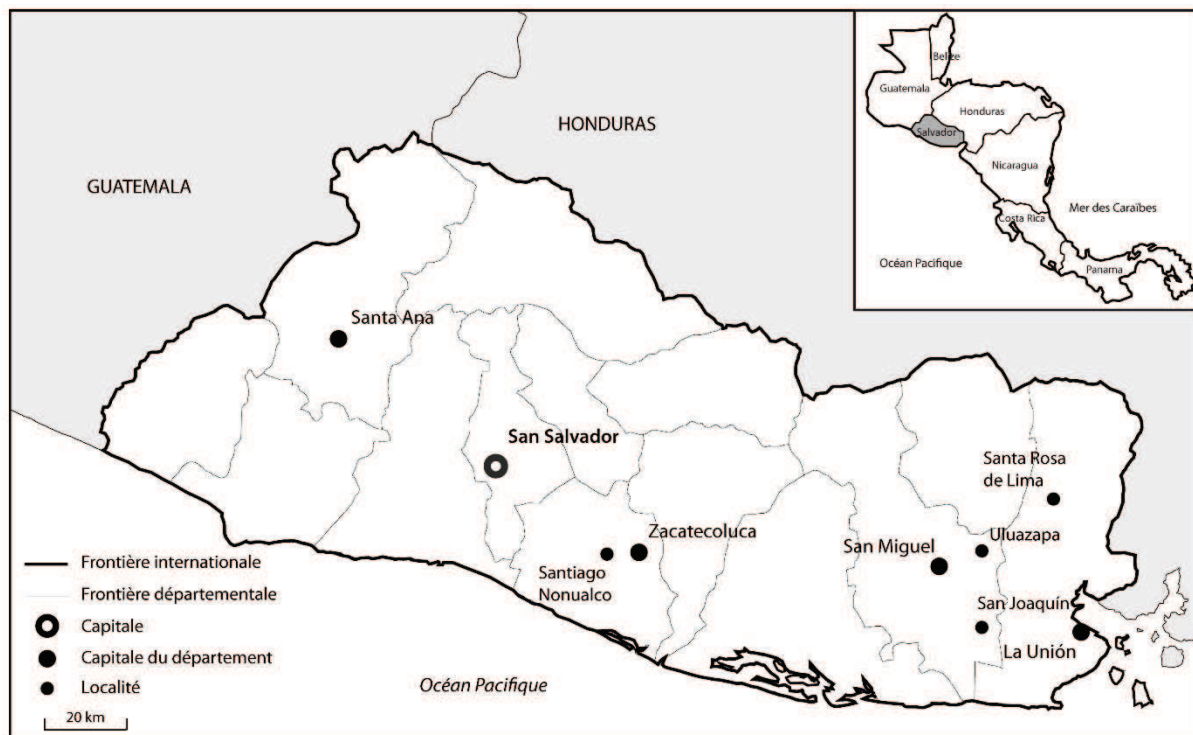
3.2. De la circulation saisonnière à l'installation plus durable

Deux logiques de mobilité vers le Salvador dominant. La première relève de mobilités circulaires et saisonnières, articulées aux activités économiques conduites dans la vallée du Río Negro. La seconde correspond à des migrations qui traduisent des formes d'ancrage à destination.

²⁷⁷ Les hommes représentent 84% des individus mobiles recensés par mes enquêtes dans cette destination. Ce chiffre est supérieur à ceux mentionnés dans la littérature : 52,8% selon l'OIM (2013). Dans l'étude de cette institution, le Salvador est la destination où les femmes sont le moins représentées parmi tous les pôles du champ migratoire nicaraguayen. À noter également que le second type d'emploi que les hommes occupent est celui d'ouvrier dans la construction.

²⁷⁸ Le ministère du travail salvadorien fixe des seuils minimaux selon la culture. En 2008, les journaliers de la récolte du café doivent être payés au minimum 2,40 euros/jour (2018 : 5,56 euros/jour), 2,04 euros/jour dans la canne à sucre et 1,83 euros/jour dans le coton (2018 : 5,56 euros/jour). Jusqu'en 2016, le thème du salaire minimal était l'affaire de négociation entre le gouvernement et les principaux dirigeants de chaque secteur de l'économie. Il n'était révisé que tous les trois ans, durée maximale fixée par la loi. Ces révisions ne conduisaient pas forcément à une augmentation des salaires notamment pour le travail agricole qui n'a pas augmenté entre 1979 et 1986 tout comme l'ensemble des secteurs entre 1998 et 2003. En 2016, plusieurs organisations se sont saisies de cette thématique pour lancer un véritable débat national (Envio, 2016).

Ces formes de mobilité diffèrent selon les destinations : celles à l'est, dans les départements de San Miguel et la Unión à proximité de la frontière salvadorienne et du Honduras et celles au centre du pays, dans le département de La Paz (Carte 14).



Carte 14 : Localisation des lieux de dispersion salvadoriens. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Pour les populations de la vallée du Río Negro, les localités de l'est du pays (San Miguel, San Joaquín, Uluazapa et Santa Rosa de Lima) font partie d'un espace proche, qui leur est très familier. Ils sont à la fois des lieux de migration et de mobilités circulaires. Les localités du centre du pays (Zacatecoluca et Santiago Nonualco), en revanche, sont exclusivement des lieux de migration, où les séjours peuvent être de quelques années à plus d'une dizaine d'années. Les stratégies migratoires sont historiquement distinctes ici, en lien avec la construction de la filière migratoire.

En effet, dans la zone d'étude, les départs pionniers vers le Salvador se sont orientés vers les départements frontaliers de San Miguel et La Unión où les populations partaient vendre leur force de travail dans l'agriculture. Les réseaux familiaux et communautaires se sont progressivement structurés, au cours principalement des années 2000, permettant l'intensification de mobilités circulaires et saisonnières, mais aussi l'installation permanente de certains migrants à destination avec une diversification des activités (construction, commerce,

services à la personne)²⁷⁹. Néanmoins, l'insertion professionnelle des migrants/circulants se caractérise par une forte précarité, avec des conditions de travail souvent contraignantes (horaires, salaire). En effet, l'informalité du travail²⁸⁰, plus forte encore en milieu rural, permet à l'employeur d'être en position de force par rapport aux salariés, auquel il fixe les modalités de travail. Pour autant, les migrants/circulants et l'employeur peuvent nouer une relation pérenne, dès lors que s'instaure une relative bonne entente entre les deux. Ils reviennent alors travailler d'une saison sur l'autre, parfois accompagnés d'amis ou proches qu'il recommande à l'exploitant agricole. À l'inverse, si les migrants/circulants ne sont pas satisfaits des conditions de travail, notamment lorsqu'ils sont informés des réalités professionnelles vécues par d'autres, ils n'hésitent pas à changer d'employeur. L'ensemble des individus enquêtés affirme n'avoir jamais rencontré de difficulté à trouver du travail au sein des exploitations agricoles salvadoriennes.

Les mobilités vers le centre du pays, directement depuis la zone d'étude ou alors depuis les départements de San Miguel et La Unión, sont liées à des transformations des systèmes productifs dans cette région. À partir de 2007, le Salvador s'engage dans un projet national de production d'éthanol issue de la canne à sucre afin de devenir un producteur clé du continent. Les surfaces de culture augmentent alors²⁸¹, tout comme les besoins en main-d'œuvre agricole attirant ainsi des migrants de la zone d'étude. Ce secteur d'activité est, selon Baumeister et al. (2008), davantage formalisé. Les travailleurs agricoles sont contractualisés par les patrons des plantations qui se chargent de leur fournir un permis de travail. Ils obtiennent alors un visa spécifique pour la durée de la récolte²⁸². Au bout de quelques années de mobilité circulaire, ces travailleurs saisonniers s'installent plus durablement dans la région, rompant ainsi avec la logique de proximité et de court terme. Aujourd'hui, certains y résident depuis des années et ont fait venir des membres de leur sphère familiale.

²⁷⁹ Pour rappel, se référer au témoignage de Maria présenté dans la section 2.1 du chapitre 4.

²⁸⁰ La précarité (du statut du migrant et du travail) de cette filière tient aux écarts entre ce que le cadre légal fixe et les pratiques, et dont chacun tire des bénéfices (obtention d'un emploi, main-d'œuvre bon marché).

²⁸¹ Se référer à la carte du Conseil salvadorien de l'agro-industrie sucrière de 2014-2015 : <http://www.consaa.gob.sv/zonas-productoras-de-cana-de-azucar-en-el-salvador/>

²⁸² La récolte de la canne à sucre – la « zafra » – dure de trois à six mois selon les systèmes de production en place. Concernant la situation juridico-légale des migrants, en pratique, les recrutements informels prédominent parmi les individus enquêtés.

En résumé, le Salvador est une destination de proximité, particulièrement consolidée aujourd'hui, caractérisée par des temporalités généralement de court terme. Le principal objectif est de capter des opportunités pour répondre à des besoins d'épargne ponctuels. L'insertion professionnelle reste dominée par le secteur primaire et le caractère saisonnier des déplacements. Toutefois, la consolidation du réseau migratoire au cours du temps a permis une diffusion progressive de l'émigration vers le centre du territoire. Celle-ci s'est accompagnée, pour certains, d'un changement de logiques migratoires et d'une dynamique d'insertion plus durable, impliquant l'ensemble de la sphère familiale.

4. Le Guatemala : le travail masculin dans l'industrie du textile

Au Guatemala, la filière migratoire identifiée²⁸³ est essentiellement masculine et orientée vers la capitale guatémaltèque. Les hommes s'insèrent principalement dans les industries manufacturières de textile situées en zone franche. La majorité de ces manufactures, où travaillent les migrants enquêtés, est située dans la zone 12 de la capitale²⁸⁴. C'est une des spécificités de cette filière au départ de la vallée du Río Negro puisque, en règle générale, ces manufactures emploient généralement des femmes.

La polarisation de cette filière migratoire par l'activité industrielle est à resituer dans le contexte plus large de l'économie des *maquiladoras* en Amérique centrale, aspect documenté ici par l'enquête de terrain, mais aussi par des données secondaires issues de la littérature.

Le modèle de la *maquiladora* s'est en effet diffusé au Mexique et en Amérique centrale dans les années 1960 (Mercier, 1997; Turcios Gomez, 2002; Mercier, 2009). L'objectif des gouvernements est d'inscrire leur pays dans l'économie mondiale en attirant les investissements

²⁸³ Parmi les 14 événements de mobilités cumulés au cours du cycle de vie des individus de l'enquête famille, 12 correspondent à des migrations et seulement 2 à des mobilités circulaires.

²⁸⁴ Trois individus ayant migré au Guatemala (entre 1992 et 2002 pour des durées et périodes différentes), appartenant à la même sphère familiale, ont travaillé comme femme de ménage à domicile ou employé sur un marché local. J'identifie clairement un réseau familial avec l'arrivée d'un pionnier (frère aîné) ayant fait par la suite venir sa sœur (migration) et son frère (mobilité circulaire). Ces années sur place, ont permis au frère aîné de fortifier un réseau avec des locaux pourvoyeurs d'opportunités professionnelles dont il a fait bénéficier ses proches.

étrangers, mais également d'absorber l'excédent de main-d'œuvre nationale en recherche d'emploi²⁸⁵ (CEI, 2001).

Deux étapes ont, par la suite, rythmé le développement des zones franches et des manufactures : la fin des années 1970 et le début des années 1990 sous l'effet des réformes structurelles qui animent cette région du monde²⁸⁶. La guerre civile guatémaltèque, qui sévit de 1960 à 1996, retarde ces interventions, qui ne sont ainsi mise en œuvre qu'à partir des années 1990. Cela correspond à la période de départ des migrants de la zone d'étude vers cette destination (de 1992 à 2007). Plus largement, ces départs traduisent la genèse de cette nouvelle phase de migration nicaraguayenne, désormais de type économique (voir chapitre 4).

Si le modèle de la manufacture s'est implanté à des degrés divers dans toute l'Amérique centrale, pour les migrants de la vallée du Río Negro, il a été plus attractif au Guatemala. Outre la correspondance entre la promotion de ce modèle industriel et l'essor des migrations économiques nicaraguayennes, d'autres raisons ont joué. Le secteur est très demandeur en main-d'œuvre peu qualifiée et les salaires sont parmi les plus élevés dans cette niche professionnelle. Enfin, à partir de 2006, l'intégration régionale CA-4 fait du Guatemala un marché du travail accessible et de proximité. Les migrations vers cette destination sont facilitées. Toutefois l'attractivité de cette destination est aujourd'hui en déclin en raison de l'insécurité au sein du pays, point que je développe par la suite.

Pour ce secteur d'activité spécifique, il est pertinent de s'intéresser aux conditions de travail évoquées par les migrants, afin de comprendre les avantages de ces emplois aussi

²⁸⁵ Au Nicaragua, le décret n°22 du 23 Mars 1976 permettant l'opérationnalisation des zones franches au Nicaragua. « Las Mercedes » est la première zone franche du Nicaragua (surface de 57 hectares propriété de l'État, 57 entreprises principalement américaines), implantée à Managua (Octobre 1976) qui s'accompagne de la création de la Commission nationale des zones franches industrielles d'exportation présidée par le Ministre de l'Economie.

Au Mexique, leur développement remonte aux années 1960. L'objectif était également de freiner la migration vers son voisin du nord, en vain. Si cela n'a pas réduit les flux migratoires vers les États-Unis, cette initiative économique a stimulé les migrations internes, et plus particulièrement des femmes originaires du milieu rural (Turcios Gomez, 2002).

Quant au Guatemala, le décret (65-89) qui officialise la loi des zones franches, date de 1989, tout comme celle de la « promotion et du développement de l'activité d'exportation et de manufacture » (décret 29-89). Néanmoins, son développement remonte à la fin des années 1970 sous l'impulsion des États-Unis qui voulaient limiter les importations en provenance d'Asie sur son marché national. Leur apparition massive et tardive s'explique par le retour de la paix après 36 années de guerre civile (1960-1996).

²⁸⁶ Les Plans d'Ajustement Structurels du FMI et de la Banque Mondiale ont stimulé au début des années 1990 le secteur industriel, l'objectif étant la promotion et la diversification des exportations. Mais, dans le même temps, le secteur du tertiaire prend de l'ampleur et le nombre d'emplois dans l'industrie diminue au Nicaragua par exemple. L'État relance alors à nouveau ces zones franches afin de créer de l'emploi pour absorber la force de travail libérée des services publics avec le processus de privatisation. Les dynamiques guatémaltèques s'inscrivent dans un contexte similaire.

disponibles dans l'espace régional de la vallée du Río Negro. Il s'agit également d'élucider la baisse des départs et l'augmentation des retours des migrants de la zone d'étude, alors même que le contexte semble propice aux migrations vers ce pays.

Au sein des manufactures textiles, les migrants enquêtés se chargent de la fabrication des vêtements, de la couture à la teinture, mais majoritairement de tâches connexes. Ils travaillent surtout à la fabrication des cartons pour transporter les marchandises, à l'emballage, au chargement et du ménage des entrepôts. Les migrants enquêtés sont peu impliqués dans la production de biens de consommation. Il y a une raison à cela : la quasi-totalité des individus enquêtés sont des hommes²⁸⁷. Or ces manufactures, en particulier dans le textile, comptent sur une main-d'œuvre largement féminine pour la production (Bilbao Ercoreca et al., 2004; EIL-SV, 2016)²⁸⁸. Les modes d'accès à l'emploi et les conditions de travail ici documentées sont donc à relativiser au regard de la particularité de l'échantillon.

Dans la mesure où les migrants ne sont pas affectés à des postes de production, les conditions de travail sont plus « supportables ». Leur journée de travail est en moyenne de 10 heures (50h/semaine) et rares sont les heures supplémentaires. Le salaire, généralement versé toutes les deux semaines, varie énormément, allant de 30 euros à 180 euros en fonction des tâches effectuées, du niveau d'expérience et de l'ancienneté dans l'entreprise. Les salaires sont toutefois parmi les plus élevés²⁸⁹ de la région, alors qu'ils sont les plus bas au Nicaragua²⁹⁰ (Rodriguez Perez et Amaya, 1996) (Tableau 44). Dans les années 2000, période où le

²⁸⁷ C'est un biais de l'échantillon puisque en 2012, j'avais rencontré des femmes avec une expérience migratoire au Guatemala. Toutefois, le développement de manufacture au Honduras, juste de l'autre côté de la frontière, ou vers León au Nicaragua, joue sur le choix de ces femmes à privilégier des destinations de proximité afin d'assurer leurs responsabilités au sein de leur ménage et auprès de leurs enfants. Les horaires d'usine sont aussi une raison qui les conduit à privilégier d'autres emplois au Nicaragua.

²⁸⁸ Selon l'Équipe de recherche syndicale et le réseau de solidarité de la *maquila* (2016), 390 000 personnes travaillent au Guatemala, au Salvador, au Honduras et au Nicaragua sous la loi de Zone Franche, principalement dans l'industrie textile (76,3%). 58% sont des femmes et, quelques années auparavant, ce chiffre oscillait entre 70 et 80%. Dans les années 2000, 80% des employés des *maquilas* sont des femmes au Nicaragua (Bilbao Ercoreca et al., 2006), tout comme au Guatemala dans les années 1990 (Cordero, 1999).

²⁸⁹ En Amérique centrale, le salaire le plus élevé est au Costa Rica mais, pour les migrants, le coût d'opportunité est plus important dans d'autres secteurs que celui-ci (salaires, conditions de travail et de résidence).

²⁹⁰ Au Nicaragua Le salaire minimum est de 135 euros/mois en 2015 (MITRAB, 2015) et de 144 euros/mois au 1^{er} janvier 2016 (EIL-SV, 2016). Les travaux de B. Ercoreca et al. (2006) sur l'impact d'une manufacture située dans la zone rurale de Sébaco (Nicaragua), fournissent des informations supplémentaires sur le salaire horaire dans différents pays (par ordre croissant). Au Nicaragua, il est de 0,26 euros/heure ; 0,66 euros/heure au Guatemala ; 0,99 euros/heure au Salvador et au Costa Rica et de 1,25 euros/heure au Mexique. Ces différentes sources démontrent une diversité de situations quant à ces emplois.

Guatemala était une destination plus importante qu’au moment des enquêtes, le salaire mensuel était compris entre 130 et 250 euros par mois, mais en incluant des heures supplémentaires²⁹¹.

	Nicaragua	Honduras	El Salvador	Guatemala	Costa Rica	Panama	États-Unis	Espagne
Ouvrier dans l’industrie (euros/ mois)	105	112	160	176	209	/	550	/

Tableau 44 : Les salaires des ouvriers de l’industrie dans les pays de l’espace de dispersion. Sources : enquêtes famille et complémentaires ; CEI, 2001²⁹².

La priorité des migrants est de travailler dès leur arrivée. Ils sont donc preneurs de la première opportunité. Souvent, ils ne connaissent pas le contexte du marché de l’emploi local. L’employeur peut donc imposer son salaire. La logique de maximisation du salaire et la stabilité des horaires déterminent le choix des emplois suivants. L’expérience que les migrants acquièrent au fil des mois leur permet aussi d’augmenter leur salaire au sein de la même manufacture. Le fait de gagner la confiance de l’employeur permet parfois d’être affecté à une tâche de confection. Si le salaire n’est pas toujours plus élevé, la possibilité voire l’obligation d’effectuer des heures supplémentaires est perçue par certains migrants comme une opportunité²⁹³.

Selon les entretiens menés en 2012 et 2014-2016, et la littérature nicaraguayenne sur le travail au sein de ces manufactures, les femmes assignées à des postes de production vivent des conditions de travail bien plus précaires (Rodriguez Perez et Amaya L., 1996; Bickman Méndez et Köpke, 2001; Bilbao Ercoreca et al., 2004; Bilbao Ercoreca et al., 2006). Du degré de pénibilité du travail dépend le salaire. Il est formé d’une rémunération de base (environ 50 euros/15 jours) et d’un salaire « incitatif ». Il correspond aux heures supplémentaires effectuées et représente au moins la moitié du salaire total. En pratique, non seulement ces heures supplémentaires ne sont pas toujours payées, mais elles sont souvent rendues obligatoires par la pression qu’exerce les employeurs sur leurs employées. Refuser les heures supplémentaires, c’est refuser de s’investir dans l’entreprise, et donc prendre le risque d’être

²⁹¹ Selon l’Équipe de recherche syndicale et le réseau de solidarité de la maquila* (2016), le Ministère du Travail et de la Prévision Sociale guatémaltèque fixe à 238 euros par mois le salaire minimum dans les manufactures en 2000. Il est de 304 euros par mois au 1er janvier 2016.

²⁹² Je me suis référée à mes entretiens pour les salaires au Nicaragua, Honduras, Guatemala et aux États-Unis et aux travaux du « Centro de Exportaciones e Inversiones » pour le Salvador et le Costa Rica (CEI, 2001: 48).

²⁹³ Ces situations se présentent lorsque les individus s’installent en couple, préparent l’arrivée d’un enfant et envisagent un retour à court terme, cherchant alors à maximiser leur épargne.

renvoyé, racontent les migrants. À cette pression, s'ajoute celle de la productivité à atteindre. Les objectifs de production journaliers sont affichés sur de grands écrans. Les employés doivent les atteindre, quelles que soient les responsabilités individuelles, avant de pouvoir rentrer chez eux. Les femmes enquêtées en 2012 évoquent un contexte d'humiliation, de harcèlement psychologique, voire physique. Ces raisons expliquent dans une certaine mesure le caractère masculin de la filière migratoire et l'insertion dans d'autres secteurs des quelques femmes enquêtées.

Le réseau supra-familial est celui qui appuie le plus les migrants. Les relations d'amitié forgées dans la localité d'origine permettent l'accès au travail et l'accueil au Guatemala²⁹⁴ (voir chapitre 7). L'accès à l'emploi est facilité par la recommandation du migrant auprès de son employeur et l'obtention de faux papiers. La quasi-totalité des départs s'est produite avant la mise en application de l'intégration régionale en 2006. Il était alors considéré comme illégal de travailler sans la détention d'une carte de résidence ou d'un permis de travail. Pour contourner cette interdiction, les migrants se procurent, via leurs relations sur place, de fausses cartes de résidence et de faux certificats de casier judiciaire vierge²⁹⁵. Acquérir de faux papier est une pratique généralisée et nécessaire à l'obtention d'un poste avec un salaire acceptable au sein de ces usines. Selon les migrants, la plupart des employeurs, notamment nationaux, connaissent et profitent de cette situation. La forte mobilisation du réseau supra-familial s'explique par la relative facilité d'accès à l'emploi dans cette filière professionnelle et migratoire par rapport à d'autres.

Au final, quel que soit le poste, la durée d'occupation est environ d'un an. En réalité, les employeurs ont pour pratique de licencier leurs employés avant qu'ils accomplissent une année au sein de l'usine. L'objectif est de ne pas avoir à leur rétribuer les primes de fin d'année²⁹⁶.

²⁹⁴ Les migrants, la plupart du temps, cohabitent dans un même logement pour lequel ils partagent les frais. Cette cohabitation se prolonge, le plus souvent, tout au long de la migration, sauf si l'un des migrants s'installe en couple.

²⁹⁵ La majorité des faux papiers correspond à des « cedula de vecindad » [carte de voisinage], document officiel d'identification des citoyens au Guatemala, transformé, dans les années 2000 en « Documento Personal de Identificación » [document personnel d'identification]. S'ajoute également le « record policial » [enregistrement auprès des services de police] ou « certificado de antecedentes penales » [certificat d'antécédents pénaux]. Ce dernier est, selon les migrants enquêtés, le plus à même d'être demandé en pratique, à savoir lors d'un contrôle de police ou par les employeurs.

²⁹⁶ Pour rappel, les travailleurs agricoles des plantations de Puerto Limón subissent le même type de situation (voir section 1.2).

Cette situation conduit les migrants à prolonger leur séjour migratoire en recherchant des opportunités d'emploi mieux rémunérées dans d'autres manufactures, et en mettant en avant leur expérience professionnelle, ou alors, à rentrer chez eux. L'offre et la demande sont donc fortes dans ce secteur, permettant, aux employés comme aux employeurs, de s'engager et de se désengager facilement.

Si les temps de résidence au Guatemala sont très variables parmi les enquêtés (1 à 18 ans au maximum), la durée médiane de séjour est de seulement deux ans²⁹⁷. Peu d'individus restent donc au Guatemala pour plusieurs années. Cela est lié aux modalités du travail précédemment évoquées. Le contexte d'insécurité conduit également les migrants nicaraguayens à rentrer, tout comme les Guatémaltèques, voire les Nicaraguayens à migrer aux États-Unis (voir section 8). La situation sociale du Guatemala s'est détériorée depuis plusieurs années. En effet, la criminalité liée au trafic de stupéfiants et à l'extorsion de fonds est forte, particulièrement dans la capitale. Les migrants enquêtés racontent des scènes de violence dans l'espace public (fusillade, incendie de bus) et la perte d'amis, victimes de balles perdues. Ils décrivent ce quotidien où les rideaux des magasins se ferment à 17h, où les maisons se verrouillent une fois rentrés du travail et où les gangs viennent demander leur part chez les commerçants du quartier.

5. Le Panama, une nouvelle alternative à proximité

Lors de mon retour sur le terrain en 2014, une nouvelle destination est citée dans les conversations : Panama city, capitale du Panama. À l'échelle nationale, les mobilités vers ce pays ont débuté au début des années 2000. Elles connaissent depuis une augmentation conséquente. Selon l'institut panaméen de statistiques et de recensement, en 2010, la population nicaraguayenne représente plus de 47% de la population migrante centraméricaine recensée au Panama (OIM, 2013)²⁹⁸. En 2017, les chiffres officiels dénombrent 50 000 nicaraguayens sur le territoire panaméen²⁹⁹.

²⁹⁷ Seul une personne renseignée par l'enquête famille résidait toujours sur place et travaillait dans les *maquilas*. Son ancrage local lui a permis de faire venir certains membres de son groupe familial et de mobiliser son réseau pour leur obtenir des emplois dans les usines ou chez des particuliers.

²⁹⁸ Les Nicaraguayens représentent en revanche 6,9% de la population migrante du Panama (*ibid.*). Cela traduit l'existence de filières migratoires à destination du Panama et en provenance, majoritairement, de régions autres que l'Amérique centrale.

²⁹⁹ La population panaméenne est de 4 034 119 en 2016 selon la Banque Mondiale.

L'attraction récente du pays est liée à la forte demande en main-d'œuvre pour les projets d'élargissement du canal interocéanique et de construction du métro (respectivement inaugurés en 2016 et 2014). Cela étant, les migrants de la zone d'étude³⁰⁰ – hommes comme femmes représentés à part égale dans l'enquête³⁰¹ – quand ils parviennent à trouver un travail au Panama, s'insèrent plutôt dans le secteur des services et, dans une moindre mesure, dans le secteur de la construction. Plus précisément, les femmes s'emploient, en particulier, dans le secteur des services à la personne, de manière informelle. Mais les migrants n'arrivent pas toujours à se faire embaucher. Le caractère récent de cette filière migratoire explique l'absence d'un réseau social consolidé permettant de capter des opportunités professionnelles. Toutefois, ceux installés depuis quelques années sont parvenus à régulariser leur situation. Les migrants, qui pour la plupart ont une ou plusieurs expériences préalables au Costa Rica ou au Salvador, tentent une expérience au Panama avec l'espoir de saisir de meilleures opportunités professionnelles.

De fait, le Panama se présente comme une alternative aux destinations lointaines telles que les États-Unis et l'Espagne. La proximité géographique de ce pays réduit fortement le coût et les risques du voyage et les gains économiques associés aux salaires perçus sont majorés, en comparaison avec les autres destinations de l'isthme centraméricain (voir chapitre 7). La dollarisation de la monnaie participe également de l'attractivité de cette destination.

Ceux qui parviennent à gagner le Panama, comme c'est le cas d'individus que j'ai pu enquêter, sont donc de véritables pionniers. J'identifie deux types de stratégies associées à ces migrations.

Certains partent avec l'idée d'une mobilité circulaire et saisonnière, pendant les creux du calendrier agricole dans la zone d'étude. La logique est celle de la complémentarité avec les activités économiques dans la vallée du Río Negro. Le choix du Panama se substitue alors à celui du Costa Rica ou du Salvador. Ce sont généralement les pères de famille qui partent, principale main-d'œuvre agricole du ménage. Ainsi, ces hommes ne peuvent pas partir pour de longues périodes car ils doivent mettre en culture leurs terres au mois de mai. Leur intention est donc de maximiser la constitution d'une épargne pendant un séjour de courte durée.

³⁰⁰ Pour rappel, cette destination est plus faiblement représentée dans les résultats de l'enquête famille puisque seulement 6 individus de l'enquête famille avaient une expérience passée ou présente au Panama : 4 d'entre eux ont réalisé une migration et 2 autres des mobilités circulaires. Mon propos repose sur l'analyse des témoignages de ces individus ainsi que d'entretiens et discussions complémentaires.

³⁰¹ La littérature chiffre à 59,3% le pourcentage de migrantes nicaraguayennes dans ce pays (OIM, 2013).

Cependant, la totalité des individus enquêtés, une fois à destination, ont fait face à l'échec. L'absence d'un réseau migratoire solide et fiable, couplé à un séjour trop court, fait qu'ils ne parviennent pas à trouver du travail. Certains arrivent à obtenir des contrats informels de quelques jours ou quelques semaines. Mais compte tenu des dépenses de nourriture et de logement sur place, ils se retrouvent dans une situation économique critique. Rentrer devient alors une obligation, mais encore faut-il pouvoir financer le trajet retour. Certains demandent à des membres de leur sphère familiale résidant dans d'autres pays de financer leur voyage. Leur expérience de mobilité se solde alors par une double dette à rembourser, le voyage aller et celui retour. Higler (32 ans), originaire de Las Mariitas, s'est retrouvé dans cette situation lors de la saison sèche de 2014.

« [...] Normalement, je pars au Salvador depuis plusieurs années, à Santa Rosa [de Lima]. C'est à côté d'ici, j'ai quatre jeunes enfants alors si la famille a un problème, je peux vite rentrer. Mais l'été dernier, comme beaucoup dans les environs, j'ai perdu ma récolte de sésame à cause de vents violents qui ont plié les plants. J'ai voulu tenter le Panama pour gagner plus, comme le disaient les gens d'ici. Je suis resté à peine un mois. Je n'ai pas réussi à trouver de travail dans la construction. L'un de mes beaux-frères était parti quelques mois avant moi, mais il n'a pas pu m'aider, lui-même venait tout juste de trouver un emploi après des mois difficiles. Je me suis retrouvé sans argent au bout de trois semaines. J'ai contacté l'un de mes frères au Costa Rica pour qu'il me prête l'argent pour rentrer. Je suis rentré plus endetté qu'au moment de mon départ. »
(Entretien réalisé à San José en septembre 2014).

D'autres décident de rester plus longtemps jusqu'à ce qu'ils réunissent la somme nécessaire au billet retour. Ce sont généralement des fils qui peuvent se permettre de rentrer plus tard, après avoir « négocié » avec leur père leur absence prolongée sur l'exploitation familiale.

La deuxième stratégie est mise en œuvre par les fils et les filles aînés de familles nucléaires en phase de consolidation ou d'émancipation. Ils partent à n'importe quel moment de l'année et sans fixer de durée d'absence. Ils rencontrent les mêmes difficultés mais, pour s'en sortir, ils acceptent de rester plusieurs mois sur place malgré la précarité de leur situation. Certains des individus enquêtés se sont finalement installés pour plusieurs années au Panama, ayant parfois fondé une famille en migration. Ils travaillent généralement dans le secteur des services. Esmeralda, habitante d'El Coyolito (San Pedro del Norte), raconte la situation de son fils Esnerling (20 ans) parti fin juillet 2014, sans échéances précises de retour. Il a dû sans cesse repenser sa stratégie à destination.

« Mon fils aîné a eu son baccalauréat en 2014 et il a décidé de partir juste après au Panama. Il disait vouloir être plus indépendant pour pouvoir s'acheter lui-même ses vêtements entre autres. Il a suivi une de ses cousines de retour pour les fêtes de fin d'année qui travaille là-bas comme aide-ménagère. Son grand-père lui a prêté cinq cents dollars [412 euros], son oncle deux cents dollars [164 euros] et je l'ai aidé à faire son passeport. Il est parti en avion. [...] Il a eu du mal à trouver un emploi, surtout qu'il ne pouvait pas vivre avec sa cousine chez ses patrons donc il louait une chambre. Et puis, les enfants ne disent pas tout à leur mère pour ne pas les inquiéter alors à savoir ce à quoi il a dû faire face ! Il a finalement trouvé un emploi d'assistant maçon. Le travail s'est terminé en décembre, au bout de quatre mois. Son patron n'avait pas assez de contrats pour garder tout le monde. Mon fils est resté quinze jours sans emploi, puis a retrouvé auprès d'un autre patron. Cette fois, le contrat était de deux mois. Il est resté quelques jours sans travailler, puis il m'a appelé pour me dire qu'il rentrait pour ne pas perdre le peu qu'il avait gagné. Il s'est bien débrouillé, je trouve. Il a réussi à rembourser sa dette et il nous envoyait 100 dollars [82 euros] tous les mois environ. Quand il est rentré, il s'est même acheté une génisse que nous gardons à côté de la maison. » (Entretien réalisé à San Juan de Cinco Pinos en mars 2016).

En résumé, le Panama est une destination proche, accessible, offrant des opportunités intéressantes en matière de rémunération. Néanmoins, en raison de son caractère récent, cette filière migratoire n'est pas sans risque pour les migrants.

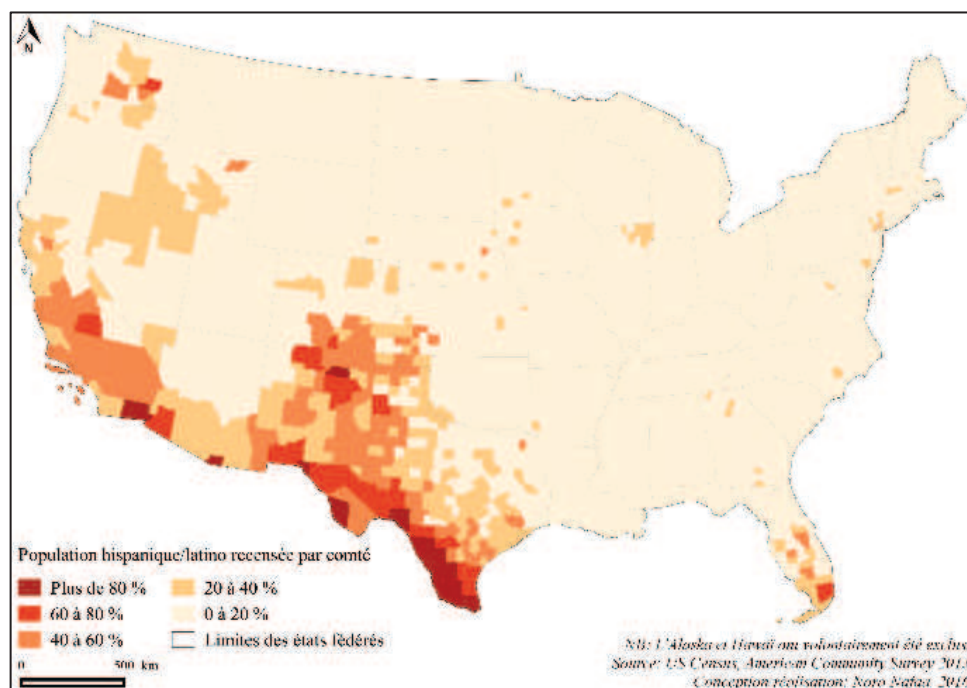
6. États-Unis : de la précarité aux perspectives incertaines d'ascension sociale

Selon les résultats de l'enquête famille, les migrations aux États-Unis ont une incidence comparable à celle des migrations au Guatemala, au Salvador ou même en Espagne³⁰². Leur portée est cependant incomparable puisqu'elles s'inscrivent dans l'historicité d'un champ migratoire plus large qui anime toute l'Amérique Latine.

³⁰² Pour rappel, l'enquête famille a comptabilisé 13 événements de migration aux États-Unis concernant autant d'individus avec une expérience passée ou présente de mobilité. Cette section repose également sur les données des individus des enquêtes complémentaires.

6.1. Une filière migratoire ancienne et un contexte local spécifique

La population hispanique³⁰³ aux États-Unis, évaluée à 53 millions de personnes en 2013 (US Census ACS, 2013), se concentre notamment le long de la frontière sud du pays (Carte 15).

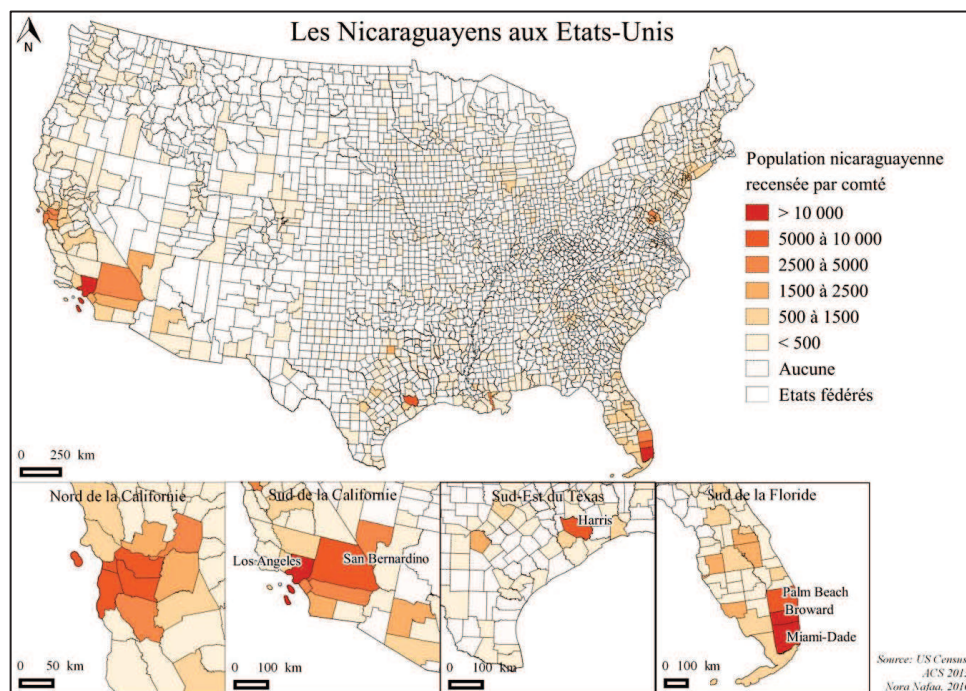


Carte 15 : La population hispanique recensée par comté aux États-Unis.
Source : US Census ACS, 2013. Réalisation : Nora Nafaa, 2016.

La population nicaraguayenne suit cette même logique. Estimés à 348 202 individus en 2013, soit 0,1% de la population étatsunienne et 6% de la population du pays d'origine (Us Census, 2010)³⁰⁴, les Nicaraguayens résidant aux États-Unis se concentrent dans le nord et le sud de la Californie, dans le sud-est du Texas et dans le sud de la Floride (Carte 16).

³⁰³ Les « Hispaniques » correspondent aux résidents « d'origine mexicaine, cubaine, portoricaine, centraméricaine, sud-américaine et d'autres pays de langue espagnole, indépendamment de leur race » selon la loi 94-311 de 1976. Depuis le recensement de l'année 2000, le critère est l'auto-identification de l'origine par les résidents.

³⁰⁴ La population centraméricaine la plus présente aux États-Unis est celle du Salvador, 1 645 968 personnes soit 26,5% de la population salvadorienne. S'en suit le Guatemala avec plus d'un million de personnes, soit 7,3% de la population guatémaltèque. Les Honduriens sont 633 401, soit 8,3% de la population d'origine. Les moins présents sont les Panaméens (165 456 personnes) et les Costariciens (126 418), représentant respectivement, 4,5% et 2,7% de la population de ces pays (Us Census, 2010 ; CELADE, 2013).



Carte 16 : La population nicaraguayenne recensée par comté aux États-Unis.
Source : US Census ACS, 2013. Réalisation : Nora Nafaa, 2016.

Les migrants de l'enquête famille se sont rendus ou résident dans les villes de Dallas, Houston, Indianapolis, La Nouvelle-Orléans, Little Rock, Miami, New York et San Antonio. Cependant au moment des enquêtes, La Nouvelle-Orléans constituait une destination largement privilégiée. Je me suis donc plus particulièrement intéressée à cette filière migratoire.

La Nouvelle-Orléans n'est pas une destination classique de la migration hispanique : en 2010, 0,04% de cette population y résidait (environ 18 000 personnes) pour une ville qui compte (en 2015) 389 617 habitants, dont 60,2% d'afro-américains (Us Census, 2010). Les Hispaniques représentent 5,2% de la population de La Nouvelle-Orléans. Par ailleurs, la Louisiane est le 8^e État où la présence des Nicaraguayens est la plus importante avec 6 390 individus. L'aire métropolitaine de La Nouvelle-Orléans, regroupant les villes de La Nouvelle-Orléans, Métairie et Kenner, est 8^e pour ce qui est de la présence de Nicaraguayens. Ils représentent la cinquième population hispanique de la ville (4,6% de la population totale) derrière les Mexicains (15,9%), les Honduriens (14,7%), les Cubains (10,2%) et les Portoricains (5,7%) (Sluyter et al., 2015).

Difficile de se fier au recensement pour reconstruire l'histoire de la présence des Hispaniques, et plus encore des Nicaraguayens, à La Nouvelle-Orléans. La variation des méthodologies empêche une comparaison intercensitaire pertinente et de repérer une évolution significative. La littérature permet toutefois d'avancer que la présence d'Hispaniques est en augmentation depuis la fin des années 1990. Si les migrations politiques des décennies 1970 et 1980, depuis plusieurs pays centraméricains, se sont peu tournées vers La Nouvelle-Orléans,

l'ouragan Mitch de 1998, qui a frappé le Nicaragua, le Honduras et le Guatemala, a orienté les départs vers cette ville (Messias et Lacy, 2007). À partir des années 2000, la présence des Hispaniques est en augmentation. Ils sont 454 000 dans tout le pays début 2005 (*ibid.*). L'ouragan Katrina d'août 2005 marque un tournant. Après son passage, la ville a un fort besoin en main-d'œuvre pour sa reconstruction. De nombreux Hispaniques vont alors venir s'y installer (Hernandez, 2010). Le profil et les trajectoires des migrants de l'enquête famille sont donc à resituer dans ce contexte très spécifique de l'immigration à La Nouvelle-Orléans.

6.2. Des conditions de travail variables selon le secteur d'activité et le statut juridico-légal du migrant

Une fois arrivés clandestinement sur le territoire étatsunien, les migrants de la vallée du Río Negro, quel que soit leur niveau de qualification³⁰⁵, obtiennent un premier travail pour des postes non qualifiés, dans la construction pour les hommes et dans les services de nettoyage pour les femmes. Mon enquête a majoritairement capté des hommes ; pourtant, selon la littérature, 53,5% des migrants nicaraguayens aux États-Unis seraient des femmes (OIM, 2013).

Pour ces migrants, améliorer leur insertion professionnelle, c'est-à-dire occuper des postes mieux rémunérés, implique d'acquérir de nouvelles compétences dont la maîtrise de l'anglais ou une expérience liée à certaines tâches. Certains d'entre eux vont également miser sur un parcours professionnel fondé sur la double ou pluriactivité grâce à une insertion progressive dans la société locale.

6.2.1. Les ouvriers de la construction : démarrer au sein de sa communauté, puis en sortir pour accéder à de meilleurs emplois

Le secteur de la construction présente un fonctionnement similaire à La Nouvelle-Orléans (États-Unis) et à San José (Costa Rica). En effet, les trajectoires professionnelles sont similaires et la condition du migrant dans ce secteur dépend de sa situation juridico-légale et de la filière de recrutement dans laquelle il évolue.

Aux États-Unis, comme au Costa Rica, il existe différents métiers pour les migrants nicaraguayens, comme ceux de maçon, peintre et couvreur. À ces métiers sont associés un degré de compétence et un niveau de rémunération. Généralement, ils commencent comme aide-

³⁰⁵ Les migrants enquêtés aux États-Unis ont suivi leur scolarité tout au plus jusqu'à la secondaire avec l'obtention ou non du baccalauréat.

maçons, aide-peintres et aide-couvreurs (« *peón* »), le temps d’acquérir les compétences nécessaires et de se forger une expérience (Photographie 14). Ils gagnent autour de 7 euros de l’heure aux États-Unis, soit environ 300 euros par semaine, contre 50 à 80 euros par semaine au Costa Rica. Avec le temps, ils gagnent en expérience, se spécialisent dans un type d’ouvrage et deviennent l’équivalent d’un conducteur de chantier (« *operador* »). De ce fait, leur salaire évolue pouvant varier de 12 à 16 euros de l’heure, soit environ 480 à 640 euros la semaine à La Nouvelle-Orléans et 170 à 250 euros par semaine à San José.



Photographie 14 : Francisco, père de famille originaire de Santa Lucia (Boaco – Nicaragua), est arrivé seul fin 2015 à La Nouvelle-Orléans. Arrêté à la frontière sud, il porte désormais un bracelet électronique à la cheville (à gauche). Sans emploi lors de notre rencontre, il est embauché comme ouvrier dans la construction quelques semaines plus tard (à droite). Source : auteure (à gauche) et transmise par l’enquêteur (à droite) (2016).

Comme à San José, lorsque les migrants arrivent à La Nouvelle-Orléans, la plupart sont sans papier. Dans ces conditions, ils travaillent généralement pour des individus qui correspondent à des entrepreneurs ou à des sous-traitants hispaniques³⁰⁶. Ce sont eux qui font les intermédiaires avec les entreprises locales de construction. Ils se chargent de recruter et de former des équipes de travailleurs (quel que soit leur statut légal) pour des projets de court ou moyen termes (1 à 6 mois). Cette méthode permet à la fois aux recruteurs (les entreprises locales) et aux employés (les migrants) de contourner la législation en vigueur. Par rapport aux

³⁰⁶ Ces intermédiaires peuvent être de simples individus ou alors correspondre à des microentreprises de sous-traitance, déclarées ou non auprès des autorités compétentes du pays concerné.

entreprises locales qui embauchent directement leurs salariés, les migrants rencontrés évoquent de moins bonnes conditions de travail quant aux salaires, aux horaires et aux congés lorsqu'ils travaillent pour ces sous-traitants³⁰⁷. Par exemple, ces intermédiaires ne payent pas les jours de congé, contrairement aux entrepreneurs étatsuniens ou costariciens.

À La Nouvelle-Orléans, il est fréquent que les migrants de la vallée du Río Negro se fassent recruter par des entrepreneurs originaires du même lieu (Faret, 2003, 2007) (Photographie 15). Dans ce cas, l'accord est généralement fixé avant le départ. Les frais relatifs au voyage sont avancés par le patron et les migrants remboursent à leur arrivée par leur travail. Le salaire est néanmoins moins élevé que la moyenne. Tobias (43 ans), originaire de Somotillo, est l'un de ces entrepreneurs hispaniques. Il raconte son itinéraire et ses méthodes de recrutement.

« Je suis allé à La Nouvelle-Orléans, juste après l'ouragan [2005]. Je me suis dit qu'ils auraient besoin de nous pour reconstruire la ville après ce drame. Je suis arrivé avec un de mes meilleurs amis. Nous nous sommes dit que c'était notre chance de devenir entrepreneurs et non plus de simples ouvriers. Il y avait tellement à faire, on nous a confié pleins de contrats. Rapidement, nous avons dû recruter une équipe de travailleurs et formaliser le statut de notre entreprise. [...] Beaucoup de latinos comme nous sont venus ici [La Nouvelle-Orléans] avec la même idée. Ils ont travaillé un temps puis une fois le plus gros du travail fait, ces « contratistas » ont fait faillite. Ce sont les latinos qui ont reconstruit cette ville. [...] Je pense que si nous avons tenu c'est parce que nous étions arrivés parmi les premiers. Nous nous sommes fait notre réseau et comme nous travaillions bien, les contrats se sont renouvelés. [...]

La plupart de mes gars [travailleurs] sont des jeunes de Somotillo. Certains viennent pour quelques mois, puis rentrent et reviennent l'année d'après par exemple. Ils ont déjà franchi la frontière 3 ou 4 fois. Moi-même je leur dis que c'est de la folie. Il y en a d'autres qui s'installent ici. Le contrat est simple, je leur paye le voyage et ils me remboursent par leur travail. Je déduis une part de leur salaire, qu'on fixe ensemble car il faut bien qu'ils survivent ici et qu'ils envoient de l'argent à leur famille. Certains travaillent avec moi depuis des années, d'autres partent avec d'autres employeurs étatsuniens, je comprends cela, je suis même fier de me dire que je les ai lancés. » (Entretien complémentaire réalisé en avril 2016 à La Nouvelle-Orléans)

³⁰⁷ Dans la majorité des cas rencontrés, ces migrants travaillent sans contrat de travail écrit, sans couverture sociale et sont rémunérés au noir.



Photographie 15 : Un « constractista » (à gauche) et son ouvrier (à droite), originaires de la vallée du Río Negro, sur un chantier à La Nouvelle-Orléans. Source : auteure (2016).

Il existe également des lieux de recrutement informels à La Nouvelle-Orléans et à San José en périphérie du centre-ville. Chaque matin, les travailleurs disponibles attendent l'arrivée des employeurs qui embarquent pour la journée le nombre de travailleur souhaités (Photographie 16). Les migrants dénoncent cette méthode car lorsqu'ils grimpent sur le pickup, ils ne savent rien des conditions de travail et les abus sont multiples. Certains, à la fin de la journée, ne perçoivent aucune rémunération pour le travail effectué.

À La Nouvelle-Orléans, l'apprentissage de l'anglais est un vecteur d'ascension professionnelle. Cette compétence permet à certains migrants de proposer leurs services à des entrepreneurs américains. Les salaires sont généralement plus élevés (environ 15 euros de l'heure pour un aide-maçon) et les conditions de travail meilleures, avec un apprentissage en continu fourni par le patron. Évidemment, la situation est totalement différente pour les migrants en situation régulière (permis de résidence et/ou de travail). Ils accèdent à de meilleures conditions de travail pour ce qui est du salaire et des horaires. C'est ce dont témoigne José, parti en 2007 pour rejoindre son frère qui vit à La Nouvelle-Orléans. Après six mois de voyage et de détention par les services d'immigration, il est libéré sous caution en l'attente de son procès.

« [...] Mon frère m'a aidé à trouver du travail, nous sommes entrés dans un supermarché et nous avons demandé s'ils cherchaient des travailleurs. Le patron est arrivé et m'a demandé si je voulais vraiment travailler, car il en avait marre des personnes qui venaient pour la semaine. Je lui ai dit que oui. Il m'a dit « d'accord tu vas travailler cinquante heures par semaine et je vais te payer 8 dollars de l'heure ». Mon frère m'a dit que c'était bien alors je suis resté. Il m'a fait de faux papiers car en attente du procès, j'avais l'interdiction de travailler. Pour ce prétexte, il ne voulait jamais m'augmenter, me disant que j'avais déjà de la chance qu'il m'emploie. [...] Au bout de huit mois, mon avocat m'a dit que mon cas était clos pour la justice et que je ne pourrais pas être expulsé. J'ai aussi obtenu un permis de travail et un vrai numéro de sécurité sociale. J'ai pris un deuxième travail dans la construction, pensant gagner beaucoup d'argent mais c'était éprouvant. Au bout de quelques mois, j'ai tout arrêté et j'ai trouvé un travail dans un hôtel. Je devais m'occuper de la piscine, c'était un bon travail et officiel. Je gagnais plus, je pouvais me reposer le week-end, j'avais la sécurité sociale mais les managers étaient, comment dire, problématiques. Je suis parti et j'ai trouvé cet emploi dans la construction où je suis toujours aujourd'hui. J'installe les vitres sur les buildings. J'ai signé le contrat directement avec l'entreprise, ce qui est une chance car ceux qui n'ont pas de papier travaillent avec des « contratistas » et ils n'ont aucune sécurité et ils sont moins payés. Moi je gagne 16 dollars de l'heure et certains de mes collègues 13 dollars alors que nous faisons la même chose toute la journée. C'est un travail vraiment chouette, le patron américain ne veut pas qu'on court toute la journée mais que nous nous appliquions car c'est un travail délicat. Un ami m'employait au début en parallèle pour des petits travaux de peinture mais maintenant, même s'il me paye toujours plus, ça ne m'intéresse plus. Ma logique a changé, mon travail me convient et je veux du temps pour faire autre chose. C'est sûr que c'est plus facile pour moi avec mes papiers, mon frère n'a pas cette chance et je vois la différence. [...] » (Entretien complémentaire réalisé en avril 2016 à La Nouvelle-Orléans).



Photographie 16 : Chaque matin dans le quartier français de La Nouvelle-Orléans, les migrants nicaraguayens ou honduriens, venant de la périphérie (Métairie, Kenner), investissent ce quartier alors que les habitants le quittent pour les quartiers d'affaires. Ils travaillent toute la journée à la rénovation des toitures ou des façades et déjeunent le midi devant les entrées. Source : auteure (2016).

6.2.2. Les femmes de ménages : maîtriser l'anglais et se construire un réseau

Les femmes migrantes rencontrées à La Nouvelle-Orléans parviennent à améliorer leur situation professionnelle en démultipliant différentes activités économiques grâce à un solide réseau social constitué au fil de leur séjour. La majorité travaille comme femmes de ménage dans les hôtels de la ville, payées à l'heure (Photographie 17). Lorsqu'elles ont consolidé leur réseau de relations, grâce aux contacts et aux recommandations de leurs supérieurs hiérarchiques notamment, elles complètent leurs revenus en travaillant à leur compte chez des particuliers et, si possible, en refusant le principe du salaire horaire (12 euros/heure environ). Selon la taille de la maison et la fréquence de leur passage, elles fixent un forfait. Leur expérience professionnelle leur permet ainsi de répondre à une demande plus rémunératrice. Kenia (30 ans), originaire de Somotillo, a débuté cette double activité en 2016.

« À l'hôtel, je travaille de 8h à 16h30, ce sont les horaires normaux mais je ne les fais jamais car je fais des heures supplémentaires et je termine à 18 heures. J'ai un jour de libre par semaine, parfois j'en demande deux pour nettoyer des maisons. [...] Lors de mon jour de repos, parfois mon chef m'appelle pour que je travaille mais je refuse. Il comprend parce qu'il sait que je fais le ménage chez

Chapitre 6

des particuliers et gagne davantage. La semaine dernière, un de mes supérieurs m'a recommandé à l'un de ses amis. Je lui ai proposé de nettoyer sa maison pour 130 euros. Pour moi, c'est plus intéressant car je gagne cette somme en quatre heures. À l'hôtel, ils me payent à l'heure mais pour ce travail je ne veux pas. S'ils [les particuliers] me disent « je te paye 11 ou 12 euros de l'heure », je leur dis que je ne le fais pas et je propose « je vous nettoie votre maison, vous la vérifiez et vous me la confiez à nouveau si vous êtes satisfait ». Nous négocions le prix en fonction des pièces à nettoyer. Je me charge d'emmener tous les produits et le matériel. [...] Ce travail, je viens enfin de le concrétiser il y a 5 mois. C'est difficile d'obtenir des maisons à nettoyer. Il faut se faire recommander par quelqu'un et parler suffisamment l'anglais. J'ai essayé de distribuer mes cartes de visite dans les boîtes aux lettres mais ça n'a pas marché. Pourquoi quelqu'un contracterait-il une inconnue ? J'espère que je vais avoir du succès dans ce travail. Peut-être qu'un jour je pourrais même arrêter de travailler à l'hôtel. Je pourrais enfin consacrer plus de temps à mon fils, avoir du temps pour moi car je n'en ai jamais. Il me faut être patiente. » (Entretien complémentaire mené en avril 2016 à La Nouvelle-Orléans).



Photographie 17 : Une migrante originaire de Somotillo, femme de ménage dans un petit hôtel de La Nouvelle-Orléans. Source : photo transmise par l'enquêtée (2016).

La situation professionnelle des migrants originaires de la vallée du Río Negro rend compte de multiples formes de précarité de l'emploi. Certains entament et consolident toutefois une ascension professionnelle au fur et mesure que leur durée migratoire s'allonge à La Nouvelle-Orléans. Chaque secteur d'emploi, en ce sens, a ses propres modalités pour

évoluer professionnellement. Généralement, pour espérer une amélioration de leur salaire, les migrants doivent mener plusieurs activités, démarche qui comporte aussi des risques.

7. La migration vers l'Espagne : une filière féminisée et tournée vers les services à la personne

D'après mon enquête, la migration vers l'Espagne est largement féminisée (73% des migrants vers ce pays sont des femmes), ce que confirme la littérature (76% des migrants nicaraguayens en Espagne) (OIM, 2013). Ces migrantes s'insèrent quasi exclusivement dans le secteur des services à la personne, comme auxiliaire de vie auprès de personnes âgées³⁰⁸ (Photographie 18). Cela étant, bien que minoritaires, l'enquête repère d'autres secteurs d'activité, investis par les hommes. Ils rejoignent le plus souvent leur femme à destination et travaillent dans l'agriculture, le commerce, la restauration ou encore le transport. Les hommes sont davantage exposés à des situations de précarité (durées d'activité courtes, conditions de travail difficiles). Quoiqu'il en soit, hommes comme femmes, ont subi les effets de la crise de 2007, passant par des périodes sans activité, ce qui a poussé certains migrants latino-américains à rentrer dans leur pays d'origine (Baby-Collin, 2014). Nerry (31 ans) témoigne de cette période marquée par un difficile accès à l'emploi.

« J'ai rejoint ma femme six mois après son départ en 2008. Certains de mes frères et sœurs étaient aussi à Saragosse. [...] J'ai eu beaucoup de mal à trouver un travail malgré l'aide de mes proches. Au bout de deux ou trois mois, j'ai trouvé un emploi dans un bar. Comme je n'avais pas de papier, j'ai pris le salaire qu'on m'offrait, 600 euros par mois. Ils m'ont gardé le temps dont ils avaient besoin, puis je me suis à nouveau retrouvé sans rien pendant plus de six mois. Parfois je décrochais des heures de travail sur le marché pour décharger les camions ou je remplaçais les filles chez leurs « vieux » mais rien de stable. L'un de mes beaux-frères m'a ensuite laissé son poste de boucher sur le marché central. Au début, j'étais payé 800 euros par mois puis, quand j'ai eu les papiers au bout de trois ans, c'était mieux. Aujourd'hui, je suis payé 1100 euros par mois et j'ai le droit à quatre semaines de vacances par an. J'ai de la chance car travailler derrière un étal est une place rare pour nous [les migrants]. Beaucoup d'hommes qui ont rejoint leur femme sont obligés de partir travailler dans les

³⁰⁸ 14 événements de mobilités passées ou présentes sont recensés. 13 correspondent à des migrations et 1 à une mobilité circulaire.

exploitations agricoles aux alentours de Saragosse. Certains partent mêmes vers d'autres villes alors qu'ils espéraient enfin se retrouver en famille, c'est triste. »
(Entretien réalisé à Saragosse en janvier 2015)

Les départs depuis la vallée du Río Negro vers l'Espagne et, plus précisément, vers Saragosse (Aragón) se sont amorcés dès 2005, tout comme dans d'autres régions du Nicaragua (voir chapitre 3). Les flux d'immigration en Espagne augmentent au début des années 1990-2000, alimentés majoritairement par des populations latino-américaines, et plus particulièrement par des femmes qualifiées (Oso Casas, 2007; Oso Casas et Martínez, 2008)³⁰⁹. Les migrations depuis la vallée du Río Negro participent de ce nouvel élan migratoire, en réponse à une forte demande dans les services domestiques³¹⁰. Ce secteur d'emploi, en effet, a connu une forte croissance pour les migrants en Espagne : 60% des employés de maison en Espagne sont étrangers (Baby-Collin, 2014). L'augmentation de l'offre d'emplois dans le secteur des services domestiques s'explique en grande partie, par les transformations structurelles de la société espagnole : entrée tardive des femmes espagnoles sur le marché de l'emploi, vieillissement de la population, absence de services publics prenant en charge les enfants et les personnes âgées, caractère peu attractif de ce type d'emploi pour la population locale (*ibid.*). De plus, ce secteur a été parmi les moins impactés par la crise espagnole comparé à d'autres secteurs d'emploi comme celui de la construction. Toutefois, certains auteurs soulignent que les groupes migrants les plus récemment arrivés en Espagne (comme les Nicaraguayennes) occupent les emplois dans les services domestiques les plus dévalorisés et les moins payés. Ce renouvellement migratoire permet le maintien de cette niche d'emploi comme secteur principal d'insertion et la persistance de formes de précarités professionnelles et de discriminations (Catarino et Oso, 2000). C'est dans ce contexte, que les femmes enquêtées en Espagne, tout juste arrivées, et souvent qualifiées, disent accepter une baisse de rémunération dans un contexte de crise. Elles sont rémunérées environ 750 euros par mois. Elles disent également avoir rencontré des difficultés à trouver leur premier emploi, voire même les

³⁰⁹ Dans les années 1990-2000, les migrations des Latino-américains en Espagne sont facilitées par des accords bilatéraux, par la facilité d'entrée sur le territoire jusque à la mise en place de visas à partir des années 2005 et par la langue commune.

³¹⁰ Les services domestiques correspondent aux emplois d'auxiliaire de vie à domicile ou non, pour des enfants ou des personnes âgées mais également aux femmes de ménage chez des particuliers ou des professionnels (bureaux, hôtellerie) en tant que salariées ou à leur compte. L'article d'A. Escrivá Chordá (2003) permet de comprendre les différents métiers et leur contexte de réalisation propre à ce secteur d'activité.

suivants, ayant été contraintes de chercher l'appui d'autres acteurs (associations, église) que les seuls membres de leur famille.

Compte tenu de la sévérité de la crise de l'emploi qui se maintient depuis 2008, couplé à un durcissement de la législation migratoire ayant rendu plus difficile l'obtention de la citoyenneté³¹¹ et le regroupement familial, la permanence des flux d'entrée en Espagne et de l'insertion des latino-américaines dans le secteur des services domestiques est très incertaine (Oso Casas, 2002; Chordá, 2003; Oso Casas et Martínez, 2008). Qui plus est, la pénibilité du travail qui caractérise ces emplois, en particulier auxiliaire de vie à domicile, est forte : privation de liberté, ségrégation de genre et ethnique, isolement, dépendance à l'employeur, confusion entre sphère professionnelle et privée (Parella i Rubio, 2003). Ainsi, nombreuses sont les migrantes qui cherchent à construire une trajectoire professionnelle en dehors de ce secteur d'emploi. Ces « sorties » sont, selon V. Baby-Collin (2014), dépendantes de facteurs tels que la légalisation du statut de la migrante, de l'homologation des diplômes étrangers et de la mobilisation de ressources familiales (regroupement familial, changement d'étape de cycle de vie). Les enquêtes menées à Saragosse montrent des formes d'évolution communes à celles déjà documentées par la littérature, à savoir le passage d'un travail en interne à externe ou l'embauche par un à plusieurs patrons, ce qui n'exclue pas cependant certaines formes de précarité (Oso Casas, 2007). Elles sont alors rémunérées de 8 à 10 euros de l'heure. En réalité, la légalisation tardive de leur statut ne leur permet pas toujours de s'extraire de ce type d'emploi³¹², de procéder à l'homologation de leur diplôme ou de faire venir leurs proches. Ainsi, à l'exception de quelques cas, la majorité des migrantes enquêtées continuent de travailler dans ce secteur, malgré de nombreuses années passées en Espagne (de deux à douze ans).

Le maintien de ces femmes dans les services domestiques, et plus encore selon la modalité « *casa a dentro* » (« logée chez l'employeur »), permet une plus grande capacité d'épargne, d'autant plus nécessaire que certaines de ces femmes transnationales sont en charge de leur famille restée au Nicaragua. À l'inverse, la mise en couple ou la fondation d'une famille en

³¹¹ Les autorités espagnoles exigent une durée de résidence de huit ans en 2016 contre cinq ans au début des années 2000 pour les Nicaraguayens.

³¹² Obtenir un premier emploi en tant qu'auxiliaire de vie interne est une option pertinente pour espérer légaliser sa situation. En effet, au moment du recrutement, les employeurs les déclarent en tant qu'employé de foyer ce qui permet d'amorcer les procédures administratives. Cette réalité peut donner lieu à des formes de manipulations de la part de l'employeur (baisse du salaire, augmentation des heures de travail).

Espagne impliquent pour ces femmes migrantes des changements conséquents. Elles renforcent leur ancrage résidentiel, devant assumer de nouvelles charges financières, notamment la location ou colocation d'un appartement. L'installation avec leur conjoint les conduit à laisser leur travail d'auxiliaire de vie en interne pour privilégier des emplois en externe, ce qui leur permet de consacrer plus de temps à leur vie de famille. Elles vont multiplier les employeurs pour des contrats horaires toujours dans les services domestiques. Lorsqu'elles ont des enfants, elles créent parfois de petites activités informelles de commerce au sein de leur communauté (vente de plats traditionnels).



Photographie 18 : (À gauche) Sortie dans le centre de Saragosse pour ces deux migrantes et amies originaires de San Juan de Cinco Pinos. Elles se baladent accompagnées des personnes dont elles ont la charge. (À droite) Migrant originaire de la vallée du Río Negro accompagnant sa patronne à son rendez-vous chez l'infirmière à Saragosse. Sources : auteure (2015).

8. Effets de porosité entre les destinations migratoires

Les sections précédentes ont traité des destinations de façon segmentée, de façon à mettre en avant leur spécificité et leurs avantages comparatifs pour les populations de la vallée du Río Negro. Les trajectoires individuelles de mobilité, cependant, sont caractérisées par une certaine porosité des destinations, l'une succédant à l'autre, et inversement dans certains cas.

L'objectif de cette dernière section est donc d'analyser la manière dont les événements de mobilité, au cours de la trajectoire de vie des individus, se succèdent à la fois dans le temps et dans l'espace. L'enquête famille recense 144 individus âgés de plus de 15 ans ayant au moins une expérience de mobilité circulaire ou de migration, que ce soit à l'étranger ou au Nicaragua,

hors de la zone de référence. Parmi ces individus, 64 se sont rendus au cours de leur trajectoire au minimum dans deux destinations, dont une au moins une à l'étranger (44% des individus avec une ou plusieurs expériences passées ou présentes de mobilité)³¹³.

L'analyse de ces 64 trajectoires permet d'identifier différentes configurations. La première concerne des trajectoires marquées par ce que j'appelle la disjonction des événements de mobilité (14 individus sur 64). Dans ces trajectoires, les individus cumulent au cours de leur vie plusieurs expériences de mobilité dans des destinations différentes, entrecoupées de périodes de résidence plus ou moins longues dans leur lieu d'origine (voir annexe 13). La disjonction vient du fait que les événements de mobilité sont discontinus et indépendants les uns des autres en matière de projet de mobilité³¹⁴. Dit autrement, chaque événement de mobilité répond à une étape différente du cycle de vie et à un objectif propre. L'événement de mobilité n'est pas articulé au suivant ni au précédent.

Parallèlement à ces trajectoires caractérisées par la disjonction et la discontinuité, trois configurations indiquent plutôt des porosités et une interdépendance des événements successifs de mobilité.

La première configuration renvoie à des trajectoires de mobilité *continues*, rythmées par deux événements de mobilité aux destinations différentes, sans retour au lieu d'origine ou alors avec retour de très courte durée. Ces trajectoires se distinguent par des temps longs de migration cumulé (de l'ordre de plusieurs années). Cette succession de deux destinations migratoires traduit une première forme de porosité, les individus exprimant une continuité de leur projet de mobilité malgré un changement de lieu de destination. Cela concerne 18 individus (Figure 31). Cet enchaînement débute, dans la majorité des cas, par une expérience au sein du Nicaragua, dans les villes du pays, puis les individus réorientent leur projet de mobilité vers une destination centraméricaine, le Salvador ou le Costa Rica. Ce redéploiement vers les pays frontaliers s'explique par la recherche de meilleures opportunités et notamment d'une rémunération plus élevée de leur travail. Le choix de la destination va dépendre des informations dont ils disposent et des résultats de leur mobilité interne c'est-à-dire de leur capacité à financer un nouveau

³¹³ Les 80 autres individus cumulent une ou plusieurs expériences passées ou présentes de mobilité, mais dans une seule destination. Ils se répartissent en quatre groupes de trajectoires présentées en annexe 13(a).

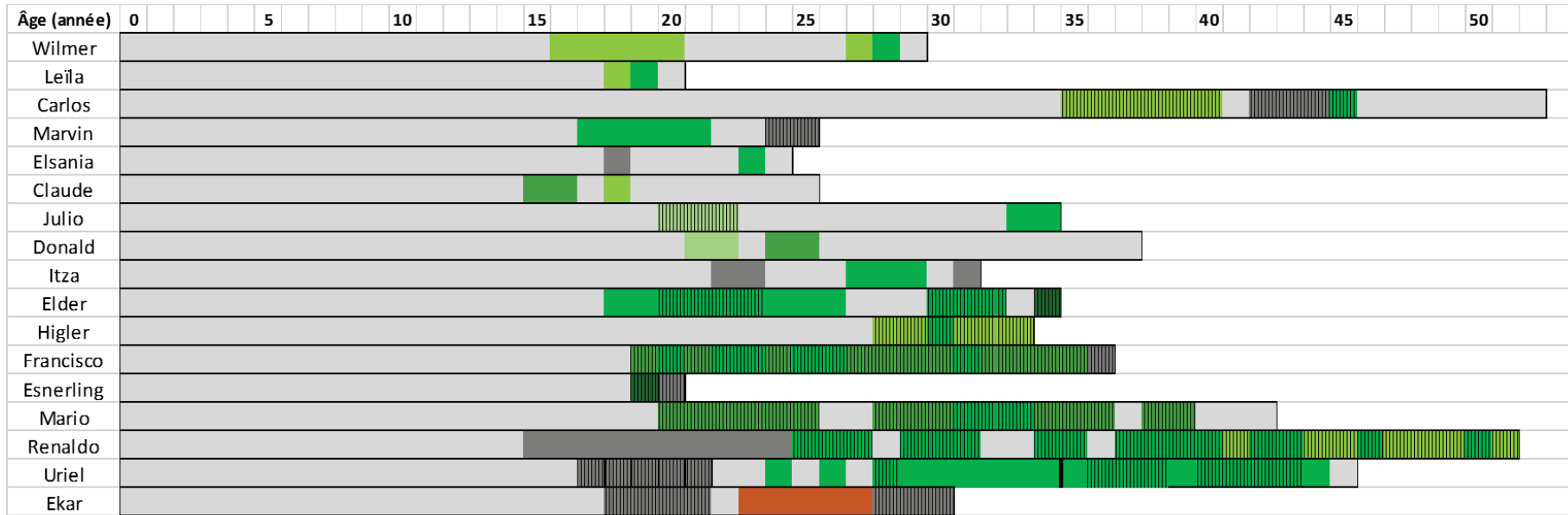
³¹⁴ Le chapitre 8 développera plus en détail la notion de projet de mobilité en lien avec les stratégies de moyens d'existence

départ. Certains repartent vers une destination lointaine comme l'Espagne ou les États-Unis. Ces individus peuvent généralement compter sur un réseau solide à destination.

Il est intéressant de relever que dans ces trajectoires, quelles que soit les destinations, le retour prend des formes diverses. Il dure de quelques jours à plusieurs années entre deux expériences ou suite aux deux expériences. Cela corrobore le fait que « [...] *le concept de retour est polysémique et il dissimule une diversité de situations ; il est difficile, voire vain, de parler de retour définitif et la mesure des migrations de retour n'est pas un objectif aisé à atteindre en raison des systèmes d'enregistrement des mobilités internationales.* » (Petit, 2007: 12). Le retour doit donc se raisonner comme une étape de la trajectoire migratoire comme j'y reviens dans le chapitre 8.

Les effets de porosité entre destinations migratoires apparaissent par ailleurs dans les trajectoires caractérisées par l'*alternance* de deux ou trois destinations de catégorie de distance-temps 1 ou 2 (17 individus). Dans ces cas, la succession de mobilités circulaires ou de séjours migratoires de courte durée organise un circuit itinérant et alternant entre plusieurs destinations (Figure 32). Cette alternance concerne notamment le Salvador et le Costa Rica. En effet, l'émergence récente du Salvador dans les années 2000 est venue concurrencer le Costa Rica. Les habitants de la vallée du Río Negro y trouvent à peu près les mêmes opportunités en matière d'emplois, mais la proximité du Salvador est plus avantageuse (coût du voyage réduit, retour rapide en cas d'urgence familiale). À ce titre, des migrants saisonniers circulent de manière plus ou moins régulière entre le Salvador et le Costa Rica, en fonction des opportunités relayées par leurs réseaux, de leur capacité à financer leur départ et de leur temps disponible. Les migrants/circulants se rendent dans un premier temps au Salvador afin d'amorcer un projet de vie familial (construction de la maison par exemple) parce qu'ils y ont une expérience préalable qui réduit le risque migratoire ou parce qu'ils ont des opportunités assurées. Puis, dans un deuxième temps, ils partent au Costa Rica, de manière à maximiser leur épargne. En effet, selon les informations dont ils disposent, ils misent sur le fait d'obtenir une meilleure rémunération de leur travail, dans des secteurs d'activités similaires ou différents, leur permettant d'accélérer l'accomplissement de leur projet de mobilité et le retour au lieu d'origine l'origine. Ces mobilités alternantes entre les deux pays sont significatives d'une géographie de plus en plus régionalisée de circulations migratoires multi-polarisées à l'échelle centraméricaine.

Chapitre 6



Légende:



Figure 32 : Trajectoires de mobilités alternantes (catégorie de distance-temps 1 ou 2). Source : enquête famille (17 individus). Réalisation auteure.

Une autre configuration de porosité entre destinations concerne les mobilités *par étapes*, qui s'organisent à une échelle spatiale plus large. Dans un premier temps des cycles de vie, les migrations ou mobilités circulaires (de deux à quatre événements) se font au sein du Nicaragua, dans les pays frontaliers ou au Guatemala, puis vers un pays de catégorie 3 (Espagne, États-Unis ou Panama). Ainsi, ces trajectoires (15 individus) se construisent par étapes successives, conduisant progressivement les individus vers des destinations lointaines (Figure 33). Généralement, une destination joue le rôle de tremplin migratoire au cours de la trajectoire. C'est le cas, par exemple, du Guatemala vers les États-Unis. Le champ migratoire guatémaltèque est en effet fortement polarisé vers les États-Unis avec une importante augmentation des départs depuis les années 1990 (plans d'ajustement structurels, retour à la paix), renforcée au cours des années 2000³¹⁵. Les réseaux guatémaltèques migratoires vers ce pays sont aujourd'hui bien structurés. Au cours de leur trajectoire, les migrants de la vallée du Río Negro résidant au Guatemala côtoient des locaux ou des migrants d'Amérique centrale qui partent ou comptent partir aux États-Unis. Certains, influencés, envisagent ou tentent alors le voyage. C'est ce qui explique que plusieurs individus de l'enquête famille, résidant aujourd'hui ou dans le passé aux États-Unis, aient eu une expérience migratoire préalable au Guatemala.

Le Costa Rica quant à lui, du fait de son attractivité ancienne et toujours d'actualité, est l'épicentre de l'espace dispersion des familles de la vallée du Río Negro ; soit il prend le relais d'expériences migratoires antérieures dans un des pays de l'isthme centraméricain, soit il est un tremplin pour de nouveaux départs vers des destinations lointaines (États-Unis, Espagne) ou vers d'autres pays d'Amérique centrale. Ces circuits migratoires, au sein duquel le Costa Rica fait figure d'espace-pivot, sont généralement ponctués d'un retour dans la localité d'origine, de durée variable.

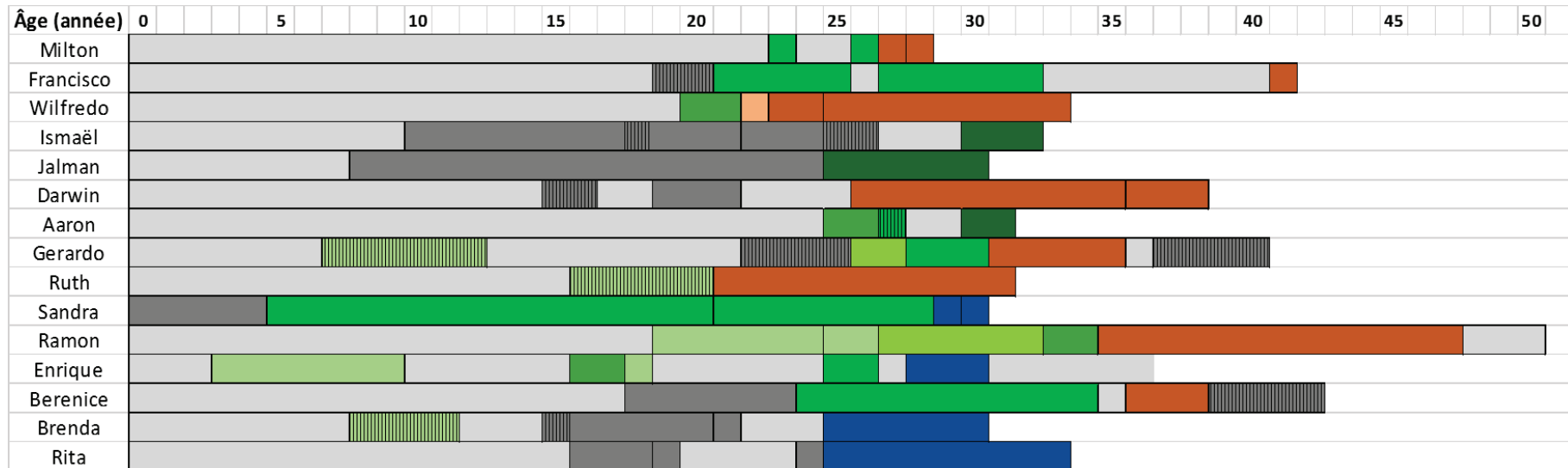
Au final, les différents pôles de migration et de mobilité circulaire des populations de la vallée du Río Negro, proches ou lointains, sont loin d'être segmentées et étanches. Les enquêtes mettent à jour des formes et des logiques propres à chaque destination, mais en même temps une grande porosité entre les destinations. Les « rebonds » migratoires se font du Salvador vers le Costa Rica (et inversement), du Guatemala vers les États-Unis, ou encore du Costa Rica vers le Panama et les États-Unis. Ces résultats confirment l'existence d'un champ migratoire depuis

³¹⁵ Le champ migratoire guatémaltèque est constitué des États-Unis, du Mexique, du Canada et de quelques pays d'Europe. Les migrations internes sont également conséquentes. Aux États-Unis, plus d'un million de Guatémaltèques (7,3%) sont recensés, sur une population nationale d'environ 16 millions d'habitants (OIM, 2013).

Chapitre 6

la vallée du Río Negro étendu et consolidé. Ils traduisent également la fortification progressive d'un capital mobilité pour certains individus et leurs familles.

Chapitre 6



Légende:

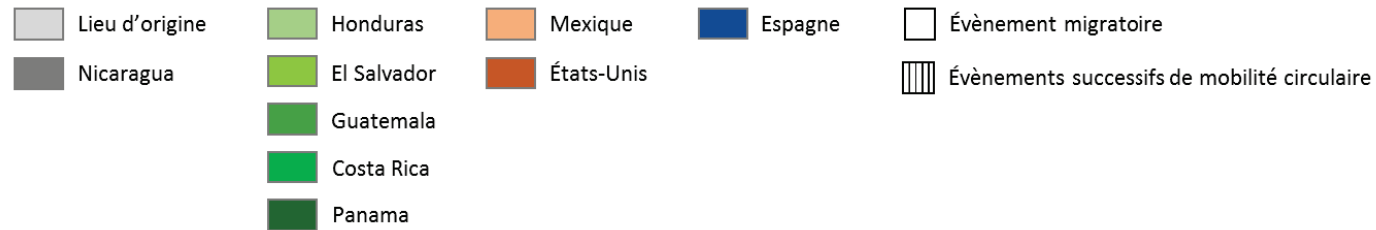


Figure 33 : Trajectoires de mobilité par étapes (catégorie de distance-temps 1 ou 2, puis 3). Source : enquête famille (15 individus). Réalisation auteure.

Conclusion

De façon générale, l'insertion professionnelle à l'étranger des migrants et circulants de la vallée du Río Negro indique trois tendances. En premier lieu, quel que soit le pays de destination, elle est caractérisée par la prévalence de certaines niches d'emplois comme les services à la personne, la construction et le salariat agricole. Ces derniers perdurent comme secteurs d'activité majeurs pour les populations rurales de cette région du Nicaragua, tout comme dans le reste du pays ou au Mexique par exemple (Léonard, 1995; Lara Flores, 1996, 2014; Faret, 2003; Arias, 2009; Prunier, 2013; Winters, 2016).

En deuxième lieu, l'insertion professionnelle à l'étranger est très fortement marquée par une division genrée du travail, hommes et femmes s'insérant dans des niches d'emploi spécifiques. Si la migration des hommes et leur insertion professionnelle dans certains secteurs caractéristiques (salariat agricole et construction notamment) correspond à un schéma classique et ancien, et encore largement observé en milieu rural au Sud (Oso Casas et Catarino, 1996; Boyer et Mounkaïla, 2010; Prunier, 2013; Cortes, 2000, 2016), la région témoigne du processus global de féminisation des migrations latino-américaines et de l'émergence de familles transnationales avec une insertion des femmes dans le secteur de la domesticité et du *care* (Catarino et Morokvasic, 2005; Razy et Baby-Collin, 2011; Herrera, 2016).

En troisième lieu, les possibilités et modalités d'insertion dans le marché du travail traduisent une géographie différenciée des filières migratoires et professionnelles selon les destinations. Au Costa Rica, aux États-Unis ou au Panama, les modes d'insertion sont pluriels, les secteurs d'embauche étant diversifiés. Le caractère récent de la filière migratoire panaméenne renforce le caractère aléatoire ou de « débrouille » de cet accès au travail. À l'inverse les filières migratoires consolidées au Salvador, au Guatemala et en Espagne, spécialisent l'insertion professionnelle des migrants dans un seul secteur d'emploi, ou du moins de façon très majoritaire.

De manière transversale, les habitants de la vallée du Río Negro ont forgé au fil du temps une « culture » de la mobilité (Faret, 2003; Cortes et Faret, 2009). Leurs pratiques sont marquées par une certaine forme d'itinérance de mobilité. En effet, les familles font preuve d'une capacité d'adaptation permanente pour capter les opportunités successives en se mouvant d'une destination à l'autre, d'un secteur d'activité à un autre (Tarrus, 2000; 2002). De là naît

la capacité des familles à « faire de la dispersion une ressource » (Ma Mung, 1999) pour parvenir à améliorer leurs moyens d'existence. Les accumulations d'expériences et l'acquisition de compétences (techniques, linguistiques) déterminent ainsi largement les possibilités d'ascension sociale et professionnelle, même si ces possibilités sont fragiles et limitées.

En réalité, si le système familial multi-localisé témoigne de la plasticité du système d'activité et d'un véritable savoir-migrer et circuler, il n'est pas fluide pour autant.

Les phénomènes de porosité entre les destinations, ainsi que les modes de recrutement notamment dans les secteurs de la construction ou de l'agriculture, témoignent de la force des réseaux familiaux, mais également de l'existence de circuits professionnels transnationaux de type communautaire. Ces derniers constituent une ressource précieuse en matière d'accès à l'emploi et, en même temps, un espace social de domination des travailleurs migrants quant aux conditions de travail. Il peut, en effet, être difficile de s'en extraire afin de s'orienter vers des réseaux non communautaires parfois plus rémunérateurs.

Les hommes et les femmes en mobilité – dans tous les pays de destination – expérimentent tous une forte précarité, font face à de dures conditions de travail et de multiples situations d'abus. Outre la nécessité d'accepter des emplois au-dessous de leurs niveaux de qualification (notamment les femmes en Espagne), les migrants/circulants supportent les conditions imposées par des employeurs qui profitent de leurs situations d'illégalité (absence de contrat de travail écrit, heures supplémentaires non rémunérées, déductions de cotisations à des avantages sociaux dont ils ne bénéficient pas, non-respect du salaire minimum réglementaire). Par ailleurs, ceux qui partent ne parviennent pas toujours à trouver un emploi suffisamment stable et rémunérateur et, parfois, se retrouvent plus endettés ou en plus forte difficulté financière qu'à leur départ. Enfin, certains engagent souvent leur santé en exerçant des emplois pénibles où pour lesquels leur sécurité n'est pas assurée (comme pour l'exemple précédemment mentionné des femmes de ménages dans les hôtels de La Nouvelle-Orléans).

À ces rapports sociaux de domination, cette précarité professionnelle et ces conditions d'exploitation abusive de la main-d'œuvre migrante s'ajoute l'épreuve du franchissement des frontières, objet du chapitre suivant.

Chapitre 7

Mise en mobilité et réseaux

Ce chapitre poursuit l'analyse des systèmes familiaux multi-localisés à partir d'une réflexion plus poussée sur le rôle des réseaux intra et supra-familiaux dans la mise en œuvre de la mobilité, et plus particulièrement dans les départs en migration interne ou internationale. Si les migrations nécessitent de s'intéresser aux motivations et aux prises de décision propres aux migrants, du point de vue de la rationalité économique (gain de meilleurs revenus) ou sociale (gain de compétences, désir d'émancipation ou d'ascension), rares sont les cas où la mise en œuvre de ces migrations relève d'un acte strictement individuel. Il existe de nombreux travaux qui ont mis en évidence le rôle fondamental joué par les réseaux sociaux, avant, pendant et après la migration. En effet, comme développé dans le chapitre 2, l'analyse des réseaux migratoires a connu un véritable regain avec les travaux sur les champs migratoires (Simon, 2008) et le transnationalisme (Glick Schiller et al., 1992; Cortes et Faret, 2009). Ces travaux ont montré que la capacité des individus à mobiliser des réseaux sociaux, qu'il s'agisse du réseau familial, amical, de voisinage, professionnel, associatif ou encore ethnique (ou communautaire) détermine largement « l'acte migratoire » (Ma Mung, 2009; De Gourcy, 2013). Ce chapitre propose donc de considérer ce dernier comme une entreprise collective, qui se joue en particulier – même si non exclusivement – à l'échelle de la famille. Le potentiel des familles à faire de la dispersion une composante de leur stratégie d'existence est ainsi interrogé par l'analyse des pratiques collectives dans la mise en mobilité (Bonerandi, 2004). C'est une étape pertinente pour comprendre comment la multi-localisation peut devenir une ressource pour ces familles à travers l'établissement de systèmes familiaux multi-localisés (Ma Mung, 1999).

Ce chapitre entend également approfondir la question du vécu du départ en migration, en tant qu'expérience à la fois physique, émotionnelle et psychologique de la traversée des frontières, mais aussi de l'éloignement et de l'absence (Vermot, 2009, 2015).

Ainsi, plusieurs questionnements jalonnent ce chapitre. Quels sont alors les acteurs qui participent à la mise en mobilité des individus ? Comment et à quel moment le réseau familial et supra-familial intervient-il dans les différentes étapes de la migration, depuis la traversée des frontières jusqu'à l'arrivée à destination ? Quels membres de la famille sont plus particulièrement sollicités et de quelle manière ? Quel est le vécu du départ en migration, tant pour ceux qui partent que pour ceux qui restent ?

À partir du croisement des récits de vie collectés lors de l'enquête famille et des entretiens complémentaires (voir l'encadré n°12), ce chapitre s'organise en trois sections. La première interroge la participation du réseau familial dans la préparation du départ en migration. La seconde analyse l'intervention de la famille dans l'étape la plus risquée de la migration, à savoir le parcours migratoire et la traversée de la frontière, notamment vers les États-Unis. Enfin, la troisième section montre le rôle du réseau social du migrant dans la phase d'installation à destination. L'ensemble du chapitre montre alors que la migration est rarement une entreprise improvisée. Elle répond à des aspirations individuelles mais aussi à des arbitrages et arrangements familiaux à plusieurs niveaux.

Encadré n°12: Les apports de l'enquête multi-située et des récits de vie pour aborder des questions « sensibles »

L'enquête multi-située, conduite à la fois auprès de migrants et de non-migrants, ainsi que l'immersion dans les familles créant des relations de confiance, ont permis de documenter les réseaux qui sous-tendent la migration, mais également, de toucher à la dimension sensible du vécu migratoire. Les récits de vie, pour certains recueillis lors de passages répétés, ainsi que les observations participantes du quotidien des familles, ont permis d'aborder des sujets difficiles, souvent passés sous silence par les migrants et leurs proches, à savoir : l'endettement, la souffrance liée à la violence de la traversée, les désaccords et les ressentiments au sein de la famille, ou encore les stratégies illégales et/ou informelles permettant la mise en œuvre des migrations.

Concrètement, les analyses de ce chapitre se fondent sur les récits de vie permettant de reconstituer les trajectoires migratoires des individus de l'enquête famille. Je mobilise aussi, dans une moindre mesure, les enquêtes complémentaires (notamment dans la section 2)³¹⁶. L'analyse concerne 78 expériences de migrations passées et présentes³¹⁷.

1. Le rôle de la famille dans la mise en mobilité

1.1. L'annonce du départ

« Migrer » est une décision qui entremêle souvent une motivation à la fois individuelle et familiale (Stark et Bloom, 1985; Eremenko, 2013), de même que l'action de migrer, à quelques exceptions près, ne peut se faire de manière autonome. Arrive donc le moment où les migrants informent ou négocient avec leur entourage leur futur départ. Quels que soient la situation familiale des individus et leur âge, annoncer leur départ à leurs proches est toujours associé à

³¹⁶ La section 2 porte plus spécifiquement sur la route migratoire vers les États-Unis. Les enquêtes complémentaires, en particulier celles menées à La Nouvelle-Orléans, ont permis de consolider les résultats de l'enquête famille.

³¹⁷ Ces 78 événements sont associés à 57 individus de l'enquête famille avec une expérience de migration. Ces 57 individus peuvent avoir eu une ou plusieurs expériences de mobilité circulaire au cours de leur vie mais ce sont leurs expériences de migration qui font l'objet de l'analyse dans ce chapitre. Pour rappel, 184 individus de l'enquête famille ont une expérience passée ou présente de mobilité. Tous n'ont pas pu être pris en compte car leurs trajectoires détaillées n'ont pas pu être reconstituées.

une certaine appréhension. L'intention du départ est formulée aux frères et sœurs, pour partager les espoirs associés à leur départ ou pour leur confier des responsabilités, en particulier celle de prendre soin de leurs parents ou des enfants. Dans de rares cas, certains préfèrent partir sans rien dire pour éviter cette confrontation à la famille, et notamment à leurs parents, et la tristesse que génère la décision d'un départ, en particulier pour des destinations lointaines comme l'Espagne ou les États-Unis.

La première réaction des proches est souvent la désapprobation du fait de la prise de risques et de la mise à distance que le départ signifie pour la famille. En deuxième réaction, les proches font souvent le choix d'accompagner le départ et de s'impliquer dans l'entreprise migratoire de diverses manières. Francisca, une mère de famille d'El Caimito dont la fille est partie début 2016 à Saragosse (Espagne) l'explique (Photographie 19).

« Je suis en colère contre tous nos migrants ! Eux qui reviennent au pays pour les vacances, pour de bon ou jusqu'au prochain départ et qui racontent à nos enfants que tout est bien, tout est beau là-bas alors que ce ne sont que des mensonges...à force, ils ont réussi à me prendre ma famille. Et que puis-je faire à part l'accepter et la soutenir ? »
(Entretien conduit à El Caimito en mars 2016)



Photographie 19 : Francisca, chez elle dans une localité de Somotillo. Source : auteure (2016).

Lorsqu'il s'agit d'un projet de départ au sein d'une famille nucléaire ayant une exploitation agricole, l'intention du départ déclenche encore plus de réticences. Les migrants n'ont pas besoin, à proprement parler, de l'« accord formel » de leurs parents ou de leur conjoint. Ils doivent tout de même anticiper les changements que leur départ va engendrer. Leur départ en migration peut impliquer leur absence sur l'exploitation agricole pour des durées plus ou moins longues. La main-d'œuvre disponible pour les travaux agricoles est donc réduite, d'autant plus si ce sont des hommes qui partent, vu le rôle « culturel » qui leur est assigné dans la production agricole. Cela oblige la famille à réorganiser la répartition des tâches et le temps de travail ou, à défaut, à employer des salariés agricoles.

Lorsque les pères de famille s'engagent dans des mobilités saisonnières en Amérique centrale, plus particulièrement au Costa Rica et au Salvador, et que leur séjour à destination se

prolonge, ce sont généralement les conjointes ou les frères des migrants qui se chargent de relancer les activités agricoles en attendant le retour des migrants. Dans le cas de départ en migration vers des destinations lointaines, plusieurs cas de figure existent : soit les activités agricoles sont suspendues ; soit un salarié agricole est engagé et payé par l'argent de la migration, prélevé sur le salaire du conjoint parti ou, dans de rares cas, sur celui du fils également en migration ; soit la fratrie des migrants ainsi que les conjointes prennent en charge l'exploitation agricole pour assurer la subsistance de la famille nucléaire.

Dans tous les cas, cela représente un nouveau coût financier que la famille doit être en mesure de pouvoir assumer notamment lorsqu'elle met en œuvre des orientations productives fondées sur l'élevage bovin (OP3, OP4, OP5³¹⁸). En effet, cette activité nécessite une main-d'œuvre disponible chaque jour durant plusieurs heures pour conduire le troupeau. Cela peut également conduire à réviser les orientations de l'exploitation agricole, en particulier lorsque les familles développent des cultures destinées à la vente (OP2, OP4) qu'elles ne pourront plus réaliser dans les mêmes conditions. Pour réduire les coûts en main-d'œuvre, lors des pics de travail (semis, récolte), elles se recentrent alors sur une logique d'autoconsommation qui demande moins d'investissement. L'exemple de la famille d'Aaron (32 ans), originaire de Las Mariitas (Somotillo), illustre cette réorganisation sociale et économique sur l'exploitation agricole.

Aaron est parti en janvier 2014 pour le Panama lorsque les travaux agricoles se sont terminés. La famille cultivait alors du maïs et du sésame (OP2). L'année précédente, il s'était rendu au Costa Rica avec l'aide de ses deux beaux-frères résidant à San José. Il n'avait pas trouvé d'emploi, écourtant son séjour. Il mise alors sur le Panama dont les opportunités sont jugées plus rémunératrices. Pour partir, il contracte un prêt de 350 euros auprès d'une banque de Somotillo, cachant le motif réel de ce crédit. En effet, les banques ne prêtent pas d'argent si le motif explicite est un départ en migration. En plus de cette somme, son père et ses frères lui prêtent, au total, 220 euros. Grâce à des amis nicaraguayens vivant dans la capitale panaméenne, il trouve rapidement un emploi informel d'ouvrier dans la construction. Gagnant 300 euros par mois, il se met d'accord avec sa compagne Yorlenis pour prolonger sa migration jusqu'en décembre 2014 afin qu'ils puissent, à son retour, finaliser leurs différents projets : achever la construction de leur maison et acheter leurs propres parcelles agricoles. Ils souhaitent tout de même maintenir l'activité agricole sur leur exploitation, malgré l'absence d'Aaron, afin d'assurer la subsistance alimentaire de Yorlenis et leur enfant. Ils s'arrangent avec le frère de Yorlenis qui prend en charge les tâches agricoles accompagnés de deux travailleurs agricoles qu'Aaron se charge de rémunérer. Ils réduisent leur surface de culture et ne sèment plus que du maïs (OP1). (Entretiens conduits à las Mariitas en 2015)

³¹⁸ Pour rappel, les orientations productives (OP) sont présentées dans le chapitre 5 : OP1 : Maïs (- sorgho) - haricot ; OP2 : Maïs (- sorgho) - sésame ; OP3 : Maïs (- sorgho) - haricot - élevage bovin ; OP4 : Maïs (- sorgho) - sésame - élevage bovin ; OP5 : Élevage bovin ; OP6 : Élevage de basse-cour.

Ces départs, s'ils sont au final aidés par les proches (à la fois des membres des familles nucléaires et des groupes familiaux), supposent une étape de négociation, en particulier entre parents et enfants, même quand ces derniers sont adultes. Contrairement à ce qui a pu être observé dans d'autres contextes (Ba et Ndiaye, 2008), les jeunes célibataires ne subissent pas de pression de leurs parents qui souhaitent qu'ils partent afin d'assurer la subsistance de la famille. Dans la vallée du Río Negro, c'est bien la relation inverse qui s'observe.

Paroles de « ceux qui partent »

Lomberto, 32 ans, est parti vivre au Costa Rica à l'âge de 16 ans. Son départ a donné lieu à des négociations avec différents membres de sa sphère familiale dues à son très jeune âge.

« Quand je me suis décidé à vraiment partir, j'en ai parlé avec ma mère mais elle s'est opposée alors que ma grand-mère, qui m'a surtout élevé, était d'accord. C'est elle qui a fait pression sur ma mère ainsi que mon oncle et ma tante, le frère et la sœur de ma mère. J'ai dit à ma mère que si elle ne m'aidait pas, je m'échapperais au Salvador où c'est plus dangereux. Alors, avec tout ça, ma mère a cédé. Le jour où je suis monté dans le bus, j'ai pleuré car je pensais perdre tout ce que je laissais derrière moi en partant. » (Entretien mené en décembre 2015 à El Carizal lors du retour de l'enquête pour les fêtes de fin d'année)

Paroles de « ceux qui restent »

Domingo, 58 ans, est le père de Wilfredo arrivé aux États-Unis en 2006 à l'âge de 25 ans. Ses paroles rendent compte des attentes et des perceptions différentes entre les membres d'un groupe familial face à la migration d'un des siens.

« Mon fils est d'abord parti pour le Guatemala en 2003. Nous étions d'accord car nous pensions que ce serait une expérience d'une ou deux années. Il a rencontré une femme avec qui il a eu un fils puis ils se sont séparés. Il a alors voulu partir aux États-Unis et m'a demandé la permission car je comptais sur lui sur l'exploitation agricole. Je n'étais pas vraiment d'accord mais il est parti quand même. Le voyage s'est mal passé pour lui à cause de la violence qu'il y a au Mexique. Alors je lui ai envoyé de l'argent pour qu'il arrive au plus vite au Nord [États-Unis]. Qu'est-ce que je pouvais faire d'autre ? C'est mon fils et je savais qu'il ne voulait pas rentrer. » (Entretien réalisé à El Caimito en septembre 2014)

1.2. L'appui familial incontournable dans la concrétisation d'un départ en migration

Selon les résultats des enquêtes famille et complémentaires, chaque événement migratoire implique la mobilisation d'une à cinq personnes. La majorité des départs recensés ont bénéficié exclusivement de l'appui de la famille nucléaire ou du groupe familial (67% des expériences passées ou présentes de migration), tandis que 14% des départs ont bénéficié seulement de l'appui du réseau supra-familial (Figure 36). Ce dernier renvoie surtout à des relations d'amitié et de voisinage qui se nouent au sein même des localités d'origine, et dans une moindre mesure, à des relations professionnelles. Même si la proportion est relativement faible, 15% des migrations reposent sur la participation simultanée de la famille, des amis et des voisins. Ces résultats rejoignent les propos de D. Massey et al. (1993), selon lesquels le réseau migrant est « *l'ensemble des liens interpersonnels qui relie les migrants, les futurs migrants, et les non migrants dans les espaces d'origine et de destination, à travers les liens de parenté, d'amitié, et une origine communautaire partagée* » (Massey et al. 1993: 434). Enfin, 4% des expériences de migration, ont été mises en œuvre sans aide. Les individus associés à ces expériences ont généralement eu plusieurs expériences de migration et sont déjà familiers du lieu de destination. Ils ont donc développé une certaine compétence migratoire ou « savoir migrer » leur permettant de partir de manière autonome (Rouilleau-Berger, 2011).

La majorité des individus qui aident au départ réside dans le lieu de destination des migrants (65% des membres mobilisés par les migrants), tandis que 30% résident dans le lieu d'origine et 5% dans l'un des lieux de l'espace de dispersion, situé ou non sur le parcours des migrants. L'aide au départ mobilise donc beaucoup plus d'individus qui sont en migration que d'individus qui résident dans le lieu d'origine. C'est là un indicateur d'un champ migratoire très structuré où la chaîne des réseaux sociaux a progressivement installé une communauté migrante stabilisée à destination qui contribue à organiser la filière migratoire. Il convient de noter en revanche que les entretiens et récits de vie n'ont pas mis à jour la mobilisation de réseaux de type associatif, dont on sait pourtant qu'ils peuvent fortement structurer les champs migratoires (Faret, 2003; Dumont, 2010; Lacroix, 2013)³¹⁹.

³¹⁹ Les quelques travaux recensés montrent l'absence ou la faible structuration d'association au sein des réseaux de migrants nicaraguayens. Par exemple, les réseaux migratoires transnationaux vers le Costa Rica ou l'Espagne sont fondés sur des liens familiaux ou communautaires sans être formalisés en tant qu'association ou organisation. Et lorsqu'elles le sont, elles sont l'action des classes moyennes ou des élites ayant migré. Leurs objectifs portent sur la reconnaissance des droits dans le pays de destination. (Pia, 2007; Maaoui, 2012; Winters, 2016; Montero Peña, 2017).

1.2.1. Une mobilisation différenciée selon le lien de parenté et la destination

La famille constitue donc le premier réseau social mobilisé par les individus sur le départ. Comment et à quelle fin est-elle sollicitée pour un départ en migration ? Quels sont les membres de la famille impliqués ?

L'analyse prend seulement en compte ici les départs en migration qui ont mobilisé le réseau familial. Je différencie les degrés de parenté qui lient les individus sur le départ (Ego³²⁰) aux autres membres de leur famille nucléaire ou élargie. À partir de ce critère, je propose quatre catégories qui permettent d'identifier les formes d'interdépendance qui se créent lors du départ en migration.

Les *liens de parenté de proximité* correspondent aux parents d'Ego, ses enfants ainsi que sa fratrie³²¹. Ils peuvent ainsi renvoyer à la famille nucléaire ou au groupe familial selon l'étape du cycle de vie d'Ego. Ce type de lien est le plus activé par les migrants (46% des liens de parenté mobilisés pour les départs) (Figure 36).

Les *liens de parenté larges* renvoient à des membres du groupe familial et, dans la majorité des cas, à la sphère familiale (c'est-à-dire à des membres d'autres groupes familiaux que celui des migrants). Ils correspondent aux grands-parents d'Ego, ses oncles et ses tantes ainsi que ses cousins (41% des liens de parenté mobilisés pour les départs).

La troisième catégorie correspond aux *liens de parenté distants* qui renvoient à des liens intergénérationnels mobilisant le groupe familial de la seconde génération. Il s'agit notamment des « grandes tantes » ou « grands oncles », c'est-à-dire des frères et sœurs des grands-parents d'Ego (1% des liens de parenté mobilisés pour les départs).

Enfin, la quatrième catégorie renvoie *aux liens par alliance* (belle-famille) et correspond à 12% des liens de parenté mobilisés lors des départs. Il s'agit le plus souvent des beaux-parents qui appuient le départ de leur gendre lorsque des relations de confiance et de solidarité sont entretenues. Dans une moindre mesure, les migrants peuvent être aidés par leur(s) beau(x)-frère(s) ou leur(s) belle(s)-sœur(s).

Au final, la mobilisation quasi équivalente et majoritaire des liens de parenté élargis et de proximité traduit l'existence de solidarités qui se jouent à la fois au sein et entre les groupes

³²⁰ Pour rappel, Ego correspond à l'individu de référence au sein d'une unité familiale à partir duquel je caractérise les liens de parenté (voir chapitre 2).

³²¹ Dans cette catégorie, nous incluons également les liens de parenté indirects comme les adoptions ou les recompositions familiales (nouveau conjoint du père ou de la mère).

familiaux. Dans le contexte socio-culturel nicaraguayen, ces résultats sont peu surprenants. Plusieurs travaux ont montré en effet la persistance, en milieu rural mais également urbain, d'un fonctionnement familial fondé sur les relations intergénérationnelles (Envío, 1984; Poncela, 1999). L'exemple de la relation entre les grands-parents et leurs petits-enfants est le plus probant. En effet, les grands-parents jouent souvent un rôle central dans l'éducation de leurs petits-enfants, les hébergeant ou les récupérant après l'école. Lorsque les parents (ou un seul parent s'il n'est plus en couple) sont en migration, la prise en charge des enfants pendant leur absence est un point crucial dans l'organisation du départ. Dans l'esprit des familles de la vallée du Río Negro, il est tout à fait « naturel » que les parents confient leurs enfants aux grands-parents, voire à l'un des membres de leur fratrie (le plus souvent à une sœur). Ces proches s'engagent à garder les enfants au sein de leur ménage et à subvenir à leurs besoins quotidiens. En échange, le(s) parent(s) sur le départ s'engage(nt) à envoyer de l'argent pour couvrir les frais de leur(s) enfant(s). Dans la majorité des cas, ils « indemnisent » également leurs proches. Il arrive même que ces derniers cessent toute activité et restent dans la localité d'origine pour s'occuper à temps plein des enfants. Le manque à gagner est dans ce cas compensé par les transferts monétaires des migrants (voir chapitre 8).

Les liens horizontaux, de type intra-générationnel, sont plus importants (60% des liens de parenté mobilisés pour les départs) que les liens verticaux (entre parents et enfants). Ils prévalent pour les destinations régionales centraméricaines (catégorie de distance-temps 2³²²) perçues comme plus accessibles géographiquement, administrativement ou financièrement. Les relations intergénérationnelles (40% des liens de parenté mobilisés pour les départs) sont en revanche beaucoup plus activées pour se rendre dans des lieux plus distants (catégorie de distance-temps 3). Ces résultats renvoient à une logique de sécurisation de la migration qui passe par la mobilisation des aînés de la sphère familiale (parents, grands-parents ou oncles et tantes), généralement implantés depuis longtemps dans le lieu de destination, ou

³²² Pour rappel, dans le chapitre 3, je propose une catégorisation des distances géographiques. Elle est fixée par rapport aux types de transport effectivement utilisés par les individus et aux conditions de circulation entre les lieux :

- Catégorie 1 : moins de 3 heures en transport terrestre. Elle renvoie à la plupart des destinations au Nicaragua, celles proches de la frontière hondurienne et à la localité salvadorienne de Santa Rosa de Lima.
- Catégorie 2 : entre 3 heures et 10 heures en transport terrestre. Elle renvoie au Guatemala, au Salvador (à l'exception de Santa Rosa de Lima), au Costa Rica et aux localités nicaraguayennes éloignées de la vallée du Río Negro comme Los Chiles.
- Catégorie 3 : plus de 10 heures en transport terrestre ou recours au transport aérien. Elle renvoie au Panama, à l'Espagne et aux États-Unis.

mieux dotés en ressources dans le lieu d'origine ou de destination. En effet, plus le lieu de destination est lointain, plus il est perçu comme risqué, car les obstacles du parcours migratoire sont multiples (plusieurs frontières à franchir, présence d'organisations criminelles, conditions légales d'entrée différentes). Les jeux de solidarité familiale – qui vont de la parenté proche à élargie ou distante, de la parenté verticale ou horizontale – sont à géométrie variable. Cette variabilité est intimement liée à la différenciation des destinations, c'est-à-dire à la géographie migratoire.

1.2.2. Compter sur le réseau d'interconnaissance quand le risque migratoire est perçu comme minime

Les relations amicales, professionnelles ou communautaires constituent le second réseau social que les migrants mobilisent. Les membres de ce réseau supra-familial qui aident aux départs résident majoritairement à destination (64% des membres du réseau supra-familial des migrants qui participent à leur départ). Pour aller plus loin, je propose d'appréhender ces liens relationnels selon le lieu où ils ont été noués.

La majorité de ces liens concerne des amis originaires de la même localité (84% des liens supra-familiaux activés pour l'ensemble des événements de migration passés ou présents recensés). Cela révèle l'existence d'un effet de filière géographique à l'échelle du village, phénomène classique observé dans les milieux ruraux où la migration est prégnante (Dia, 2008, 2010). Ce sont ces liens, généralement les plus anciens, qui sont donc privilégiés car les individus leur confèrent un plus haut degré de confiance.

Dans une moindre mesure, il s'agit de personnes auxquelles les individus se sont liés au cours d'une expérience de mobilité, dans un lieu de destination passé ou celui actuel (16%³²³). Ces personnes ne sont donc pas originaires de la même localité. Cela montre que l'expérience migratoire lie les individus qui partagent des réalités communes et le lien peut perdurer au-delà de la migration.

L'incidence de la mobilisation du réseau supra-familial selon les individus migrants indique, là encore, un lien avec le type de destination. En effet, le réseau familial est privilégié pour les destinations lointaines telles que les États-Unis ou l'Espagne, ou encore les destinations récentes comme le Panama, où la migration est plus risquée. Il est également privilégié pour les

³²³ Comme précisé sur la Figure 36, la répartition est la suivante : 12% correspondent à une expérience de mobilité passée et 4% à celle actuelle.

destinations de proximité (Chinandega) car ces filières de migration sont anciennes et font que nombre d'individus peuvent compter sur une certaine densité familiale prête à appuyer ces migrations.

À l'inverse, les réseaux supra-familiaux (amis et voisins) sont privilégiés pour les destinations de l'isthme centraméricain, et plus spécifiquement le Salvador, le Guatemala et le Costa Rica. Pour ces destinations, les filières professionnelles jouent davantage, elles sont consolidées et permettent des recrutements au sein du réseau d'interconnaissance communautaire. C'est le cas tout particulièrement dans les manufactures textiles du Guatemala ou au sein des exploitations d'élevage salvadoriennes. Dans certaines destinations, comme La Nouvelle-Orléans (États-Unis) ou Santo Domingo (Costa Rica), ces filières de recrutement entre le lieu d'origine et certains lieux de destination sont très organisées. Dans ces cas, les recruteurs participent à la majorité des départs. Ils guident les migrants dans les démarches administratives pour obtenir un passeport, souscrivent le passeur, localement nommé « *coyote* », ou encore louent un bus pour transporter les migrants jusqu'à leur lieu de travail depuis la vallée du Río Negro (voir chapitre 6).

Cela étant, comme déjà mentionné, 15% des événements migratoires ici pris en compte renvoient à une mobilisation conjointe du réseau familial et supra-familial. La capacité à combiner différents types de réseaux sociaux augmente d'autant plus la sécurisation de la migration. En effet, toutes les destinations lointaines (Espagne, États-Unis) sont concernées par ces logiques, ainsi que les plus récentes (Panama) où la filière migratoire n'est pas encore consolidée. Démultiplier les appuis permet d'anticiper les imprévus et de garantir le succès de la migration.

La synthèse des principaux résultats de cette section montre au final que le réseau familial, notamment les liens de parenté de proximité mais également élargis, sont le principal levier de la mise en mobilité dans la vallée du Río Negro (Figure 36). Cet espace social constitue un espace de confiance pour ses membres. Lorsque le réseau supra-familial est mobilisé, ces individus sont très majoritairement originaires de la localité d'origine des migrants, confirmant ainsi les effets de filières géographiques localisées, tels que depuis longtemps observés dans les migrations en contexte rural (Bétéille, 1981; Mines, 1981; Levitt, 2001; Faret, 2003). Par ailleurs, le fait que les solidarités familiales ou amicales se déploient essentiellement depuis les lieux de destination, attestent de la forte structuration du champ migratoire des populations

de la vallée du Río Negro, et du rôle que jouent des individus et des familles déjà installées à destination dans l'organisation de la chaîne migratoire.

1.3. Concrétiser le départ

1.3.1. Des temps de préparations différents selon les ressources familiales

Une fois la décision prise de partir, les individus entament une phase de préparation du départ. Ses modalités dépendent des ressources dont ils disposent au niveau individuel, familial ou supra-familial. Ces ressources sont d'ordre à la fois matériel, financier et social. La durée de cette phase de préparation est déterminée par deux conditions principales : 1) la densité (nombre de personnes) du réseau social des individus ; 2) la capacité à disposer des financements nécessaires au départ, eux-mêmes étroitement liés au coût du voyage (mode de transport, recours à un passeur). Au-delà du coût de la migration en tant que tel, le temps de préparation du départ peut fortement varier (de quelques jours à une année ou plus) selon la situation familiale, la dotation initiale en ressources ou encore la nature du projet migratoire, comme l'illustrent les exemples suivants.

Chapitre 7

Pedro (47 ans), originaire de Somotillo, décide de partir pour Houston (États-Unis) en 2000, 3 mois après le départ de sa femme, partie pour se mettre à distance de leur vie conjugale (Figure 34). Il voit dans ce départ, au-delà d'une réconciliation familiale, l'opportunité de concrétiser un projet de création d'entreprise sur lequel il travaille depuis des années : racheter la ligne de transport de bus de son père (licence et véhicule). Il lui rachète alors pour 35 000 euros, dette qu'il s'engage à rembourser progressivement au cours de son séjour aux États-Unis. Son père lui confie alors les clés du bus afin qu'il puisse, par son travail, épargner pour financer son voyage. Décidé à partir avec sa fille afin de réunir toute la famille à destination, il veut réaliser sa traversée vers le Nord dans les meilleures conditions, en recourant au service d'un passeur. Afin de réunir la somme, environ 10 000 euros, il augmente constamment ses heures de travail et finit par demander un prêt à son frère pour la somme d'argent manquante (5 000 euros). Les ressources financières de ce groupe familial sont un atout majeur pour la famille nucléaire de Pedro, qui partira avec sa fille, 3 mois après le départ de la mère de famille. (Entretien réalisé à Somotillo en 2012)

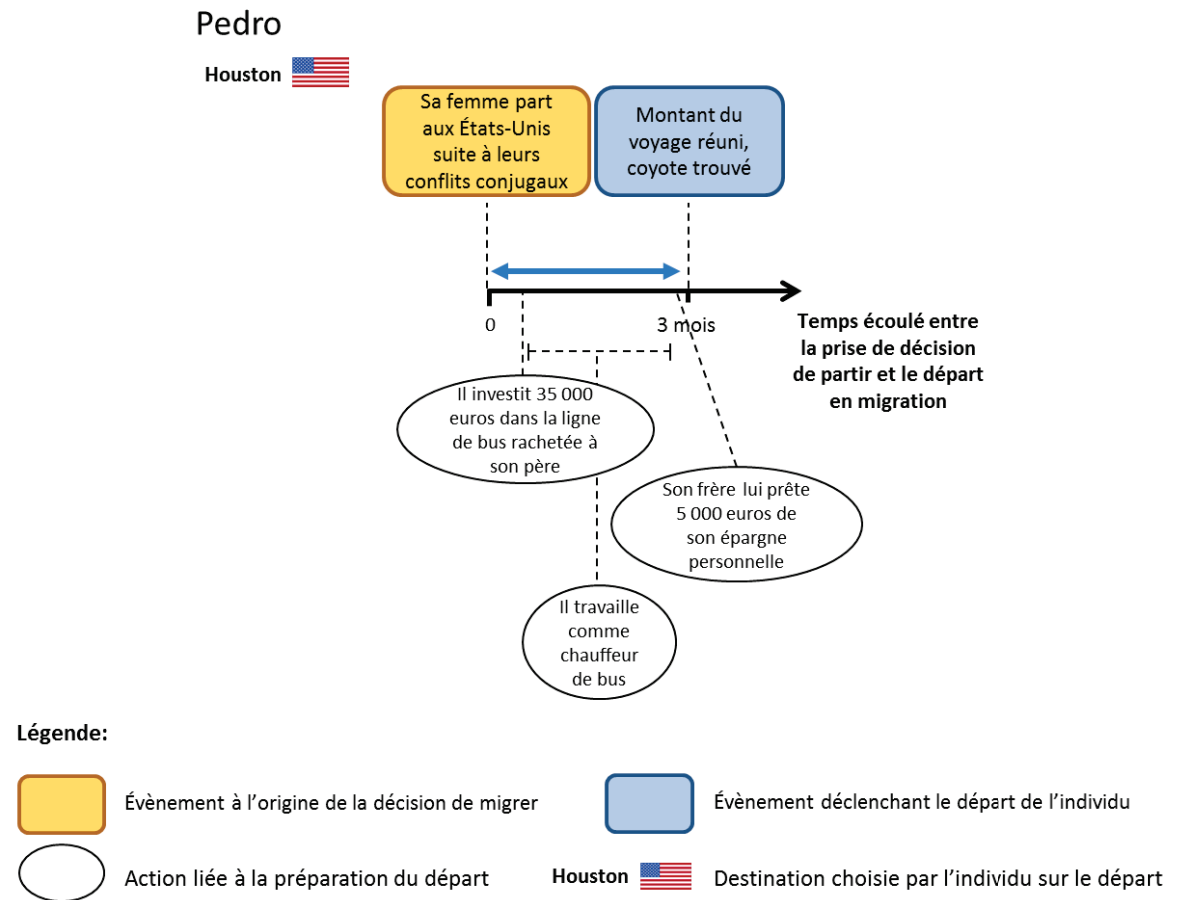


Figure 34 : La préparation du départ de Pedro aux États-Unis Source : enquête complémentaire 2012. Réalisation : auteure.

Chapitre 7

Carlos (31 ans), originaire de Las Mesas (municipalité de Somotillo), circule pendant plusieurs années entre sa localité, le Salvador et le Costa Rica, pour y travailler de façon temporaire (Figure 35). En 011, avec sa femme, ils souhaitent fonder leur foyer. Ils s'installent dans leur nouvelle maison de terre et travaillent désormais de manière autonome sur des terres léguées par le père de Carlos (1 hectare). Puis, souhaitant augmenter leurs surfaces de culture et vendre leur récolte de sésame et de maïs sur des marchés plus rémunérateurs, ils achètent des parcelles agricoles, ainsi qu'une camionnette avec des amis de la localité. Ils projettent aussi de se relayer entre eux dans des services de transport de sable et de pierres ramassés sur le fleuve pour la construction des maisons. La demande est forte, surtout durant la saison sèche, et l'offre dans les environs est encore faible, le transport en charrette étant dominant. Carlos décide donc de migrer cette fois au Costa Rica où l'un de ses cousins réside. Avant de partir, il doit terminer ses travaux agricoles et s'assurer que ses frères, aidés par sa femme, prendront en charge la production de l'année à venir. La même année, il travaille dans les mines environnantes pour compléter son épargne. Afin de financer son voyage et de garantir quelques épargnes pour sa subsistance à l'arrivée au Costa Rica, mais aussi pour sa famille restée à Las Mesas, il décide de vendre plus de maïs, au risque de réduire leur réserve alimentaire (en plus de la vente du sésame produit lors de la *postrera*). Il vend également l'intégralité de son troupeau (4 bêtes). Carlos mettra au final 1 année avant de réunir les ressources et prendre les dispositions nécessaires à son départ. (Entretien réalisé à Somotillo en 2012)

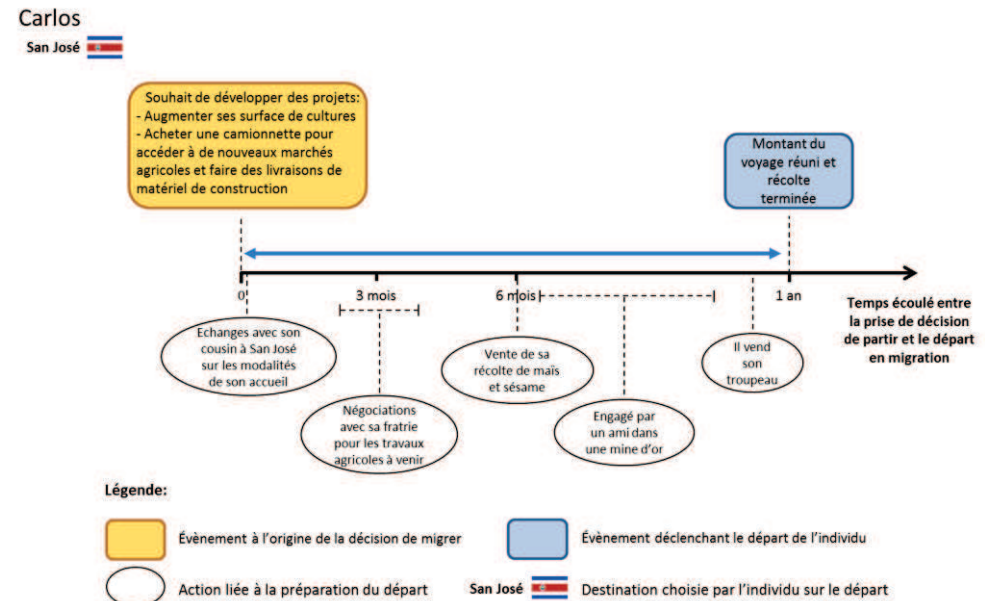


Figure 35 : La préparation du départ en migration de Carlos. Source : enquête complémentaire 2012. Réalisation : auteure.

Ainsi, la préparation d'un départ en migration suppose une anticipation et une organisation à la fois matérielle et sociale qui peut prendre plusieurs mois. La faisabilité du départ dépend de la capacité à activer son réseau social, à négocier des arrangements familiaux d'ordres matériel et financier, à réunir l'argent nécessaire (quitte à prendre le risque d'une décapitalisation) et à préparer sa future absence.

1.3.2. Partir : un investissement financier collectif

Partir et arriver à destination constituent un moment crucial dans le parcours des migrants, surtout si la migration suppose de franchir les frontières. L'enjeu est d'éviter que la migration ne soit un échec, obligeant au retour. Compte tenu de la fermeture et du contrôle des frontières qui se sont accentués depuis les années 2000, la migration a pris un caractère hautement risqué³²⁴. De fait, partir implique d'anticiper les éventualités d'un échec. L'aide des réseaux joue alors un rôle fondamental dans cette logique d'anticipation du risque migratoire. La principale manière de faire face à ce risque est alors de disposer d'un financement suffisant pour le voyage depuis la vallée du Río Negro jusqu'à la destination, mais également pour faire face aux éventuels imprévus.

1.3.2.1. Financer le voyage : partir à l'étranger, un coût financier conséquent

Le réseau familial s'engage fortement dans le financement du voyage des migrants. Ce sont en particulier les membres du réseau familial de proximité ou élargi qui s'engagent dans ce financement. Selon la destination et le mode de déplacement, la somme nécessaire varie d'une cinquantaine d'euros à plusieurs milliers d'euros.

Le tableau ci-dessous compare les coûts du voyage vers les différentes destinations, en tenant compte des dépenses liées au transport et aux autres frais durant le voyage tels que la nourriture ou les appels téléphoniques (Tableau 45). À ces coûts s'ajoutent ceux du voyage au

³²⁴ Par exemple, la frontière des États-Unis se ferme progressivement depuis la signature de l'Accord de libre-échange américain en 1994. Cet accord fixe la fin de la politique de régularisation des immigrés clandestins. Dans les années 1990, le contrôle des voitures est renforcé du fait de la multiplication des postes frontaliers. En 1998, la construction du mur, d'une hauteur de 3 mètres, s'amorce pour limiter le passage des populations. Les événements du 11 Septembre 2001 cristallisent cette volonté de fermeture, les moyens financiers des patrouilles frontalières sont alors quadruplés. En 2006, l'idée d'un mur intégral naît au travers du *Secure Fence Act* et de nouveaux tronçons, d'une hauteur de 5,50 mètres, sont élevés. Le 26 Octobre 2017, les nouveaux prototypes de mur demandés par le président D. Trump, d'une hauteur de 9 mètres, sont présentés à San Diego (Californie). Début 2019, la question du financement est source de vives négociations entre le président et le congrès.

sein du Nicaragua (qui varient de 4 à 18 euros) et le coût éventuel du passeport nicaraguayen ou, par exemple, du visa de tourisme pour entrer au Costa Rica (environ 20 euros chacun). Le prix des passeurs est plus détaillé dans la section 2.1.1. et les modes de transport sont précisés dans l'annexe 14.

Destination	Montant du voyage le plus régulièrement énoncé (en euros)	Montant minimum du coût du voyage (en euros)	Montant maximum du coût du voyage (en euros)
El Salvador	27	18	45
Guatemala	45	/	/
Costa Rica	179	89	447
Panama	447	268	536
Espagne	1 787	1 072	2 234
États-Unis	4 468	1 787	8 936

Tableau 45 : Coût d'un voyage vers les différents pays de destination en 2015. Sources : enquête famille et enquêtes complémentaires.

Le prix d'un voyage dépend bien entendu du coût du transport selon la distance à parcourir et le mode de transport utilisé. Pour le Salvador ou le Guatemala, le coût est de quelques dizaines de dollars destinés à payer le bus et la nourriture, éventuellement à téléphoner à ses proches. Les individus doivent également prévoir le coût du visa qu'ils sollicitent souvent à la frontière costaricaine ou panaméenne. Voyager en avion – dans le cas d'une migration en Espagne ou au Panama – augmente évidemment le coût du voyage, sachant aussi que les autorités espagnoles vérifient la possession d'argent liquide pour justifier de la capacité à s'assumer financièrement sur place. Évidemment, le coût du voyage pour les États-Unis varie selon la date du départ (les prix ont fortement augmenté entre les années 1990 et aujourd'hui) et les modalités de recours à des passeurs.

Les modes de financement du voyage sont de deux types. Le premier est l'utilisation de l'épargne des individus. Dans la majorité des cas, cette épargne est celle apportée par les membres déjà en migration qui résident dans le lieu de destination où les futurs migrants projettent de se rendre. L'argent est transmis par envois successifs selon les montants autorisés par les agences de transfert. Comme l'illustre le témoignage d'Irwin (31 ans), les membres de la famille des futurs migrants, en finançant le départ, fragilisent souvent leur propre situation. Irwin est parti en Espagne en 2008 et sa sœur l'a rejoint en 2010 grâce à son aide financière.

« Quand ma sœur m'a appelé pour me dire qu'elle voulait que je l'aide à venir ici [Saragosse], j'ai dit oui et je lui ai prêté plus de mille euros. Cela m'a retardé dans mon propre projet. Puis, le fait qu'elle vivait désormais près de moi ... cette situation a changé mes perspectives et je ne suis pas rentré comme prévu. »
(Entretien mené à Saragosse en janvier 2015)

L'autre manière de financer un départ est de souscrire un prêt auprès de leur famille, option qui offre plus de flexibilité sur les délais et le montant des remboursements qu'un emprunt formel auprès d'une institution. Un contrat oral est passé entre les migrants et un membre de leur famille, qui leur prête l'argent sans intérêt, ni délai de remboursement. Ayant souvent eu eux-mêmes une expérience migratoire, ceux qui prêtent de l'argent savent qu'il faut un certain temps pour que les migrants stabilisent leur situation. Le délai de remboursement est donc difficile à planifier, d'autant que les migrants sont confrontés à de multiples frais (remboursement d'autres dettes contractées, coût de logement et de déplacement à l'arrivée à destination, financement des besoins de ceux qui restent). L'engagement est fort, puisqu'il est aussi convenu que si les individus ne parviennent pas à destination, ils n'auront pas à rembourser et ne seront donc pas endettés. Cela s'applique lorsque des liens de parenté de proximité ou larges sont activés. Dans le cas de liens de parenté distants ou par alliance, des remboursements flexibles ou des taux d'intérêt de 10% peuvent être appliqués mais ce n'est pas systématique.

Lorsque l'argent est apporté par des membres de la famille à l'origine, l'apport concerne des sommes peu élevées (quelques centaines de dollars maximum) mais qui peuvent être importantes au regard des revenus générés localement³²⁵. Il n'est pas rare qu'ils vendent du bétail pour obtenir les liquidités nécessaires. Il s'agit alors de phénomène de décapitalisation pour les familles. Comme dans le cas précédent, il existe une certaine flexibilité sur le délai de remboursement. Toutefois, s'il s'agit de liens de parenté distants ou par alliance, les proches appliquent des taux d'intérêt similaires aux institutions financières (10% environ). Il faut donc souvent solliciter plusieurs membres de la sphère familiale pour réunir la somme nécessaire. Cette situation réduit la marge de manœuvre des migrants qui doivent honorer le remboursement progressif de chacun de ses créanciers.

³²⁵ Avoir un compte en banque est nouveau dans la zone d'étude et il est intéressant de noter que ce sont principalement les migrants qui sont porteurs de cette nouvelle manière d'épargner.

Les solidarités familiales autour du prêt d'argent, par ailleurs, impliquent des jeux de dons et contre dons ; car, si le lien de confiance permet que l'on puisse adapter le délai de remboursement, les futurs migrants s'engagent, implicitement, à envoyer de l'argent non seulement pour le remboursement du prêt mais également pour les besoins de leurs proches.

Quand les candidats au départ ou leurs proches ne disposent pas de l'argent nécessaire (épargne, revenus, prêt familial) pour financer le voyage³²⁶, un recours aux banques ou aux caisses de microcrédit est réalisé. Il s'agit du troisième type de financement du voyage. Si les membres de la famille nucléaire ou du groupe familial ne sont pas toujours en capacité de leur prêter ces liquidités, leurs niveaux de ressources leur permettent parfois d'apporter les garanties demandées. Ils connaissent également les « ruses » à employer pour obtenir un prêt bancaire. Le plus souvent, le motif avancé est celui de la rénovation du logement. Les banques et caisses de microcrédit, ou du moins certains de leurs employés, connaissent et acceptent implicitement cette stratégie. Leur préoccupation, au travers des garanties demandées, est le remboursement. Ces garanties correspondent à une hypothèque des ressources économiques, physiques ou naturelles de la famille nucléaire : des têtes de bétail, mais aussi la terre lorsqu'elle est en propriété, les motos ou encore la maison familiale peuvent être inscrites comme garantie sur le contrat. Le risque pris par toute la famille est donc conséquent, ce qui montre son consentement au départ de l'un des siens et le caractère collectif de la préparation du départ. Les conjoints et les parents des individus prêts au départ sont généralement les plus mobilisés dans cette étape. Leur implication traduit leur volonté de sécuriser au mieux la migration de leur proche.

Le prêt contracté en dehors de la famille est soumis à un délai de remboursement de six à dix-huit mois et à un taux d'intérêt de 10%. Dans ces cas, les futurs migrants sont fortement contraints dans leur projet migratoire pour respecter les délais de remboursement du prêt. Généralement, une fois qu'ils ont une activité économique à destination, et s'ils en ont la possibilité, ils demandent une avance de salaire à leurs employeurs afin de faire parvenir au plus vite les premières mensualités du remboursement. Dans tous les cas, les premiers envois d'argent sont toujours, intégralement ou en partie, envoyés pour le remboursement du prêt. Évidemment, lorsqu'il s'agit de réunir plusieurs milliers d'euros, certains individus démultiplient les sources de revenus pour garantir le remboursement.

³²⁶ Évidemment, il existe également des tensions au sein des familles qui font que les individus ne souhaitent pas solliciter certains membres de leur famille, alors même qu'ils auraient les moyens de les aider.

Pour rappel, il existe également des prêts octroyés par des personnes extérieures à la famille mais faisant généralement partie du réseau de voisinage ou d'amitié. En effet, depuis l'émergence du Panama comme nouvelle destination, des femmes disposant de trésorerie ont développé des services de prêts d'argent destinés à financer les départs en migration (voir l'encadré n°5 du chapitre 5). D'un montant de plusieurs centaines à quelques milliers de dollars, ces prêts sont soumis à un taux d'intérêt de 10%. Des garanties, comme des têtes de bétail, du foncier ou une maison, sont également fixées via un document écrit.

L'organisation du financement de la migration dans la vallée du Río Negro se caractérise donc par le rôle central des solidarités familiales (famille nucléaire et groupe familial), mais aussi par l'émergence récente d'usuriers, le plus souvent d'anciens migrants. Cela diverge d'autres contextes, comme par exemple en Équateur. En effet, historiquement, les usuriers sont les principaux financeurs de la migration. Ils appliquent un taux d'intérêt variable selon le degré de parenté ou d'affinité avec les migrants sur le départ. Le renforcement progressif des filières migratoires et des réseaux transnationaux a conduit à ce que les migrants à destination deviennent également prêteurs pour leurs proches ou encore, à ce que les migrants de retour valorisent son épargne en proposant également des prêts (Vaillant, 2013). Cela a conduit à une chute des taux d'intérêt, qui étaient autour de 2 ou 3% au début des années 2010. Dans tous les cas, ces taux s'appliquent pour tous, membres de la famille ou non (Rebaï, 2012).

1.3.2.2. Financer les imprévus : anticiper les risques à l'origine et à destination suite à un départ

Quand ils partent, les migrants prévoient plus ou moins d'argent selon les risques qu'ils peuvent rencontrer en chemin et à l'arrivée (illégalité, contrôle aux frontières, agressions, absence d'emploi). Le cas de la traversée vers les États-Unis, objet de la section 2, est un bon exemple pour rendre compte de cette logique à anticiper les imprévus et les incertitudes. En effet, dans la mesure où il est difficile d'estimer la durée exacte du voyage et le temps nécessaire à l'obtention du premier salaire, les migrants rassemblent davantage d'argent au moment du départ. Ils laissent une partie de cette somme à ceux qui restent afin qu'ils puissent pourvoir à leurs besoins en attendant les premiers envois d'argent.

Dans le lieu d'origine, lorsque les migrants et leur famille ont souscrit un prêt à une banque ou une caisse de microcrédit, les mensualités doivent être honorées. Or parfois, les migrants ne trouvent pas immédiatement du travail à leur arrivée. Dans ce cas, ceux qui restent,

le plus souvent les parents, versent les intérêts à la banque pour ne pas alourdir la dette des migrants. Pour cela, il leur arrive de vendre un animal (cochon, veau, génisse ou vache selon le montant nécessaire) ou bien de souscrire un nouveau prêt. C'est ce qui est arrivé au groupe familial de Jeraldine (24 ans) d'El Carizal (San Juan de Cinco Pinos).

Au printemps 2014, Jeraldine prend la décision de partir pour Séville (Espagne). Elle vit alors chez ses parents avec sa fille âgée de 2 ans suite à sa séparation. Ne disposant d'aucune ressource économique pour financer le voyage, elle compte sur leur appui. D'abord réticents, ils finiront par l'accompagner dans son projet. Durant plus d'un mois, ils se mobilisent pour rassembler les preuves de garanties suffisantes pour obtenir un prêt auprès d'une institution financière. En juin 2014, Jeraldine part pour l'Espagne après avoir confié sa fille à sa mère. Des amies l'hébergent à son arrivée. Il lui faudra deux semaines pour trouver un poste de nourrice, son diplôme d'infirmière sera un argument de confiance pour son employeur. Malgré le bon déroulement de son voyage, il faut verser les premières mensualités relatives au prêt souscrit. N'ayant pas obtenu une avance de salaire, elle n'est pas en mesure d'envoyer de l'argent au Nicaragua. Sa mère, avec son salaire d'infirmière et la vente d'un cochon, versera cette somme pour éviter à sa fille d'augmenter sa dette. Finalement, deux mois après son arrivée, elle enverra les premières sommes d'argent permettant de rembourser un tiers du prêt et une part des intérêts, et d'assurer les besoins de sa fille. (Entretiens réalisés en 2014 et 2015 à El Carizal)

Chapitre 7

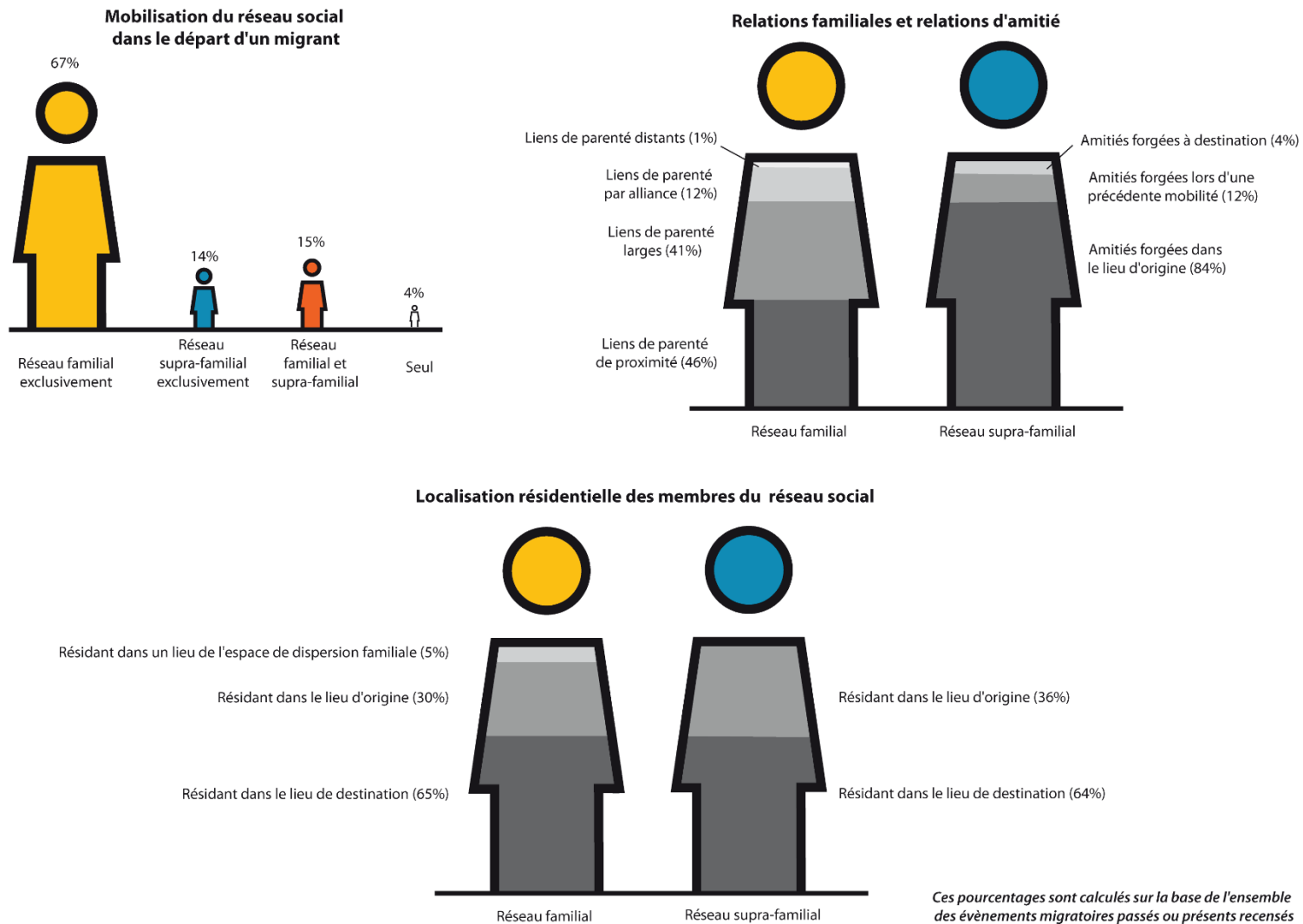


Figure 36 : Configuration des réseaux sociaux dans la mise en mobilité (sur la base de 78 événements migratoires). Source : enquête famille (57 individus). Réalisation : auteure.

2. Traverser la frontière sud des États-Unis : une mobilisation collective pour une épreuve en solitaire

Cette deuxième section se focalise sur la route migratoire, c'est-à-dire le trajet entre le lieu de départ et le lieu de destination. L'analyse porte sur les formes d'interdépendance entre les membres de la famille au cours du voyage et sur le vécu de la traversée par les migrants. Pour parvenir à destination, et s'installer, les migrants mobilisent leurs propres ressources mais également leurs différents réseaux. En d'autres termes, l'objectif est de documenter les modes d'intervention du réseau familial, mais aussi supra-familial, et ce qui forge le capital mobilité des individus et leur famille (Ceriani-Sebregondi, 2003; Kaufmann et Jemelin, 2004; Delaunay et Fournier, 2014).

L'analyse dans cette section porte spécifiquement sur la migration vers les États-Unis, car la route migratoire vers ce pays et la traversée des frontières sont une entreprise particulièrement complexe, vécue par les migrants comme une expérience souvent violente et douloureuse (voir l'encadré n°13). Je regarde en particulier la manière dont les migrants traversent l'espace de transit³²⁷ qui les sépare de sa destination finale et les liens sociaux qu'ils mobilisent pour faire face aux difficultés de la traversée (Séhili et Zúñiga, 2014).

³²⁷ La notion « d'espace de transit » peut recouvrir une pluralité de sens. Je considère qu'un espace de transit est un espace au contour variable (une ville, une région, un ou plusieurs pays), qui s'intercale entre deux pôles de migration, à savoir celui de départ et celui de destination, et qui relie ces deux pôles (Robin, 1999). L'espace de transit est donc à la fois un espace de passage et d'attente qui détermine à la fois le tracé et la temporalité de la route migratoire.

Encadré n°13: Raconter l'expérience de la traversée

Les migrants partant de la vallée du Río Negro pour rejoindre les États-Unis empruntent le premier couloir migratoire mondial, de l'Amérique centrale vers les États-Unis. Le rêve américain fait toujours effet pour ces populations. Les États-Unis, souvent évoqués comme le « Nord », sont présents dans de nombreuses paroles recueillies, dans les foyers des familles rurales et urbaines de mes terrains de formation et de recherche, d'abord au Mexique (2012), puis au Nicaragua et au Costa Rica. Ce « Nord » s'impose brutalement par l'absence de certains membres de la famille. Viennent ensuite les explications des proches, les récits d'un voyage semé d'obstacles et de violence, d'une confrontation à la frontière qui parfois tue, fait disparaître, abîme les individus et dilate les temps de migration de quelques années à une vie entière. Ce sont ces réalités humaines et ces vécus que je souhaite étayer dans cette section.

La frontière entre le Mexique et les États-Unis, la plus traversée au monde (plus d'un million de passages par jour), se déploie sur 3142 kilomètres et est ponctuée de 270 points de passage légaux et de 1050 kilomètres de mur (Tertrais et Papin, 2016). Ceux dont je restitue ici les récits m'emmènent sur sa façade orientale. Un fleuve en guise de frontière, sur près de 1600 kilomètres : le Río Bravo côté Mexique, le Río Grande côté États-Unis, court jusqu'à son embouchure dans le Golfe du Mexique, démarquant ces deux États.

Lors de la collecte de données réalisée à La Nouvelle-Orléans, une fois la présentation des différents volets de l'enquête faite, tous les enquêtés ont amorcé l'entretien par le récit de leur traversée ; sorte de préambule à nos discussions pour que je me saisisse pleinement de leur vie d'avant, au Nicaragua, et de celle d'aujourd'hui, aux États-Unis. Ces entretiens m'ont particulièrement marquée. Ils s'initiaient souvent par des paroles précisant la particularité de cet échange à venir :

« Ce que vous me demandez c'est d'ouvrir une porte que j'avais décidé de ne jamais rouvrir. Je vais l'ouvrir le temps de notre conversation, puis la refermer car il faut avancer et parce que tout le monde ne peut pas comprendre cette réalité. » (Tobias, La Nouvelle-Orléans, avril 2016)

« Nous n'avons pas tous l'envie de raconter cette histoire. Tout cela renvoie à beaucoup de souffrance mais comme personne ne m'a, jusqu'à aujourd'hui, donné l'occasion de l'exprimer alors je vais essayer. » (Jasuara, La Nouvelle-Orléans, avril 2016)

La section s'organise en deux temps. Tout d'abord, je montre comment les ressources des migrants déterminent leur itinéraire et le déroulé de la traversée de l'espace de transit, réduisant ou renforçant leur vulnérabilité tout au long de la route migratoire. Ensuite, je démontre que l'intervention des membres de la famille, situés dans les différents lieux de l'espace de dispersion, est une condition obligatoire pour traverser la frontière sud-étasunienne.

2.1. Des routes différentes selon les ressources à disposition

L'itinéraire qu'empruntent les migrants pour les États-Unis a pour point de départ El Guasaule, une localité de la commune de Somotillo et poste frontalier nicaraguayen avec le Honduras. Le voyage qu'ils entreprennent a pour point d'arrivée la ville de Houston (Texas, États-Unis)³²⁸. Cette ville et, dans une moindre mesure, celle de San Antonio constituent les portes d'entrée aux États-Unis. En d'autres termes, les migrants se considèrent comme étant « arrivés » lorsqu'ils atteignent ces villes.

Cet itinéraire se compose d'étapes communes à tous les migrants notamment jusqu'à la frontière sud du Mexique³²⁹. Néanmoins, le tracé précis et la durée exacte du voyage dépendent des manières de voyager des migrants, largement liés à leurs dotations en ressources sociales et économiques.

Les modalités du voyage vers les États-Unis et du franchissement des frontières prennent différentes formes. La première d'entre elles consiste à se faire guider et accompagner par un passeur du départ jusqu'à l'arrivée. La deuxième modalité est de faire le voyage en solitaire ou d'être accompagné par un migrant expérimenté. La troisième solution est de recourir ponctuellement à des passeurs, pour effectuer certains tronçons de l'itinéraire. Quoiqu'il en soit, une fois à la frontière mexico-étasunienne, le recours à un réseau de passeur est généralement

³²⁸ Pour rappel, les populations que j'ai enquêtées vont jusqu'à La Nouvelle-Orléans (Louisiane). Les migrants atteignent cette destination finale en faisant appel à leur réseau social.

³²⁹ La première est le passage de la frontière du Guatemala avec le Mexique qui marque la sortie de la zone du CA-4. L'entrée au Mexique matérialise le plus cet espace de transit. Le tronçon mexicain est le plus risqué et les issues de passage sont diverses mais toujours dangereuses. Une fois au Mexique, la seconde étape consiste à rejoindre la capitale mexicaine ou ses alentours, puis à atteindre la frontière orientale et, enfin, à la franchir pour arriver aux États-Unis. La dernière étape du voyage est le tronçon permettant de rejoindre le lieu de destination.

obligatoire³³⁰. En restituant ces différentes manières de prendre et de faire la route, mon objectif est de montrer la forte présence du réseau familial sur la route migratoire, tout en illustrant les réalités de ces voyages souvent très risqués.

2.1.1. *Voyager via les réseaux de passeurs*

Parmi les 19 individus avec une expérience passée ou présente aux États-Unis (ceux de l'enquête famille et des enquêtes complémentaires menées à La Nouvelle-Orléans), 9 individus ont eu recours à un passeur tout au long de leur parcours migratoire pour se rendre aux États-Unis depuis la vallée du Río Negro.

Les récits de vie témoignent du fait que la route migratoire vers les États-Unis est toujours vécue comme une expérience très éprouvante. Tous ne se sentent pas capables de l'affronter, ce que les individus enquêtés énoncent clairement lors des entretiens. Ils évoquent souvent leur souvenir d'un projet de regroupement conjugal ou familial avorté, parce que le ou la conjoint(e) ne se sentait pas en mesure d'affronter cette épreuve. Ce que certains auteurs ont appelé les compétences migratoires ou le « savoir migrer », comme dimension forte du capital de mobilité, intervient tout particulièrement pour affronter le voyage vers les États-Unis (Séhili et Zúñiga, 2014; Miranda, 2014; Prunier, 2014).

Sécuriser la traversée des frontières est la priorité de la plupart des migrants. Ils choisissent alors de recourir à des passeurs. Ces passeurs ne sont pas des individus isolés mais ils s'inscrivent dans des réseaux transnationaux et hiérarchisés³³¹. Conscients des risques associés à ce mode de voyager, les migrants cherchent celui qui offre le plus de garanties pour parvenir à destination (mode de transport, connaissance du parcours, connexions à d'autres passeurs). Recourir aux passeurs est de loin, le plus coûteux ; les prix recensés, pour des départs au cours des années 2000, depuis la vallée du Río Negro jusqu'à Houston varient d'environ 5 000 euros à 8 000 euros [de 6 000 à 10 000 dollars]. Cette somme comprend le transport, l'alimentation et l'hébergement qui est pris en charge par les passeurs. Le succès de la traversée

³³⁰ Au travers de l'analyse des pratiques des migrants sur la route migratoire, je m'intéresse principalement aux acteurs informels que sont les passeurs, centraux dans le transport des migrants clandestins. Ces derniers sont à resituer dans le contexte plus large de la commercialisation de la mobilité humaine. En effet, comme l'explique R. Hernández-León (2008), il existe aussi des entrepreneurs, des compagnies et des services multiples, formels et légaux ou non, qui se consacrent à soutenir la mobilité et l'installation des migrants à destination ainsi qu'à faciliter les transferts (communication, biens, argent) entre les pays afin d'en tirer des gains économiques. Il nomme cet environnement social, l'« industrie de la migration ».

³³¹ Cette hiérarchie s'exprime de différentes manières. Par exemple, le cœur du réseau est au Mexique. Chaque passeur d'Amérique centrale doit passer le relais au réseau mexicain une fois sur le territoire. D'autres modalités d'organisation de ce réseau sont précisées dans la suite du texte.

n'est pas garanti. Néanmoins, les passeurs s'engagent à faire traverser la frontière nord du Mexique aux migrants une seconde fois en cas d'échec. Ils s'engagent aussi à venir les récupérer après une éventuelle patrouille policière afin de ne pas les abandonner en plein « désert » mais ce n'est pas toujours le cas.

Les migrants maîtrisent généralement le choix du passeur au départ. Ils font leur choix sur les recommandations de leur entourage familial ou amical³³². Les passeurs sont généralement originaires des communes de la zone d'étude ou du département de Chinandega. Mais ils peuvent provenir d'autres régions du Nicaragua ou d'autres pays (Honduras), dont les contacts sont fournis par les membres de la famille dispersée.

Le mode de paiement de la traversée des frontières se fait par étapes, correspondant aux différents tronçons de la route migratoire. Le premier paiement est effectué au départ, le second à la capitale mexicaine. Une fois à la frontière nord des États-Unis, migrants et passeur négocient un prix jusqu'à l'arrivée à Houston. Un versement est fait avant d'entreprendre le franchissement de la frontière et le versement final est déclenché une fois les migrants parvenus à destination. Les migrants ne transportent pas d'argent sur eux pour éviter les vols par les gangs armés ou les autres migrants. Même lorsqu'ils emportent avec eux quelques dizaines de dollars, la méfiance fait qu'ils s'en servent peu. Pour effectuer les paiements, les migrants doivent donc pouvoir compter sur des proches à l'origine ou à destination. Les passeurs ont mis en place un système bien rôdé. Lorsque les migrants arrivent à une étape, ils préviennent leur famille et leur transmettent le numéro d'un compte sur lequel les proches doivent déposer la somme fixée. Ce n'est qu'une fois l'argent disponible, au bout de quelques jours, que les passeurs permettent aux migrants de poursuivre leur périple.

Chaque traversée est différente mais toutes sont risquées, en particulier une fois au Mexique comme l'explique José (43 ans), originaire de Chinandega.

« Tu sais ce qu'il faut faire quand tu arrives au Mexique ? Supprimer les mots « papa » et « maman » de ton répertoire téléphonique et les remplacer par des prénoms. Si les cartels t'attrapent, ils vont les contacter pour leur demander de l'argent et ta famille va s'inquiéter encore plus. Dans tous les cas, ce voyage

³³² Ce n'est pas toujours une garantie suffisante. Jeu de hasard, l'une des familles avec laquelle j'ai travaillé, originaire d'une localité de Santo Tomas de Norte avait souscrit les services d'un passeur d'une localité de Somotillo, membre d'une famille également associée à ma recherche. Le passeur a récupéré les 7 000 euros mais n'a jamais conduit l'individu candidat au départ, mettant la famille dans de grandes difficultés. Au moment de l'enquête, l'individu devait toujours rembourser des proches ayant accepté de prêter cette somme. Dans tous les cas, le premier coyote s'inscrit dans une longue chaîne de passeurs à qui vont être confiés les migrants.

est un voyage en enfer pour les migrants et pour leurs familles qui attendent les coups de fil à chaque étape. Parfois, les nouvelles n'arrivent jamais et là il n'y a personne qui peut aider ou donner des réponses à nos mères et nos femmes. »
(Entretien conduit à La Nouvelle-Orléans en avril 2016)

Les modes d'action des passeurs sont pluriels. À ce titre, les modes de transport varient tout au long du parcours, et leur choix relève de véritables stratégies de minimisation à la fois des risques et du coût. Prendre l'autobus nécessite souvent la complicité des policiers. En effet, « [...] *les réseaux de transport et les nœuds de communication sont depuis toujours des sites de contrôle de la migration où les autorités, directement ou avec l'aide de tiers, à distance ou aux portes du territoire, renforcent les politiques de sélection et de restriction de l'immigration.* » (Hernández-León, 2012: 3). Les passeurs recourent également à des véhicules de toute taille, plus coûteux mais parfois moins soumis aux contrôles policiers. Les migrants sont alors transportés en voiture, placés dans les coffres ou sous les sièges des voitures. Parfois, ils sont transportés en camionnette. Ils se font passer pour des peintres ou des électriciens par exemple. Les passeurs leur délivrent alors des tenues de travail qu'ils garderont jusqu'à leur éventuelle arrivée aux États-Unis, délestés de tous leurs autres effets personnels.

Les migrants, guidés par les passeurs, rallient chaque tronçon en groupe généralement d'une douzaine d'individus, et dont la composition est souvent reconfigurée pour le tronçon suivant. Chaque étape est un moment de négociation et d'arrangement entre passeurs, chacun cherchant à tirer profit du passage des migrants. C'est ce que raconte Milton (28 ans), originaire d'une localité de Somotillo et parti en 2008.

« Nous étions une soixantaine, de différents passeurs. Nous écoutions comment ils nous vendaient entre eux. Ils disaient : « je te donne tant pour quatre que j'ai ici, je te donne tant pour que tu les emmènes jusqu'à cet endroit », comme si nous étions des poulets qui, qui plus est, ne mangeaient que deux fois par jour. »
(Entretien réalisé à La Nouvelle-Orléans en mai 2016)

À chaque étape, les migrants découvrent, avec un mélange de surprise et d'évidence, les visages des autres migrants, hommes, femmes et enfants, originaires de pays voisins ou du

continent africain³³³. Les témoignages attestent de différentes formes d'entraide ponctuelle au cours des étapes du voyage les plus difficiles. Ils décrivent aussi la méfiance permanente lorsqu'il s'agit de s'alimenter ou de s'endormir pour quelques heures. Si des amitiés nouées au cours du voyage parviennent parfois elles aussi à franchir les frontières, les violences exercées sur les migrants sont choses courantes. Les femmes sont, dans de nombreux cas, victimes de harcèlements, de violences diverses et d'agression sexuelles.

À chaque étape, ces réalités font que la route migratoire peut potentiellement s'allonger. Les migrants sont projetés dans un espace-temps particulier sur lequel ils ont peu d'influence, soumis aux règles de la traversée, dont les itinéraires sont souvent aléatoires.

Les réseaux de passeurs sont très organisés. La hiérarchie au sein de ces réseaux est souvent liée aux organisations criminelles. L'objectif premier des passeurs est de ne pas se faire arrêter. Ils se relaient alors tout au long de la traversée. Selon les modes de transport choisis, les passeurs évitent si possible de voyager parmi les migrants ; car, si les autorités les arrêtent, ils risquent des peines de prison d'environ dix ans aux États-Unis. Cette peine peut s'amplifier s'ils sont accusés de viol par les migrantes. Les autorités étatsuniennes arrêtent les passeurs ainsi que les migrants lors de la traversée de la frontière le plus souvent.

Une fois arrivés à la frontière, des passeurs spécifiques font franchir la ligne aux clandestins. Dénommés « *los volantes* » [« ceux qui volent » par-dessus la frontière], ils maîtrisent la traversée du Río Grande et des plaines arides du sud du Texas. Ce sont souvent des mineurs, de quinze à dix-sept ans, qui guident les clandestins sur ce tronçon final, les peines en cas d'arrestation étant moins lourdes pour les mineurs.

Compte tenu des risques pris, les passeurs cherchent à rentabiliser leur voyage. L'objectif est donc de parvenir à destination pour empocher le dernier versement. Il ne s'agit pas seulement de rallier le lieu de destination mais d'arriver avec le groupe au complet, condition pour que la traversée soit rentable. Si la traversée est entravée par une intervention des patrouilles frontalières, conduisant à l'arrestation ou à la perte d'une partie du groupe, le passeur choisit souvent de faire demi-tour. C'est ce qui est arrivé à Felipe (34 ans), originaire de Santo Tomas del Norte.

³³³ Les migrants de la vallée du Río Negro racontent que des personnes originaires du continent africain s'envolent pour le continent américain et atterrissent dans l'un des pays d'Amérique du sud ou Centrale, puis prennent la route vers les États-Unis. Leur stratégie est, qu'en cas d'éventuelle expulsion, ils seront renvoyés, non pas vers leur pays d'origine, mais vers le pays d'Amérique latine où ils ont atterri. Ils pourront ainsi retenter leur chance. Les situations de vulnérabilité, telles que racontées par les migrants de la vallée du Río Negro, sont souvent extrêmes pour ces individus ; ce que confirme par exemple les travaux de J. Clot (2017).

« Alors que nous étions dans le désert, « la migración » est sortie de nulle part et nous a poursuivis. Chacun a tenté de fuir et de se cacher. Je me suis caché derrière des cactus, il m'a fallu six mois pour retirer les épines. Après plusieurs heures, le passeur a sifflé pour nous rassembler. Il nous a dit que ce n'était pas rentable pour lui de continuer avec les 16 d'entre nous restants, qu'il fallait donc faire demi-tour. Nous marchions depuis trois jours, nous avons pris un coup au moral. Nous étions tout près de l'arrivée et il nous demandait de marcher encore mais pour rebrousser chemin. Nous n'avions plus d'eau ni de nourriture, sauf lui. » (Entretien mené à La Nouvelle-Orléans en mai 2016)

2.1.2. Partir seul ou accompagné par un migrant expérimenté

Certains migrants voyagent, 10 parmi les 19 individus concernés ici, avec un groupe originaire de leur localité. Parmi le groupe, l'un a généralement une expérience migratoire et va donc servir de guide. Ces migrants partent le plus souvent de façon plus improvisée. Ils ne sont pas en mesure de s'offrir les services d'un passeur ou souhaitent justement ne pas y recourir, se sentant capables de mener par eux-mêmes cette traversée. Ce sont en grande majorité des hommes qui optent pour ce mode de traversée³³⁴. La durée du voyage, supérieure à un mois et pouvant aller jusqu'à six mois, est plus longue que celle avec un passeur. Voyager sans passeur suppose d'être prêt à se confronter à de multiples obstacles, qui conduisent souvent les migrants à prolonger le temps de la traversée, et à être immobilisés dans certains lieux de l'espace de transit, dans l'attente de prolonger leur route.

Une fois au Mexique, tous recourent à un mode de transport unique, *La Bestia* ou « train de la mort », couplé à la marche³³⁵. *La Bestia* renvoie à plusieurs trains de marchandises qui parcourent le Mexique au travers de deux lignes qui longent les côtes caraïbes et pacifiques. La majorité des migrants enquêtés l'empruntent sur sa ligne pacifique, au départ de Tapachula (Chiapas). Ils traversent ensuite l'état de Oaxaca, puis de Veracruz, passant par Tierra Blanca. Ils s'approchent ensuite de la capitale mexicaine, passant généralement par Lechería.

³³⁴ La majorité des migrants se rendent en bus jusqu'à la frontière d'El Naranjo ou de Tecún Umán au Guatemala, portes d'entrée sur le Mexique. Les contrôles guatémaltèques se sont renforcés sur tout le territoire suite aux pressions des autorités mexicaines quant au contrôle des clandestins. Le Mexique est lui-même soumis aux pressions exercées par les États-Unis. Certains migrants, en particulier des femmes, choisissent alors d'assurer le début de leur traversée en souscrivant un circuit touristique du Nicaragua au Guatemala afin de minimiser les soupçons.

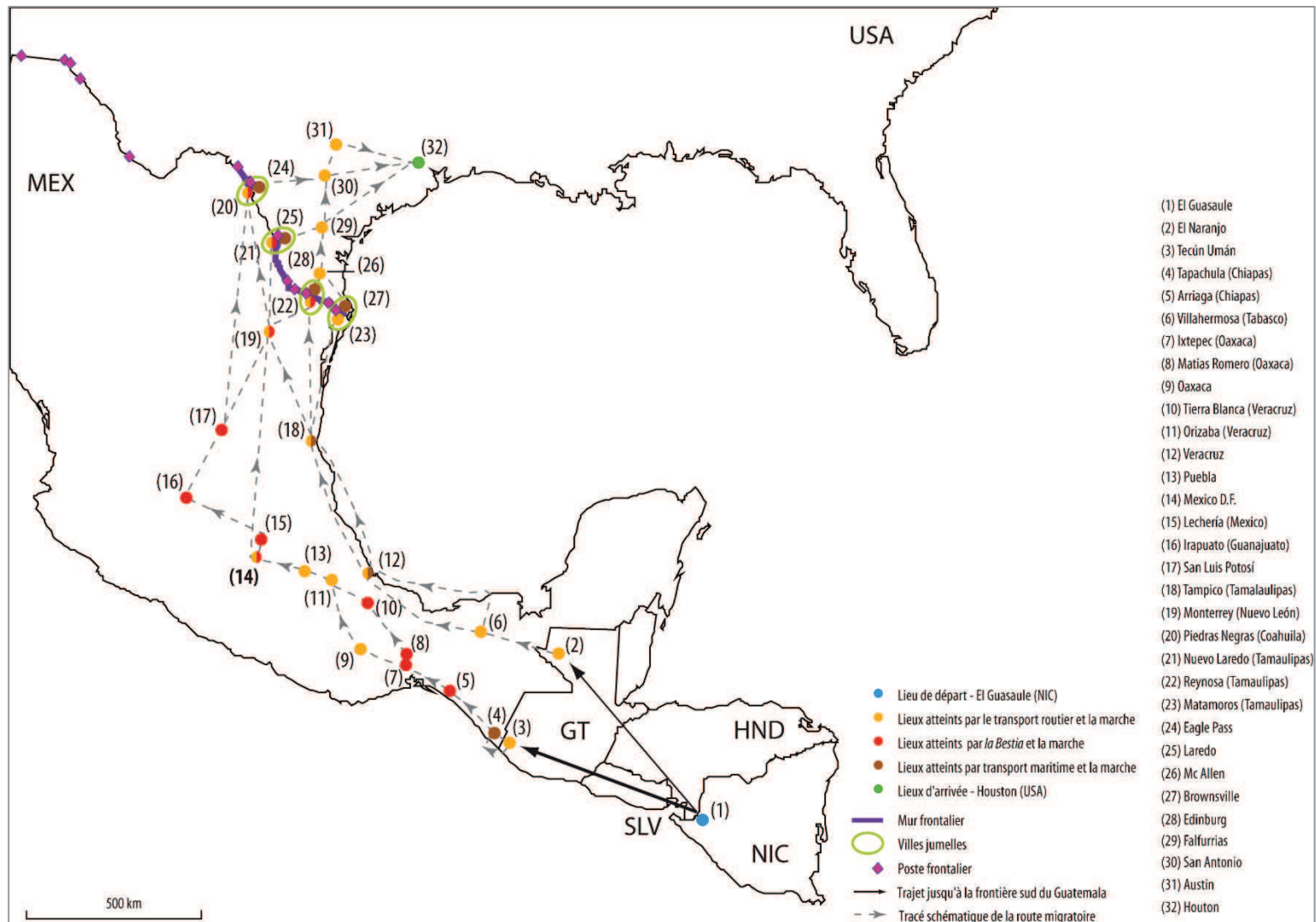
³³⁵ « La Bête » a été médiatisée durant ces dernières années car c'est le mode de transport le plus visible comparé aux autres modes de déplacement des clandestins.

Chapitre 7

Ils poursuivent vers le nord, traversant San Luis Potosí jusqu'aux passages frontaliers de Piedras Negras, Nuevo Laredo, Reynosa ou Matamoros (Carte 17)³³⁶.

³³⁶ Les travaux de A. Aragón (2014) décrivent la route migratoire des centraméricains en précisant les différents tracés jusqu'à la frontière sud des États-Unis ainsi que les fonctions des différents lieux-étapes (Aragón, 2014: carte p.90). Ceux de L. Faret (2018) montrent comment les projets et programmes mis en place par le gouvernement mexicain recomposent les itinéraires migratoires au niveau de la frontière sud du Mexique faisant prendre davantage de risques aux migrants (Faret, 2018: carte p.101). Enfin, les travaux de R. Hernández-León (2012) confirment que les villes de Monterrey (Mexique) et de Houston (États-Unis) sont des plateformes centrales dans l'organisation du transport des flux migratoires mexicains.

Chapitre 7



Carte 17 : Les lieux de la route migratoire vers les États-Unis. Sources : enquêtes famille et complémentaires. Réalisation : auteure.

Voyager en train se fait en montant dans des trains de marchandises en marche. Il faut alors courir et se saisir de la bonne prise pour pouvoir monter à bord. Cela signifie aussi attendre, caché, des heures voire des jours, un train dont on ne sait s'il passera. L'extrait d'entretien de Jasuara (27 ans), originaire de Somotillo, rend compte de bouts de parcours qu'il n'est pas toujours aisé de resituer précisément dans l'espace. Cet espace de transit renvoie à une matérialité « floue » pour les migrants et son tracé est difficile à reconstituer, les distances parcourues et les durées supportées étant subjectives.

« Attraper le train, c'est le plus dur. J'ai vu deux jeunes tomber sur les rails en tentant de monter à bord du train. L'un a eu le pied coupé, l'autre, le train lui est passé dessus. Voilà ce qui se passe pour ceux qui partent avec la « Bête ». Il y a des personnes qui viennent plus tranquillement, parce qu'ils ont les 7 000 dollars pour le passeur. Je sais que ce n'est pas facile non plus pour eux mais ils courent moins de risque je pense. Nous, quand nous passions des tunnels sur le toit du train, les gens criaient « allongez-vous », parce que c'est à ce moment-là que les « mareros » [membres de gang] s'en prennent aux migrants. Moi, je m'accrochais fortement et je priais Dieu. » (Entretien conduit à La Nouvelle-Orléans en avril 2016)

Face aux réalités de ce périlleux voyage par le train, la famille est celle qui se mobilise face aux situations d'urgence, comme le montre l'exemple de la famille de Marcos, originaire de Somotillo.

En 2002, lors de sa quatrième tentative pour migrer aux États-Unis, Marcos tombe du train à Oaxaca et se fait couper une partie du pied sur les rails. Il marche alors sur plusieurs kilomètres jusqu'au village le plus proche, puis passe une semaine à l'hôpital et la suivante dans une prison mexicaine avant d'être déporté au Guatemala où il résidait depuis une année. Il passe plusieurs mois à l'hôpital. Sa mère se rend à son chevet pendant quelques semaines, puis demande à l'une de ses filles de s'installer au Guatemala pour s'occuper de Marcos et des frais hospitaliers. Angela, enceinte de son second enfant et accompagnée de son conjoint, part rejoindre son frère, confiant leur fille aînée à sa mère. Sept ans plus tard, elle rentre au Nicaragua alors que Marcos parvient à s'installer aux États-Unis. (Entretien conduit à La Nouvelle-Orléans en avril 2016)

Les migrants, disposant de faibles ressources économiques et sociales, ne peuvent compter sur personne qui puisse les sortir de l'engrenage de la traversée. Ils s'enlisent dans une suite de difficultés pour des durées plus ou moins longues, assignés à immobilité dans certains lieux de l'espace de transit. Ils n'ont d'autres choix alors que de travailler un temps, afin de financer le tronçon suivant du parcours et de se payer les services des passeurs finaux. Ils trouvent, par exemple, des emplois informels de coupeur de canne à sucre à Tierra Blanca

ou de mécanicien à San Luis Potosí. Durant ces semaines d'immobilisation, les migrants organisent l'étape suivante, en épargnant sur leur salaire, se procurant de faux papiers et redéfinissant le tracé de la suite de leur parcours. Mais les arnaques sont nombreuses pour ces migrants. Ils sont parfois obligés de se tourner vers les acteurs sociaux tels que les associations ou les églises qui les accueillent et les assistent, le temps qu'ils retrouvent l'énergie suffisante pour tenter à nouveau le passage de la frontière.

Ces migrants expérimentent alors la succession de « temps prolongés » et de « temps raccourcis » qui rythment leur traversée, alternant haltes contraintes et prises de vitesse. Pour ceux qui s'aventurent avec ou sans passeur vers le Nord, contrôler l'espace de la route migratoire c'est contrôler le temps de la route migratoire. Le défi, pour celui qui s'engage sur la route migratoire vers les États-Unis, est de ne pas rester bloqué dans cet espace de transit, capable aussi bien de propulser les migrants de l'autre côté de la frontière que de les anéantir en chemin. Les migrants peuvent être arrêtés par les autorités du pays qu'ils traversent, puis être expulsés dans le pays de provenance ou d'origine. Par exemple, chaque vendredi, une trentaine de migrants nicaraguayens expulsés par les autorités mexicaines ou guatémaltèques arrivent au poste frontalier d'El Guasaule (Somotillo). D'autres tombent aux mains des organisations criminelles. Ils sont dépouillés, abusés, utilisés pour des activités criminelles (trafics de personnes et de stupéfiants, trafic d'organe), kidnappés en échange de rançons demandées à leurs proches, voire assassinés. Les dépouilles de nombreux migrants anonymes (et de membres de cartels) ont été découvertes dans des fosses communes au cours des dernières années au Mexique³³⁷.

2.2. Tous face à la même frontière : l'intervention essentielle du réseau familial

Quels que soient le parcours et les conditions du voyage, les migrants affrontent communément les moments de la traversée de la frontière et de l'arrivée aux États-Unis. Cette ultime étape est celle de la traversée du fleuve Río Grande, de la marche à travers les plaines arides du sud du Texas, puis de l'arrivée à destination. Les migrants enquêtés traversent la frontière orientale, là où elle se confond avec le fleuve, au niveau des états mexicains de

³³⁷ La Caravane des mères de migrants disparus (<https://movimientomigrantemesoamericano.org>), fondée par Emeteria Martinez, rend visible ce phénomène de disparition des migrants dans l'espace de transit. Pour cela, chaque année des mères, dont les enfants n'ont plus jamais donné de nouvelle, traversent l'Amérique centrale pour tenter de retrouver la trace de leurs proches et pour dénoncer l'inaction des États face à ce phénomène d'ampleur au sein du premier couloir migratoire mondial.

Coahuila, Nouveau-Léon et Tamaulipas. Les migrants enquêtés disent opter pour quatre points de passage frontalier : Piedras Negras jumelé avec la ville états-unienne d'Eagle Pass, Nuevo Laredo lié à Laredo, Reynosa jumelé avec McAllen et Matamoros lié à Brownsville (Carte 17).

Lorsque les migrants sont clandestins et arrivent à l'un de ces points de passage, ils sont rapidement pris en charge par les réseaux de passeurs organisés à la frontière qui disposent de lieux d'hébergement (hôtel ou maison). Le passage peut se faire la nuit même qui suit leur arrivée, ou quelques jours après, selon la décision des passeurs (versement de l'argent reçu, groupe de taille suffisante, niveau d'intervention des autorités). Le passage frontalier est le moment le plus dangereux du parcours. La violence des cartels et des autorités y est aussi la plus vive (García-Ponce et Postel, 2015; McMaken, 2016).

Les départs nocturnes débutent par la traversée du fleuve sur des bouées, ou à la nage selon la force du courant et les capacités de chacun. Les passeurs leur promettent un voyage d'une journée ou deux, selon la présence des autorités américaines. Ils leur donnent donc de quoi s'alimenter juste pour ce laps de temps (généralement une ou deux conserves de sardines et une bouteille d'eau). Les migrants vont alors alterner des temps de marche, des temps d'attente et des temps de transport terrestre jusqu'aux villes d'arrivée du Texas. Dans les plaines, certains trouvent des vivres laissés par la population étatsunienne. Tous n'échappent pas aux patrouilles, et d'autres meurent d'épuisement dans le désert. Ruth (31 ans) relate cette ultime étape de la traversée qu'elle a vécue en 2005.

« La troisième journée de marche, j'attrapais mon pantalon avec les mains pour lever mes jambes afin de réussir à marcher. Je ne supportais plus la douleur dans mes pieds. Dans le désert, il n'y a pas le choix, tu marches, tu te fais arrêter ou tu y restes et meurt. Le passeur le répétait tout le temps pour nous obliger à avancer, car il ne nous attendrait pas. Quand certains tombaient d'épuisement, certains les portaient sur les épaules ou le passeur leur donnait un comprimé, une drogue probablement qui les faisait marcher à nouveau. Je me suis dit que j'allais mourir ici, dans ce désert sans arbre. Beaucoup de gens n'en sortent pas et meurent sur ce chemin. Vous savez, je les ai vus, les cadavres, comme des squelettes. Tous ceux qui passent par le désert, se confrontent à ces scènes, alors parfois je me dis que c'est mieux que la police nous attrape. » (Entretien réalisé à La Nouvelle-Orléans en avril 2016)

Les interventions de la police des frontières des États-Unis sont fréquentes sur ce tronçon de la traversée. Lorsqu'ils sont repérés par la police, les migrants tentent de s'échapper, d'autres restent, soit parce qu'ils sont trop épuisés pour tenter de s'enfuir ou soit parce qu'ils sont

convaincus que l'issue de secours pour atteindre les États-Unis passe par une arrestation. Les temps de détention sont variables, selon l'âge des migrants, leur casier judiciaire, leur volonté de témoigner contre leur passeur, leur avocat en charge de sa défense, leur capacité à financer la caution. Certains sortent au bout de quelques jours, d'autres après quelques mois. La plupart sont libérés sous caution et convoqués au tribunal régulièrement, afin de faire avancer leur dossier. La majorité dépose une demande d'asile ou de permis de résidence. Un grand nombre d'entre eux, par peur d'être expulsé, ne se présente pas à la dernière audience et leur avis d'expulsion est alors émis.

Ceux qui parviennent sur le territoire étatsunien, sont acheminés en voiture par les passeurs jusqu'à Houston, Austin ou San Antonio, où ils sont placés dans des hébergements. Ce dernier tronçon du trajet peut se faire d'une traite ou en plusieurs étapes. Les migrants considèrent qu'ils sont « arrivés aux États-Unis », seulement une fois que leur famille a procédé au dernier versement. Les passeurs communiquent alors à leurs proches l'adresse à laquelle ils pourront venir les récupérer. Parfois certains migrants, faute d'appui, ne sont pas en mesure d'assurer le dernier versement. C'est le cas de Damaris. Elle est arrivée en 2002 à Piedras Negras, sans argent. Le passeur auquel elle s'adresse lui avait promis de la faire traverser pour 1 000 euros environ. Mais une fois au bord du fleuve, la somme passe à 3 400 euros environ. Elle ne peut payer cette somme alors le passeur lui demande si elle a de la famille aux États-Unis. Elle ment en répondant par l'affirmative. Ils poursuivent alors leur trajet. Après trois jours et trois nuits de traversée, elle rejoint Austin avec le reste du groupe et le passeur. Arrive alors le moment d'effectuer le versement au passeur pour pouvoir sortir du réseau des passeurs.

« Tout le monde appelait sa famille pour qu'elle les libère et moi je n'avais personne à appeler. Quand le passeur m'a posé la question, j'ai dit que personne ne répondait. Le passeur a appelé ma famille au Nicaragua pour avoir des informations mais je n'ai jamais su exactement pourquoi. Ce que je sais est qu'ils m'ont gardé deux années, enfermée à m'occuper des enfants, sans salaire. Ils ne parlaient jamais devant moi de leur travail, des migrants et des armes qu'ils faisaient passer. J'avais le droit d'appeler ma famille tous les deux ou quatre mois selon leur envie. Au bout de deux ans, ma famille m'a dit que la fille d'une nièce de ma grand-mère vivant à New York pouvait me sortir de là. » (Entretien réalisé à La Nouvelle-Orléans en mai 2016).

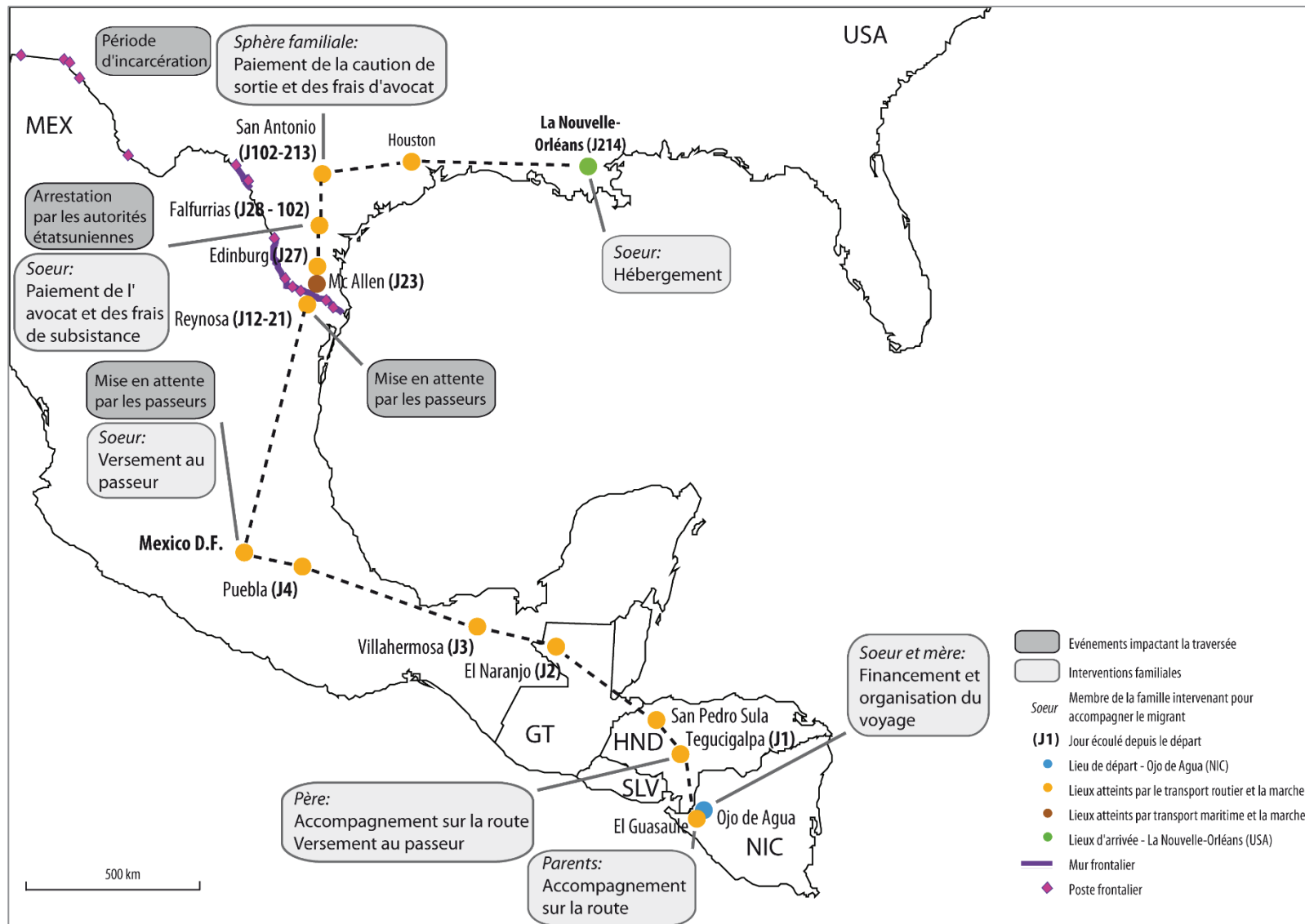
La réalité vécue par Damaris traduit la nécessité de l'intervention familiale dans cet espace de transit afin d'assurer l'arrivée à destination des migrants. En ce sens, la traversée de

Daniel, que je restitue ici de façon plus détaillée (voir l'encadré n°14), condense à elle seule les multiples épreuves à passer pour atteindre les États-Unis, et montre les différents modes d'intervention des membres de sa famille tout au long du parcours.

Encadré n°14: Récit de la traversée de Daniel

Daniel a pris la route le 1er Septembre 2013 pour rejoindre La Nouvelle-Orléans où vit sa sœur (Carte 18). Lorsque ses parents l'ont accompagné jusqu'à la frontière avec le Honduras, il ne se doutait pas que son voyage durerait plus de six mois. Une fois au Honduras, il poursuit sa route avec son père jusqu'à la capitale de Tegucigalpa. Il y retrouve le coyote contracté par sa sœur depuis les États-Unis. Son père verse l'équivalent de 1 100 euros au passeur et laisse son fils poursuivre seul. Le deuxième jour, avec d'autres migrants, ils traversent, en bus et sans encombre, la frontière séparant le Honduras du Guatemala, munis de leur carte d'identité. En fin de journée, ils arrivent à El Naranjo, zone frontalière avec le Mexique. Ils y retrouvent d'autres migrants avec qui ils traversent, pendant la nuit, la frontière guatémaltèque, guidés par un nouveau passeur. Ils franchissent le fleuve sur des barques, puis poursuivent leur route en camionnette et à pied jusqu'à Villahermosa (Tabasco). Ils continuent dès le lendemain en bus jusqu'à Puebla, puis jusqu'à la capitale mexicaine. Après quatre jours de voyage, la route migratoire de Daniel se complique. Il est obligé de rester huit jours dans la capitale, sans possibilité de sortir de l'appartement qu'il partage avec vingt autres migrants. Les contrôles de police sont trop risqués et le versement de sa sœur tarde à arriver. Il finit par rejoindre la ville de Reynosa en camionnette. Ils attendent à nouveau huit jours avant de pouvoir traverser le Río Bravo sur un pneumatique. Ce jour-là, tout le groupe et le passeur, membre du gang des Zetas, franchissent la frontière et arrivent dans la ville de Mac Allen (Texas). Selon Daniel, elle incarne le début du rêve américain. Ils rejoignent en voiture la ville d'Edinbourg (Texas) et y restent six jours parmi une cinquantaine d'autres migrants. Les coyotes négocient entre eux pour former les groupes en vue de la traversée des plaines arides. Il finit par partir et atteindre les alentours de Falfurrias (Texas). Le trente-et-unième jour de son voyage, il amorce sa marche, qui durera six jours. Il connaît la faim et la soif, et échappe de justesse à une arrestation par la patrouille frontalière étatsunienne. Le passeur décide alors de faire demi-tour, même s'ils n'ont plus d'eau ni de nourriture. Le voyage n'est plus rentable après l'arrestation d'une partie du groupe. Ils repartent dès le lendemain mais la patrouille intervient à nouveau. Daniel, épuisé, décide de se rendre. Ayant assisté à l'agression sexuelle d'une des migrantes par le passeur, il est considéré comme témoin potentiel pour son procès. Après trois jours au commissariat de

Falfurrias, il est transféré à la prison fédérale où il côtoie tous les profils de prisonnier. Le passeur arrêté dispose de trois mois pour se déclarer coupable avant son jugement. Daniel reste emprisonné durant deux mois, jusqu'à ce que le passeur finisse par avouer. Durant cette période, sa sœur lui envoie environ 38 euros par semaine. Il attend encore six jours avant d'être transféré dans une prison de San Antonio (Texas), réservée aux migrants clandestins. Il y séjourne trois mois, son avocat ne se présentant pas à la première audience. En février 2014, en contrepartie d'une caution de 5 600 euros, il est autorisé à sortir, la demande d'asile déposée suivant son cours. Sa caution doit être versée par une citoyenne américaine. La famille fait donc appel à une tante paternelle résidant à New York. Ni la tante, ni Daniel ne détiennent le passeport de ce dernier. Il a voyagé sans, le laissant au Nicaragua par sécurité. La procédure ne peut donc être finalisée. Il faut attendre l'envoi du passeport aux États-Unis pour que Daniel puisse être libéré. Après une brève escale à Houston (Texas), il atteint enfin La Nouvelle-Orléans où sa sœur l'attend. Au total, son voyage lui aura coûté 15 000 euros, somme qu'il doit rembourser à sa fratrie. Un an après son départ d'Ojo de Agua vers La Nouvelle-Orléans, il obtient son permis de travail. En novembre 2015, son avocat l'informe que son dossier est clôturé. Au moment de l'entretien mené avec Daniel à La Nouvelle-Orléans, en avril 2016, il lui restait 6 500 euros à rembourser à sa sœur.



Carte 18 : La longue traversée de Daniel depuis la vallée du Río Negro jusqu'à La Nouvelle-Orléans. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Ainsi, comme en témoigne l'expérience de Daniel, parvenir à destination dans l'espoir de démarrer une vie meilleure ou d'y puiser de nouvelles opportunités pour soi et ses proches, suppose, au-delà d'être prêt à affronter l'épreuve de la traversée, une mobilisation collective et notamment familiale.

Le contrôle frontalier conduit la majorité des migrants enquêtés à prendre la route de manière clandestine. Cela vaut pour la route migratoire vers les États-Unis, mais également pour d'autres parcours de migration en Amérique centrale. Ainsi, franchir clandestinement la frontière du Costa Rica n'est pas chose rare. Là aussi, cette option peut allonger le temps du trajet et décupler les risques auxquels les migrants sont confrontés (voir l'encadré n°15).

Encadré n°15: Franchir clandestinement la frontière du Costa Rica

La majorité des individus enquêtés disent se rendre au Costa Rica munis uniquement de leur passeport (la carte d'identité ne suffisant pas). Ils obtiennent ensuite un visa de tourisme d'un mois au poste frontalier de Peñas Blancas ou de Las Tablillas³³⁸. Une fois la frontière franchie, ils outrepassent généralement ce délai. Ils se retrouvent alors en situation irrégulière dans le pays.

D'autres migrants partent sans passeport, soit par manque de temps ou d'argent pour l'obtenir, soit parce qu'ils ont déjà été expulsés du Costa Rica lors d'une précédente migration. Ils ne peuvent donc pas repasser légalement la frontière via les postes frontaliers.

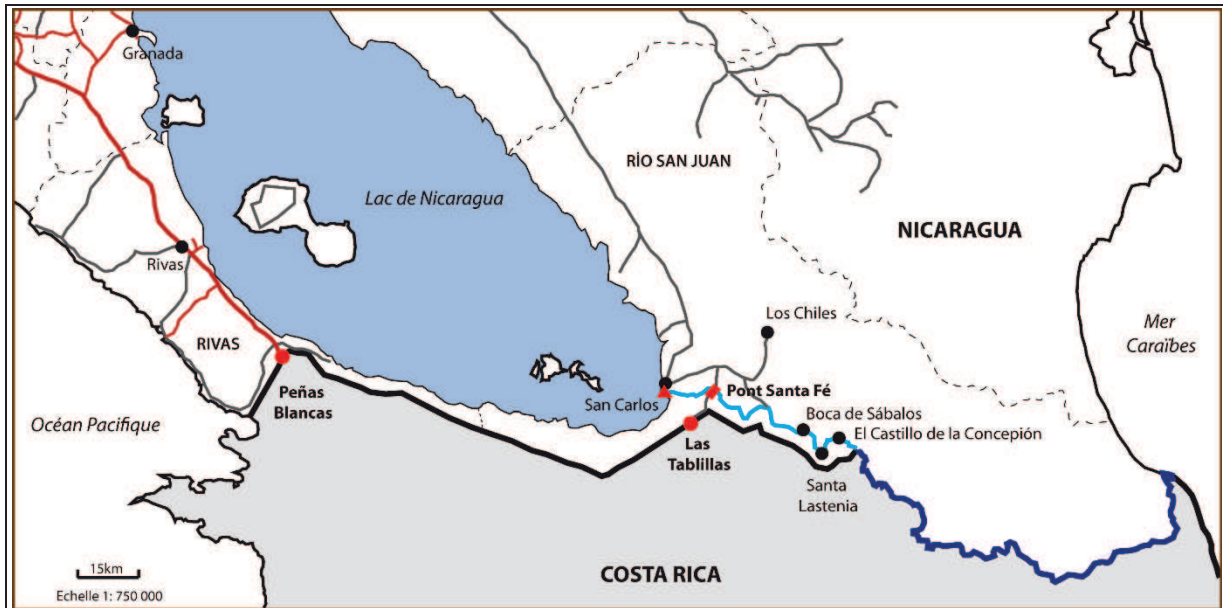
Ces migrants choisissent alors de franchir clandestinement la frontière matérialisée par le fleuve San Juan à l'Est (Carte 19). Ils prennent l'autobus pour San Carlos (Río San Juan – Nicaragua), puis des barques à moteur qui desservent les localités et les bourgs sur les rives du fleuve San Juan³³⁹ (Photographie 20). Ils débarquent ensuite sur les berges des villages qui bordent le fleuve et continuent leur traversée à pied empruntant les sentiers qui s'enfoncent vers le Sud.

³³⁸ Deux postes frontaliers bordent la frontière entre le Nicaragua et le Costa Rica, Peñas Blancas (à l'ouest du lac de Nicaragua), le plus fréquenté car le réseau routier est plus développé et celui de Tablillas, ou plus souvent nommé Los Chiles, à l'est du lac de Nicaragua (Carte 19).

³³⁹ Dans cette zone, l'axe de transport pour desservir les différentes localités à l'est du pays a depuis toujours été le fleuve. Une route est actuellement en construction.

En 2014, le pont Santa Fe entre le Nicaragua et le Costa Rica est ouvert³⁴⁰. Selon les migrants enquêtés, les contrôles à la frontière sont renforcés pour éviter que ce pont ne devienne un nouvel accès pour la migration illégale. Les migrants qui tentent cet itinéraire pour la première fois, ou qui sont peu informés, perçoivent ce passage comme risqué. Ainsi, ils quittent les barques en amont du pont, là où la traversée est pourtant plus compliquée. La distance à la frontière y est plus grande et la zone est densément occupée (exploitations agricoles, réseaux routiers secondaires). La meilleure option, selon les plus expérimentés, est de dépasser le bourg touristique d'El Castillo car le fleuve se superpose au tracé de la frontière. Le Costa Rica est donc sur l'autre berge du fleuve. Le transport maritime est toutefois moins régulier et les autorités plus présentes avec quatre postes militaires. Les migrants expérimentés débarquent alors entre Sabalos et El Castillo, où le lit de fleuve fait une embardée vers le sud, au niveau de la localité de Santa Lastenia.

³⁴⁰ Ce pont a été financé par la coopération japonaise à hauteur de 30 millions de dollars. L'objectif du Nicaragua était de montrer sa capacité à mettre en place les bonnes infrastructures pour installer les services de migration et de douane à Tablillas, alors que le Costa Rica n'a toujours qu'un poste de police. L'objectif est également de désengorger le poste frontalier de Los Chiles, notamment en ce qui concerne le transport de marchandises. Cette situation vient attiser le conflit entre ces deux pays. L'appartenance du fleuve au territoire nicaraguayen est contestée par le Costa Rica. En février 2018, un nouveau verdict de la Cour Internationale de Justice de La Haye a été prononcé condamnant cette fois le Nicaragua.



Légende:

- | | | |
|--|-------------------------|--------------------|
| — Frontière internationale | — Route panaméricaine | ● Poste frontalier |
| — Frontière délimitée par le fleuve San Juan | — Route avec revêtement | ▲ Embarcadère |
| — Fleuve San Juan | — Route sans revêtement | ■ Pont Santa Fé |
| - - - - - Limites départementales | | ● Localités |



Carte 19 : La frontière sud nicaraguayenne avec le Costa Rica. Source : enquêtes famille et complémentaires. Réalisation : auteure.



Photographie 20 : (à gauche) Embarcadère de San Carlos sur le Río San Juan. (à droite) Sur ces embarcations se côtoient à la fois riverains, touristes et migrants. Alors que les touristes débarqueront sur les quais privés des hôtels ou dans la ville touristique d’El Castillo à 3h de navigation, les riverains et migrants se disperseront par les sentiers le long de la berge. Sources : auteure (2015).

Quelle que soit la destination, le temps du parcours dépend d'un « capital de mobilité » pré-acquis ou forgé en cours de route. Les capacités et les compétences individuelles, les expériences de mobilités antérieures et la densité d'un réseau social (surtout familial) en capacité d'appuyer les migrants sont les principaux paramètres qui jouent dans la probabilité de réussir le passage des frontières. Si l'expérience de la traversée est avant tout vécue par les individus migrants, dont il faut souligner les capacités assez remarquables (Schaffhauser, 2014), franchir la frontière est une entreprise et une épreuve collective que toute la famille, bien souvent, vit à distance et avec lui. Pour les migrants de la vallée du Río Negro, le réseau familial dispersé entre origine et destinations joue un rôle majeur dans la réussite du passage. Comme l'écrit A. Aragón (2014) : « *les migrants partent pour une raison donnée, à un moment donné, en convertissant les ressources dont ils disposent dans leurs réseaux sociaux* » (Aragón 2014: 95). Ce capital de mobilité conditionne la capacité de résilience des individus face aux risques et aux adversités de la route migratoire. L'espace de transit, du Nicaragua aux États-Unis, est un espace d'aléas, imprévisible et hautement risqué, dont l'expérience souvent traumatisante marque de façon définitive les trajectoires de vie des migrants.

3. Les autres registres de la migration : être accueilli et travailler

L'acte migratoire, au-delà du fait de *partir*, renvoie également à deux autres moments importants : *être accueilli* une fois sur place et *travailler* le plus tôt possible. Comme démontré précédemment, le réseau est mobilisé pour partir car, cette étape comporte des risques majeurs. La mobilisation du réseau intervient également pour accéder au travail, finalité de toute migration. Travailler est donc une étape essentielle à sécuriser, tout comme la route migratoire, pour assurer la réussite de leur migration. La contribution du réseau à l'accueil des migrants à leur arrivée est également essentielle, même si de moindre importance par rapport aux deux autres étapes.

3.1. Accueillir les migrants dans un environnement qui leur est inconnu

Lorsque les migrants parviennent à destination, ils se sont assurés d'être attendus à leur arrivée. Mais le lieu d'arrivée ne correspond pas toujours à la destination finale des migrants. Ainsi, les migrants de la vallée du Río Negro, une fois arrivés à Houston, doivent continuer leur route jusqu'à La Nouvelle-Orléans. Généralement, un membre de leur famille ou de leur belle-

famille, un ami ou un membre de la communauté nicaraguayenne, se chargent de leur trouver un hébergement, le temps qu'ils récupèrent de leur voyage, puis de les accompagner jusqu'à La Nouvelle-Orléans, ou bien de leur trouver un moyen de transport sûr pour s'y rendre. Claudia (49 ans), ayant migré à Houston dans les années 1990, fait partie de ceux qui accueillent les migrants à leur arrivée.

« Tous ceux qui venaient, j'allais les récupérer à Houston. Tout le monde m'appelait. J'arrêtais mon travail et je venais les chercher. Je demandais la permission à mes patrons pour y aller. Je les ramenaient chez moi pour qu'ils puissent se laver et se nourrir. Je ne leur faisais rien payer. Ensuite, leurs proches venaient les récupérer. Maintenant que je suis ici [La Nouvelle-Orléans], je ne le fais plus, personne ne m'appelle, ils n'ont plus besoin de moi [elle rit]. J'ai dû récupérer trente ou quarante personnes en tout. Une fois, ils sont arrivés à 15, tous de Somotillo et ils sont tous venus chez moi. Tous ceux qui sont venus étaient de la famille ou des amis, plus ou moins proches [elle rit]. » (Entretien complémentaire mené à La Nouvelle-Orléans en avril 2016).

Une fois à destination, le réseau familial et supra-familial est également amené à intervenir pour l'hébergement du migrant le temps qu'ils stabilisent leur situation. Cette période peut durer quelques jours, parfois plusieurs semaines jusqu'à ce qu'ils obtiennent un travail leur permettant, selon les revenus générés, de payer un logement. Dans la majorité des cas, les migrants sont totalement pris en charge par leurs proches et ne participent pas financièrement aux dépenses quotidiennes du ménage.

La solidarité intra-familiale peut aller plus loin encore, notamment dans les relations entre fratries. Comme déjà mentionné, les logiques de co-résidence sont courantes (voir chapitre 4). Avant le départ, il est convenu que les futurs migrants s'installeront chez leurs proches pour une période souvent non définie. Il n'est pas rare que les membres de la famille, déjà à destination, déménagent dans un logement plus grand afin de pouvoir accueillir dans de bonnes conditions leur frère ou leur sœur par exemple. Puis, dès que leur situation le leur permet, les migrants participent aux dépenses de leur nouveau ménage.

3.2. L'urgence à trouver un travail

Trouver un travail au plus vite, clé de la réussite de la migration, est la priorité des migrants une fois installés. L'urgence est de pouvoir générer des revenus suffisants pour pouvoir non seulement rembourser la dette mais aussi envoyer de l'argent à la famille restée au

Nicaragua. De plus, les nouveaux arrivants souhaitent ne pas être trop longtemps une charge pour ceux qui les accueillent, en accédant rapidement à une certaine autonomie financière.

Le réseau familial et supra-familial est sollicité de différentes manières. Tout d'abord, le réseau, ici social et professionnel, permet d'être informé d'une opportunité de travail. Lorsque les migrants prennent connaissance eux-mêmes d'une opportunité de travail, un proche se propose de s'assurer de la fiabilité de l'emploi en allant au préalable rencontrer le patron, ou en questionnant les employés sur les conditions de travail.

Selon les pays et les secteurs d'emploi, avoir des papiers (carte d'identité, passeport, permis de travail) peut-être une condition essentielle pour travailler (voir chapitre 6). Parfois même avant que les migrants arrivent, des amis à destination se chargent alors de leur procurer de faux papiers s'ils n'en possèdent pas (Photographie 21). C'est le cas pour travailler dans les manufactures textiles de la capitale guatémaltèque ou alors à La Nouvelle-Orléans pour travailler dans les hôtels de la ville en tant que femme de ménage, via des agences de recrutement. Une fois stabilisé, les migrants remboursent le coût d'obtention des faux papiers.



Photographie 21 : « Faux papiers pour vrai travail », souvenir conservé d'un habitant de la vallée du Río Negro de retour du Guatemala depuis quelques années. Source : auteure (2014).

Les formes d'entraide les plus abouties consistent à recommander les futurs migrants à un employeur. Généralement, l'ami ou le membre de la famille qui entreprend cette démarche connaît les patrons qui peuvent être d'anciens employeurs, ou bien les employeurs de membres de leur propre famille ou d'amis. Il s'engage sur la fiabilité des migrants et obtient un entretien

qui peut avoir lieu dès leur arrivée. Cette entraide concerne principalement des activités économiques informelles chez des particuliers (aide à domicile), un travail dans des manufactures textiles ou sur de grandes exploitations agricoles où la demande en main-d'œuvre est importante. Dans ce dernier cas, le recrutement est parfois validé avant même le départ des migrants. Comme évoqué précédemment et dans le chapitre 6, certains migrants au Costa Rica et aux États-Unis deviennent des employeurs, embauchant eux-mêmes certains de leurs proches. Ces filières communautaires, de toute évidence, accélèrent le processus d'insertion des migrants à destination.

En résumé, les interventions du « réseau migrant », familial et supra-familial, se traduisent de multiples façons, depuis le financement des départs, aux rôles des recruteurs ou encore à l'accès au marché noir des faux papiers. Ces pratiques montrent que ce réseau, associant individus migrants et non migrants, se construit autour de communautés aux intérêts partagés (Potot, 2006).

3.3. Un réseau social différemment mobilisé selon les étapes de l'acte migratoire et la destination

Les migrants mobilisent un ou plusieurs membres de leur réseau social pour réaliser les trois étapes clés de l'acte migratoire : partir, être accueilli et travailler. Cependant, la mobilisation du réseau social, familial ou supra-familial, adopte des configurations différenciées selon les étapes de l'acte migratoire et selon les types de destination. Cette sous-section réintroduit l'étape du départ, précédemment traité, afin de pouvoir proposer cette comparaison.

Comme déjà dit, la famille se positionne comme la structure centrale du réseau social intervenant dans les différentes étapes de la migration. On lui confère un degré de confiance certain. Son engagement démontre sa volonté de mettre les migrants dans les meilleures conditions pour que leur migration puisse être synonyme de réussite. Partir est l'étape la plus sécurisée car elle est, comme déjà expliquée, la plus dangereuse pour les migrants. Cette sécurisation de la migration par la famille est d'autant plus renforcée que la destination est lointaine (catégorie 3), où le risque est plus grand.

L'accueil des migrants est avant tout assuré par la famille (60% des expériences passées ou présentes de migration), plus particulièrement la fratrie, mais peut aussi mobiliser le réseau

supra-familial (18%) ou une combinaison des deux (22%) (Figure 37). Certaines dimensions de l'accueil, comme le fait de vivre sous le même toit, impliquent une confiance élevée entre les individus, ce qui explique la prépondérance des liens familiaux de proximité.

Le lien familial (de proximité, larges et par alliance) est celui qui est majoritaire dans l'accès à l'emploi (49% des expériences passées ou présentes de migration). Toutefois, le réseau supra-familial (amis et voisins) intervient de façon tout à fait significative dans l'accès au travail (31%), de même que le recours aux deux types de réseau est également banalisé (20%).

Au final, la mobilisation du réseau supra-familial n'est donc nullement négligeable. En réalité, il est davantage mobilisé pour des destinations régionales centraméricaines (catégorie 2) où les filières migratoires sont anciennes. En effet, les réseaux socioprofessionnels sont bien établis et les opportunités d'emploi y sont nombreuses. Le risque migratoire étant moins élevé, les migrants ne sécurisent pas leur migration dans les mêmes proportions, se tournant ainsi vers d'autres réseaux que la famille.

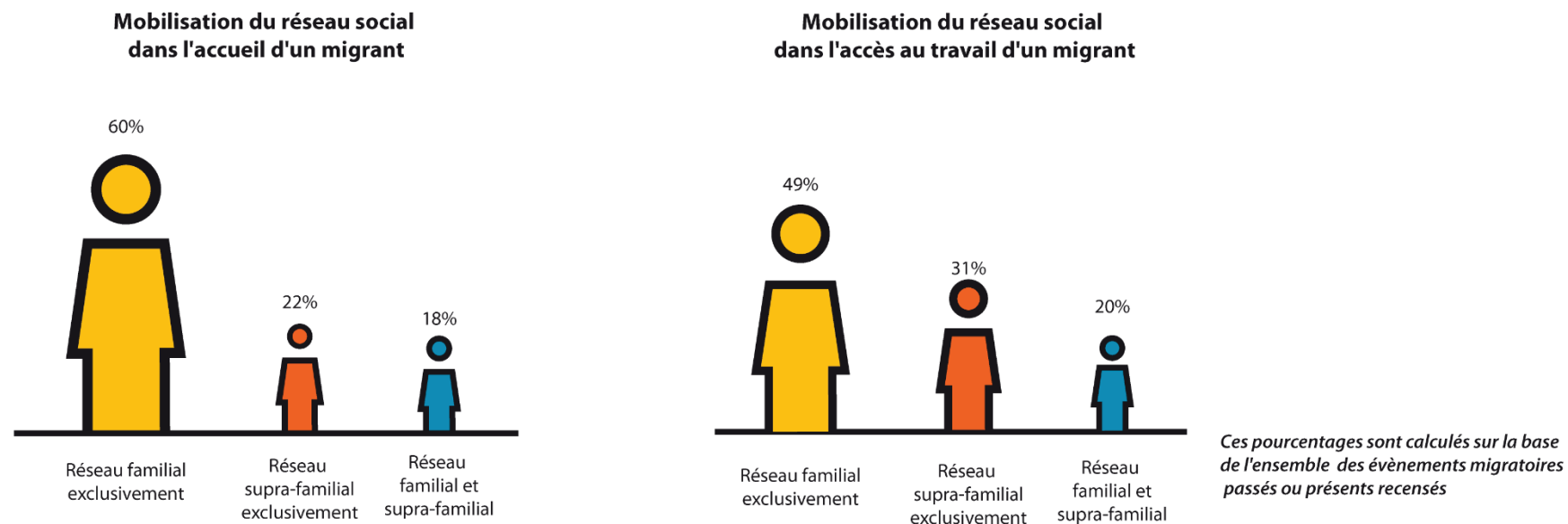


Figure 37 : Configuration des réseaux sociaux dans l'accueil et dans l'accès au travail des migrants (sur la base de 78 événements migratoires). Source : enquête famille (57 individus). Réalisation : auteure.

Chapitre 7

En guise de synthèse, la réussite des départs en migration repose alors, en grande partie, sur les organisations à distance et les solidarités familiales (Figure 38). Le rôle des parents et de la fratrie prévaut autant pour chacune des dimensions de l'acte migratoire, quel que soit leur lieu de résidence au sein de l'espace de dispersion. L'implication du réseau familial est d'autant plus renforcée que la destination est éloignée de la zone d'étude. La logique est donc bien d'anticiper et de minimiser les risques migratoires. Ces résultats démontrent que les configurations réticulaires des systèmes résidentiels font véritablement ressource pour les migrants.

Toutefois, le réseau supra-familial, formé par les relations d'interconnaissance, est également mobilisé par les nouveaux migrants, en particulier dans les destinations de l'isthme centraméricain pour accéder à des activités économiques.

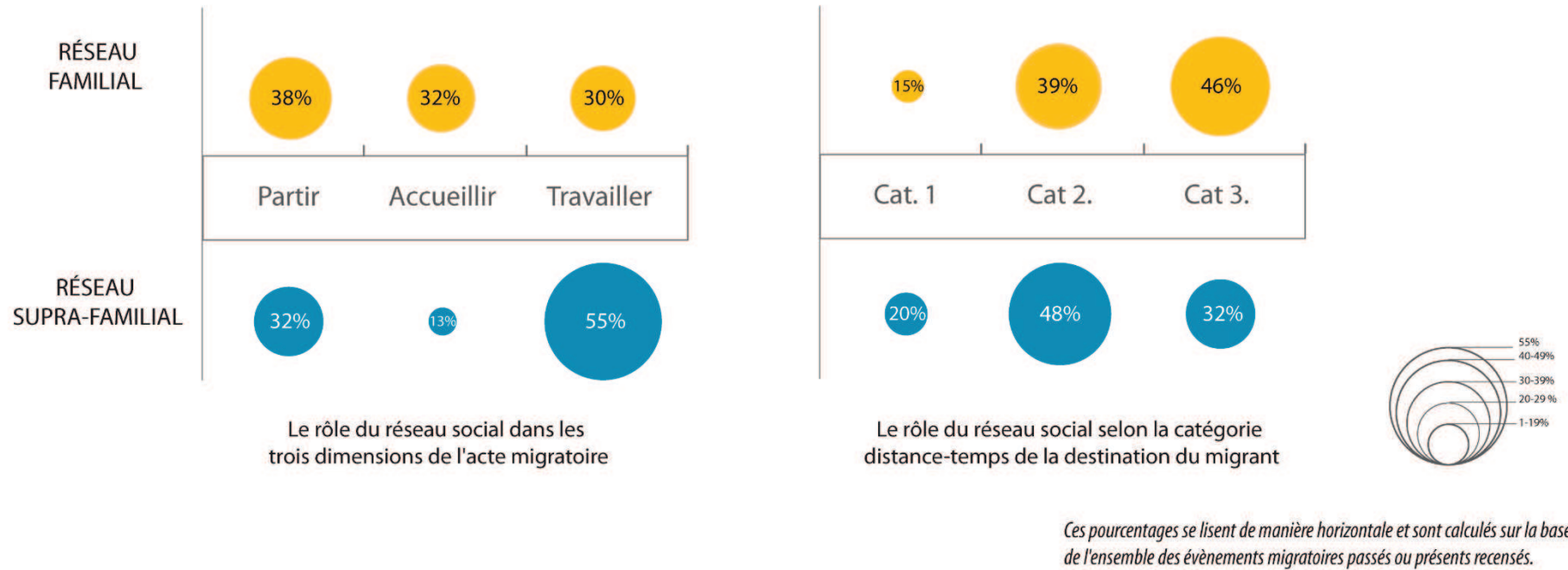


Figure 38 : Rôle de chaque réseau social dans la mise en œuvre d'une migration. Source : enquête famille (57 individus). Réalisation : auteure.

Conclusion

Dans la vallée du Río Negro, la famille nucléaire et élargie constitue le premier réseau social qui soutient la mise en mobilité de ses membres. La famille est perçue comme un espace social de confiance, permettant de sécuriser la migration vers l'étranger. La migration, en ce sens, est bien une entreprise collective. La solidarité « fonctionnelle », pour reprendre les termes de D. Mangen et al. (1988), joue en faveur de la mobilisation de ressources financières et sociales indispensables pour passer les étapes critiques du parcours (passage clandestin d'une frontière, sortie de prison en cas d'arrestation, insertion dans un nouvel espace professionnel). La famille en tant que réseau joue donc un rôle essentiel à la réussite de la migration, ce qui n'est pas sans coût, tant pour ceux qui migrent que pour ceux qui restent. En effet, ses membres s'endettent, se privent, ou assument des charges supplémentaires pour que la migration puisse aboutir. La migration constitue une véritable manière collective d'exister, avec des coûts partagés bien qu'inégalement distribués comme le montrera le chapitre 9.

Au travers de l'exemple de la route migratoire vers les États-Unis, ce chapitre montre le coût psychologique et la violence sociale auxquels sont confrontés les migrants plongés dans des situations de grande vulnérabilité. En effet, certains migrants n'arriveront jamais à destination, d'autres seront mutilés au cours du voyage ou seront retenus prisonniers et/ou exploités plusieurs mois voire années avant d'atteindre leur destination. Réhabiliter cette dimension coûteuse et périlleuse de la migration est nécessaire pour s'opposer aux représentations qui dominent à l'heure actuelle tentant de lisser et minorer le parcours des migrants.

Ce chapitre montre ainsi comment la famille et les relations sociales tissées par celles et ceux qui partent, constituent des ressources essentielles pour faire face aux épreuves que la migration constitue. Souligner cette double dimension de la migration – les obstacles et les contraintes d'une part et les différentes ressources mobilisées pour y répondre de l'autre – est particulièrement important à l'heure où les dispositifs de restriction des mobilités se multiplient. Actuellement, la question du contrôle des frontières est au premier plan de la politique étatsunienne. Suite aux attentats du 11 septembre 2001, les questions de sécurité et de lutte contre le terrorisme sont une des priorités des gouvernements étatsuniens et sont étroitement associées à la question migratoire. Différents projets se sont succédés, et même s'intensifient

depuis l'élection de Donald Trump en 2016 à la présidence des États-Unis, afin d'accélérer la fermeture de ses frontières (mur frontalier) et de renforcer le contrôle migratoire (militarisation de la frontière, « externalisation » de sa frontière sud au Mexique). Leurs effets sont clairement ceux d'une multiplication des vulnérabilités pour les migrants (développement de routes migratoires plus dangereuses, exposition aux violences des autorités et du crime organisé) (Faret, 2018; Solís, 2018; Torre-Cantalapiedra et Yee-Quintero, 2018). Cela génère également des coûts additionnels pour les migrants et des prises de risques supplémentaires qui pèsent sur les individus mais aussi sur l'ensemble des personnes qui soutiennent les coûts de l'entreprise migratoire. Cela conduit en fait à accroître le prix de la migration et à enrichir des intermédiaires et des réseaux plus ou moins criminels qui deviennent des points de passage obligés pour réussir la migration.

Chapitre 8

Projets de mobilités et circulations

Le chapitre précédent a montré que le réseau familial, activant les liens de parenté à la fois proches, larges et distants, mais également le réseau supra-familial, permettent aux migrants, dans un contexte de forte vulnérabilité, de mobiliser des ressources individuelles et collectives pour engager le départ, voyager, et surtout s'installer et travailler à destination. Les logiques de réseaux, fondées sur des relations de solidarité, d'entraide et de réciprocité, pour certaines négociées, interviennent à chacune des étapes du parcours migratoire (Guilmoto et Sandron, 2003). Il convient cependant, pour comprendre l'importance des réseaux et des relations familiales dans la mise en mobilité, de décrypter de manière plus approfondie les intentionnalités des individus et des familles, au regard des projets qui sous-tendent la mobilité. Ces jeux de solidarité, fondamentaux pour faire face au risque migratoire, puisent leurs sources dans des intérêts partagés, mais sont aussi porteurs de contradictions et de mises en tension au sein des familles.

Les intentionnalités des individus et des familles sont ici étudiées à travers la notion de projet migratoire que j'applique également à la mobilité circulaire³⁴¹ ; raison pour laquelle je parlerai plutôt de « projet de mobilité » (incluant migration et mobilité circulaire). La valeur heuristique de la notion de projet de mobilité tient au fait, d'une part, qu'elle reconnaît aux individus mobiles une autonomie d'action, ce qui n'exclut pas le poids contraignant des effets de structure et des rapports sociaux (Ma Mung, 2009). En ce sens, « *les contraintes et épreuves marquent bien les migrations [mobilités] autonomiques* » (De Gourcy, 2013: 46). D'autre part, elle permet de saisir l'imbrication entre niveaux individuel et collectif. En effet, les migrants/circulants créent le cadre de définition de leur projet de mobilité, certes en tant

³⁴¹ Dans la littérature, la notion de projet a surtout été appliquée aux migrations internationales (De Gourcy, 2013 ; Boyer, 2005). Cette notion est issue des courants théoriques des sciences sociales qui, dans l'étude des migrations, cherchent à dépasser les interprétations déterministes, « économicistes » et uni-causales des prises de décision.

qu'individu-sujet, mais également au regard des normes et de leur position au sein de leur groupe social d'appartenance, dont la famille (Boyer, 2005). Les formes d'engagement (ou de désengagement) des membres de la famille – proche, élargie ou distante – traduisent un système d'obligations qui renvoie alors au « contrat migratoire [de mobilité] » (Guilmoto et Sandron, 1999; Aragón, 2008). « *Le contrat migratoire [de mobilité] soude le lien social : au-delà d'être un jeu d'obligations et de réciprocités, il est le garant de la perpétuation du lien social malgré le temps et la distance qu'engendre l'expérience migratoire [de mobilité]. [...] La performance de la pratique migratoire [de mobilité] repose ici sur la réciprocité qui lie les acteurs dans une relation qui se fonde sur le paradigme du don/contre-don.* » (Aragón, 2008: 105 et 133).

La critique parfois adressée à la notion de projet migratoire [de mobilité] tient au fait qu'elle renvoie précisément à une intentionnalité, donc à une projection et non à une réalité avérée. Or, comme le rappelle C. De Gourcy (2013) ou F. Boyer (2005), l'intérêt précisément est que le projet s'inscrit dans un continuum temporel qui conduit à sa redéfinition constante ; cela suppose alors de procéder à une analyse ex-post, à partir des trajectoires de mobilité, pour analyser précisément la manière dont le projet se construit, se déconstruit et se reformule au fur et à mesure de l'expérience des individus. Autrement dit, cette notion permet une approche dynamique qui part des intentionnalités des individus mobiles pour analyser l'effectivité de leurs projets au cours de leur mobilité.

Qui plus est, l'analyse des projets de mobilité, nourris par le lien à distance, permet de comprendre les logiques de circulation qui tissent les liens entre lieux d'origine et de destinations. Le projet, lorsqu'il est lié à celui du retour mais pas seulement, se concrétise en effet par des transferts d'argent et de biens, lesquels constituent une dimension forte de la géographie réticulaire des systèmes familiaux multi-localisés.

Ainsi, plusieurs questionnements guident ce chapitre. En quoi le projet de mobilité est-il l'expression d'une dialectique entre logiques individuelles et collectives ? En quoi est-il inscrit dans un rapport social inter et intra-générationnel, entre parents et enfants, entre hommes et femmes, entre frères et sœurs ? Comment le lien à distance évolue-t-il au cours de l'expérience de mobilité ? En quoi les circulations matérielles, entre lieux d'origine et de destinations, traduisent-elles des interdépendances familiales dans la multi-localisation ? C'est en somme l'analyse d'une dialectique entre individu et collectif, lien et rupture mais également entre expérience vécue et projections qui est proposée dans ce chapitre.

J'analyse les projets de mobilité en trois temps. Je traite d'abord des projets qui se construisent en amont du départ (section 1), puis je les confronte à ceux qui se reformulent au cours du parcours de mobilité, jusqu'à l'éventuel retour (section 2). Il s'agit de montrer comment les projets de mobilité connaissent des accomplissements, des inflexions, des redéfinitions, des désengagements ou des mises en suspens, processus au cours desquels s'expriment des phénomènes de solidarités ou de distanciations familiales. Il s'agit ensuite de prendre la mesure de la nature, l'ampleur et la directionnalité des circulations, et d'identifier les logiques sociales qui les organisent (membres émetteurs et récepteurs, usages des transferts) (section 3). Ce chapitre permet d'appréhender les relations intra-familiales au cours du temps et en contexte de dispersion, qui renvoient aussi au coût social des systèmes familiaux multi-localisés.

1. Construction du projet de mobilité : du sens à donner au départ au « contrat de mobilité »

Les départs en mobilité sont motivés, pour la majorité, par la quête de meilleurs revenus et d'un accès à des activités économiques que la région de référence ne peut pas offrir ou, en tous cas, pas dans les mêmes conditions (Faret, 2018) (voir chapitre 6). Cependant, le projet de mobilité revêt une complexité de sens et de motivations qui va au-delà de l'unique justification économique. Le lien à la famille participe de cette pluralité de sens. Comment ces liens s'expriment-ils, en amont du départ, c'est-à-dire lors de la construction du projet de mobilité ? Dans quel sens peut-on parler d'un « contrat de mobilité » entre l'individu et sa famille ? Sur quelles bases, entre quels membres et pour quel(s) projet(s) est-il formulé ?

1.1. Le caractère majoritairement familial des projets de mobilité

Dans cette première sous-section, j'interroge la dimension familiale et/ou individuelle des projets de mobilité, associés aux intentions du départ. En réalité, loin de s'opposer, logiques individuelles et familiales souvent se combinent et s'enchevêtrent. Capter la dialectique individu-famille, dans les projets qui motivent le départ, n'est pas une entreprise facile. Au-delà du fait que les individus peuvent exprimer leur projet de façon partielle et confuse lors des entretiens, ils peuvent procéder à une reconstruction *a posteriori* de leur projet, omettant ou transformant alors une part de la réalité vécue au moment du départ. Par ailleurs, l'enjeu est de

pouvoir interpréter les informations relatives aux projets de mobilité dans une analyse systématisée (voir l'encadré n°16).

Encadré n°16: Méthode d'analyse des projets de mobilité

Sur le plan méthodologique, les analyses reposent ici sur l'analyse de 127 événements de mobilité passée ou présente qui donnent lieu à l'identification d'autant de projets de mobilité. Ces événements renvoient à 21 événements de mobilité circulaire (17% des projets de mobilité) et 106 événements migratoires (83%)³⁴².

Ma grille interprétative opère, d'une part, une distinction entre projet familial et individuel, qui se fonde sur le propre discours de l'individu. Le projet est qualifié de « familial » lorsqu'il formule lui-même un projet en lien avec la famille (quels que soient les membres et les liens de parenté concernés). Le projet individuel, quant à lui, est celui qui renvoie à des motivations individuelles, sans qu'aucune mention faite à la famille n'ait été formulée. Il faut noter que si certains projets sont exclusivement familiaux ou individuels, les deux sont souvent présents dans les discours, parfois très imbriqués. Dans ces cas, j'ai fait le choix d'une des deux catégories en fonction du caractère majoritairement familial ou individuel du projet.

Je procède, d'autre part, à une caractérisation différenciée de la nature du projet de mobilité, c'est-à-dire des motivations et des objectifs qui sous-tendent le départ, tels que formulés par l'individu enquêté.

Les résultats de l'analyse montrent que la majorité des projets de mobilité revêt une composante familiale (65% des 127 projets analysés) (Figure 39). Les départs en migration ou en mobilité circulaire sont ici motivés par des objectifs très divers (qui renvoient le plus souvent à la famille nucléaire, mais pas seulement) : *i*) les besoins du quotidien au fil du cycle de vie de

³⁴² Ces événements sont associés à 84 individus, dont une part relève de l'enquête famille (66 individus), et l'autre part des enquêtes complémentaires menées à Saragosse (Espagne), à La Nouvelle-Orléans (États-Unis) et au Costa Rica (18 individus au total). Au moment des enquêtes, ces individus avaient tous une expérience passée ou présente de mobilité (migration et mobilité circulaire). Autrement dit, plusieurs projets peuvent être associés à un seul individu, dès lors qu'il a eu plusieurs expériences de mobilité au cours de sa trajectoire de vie.

la famille ; *ii*) l'acquisition/valorisation de ressources matérielles, économiques, naturelles ou humaines ; *iii*) la solidarité familiale³⁴³ ; *iv*) la distanciation ou rupture familiale³⁴⁴.

À l'inverse, 35% des projets analysés poursuivent une logique majoritairement individuelle. Le projet de mobilité des individus est lié à la recherche : *i*) d'une prise ou d'un gain d'autonomie (économique mais également sociale) ou *ii*) d'une ascension professionnelle. Il peut aussi arriver, comme je le montrerai, que ces individus ne formulent aucun projet précis au moment de leur départ.

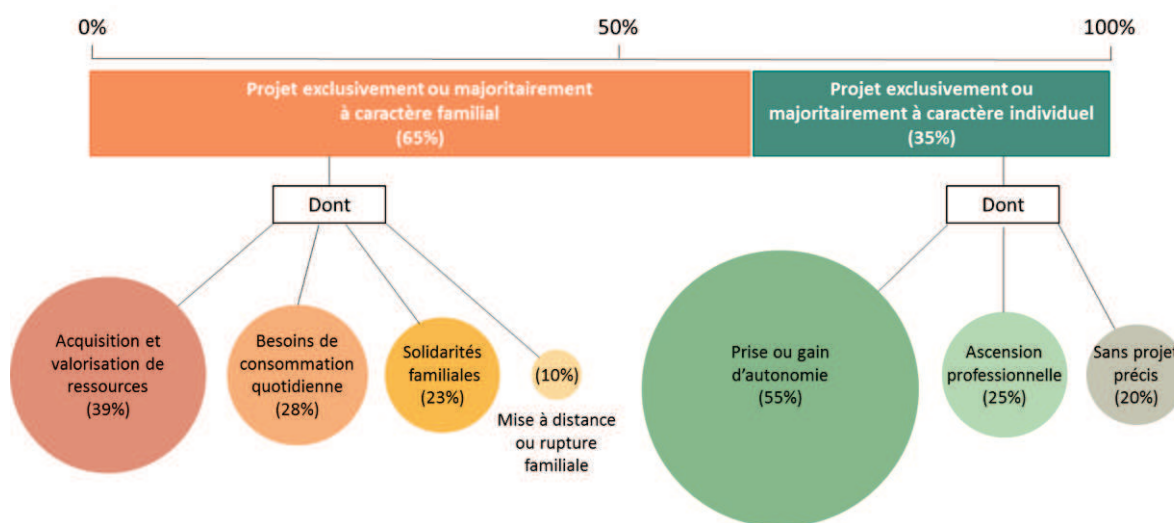


Figure 39 : Caractère individuel et familial des projets de mobilité (sur un total de 127 projets pour 84 individus). Sources : enquêtes famille et complémentaires. Réalisation : auteure.

De toute évidence, la nature des projets de mobilité ainsi que leur caractère individuel et/ou familial dépendent largement des étapes du cycle de vie et de la situation familiale des individus en mobilité³⁴⁵. Ces projets s'inscrivent donc dans les temporalités de vie des individus et de leurs familles nucléaires, mais également des groupes familiaux ou des sphères familiales. Les analyses qui suivent décryptent chacun des types de projet de mobilité individuels et familiaux, sachant que les intentionnalités personnelles peuvent croiser, dépasser ou même contredire celles du collectif familial.

³⁴³ En particulier, pour reprendre la proposition de D. Mangen et al. (1988) la solidarité normative (valeurs relatives aux obligations entre générations) et la solidarité fonctionnelle (aides fournies ou reçues) (voir chapitre 2).

³⁴⁴ Ce qui relève plus, cette fois, des solidarités (non) consensuelles (concordance/divergence d'opinion) (Mangen et al., 1988)

³⁴⁵ Au moment de leur départ les individus concernés par l'analyse étaient, pour la majorité, célibataires (46% des individus) dont 13% avec des enfants à charge, tandis que 37% des individus étaient en couple avec des enfants et 22% en couple sans enfant. Ces données, *a priori*, sont cohérentes avec la proportion de projets à caractère individuel (35%), puisque les célibataires sans charge familiale représentent 33% des individus enquêtés.

1.1.1. De la pluralité des projets à caractère familial

1.1.1.1. Couvrir les besoins du quotidien au fil du cycle de vie de la famille

Certains projets de départ en mobilité visent seulement la recherche d'un revenu qui permette de répondre aux besoins du quotidien, qu'il s'agisse de l'alimentation ou de biens de consommation, de frais de santé ou de scolarisation des enfants, ou encore des dépenses festives. Le projet de mobilité est donc très lié aux événements familiaux qui interviennent dans le cycle de vie : naissance ou entrée à l'école d'un enfant, célébration du 15^e anniversaire de la fille³⁴⁶ (qui est un événement social coûteux). Le projet peut être lié également à une rupture conjugale qui implique d'assumer seul(e) ses enfants ou, depuis peu, l'obligation des pères de famille à verser une pension alimentaire à leur ex-conjointe³⁴⁷.

Ainsi, l'arrivée du premier enfant par exemple enclenche très souvent la prise de décision de partir en migration ou en mobilité circulaire. Le couple souhaite être en mesure d'assumer pleinement son enfant. Le départ de l'un des conjoints ou du couple se fait généralement en amont de la naissance, le temps d'absence pouvant durer plusieurs mois. Les enquêtes montrent, cependant, que ces projets sont surtout associés aux mobilités circulaires et saisonnières, ou bien aux migrations de courte durée (un ou deux ans), le plus souvent au sein du Nicaragua ou dans les pays centraméricains (catégories de distance-temps 1 et 2). Ces projets, par ailleurs, sont pensés strictement au regard des moyens d'existence de la famille nucléaire. De fait, les membres du groupe familial, et *a fortiori* de la sphère, interviennent peu dans la mise en œuvre de ces mobilités.

1.1.1.2. Acquisition ou valorisation de ressources

Les projets de mobilité, centrés sur l'acquisition ou la valorisation de ressources, visent à améliorer les conditions matérielles d'existence des familles, mais également à générer des ressources financières via le développement d'une activité ou d'une compétence, laquelle

³⁴⁶ En Amérique latine, le quinzième anniversaire des filles marque leur passage de l'enfance à l'âge adulte. Cet événement donne généralement lieu à une importante célébration par la famille.

³⁴⁷ Le 20 février 2014, la loi (n°779) contre la violence faite aux femmes est approuvée et largement médiatisée. Elle garantit les droits des femmes dont celui de percevoir la pension alimentaire du père en cas de séparation. Différents acteurs institutionnels ou associatifs mettent en application cette loi convoquant les mères et les pères de la zone d'étude. Certains pères vont devoir annuler leur migration saisonnière afin de pouvoir se présenter aux convocations adressées par les institutions ou associations.

suppose d'avoir accès à d'autres types de ressources (naturelles, économiques ou humaines). Dans le discours des populations, l'accès à ces nouvelles ressources est associé, de toute évidence, à un processus réussi d'ascension sociale.

La première ressource matérielle à laquelle aspirent les populations est liée à l'espace domestique. Comme l'ont montré de nombreux travaux, *construire sa maison* est hautement symbolique dans les espaces ruraux à forte incidence migratoire mais également pour les migrants à destination (Cortes, 1995; Calderón Bony, 2008; Mekki, 2012). C'est l'une des conditions de la prise d'autonomie des familles nucléaires en formation, mais également la base requise pour le développement d'autres projets. La construction de la maison ou son amélioration est un projet systématiquement évoqué par les individus enquêtés, quel que soit leur parcours de mobilité. Les familles cherchent à agrandir le nombre de pièces ou à embellir la maison, en améliorant les matériaux de construction et en ornant la façade³⁴⁸ (Figure 40).

Ce type de projet de mobilité intervient là aussi à des étapes différentes des cycles de vie. Dans les familles en formation ou en émancipation, par exemple, il est fréquemment formulé par les enfants, jeunes, en couple ou célibataires, qui souhaitent construire leur maison pour fonder leur propre ménage, et quitter ainsi le domicile parental. Ils partent en mobilité le plus souvent à deux, afin de maximiser leur épargne et assurer la réussite de leur projet. Ils peuvent généralement compter sur l'aide de leurs propres parents pour mettre en œuvre leur mobilité. La majorité se rend dans les pays proches et plus accessibles de l'isthme centraméricain (catégorie de distance-temps 2), prévoyant qu'après des mobilités circulaires ou des migrations de courte durée, ils pourront revenir pour mettre en œuvre leur projet de prise d'autonomie et développer leurs propres activités sur le lieu d'origine. En effet, suite à la construction de leur maison et la formation de leur ménage, ils pourront obtenir une parcelle de leurs parents pour démarrer une activité agricole. Leur autonomie n'exclue donc pas leur dépendance aux ressources de leur groupe familial comme l'a montré le chapitre 5. Bien souvent, cependant, ils sous-estiment le coût et le temps nécessaires à la réalisation de leur projet. Ils font donc partie de ceux qui prolongent leur temps d'absence (voir section 2.2), en faisant éventuellement des

³⁴⁸ Dans le paysage de l'habitat, chaque matériau avec lequel sont construites les maisons renvoie à une situation sociale. Les maisons faites de bâches de plastique, de bois ou de terre reflètent, pour beaucoup, des situations de forte précarité. Les maisons faites de briques, parpaings, ciment et tôle traduisent une certaine réussite sociale, encore plus, si elles sont peintes. En effet, peindre sa maison montre un certain confort économique car elles doivent être repeintes tous les un ou deux ans. La section « maison qui attendent, maison qui parlent » de l'article de F. Calderón Bony (2008) portant sur la zone de Patamban (Michoacán, Mexique) montre bien ces différenciations sociales mais également comment l'habitat du lieu d'origine est un indicateur de l'avancée des projets migratoires et de ses recompositions.

mobilités alternantes entre le Salvador et le Costa Rica par exemple (voir chapitre 6), jusqu'à ce qu'ils aient l'épargne suffisante pour réaliser leurs projets. Une fois de retour, il n'est pas rare qu'ils ne puissent pas terminer la construction de leur maison et qu'ils doivent repartir, cette fois vers des destinations plus lointaines qu'ils espèrent plus profitables (migrations par étapes). C'est précisément l'itinéraire de Jeni (33 ans) arrivée à Saragosse en mars 2014. Au moment des enquêtes, ses trois enfants résidaient avec son mari à San Juan de Cinco Pinos.

« Avec mon mari, nous avons commencé à migrer car, après notre mariage, nous nous sommes installés chez mes beaux-parents et, après un temps, nous voulions être indépendants. Je suis alors partie plusieurs mois à San José [Costa Rica]. Mon mari est ingénieur agricole mais il n'a jamais trouvé de travail alors il est parti avec moi au Costa Rica, puis au Salvador. Ce n'était pas suffisant pour construire la maison alors je suis partie en Espagne. Ça a été dur mais nous avons presque fini. Je suis ici depuis 9 mois et j'y resterai maximum 3 ans, car je ne veux pas que mes enfants grandissent sans moi. » (Entretien complémentaire réalisé en janvier 2015 à Saragosse)

Chapitre 8



Maison de terre



Maison de bois



Maison de brique et de ciment



Apparat de façade



Maison d'un couple qui s'installe



Maison dont certains membres vivent au Costa Rica



Ma maison préférée sur le terrain



Maison construite au retour des États-Unis du père de famille



Maison fermée jusqu'au retour des propriétaires partis au Salvador



Nouvelle maison construite en 2016 par des migrants aux États-Unis

« Ici les maisons sont faites de la terre, de bache de plastique, de brique ou de bloc de béton avec des toits de tuiles ou de tôles. À l'intérieur, les sols sont souvent nus, poussiéreux certes, mais ils maintiennent un semblant de fraîcheur durant la saison sèche.

Des maisons aux façades à deux textures ou, pour ceux qui peuvent, des façades à deux couleurs. L'une de fond et l'autre pour rehausser les encadrements de portes, de fenêtres et les contours des murs. Apparats de façade chaleureux, ces revêtements n'habillent généralement que le mur principal, celui qui donne sur la rue, celui qui fait face aux autres.

Les murs de façade les plus lourdement chargés se sont multipliés dans ces localités rurales depuis mon arrivée en 2012, chaque trajet est une découverte. Et dans cinq ans, dix ans, quel sera ce paysage ?

Ces façades se sont multipliées au fur et à mesure que les départs vers le Nord ou l'Europe se sont développés.

Quand est-ce que ça a commencé déjà ? Il faut du temps pour s'octroyer une telle façade, plusieurs années. Les murs de la distance, de l'absence et des non-dits qui se dressent au cours de ces temps trop longs de migration ne sont pas simples à recouvrir et embellir. »

Extrait journal de bord, mai 2016, dernier terrain.

Figure 40 : Déclinaisons locales de l'habitat rural dans la vallée du Río Negro. Photographies : auteure (2014-2016).

Chapitre 8

Se doter d'autres ressources matérielles et économiques pour *développer une activité plus rémunératrice* au sein même des localités d'origine est le projet porté par de nombreuses familles engagées dans la mobilité. Comme développé dans le chapitre 5, ces activités peuvent être diversifiées : ouvrir une épicerie, une boutique de vêtements, un salon de coiffure, un atelier de couture, une quincaillerie, un service de transport de personne ou de matériel de construction. Cela peut être aussi de la vente ambulante de fruits et légumes ou sur le marché de Somotillo.

Ces projets sont développés surtout par les parents de familles nucléaires en formation ou en consolidation, ou les enfants de familles en émancipation. La nature du projet et sa concrétisation dépendent fortement du soutien du groupe ou de la sphère familiale, qui se traduit le plus souvent par le financement ou le prêt d'une partie de l'investissement nécessaire par un membre en migration (frère ou sœur, oncle ou tante).

Ces projets à caractère productif ne sont pas toujours énoncés avant le départ, mais formulés parfois au cours de l'expérience de mobilité. Une fois à destination, en effet, certains prennent conscience que seulement construire leur maison ne leur permettra pas de vivre décemment lors de leur retour et de répondre aux besoins de leur famille. Ils décident donc d'épargner davantage, et de prolonger leur migration, pour créer leur propre activité à leur retour.

Certains partent avec la volonté de *valoriser un héritage*. Ayant reçu (ou en phase de recevoir) un bien (maison ou terres) ou une somme d'argent, les bénéficiaires cherchent à en tirer parti et à valoriser ces nouvelles ressources, en rénovant par exemple la maison léguée ou en mettant en culture les terres héritées. Ce sont généralement les familles en émancipation qui sont concernées. Dans ce cas, de manière à financer le coût de la valorisation du bien hérité, l'un des deux conjoints part pour des destinations plus ou moins lointaines et des durées variables, selon la nature et l'ampleur du projet.

Certains projets de mobilité sont à caractère social en lien avec la santé ou l'éducation. La *prise en charge des soins* de ceux restés dans le lieu d'origine est courante parmi les individus mobiles. Alors que le départ avait d'autres motivations, elle survient de manière inopinée au cours de l'expérience de mobilité. La question de la santé a généralement un impact conséquent sur la poursuite des projets de mobilité, car les coûts associés aux soins sont souvent élevés. Et une fois engagés, les individus mobiles ne peuvent renoncer à aider les membres de

leur famille nucléaire, et parfois même ceux de leur groupe ou sphère familiale³⁴⁹. C'est ce qu'explique Sandra (31 ans), partie à Saragosse en 2014 laissant ses cinq enfants à la charge de sa belle-mère.

« Cette année a été éprouvante car mon fils est tombé et s'est ouvert la tête. Il a fallu que je paye tous les frais d'hôpital. Puis nous avons découvert que ma belle-mère avait un problème de santé grave. [...] Je lui ai dit que c'était ma responsabilité maintenant d'être là pour elle. Nous l'avons convenu, alors j'ai tout payé en demandant des avances de salaire. Évidemment, cela a mis un coup à mon couple, César a dû rester plus longtemps au Costa Rica, loin des enfants, pour aider aussi financièrement. Nous avons commencé à douter de tout. Aujourd'hui, tout ce que je sais est que je suis bloquée chez ma patronne pour longtemps encore car je n'ai pas fini de payer ma dette [liée au voyage]. »
(Entretien réalisé en janvier 2015 à Saragosse)

Le *financement des études supérieures des enfants* lie les individus mobiles là aussi à un ou plusieurs membres de leur famille nucléaire, de leur groupe ou sphère familiale. Faire des études, projet souvent articulé à d'autres motivations individuelles ou collectives, bénéficie du fort soutien de la famille, y compris élargie ou distante. En effet, la génération des parents et grands-parents n'a pas (ou peu) eu accès aux études, la plupart s'étant arrêtée à la fin de l'école primaire ou secondaire, et les cas d'analphabétisme ne sont pas rares (Näslund-Hadley et al., 2012). Permettre à leurs enfants d'étudier, ou même à leurs neveux et nièces, leur tient donc à cœur. Dans ce cas, le projet des individus mobiles est qu'un des membres de leur famille, nucléaire ou élargie, puisse se doter de ressources humaines (compétences) en prévision d'un futur meilleur (Schaffhauser, 2014).

Renaldo (50 ans) est père d'une famille en émancipation de 7 enfants, âgés aujourd'hui de 8 à 26 ans. La famille vit à El Plan Grande (San Pedro del Norte). Toutes ses migrations et ses mobilités circulaires ont été motivées par la volonté de voir ses enfants étudier.

« Je ne sais combien de fois je me suis rendu au Costa Rica et au Salvador, une vingtaine de fois depuis que je me suis marié en 1987. Je pars généralement en juin et juillet car je sème en mai et récolte en août et je m'organise avec mon fils. Je pars pour trouver des solutions pour la famille. [...] Mes filles aînées ont

³⁴⁹ La question du lien entre migrations et protection sociale transnationale (dont la santé) est soulignée par certains travaux actuels. Dans la lignée de P. Lewitt et al. (2017), la recherche menée par P. Palash et V. Baby-Collin (2018) sur les migrants équatoriens montre l'importance des remises migratoires liées aux soins de santé ; certaines sont dites « inversées », c'est-à-dire envoyées de lieux de départ vers ceux de destination lorsque les migrants sont ceux qui doivent être soignés.

toutes étudié. À cette période je voyageais plusieurs fois dans l'année car, avec ma femme, nous avions beaucoup de dépenses avec les études des filles qui étaient internes à Chinandega. Il fallait donc payer le logement, la nourriture, le matériel scolaire et les allers-retours à la maison pour qu'elles viennent nous rendre visite. Nous sommes heureux de leur avoir offert un diplôme. Moi j'ai arrêté l'école primaire à la fin du 3^e niveau car je n'y accordais pas d'importance, je l'ai regretté. En 2012, j'ai tout de même pu bénéficier d'un programme de cours pour adulte.» (Entretien réalisé en novembre 2014 à El Plan Grande)

1.1.1.3. Prises de relais et regroupement comme expression des solidarités familiales

Le départ en mobilité des individus peut prendre une tournure inattendue, lorsque ceux-ci ne parviennent pas à atteindre leur destination, à trouver du travail ou encore à envoyer de l'argent à leur famille. Ces situations prévalent en particulier dans les destinations lointaines. Par solidarité, et parce qu'organiser un retour est également une entreprise coûteuse, un autre membre de la famille nucléaire ou du groupe familial *prend alors le relais*, partant à son tour en mobilité pour compenser l'échec du conjoint, du fils ou de la fille, du frère ou de la sœur. De même, dans les familles avec de jeunes enfants, certains partent pour que d'autres reviennent auprès des leurs, après une absence jugée trop longue. Celui ou celle qui prend le relais choisit des destinations vers lesquelles il dispose d'un réseau fiable de relations. Ces situations témoignent tout particulièrement de liens forts qui fondent la cohésion familiale.

César (32 ans) est le père et beau-père d'une famille de cinq enfants âgés de 1 à 15 ans, qui résident à El Carizal (San Juan de Cinco Pinos). Il est rentré en 2015 du Costa Rica. Sa compagne, quant à elle, se trouve en Espagne depuis 2013.

« Nous avons vécu longtemps au Costa Rica alors, en 2009, nous avons décidé d'acheter une maison pour notre famille à Orotina. C'était un mauvais plan, nous avons perdu la maison et tout notre argent. Alors en 2011, nous avons décidé avec ma femme que je partirai pour les États-Unis [...] mais arrivé à la frontière mexicaine, je me suis fait attraper et déporter au Nicaragua. Notre situation s'était empirée et nous vivions à nouveau de contrats saisonniers au Costa Rica. En 2013, après la naissance de notre dernier fils, ma femme est partie pour l'Espagne. Cela lui coûte, et aux enfants aussi, d'être loin de sa famille, alors après les récoltes je vais tenter d'aller à nouveau aux États-Unis ou au moins au Guatemala. Quand ma situation sera stable, nous la ferons rentrer à la maison. C'est un sacrifice de m'éloigner de mes enfants, j'espère

qu'après tout cela nous arriverons à être réunis. Cela me coûte de les abandonner, j'espère que, peut-être, un jour ils nous comprendront. » (Entretien mené en mars 2015 à El Carizal)

Le témoignage de César illustre cet aspect de la mobilité qui vise le maintien de la famille et de sa cohésion. Il documente également la volonté de *regroupement familial* qui exprime pleinement le caractère collectif du projet de mobilité. Ces regroupements traduisent la volonté de mettre un terme à l'absence, même si le lien social se maintient malgré la distance. Tout départ en mobilité, et surtout en migration, implique une mise à distance des proches et l'insertion dans un environnement jusque-là inconnu. L'absence des siens est alors pesante pour ceux qui partent comme pour ceux qui restent. Dans certains cas, l'un des conjoints l'exprime et l'autre le rejoint pour le soutenir. Par exemple, dans les pays de l'isthme centraméricain, la femme, après avoir rejoint son conjoint, n'a pas d'activité économique mais s'occupe de la logistique quotidienne. Il s'agit généralement de jeune couple sans enfant. Parfois, lorsque la femme est enceinte, ces familles en formation décident de donner naissance à leur enfant sur le sol étranger pour faire valoir son droit du sol, comme au Costa Rica, ce qui leur donne accès aux services de santé et d'éducation.

Au moment de l'entretien, Leïla (20 ans) était en couple et venait d'accoucher au Costa Rica de son premier enfant. Elle vivait avec son conjoint chez ses parents à El Rodeito (Somotillo) en attendant la finalisation des travaux de leur maison.

« Mon conjoint était parti au Costa Rica il y a quelques mois pour gagner de l'argent dans le but de construire la maison avant la naissance de notre fils et assurer les dépenses liées à sa naissance. Ce n'était pas la première fois qu'il partait, ni moi d'ailleurs. Nous étions allés ensemble au Salvador l'année d'avant mais les salaires sont plus élevés au Costa Rica. Il a souffert de la solitude là-bas, il me disait qu'il avait hâte que nous puissions arrêter de partir et être heureux dans notre village. Deux mois avant d'accoucher, je l'ai rejoint au Costa Rica. Il n'était pas d'accord car cela lui semblait dangereux vu mon état. Mais je suis partie quand même. C'était l'occasion d'accoucher dans de meilleures conditions qu'au Nicaragua et d'offrir les papiers costaricains au bébé. C'est lui donner un avantage pour le futur selon ce qu'il voudra faire de sa vie. Nous sommes rentrés en novembre 2015, une fois les papiers obtenus. » (Entretien mené en mai 2016 à El Rodeito)

De ce que j'ai pu observer, les regroupements familiaux réussis concernent généralement des conjoints (plus que des parents et des enfants) et des destinations régionales (catégories de distance-temps 1 et 2). Les regroupements sont beaucoup plus rares pour les destinations

lointaines. En effet, certain(e)s ne se sentent pas d'affronter la traversée vers les États-Unis, par exemple, et préfèrent renoncer à rejoindre leur proche à destination.

Enfin, face au délitement du lien familial, et surtout conjugal, soumis à l'épreuve de la distance, certaines femmes décident de réagir. Elles rejoignent leur conjoint à destination afin de sauver leur relation. Rosibel (37 ans) a vécu cette situation. Au moment de l'enquête, elle était mère d'une famille en consolidation de quatre enfants, âgés de 11 à 20 ans, résidant à La Pacaïra (Villanueva). Son mari était à New York depuis 2014, avec le projet d'agrandir la maison, mais aussi d'investir dans l'élevage bovin avec son frère, déjà bien installé. Elle évoque le souvenir de ses retrouvailles avec son mari au Costa Rica dans les années 1990.

« Mon mari est parti en 1994 au Costa Rica, à Puntarenas, après que sa famille ait acheté une ferme à La Pacaïra [Villanueva – Nicaragua] au sein de laquelle nous souhaitions investir dans l'élevage bovin. Petit à petit, il donnait moins de nouvelles et envoyait de l'argent plus irrégulièrement. Puis, un jour quelqu'un du village m'a dit qu'il buvait beaucoup là-bas. J'ai donc décidé de le rejoindre sans le prévenir. En 1996, j'ai commencé à travailler comme domestique dans une famille de Villanueva pour payer le voyage. En 1997 je suis partie le retrouver. Ces retrouvailles ont été compliquées. Nous sommes rentrés ensemble en 1999. » (Entretien conduit à La Pacaïra en mai 2016)

1.1.1.4. *Prise de distance et ruptures avec la famille*

Si le lien familial est au cœur de la majorité des projets de mobilité, il est également la raison pour laquelle certains souhaitent s'en détacher. Certaines conjointes, voire mères de famille, partent en migration, suite à une rupture conjugale, afin de prendre de la distance avec leur ex-conjoint et leur vie antérieure, se donnant une chance de recommencer. C'est le cas de Juana, qui est mère d'une fille âgée de 3 ans lorsqu'elle part seule et tout juste divorcée pour Saragosse.

« J'étais mariée, à l'église et à la mairie, et nous avons une petite fille. Et un jour, j'ai découvert qu'il me trompait. Je me suis sentie comme si j'étais en train de mourir à l'intérieur. J'ai dit à ma mère que j'avais besoin de m'éloigner d'ici, de cet environnement, sinon j'allais m'effondrer et je ne pouvais pas. Pour ma fille, je devais lutter. Je lui ai alors dit que je partais trois ans en Espagne. » (Entretien complémentaire mené en mars 2016 à Somotillo)

Chapitre 8

Des enfants devenus adultes, ou certaines conjointes, partent pour fuir un climat familial violent (violence verbale et/ou physique). De leur côté, certains pères de famille partent pour s'extraire un temps de leurs obligations et responsabilités familiales (pourvoir des ressources, élever les enfants, prendre en charge les personnes dépendantes). Parfois, ils reconstruisent le lien familial, une fois à destination (voir section 2.4.1).

Ana (53 ans), originaire de Managua et vivant aujourd'hui à La Nouvelle-Orléans, fait le récit de ces tensions familiales.

« Nous vivions à Managua avec mon mari et nos quatre enfants. J'avais 15 ans et lui 17 ans quand notre fille aînée est née, imagine alors la situation... Mon mari gagnait bien sa vie parce qu'il était ingénieur en télécommunication. Il s'occupait de régler les radios des avions de guerre du pays. Il nous disait qu'ils n'étaient que deux dans tout le pays à faire ce métier. Du coup, il n'était pas beaucoup à la maison car il voyageait beaucoup. Il ne voulait pas que je travaille alors je le faisais en cachette où lorsqu'il n'était pas là. Je faisais de la couture, j'aimais beaucoup cela. Il était surtout alcoolique et violent. Un jour, il est allé trop loin et je suis partie pour les États-Unis, laissant derrière moi un mariage brisé et une famille détruite. C'était en 1992. J'ai laissé mes filles, encore enfants, en larmes et abandonnées. Je dis « abandonnées » car personne ne s'occupait de mes enfants, ils ont dû se battre seuls dans cette grande ville [Managua]. Ma mère vit dans la maison voisine mais elle a toujours été très dure avec moi et c'est pareil avec ses petits-enfants. Elle ne voulait pas s'en occuper et je ne voulais pas non plus lui demander. [...] Mon ex-mari m'a téléphoné quelques années après pour que je le pardonne et que nous recommencions notre histoire. Je lui ai dit qu'il n'y avait plus rien à pardonner parce que je ne ressentais plus rien, ni haine, ni amour, ni rancœur. C'est le temps qui a permis cela. Je crois que c'est surtout parce qu'il est allé trop loin avec nos enfants. Il ne leur a jamais donné d'argent pour aller à l'école ou manger, il ne les appelle même pas le jour de leur anniversaire pour dire « salut, comment vas-tu ? ». Il s'est installé juste en face de la maison avec sa nouvelle femme. Je pense que c'est pour m'offenser, il sait que moi je rêve de pouvoir les voir et les embrasser. » (Entretien complémentaire conduit à La Nouvelle-Orléans en avril 2016)

Si la migration a permis à Ana de fuir les violences conjugales qu'elle subissait, cette mise à distance l'a aussi séparée de ses enfants qu'elle n'a pas revus depuis plus de vingt ans.

1.1.2. *Le projet individuel : partir pour se construire et s'émanciper*

Dans les localités de la vallée du Río Negro où le « rêve américain » et la « promesse espagnole » ou centraméricaine d'une vie meilleure, se diffusent partout (série télévisée, musique, vêtement, nourriture, technologie), les jeunes, généralement célibataires, sont épris d'envies d'ailleurs et de découvertes. Cet « imaginaire migrant », nourrissant l'espoir d'une vie meilleure, est relayé par les migrants eux-mêmes (Sayad, 1999; Simon, 2008)³⁵⁰. Comme l'explique M. Agier (2016), cette « [...] *situation de double dés-identification du migrant qui 1/ ne correspond plus à l'identité de sa société de départ, et 2/ ne correspond pas non plus à l'identité que la société d'arrivée lui assigne [...] peut amener le migrant à vouloir rendre la migration plus belle qu'elle n'est, à en faire un récit mythique (certains parlent de la migration comme « initiation »), à se projeter dans des mondes imaginaires et à se reconstruire une image à soi et un récit de soi comme « aventurier »* » (Agier, 2016: 49).

Dans la vallée du Río Negro, de jeunes adultes (de 16 à 30 ans), membres de familles en émancipation, décident donc de partir en migration sans savoir précisément pour combien de temps. Tout dépend de ce que leur réserve la vie, une fois là-bas, disent-ils. Lorsqu'ils partent pour la grande ville voisine, la capitale ou une autre région nicaraguayenne, ils se représentent davantage ce qui les attend pour ce qui est des activités à développer ou des emplois à occuper sur place. Ainsi, ils associent à leur départ des projets plus concrets que lorsqu'ils franchissent les frontières nationales. Ces migrations de jeunes adultes ont la particularité d'être stimulées par un effet de groupe. Les jeunes migrants sont entraînés par leur fratrie ou leurs amis. Les témoignages ci-dessous rendent compte de ces initiatives individuelles de migration, portées par la soif de découvertes, d'expériences ou de changement, et dont le projet concret et la cohérence de sens se construisent au fil de l'expérience migratoire.

« Je suis arrivé à une étape de mon développement mental où j'ai compris que j'avais besoin de plus d'espace et d'aventure. » Lomberto (32 ans) est parti vivre au Costa Rica à l'âge de 16 ans où il résidait toujours au moment des enquêtes (Entretien mené en décembre 2015 à Atenas).

« J'ai toujours été animée par l'envie d'une autre vie que celle que nous vivons ici. Je voulais attraper les opportunités qu'offre la ville pour faire d'autres choses que ce que nous faisons dans le milieu rural. » Elvia (65 ans) est partie à

³⁵⁰ Pour illustrer cette sublimation de la réalité des migrants, se référer aux pages 39 à 42 « *tout ce que nous disons, c'est du mensonge* » de l'ouvrage d'A. Sayad (1999) portant sur la migration algérienne en France.

Chinandega à l'âge de 34 ans où elle a vécu durant de nombreuses années. Elle est rentrée dans sa localité d'El Rodeito (Somotillo) en 2012, après 28 ans d'absence (Entretien mené à El Rodeito en août 2014).

« Chaque tête est un monde. À savoir pourquoi nous partons. Moi, je suis partie parce que j'aspirais à quelque chose de différent de la vie à la campagne. En vérité, lorsque je réfléchissais à mon projet de vie, je n'avais jamais planifié de partir. Je me suis mis à discuter avec un oncle en Espagne, nous blaguions beaucoup sur ma venue en Espagne. Et un jour, les blagues sont devenues plus sérieuses et je suis vraiment parti pour remplacer mon oncle qui rentrait au pays. » Irwin (31 ans) est parti en Espagne à l'âge de 24 ans. Il vit aujourd'hui à Saragosse (Entretien mené en janvier 2015 à Saragosse).

Au-delà de l'envie d'un autre horizon, ces jeunes adultes cherchent à s'extraire de la pression familiale et à s'autonomiser par le recours à la migration. Toutefois, si le projet initial est centré sur les motivations individuelles des jeunes, cela n'exclue pas que ceux-ci puissent ensuite construire, au cours de leur expérience migratoire, un projet concret en lien avec leur famille restée au Nicaragua. En effet, beaucoup de ces jeunes expriment leur engagement vis-à-vis de leur famille et une certaine obligation à soutenir économiquement les membres de leur famille nucléaire, leurs parents, ou leurs frères et sœurs. Lorsque les jeunes partis en migration s'engagent dans le soutien économique de leur famille, les rapports intra-familiaux évoluent. Le contrat de mobilité, bien qu'implicite, suppose que les jeunes migrants aient un droit de regard sur l'économie de la famille. Par exemple, les jeunes femmes qui envoient de l'argent à leurs proches, participent alors aux décisions relatives aux activités économiques des autres membres de leur famille restés dans la localité d'origine.

La motivation à migrer pour gagner en autonomie est parfois nourrie par un sentiment de déception vis-à-vis des perspectives professionnelles et d'ascension sociale au Nicaragua. Ces individus, souvent qualifiés (études supérieures) ont alors *le désir de se réaliser et d'évoluer professionnellement* ailleurs. Ils constatent que l'économie nationale offre peu d'opportunités d'emploi à une jeunesse à qui on a promis que les études supérieures lui assureraient un métier. C'est le cas de certaines jeunes filles, au sein de familles en émancipation, qui ont eu l'opportunité d'étudier. Une fois diplômées, elles disent n'avoir pas trouvé d'emploi ou seulement des activités économiques relevant de contrats précaires. Certaines reprennent alors les études et cumulent des formations, d'autres se résignent à retourner vivre sur l'exploitation agricole de leurs parents. Mais la plupart optent pour la migration, le plus souvent vers l'Espagne.

Rita (34 ans) est partie à Saragosse en 2007. Elle est mariée et mère d'une famille en formation. Au moment des enquêtes, son mari l'a rejoint et ils ont deux enfants (5 et 9 ans).

« J'ai pris moi-même la décision d'aller en Espagne. J'ai étudié de nombreuses années grâce au soutien de ma famille à León et à Chinandega pour me former. Alors, une fois diplômée et après un premier poste à l'école secondaire de Santo Tomas del Norte, je n'ai plus eu de travail. J'étais déçue de ne pas retrouver de travail car j'adorais être maîtresse d'école. Mon gouvernement m'a déçu, car il nous a incités à étudier, formant aujourd'hui beaucoup trop de maîtres d'école et d'infirmiers à qui il ne donne pas de travail. Alors, moi je suis partie. »
(Entretien mené en janvier 2015 à Saragosse)

Ces migrations de jeunes, en couple ou célibataires, et pour lesquelles logiques individuelles et familiales s'entremêlent au final, bénéficient pleinement de l'aide du réseau familial ou amical, en étant conseillés ou épaulés par d'autres jeunes, un frère ou une sœur, un cousin ou cousine vivant déjà à l'étranger. Les liens à distance sont particulièrement intenses entre les jeunes, soit par téléphone, mais le plus souvent via les réseaux sociaux de type Facebook, WhatsApp, Snapchat, ou Instagram (échanges de messages et de photographies). Lorsque les jeunes déjà en migration ont la possibilité de revenir en visite dans leur localité, ils incitent les autres à les rejoindre et proposent leur aide pour organiser la migration ; raison pour laquelle la décision de partir est souvent prise de manière improvisée, sans grande anticipation et construction en amont d'un réel projet migratoire. Les témoignages qui suivent rendent compte de ces départs *sans projet précis*.

« Je n'avais pas planifié de venir. Ma tante, m'a proposé. Aujourd'hui, je me demande toujours pourquoi je suis partie. Cela arrive souvent, quelqu'un t'incite à partir et tu saisis l'occasion parce que tu penses aller vers une vie meilleure. »
Saïda (27 ans) est partie pour Saragosse en 2010 où résident trois de ses tantes.
(Entretien conduit en janvier 2015 à Saragosse)

« Eh bien, ce fut une impulsion, une idée du moment. Mon frère m'a appelé, il m'a dit « tu veux venir ici ? », j'ai dit oui et je suis venu. Oui, je n'ai pas spécialement réfléchi à si j'arriverais à passer [la frontière] ou si ça se passerait bien pour moi...que cela impliquait de laisser mes parents seuls. Je n'y ai pas pensé, je suis juste parti. Mais ce fut une bonne chose, parce que là-bas [Ojo de Agua], j'étais en train de me corrompre, je trainais dans la rue le soir, je rentrais tard. C'était beaucoup de soucis pour ma mère. Je ne voulais pas la fâcher, ou qu'elle tombe malade. »
Ekar (30 ans) est parti pour Houston en 2008 où vivait

deux de ses frères. Il est rentré en 2012. (Entretien réalisé en avril 2016 à Somotillo)

1.2. Temps des migrations : les modalités du contrat de mobilité

Comme déjà évoqué, la migration, plus que la mobilité circulaire, implique une « contractualisation » entre les membres de la famille nucléaire, mais également à l'échelle du groupe ou de la sphère familiale. Or le contrat de mobilité familial, qui suppose obligations réciproques, est souvent implicite. Comme l'explique J. Durand (1986), « *tout ce soutien dont il [le migrant] profite n'est pas complètement gratuit, malgré les apparences : c'est une aide à laquelle il faut correspondre, c'est un engagement qui suppose réciprocité. Parce que tout ce complexe, silencieux et efficace système d'aides fonctionne seulement si le migrant commence à remplir ses obligations dès qu'il a trouvé du travail. S'il est célibataire, il doit envoyer de l'argent à sa famille ; s'il est marié, il doit envoyer de quoi couvrir les besoins de ses enfants et de sa femme ; s'il avait des objectifs précis, il doit commencer à les matérialiser tout comme l'on comprend qu'il soit obligé de participer économiquement avec ceux avec qui il partage le logement et la nourriture aux États-Unis. Au fur et à mesure, un bon migrant doit se montrer disposé à accepter les pressions additionnelles de sa famille : prêts, aides pour les études ou le paiement de médicaments ou d'opérations.* » (Durand, 1986: 62)

Ce système d'obligations fonde le contrat de mobilité qui lie ceux qui partent à ceux qui restent afin de garantir le maintien du lien à distance. Il se met en place dès le départ du migrant, de façon plus ou moins silencieuse, la durée programmée de la migration étant parfois clairement exprimée et négociée. Ce sont ces durées planifiées, et les jalons qui rythment l'expérience migratoire, qui sont ici analysés à partir d'un sous-échantillon de 76 événements de mobilité parmi les 127 préalablement mentionnés³⁵¹, pour lequel je dispose d'une information précise concernant ces durées programmées.

1.2.1. Des durées d'absence variables selon le projet de mobilité et la situation familiale

Dans les représentations des individus prêts au départ, chaque type de destination est associé à un temps d'absence. Les individus planifient ce temps d'absence selon leur situation

³⁵¹ Cela correspond à 57 individus de l'enquête famille (sur les 66 précédemment mentionnés) et 10 individus des enquêtes complémentaires (sur les 18).

familiale (étape du cycle de vie, position au sein de leur famille, nature du réseau social mobilisé) et la nature de leur projet de mobilité. La destination est choisie au regard de ces paramètres. L'exemple des mères de famille (célibataires ou non), avec des enfants en bas-âge ou déjà scolarisés, souhaitant partir travailler dans les secteurs des services à la personne, est parlant. Les candidates au départ connaissent les rémunérations des employées de maison à Managua (environ 35 euros/mois), au Guatemala (60 à 80 euros/mois), au Costa Rica (70 à 120 euros/mois) ou encore au Panama (260 euros/mois). Il n'est pas rare qu'elles choisissent pourtant Managua, où le salaire est le plus bas. Elles souhaitent ainsi minimiser la distance socio-spatiale avec leurs proches, afin de pouvoir rentrer au plus vite en cas de besoin, ou permettre à leurs proches de venir les visiter ponctuellement. Une trop grande distance leur fait courir le risque, par ailleurs, d'un délitement du lien familial et de l'effritement de leurs relations conjugales ou maternelles.

Ainsi, chaque destination est chargée d'une représentation et d'une projection quant au temps d'absence. L'arbitrage se fait donc en fonction du niveau d'opportunité d'emploi et de rémunération potentiel, d'un côté, et du risque de délitement du lien familial, de l'autre. Lorsque des individus partent dans un des pays de l'isthme centraméricain, ils savent que l'absence sera de quelques mois à deux années tout au plus, avec des prolongations possibles de quelques mois selon le cours des événements.

Lorsque les migrants partent aux États-Unis ou en Espagne, ils projettent leur retour sur plusieurs années, entre trois et cinq ans en général. Le Panama est perçu comme une destination de proximité, à forte valeur ajoutée, idéale pour partir peu de temps et gagner beaucoup.

Pour les projets de mobilité à caractère familial, les durées d'absence pressenties sont discutées et estimées collectivement par la famille. De façon générale, ils savent que plus la destination est lointaine, plus le temps d'absence sera long et le projet de mobilité ambitieux.

La durée de quelques mois concerne les mobilités circulaires vers les villes voisines ou frontalières, où l'objectif est d'obtenir un revenu complémentaire ou financer de petits projets, réalisés souvent au terme de plusieurs expériences successives de mobilité, d'une année à l'autre. Pour ces lieux catégorie de distance-temps 1, la particularité est que les durées estimées et réelles concordent, quelle que soit la nature des projets de mobilité (Graphique 7).

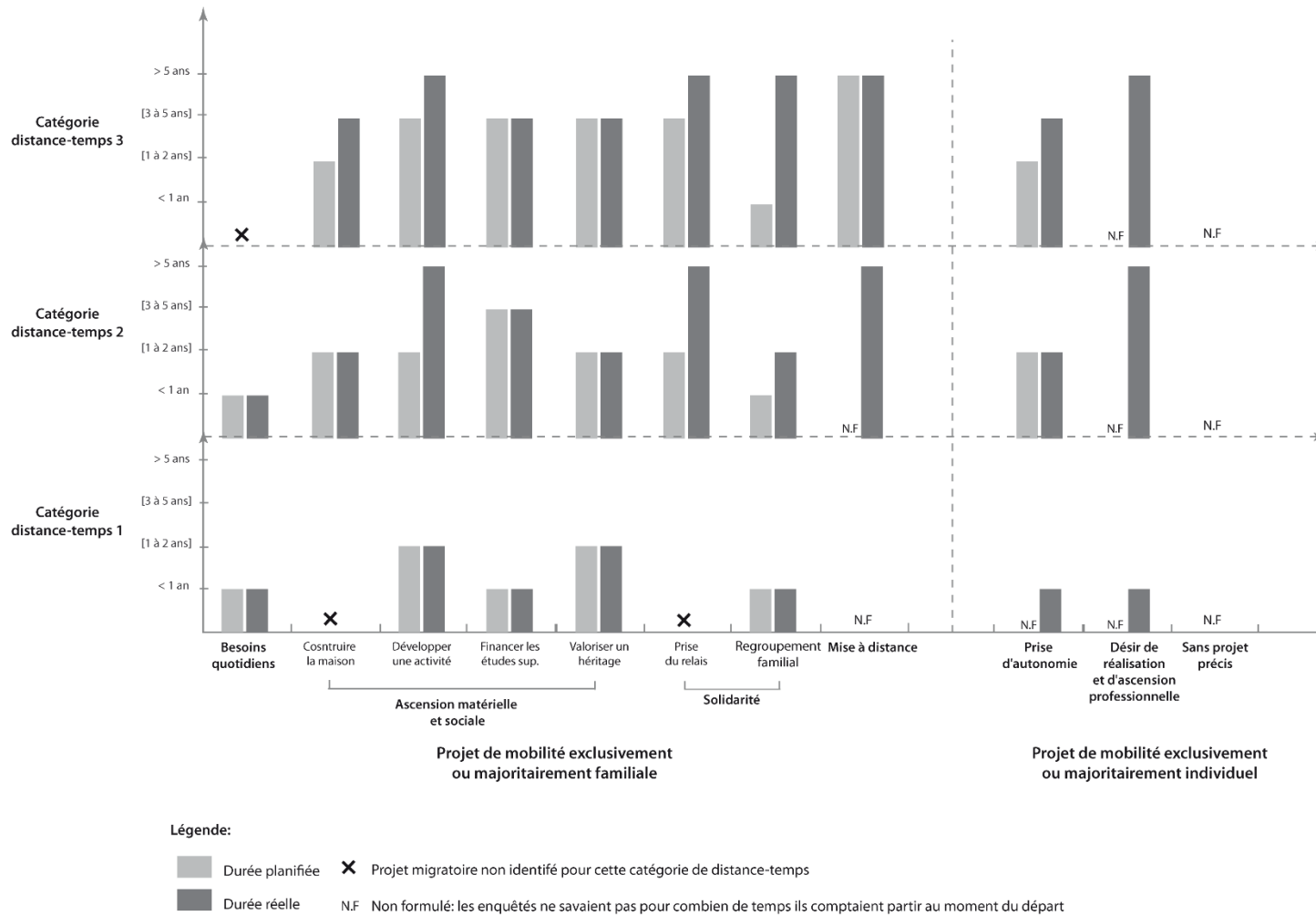
Dans les pays de l'isthme centraméricain (catégorie de distance-temps 2), les absences programmées sont de plusieurs mois, voire une ou deux années, avec souvent des allers-retours pour rendre visite aux proches.

En revanche, la migration aux États-Unis ou en Espagne (catégorie de distance-temps 3) se planifie pour des durées d'absence de trois, quatre ou cinq années, selon le niveau d'épargne nécessaire au projet. Les migrants acceptent de concevoir de telles durées d'absence, dans la mesure où le projet est coûteux, mais aussi parce qu'ils pensent préférable de partir plus longtemps, mais une seule fois, plutôt que de répéter des migrations. Il n'est pas rare au final que les migrations se succèdent, correspondant à des projets par étapes : d'abord construire sa maison, puis développer une activité économique dans sa localité d'origine, tout en finançant les études supérieures des enfants (voir section suivante). De ce fait, les durées sont souvent dépassées.

Lorsque la mobilité est envisagée à titre individuel, cela a été dit, les durées sont rarement planifiées (Graphique 7). Toutefois, les jeunes qui souhaitent s'autonomiser formule souvent des promesses de retour à court terme (une à deux années), qu'ils se rendent vers des destinations régionales (catégorie de distance-temps 2) ou lointaines (catégorie de distance-temps 3). Car un départ nécessite, en particulier pour les jeunes hommes des familles en émancipation, une négociation avec les parents ; l'absence des jeunes en effet affecte la main-d'œuvre familiale disponible pour les travaux sur l'exploitation agricole. Ils doivent donc rassurer leurs proches en argumentant que l'absence sera de courte durée, et que les ajustements dans l'organisation du travail agricole sont à court terme.

Ainsi, quelle que soit la destination, et qu'il s'agisse d'un projet de mobilité à caractère individuel ou collectif, les temps d'absence sont au cœur des préoccupations et des tensions familiales – entre conjoint et conjointe, entre parents et enfants –, et donc de la négociation du contrat de mobilité.

Chapitre 8



Graphique 7 : Durées moyennes des mobilités, planifiées et réelles, selon les catégories distance-temps et la nature des projets de mobilité (sur un total de 76 événements de mobilité). Sources : enquête famille et complémentaire.

1.2.2. Les jalons de la mobilité, négociés en famille

La mobilité des individus est jalonnée par des étapes qui rythment l'avancée du projet. Ces jalons servent de repères, en particulier pour ceux qui restent. Ils permettent de mieux supporter l'absence, d'évaluer si les individus en mobilité honorent les engagements du contrat familial ou de constater que le projet de mobilité a évolué, au détriment parfois de ceux restés dans le lieu d'origine.

Même si les exemples précédemment évoqués soulignent la diversité des projets de mobilité, nombre de migrations, et certaines mobilités circulaires, traduisent dans leur forme idéale le projet suivant (Figure 41).

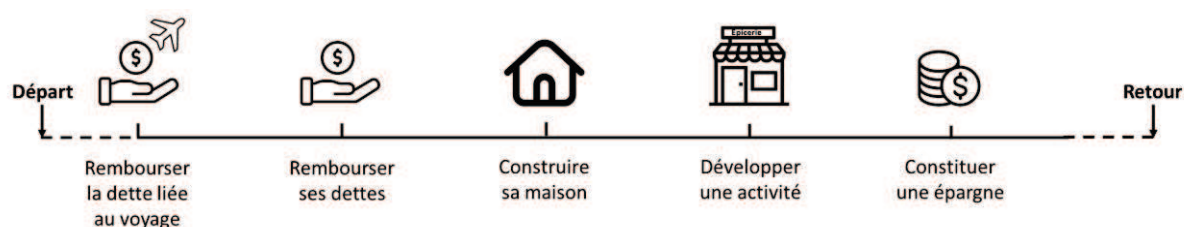


Figure 41 : Les objectifs successifs de la mobilité. Réalisation³⁵² : auteure.

Le remboursement des dettes, liées au voyage ou accumulées avant le départ, constitue la première étape du projet de mobilité, et également la première manifestation du maintien d'un lien à distance. La construction de la maison, comme déjà dit, est le premier gain espéré de l'expérience de mobilité. Cette étape est conçue comme indispensable pour pouvoir ensuite engager un processus d'accumulation de ressources matérielles, économiques et financières. Pour les migrations lointaines, certains ne conçoivent de rentrer qu'une fois constituée une épargne suffisante pour anticiper tout aléa futur, comme la maladie ou les études supérieures des enfants.

La fille aînée de Cleofer (49 ans) est partie pour Séville (Espagne) en 2014 lui confiant sa fille de deux ans dont elle s'occupe à El Carizal (San Juan de Cinco Pinos). Son témoignage rend compte à la fois de la dimension familiale du projet de mobilité, d'une contractualisation intergénérationnelle autour de la prise en charge de l'enfant par sa grand-mère et des obligations qui engagent la migrante (échéance des remboursements et des étapes du projet, flou entretenu

³⁵² Les icônes proviennent du site The noun project (<https://thenounproject.com/>).

sur le retour). Son témoignage atteste également du poids des conditions d'illégalité qui conditionnent les temporalités des séjours et les possibilités du retour.

« Avant que ma fille ne parte pour l'Espagne, elle m'a confié son projet, sûrement pour nous rassurer mais surtout pour nous démontrer qu'elle était sérieusement décidée à partir. Elle voulait tout d'abord construire sa maison à côté de la nôtre ; aménager et meubler cette maison pour elle et sa fille ; ouvrir un compte en banque à sa fille avec de l'argent dessus pour son futur. Elle disait que c'était pour lui éviter qu'elle ne connaisse la même situation qu'elle et s'amourache du premier venu. [...] Ma fille m'a demandé qu'en novembre, lorsque nous aurons remboursé le prêt [à la banque, lié aux frais du voyage], je lui ouvre un compte à Somotillo pour qu'elle puisse épargner afin d'accomplir ses projets. Lorsqu'elle aura atteint ses objectifs, elle dit qu'elle rentrera. Elle n'a pas défini de date exacte de retour, elle dit que tant que ça ira pour elle, elle restera. Quand elle est partie, elle m'a dit que ce ne serait pas plus de 3 ans, sinon pour la petite ça deviendrait compliqué. En revanche, elle veut rapidement obtenir ses papiers afin de pouvoir venir visiter sa famille...vous voyez, entre ce qu'elle dit et fera, j'ai de quoi attendre encore longtemps, n'est-ce pas ? J'espère que sa fille sera une raison suffisante pour qu'elle finisse par rentrer. [...] Vous savez, dans sept ans je pars à la retraite, j'ai déjà discuté avec la directrice du centre de santé et elle est d'accord pour que ma fille aînée, qui a sa licence d'infirmière, me remplace. Je ne sais pas encore quand je vais lui en parler, je souhaite trouver le bon moment. » (Entretien conduit en août 2014 à El Carizal)

2. Les projets de mobilité à l'épreuve de l'expérience

L'analyse de l'effectivité des projets de mobilité montre qu'ils sont nombreux à avoir été infléchis, reformulés, voire interrompus, au cours de la trajectoire des individus, à la fois en matière de durée et d'objectifs. Les conditions d'insertion professionnelle à destination (voir chapitre 6), la capacité à mobiliser les réseaux à l'origine et à destination (voir chapitre 7), mais aussi les aspirations individuelles, jouent un rôle important dans l'expérience de mobilité, et sur les décisions à infléchir parfois le projet. Les entretiens approfondis, et répétés pour certains individus, ont permis de capter cette évolution des projets de mobilité, et des liens familiaux qui leurs sont associés.

Chapitre 8

Comme dans la section précédente, les analyses reposent sur 127 événements de mobilité passée ou présente, les récits de vie ayant permis d'identifier autant de projets de mobilité. La méthode a consisté ici à confronter la durée d'absence planifiée et la nature du projet de mobilité initiales, telles qu'énoncées par les migrants et leur famille, à ce qui était effectif au moment des enquêtes. Il convient cependant de relativiser les résultats de l'analyse présentés ici. Car, si la méthode ne pose pas de difficultés pour les migrants de retour, elle est plus délicate pour les individus qui étaient en mobilité au moment des enquêtes (25 sur les 84 individus), puisque leur itinéraire de mobilité n'est pas achevé. Malgré cette limite, la démarche permet de mettre à jour les degrés de réussite, de difficultés, voire d'échec, du projet de mobilité, et plus largement des systèmes familiaux multi-localisés.

Je distingue quatre situations au moment des enquêtes : *i*) celles qui sont conformes au projet initial de mobilité, dans la mesure où le déroulement de la mobilité correspond à ce qui a été initialement programmé ; *ii*) celles où la durée du séjour est prolongée, et la nature du projet maintenue ou modifiée ; *iii*) celles où la durée et le projet sont interrompus par un retour forcé, parfois précipité, des individus mobiles ; *iv*) celles où la nature du projet de mobilité et la durée du séjour ont été largement modifiées, caractérisant souvent ceux s'installant durablement à destination. Le tableau 46 ci-dessous permet de constater, d'ores et déjà, que plus de 70% des projets de mobilité, mis à l'épreuve de l'expérience, ont été infléchis ou interrompus.

	Nombre de projets de mobilité	Part sur le total des projets de mobilité
Conformité avec le projet de mobilité	28	22%
Prolongation de la mobilité (avec ou sans modification du projet)	48	38%
Interruption du séjour et du projet de mobilité	19	15%
Modification du projet de mobilité ³⁵³	32	25%
Total	127	100%

Tableau 46 : Comparaison entre les projets de mobilité initiaux et l'effectivité des situations au moment des enquêtes. Source : enquête famille et complémentaire (sur la base de 127 projets de mobilité).

³⁵³ Dans ces cas, la modification du projet de mobilité ne se traduit pas par une prolongation de la mobilité, en référence à la deuxième ligne du tableau.

2.1.Des situations conformes au projet initial

2.1.1. *Réaliser son projet de mobilité et rentrer*

Une minorité d'individus, de retour ou encore en mobilité, disent avoir réalisé, ou être en train de réaliser leur projet, conformément aux objectifs fixés initialement³⁵⁴. Ils entretiennent généralement des liens forts avec les membres de leur famille nucléaire ou groupe familial. La plupart sont partis avec un projet précis, à caractère familial, souvent engagés dans des obligations vis-à-vis de leurs proches.

Gerardo (36 ans) a vécu à Little Rock (Arkansas - États-Unis) de 2006 à 2011, après plusieurs expériences de migration dans les pays frontaliers du Nicaragua lors desquelles il n'était pas parvenu à concrétiser son projet défini avec sa compagne, à savoir l'achat d'une maison et d'un camion. Il a jugé qu'un départ vers les États-Unis serait plus opportun.

« Je suis parti aux États-Unis en 2006 après trois années passées au Costa Rica. J'étais fatigué de cumuler un emploi de jour et un emploi de nuit et de ne pas voir l'argent s'accumuler rapidement. En plus, la moitié de mon salaire partait en recharge téléphonique pour appeler ma femme, du coup, ça ne m'a pas permis de m'enrichir [il rit] ! Et puis, il y a des périodes où j'ai mal dépensé mon argent...heureusement ma femme et mon beau-père m'ont toujours repris à temps. Alors j'ai voulu partir pour les États-Unis, à Little Rock où vivait le frère de ma femme. Je suis resté cinq ans c'est à peu près ce que nous avions envisagé avec ma compagne. Je travaillais énormément et dormais peu, si je ne l'avais pas fait je serais sûrement resté plus longtemps. À un moment, j'ai voulu que ma femme me rejoigne car elle me manquait et je voyais bien qu'il serait difficile de rentrer à temps avec l'argent nécessaire pour réaliser nos projets. Mais ma femme avait trop peur de venir « mouillée³⁵⁵ » alors quand je suis devenu trop fatigué mais suffisamment riche [il rit], je suis rentré. » (Entretien mené en mars 2016 à Ojo de Agua)

D'autres sont partis sans projet très précis au départ, mais l'ont rapidement défini une fois à destination avec l'aide de leur réseau à destination, et en concertation avec leur famille restée au Nicaragua.

³⁵⁴ Dans cette catégorie, les individus peuvent être amenés à prolonger la durée de leur séjour à destination de quelques semaines ou quelques mois maximum.

³⁵⁵ Le terme espagnol de « mojada » [« mouillée »], fait référence au fait de traverser illégalement une frontière.

Eux (elles) aussi parviennent ensuite à suivre les étapes de leur projet, ses éventuelles redéfinitions étant discutées avec les membres concernés. Parfois, la durée de la mobilité est légèrement raccourcie ou prolongée (quelques semaines voire mois).

Une fois l'épargne jugée suffisante et la décision du retour prise, les membres restés dans le lieu d'origine participent largement à l'organisation du retour de leurs proches. Ils se chargent de verser l'épargne constituée en mobilité sur un compte en banque, s'informent des conditions de réalisation du projet, et parfois amorcent sa réalisation (comme la construction d'une maison par exemple). Le retour, cependant, est parfois un moment difficile, provoquant un choc identitaire et culturel et exigeant un temps d'adaptation (Sweet et Sussman, 2007).

Juana, rentrée en 2013 de Saragosse, après cinq années de migration, témoigne de cette difficulté.

« Si mon retour a demandé à ma fille un temps d'adaptation, il m'a fallu moi aussi me réadapter. Ici, le mode de vie est différent, on a beau se démener à trouver des opportunités, les gains économiques ne sont pas à la hauteur de l'énergie dépensée, alors on préfère survivre de petites activités. C'est mon cas avec l'épicerie de quartier que j'ai montée et il y en a deux autres, rien que dans cette rue. Ce qui change aussi de l'Espagne, c'est la pression sociale qui est bien plus forte, je l'avais presque oubliée, elle m'étouffe souvent. Je me souviens qu'en Espagne, je me plaignais d'être une inconnue parmi tout ce monde et souffrais certains jours de la solitude, mais aujourd'hui cela me manque parfois. » (Entretien mené à Somotillo en mars 2016)

Ainsi, le retour est un processus de négociations entre les référentiels culturels de l'espace d'origine et d'arrivée, les migrants devant s'identifier à nouveau à l'espace d'origine. Ce temps d'adaptation dépend de la manière dont a été préparé le retour (organisé ou forcé), des liens maintenus avec ceux restés mais aussi des ressources économiques accumulées à destination et disponibles pour redéployer des activités dans le lieu d'origine. Le retour, selon qu'il est vécu positivement ou non, peut donner lieu dans certains cas à une nouvelle préparation au départ (Martínez Buján, 2016).

2.1.2. Assumer ses responsabilités familiales à distance : l'exemple des mères transnationales à Saragosse

Le contrat de mobilité des migrantes en Espagne, mères de famille dans la vallée du Río Negro, est qu'elles s'engagent à assumer les besoins financiers de leurs proches restés au

Nicaragua. Pour ces femmes dites « transnationales », qui vivent une conjugalité et/ou une maternité à distance, il s'agit de financer le quotidien de leurs enfants, de l'alimentation à la scolarisation, mais également de dédommager les aidants, le plus souvent leurs propres parents, qui prennent en charge l'éducation et les soins de leurs enfants (Bathaïe, 2011; Yépez et al., 2011). Ces situations peuvent conduire à une renégociation des rôles au sein du couple. Les femmes, pourvoyant de nouvelles ressources à leur famille, participent *a priori* davantage à la stratégie familiale (Parreñas, 2001; Vianello, 2013). En cas d'impondérables, elles sont les premières contactées et sollicitées pour venir en aide à leur famille. Lorsque les besoins sont importants, ces femmes choisissent d'être auxiliaires de vie à domicile, en interne, car cela leur permet d'épargner, chaque mois, une part plus conséquente de leur salaire. Logées et nourries chez leur employeur, elles peuvent plus facilement maintenir à distance leur famille grâce à des charges sur place moins élevées.

Sandra (31 ans), préalablement citée, partie à Saragosse en 2013, décide de retourner au Nicaragua quelques semaines après son arrivée, la séparation avec ses cinq jeunes enfants étant trop éprouvante. En 2014, elle renouvelle l'expérience en Espagne où elle résidait encore au moment des enquêtes. Son récit montre les conséquences des obligations familiales sur sa propre trajectoire professionnelle à destination et, au-delà, sur la situation de plusieurs des membres dispersés de son groupe familial.

« J'ai eu des difficultés à trouver un emploi ici car je ne connaissais personne. Une amie m'a hébergé pendant presque trois mois et j'ai fini par payer une femme pour qu'elle me donne le contact d'une espagnole. Cette période a été dure car ma mère comptait sur moi pour envoyer de l'argent au plus vite. [...] Aujourd'hui, je gagne 800 euros par mois et j'envoie 650 euros. Je garde juste de quoi financer la chambre que je loue chez mon amie le jour de mon repos et de quoi me payer les choses basiques dont nous avons toutes besoin, du shampoing ou des habits par exemple. [...] Quand je suis partie, nous vivions tous au Costa Rica. Nous avons décidé de ce projet d'aller en Espagne avec mon compagnon mais aussi mes parents. Nous nous sommes dit que si je partais 3 ou 4 ans, nous pourrions ensuite être tous réunis à El Carizal dans une nouvelle maison. Nous avons convenu que ma mère rentrerait à El Carizal avec mes enfants et que mon compagnon resterait au Costa Rica avec mon père, le temps que je puisse envoyer de l'argent à ma mère. Comme elle a dû s'arrêter de travailler pour s'occuper de mes enfants je la prends également en charge, c'est le deal. » (Entretien réalisé à Saragosse en janvier 2015)

Ce témoignage illustre le coût social de la dispersion, et toute la difficulté des migrants à pouvoir épargner et envoyer de l'argent dans un laps de temps rapide, ou encore à affronter des imprévus. L'emprise de la migration enclenche ici un endettement et l'obligation de rester plus longtemps à destination, comme je le précise par la suite.

2.2. Des séjours à destination prolongés

2.2.1. *Une faisabilité des projets de mobilité souvent sous-estimée*

Comme en rend compte le Graphique 7, les durées des séjours migratoires sont le plus souvent prolongées, doublant ou même triplant les durées planifiées au départ. Les migrants sous-estiment, dans bien des cas, le temps nécessaire et les forces à déployer pour atteindre leur objectif, sachant que les réalités locales (statut d'illégal, conditions de travail précaires) restreignent les possibilités d'une épargne rapide. En effet, si les facteurs individuels et familiaux influencent l'effectivité ou la projection du retour, les cadres juridiques fixés par les États conditionnent la situation des migrants et jouent également un rôle fondamental dans la décision du retour. C'est notamment le cas en Espagne. Lorsque les migrants arrivent sur le territoire espagnol, ils peuvent s'enregistrer à la mairie ce qui leur donne accès aux minimaux sociaux, à défaut d'un permis de séjour. Au bout de trois années, s'ils sont en mesure de donner la preuve d'un contrat de travail, ils peuvent alors demander un visa de résidence (ou permis de séjour). Lorsqu'ils prennent connaissance de cet avantage, les migrants en Espagne, alors même qu'ils avaient généralement prévu de rentrer chez eux au bout d'un ou deux ans, sont amenés assez rapidement à modifier leurs prévisions. Le permis de séjour leur donne en effet la possibilité d'améliorer leur situation sur place en matière d'accès aux droits, mais surtout d'aller et venir entre l'Espagne et le Nicaragua afin de rendre visite à leurs proches. L'accès à des visas et à des autorisations légales pour séjourner et pour travailler dans le pays de destination est donc essentiel dans la compréhension des trajectoires migratoires.

Accéder à la nationalité espagnole, possible seulement au terme de huit à dix ans passés en Espagne selon les témoignages³⁵⁶, retarde le retour. Toutefois, cela permet de circuler non seulement entre l'Espagne et le Nicaragua, mais également au sein de l'espace de Schengen, ainsi que d'accéder plus facilement à d'autres pays comme les États-Unis. Obtenir la nationalité espagnole devient donc, pour certains, l'horizon recherché.

³⁵⁶ Les pionniers de la filière migratoire entre la vallée du Río Negro et Saragosse étaient, au moment des enquêtes, susceptibles de pouvoir demander la nationalité espagnole.

Dans tous les cas, le fait de ne pas pouvoir accéder à la régularisation (comme aux États-Unis par exemple) freine les capacités de circulation, et donc augmentent les temps de séjour. Les migrants préfèrent, en effet, prolonger leur migration, par crainte de ne pas avoir d'autres occasions de revenir à nouveau.

Ces prolongations peuvent aussi être liées aux réalités du lieu d'origine. En effet, des impondérables peuvent survenir. C'est généralement aux migrants que l'on fait alors appel pour gérer ces situations. C'est ce qu'a expérimenté Juana, ayant migré à Saragosse (Espagne) de 2008 à 2013.

« J'ai dit à ma mère que je partais pour trois ans. Mais au final, cela m'a pris plus de temps parce que, tout d'abord, j'ai dû rembourser ma dette [pour partir]. Ensuite, je devais envoyer de l'argent à ma mère qui se chargeait de ma fille et j'envoyais aussi de l'argent pour payer les médicaments de mon père. Et je voulais avoir ma maison pour ma fille et moi. Tout cela coûte bien plus que ce que l'on prévoit et c'est comme ça que je suis finalement restée cinq ans. »
(Entretien conduit en mars 2016 à Somotillo).

2.2.2. Être dans l'incapacité de pouvoir rentrer rapidement

Le retour, tout comme le départ, nécessite une organisation et une mobilisation de ressources, et donc de son réseau social, en particulier pour les destinations lointaines (Panama, États-Unis, Espagne). L'expérience migratoire ne se déroule pas toujours comme prévue, en particulier lorsque les migrants ne trouvent pas de travail à destination. Dans ces cas, les migrants ne sont pas en mesure de financer leur retour, ni même parfois de rembourser les dettes de leur départ. Dans d'autres cas, même lorsqu'ils ont « réussi » leur projet migratoire, ils n'ont pas anticipé ou pu financer le coût du retour dans leur lieu d'origine. En attendant l'amélioration de leur situation, ils sont alors contraints de rester en migration. Toutefois, les situations divergent selon les profils de migrant et la destination.

Lorsqu'il s'agit de jeunes célibataires, issus de famille en émancipation, ils peuvent compter sur les membres de leur sphère familiale qui sécurisent leur situation, en attendant que leur situation s'améliore. Ils peuvent également négocier leur retour avec leur famille. S'ils reviennent sans épargne, voire avec quelques dettes, elles sont assumées par leurs proches. Les migrants de retour compenseront alors par leur travail sur l'exploitation agricole par exemple.

En revanche, la situation est plus complexe lorsque ces migrants sont des pères ou des mères de famille. En effet, en charge de la subsistance de leur famille, et tenus par différentes obligations, leurs retours suspendus compliquent la situation de tous, surtout s'ils s'étaient engagés à revenir pour participer à la mise en culture des terres ; dans ces cas, les arrangements à l'échelle du groupe familial permettent de lancer, malgré tout, les activités de l'exploitation agricole. Toutefois, les migrants auront à rendre le service à leur retour, ou bien à envoyer de l'argent en échange, ce qui retarde encore plus l'effectivité du retour.

L'obligation de rester en migration concerne, dans des cas plus rares, certains couples partis avec leurs enfants en bas âge. Si la migration de tous les membres de la famille nucléaire évite la séparation et d'avoir à affronter la mise à distance, le coût économique est plus élevé, ce qui réduit d'autant la capacité d'épargne et retarde le retour dans le lieu d'origine. L'objectif initial est souvent que les deux parents travaillent afin de maximiser leurs revenus, mais il faut assumer le coût d'une garde d'enfants s'ils sont en bas âge. Sinon, seulement l'un des deux a une activité économique pendant que l'autre s'occupe des enfants. Dans les deux cas, ces situations constituent une contrainte forte qui ralentit la capacité d'épargne de la famille. C'est ce qu'ont expérimenté Susana et sa famille au Costa Rica de 1996 à 2015.

« Nous sommes partis en 1996 [au Costa Rica], avec mon mari et notre bébé. Je me rappelle que nous voulions travailler tous les deux pour former plus rapidement une petite épargne et monter un commerce à Chinandega, d'où mon mari est originaire. Lui surtout ne voulait pas s'éloigner de sa famille trop longtemps, deux années maximum à peu près. J'ai une licence en administration d'entreprise et mon mari a toujours travaillé dans l'entreprise familiale. Du coup, c'était logique que nous devions réaliser nos projets dans notre pays. [...] Nous avons vécu à Puerto Viejo de Sarapiquí et dans les environs, comme ouvriers agricoles. Puis, en 1998, nous sommes allés à Atenas où vivait mon frère car notre fille tombait souvent malade à Alajuela où le climat est plus humide. Je me souviens qu'à cette date nous avions toujours le projet de rentrer au Nicaragua même si nous faisons tout pour installer notre fille dans les meilleures conditions. Le problème c'est que nous sommes arrivés à Atenas à la fin de la récolte de café. Du coup, nous avons dépensé toutes nos économies. Mon mari a fini par travailler dans une entreprise d'horticulture. Moi, je n'ai pas trouvé de travail en dehors des récoltes alors nous avons décidé que je m'occuperais de notre fille. Assumer les dépenses d'un foyer de trois personnes c'était beaucoup pour mon mari, le projet de rentrer a sûrement pris un coup à ce moment-là [elle rit]. [...] En 1999, nous avons fait notre demande pour obtenir

la résidence, je pense qu'à cette période, nous avons peut-être abandonné notre projet de retour. De toute façon, nous avons perdu toutes nos économies durant les mois sans travail [agricole], si nous étions rentrés, tout cela n'aurait servi à rien car nous serions rentrés les mains vides, avec tout à recommencer au Nicaragua. » (Entretien réalisé à Atenas en novembre 2014)

2.2.3. S'ancrer à destination

Lorsque les individus partent, ils se projettent à travers leur condition de migrant. Or, une fois arrivé, leur condition « d'habitant » se construit progressivement. Si les migrants confèrent toujours un sens aux différents lieux qu'ils pratiquent, ce sens n'est pas toujours celui d'une volonté d'ancrage socio-territorial (Tarrus, 2000; Faret, 2003). Or, le processus d'insertion et d'ancrage des migrants dans le lieu de destination, même lentement, peut faire son chemin. Peu à peu, le lieu de destination est propice à la construction de nouvelles attaches, de nouveaux repères géographiques et d'opportunités à saisir (De Gourcy, 2013). Le processus d'inflexion du projet de mobilité et la prolongation du séjour cependant sont rarement fluides, les migrants devant faire des compromis, parfois douloureux.

Deux phénomènes en particulier effritent progressivement les raisons de rentrer, les deux étant liés à un repositionnement des liens familiaux dans l'espace. En effet, la configuration spatiale de la dispersion des familles, entre origine et destinations, évolue au fil du temps et des générations. De fait, cette évolution influence largement la reformulation des projets de mobilité.

Tout d'abord, le renforcement progressif des filières migratoires, par exemple vers Saragosse (Espagne) ou Atenas (Costa Rica), conduit de plus en plus de membres d'un même groupe ou sphère familiale³⁵⁷, mais aussi des mêmes localités, à s'installer et se regrouper dans une destination commune. La proximité spatiale renforce alors le lien social intra-familial. La densité et la qualité des liens familiaux, parfois nouvellement (re)créés à destination, nourrissent progressivement l'ancrage socio-territorial du migrant dans le lieu de migration au détriment du lieu d'origine. Partie à Saragosse en 2011, Karen (22 ans) rend compte de cette situation.

³⁵⁷ Ce point sera développé plus en détail dans le dernier chapitre 9 de la thèse.

« Mon idée était de partir pour cinq ans pour aider ma mère et lui construire une maison. Mes perspectives ont changé depuis que je suis ici [Saragosse]. Rentrer me semble impossible pour le moment. Je vais essayer de rester jusqu'en 2020, sauf si je rencontre quelqu'un avant, tout peut arriver. Dans tous les cas, maintenant, si je rentrais, je veux pouvoir ouvrir un commerce sinon je me retrouverai sans rien à faire là-bas [vallée du Río Negro]... En fait, je crois que comme mes cousines et mes tantes vivent ici, cela influence beaucoup. Au début, j'étais surtout liée à ma tante Brenda mais progressivement nous avons appris à nous connaître avec mes tantes et mes cousines car Brenda les fréquentait beaucoup. Je ne les connaissais pas, car j'étais encore bien jeune quand elles sont parties, et d'autres sont arrivées après moi. Aujourd'hui, c'est vraiment ma famille. » (Entretien réalisé en janvier 2015 à Saragosse)

Par ailleurs, même si les cas sont rares parmi les situations observées dans mes enquêtes³⁵⁸, il arrive que la majorité des membres d'un même groupe familial soit partie en migration (que ce soit dans un même pays ou dans des pays différents). L'absence des parents, enfants, frères ou sœurs dans la localité d'origine, où les migrants pourtant se projettent à terme, peut remettre en cause le sens d'un retour. C'est ce qui est arrivé à Jasuara (27 ans) qui réside à La Nouvelle-Orléans depuis 2007, et dont la famille est dispersée dans plusieurs pays.

« Vous savez, ma mère est toujours en Espagne et je sais qu'elle aime la vie qu'elle a là-bas et je le comprends. Je vis ici et je vois bien qu'on nous offre une vie différente, plus enrichissante car il y a des opportunités en tout genre. Et il y a deux ans, quand ma mère a annoncé à mon père qu'elle avait rencontré quelqu'un, il a décidé de partir pour le Costa Rica car moi non plus je n'étais plus là. Aujourd'hui, il a refait sa vie et je suis heureuse pour lui, pour eux. Il y a du bon là-bas même si notre famille est aujourd'hui éclatée. Donc, vous voyez, rentrer n'a plus trop de sens maintenant. Par contre, j'aimerais avoir les papiers pour leur rendre visite et leur présenter leurs petits-enfants. » (Entretien réalisé à La Nouvelle-Orléans en avril 2016)

³⁵⁸ Il convient de noter cependant, qu'en partant des sphères familiales ayant des résidents dans le lieu d'origine, mon enquête introduit nécessairement un biais. Je ne suis pas en mesure en effet de prendre la mesure des départs familiaux durables ou définitifs, s'ils ont lieu.

2.3. Interrompre le projet de mobilité : obligation du retour

2.3.1. *Vivre l'illégalité : du retour forcé ou prématuré*

Il convient de rappeler que 54% des migrants et circulants internationaux sont en situation irrégulière dans les pays de destination durant la période d'enquête (voir chapitre 4). Ce chiffre est bien plus élevé si l'on considère la manière dont ils franchissent les frontières hors du Nicaragua, c'est-à-dire leur situation juridique au moment de traverser une frontière internationale. Ils subissent les politiques migratoires des États, à savoir la fermeture et le contrôle des frontières, ainsi que la sélectivité des migrants. Au sein même des territoires nationaux, comme aux États-Unis, les contrôles migratoires ont été également renforcés, complexifiant le rapport à l'espace public des migrants. La difficulté ou l'impossibilité d'avoir un statut légal conduit à leur retranchement dans des activités économiques informelles ou « souterraines », ouvrant la voie à leur exploitation (Tarrus, 2001). Ces situations non seulement peuvent freiner l'insertion des migrants dans la société de destination, les incitant à se replier encore davantage sur leur réseau migratoire familial/communautaire, mais elles les maintiennent surtout dans une condition « d'expulsabilité » permanente.

Le chapitre 7 a montré que certains migrants, au cours de leur expérience de la traversée, sont arrêtés et reconduits à la frontière nicaraguayenne alors qu'ils tentent de se rendre au Costa Rica ou aux États-Unis. D'autres sont renvoyés par avion au Nicaragua alors qu'ils se rendent en Espagne. Les expulsions peuvent également survenir après plusieurs années passées dans le pays de destination. Aux États-Unis par exemple, les expulsions entraînent une longue procédure de justice, sauf si les migrants en situation irrégulière possèdent un casier judiciaire, ou s'ils n'ont pas respecté un premier avis d'expulsion ou le délai de validité de leur visa. En somme, comme l'explique A. Aragón (2008), « *ces lois font que ce sont les migrants qui travaillent dans les emplois les plus stables, ceux qui vivent dans un mode de vie sédentaire, et ceux qui sont souvent installés depuis longtemps aux États-Unis où ils ont fait leur vie, qui sont les plus « déportables* »³⁵⁹ » (Aragón, 2008: 90). L'expérience de César (40 ans), originaire d'Ojo de Agua (Santo Tomas del Norte), est éloquent. Il vivait depuis 2004 à Little Rock (Arkansas) et s'est fait expulser en 2010.

³⁵⁹ Le terme est celui utilisé par l'auteur conformément au terme espagnol de « *deportado* » utilisé en Amérique latine.

« Ils m'ont attrapé par erreur, le FBI était sur la piste d'une de mes connaissances qui vendait de la drogue et prostituait des filles. Nous avions rendez-vous pour que je lui vende une de mes voitures devant mon lieu de travail. Ils m'ont arrêté pensant que j'étais son complice alors que non. Lorsqu'ils ont vérifié mon dossier, ils ont découvert que j'avais reçu un ordre d'expulsion quelques années auparavant. Ils m'ont refilé aux agents de la migration. Mon patron leur a proposé de payer ma caution mais cette procédure n'existe pas dans ce cas-là nous ont-ils dit. J'ai été emprisonné pendant trois mois, puis ils m'ont renvoyé au Nicaragua. [...] Lorsqu'ils m'ont expulsé, après six années aux États-Unis, le retour m'a semblé difficile, la routine de la vie était différente. J'avais besoin d'être toujours occupé. J'ai grignoté mon épargne en achetant rapidement un microbus pour emmener les enfants du village à l'école. J'attendais encore de l'argent que mes amis de Little Rock devaient m'envoyer, car quand la police m'a arrêté, je n'ai pas eu le temps d'organiser quoi que ce soit. Ils ne m'ont envoyé qu'une part infime de ce que je devais normalement recevoir et mon ex-conjointe [à Ojo de Agua] m'a causé de nombreux problèmes pour obtenir cette somme. Après tout ce temps, je n'avais plus la motivation de me remettre la tête dans cette vie d'avant alors je n'ai pas lutté et je me suis consacrée à ma ligne de transport. Heureusement deux ans avant mon expulsion, j'avais dépensé près de 50 000 dollars [35 000 euros] pour construire ma maison ici [Ojo de Agua]. » (Entretien réalisé en mai 2016 à Ojo de Agua)

Ces retours précipités et contraints produisent des bouleversements dans les familles, et génèrent parfois de nouvelles tensions. C'est le cas, notamment, quand les migrants sont obligés de revenir alors qu'ils avaient rompu les liens avec leur famille ; à l'image de César qui, après deux années de séjour aux États-Unis, a coupé le contact avec son ex-femme, lui laissant en intégralité la prise en charge de leur fils de trois ans. Ces retours forcés obligent alors les migrants à rendre des comptes une fois qu'ils retrouvent leurs proches. Dans le même temps, le maintien de liens à distance et la concrétisation de certaines étapes du projet de mobilité, comme la construction de la maison dans l'exemple de César, permettent d'atténuer le sentiment d'échec et la difficulté du retour.

2.3.2. Rupture du contrat de mobilité : quand les réorganisations familiales s'essoufflent

Les familles multi-localisées sont parfois déstabilisées par les renoncements de ceux qui restent dans le lieu d'origine. Comme détaillé dans le chapitre 4, lors d'un départ de l'un de leurs membres, les familles nucléaires et le groupe familial se réorganisent, en développant des

logiques de co-résidence. Faisant pleinement partie du contrat de mobilité, les modalités de ces cohabitations sont programmées en amont du départ. Les migrants, une fois à destination, sont engagés dans un certain nombre d'obligations et ceux qui restent s'engagent également à soutenir l'entreprise migratoire. Il arrive, cependant, que ceux qui restent ne soient plus en mesure de tenir leurs engagements, contraints d'appeler les migrants à revenir. C'est le cas lorsque les migrants (enfants, frères ou sœurs) leur ont confié la garde de leurs enfants. La charge financière, mais également l'énergie et le temps que cela implique, pèsent sur le quotidien de ces familles, d'autant qu'ils peuvent être soumis à leurs propres contraintes (départ d'un proche en migration, faiblesses des récoltes agricoles). Pour ces raisons, Angela a dû rentrer du Guatemala en 1998 après trois années d'absence.

« Lorsque ma troisième fille est née, j'ai décidé de quitter mon mari. J'ai pris conscience qu'avec un mari aussi volage et absent, je n'offrais pas un bon cadre familial à mes filles, comme ma mère l'avait fait avec moi et mes sœurs. Je suis devenue mère célibataire devant assumer seule ma famille. Je suis alors partie au Guatemala où vivait l'un de mes frères. J'ai confié mes trois enfants à ma sœur Ramona. Elle avait elle aussi deux enfants en bas âge et était femme au foyer. Elle m'a dit qu'elle s'en sortirait si je lui envoyais de quoi s'occuper de mes enfants. [...] Un jour ma sœur m'a appelé, elle ne pouvait plus, me disait-elle, cinq enfants à charge c'était trop de travail, surtout, avec nos plus grands qui allaient maintenant à l'école primaire. Je lui ai dit de me donner encore trois mois car, depuis mon arrivée au Guatemala, tout mon salaire avait servi à maintenir ma famille. J'avais à peine commencé à mettre un peu de côté pour pouvoir acheter trois ou quatre cochons à mon retour. Je voulais continuer à épargner encore un peu, sinon j'allais me retrouver dans la même situation qu'avant mon départ. [...] J'ai toujours assumé ma famille durant ces années. J'envoyais quasiment tout mon salaire dès que mes employeurs me payaient. Mon frère conduisait des camions dans toute l'Amérique centrale, à chaque fois je lui confiais des cadeaux pour les enfants mais aussi tout le matériel pour l'école et pour les habiller. » (Entretien réalisé à Chinandega en juillet 2014)

Ces situations mettent un terme au projet de mobilité. Les migrants, stoppés dans leur parcours migratoire, ne peuvent poursuivre et accomplir les projets initialement prévus. À leur retour, la migration n'a pas amélioré la situation de ces familles, voire même a pu aggraver les situations de précarité et de vulnérabilité d'avant le départ. Ces retours précipités constituent ainsi une rupture traumatisante. Le premier temps est celui des retrouvailles savourées, puis vient l'étape du choc affectif et psychologique. Après des années passées dans un autre pays, souvent en ville, le retour en milieu rural est d'autant plus déstabilisant. Ces migrants de retour

doivent donc faire preuve d'une énergie nouvelle pour vivre au mieux ce retour chez soi. Souvent, ils disent être surpris par le changement de rythme de vie, par une nouvelle forme de pression sociale et par l'inertie des localités rurales.

2.4. Rester à destination

2.4.1. Du projet de mobilité au projet de vie à destination

Comme déjà évoqué, le processus d'insertion des migrants dans les lieux de migration peut produire un ancrage progressif à destination, incitant à prolonger la durée du séjour. Certains finissent par en faire le lieu dans lequel ils projettent leur vie. La perspective du retour ne disparaît pas, mais elle devient plus abstraite, remise à une date lointaine et non programmée. Selon les enquêtes, ces installations durables à destination caractérisent plus particulièrement les jeunes adultes célibataires issus de familles en émancipation, le plus souvent des femmes, sans enfant à charge. Cela concerne tout autant les jeunes partis de manière improvisée que ceux avec un projet migratoire clairement énoncé, à caractère personnel ou familial. De même, les jeunes partis en couple entrevoient rapidement les avantages à rester à destination pour l'avenir de leurs enfants : meilleures perspectives d'éducation et d'emploi, d'accès à la santé, possibilités d'une double nationalité. Oscar (33 ans), parti en 2007 avec sa compagne à La Nouvelle-Orléans, avait déjà une première expérience à Miami. Il raconte comment l'arrivée de leur premier enfant les a incités à rester aux États-Unis.

« Nos plans étaient de rassembler l'argent nécessaire pour acheter une maison et un commerce au Nicaragua. C'était le projet, parce que si tu n'as pas un commerce au Nicaragua, tu ne manges pas. La vie est dure dans notre pays. Trois ans, quatre ans, c'est ce que nous avions prévu. Puis, trois mois après notre arrivée, ma femme est tombée enceinte. Alors les plans ont changé parce que, évidemment, tu te mets à réfléchir et tu te dis que tu veux le meilleur pour ton enfant, et ce meilleur c'est aux États-Unis. » (Entretien complémentaire réalisé en avril 2016 à La Nouvelle-Orléans)

Ces migrants ne disent pas seulement vouloir prolonger la durée de migration, comme dans les cas précédents, mais projettent une vie à long terme dans le lieu de destination. Si l'arrivée des enfants est l'un des motifs de la prise de décision, celle-ci intervient également lorsque des jeunes célibataires se mettent en couple à destination. En effet, en Espagne ou aux États-Unis, plusieurs migrants expliquent que la solitude pèse en migration. Rencontrer un

partenaire de vie permet de l'affronter et de redonner du sens à sa vie en migration. C'est ce dont témoigne Jasuara (27 ans), originaire de Somotillo, vivant à La Nouvelle-Orléans.

« J'ai connu mon mari sur mon lieu de travail dès le premier jour. Il m'a tout de suite plu. Nous sommes devenus petits amis au bout de 4 mois et nous nous sommes installés ensemble au bout de 7 mois. C'est très difficile de vivre seule ici parce que vous n'avez personne. Personne ne sait ce que nous, les migrants, vivons ici. Le fait de n'être entourée par aucun de mes frères et sœurs ni de mes parents, c'était très dur. Quand ma sœur nous a rejoints, je lui ai dit qu'elle ne savait pas la chance qu'elle avait, sa chambre avec sa télévision l'attendaient. Moi, je n'ai pas eu de lit durant les trois premiers mois. Je dormais à même le sol, parce qu'en plus de rembourser le voyage, je devais acheter mes vêtements et mes chaussures pour pouvoir travailler en uniforme. [...] Je suis tombée enceinte peu de temps après. Ça a tout changé pour mon mari et moi, il n'était plus question de rentrer dans deux ou trois ans comme nous en parlions. Nous avons l'opportunité, même si la vie ici est dure, d'offrir une vie différente à notre fils. [...] Aujourd'hui, nous nous disons que nous allons rester jusqu'à ce qu'il ait son bac, puis il décidera de ce qu'il veut faire de sa vie. Nous lui aurons donné tout ce que nous pouvions pour le préparer. Nous pourrions rentrer chez nous... en vérité c'est une situation qui ne peut se résoudre, mon fils ou alors mes parents et mes frères et sœurs me manqueront toujours selon le lieu où je vis. » (Entretien complémentaire mené en avril 2016 à La Nouvelle-Orléans)

Envisager un projet de vie dans le lieu de migration n'implique pas forcément un délitement ou une rupture des liens familiaux avec ceux restés à l'origine. Ces ruptures ne surviennent que lorsque les liens familiaux sont déjà abîmés ou faibles, comme l'explique Oscar.

« J'ai toujours eu de la rancœur envers ma mère à cause de la vie qu'elle nous a fait vivre. Je comprends qu'elle a fait ce qu'elle pouvait lorsque mon père nous a abandonné. Mais la pauvreté nous a volé notre enfance à moi et mon frère. Quand elle s'est mise avec mon beau-père, le même genre que mon père, j'ai senti que quelque chose en moi s'est détaché et ça s'est renforcé depuis que je suis ici [La Nouvelle-Orléans]. J'ai voulu fonder ma famille loin de ce modèle je pense. Mon frère qui habite aussi ici, parle souvent avec elle et mes frères et sœurs. Je sais qu'il leur donne de mes nouvelles et je pense que ma mère sait pourquoi la situation est comme cela mais que s'il y avait un problème j'aiderais sûrement. » (Entretien complémentaire réalisé en avril 2016 à La Nouvelle-Orléans)

Les migrants ne disent jamais explicitement à leurs proches qu'ils ont décidé de rester, mais ils donnent des signes de leur intention. Par exemple, ils suspendent les investissements à l'origine : après avoir acheté un terrain, ils n'entament pas la construction de leur maison ou alors demandent désormais à leurs parents de déposer leurs envois d'argent sur un compte. Ces derniers en déduisent alors que leurs proches ont modifié leur projet.

Le dispositif d'enquête multi-situé et la systématisation des entretiens à l'échelle des sphères familiales permettent de mettre en miroir les paroles des différents membres des familles dispersées concernant la question du retour (voir l'encadré n°17). Les témoignages illustrent le délitement progressif du lien, les projets de mobilité rallongés ou reformulés, et les attentes parfois douloureuses du retour. Ils indiquent aussi que le temps et les relations familiales, couplés aux représentations subjectives des individus, sont les principaux tenants de ce qui forge l'emprise de la migration. Celle-ci renvoie aux incertitudes qui entourent le propre devenir des migrants, aux différences de perceptions, voire même aux contradictions entre les membres des familles quant à la réalité migratoire ainsi qu'aux non-dits entre origine et destinations³⁶⁰.

³⁶⁰ L'extrait de l'ouvrage « Celles qui attendent » de Fatou Diome (2010), dont l'histoire s'inscrit dans un village sénégalais, est particulièrement éloquent pour décrire ces situations d'attente : « *Les coups de fil s'étaient largement espacés. Les femmes accusèrent le coup. Mais on finit toujours par s'inventer une manière de faire face à l'absence. Au début, on compte les jours puis les semaines, enfin les mois. Advient inévitablement le moment où l'on se résout à admettre que le décompte se fera en années ; alors on commence à ne plus compter du tout. Si l'oubli ne guérit pas la plaie, il permet au moins de ne pas la gratter en permanence. N'en déplaise aux voyageurs, ceux qui restent sont obligés de les tuer, symboliquement, pour survivre à l'abandon. Partir, c'est mourir au présent de ceux qui demeurent. Le souvenir reste, certes, mais on le pèse, le soupèse, le réduit, comme on réduit une charge afin d'épargner ses épaules. Et parce qu'on craint l'appétit, quand rien ne s'offre aux papilles, on se détourne des réminiscences, comme on dédaigne une table vide. « Parce que je t'aime trop pour ne pas te voir, je t'imagine mort, pour éviter la tentation de te chercher », avait dû se dire Coumba pour se remettre d'aplomb. Car les mois passant, elle s'était forcément accommodée à la situation. Elle n'avait pas l'air si heureuse que ça, avec ses sourires anxieux, mais elle avait perdu son air lugubre du début et affichait une mine quasi sereine où l'on pouvait lire : c'est ainsi. Et c'était ainsi, en pays niominka : depuis la nuit des temps, les hommes poussés par les courants marins, s'en vont tandis que les femmes attendent. » (Diome, 2010: 195).*

Encadré n°17: Attendre le retour des siens, occulter le non-retour

Je prends ici l'exemple d'une des sphères familiales enquêtées, originaire de Los Jovitos (Santo Tomas del Norte), dont certains membres vivent dans la vallée du Río Negro, d'autres à Saragosse ou sont rentrés.

Paroles de « ceux qui restent »

Ramona (mère de Brenda et Irwin vivant à Saragosse, 49 ans) : « *Ma fille m'a dit qu'elle rentrerait quand sa maison sera terminée et qu'elle aura épargné pour lancer sa propre activité, probablement à Somotillo. C'est ce qu'elle envisageait le temps d'être employée pour ce à quoi elle s'est formée. Elle me dit qu'il lui faut encore trois ans au moins. Mais, elle aura alors trente ans. Pourquoi est-ce qu'ils la recruteraient elle, plutôt que des jeunes de vingt ans sortant à peine de l'université ?*

Nous avons alors l'espoir que, lorsque son père partirait à la retraite, Brenda allait pouvoir le remplacer en obtenant le poste. L'an dernier, ils ont fini par lui proposer cet emploi au Ministère de la santé, comme elle en a toujours rêvé et moi aussi. Ils ont dit que c'était pour remercier mon mari pour toutes ces années de service. Brenda a refusé le poste. Depuis, j'ai des doutes sur le fait qu'elle rentrera un jour, je ne sais plus vraiment si je dois attendre et ce qu'il faut attendre. » (Entretien réalisé en février 2015 à San Juan de Cinco Pinos)

Santiago (père de Brenda et Irwin, 59 ans) : « *Voilà pourquoi parfois j'essaye d'oublier mes enfants, sinon je souffre trop. Après tant d'années, je suis sûr qu'il ne sert plus à rien d'espérer vivre près d'eux. Ce qui est dur, c'est que j'ai conscience que mes enfants ne me disent pas tout de leur vie là-bas. Ils le font pour que je ne souffre pas davantage, pour me protéger. Je le sais parce que, parfois, Ramona m'apprend des choses. [...] J'en veux à notre pays de faire partir nos enfants. Les miens sont formés en plus, Brenda a une licence et mon fils est informaticien. Dans ces conditions, cela se comprend qu'ils préfèrent partir car ici il n'y a pas de vie, pas de mouvement. » (Entretien réalisé en février 2015 à San Juan de Cinco Pinos)*

Paroles de « ceux qui sont rentrés »

Donaïra (sœur des parents de Brenda et Irwin, 35 ans) : « *Je connais l'Espagne, j'y étais, je connais les opportunités et les difficultés qu'on y trouve. Alors quand ma sœur m'a dit que le poste au ministère de la santé était bien offert à ma nièce, je l'ai appelé et lui ai dit « Brenda si tu n'acceptes pas ce poste maintenant, tu ne le feras jamais, tu le sais. ». Elle a d'abord accepté, disant à sa mère que son objectif n'était pas de rester en Espagne. Puis, elle est*

revenue sur sa décision. Elle m'a alors appelé pour me confier que pour le salaire proposé, elle préférerait encore nettoyer [des personnes âgées]. » (Entretien réalisé en avril 2015 à la Pacaïra)

Paroles de « ceux partis »

Brenda (26 ans) : « *Quand j'analyse la situation, je me dis « vivre au Nicaragua ? Ok mais de telles et telles manières », et après je redescends sur terre et je constate bien que ce n'est pas possible. Voilà pourquoi, finalement je ne rentre pas.* »

Irwin (32 ans) : « *Ma vision du futur a changé au cours du temps, surtout avec l'arrivée de notre fils. Je comprends que la situation soit décevante pour mes parents mais de toute façon si nous rentrions, nous nous installerions à Chinandega où il y a du travail. Nous ne pourrions donc pas renouer avec un affectif régulier ou comme nous avons avant. Moi, ce que j'aimerais vraiment, c'est vivre en Espagne avec eux.* » (Entretiens menés à Saragosse en janvier 2015)

La juxtaposition des espoirs et des non-dits montre bien que les projets migratoires de Brenda et Irwin ont changé. Les parents ont raison de douter du retour de leurs enfants, tout du moins aux échéances fixées au départ, bien que ces derniers ne leur aient jamais exposé aussi clairement leur désir de rester à destination. L'enquête multi-située permet ici de révéler la disjonction des projections.

2.4.2. Perte de sens et sacrifice au bénéfice de la famille

Au cours de l'expérience migratoire, malgré des projets clairs au départ, et à force de prolonger leur temps à destination, certains migrants perdent le sens de leur présence en migration. Ces situations sont l'effet du temps, qui parfois disloque progressivement les liens à distance ou crée un écart de perception entre les migrants et leurs proches restés dans le lieu d'origine. Parfois, plusieurs étapes du projet de mobilité ont été concrétisées, et les obligations familiales ont été respectées, mais les projets des uns et des autres connaissent des évolutions divergentes. Les individus en migration sont projetés dans une phase de leur vie, où leur projet initial perd de son sens, et où ils remettent en question à la fois la pertinence de leur présence à destination et de leur retour dans son lieu d'origine.

Cette perte de sens concerne tout particulièrement les mères dites « transnationales » à Saragosse. Pour répondre à leurs obligations, elles font parfois le choix de renoncer à des

perspectives d'évolution professionnelle à destination (passer de salariée interne à externe³⁶¹, changer d'employeur pour des contrats à l'heure). Certaines de ces mères migrantes, comme Dora (43 ans), expliquent alors qu'elles se sont sacrifiées pour financer les différents projets de leurs proches, au dépend de leur propre situation et perspectives d'ascension sociale.

J'ai rencontré Dora en 2012, lors de son premier retour à Somotillo auprès de son mari et de son fils, suite à l'obtention du statut de résidente espagnole. Partie en 2007, ils avaient convenu avec son mari qu'elle rentrerait 3 ans plus tard, une fois leurs dettes remboursées. Il lui a fallu plus de temps, puis d'autres projets sont apparus : *« Luis m'a dit que si je rentrais maintenant, rien n'aurait changé. Nous n'aurons plus de dette mais je n'aurais rien à faire sans argent à investir. Alors j'ai décidé de rester encore [à Saragosse] surtout parce que mon fils aura son bac dans deux ans et je veux qu'il aille à l'université, cela coûte cher. Je serai de retour dans deux ans, qui sait. »* (Entretien réalisé à Somotillo en avril 2012)

Je la retrouve en janvier 2015 à Saragosse, constatant qu'elle a donc prolongé son séjour travaillant toujours comme aide à domicile : *« Je ne sais pas t'expliquer pourquoi je suis encore là et toujours chez ce même vieux aigri. Luis a voulu que nous investissions dans la ferme dont il a récupéré la gestion à la mort de son frère. Je ne comprends pas pourquoi mon argent part dans une ferme qui n'est même pas à nous. Du coup, je n'ai pas d'économies pour ouvrir un commerce. En tout cas, notre fils va à l'université maintenant mais il n'a pas voulu aller à Chinandega dans le privé. Pourtant, j'avais économisé pour cela. Il va à l'université publique de Somotillo, donc, non concrètement je ne sais pas où nous en sommes et ce qu'il en est de tout l'argent que j'ai envoyé. Je crois que chacun de notre côté, il y a certaines choses qui doivent nous convenir dans la vie que nous menons pour que nous continuions ainsi. Il est vrai que j'aime bien certains aspects de ma vie ici mais je dois être une des seules à être toujours interne après tant d'années ici. Je pense qu'il faut que je réagisse et que nous discussions mais concrètement je suis perdue et fatiguée pour le moment. »* (Entretien réalisé à Saragosse en janvier 2015)

Le témoignage de Dora illustre un cas de perpétuation de la mise à distance et de délitement du projet de mobilité. En attendant de redonner du sens à sa migration ou de discuter avec son conjoint du contrat de mobilité, Dora continue d'occuper un emploi dont la pénibilité

³⁶¹ Pour rappel, être interne signifie travailler et résider chez l'employeur, être externe seulement d'y travailler.

est forte. Elle continue d'envoyer la majorité de son salaire à ses proches dans la vallée du Río Negro, bien qu'elle ne participe pas aux décisions relatives à l'allocation de cet argent.

3. Les circulations comme levier des projets de mobilité

Les circulations correspondent aux flux matériels (biens, services, remises) et immatériels (valeurs, normes, représentations) induites par les mobilités spatiales, qui tissent les liens entre les différents lieux de l'espace de dispersion. L'approche par les « circulations migratoires » a fortement contribué à rendre compte de la structuration des champs migratoires par différents types de flux (Ma Mung et al., 1998; Berthomière et Hily, 2006). Le débat, largement porté par les institutions internationales, les organisations non gouvernementales mais aussi la recherche académique, s'est en particulier polarisé sur la mesure économique des remises migratoires³⁶² et leur impact en matière de « développement » sur les pays d'origine (Barham et Boucher, 1998; CEPAL, 2000; Orozco, 2002; FAO, 2004; Acosta et al., 2007; Monge-González et al., 2011). Nombre d'études ont montré que leurs impacts réels sur les familles et leur redistribution entre ses membres étaient difficiles à généraliser. Ces travaux insistent également sur la nécessaire prise en compte des circulations autres que monétaires (de biens, d'aliments, de compétences). Enfin, la compréhension des logiques sociales qui sous-tendent les circulations nécessite des études qualitatives et contextualisées (Gubert, 2000; Baby-Collin et al., 2009; Chort et Lambert, 2010; Morán Quiroz, 2010; Plaza et al., 2013).

L'analyse des circulations permet d'aller plus loin dans la lecture des projets de mobilité et des liens à distance : quelle est la nature, l'intensité et la direction des circulations ? Qui sont les émetteurs et les récepteurs de ces circulations et leurs usages ? Quelles sont les logiques sociales qui sont à l'origine des circulations ?

Les analyses de ce chapitre – dont la méthodologie est explicitée ci-après (voir l'encadré n°18) – portent essentiellement sur les circulations matérielles captées par l'enquête famille. Je les différencie selon trois catégories : *i*) l'argent aussi appelé remises migratoires ; *ii*) les biens qui peuvent être de nature très diverses (vêtements, médicaments,

³⁶² Dans cette thèse, j'utilise le terme de « remises migratoires » de façon équivalente à celle de transfert monétaire de la migration. Certains travaux parlent aussi de « remises de fond des migrants » (par exemple : Pérouse de Montclos, 2012).

Chapitre 8

smartphones et ordinateurs, panneaux solaires et matériel agricole) ; *iii*) les aliments, qui peuvent être issus des productions agricoles ou bien achetés sur le marché. Les circulations immatérielles ou remises sociales, quant à elles, qui correspondent aux « *idées, comportements, identités, capital social circulant entre communautés d'accueil et d'origine* »* (Levitt, 1998: 927), sont appréhendées de façon beaucoup plus indirecte, lorsque j'interroge les usages familiaux des circulations matérielles.

Encadré n°18: Méthodologie d'analyse des circulations matérielles

Dans les analyses de cette section, je considère l'« événement de circulation ». Chaque transfert mentionné par un individu-enquêté, dans l'une des catégories précédemment mentionnées (argent, bien ou aliment), est considéré comme un événement de circulation.

Ces événements de circulation ont été recensés pour la totalité des individus de l'enquête famille (285), et plus particulièrement pour les individus en migration ou en mobilité circulaire durant la période des enquêtes (2014-2016), soit 126 individus (Tableau 47). Pour caractériser l'événement de circulation, j'utilise plusieurs critères :

- la nature des circulations (argent, biens, aliments) ;
- l'intensité de ces circulations, définie par deux variables : la quantité et la fréquence d'émission (régulière ou irrégulière) ;
- la direction (ou spatialisation) de ces flux, c'est-à-dire les lieux et pays d'émission et de réception ;
- la position et les liens de parenté des membres émetteurs et récepteurs au sein des familles nucléaires, groupes ou sphères familiales ;
- La modalité du transfert, soit par le recours à des prestataires (agence de remise ou transporteur), soit par l'émetteur lui-même ou des membres de sa famille ;
- les usages des circulations, à savoir les usages sociaux (éducation, santé, sécurité alimentaire, festivités), d'une part, et les usages économiques et productifs d'autre part (développement d'une activité génératrice de revenus, financement de moyens productifs).

Au moment des enquêtes, je dénombre 75 événements de circulations matérielles (d'argent, de biens ou d'aliments) concernant 56 individus émetteurs, soit 20% de l'ensemble des individus de l'enquête famille et 40% des individus mobiles durant la période d'enquête (Tableau 47)³⁶³. La grande majorité de ces individus mobiles était en migration (45 individus), et une minorité en mobilité circulaire (5 individus). Ainsi, il est important de noter que moins de la moitié des membres mobiles durant la période d'enquête émettaient des circulations.

³⁶³ Un individu peut donc émettre une ou plusieurs circulations dont la nature, l'intensité ou le destinataire varie. Voir également les Annexe 18: et Annexe 19: pour plus de détails.

Individus				
Nombre d'individus de l'enquête famille	Nombre d'individus en mobilité durant la période d'enquête	Nombre d'individus émetteurs de circulations	% sur le total des individus de l'enquête famille	% sur le total des individus en mobilité
285	126	56	20%	40%
Familles nucléaires				
Nombre de familles nucléaires de l'enquête famille	Nombre de familles nucléaires avec au moins un membre mobile	Nombre de familles nucléaires émettrices de circulations	% sur le total des familles nucléaires de l'enquête famille	% sur le total de familles nucléaires avec au moins un membre mobile
92	69	47	51%	61%

Tableau 47 : Individus et familles nucléaires émetteurs des 75 événements de circulations matérielles au moment des enquêtes (2014-2016). Source : enquête famille.

Comme l'indique également le tableau ci-dessus, ces événements de circulations concernent 47 familles nucléaires, soit 51% de celles enquêtées et 61% de celles ayant au moins un membre en mobilité au moment des enquêtes (sachant que 4 familles nucléaires parmi celles émettrices de circulations n'ont pas de membre mobile au moment des enquêtes). Au final, la moitié des familles nucléaires de l'enquête famille sont impliquées dans l'émission de circulations (voir les annexes 15 et 16 pour plus de détail).

3.1. Spatialisation, intensité et nature des circulations

3.1.1. Multi-directions des circulations matérielles

Pour rappel, l'espace de dispersion familiale se compose de la zone d'étude et de 28 lieux qui forment l'espace de mobilité au moment des enquêtes (voir chapitre 3). Les résultats de l'enquête indiquent que les circulations matérielles sont émises depuis 22 lieux de migration et/ou de mobilités circulaires³⁶⁴, en plus de la zone d'étude. Autrement dit, 79% des lieux de l'espace de mobilité sont émetteurs de circulations (Tableau 48³⁶⁵).

³⁶⁴ Parmi ces 22 lieux, 18 correspondent à des lieux de migration, 3 à des lieux de mobilités circulaires et 1 aux deux à la fois.

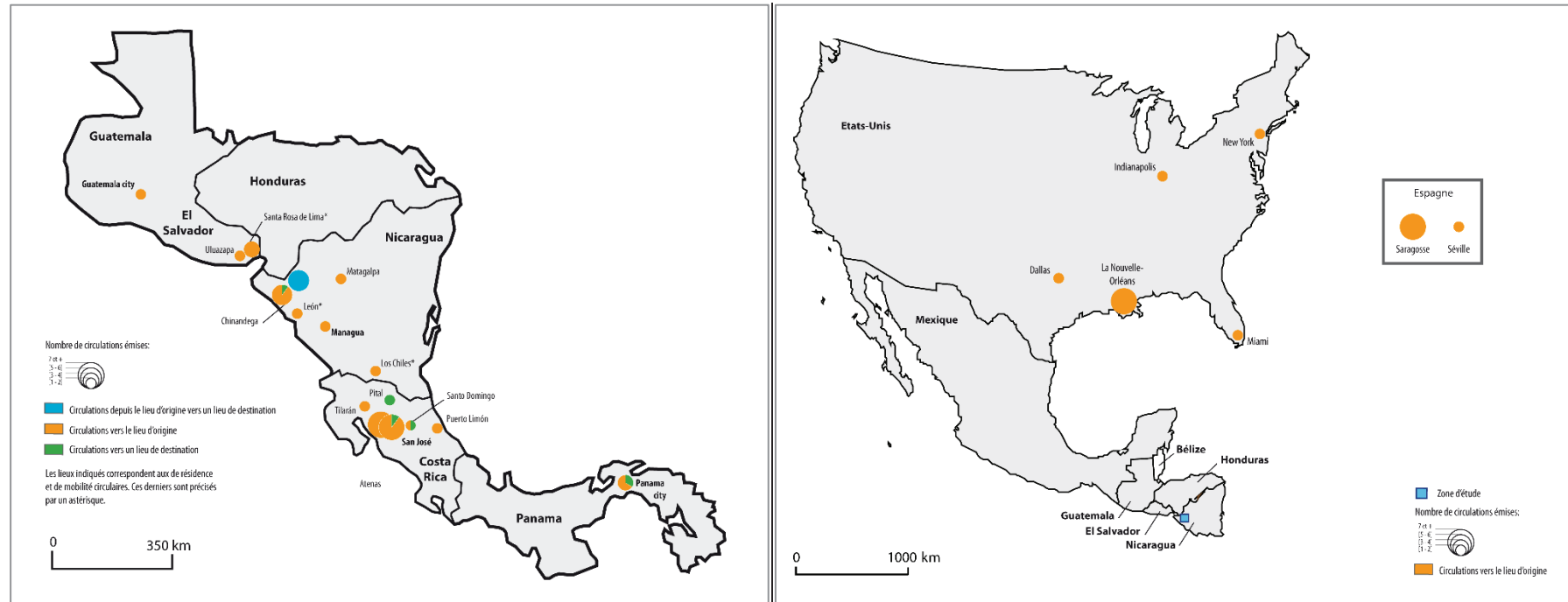
³⁶⁵ Pour réaliser ce tableau, je n'ai tenu compte que du nombre d'événements de circulation matérielle émise depuis chaque lieu, indépendamment de leur nature ou intensité.

Chapitre 8

Pays d'émission	Lieux d'émission	Nombre d'événements de circulation	% sur le total des événements de circulation	Total
Nicaragua	Zone d'étude	6	8%	21%
	Chinandega	5	7%	
	León	1	1%	
	Matagalpa	1	1%	
	Managua	2	3%	
	Los Chiles	1	1%	
Costa Rica	Tilarán	1	1%	31%
	Pital	1	1%	
	Atenas	7	9%	
	Santo Domingo	2	3%	
	San José	11	15%	
	Puerto Limón	1	1%	
El Salvador	Santa Rosa de Lima	3	4%	7%
	Uluazapa	2	3%	
Guatemala	Guatemala city	1	1%	1%
Panama	Panama city	3	4%	4%
États-Unis	Dallas	1	1%	20%
	La Nouvelle-Orléans	11	15%	
	Miami	1	1%	
	Indianapolis	1	1%	
	New York	1	1%	
Espagne	Saragosse	11	15%	16%
	Séville	1	1%	
Total		75	100%	100%

Tableau 48 : Lieux d'émission des 75 événements de circulation matérielle au moment des enquêtes (2014-2016). Source : enquête famille (56 individus).

Les principaux pays émetteurs, par ordre d'importance, sont le Costa Rica (31% des circulations), le Nicaragua (21%), les États-Unis (20%) et l'Espagne (16%). Ces résultats concordent avec les résultats du chapitre 3 puisque le Costa Rica, les États-Unis et le Nicaragua sont les trois principaux pôles de destination des familles de la vallée du Río Negro. L'Espagne se positionne également comme un pôle fort d'émission alors même que c'est une destination récente, ce qui confirme que les opportunités professionnelles offrent des capacités d'épargne conséquentes (Carte 20) (voir chapitres 6 et 7).



Carte 20 : Les lieux émetteurs de circulations au sein de l'espace de dispersion au moment des enquêtes (2014-2016). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

L'identification des lieux récepteurs permet d'affiner l'analyse de la spatialisation des circulations. Comme l'indique le tableau 49, la majorité des événements de circulation matérielle s'est faite en direction du lieu d'origine (80% des circulations), et de manière plus large vers le pays d'origine (96%) (voir annexe 17).

Pays de réception	Lieux de réception	Nombre d'événements de circulation	% sur le total d'événements de circulation	Total
Nicaragua	Zone d'étude	60	80%	96%
	Chinandega	7	9%	
	León	2	3%	
	Los Chiles	3	4%	
Costa Rica	San José	1	1%	1%
Panama	Panama city	1	1%	1%
Espagne	Saragosse	1	1%	1%
Total		75	100%	100%

Tableau 49 : Lieux de réception des 75 événements de circulation matérielle au moment des enquêtes (2014-2016). Source : enquête famille (56 individus).

Ce résultat démontre la force et l'efficacité du lien à distance qui parvient à « faire système » malgré la distance spatiale. La convergence de ces flux principalement vers le lieu d'origine traduit ces phénomènes d'interdépendances entre ceux restés et ceux partis. Cette situation est confirmée par le fait que ces circulations sont également multidirectionnelles. 8% de ces circulations correspondent à des circulations inversées, c'est-à-dire émises depuis la vallée du Río Negro vers d'autres lieux de destination (Nicaragua, Costa Rica, Espagne). Enfin, fait moins communément observé, 12% de ces circulations transitent entre deux lieux de destination, comme par exemple depuis le Costa Rica vers le Panama (Figure 42). Les logiques des familles multi-localisées ne sont donc pas exclusivement centrées sur l'espace d'origine, même si ces flux atypiques sont minoritaires.

3.1.2. De l'argent surtout et qui vient de loin

L'analyse de la nature et de l'intensité de ces circulations matérielles permet de prendre la mesure des interdépendances familiales dans la distance et de leur rôle potentiel dans la conduite des projets de mobilité.

3.1.2.1. *Les types de circulations matérielles*

Si les circulations matérielles sont de plusieurs natures, les transferts d'argent dominent largement (76% du nombre total d'événements de circulation matérielle) (Tableau 50).

Les biens matériels (13%) correspondent majoritairement à des vêtements, des consommables ou du matériel lié à l'exercice d'une activité économique au lieu d'origine. Ce dernier concerne par exemple des fournitures scolaires pour l'approvisionnement d'une librairie, des semences et du matériel d'irrigation pour l'activité agricole.

Les aliments en circulation (11%) correspondent tout autant aux produits des exploitations agricoles des émetteurs (maïs, haricot, fruits) que d'aliments achetés, le plus souvent du sucre, de l'huile, du riz et des gourmandises (confiseries, biscuits, sodas).

Nature des circulations	Nombre d'événements de circulation	% sur le total des événements de circulation
Argent	57	76%
Biens	10	13%
Aliments	8	11%
Total	75	100%

Tableau 50 : Nature des circulations matérielles. Source : enquête famille (56 individus).

Les circulations d'argent proviennent de tous les pays de l'espace de dispersion (Figure 42). Il en est autrement pour les biens matériels (voir annexes 18: et 19). Ces derniers proviennent majoritairement du Costa Rica et, dans une moindre mesure, des États-Unis. Depuis le Costa Rica, ce sont principalement des intrants et du matériel destiné à l'activité agricole qui sont envoyés (semences, produits phytosanitaires, système d'irrigation, moteur pour le puits, système d'éclairage pour l'élevage). Le Salvador est également un pays émetteur de ce type de biens, considérés de meilleure qualité par les enquêtés (technologie avancée, fiabilité des matériaux). En revanche, les biens en provenance des États-Unis correspondent principalement à des vêtements, tout comme pour l'Espagne, et à des biens matériels (recharges de crédit téléphonique, smartphones). Ce résultat est intéressant puisqu'il montre que les mobilités vers les pays d'Amérique centrale ont une « fonction » plutôt économique, dans le sens où elles sont plus articulées aux activités développées dans les localités d'origine, tandis que la fonction des mobilités vers les pays lointains est plus d'ordre social, liée au désir de consommation.

À moins que les migrants/circulants ne reviennent eux-mêmes avec leur épargne, les transferts d'argent sont effectués via des canaux informels (argent confié à des proches lors de leur retour par exemple) ou via des agences de transfert comme Western Union. Le coût de ces opérations est conséquent pour les migrants³⁶⁶.

Quant aux marchandises, les migrants ou circulants les transportent eux-mêmes, ou profitent des visites de certains membres de leur sphère familiale lors d'allers-retours entre deux pays pour les leur confier. Ils font également appel à des transporteurs, payant un prix au poids.

Au Costa Rica, ce sont des lignes de bus qui se chargent de transporter ces marchandises quelle que soit leur valeur économique ou leur volume. Les bus partent principalement de San José pour arriver à Somotillo ou Villanueva. De là, des transporteurs équipés de vélo-taxi, voiture ou camionnette, desservent les différentes localités de la vallée pour remettre les marchandises à leurs destinataires.

À Saragosse, certains migrants possédant la nationalité espagnole³⁶⁷ multiplient les allers-retours entre l'Espagne et le Nicaragua pour livrer aux habitants de la vallée du Río Negro, moyennant paiement, les biens confiés par leurs clients. Ceux possédant le permis de résidence, et qui retournent ponctuellement dans leur localité d'origine (tous les 3 ans environ), mènent également cette activité de transport de marchandises (pour un tarif, généralement, de huit euros le kilogramme).

Aux États-Unis, le recours à des transporteurs permet de faire circuler tout type de marchandise, d'un ordinateur à des véhicules. Certains migrants enquêtés de retour des États-Unis, qui souhaitaient lancer leur entreprise de transport de matériel, faisaient venir les camions depuis les États-Unis. Ils faisaient appel à des Nicaraguayens ou Honduriens résidant aux États-Unis, en situation régulière, qui conduisaient leurs véhicules ou les chargeaient sur des camions jusqu'à leur lieu d'origine, puis repartaient aux États-Unis.

Entre certains pays de destination et la vallée du Río Negro, une économie ethnique transnationale s'est ainsi progressivement consolidée (Rouilleau-Berger, 2010). Certains résidents à l'étranger en font progressivement une véritable activité de commerce, correspondant à des formes de « commerce à la valise » et ses dérivés comme les conteneurs

³⁶⁶ Selon M. Orozco et al. (2016), les commissions des États-Unis vers le Nicaragua pour chaque transfert sont d'environ 4,5%. Il y a une vingtaine d'années, ces taux s'élevaient à 20% environ. La pression des gouvernements et d'associations de latino-américains ont progressivement permis de réduire ces taux. Aujourd'hui encore, certaines institutions, comme la Banque mondiale, blâment les pratiques de la Western Union en particulier.

³⁶⁷ Ces individus ne font pas partie de l'enquête famille.

(Tarrius, 1998; Peraldi, 2016). Claudia (49 ans) résidant à La Nouvelle-Orléans, une des rares enquêtées en situation régulière aux États-Unis³⁶⁸ a consolidé, au cours de sa trajectoire migratoire, cette activité de commerce de part et d'autre des frontières.

« J'ai commencé à commercer avec Somotillo depuis que j'ai obtenu mes papiers suite à l'ouragan Mitch. L'idée m'est venue à force de toujours avoir des difficultés pour trouver des gens de confiance et pas trop cher pour livrer mes colis à ma famille [à Somotillo]. Je remplis une partie d'un conteneur avec d'autres que je mets parfois à mon nom et le fais livrer à Corinto. Ma sœur vient le récupérer. Je fais les brocantes des environs tous les dimanches matin. Je récupère toutes les babioles dont les américains ne veulent plus mais qui font rêver les gens de chez nous [elle rit]. Je les propose à mes amis d'ici qui sont toujours à me demander de leur dénicher des trucs spécifiques. Tout ce qu'il reste je l'envoie. Ma sœur se charge de vendre tout ce qu'elle peut. Après on discute de manière à ce que chacune y gagne un peu d'argent. Au début, elle le faisait ponctuellement, aujourd'hui c'est son activité principale. » (Entretien réalisé en avril 2016 à La Nouvelle-Orléans)

Tout comme pour les biens matériels, les circulations d'aliments ne sont pas émises depuis tous les pays. Elles proviennent principalement du Nicaragua et du Salvador. Les produits alimentaires sont mis en circulation par les individus mobiles qui travaillent sur les exploitations agricoles dans ces destinations (par exemple, Santa Rosa de Lima au Salvador ou de Los Chiles au Nicaragua). Quant aux aliments transformés, ils sont transférés depuis les lieux urbains de destination vers les localités de la zone d'étude. À l'inverse, depuis les localités de la vallée du Río Negro, les produits agricoles sont émis vers des villes ou petites localités du Nicaragua, où travaillent des membres des familles nucléaires. Ces flux croisés d'aliments témoignent de l'intensité des relations villes-campagnes ou campagnes-campagnes, ici liées à des stratégies alimentaires multi-localisées, comme démontré dans d'autres études (Banoviez Urrutia, 2016; Fréguin-Gresh et al., 2019).

³⁶⁸ Elle a bénéficié du *Temporary Protected Status*, régime spécial délivré par le gouvernement étatsunien après l'ouragan Mitch de 1998.

Chapitre 8



Légende:

Nature des circulation

- Circulation d'argent
- Circulation de bien matériel
- Circulation d'aliment

Catégorie de nombre d'évènement de circulation

- De 1 à 5 évènements
- De 6 à 10 évènements
- De 11 à 15 évènements

Figure 42 : Direction des différents types de circulation matérielle (sur un total de 75 évènements de circulation sur la période d'enquête 2014-2016). Source : enquête famille (56 individus). Réalisation : L. Trousselle et auteure. Remarque : Le sens des flèches indique la direction de la circulation du pays émetteur vers le pays récepteur. L'épaisseur de chaque flèche est proportionnelle au nombre d'évènement de circulation identifié. Chaque segment du cercle correspond à un pays de l'espace de multi-localisation. La taille du segment associé est proportionnelle au nombre d'individus qui émettent des circulations.

3.1.2.2. *Des circulations plus importantes et régulières en provenance des destinations lointaines*

Je considère ici l'intensité des circulations matérielles, non pas sur la base des événements, mais leur fréquence d'émission et leur quantité³⁶⁹. Cette intensité varie selon la destination, mais surtout le projet de mobilité de l'émetteur, les conditions de son insertion dans le marché du travail à destination et les usages envisagés de ces circulations.

Une part majoritaire des circulations monétaires, que l'argent soit envoyé ou ramené lors des retours au lieu d'origine, correspond à des transferts réguliers, c'est-à-dire toutes les semaines ou au maximum tous les deux mois (53% des circulations d'argent). Autrement dit, les remises migratoires constituent un revenu régulier pour les familles réceptrices. En revanche, seul 40% des biens sont envoyés de manière régulière, à des intervalles plus distants (une à quatre fois par an). Seule exception, les recharges de crédit téléphonique sont transférées généralement toutes les semaines environ. La grande majorité des circulations d'aliments n'interviennent que ponctuellement. De même, 38% des aliments circulent de manière régulière, généralement entre 3 et 7 fois par an. Certaines familles émettent ou reçoivent des aliments à un rythme mensuel, et de façon plus intense aux périodes de soudure du calendrier agricole. La migration et la mobilité circulaire, pour ces familles, jouent un rôle important dans leurs stratégies alimentaires, confirmant les recherches de S. Fréguin-Gresh et al. (2019), dans la lignée de nombreux travaux menés dans les campagnes au Sud (Cortes, 1995b ; Mounkaïla, 2002 ; Warner et Afifi, 2014 ; Fréguin-Gresh et al., 2019).

En considérant la fréquence des circulations émises (toute nature confondue) depuis les différents pays de la dispersion familiale, j'observe une certaine hiérarchie des pays (Tableau 51).

³⁶⁹ Pour caractériser la fréquence des circulations, j'ai demandé aux émetteurs et/ou récepteurs à quels intervalles de temps ils envoyaient/recevaient des circulations. J'ai alors identifié des envois/réceptions réguliers ou irréguliers puis leurs intervalles, par exemple tous les 15 jours, tous les mois, ou trois fois par an. La quantité correspond au volume transféré comme je le précise ci-dessous.

Pays émetteurs	Fréquence dominante³⁷⁰
Nicaragua	Pas de fréquence dominante
Costa Rica	Pas de fréquence dominante
El Salvador	Irrégulière
Guatemala	Irrégulière
Panama	Irrégulière
États-Unis	Régulière
Espagne	Régulière

Tableau 51 : Fréquence des circulations émises depuis les différents pays de dispersion. Source : enquête famille (56 individus).

En dehors du Costa Rica, les transferts sont irréguliers pour les pays centraméricains. Les facteurs d'explication sont variables. Au Panama, la jeunesse de la filière migratoire et les aléas de l'insertion professionnelle limitent probablement les capacités de transfert et leur régularité. Le caractère irrégulier des circulations émises depuis le Salvador paraît logique, dans la mesure où une grande majorité des mobilités sont de type circulaire et saisonnier, en articulation avec les activités agricoles et d'élevage dans les lieux d'origine. Les individus mobiles constituent une fois par an leur épargne à destination et les transfèrent à leur retour dans le lieu d'origine.

En revanche, les circulations en provenance des pays lointains (États-Unis et Espagne) sont caractérisées par leur régularité. Cela témoigne du fait que les remises monétaires – part la plus importante des circulations – constituent une ressource monétaire « structurelle » dans les moyens d'existence des familles nucléaires ayant un membre migrant dans ces pays.

Enfin, la part équivalente de transferts réguliers et irréguliers dans les cas du Nicaragua et du Costa Rica est en cohérence avec la plus grande diversité des formes de mobilité (migration et mobilité circulaire) vers ces pays, ainsi que des situations professionnelles et familiales, ou encore des projets de mobilité.

S'il est difficile de quantifier le volume des biens matériels et des aliments envoyés³⁷¹, les montants des transferts monétaires ont été plus faciles à estimer à partir de l'enquête famille (Tableau 52). Pour pouvoir comparer le volume des transferts monétaires par pays émetteur,

³⁷⁰ Parmi les événements de circulation identifiés pour chaque pays, j'indique par « fréquence dominante », celle qui est majoritaire entre les modalités « régulier » et « irrégulier ».

³⁷¹ Les biens matériels sont généralement envoyés ou ramenés en petite quantité : par exemple, un seul produit technologique (un téléphone ou un ordinateur), l'équivalent d'un carton de vêtements ou quelques boîtes de médicaments. Lorsqu'il s'agit de productions agricoles, ce sont plusieurs kilogrammes de grains de maïs ou de légumes par exemple (de 2 à 50 kilogrammes). Lorsqu'il s'agit d'aliments transformés, il s'agit de l'équivalent d'un carton.

j'ai considéré le montant annuel global par pays d'émission, pour le rapporter ensuite au nombre de familles nucléaires réceptrices, ce qui permet d'avoir une moyenne du montant des transferts annuels par famille. Le montant global est également rapporté au nombre d'individus émetteurs, ce qui permet d'estimer le montant moyen transféré par individu mobile, et donc d'en déduire une capacité d'épargne différenciée selon les pays.

Pays émetteurs	Montant annuel émis (en euros)	Nombre de familles nucléaires réceptrices	Montant annuel moyen perçu par les familles nucléaires	Nombre d'individus émetteurs	Montant annuel moyen de transfert des individus mobiles
Lieu d'origine	907	6	151	6	151
Nicaragua	861	9	96	8	108
Costa Rica	7 381	15	492	16	461
El Salvador	536	3	179	4	134
Guatemala	45	1	45	1	45
Panama	1 161	2	581	3	387
États-Unis	23 394	11	2127	8	2924
Espagne	38 067	12	3172	10	3807
Total	72 352	59	/	56	/

Tableau 52 : Volume des remises monétaires émises depuis les différents pays de dispersion (sur un total de 57 événements de circulation monétaire). Source : enquête famille.

L'analyse comparée des remises monétaires entre les différents pays fait apparaître la même hiérarchie que pour le nombre d'événements de circulation : Le Costa Rica, l'Espagne et les États-Unis sont les trois pays de destination qui émettent les plus gros volumes d'argent. Leur ordre d'importance, cependant, n'est pas le même que pour le nombre d'événements de circulation. Quel que soit le critère – montant annuel, montant perçu par les familles nucléaires ou montant émis par les individus mobiles – l'Espagne et les États-Unis indiquent des volumes largement plus importants que pour les pays d'Amérique centrale ou le Nicaragua. Les capacités d'épargne des migrants y sont clairement supérieures³⁷². Il faut toutefois rappeler que beaucoup d'individus en mobilité n'envoient pas de circulations matérielles traduisant en particulier leur vulnérabilité dans les lieux de destination.

³⁷² Il est tout de même important de rappeler que tous les migrants ne parviennent pas à envoyer des circulations au vu de leur insertion professionnelle à destination, de leur projet de mobilité ou de leurs liens familiaux.

3.2. Destinataires et usages des circulations

3.2.1. *Des circulations surtout à l'échelle des groupes familiaux*

Les circulations matérielles sont majoritairement inter-familiales, c'est-à-dire que l'émetteur et le récepteur appartiennent à deux familles nucléaires distinctes (64% des événements de circulation). Plus précisément, elles circulent très majoritairement entre des membres du groupe familial (61% des circulations), c'est-à-dire entre deux familles nucléaires distinctes appartenant au même groupe familial. Seulement 3% des circulations sont destinées à des membres de la sphère familiale, c'est-à-dire des membres appartenant à la même sphère familiale mais à des groupes familiaux et des familles nucléaires différents (Tableau 53)³⁷³. Ces résultats confirment la force des liens d'interdépendances, de solidarités et de projets partagés à l'échelle du groupe familial. La part des flux intra-familiaux est au final moins élevée, la famille nucléaire étant réceptrice de 36% des circulations.

	Nombre d'évènement de circulation	% d'évènement de circulation
Entre les membres d'une même famille nucléaire	27	36%
Entre les membres d'un même groupe familial	46	61%
Entre les membres d'une même sphère familiale	2	3%
Total	75	100%

Tableau 53 : Répartition des circulations selon l'échelle familiale (sur un total de 75 événements de circulation durant la période d'enquête 2014-2016). Source : enquête famille (56 individus).

Lorsque les circulations se font à l'échelle d'une même famille nucléaire, le conjoint – mais plus souvent la conjointe – est le premier récepteur (44% des événements de circulation entre familles nucléaires), viennent ensuite les circulations émises par les enfants à destination des parents (41%). Les enfants et la fratrie sont peu bénéficiaires de ces circulations (Tableau 54). À l'inverse lorsque ces circulations se font à l'échelle du groupe familial, c'est-à-dire entre des familles nucléaires distinctes, les parents sont les destinataires privilégiés (58% des événements de circulation entre groupes familiaux), tandis que la fratrie est également un destinataire fréquent (31%).

³⁷³ À noter que 33% des familles nucléaires de l'enquête famille n'émettent ni ne reçoivent de circulations. 27% sont tout autant émettrices que réceptrices, 24% uniquement des familles émettrices et 16% uniquement réceptrices.

Membres récepteurs de la famille nucléaire	Nombre d'évènements de circulation à l'échelle de la famille nucléaire		Membres récepteurs de la sphère familiale	Nombre d'évènements de circulation à l'échelle des groupes familiaux	
	n	%		n	%
Parent	11	41%	Parent	28	58%
Enfant	3	11%	Enfant	3	6%
Fratrie	1	4%	Fratrie	15	31%
Conjoint	12	44%	Conjoint	2	4%
Total	27	100%	Total	47	100%

Tableau 54 : Membres récepteurs au sein des unités familiales des circulations (sur la base de 75 événements de circulation durant la période d'enquête 2014-2016). Source : enquête famille.

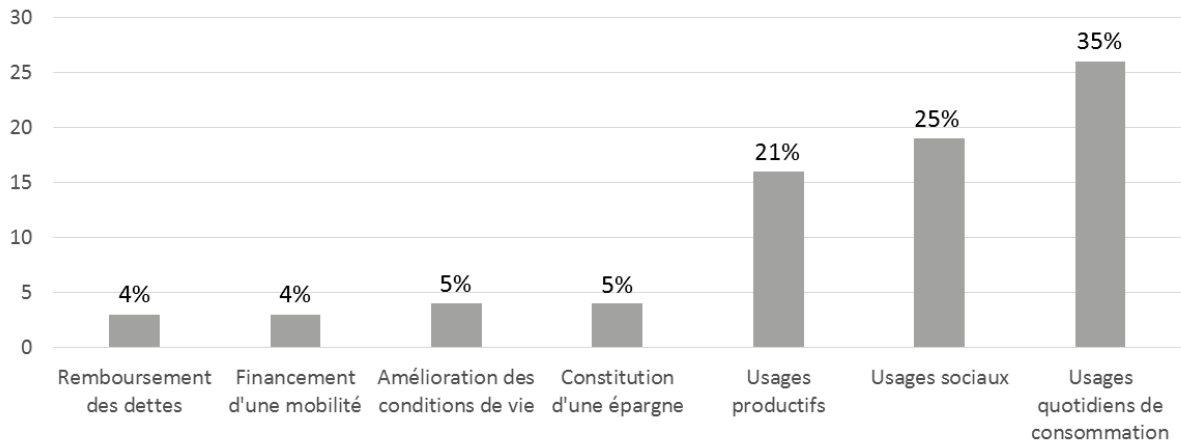
Les familles nucléaires les plus réceptrices de circulations sont celles en émancipation (49% des familles réceptrices) tandis que les plus émettrices sont des familles en formation (40% des familles émettrices) et en émancipation (35%). Ces résultats traduisent les liens à distance et les relations d'obligations intergénérationnelles, notamment entre parents et enfants.

3.2.2. Usages et gestion familiale des circulations : du quotidien aux investissements dans le système d'activité

Le croisement des discours des individus émetteurs et récepteurs, dans les localités d'origine et les pays de destination, m'a permis de décrypter les logiques sociales associées aux circulations à partir d'une catégorisation de leurs usages (Graphique 8). Il a permis de comprendre les mécanismes d'arbitrage dans l'usage des circulations et, dans certains cas, les mises en tension liées aux perceptions et aux attendus parfois divergents entre les membres dispersés et selon leurs positions sociales au sein de la famille³⁷⁴.

³⁷⁴ Lorsque les circulations recensées ont plusieurs usages, notamment pour les remises, j'ai demandé aux individus enquêtés de les classer par ordre de priorité.

Chapitre 8



Graphique 8 : Usages des circulations (sur un total de 75 événements de circulations durant la période d'enquête 2014-2016). Source : enquête famille.

Les circulations, pour la majorité des familles, prennent place dans les stratégies d'existence des familles en lien avec les besoins quotidiens de consommation des familles (35% des circulations matérielles). Il s'agit principalement des dépenses liées à l'alimentation ou à l'habillement.

Par ailleurs, les usages sociaux sont presque aussi importants (25%). Ils correspondent aux dépenses liées à la santé de certains proches malades, au financement de la scolarité et des études supérieures des enfants ou encore aux dépenses liées à des événements culturels. Ces deux premiers résultats montrent que les migrations et les mobilités circulaires jouent un rôle primordial, dans la subsistance quotidienne des familles rurales et dans la satisfaction de leurs besoins de base (alimentation, éducation, santé), tel que l'ont montré nombre de travaux sur les liens entre migration et développement (FAO, 2004; Nations-Unies, 2006) ou ceux de D. Prunier (2013) conduits dans des zones proches de la vallée du Río Negro qui montrent que 80 à 90% des familles réceptrices de remises migratoires consacrent l'argent reçu aux dépenses

quotidiennes. Toutefois, en utilisant un autre critère, je montre que les usages sont pluriels, dépendant donc des contextes d'études et des mobilités étudiées³⁷⁵.

Si ces deux premiers résultats reflètent le rôle des mobilités et des circulations dans la subsistance quotidienne des familles, en particulier pour ceux qui restent à l'origine, il convient de mentionner la part relativement importante des usages dits productifs, c'est-à-dire destinés à renforcer ou développer une activité, de type agricole ou non agricole.

Les usages productifs (21% des événements de circulations) renvoient à différents types de dépenses ou d'investissements. Concernant les activités agricoles, les transferts monétaires permettent de financer les coûts de la mise en culture (achat des semences et intrants) et les salaires des travailleurs agricoles (voir chapitre 5). Ce type d'usage est associé aux mobilités circulaires de certains pères de famille au Salvador ou au Costa Rica, lors de la saison sèche. Ce sont également les membres en migration qui se chargent de payer tout ou une partie des coûts agricoles. Osman (23 ans), cadet d'une famille d'El Caïmito (Somotillo), explique comment ils financent ses parcelles de maïs [1,4 hectares] et de sésame [0,7 hectare].

« C'est moi et mon frère qui nous occupons de tous les travaux agricoles. Nous vivons avec notre mère, tous nos frères ont fondé leur famille ou vivent à l'étranger. Mon frère fait des études mais moi non, je travaille sur notre ferme et parfois celles de mes oncles. [...] Mon frère Nelson [résidant au Costa Rica] est le seul qui nous envoie de l'argent régulièrement. En général, il envoie 50 dollars [37 euros] tous les mois. C'est mon frère qui les récupère à la Western [Union] le samedi quand il va à l'université. Cette semaine [mi-juillet 2014] nous attendons l'un de ses envois. Il a dit qu'il nous envoyait 150 dollars [110 euros] pour acheter les produits pour le maïs et le sésame. C'est lui qui a tout payé pour le maïs de primera déjà. Nous n'avons pas pris de crédit. S'il manque pour le postrera, notre mère s'organisera avec ses frères ou demandera un petit crédit. »
(Entretien conduit en juillet 2014 à El Caïmito)

³⁷⁵ Les travaux de V. Baby-Collin et al. (2009), montrent qu'au Mexique, les remises migratoires sont essentiellement destinées aux besoins de consommation quotidienne ou à l'achat de biens d'équipement, et très peu à des investissements productifs. À l'inverse en Bolivie, les usages des remises migratoires rendent compte d'investissements productifs conséquents. Ces situations traduisent des situations rurales différenciées. En Bolivie, les faibles perspectives locales conduisent à faire des remises migratoires un élément essentiel de la subsistance familiale mais également à sortir de situations précaires par l'investissement dans l'activité agricole ou dans d'autres activités. Cette situation est similaire à celle de la vallée du Río Negro. Au Mexique, le contexte socio-économique est différent avec par exemple, un secteur agricole largement concurrencé. La migration et les ressources qu'elle génère participent donc davantage d'une amélioration directe des conditions de vie, les remises migratoires jouant le rôle d'un revenu à part entière dans les économies familiales.

Chapitre 8

Les remises monétaires permettent, dans de rares cas, l'acquisition de ressources naturelles (achat de terres). Renforcer le niveau technique d'un élevage par l'acquisition de ressources matérielles, en revanche, est beaucoup plus fréquent. Les transferts d'argent servent dans ce cas à améliorer les infrastructures (enclos, puits, retenue d'eau). L'investissement dans du matériel nécessaire au démarrage d'une activité non agricole est également courant dans les stratégies familiales (achat d'une camionnette, d'une égreneuse à grains).

Les formes d'arbitrage dans le mode d'usage des transferts sont très variables : soit ils relèvent d'une décision conjointe et partagée (sans cesse réajustée) entre émetteur et récepteur, soit ceux qui restent dans le lieu d'origine suivent les consignes données par les migrants-émetteurs en fonction de leur projet, soit ceux qui envoient laissent le soin à ceux qui restent d'arbitrer les modes d'usage et de mener à bien le(s) projet(s) lié(s) à l'envoi d'argent. Dans ce dernier cas, les récepteurs informent les émetteurs en migration des besoins et projets de la famille (des parents, ou de l'un de leurs frères ou sœurs). C'est ce qu'explique Ruth (31 ans), résidente de La Nouvelle-Orléans dont les parents et la majorité de ses frères et sœurs vivent à Ojo de Agua (Santo Tomas del Norte).

« J'ai toujours envoyé de l'argent à mes parents, pour leur améliorer le quotidien. Ils s'en sortent bien aujourd'hui grâce à leur labeur mais ça me fait plaisir de savoir que ma mère peut s'offrir des petits extras de temps en temps. J'ai envoyé de plus grosses sommes à mes sœurs pour les aider dans leur activité économique ou pour qu'elles construisent leur maison. Je ne leur demande pas de rembourser, sauf à ma sœur Leïda qui vient de partir pour l'Espagne. Je l'avais beaucoup aidé pour la construction de sa maison alors cette fois je lui ai demandé de me rembourser les 5 000 dollars [4 468 euros]. Comme elle a trouvé un travail maintenant, elle va commencer à m'envoyer ses mensualités ! [Elle rit]. C'est ma mère qui les recevra et les mettra sur mon compte à Somotillo qui est au nom de mon père. C'est une sécurité, au cas où la « migration » m'arrête et m'expulse. Et puis comme ça, si nous avons un gros problème dans la famille, mes parents savent où trouver de la trésorerie. Ma mère m'a dit que ma sœur Suyeida voulait acheter des chaises et des tables en plastique pour développer son activité de « wedding planner ». Je lui ai dit que quand Leïda enverrait de l'argent, Suyeida n'aura qu'à garder 200 dollars [179 euros], pour qu'elle puisse les acheter et que je lui offrerais cet argent. » (Entretien réalisé en avril 2016 à La Nouvelle-Orléans)

Ceux qui restent, sont également les garants du maintien du patrimoine familial. En effet, le départ de certains se traduit par la suspension, sur des périodes plus ou moins longues, de certaines activités, notamment l'agriculture. Même si les activités sont interrompues, l'objectif est de pouvoir maintenir -voire améliorer- les dotations dont disposent les membres absents. Ceux qui restent se chargent alors d'entretenir la maison, les parcelles (mises en cultures ou non) ou encore le matériel agricole (enclos, charrettes). Ils utilisent donc une partie de l'argent envoyé par les migrants pour l'achat de matériau pour améliorer l'habitat, pour embaucher ponctuellement des travailleurs agricoles chargés de réparer les clôtures ou nettoyer les parcelles. C'est l'ensemble du groupe familial qui est généralement mobilisé. Les frères, en particulier, se chargent de l'entretien de l'exploitation agricole.

Les autres types d'usage, même si minoritaires, visent à constituer une épargne (5%) ; acquérir des biens matériels (équipement pour la maison, achat d'une moto ou de panneaux solaires) (5%) ; financer un départ en mobilité (4%) ou encore rembourser des dettes (4%). Pour ce dernier cas, ce sont les conjointes, restées au lieu d'origine, qui se chargent le plus souvent de rembourser les dettes en jouant un rôle de médiatrice avec les proches ou les organismes créanciers. Ceux qui restent doivent également gérer les tensions intra-familiales (liées à la cohabitation par exemple), de voisinage ou intracommunautaires en se déplaçant pour rencontrer les gens et en communiquant sur le déroulement de la migration de leur proche.

Conclusion

L'analyse des projets de mobilité sont le reflet des intentionnalités enchevêtrées à la fois des individus et des familles. L'amélioration des moyens d'existence des familles nucléaires, pour celles qui parviennent à mettre en œuvre la mobilité de leurs membres, est au cœur des stratégies de dispersion aux échelles nationales et internationales. L'implication et l'engagement de la famille proche et élargie sont cruciaux dans la sécurisation des départs en mobilité, mais également dans le contrat de mobilité qui fixe les obligations des uns et des autres dans le maintien des liens à distance. L'analyse des logiques sociales indique toutefois deux tendances contradictoires.

D'un côté, le contrat de mobilité et les arrangements familiaux sont les conditions de la conduite et de la réussite du projet de mobilité tandis que les circulations de biens et d'argent, comme expression du lien à distance, en sont les leviers. La force et l'efficacité du lien familial

qui parvient à « faire système » sont réelles. L'analyse a montré une forte interdépendance des trajectoires individuelles au sein des familles, liée à la perpétuation des obligations réciproques mais également des logiques de don et de contre-don qui permettent des prises de relai dans la mobilité d'une génération à l'autre, d'une famille nucléaire à l'autre.

Le système familial multi-localisé est flexible et adaptatif dans le sens où il démontre une capacité à répondre aux modifications des projets de mobilité et aux allongements des temps de migration. En effet, si les relations familiales évoluent, le lien à distance est le plus souvent maintenu permettant de faire face aux inflexions ou aux redéfinitions des projets de mobilité voire même aux désengagements individuels au cours du temps. Ces interdépendances familiales apparaissent également dans la prégnance de la captation des flux de circulations au sein des localités d'origine et du rôle joué par les récepteurs des transferts dans la conduite des projets migratoires. La multi-directionnalité des circulations (remises inversées ou entre lieux de la migration) traduit également la pluralité des formes du lien à distance.

D'un autre côté, les systèmes familiaux multi-localisés montrent, cependant, de fortes fragilités. Les populations de la vallée du Río Negro, comme nombre de migrants dans le monde, doivent faire face à la flexibilité et l'informalité du marché du travail, à des conditions d'emploi précaires ainsi qu'aux contrôles et violences aux frontières et dans les lieux de destination. Par ailleurs, les systèmes familiaux multi-localisés signifient une dépendance des individus, qu'ils soient mobiles ou non. En effet, les rapports d'obligation vis-à-vis de l'environnement familial entravent, dans certains cas, les logiques d'individuation et les volontés d'émancipation des jeunes vis-à-vis de leur famille. Le désir de dés-ancrage, voire de rupture avec le lieu d'origine, est souvent difficilement assumé. Dans le même temps, ceux qui partent comme ceux qui restent prennent le risque du délitement du lien familial et de conflits internes. En effet, si les arrangements familiaux permettent d'accéder à des ressources multiples, y compris à la mobilité, ils sont traversés par des rapports sociaux asymétriques, aux échelles inter et intra-générationnelles, entre frères et sœurs, entre hommes et femmes. Les conjointes qui restent dans le lieu d'origine, pendant la migration des hommes (du conjoint et parfois des fils), sont particulièrement exposées aux pressions sociales (Trousselle, 2016). Enfin, il convient d'insister sur le coût social élevé de la mise en œuvre des projets de mobilité, les individus étant confrontés à la séparation physique, l'absence des siens et la solitude.

Chapitre 9

Moyens d'existence, trajectoires et architectures des systèmes familiaux multi-localisés

Les familles multi-localisées de la vallée du Río Negro font face à de multiples défis, dont celui de surmonter les obstacles à la mobilité et de maintenir le lien familial à distance. Comme l'ont montré les chapitres précédents, le rôle des réseaux familiaux et supra-familiaux, qui tissent les liens entre ceux qui partent et ceux qui restent, est fondamental. Ils permettent la mise en œuvre des mobilités, le franchissement des frontières et l'insertion à destination. Dans le même temps, les liens à distance, les circulations et les engagements réciproques des membres de la famille servent les projets individuels et collectifs. La multi-localisation, en ce sens, est au cœur des moyens d'existence des familles de la vallée du Río Negro. Le constat a été fait, cependant, du coût social élevé des stratégies de multi-localisation, des prises de risques, des écarts entre projections et pratiques effectives. Ainsi, jusqu'à quel point peut-on dire que la multi-localisation fait ressource pour les familles ? De quelles manières intervient-elle dans leurs trajectoires de moyens d'existence ?

Ce chapitre s'organise en deux temps. La première section, dont l'unité d'analyse est la famille nucléaire, pose la question de savoir si les liens sociaux et les circulations qui maintiennent une continuité socio-spatiale entre les lieux de la dispersion parviennent, au fil des cycles de vie des familles, à maintenir ou à renforcer leur système d'activité (agricole et non agricole), à augmenter leur dotation en ressources (humaine, sociale, naturelle, physique, économique). En quoi ces manières de faire avec l'espace et la mobilité traduisent-elles des différenciations entre les familles ? Cette section est donc consacrée à l'analyse de ce que j'appelle les trajectoires des moyens d'existence (voir l'encadré n°19). Je montre comment la capacité des familles nucléaires à faire de la multi-localisation une ressource – à l'échelle de leur trajectoire de vie – est inégale et hétérogène.

La deuxième section déplace l'échelle d'analyse à celle du groupe et de la sphère familiale pour analyser les liens, les circulations et les trajectoires de moyens d'existence à ce niveau. Il s'agit de déboucher sur une proposition de lecture des architectures sociales et géographiques différenciées des systèmes familiaux multi-localisés.

1. Trajectoires des moyens d'existence des familles nucléaires de la vallée du Río Negro au prisme de la multi-localisation

Cette section propose une analyse des trajectoires de moyens d'existence des 64 familles nucléaires qui résident dans la vallée du Rio Negro³⁷⁶. J'analyse ici les données individuelles de tous les membres renseignés par l'enquête famille (2014-2016), relatives à l'évolution de leurs dotations, de leurs activités et des circulations qui ont pu être associées à leur mobilité au cours de leur vie. Les entretiens répétés et multi-situés ont permis de pouvoir systématiser l'étude des trajectoires pour l'ensemble des membres de ces 64 familles nucléaires. J'enrichis l'analyse par une sélection de récits illustratifs de trajectoires individuelles et familiales permettant de mettre à jour les inflexions des trajectoires et les leviers des systèmes familiaux multi-localisés.

Encadré n°19: Méthodologie d'analyse des trajectoires de moyens d'existence

La notion de trajectoire de moyens d'existence³⁷⁷ renvoie à la manière dont la famille nucléaire, au cours de la vie de ses membres, fait évoluer ses moyens d'existence en termes de ressources (matérielles, économiques, financières, sociales et humaines) et d'activités économiques, en fonction des possibilités qui sont offertes à ses membres et des décisions qui sont prises, au niveau individuel et collectif.

Comme l'illustrent les figures à venir, la trajectoire des moyens d'existence inclut plusieurs trajectoires : *i*) celle des dotations en ressource et du système d'activité ; *ii*) celle des expériences de mobilité (migration et mobilité circulaire) ; *iii*) celle des liens sociaux inter et intra-familiaux, c'est-à-dire la trajectoire des arrangements familiaux (à l'échelle de la famille

³⁷⁶ C'est-à-dire qu'au moins un membre de la famille nucléaire réside, au moment des enquêtes, dans une des localités de la zone de référence. Cela concerne 64 familles nucléaires sur les 92 prises en compte par l'enquête famille.

³⁷⁷ La notion reprend le terme de « moyens d'existence » de l'approche des *Sustainable Rural Livelihoods*, laquelle cependant n'a pas développé une analyse en termes de trajectoires (voir chapitre 2).

nucléaire, du groupe ou de la sphère) et des circulations matérielles ; *iv*) celle, enfin, relative aux principaux événements familiaux (naissance, décès, séparation). Le mode de succession et l'agencement dans le temps des événements qui caractérisent chacune de ces trajectoires configurent des inflexions et « étapes » dans la trajectoire des moyens d'existence. Chaque étape se distingue alors par une configuration spécifique de la dispersion des familles, de leur système d'activité et de mobilité, et par une redéfinition de leurs projets. Pour l'identification de ces étapes, je tiens compte de la vision rétrospective des individus sur leur trajectoire individuelle et celle de leur famille (évolution des activités économiques, projets entrepris, relations avec la famille).

Pour caractériser la trajectoire, je prête une attention particulière à l'évolution de la dotation en ressources. Ainsi, je distingue trois trajectoires : *i*) ascendante : la famille connaît au cours de sa vie une amélioration de ses dotations en ressources : renforcement ou développement d'une activité, constitution d'un patrimoine, amélioration des conditions matérielles de vie, acquisition de compétences, etc. ; *ii*) descendante : la famille vit un processus inverse au précédent, à savoir une réduction de ses dotations en ressources au cours du temps, pouvant se traduire par un endettement ou une décapitalisation. Les raisons peuvent être très diverses : échec de la migration et/ou de la conduite d'activités, événement familial, etc. ; *iii*) de maintien : la famille connaît alternativement des phases ascendantes et descendantes, mais sa trajectoire d'ensemble est caractérisée par une stabilité de ses dotations en ressources, même si le système d'activité et de mobilité a pu changer.

Je croise ensuite la trajectoire des moyens d'existence avec la perception des enquêtés de leur situation socio-économique au moment des enquêtes. N'ayant pas collecté des informations qui me permettraient de construire des indicateurs objectivés de la situation des familles (en termes de revenus ou d'autres résultats de performances sociales ou économiques des stratégies d'existence), je me base sur une analyse de leurs perceptions à partir, d'une part, des récits de vie et, d'autre part, de mes propres observations du quotidien des familles que j'ai pu suivre pendant le temps de l'enquête de terrain. Ainsi, les familles enquêtées se perçoivent *i*) « fragiles », c'est-à-dire qu'elles considèrent être dans des situations économiques précaires et ont des difficultés récurrentes pour satisfaire les besoins du quotidien (se nourrir, se loger, se soigner, étudier) ; *ii*) « vulnérables » c'est-à-dire qu'elles ne pensent pas avoir de difficultés spécifiques au quotidien, mais elles ne sont pas toujours en mesure de faire face à des aléas

(accident de santé, mauvaise récolte, etc.) ; *iii*) « solides », c'est-à-dire qu'elles ont le sentiment d'avoir une situation économique qui leur permet de faire face aux aléas.

Cette méthodologie d'analyse permet de comprendre le rôle de la multi-localisation et de certaines ressources (arrangements familiaux, circulations matérielles, etc.) dans les trajectoires de moyens d'existence et les niveaux de vulnérabilité socio-économique des familles nucléaires. Je propose ainsi de dégager des profils-types de familles nucléaires permettant de les différencier.

1.1. Différenciation des trajectoires et des niveaux de vulnérabilité économique des familles nucléaires

Parmi les 64 familles nucléaires, 34 d'entre elles ont une trajectoire ascendante (53% des familles nucléaires de la vallée du Río Negro). La moitié des familles nucléaires ont donc pu améliorer au cours du temps leurs dotations en ressources et leur situation socio-économique. Comme l'indique le tableau 55, ces familles sont majoritairement en phase de formation et d'émancipation (voir chapitre 4). Ces résultats indiquent non seulement que le processus d'ascendance peut commencer tôt dans les cycles de vie des familles nucléaires mais également que le processus d'accumulation de ressources n'est pas linéaire avec l'avancée dans l'âge.

Étapes du cycle de vie et tranche d'âge du ou de la chef·fe de famille	Types de trajectoire			Total
	Trajectoire ascendante	Trajectoire de maintien	Trajectoire descendante	
Formation (19-38 ans)	16	8	3	27
Consolidation (30-45 ans)	2	7	0	9
Émancipation (40-60 ans)	13	6	1	20
Transmission (55-86 ans)	3	5	0	8
Total	34	26	4	64

Tableau 55 : Trajectoire et cycle de vie des 64 familles nucléaires ayant une résidence dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille.

Par ailleurs, les résultats des enquêtes indiquent que le type de trajectoire de moyens d'existence, selon qu'elle est ascendante ou descendante, n'est pas systématiquement associé à une perception respectivement favorable ou défavorable de la situation socio-économique au moment des enquêtes. Autrement dit, une trajectoire peut avoir été marquée par une certaine accumulation de ressources, sans pour autant que la famille perçoive sa situation socio-économique au terme de cette trajectoire comme étant satisfaisante. De toute évidence, tout

dépend du niveau initial de dotation au moment de la formation du couple, ainsi que du projet visé par la famille.

Ainsi, les familles nucléaires ascendantes se considèrent comme solides au moment des enquêtes (25 des familles nucléaires à la trajectoire ascendante) mais aussi, dans une moindre mesure, vulnérables (9 de ces familles nucléaires) (Tableau 56). De même, parmi les 26 familles nucléaires avec une trajectoire de maintien (41%), la majorité se perçoivent comme vulnérables (24 des familles nucléaires à la trajectoire de maintien) et 2 pensent être fragiles. Enfin, 4 familles nucléaires ont une trajectoire descendante (6%) et se perçoivent comme fragiles.

Au final, la majorité des familles nucléaires considérées par l'enquête estime faire face à des difficultés d'intensité variable, au quotidien ou ponctuellement (61%).

Perception des situations socio-économiques	Types de trajectoire			Total
	Ascendante	Maintien	Descendante	
Fragiles	0	2	4	6
Vulnérables	9	24	0	33
Solides	25	0	0	25
Total	34	26	4	64

Tableau 56 : Trajectoire et perception des situations socio-économiques des 64 familles nucléaires ayant une résidence dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille.

Ces résultats invitent à une analyse qualitative plus fine, à partir d'études de cas, de la manière dont la multi-localisation et le lien à distance ont pu jouer sur les différentes trajectoires. La proposition qui suit est donc une analyse détaillée de 7 familles nucléaires illustratives des trois types de trajectoires. Il s'agit, à travers l'évolution des systèmes d'activité et de mobilité au cours des cycles de vie, ainsi que des arrangements familiaux, d'éclairer les inflexions majeures qui marquent les trajectoires de ces familles et de dégager certains points communs aux trajectoires ascendantes, de maintien ou descendantes³⁷⁸.

³⁷⁸ Deux critères ont fondé le choix de ces 7 familles. D'une part, elles sont illustratives de certains traits communs qui caractérisent les différents types de trajectoires et, d'autre part, elles font partie de celles pour lesquelles l'enquête de terrain et les liens de confiance ont permis de collecter des données diachroniques suffisamment précises.

1.2. Trajectoires descendantes : affaiblissement des liens, asymétrie et dépendance

Les trajectoires descendantes (4 familles nucléaires) sont largement influencées par une ou plusieurs expériences migratoires des membres des familles, qui se sont soldées par un échec du projet associé à la migration, auquel se sont parfois rajoutés des fractures relationnelles au sein de la famille nucléaire, comme une rupture conjugale, ou d'autres événements familiaux déstabilisateurs. Ces trajectoires sont donc marquées par des moments de crises et de ruptures expliquant la tournure prise par la trajectoire familiale. Toutes ces familles ont projeté un ancrage résidentiel durable dans les lieux de destination, s'y étant installée avec un(e) conjoint(e) originaire du lieu de destination ou du lieu d'origine. La distance géographique a progressivement distendu le lien social avec leurs proches restés dans la vallée du Río Negro. Ce lien distendu, notable en particulier chez les familles étant dans une étape avancée de leur cycle de vie (en consolidation ou en émancipation), reconfigure les jeux de solidarités, ou plutôt, les met en suspens. Car, même après plusieurs années, lorsque ces familles sont de retour dans leur localité, notamment lorsqu'elles ont vécu un échec dans leur projet migratoire et qu'elles n'ont pas amorcé un processus d'accumulation, elles sont hébergées et assistées par leurs proches (leurs parents, leur sœur ou frère). Fautes de ressources économiques ou financières propres, elles se retrouvent fortement dépendantes pour leur subsistance quotidienne. Parvenir à se doter de ressources suffisantes à leur retour pour réaliser un système d'activité viable pour ces familles est souvent difficile. Elles passent souvent par une phase d'inactivité qui peut se prolonger, notamment lorsqu'il s'agit de femmes ou d'hommes revenant seuls et ayant à leur charge des enfants. Dans certains cas, les hommes sont amenés à participer aux travaux sur l'exploitation agricole de leurs proches. Mais, à termes, ces situations sont souvent vécues comme contraignantes, puisqu'elles ne leur permettent pas de relancer leur propre système d'activité.

Ces situations – que l'on peut qualifier de trappes de dépendance – reflètent toute la complexité des rapports sociaux inter et intra-familiaux ainsi que les effets paradoxaux des systèmes familiaux multi-localisés. En effet, si les solidarités familiales jouent ici de façon positive pour les familles confrontées au risque et à l'échec migratoires, dans le même temps, elles créent des rapports de dépendance et des asymétries à l'échelle des groupes familiaux, limitant la capacité d'émancipation de certains individus et de certaines familles nucléaires.

L'encadré ci-dessous et la figure 43³⁷⁹, illustrent ce type de trajectoire descendante, associée à une situation socio-économique fragile au moment des enquêtes.

Encadré n°20: Trajectoire familiale descendante de Giovanni, 39 ans

Étape 1 : L'installation au Salvador

Après cinq années passées au Guatemala, Giovanni s'installe au Salvador. Il réside dans différentes localités jusqu'à s'établir, en 1997, à Santiago Nonualco (El Salvador). Il y rejoint des cousins et des amis connus lors de ses précédentes expériences migratoires. Il travaille de manière informelle comme travailleur agricole au sein d'une grande exploitation d'élevage. Il rencontre alors Maria, salvadorienne, avec laquelle il se met en couple. Deux années plus tard, ils s'installent ensemble au sein du ménage des parents de Maria. La famille a alors pour projet de s'établir durablement au Salvador. Sa compagne mobilise son réseau afin de lui trouver un emploi mieux rémunéré. Il est alors employé sous contrat dans une industrie alimentaire pour le bétail. Les envois d'argent de Giovanni à sa mère dans la vallée du Río Negro, réguliers au début de son expérience migratoire, se raréfient progressivement, n'intervenant que pour des situations d'urgence à la demande de sa mère (problème de santé, financement de travailleurs agricoles pour la récolte du maïs).

Étape 2 : Rupture du projet de mobilité

En 2009, il est victime d'un accident du travail sept années après son entrée au sein de l'entreprise. La famille nucléaire assume, grâce à son épargne, une partie des frais de santé et demande aussi une aide financière aux parents maternels et paternels³⁸⁰. L'entreprise ne le dédommage pas, malgré son contrat de travail formel. Leurs économies leur avaient jusqu'alors permis d'investir dans un petit atelier de couture et d'épargner en vue de la construction de leur maison au Salvador, projet alors retardé.

Giovanni est alors inactif et sa femme, couturière, ne travaille que périodiquement afin de s'occuper de leur fils en bas âge. Les relations au sein du couple se dégradent ainsi qu'avec les beaux-parents chez qui ils logent.

³⁷⁹ À noter que les encadrés qui suivent, précisent les grands traits des trajectoires présentées dans les figures associées.

³⁸⁰ Il s'agit là d'un cas typique de « remise migratoire inversé », tel qu'évoqué dans le chapitre 8.

Étape 3 : Retour au lieu d'origine

En 2010, Giovanni décide de rentrer seul à El Caimito (Somotillo), la situation étant devenue trop conflictuelle avec sa compagne alors enceinte de leur deuxième fils. Il s'installe chez sa mère et travaille sur son exploitation agricole contribuant ainsi à la vie du ménage. En 2012, l'une de ses sœurs, vivant dans une localité de Villanueva, lui propose de venir s'installer chez elle afin de l'aider sur son exploitation en l'absence de son mari, parti aux États-Unis. Giovanni se charge alors de gérer la ferme et les travailleurs. Sa sœur assume l'intégralité des coûts de production et des dépenses du ménage.

Étape 4 : Reconstruction des moyens d'existence

En 2014, il décide de s'installer chez une autre de ses sœurs vivant à Somotillo afin de pouvoir travailler pour retrouver une certaine autonomie. Il se met d'accord avec sa sœur sur le fait qu'il participe aux dépenses du ménage mais exercera ses propres activités.

Cette trajectoire traduit une amorce de processus d'accumulation grâce à la migration au Salvador, stoppée brutalement par un problème de santé et une crise familiale. Les solidarités à l'échelle du groupe familial sont alors un filet de sécurité face à une situation socio-économique des plus fragiles. Giovanni, durant quatre ans, sera alors totalement dépendant du système d'activité de ses proches et de l'économie de leur ménage. S'il parvient, dans un deuxième temps, à relancer ses propres activités économiques, grâce au soutien de sa deuxième sœur, sa marge de manœuvre reste limitée par les contreparties qu'il doit assumer en travaillant sur l'exploitation familiale.

Chapitre 9

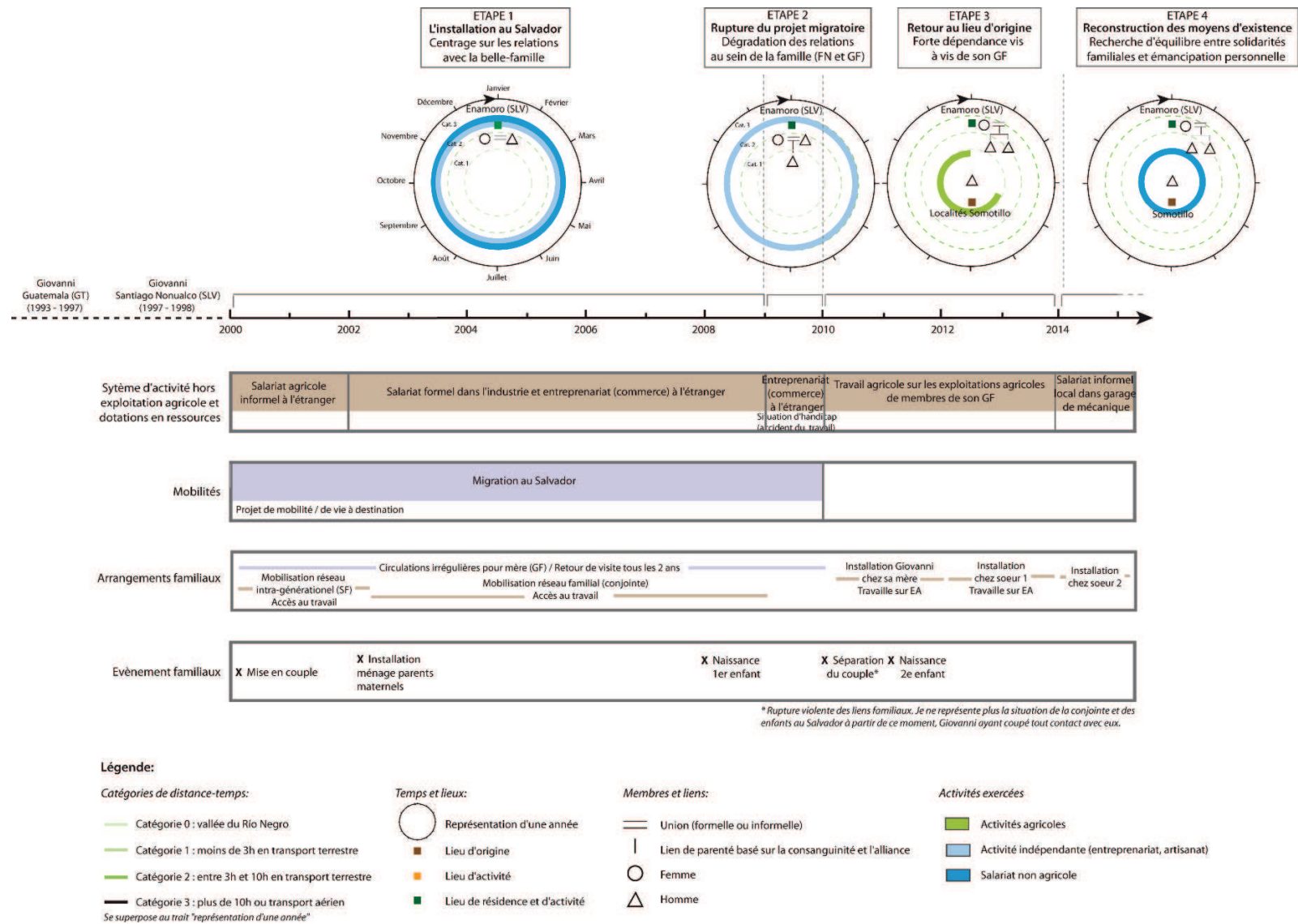


Figure 43 : Trajectoire descendante d'une famille nucléaire en situation de fragilité (Giovanni, 39 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

1.3. Trajectoires de maintien : réversibilité et incertitude

Les trajectoires de maintien (26 familles nucléaires), même si elles sont loin d'être homogènes, se distinguent par deux éléments caractéristiques : d'une part, elles sont rythmées par une alternance de phases ascendantes (accumulation de ressources) et descendantes (décapitalisation) et, d'autre part, elles sont fortement déterminées par le recours aux solidarités et aux arrangements familiaux, notamment à l'échelle du groupe familial. En d'autres termes, ces familles sont confrontées à une constante réversibilité de leurs situations socio-économiques, avec des variations conséquentes de leurs dotations en ressources matérielles, économiques et financières, à court ou moyen termes. La vulnérabilité et l'incertitude distinguent les trajectoires de maintien. Les configurations de ces trajectoires varient selon l'étape du cycle de vie dans laquelle se trouvent les familles nucléaires et le type de système d'activité qu'elles mettent en œuvre comme en rendent compte les deux exemples suivants (voir chapitre 5).

1.3.1. *De la difficulté à consolider et stabiliser les moyens d'existence*

Les stratégies de multi-localisation, en recourant à la mobilité circulaire ou à la migration, interviennent à des étapes clés du cycle de vie, quel que soit le type de trajectoire des familles nucléaires, notamment lors de la prise d'indépendance puis de consolidation des familles nucléaires. L'exemple de la famille de Virginia (32 ans) et Elder (34 ans), et de leurs deux filles, illustre parfaitement les moments d'inflexion et de mise en tension qui se jouent à ces différentes étapes (Encadré n°21 et Figure 44).

Encadré n°21: Trajectoire de maintien d'une famille en consolidation

(Virginia 32 ans et Elder 34 ans)

Étape 1 : Alternance entre activités agricoles et mobilités circulaires

Elder a consacré son enfance à aider ses parents sur leur exploitation agricole. À 18 ans, il migre au Costa Rica comme pionnier de sa famille. Il y réside durant deux ans et accueille plusieurs de ses frères. En 2000, il rentre chez ses parents et rencontre sa compagne Virginia.

Il capitalise sur son expérience au Costa Rica pour y retourner durant la saison sèche travaillant pour le même patron que lorsqu'il y vivait. Le reste de l'année, il travaille avec son père qui lui prête désormais quelques parcelles pour semer (orientation productive 1 : maïs). Virginia est femme au foyer au domicile de ses beaux-parents. Seul Elder est alors pluriactif.

Étape 2 : Migration du couple et projet de prise d'indépendance

Le couple ayant eu son premier enfant aspire à bâtir son propre ménage. Les migrations saisonnières d'Elder ne leur permettent pas de constituer une épargne suffisante pour construire leur propre maison. En effet, l'argent qu'Elder envoie à Virginia, grâce à ses mobilités circulaires au Costa Rica, permet juste de compenser les mauvaises récoltes, de financer les cycles agricoles à venir et de pallier les dépenses quotidiennes de la famille. En 2004, le couple part alors à San José confiant leur fille à la mère de Virginia. Ils y travaillent durant trois ans, lui, en tant qu'ouvrier du bâtiment sur des chantiers dans tout le pays, et elle en tant qu'employée de maison chez des particuliers. S'ils parviennent à envoyer de quoi vivre à leur fille tous les mois et à constituer parallèlement une épargne, ils sont conduits à rallonger la durée initialement prévue de leur migration (fixée à deux années) pour parvenir à leurs objectifs.

Étape 3 : Retour à l'origine et reprise de la tactique d'alternance

En 2007, ils rentrent au Nicaragua et construisent leur maison sur un emplacement donné par les parents paternels à El Rodeito (Somotillo). La famille achète des bovins, pouvant mutualiser leurs deux bêtes avec celles de leur groupe familial (OP3 : maïs - élevage bovin). Elder reprend ses mobilités circulaires afin de pouvoir financer les coûts de production sur son exploitation agricole. Deux de ses frères résident à San José et l'accueillent à chaque venue. Elder et Virginia, cependant, dépendent toujours du prêt de parcelles par leurs parents. La construction de leur maison traduit l'amélioration de leur situation socio-économique. De même, la migration du couple, puis les mobilités circulaires d'Elder, leur ont permis de renforcer leurs dotations en ressources et de développer une activité agricole et d'élevage. Toutefois, leurs moyens d'existence dépendent exclusivement des possibilités d'accès au foncier, via le prêt de parcelles de terre par leurs parents.

Étape 4 : Renforcement de l'exploitation via l'organisation du groupe familial

En 2011, le frère de Virginia, Marlen, vivant depuis plusieurs années à San José, souhaite développer, à distance, la culture de sésame pour compléter les revenus de sa famille. Le groupe familial s'organise : Marlen finance l'intégralité des coûts associés au cycle de culture et une partie des intrants dont a besoin Elder pour ses parcelles, tandis qu'Esperanza prête de la terre à Marlen et de nouvelles parcelles à Elder. En échange, Elder se charge de toutes les tâches agricoles sur les parcelles de Marlen, qui vendra sa récolte à ses retours en décembre. L'orientation productive de la famille évolue et la famille d'Elder tire un nouveau revenu de la

vente du sésame (OP4 : maïs - sésame - élevage bovin). Cependant, la charge de travail associée à cette nouvelle organisation oblige Elder à partir travailler saisonnièrement dans des destinations plus proches et moins coûteuses, à savoir au Salvador. Virginia développe régulièrement des activités de vente ambulante afin de compenser la baisse du salaire d'Elder au Salvador comparé au Costa Rica.

À cette période, Elder participe également aux travaux agricoles sur les parcelles d'une de ses sœurs dont le conjoint est au Panama, afin qu'elle puisse assurer les besoins alimentaires de sa famille. Son beau-frère finance tous les frais et le dédommagement en lui payant une petite partie de ses coûts de main-d'œuvre. Ainsi, de manière à alléger sa charge de travail, Elder renonce à l'activité d'élevage bovin et vend ses bêtes en 2013 à un membre de la sphère familiale de Virginia (OP2 : maïs - sésame). De même, ses activités hors de l'exploitation se recentrent sur des travaux de maçonnerie dans la commune. Virginia, quant à elle, continue de pourvoir aux besoins ponctuels de trésorerie en faisant de la vente ambulante.

Étape 5 : Échec du changement de l'orientation productive et tentative d'une nouvelle migration

En 2014, suite à des vents violents, la famille nucléaire perd sa récolte de sésame et elle ne peut rembourser ses emprunts liés à l'achat des intrants. Elder demande alors un prêt à ses frères au Costa Rica pour tenter sa chance au Panama, nouvelle destination où les salaires seraient plus élevés dans le secteur de la construction qu'au Costa Rica. Parti sans réseau à destination, il ne trouve que des emplois journaliers précaires et rentre au bout d'un mois demandant à ses frères de lui financer son retour. Au moment des enquêtes, Elder se trouvait en situation d'endettement, cherchant à redéployer de nouvelles stratégies de moyens d'existence.

L'exemple de cette trajectoire est illustratif des risques et des paradoxes des systèmes familiaux multi-localisés. En effet, cette famille, au cours de sa trajectoire, a toujours cherché à combiner l'agriculture et les activités hors exploitation, localement ou à l'étranger, selon une tactique d'alternance (voir chapitre 5). La trajectoire du couple montre qu'ils ont pu développer des moyens d'existence grâce à des relations fortes avec les membres de leur groupe familial respectif. Les arrangements familiaux ont ici été centraux dans la relative efficacité du système familial multi-localisé (mobilités circulaires et migration au Costa Rica, au Salvador et au Panama), leur permettant de faire face à des moments de fragilité mais également de générer des processus d'accumulation monétaire. Dans le même temps, ces arrangements familiaux, du fait des jeux d'obligations et de réciprocité, sont coûteux en temps de travail sur l'exploitation

Chapitre 9

agricole de leurs proches et, d'une certaine manière, ils accentuent la dépendance de la famille de Virginia et Elder vis-à-vis de leurs groupes familiaux. Cela s'est fait au détriment, à certaines périodes, de leur marge de manœuvre pour améliorer leurs propres dotations en ressources et leur situation socio-économique. Au final, pour cette famille, la mobilité s'avère essentielle pour maintenir une activité agricole sur leur exploitation, sous réserve d'assumer le « contrat migratoire » et leurs obligations familiales (voir chapitre 8). Cela étant, les mobilités circulaires et la migration à l'étranger n'ont pas permis sur le long terme d'améliorer les dotations en ressources de la famille (acquisition de foncier, constitution d'un troupeau notamment), ni d'impulser de façon durable des changements en termes de systèmes d'activité, que ce soit au niveau des orientations productives sur l'exploitation, ou bien en termes d'activités non agricoles plus rémunératrices.

Chapitre 9

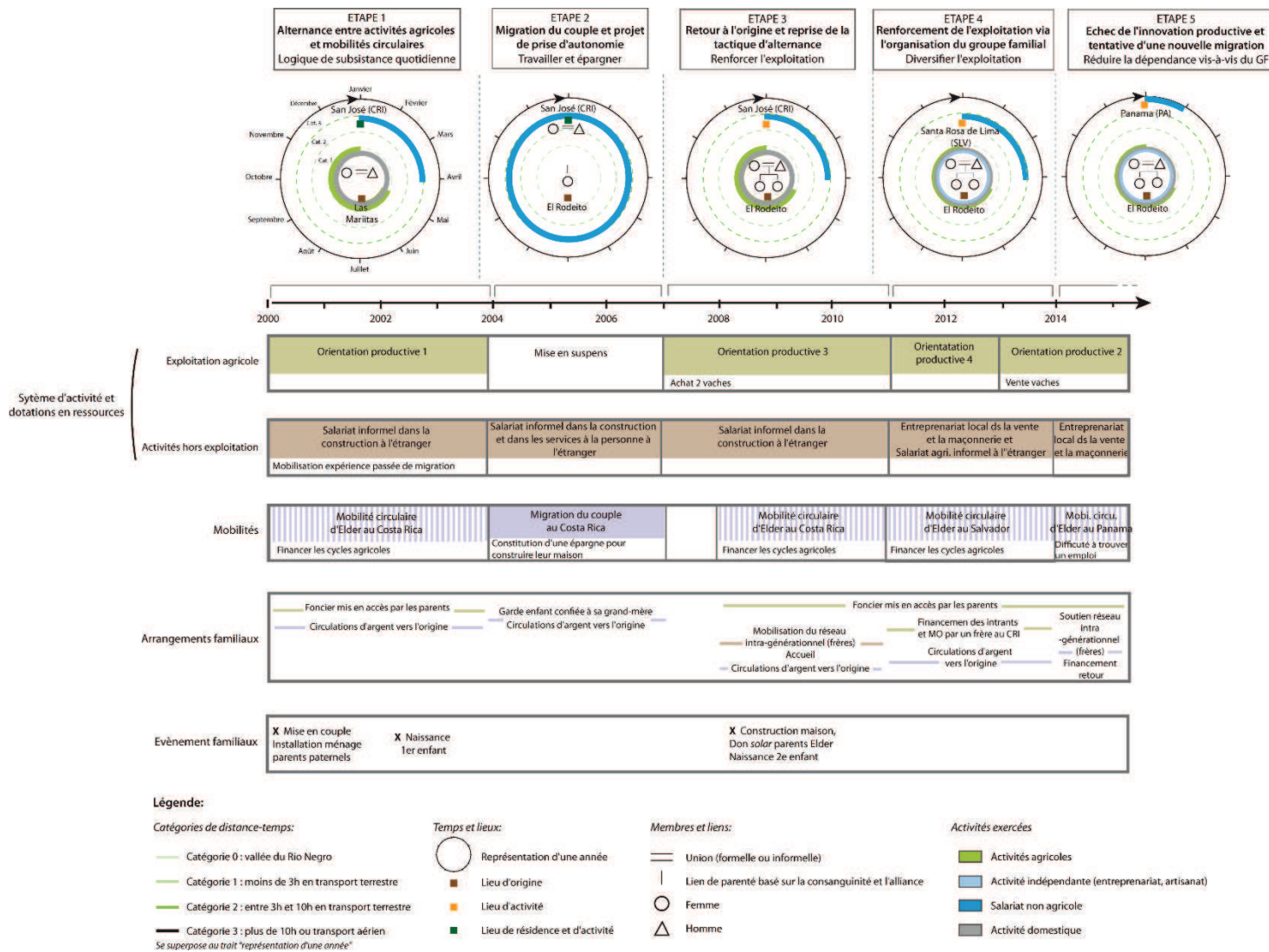


Figure 44 : Trajectoire de maintien d'une famille nucléaire en situation socio-économique vulnérable (Virginia, 32 ans et Elder, 34 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

1.3.2. Lorsque les situations de fragilité et de vulnérabilité se perpétuent au fil de la trajectoire

L'avancée des familles dans le cycle de vie, malgré le cumul de plusieurs expériences de mobilité, ne se traduit pas pour autant par une trajectoire d'accumulation en termes d'accès à des ressources. Certaines trajectoires de familles en émancipation témoignent ainsi d'une inertie, sur le long terme, des systèmes d'activité, et de la difficulté à stabiliser leurs dotations en ressources. Ces familles, dont les trajectoires sont souvent, elles aussi, marquées par des événements familiaux difficiles, dépendent fortement des solidarités et des organisations familiales pour maintenir une activité rémunératrice, notamment agricole et d'élevage.

La famille nucléaire de Primitilia (53 ans) et Francisco (décédé au moment des enquêtes) rend compte de ce type de trajectoire de maintien (Encadré n°22 et Figure 45). Il s'agit là d'une trajectoire particulière puisque les expériences de mobilité de Primitilia, se retrouvant seule en charge de son enfant très tôt après la formation de son couple, se sont faites exclusivement au sein du territoire nicaraguayen. Elle a travaillé durant plusieurs années en tant que femme de ménage chez des particuliers au Nicaragua.

**Encadré n°22: Trajectoire de maintien d'une famille en émancipation
(Primitilia, 53 ans et Francesco, décédé)**

Étape 1 : Priorité à l'activité agricole et à la subsistance quotidienne

Après une étape de migration en solitaire à Managua et au Salvador pour travailler dans le secteur de la domesticité, Primitillia rentre en 1994 dans sa localité d'origine (El Coyolito – San Pedro del Norte), âgée de 33 ans. Elle y rencontre Francisco avec qui elle s'installe chez ses beaux-parents dans une localité voisine. Francisco travaille pour son père sur l'exploitation agricole familiale. Pour gagner en autonomie, Primitilia, en accord avec son mari, part travailler à León en activant son réseau familial et son expérience de femme de ménage. L'objectif est alors d'épargner pour construire la maison familiale. Primitilia part six mois, alors qu'elle est enceinte, et rentre au moment de la naissance de leur fille. Ses parents lui offrent le terrain sur lequel ils construisent leur maison. Francisco continue de travailler pour son père et, parallèlement, ce dernier lui prête des terres pour qu'il cultive du maïs voire du haricot certaines années, pour subvenir aux besoins de sa famille. Quelques mois plus tard, alors que leur fille est âgée de onze mois, Francisco met prématurément fin à ses jours.

Primitilia se tourne alors vers ses parents qui lui prêtent, depuis cette date jusqu'au moment des enquêtes, 2 manzanas [1,4 hectares] de terre pour chaque cycle agricole. Les récoltes de maïs assurent l'alimentation quotidienne d'elle et sa fille, et celles de haricot sont vendues (OP1 : maïs - haricot). Une partie de ce revenu est épargnée et l'autre sert à financer les cycles de l'année suivante. Jusqu'en 2003, Primitilia travaille ses parcelles avec l'aide de son père et de ses frères. Ponctuellement, elle rémunère des journaliers agricoles lors des pics de travail (semis, récolte) car les membres de sa famille sont occupés sur leurs propres terres.

Étape 2 : Phase d'accumulation et changement de l'orientation productive sur l'exploitation

En 2003, Primitilia achète deux vaches grâce à l'épargne de la récolte du haricot constituée sur plusieurs années (OP3 : maïs - haricot - élevage bovin). Elle souhaite faire fructifier son épargne en agrandissant son troupeau. À nouveau, des arrangements familiaux lui permettent d'intégrer ses bêtes dans le troupeau de l'une de ses sœurs qui possède des pâturages suffisants. Le lait revient à cette dernière, le troupeau constitue donc uniquement une ressource patrimoniale (voir l'exemple de la section 1.2.2.2.1 du chapitre 5). Ses frères, qui gèrent quotidiennement le troupeau familial l'appuient moins dans les travaux agricoles ce qui l'oblige à financer davantage de travailleurs agricoles. Durant cette période, elle se souvient avoir été tentée de repartir quelques temps travailler ailleurs dans le pays en confiant sa fille à ses proches, mais elle dit y avoir renoncé faute de réseau sur lequel s'appuyer pour trouver un emploi.

Étape 3 : Décapitalisation forcée et diversification du système d'activité familial

En 2009, l'intégralité de son troupeau composé de neuf bêtes est volée sur des pâturages proches de la frontière. Ce troupeau représentait, selon elle, le fruit de ses économies. Elle poursuit donc la culture du maïs et du haricot en travaillant exclusivement avec des ouvriers agricoles qu'elle paye avec les revenus tirés de la vente du haricot (OP1 : maïs - haricot). Ses capacités d'épargne annuelles sont, cependant, considérablement réduites à cause de la main d'œuvre à payer.

En 2012, sa fille obtient son baccalauréat et souhaite poursuivre des études de maîtresse des écoles. Sa mère finance les frais relatifs à sa formation et l'une de ses tantes l'accueille à León lorsqu'elle se rend à l'université le samedi. Dès la première année de formation, suite à une mauvaise récolte du haricot, Primitilia rencontre des difficultés à payer les études de sa fille. En 2013, cette dernière trouve un emploi dans une localité voisine pour dispenser des

cours à des adultes dans le cadre d'un projet gouvernemental. Elle peut alors participer au financement de ses études supérieures.

La trajectoire de Primitilia rend compte d'une dynamique d'émancipation personnelle grâce à ses premières expériences de migration au Nicaragua et au Salvador alors qu'elle a pris son indépendance très jeune. La trajectoire de cette famille nucléaire, suite au décès du père, témoigne de l'importance cruciale des solidarités et de l'entraide familiale pour les femmes seules, ayant des enfants à charge. Cette trajectoire reflète, par ailleurs, la stratégie (ici échouée) de nombreuses familles à faire de l'activité agricole un tremplin pour constituer une épargne et développer une activité d'élevage. Elle montre aussi la vulnérabilité et la faible marge de manœuvre de ces familles pour faire face à des imprévus ou des événements familiaux, venant contrarier ou interrompre brutalement leur trajectoire de moyens d'existence. Cette situation est fréquente pour nombre de familles de la vallée du Río Negro.

Chapitre 9

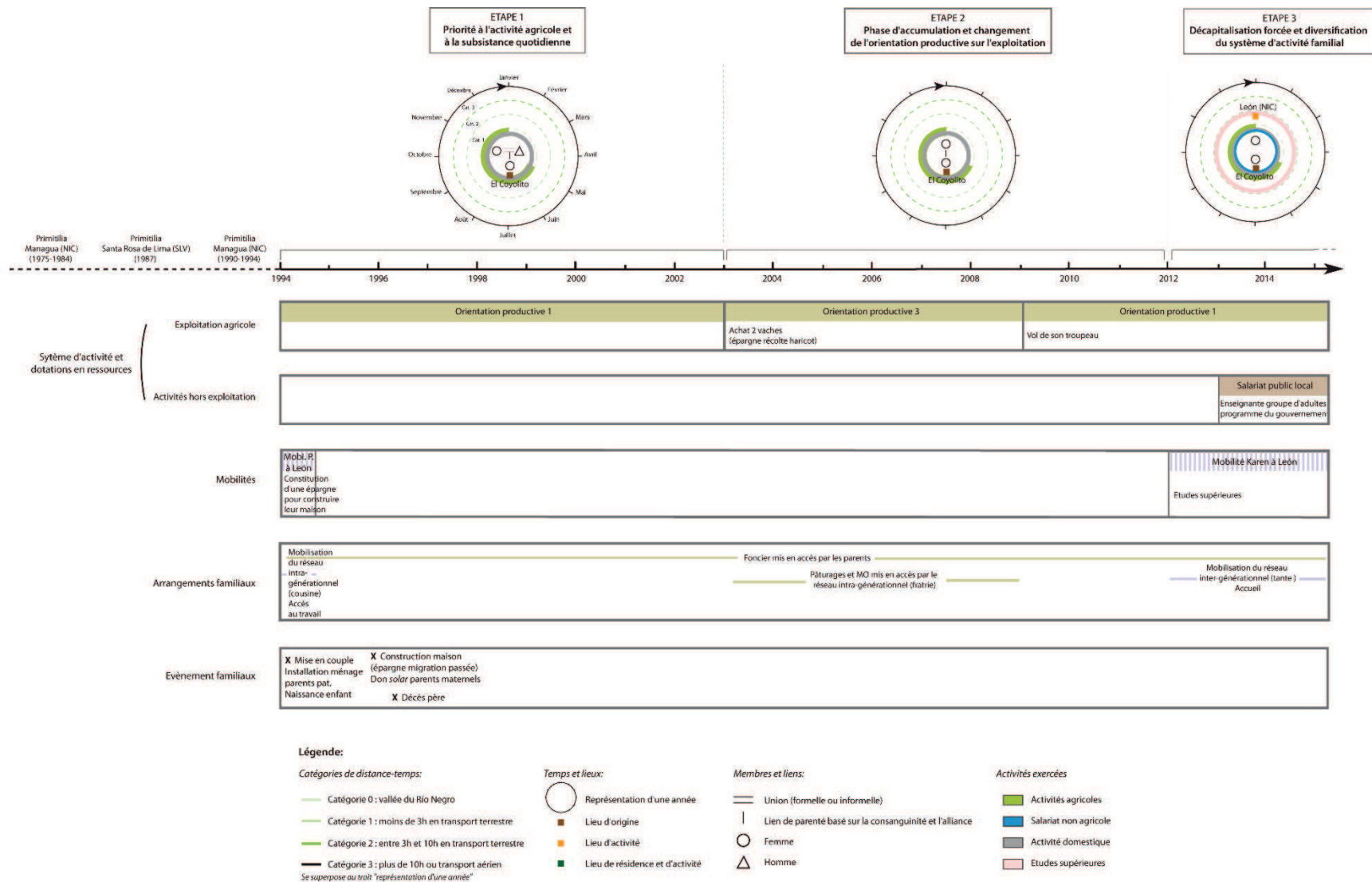


Figure 45 : Trajectoire de maintien d'une famille nucléaire en situation socio-économique vulnérable (Primitilia, 53 ans et Francisco, décédé). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

1.4. Trajectoires ascendantes : accumulation, investissements, renforcement des dotations et des systèmes d'activité locaux

Les trajectoires ascendantes (34 familles nucléaires) renvoient à des familles nucléaires principalement en formation et en émancipation. Cela traduit des processus d'accumulation à la fois, rapide et non linéaires au cours du temps. Il convient alors de documenter les modalités et la durabilité de ces dynamiques ascendantes.

1.4.1. Construire des moyens d'existence diversifiés par la dispersion

Comme précédemment mentionné, le lien entre étapes du cycle de vie et trajectoire de moyens d'existence n'est pas linéaire. Plusieurs familles nucléaires en formation se distinguent par des trajectoires ascendantes qui s'expliquent, au moins en partie, par le recours aux mobilités circulaires et aux migrations. Ces dernières, auxquelles il faut rajouter là encore la capacité organisationnelle des collectifs familiaux, permettent à de jeunes couples d'engager rapidement un processus d'accumulation de ressources et, progressivement, de construire localement leurs moyens d'existence. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils aient atteint des situations socio-économiques solides et stables. C'est ce dont rend compte l'exemple de la famille nucléaire de Wilmer (29 ans) et de Leïla (26 ans) (Encadré n°23 et Figure 46).

Encadré n°23: Trajectoire ascendante d'une famille en formation (Wilmer, 29 ans et Leïla, 26 ans)

Étape 1 : Mobilité circulaire et amorce d'un processus de capitalisation sur l'exploitation agricole

Wilmer et Leïla se rencontrent en 2013 et s'installent chez les parents de Wilmer à El Rodeito (Somotillo). Ce dernier travaille avec son père sur l'exploitation agricole familiale qui lui prête des parcelles pour qu'il sème du maïs et du sésame. Afin de gagner en autonomie, et de construire leur maison, le couple décide de partir au Salvador où Wilmer a déjà une expérience de migration. Ils travaillent comme salariés agricoles durant six mois, puis décident de reformuler leur projet en partant travailler au Costa Rica où ils savent que les salaires sont plus élevés. Avant cela, ils reviennent dans leur localité, afin de réaliser les cycles de *primera* et *postrera* et de vendre la majorité de leur récolte pour financer leur départ. Avec leurs

économies du Salvador, ils en profitent pour acheter une génisse comme capital, gardée avec le troupeau de la famille de Leïla.

Étape 2 : Migrer pour s'émanciper et consolider les moyens d'existence

Wilmer part après la récolte du sésame pour San José. Il travaille comme ouvrier du bâtiment pour un contremaître nicaraguayen, grâce au contact d'un ami de la vallée du Río Negro. Leïla est alors enceinte, et décide de le rejoindre quatre mois après son départ afin que leur enfant naisse au Costa Rica et qu'il obtienne la nationalité de ce pays par le droit du sol. La durée de cette migration, initialement fixée à quatre mois, se prolonge finalement de deux mois afin de renforcer leur épargne et de pouvoir concrétiser leur projet de construction d'une maison et d'activité d'élevage à leur retour.

Étape 3 : Retour de migration et développement d'un système d'activité diversifié

De retour dans la vallée du Río Negro, ils s'installent chez les parents de Leïla. Ils achètent une seconde génisse gardée aussi avec le reste du troupeau familial. En échange, Wilmer conduit le troupeau plusieurs jours par semaine. Son père lui prête 1 manzana [0,7 hectare] de terre pour semer du maïs et 1,4 manzana [1 hectare] pour le sésame pour la *postrera*. Son beau-père lui prête 1 manzana [0,7 hectare] pour le sésame. Conscient de la charge familiale de Wilmer et de sa moindre disponibilité, son père ne le sollicite plus autant pour qu'il travaille avec lui. Ponctuellement, Wilmer valorise également son expérience migratoire pour travailler comme maçon sur des chantiers de la commune. Leïla, quant à elle, a investi dans quelques poules pour la consommation familiale. Au moment des enquêtes, la famille allait commencer la construction de sa maison avant l'arrivée de la saison sèche.

La migration a permis à cette famille, comme d'autres de la vallée du Río Negro, de construire ses moyens d'existence et, dans un temps court, d'engager un processus d'accumulation. Les ressources monétaires tirées de la migration, mais également les arrangements familiaux, permettent l'accès à des ressources et de mettre en place un système d'activité diversifié, agricole et non agricole, à l'échelle locale. Cela étant, l'asymétrie des interdépendances familiales (la famille reste dépendante du foncier accordé par les parents), tout comme le caractère risqué des activités agricoles, ne met pas à l'abri ces jeunes familles en formation des risques de rupture brutale de leur trajectoire et d'une réversibilité de leur situation socio-économique.

Chapitre 9

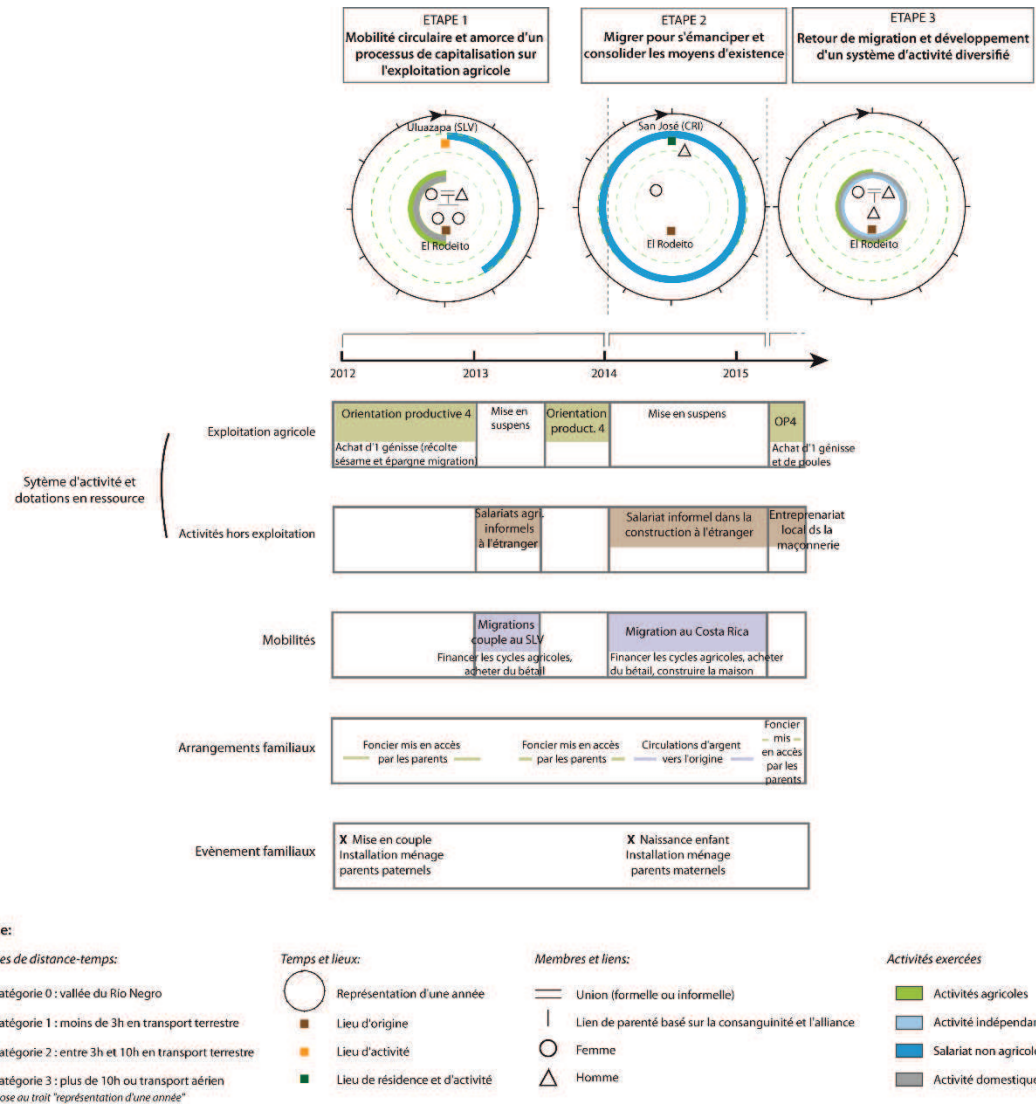


Figure 46 : Trajectoire ascendante d'une famille nucléaire en situation socio-économique vulnérable (Wilmer, 29 ans et Leila, 26 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

1.4.2. *Accumuler et développer des activités hors de l'agriculture*

La dispersion peut également être une stratégie d'existence sur le moyen terme pour certaines familles nucléaires de la zone d'étude. Dans ces cas, le rôle des circulations matérielles est majeur dans le développement d'activités hors exploitation agricole, dont certaines peuvent être gages de stabilité économique dans le lieu d'origine. C'est ce qu'illustre le récit de la trajectoire familiale de Berenice (43 ans) et Enrique (36 ans) qui résident aujourd'hui à San Juan de Cinco Pinos (Encadré n°24 et Figure 47).

**Encadré n°24: Trajectoire ascendante d'une famille en émancipation
(Berenice, 43 ans et Enrique, 36 ans)**

Étape 1 : Construire ses moyens d'existence à l'étranger

Berenice a grandi dans une famille bien dotée comme elle le formule elle-même : « *Je me souviens que j'ai grandi dans une famille qui économiquement parlant s'en sortait. Je dis ça parce qu'il y a toujours eu une employée de maison chez nous. Ma mère tenait une épicerie ici et mon père a toujours une ligne de bus qui va de Cinco Pinos à Chinandega. Il a aussi environ 100 manzanas [70 hectares] et 100 têtes de bétail. J'ai eu la chance de pouvoir faire des études supérieures privées à Chinandega où je vivais chez une tante maternelle. C'est là que j'ai rencontré mon mari.* » (Entretien conduit à San Juan de Cinco Pinos en mai 2016).

En 1995, le couple décide de partir au Costa Rica. Leur projet migratoire est de construire leur maison et d'ouvrir un commerce dans le bourg de Berenice (San Juan de Cinco Pinos). Leurs fils Paco naît à San José où ils résident. En 1997, le couple se sépare. Berenice décide de rester à San José afin de poursuivre son projet et, comme elle le formule, ne pas redevenir dépendante de ses parents, qui l'aideront financièrement tout de même les premiers mois suivant sa rupture. Elle leur confie son fils dont elle a la garde. En 1998, elle obtient le statut de résidente permanente au Costa Rica, via un dispositif mis en place après le passage de l'ouragan Mitch. Grâce à la régularisation de sa situation, elle obtient un poste mieux payé dans une industrie, différent de celui de femme de ménage chez des particuliers. Elle rentre en 2006 après onze années passées au Costa Rica et avec 26 000 dollars [20 800 euros] d'épargne.

Durant ces années, sa mère et son enfant viennent plusieurs fois par an passer quelques mois à ses côtés pour qu'elle puisse profiter de son fils³⁸¹.

Étape 2 : Migrer à nouveau pour consolider ses moyens d'existence

Moins d'un an après son retour, elle rencontre Enrique originaire du même bourg. Ils décident de partir pour l'Espagne où résident deux sœurs d'Enrique qui les aideront à mettre en œuvre cette migration. Elle suspend son projet de construire sa maison suite à sa mise en couple avec Enrique et elle souhaite désormais ouvrir un commerce plus rémunérateur qu'une épicerie de quartier. Enrique souhaite, quant à lui, acheter une ligne de transport de matériel entre San Juan de Cinco Pinos et Chinandega. Celui-ci cumule plusieurs expériences de mobilité dans les pays centraméricains. Ne trouvant pas de travail à Saragosse, ils partent s'installer à Totona (sud-est de l'Espagne) pour travailler comme journalier agricole avant de travailler tous les deux pour un garage de mécanique. Ils rentrent en 2010 avec 40 000 dollars [30 300 euros] d'épargne à eux deux.

Étape 3 : Développer des activités hors exploitation agricole à fort investissement

À leur retour, ils construisent une maison (d'une valeur de 11 300 euros, prix élevé pour la vallée) sur un terrain offert par le père de Berenice. Elle rachète le fonds de commerce de la quincaillerie de sa sœur et son père lui prête un local qui lui appartient. Enrique monte son entreprise de transport de matériel. Il a investi dans deux camions. Berenice se fournit à Chinandega et Enrique transporte souvent ses marchandises. En parallèle, ils travaillent conjointement sur des chantiers dans toute la vallée, leurs deux activités étant complémentaires. Au moment des enquêtes, leur fils a démarré des études supérieures à León que le couple finance intégralement.

La trajectoire ascendante de cette famille, qui se perçoit comme étant solide, s'est principalement construite en dehors du lieu d'origine, à savoir au Costa Rica, puis en Espagne. Elle illustre la mise en place d'un système d'activité diversifié, non agricole et très rémunérateur, mais qui demande un fort investissement de départ. Cette trajectoire illustre également le rôle joué par les dotations initiales des parents en lien avec leur activité agricole, qui permettent de réaliser des études supérieures, de sécuriser des migrations quand la situation

³⁸¹ Son fils possède la nationalité costaricaine obtenue par droit du sol. Quant à sa mère, elle entre avec un visa touristique et outrepassé le délai accordé sur place.

Chapitre 9

à destination se complexifie ou encore de financer des migrations lointaines. Ce type de trajectoire est similaire à celle des individus migrant aux États-Unis. Leur point commun est l'articulation des activités sur l'exploitation agricole des fondateurs du groupe familial et le développement d'activités non agricoles rémunératrices des membres de la génération suivante (voir section 2).

Chapitre 9

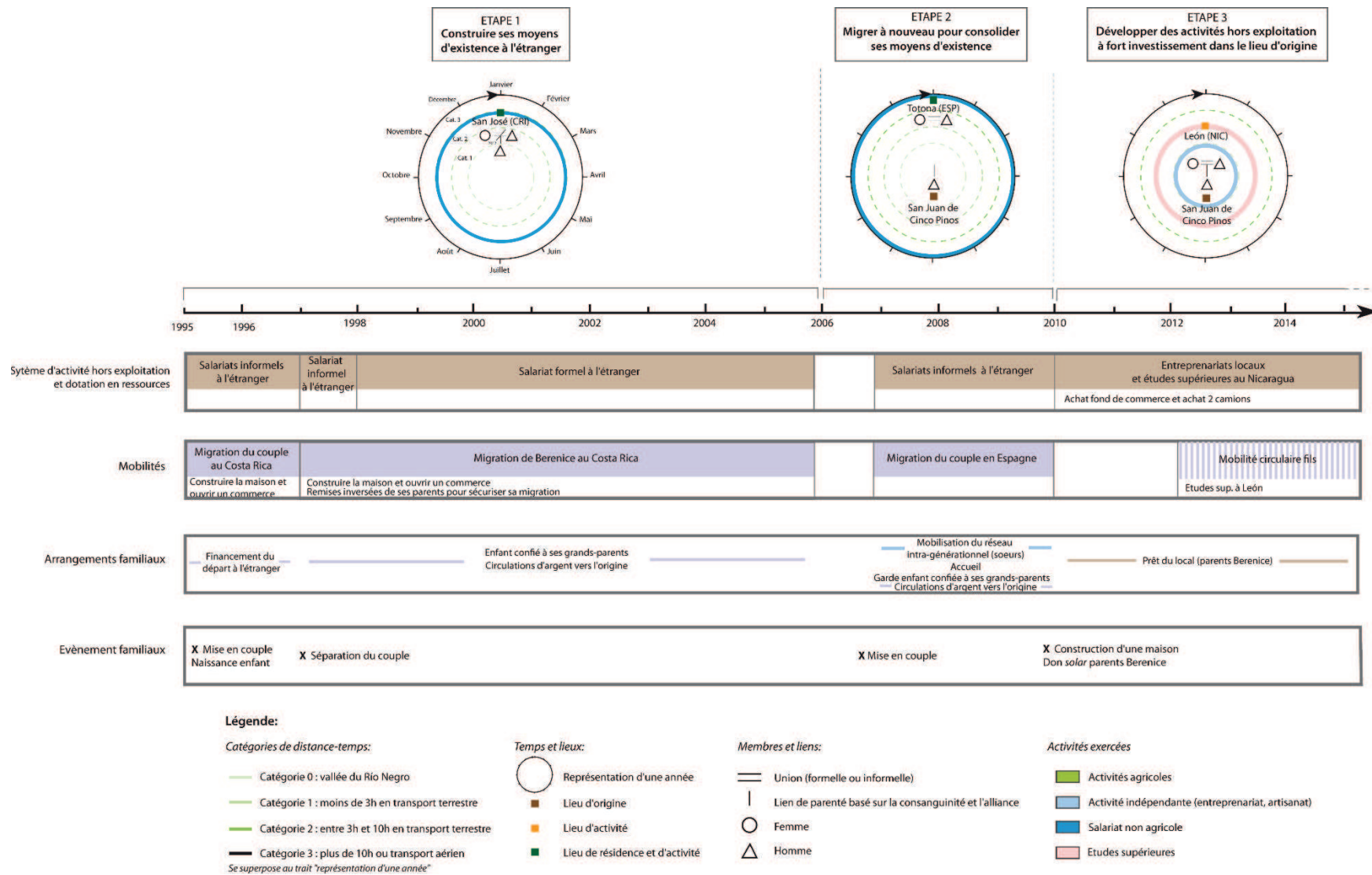


Figure 47 : Trajectoire ascendante d'une famille nucléaire en situation socio-économique solide (Berenice, 43 ans et Enrique, 36 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

1.4.3. Des processus d'accumulation sans mobilité et non dépendants des arrangements familiaux

La lecture des ruralités de la vallée du Río Negro par les systèmes familiaux multi-localisés appelle à s'interroger sur la capacité des familles à construire et stabiliser leurs moyens d'existence sans le recours à la mobilité. Certaines trajectoires ascendantes témoignent de cette capacité, dès lors qu'un des membres de la famille nucléaire a une activité stable et bien rémunérée à l'échelle locale (voir chapitre 5).

L'exemple de la famille nucléaire de Priscilla (49 ans) et de Mauximino (48 ans), en émancipation, montre comment le salaire de maîtresse d'école de Priscilla garantit, tout au long de la trajectoire de vie de la famille, une sécurité de revenu. En effet, sa rémunération a permis à la fois de diversifier le système d'activité familial, de renforcer l'exploitation agricole et de financer des projets familiaux de natures diverses (Encadré n°25 et Figure 48). Ce type de trajectoire ascendante indique aussi une capacité à s'extraire des arrangements et des relations d'interdépendance familiale qui marquent la grande majorité des autres familles enquêtées.

**Encadré n°25: Trajectoire ascendante d'une famille en émancipation
(Priscilla, 49 ans et Mauximino, 48 ans)**

Étape 1 : Construction des moyens d'existence sans dépendance

En 1990, quelques mois seulement après leur mariage, le couple acquiert sa propre maison grâce à l'épargne de Priscilla et les prêts obtenus du fait de son emploi stable de maîtresse d'école. Comme évoqué à plusieurs reprises dans la thèse, la plupart des jeunes couples s'installent, le plus souvent, au domicile des parents paternels. Ils travaillent sur l'exploitation familiale et leur prise d'indépendance, en termes de résidence et d'activité agricole, est compliquée. La situation a été différente pour Priscilla et Mauximino. Leur plus grande stabilité financière leur permet de louer des parcelles pour semer du maïs et du haricot (OP1), sans passer par le soutien et l'organisation familiale, souvent jugés comme contraignants par les enquêtés.

Étape 2 : Accumulation, investissements et accès à la propriété

En 1994, la famille investit dans l'élevage bovin en achetant quatre vaches grâce au salaire de Priscilla et la récolte du haricot. Ce choix est motivé par l'héritage de foncier que reçoit Mauximino de ses parents décédés. En 1995, ils décident de déménager vers le bourg de

la commune de San Juan de Cinco Pinos car les terres héritées sont trop éloignées de leur localité de résidence. Ils vendent leur maison aux parents de Priscilla, en échange de plusieurs têtes de bétail, et profitent de ce changement pour acheter 8 manzanas [5,6 hectares] de terre. Priscilla finance en partie l'achat des terres agricoles, le reste venant de la vente des animaux qu'ils avaient achetés l'année précédente. La famille renforce sa dotation en ressources et l'activité d'élevage sur son exploitation.

Étape 3 : Décapitalisation volontaire au bénéfice de la diversification du système d'activité

En 2003, la famille opte pour une décapitalisation en vendant son troupeau. L'objectif est de diversifier le système d'activité familial en investissant dans un taxi, et ainsi augmenter les revenus directs mensuels. Mauximino se consacre en parallèle de sa nouvelle activité à la culture du maïs (autoconsommation) et du haricot (autoconsommation et vente) (OP1). En 2007, grâce à l'épargne de la récolte du haricot et le salaire de Priscilla, ils achètent deux nouvelles génisses pour relancer leur élevage. Selon Priscilla, la décision est liée à la naissance de leur troisième enfant, de manière à avoir du lait pour son alimentation.

Étape 4 : Décapitalisation volontaire au bénéfice des études supérieures

En 2009, leur fille aînée obtient une bourse pour partir étudier la médecine à Cuba³⁸². Ses parents doivent prendre en charge son billet d'avion et ses frais sur place. Ils vendent à nouveau leurs bêtes, empruntent de l'argent à la fratrie de Priscilla et Mauximino, tandis que ce dernier travaille ponctuellement comme soudeur à son compte, mobilisant des compétences anciennement acquises.

Étape 5 : L'activité agricole à nouveau au centre des moyens d'existence

En 2014, leur fille aînée rentre au pays diplômée et part travailler à Siuna, à l'est de la vallée du Río Negro. Mauximino met à nouveau la priorité sur son exploitation agricole (OP3 : maïs - haricot - élevage bovin). Son activité de chauffeur de taxi exige trop de dépenses pour l'entretien du véhicule et n'est plus aussi rentable. Leur fils démarre à son tour des études supérieures de mécanicien à León. Le salaire de Priscilla prend en charge les dépenses (coût de la formation, transport, alimentation) et une tante paternelle l'héberge sur place.

³⁸² Priscilla est impliquée dans le parti sandiniste depuis son plus jeune âge. Cela lui a valu son premier poste de maîtresse d'école alors même qu'elle n'avait pas encore son diplôme. De même, son engagement a facilité l'obtention de la bourse d'étude pour sa fille.

Chapitre 9

La trajectoire ascendante de cette famille, dont la situation socio-économique au moment des enquêtes était solide, est marquée par une grande flexibilité des stratégies de moyens d'existence, une liberté de manœuvre vis-à-vis de l'environnement familial et une forte capacité d'adaptation à répondre aux fluctuations des événements et des projets familiaux. Tout au long de la trajectoire, l'activité agricole et l'élevage, du fait de ressources foncières propres, sont à la fois le pivot et la variable d'ajustement des stratégies de la famille. Le revenu stable de Priscilla, en tant que fonctionnaire, est le facteur déterminant du non recours à la mobilité chez cette famille.

Chapitre 9

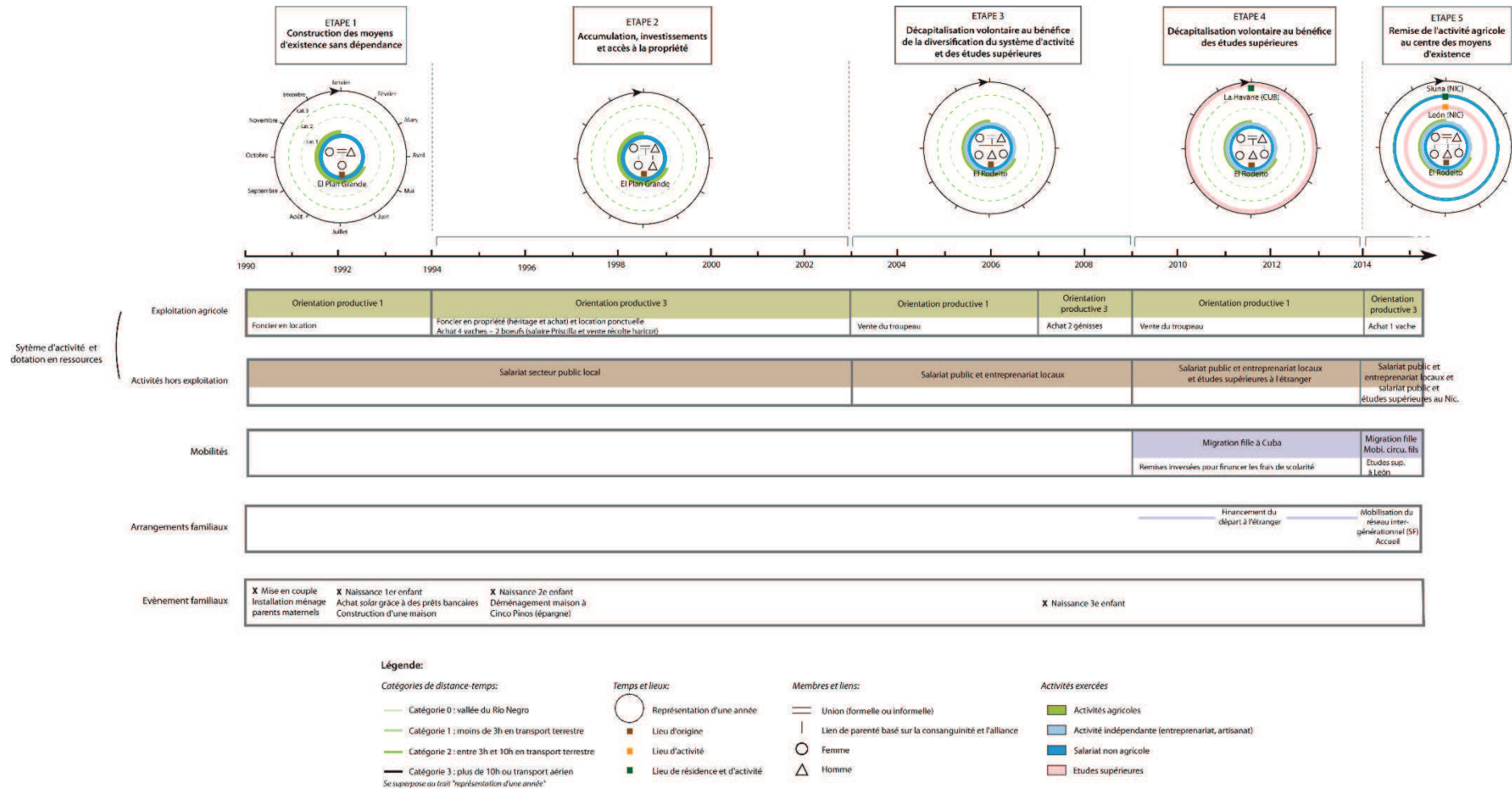


Figure 48 : Trajectoire ascendante d'une famille nucléaire en situation socio-économique solide (Priscilla, 49 ans et Mauximino, 48 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

2. Les systèmes familiaux multi-localisés à l'échelle du groupe familial et de la sphère familiale : asymétrie des liens et reproduction intergénérationnelle

Dans les trajectoires des familles nucléaires précédemment analysées, les solidarités et arrangements familiaux engageant, dans bien des cas, des membres du groupe familial, voire de la sphère familiale. Dans cette section, je propose de prendre la mesure de la densité et de l'architecture des liens familiaux à ces échelles plus larges, en tenant compte de leurs natures différenciées (voir l'encadré n°26). Plusieurs questions se posent : est-ce que les arrangements et les solidarités impliquent l'ensemble des familles nucléaires d'un même groupe familial ? Est-ce que les groupes familiaux d'une même sphère sont également inter-reliés ? En quoi le lien familial élargi, inter et intra-générationnel, construit-il des trajectoires de moyens d'existence interdépendantes, mais pas nécessairement homogènes ?

Encadré n°26: Précisions méthodologiques sur la catégorisation des liens familiaux

L'analyse des relations familiales étant centrale dans cette section, je propose une catégorisation des liens, tels que traités dans les différents chapitres (voir annexe 20) : *i*) le lien « de résidence » renvoie à des cohabitations au sein des ménages ; *ii*) le lien « d'accès aux ressources » concerne des arrangements familiaux permettant d'accéder à des ressources matérielles, physiques et financières (prêt de parcelle, de matériel agricole, d'argent) ; *iii*) le lien « activité commune » fait référence au fait que des membres du groupe s'organisent ensemble pour la conduite d'une activité ; *iv*) le lien « mobilité » renvoie aux réseaux activés pour partir, être accueilli ou travailler et *v*) le lien « projet de mobilité » signifie que plusieurs membres du groupe familial sont impliqués, directement ou indirectement, dans la mise en œuvre d'un projet de mobilité et dans les circulations matérielles associées.

Je propose, pour toute cette section, l'étude de cas d'une seule sphère familiale, dont le choix est lié au fait qu'elle est illustrative de la diversité de pratiques de mobilité circulaire et de migration observée dans la vallée du Río Negro. Qui plus est, elle est l'une des sphères familiales pour laquelle l'enquête de terrain m'a permis d'avoir des informations précises sur les trajectoires individuelles de la majeure partie des membres la composant.

Chapitre 9

Cette sphère est constituée de 5 groupes familiaux incluant 20 familles nucléaires et 24 ménages (Figure 49). Elle était marquée, au moment des enquêtes, par la forte dispersion de ses membres : 14 familles nucléaires avaient au moins un de leurs membres (voir l'intégralité de la famille nucléaire) qui résidaient hors de la vallée du Río Negro (Nicaragua, Costa Rica, Panama, États-Unis), 2 avaient des membres dispersés à la fois hors et dans la vallée, et 6 familles avaient tous leurs membres résidant exclusivement dans la zone d'étude.

Je mène tout d'abord une analyse diachronique des moyens d'existence de l'un des groupes familiaux de cette sphère, pour ensuite considérer l'ensemble des groupes familiaux, selon une démarche d'analyse synchronique. L'objectif, à ces deux échelles, est d'approfondir le rôle du lien familial dans la construction spatio-temporelle des moyens d'existence.

Chapitre 9

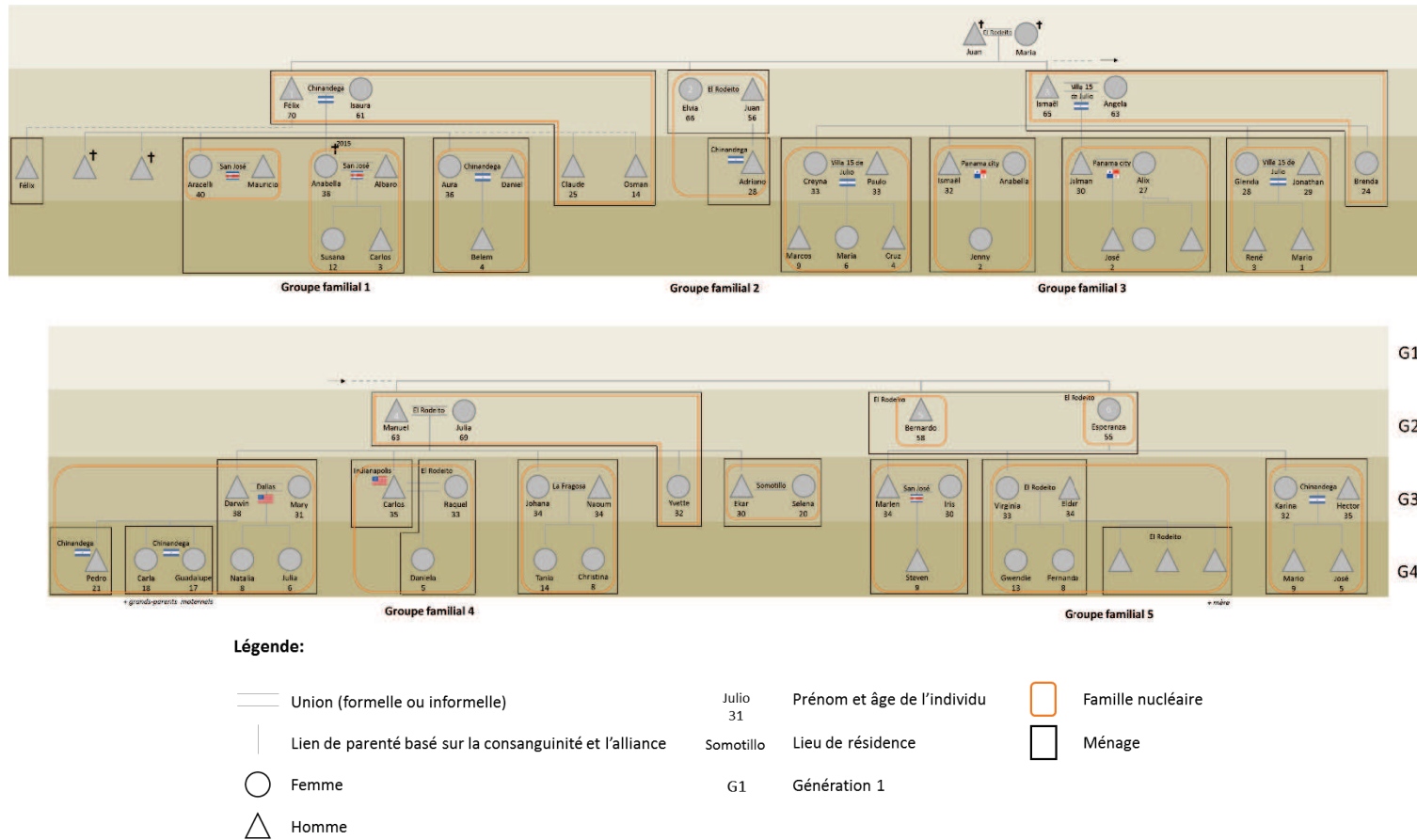


Figure 49 : Composition³⁸³ de la sphère familiale fondée par Juan et Marie (décédés) au moment des enquêtes. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

³⁸³ Sur cette figure est représentée la totalité des membres de la sphère familiale, qu'ils aient été renseignés ou non par le dispositif d'enquête. En revanche, dans la section 2.2, la figure ne tient compte que des individus renseignés (la cartographie des liens familiaux exige de disposer des données associées).

2.1. Trajectoire d'un groupe familial : articulation vertueuse entre exploitation agricole et mobilités

Je retrace ici la trajectoire du quatrième groupe familial fondé par Manuel (63 ans³⁸⁴) et Julia (69 ans). Sur trois générations, ce groupe est formé de 5 familles nucléaires, dont 1 en transmission, 2 en consolidation et 2 en formation au moment des enquêtes. Les lieux de résidence des différents ménages se répartissent entre la vallée du Río Negro (localités de Somotillo et de Villanueva) et les États-Unis (villes de Dallas et Indianapolis) (Figure 50).

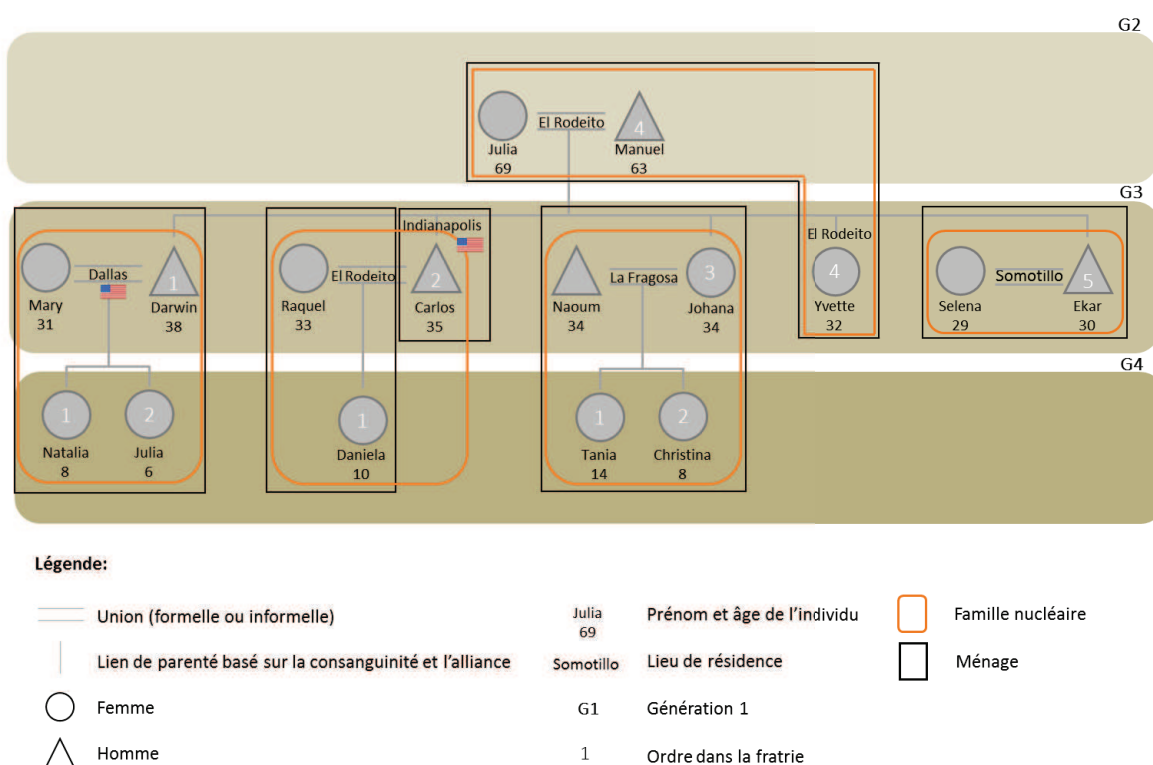


Figure 50 : Composition et lieux de résidence des ménages du groupe familial de Julia et Manuel au moment des enquêtes. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Parmi les 4 familles nucléaires ayant un ancrage résidentiel dans la vallée du Río Negro, 3 ont une trajectoire ascendante et une situation socio-économique solide (familles nucléaires de Manuel, Carlos et Ekar), tandis qu'1 autre a une trajectoire de maintien et se trouve dans une situation de vulnérabilité (famille nucléaire de Johana et Naoum). Les trajectoires ascendantes s'expliquent ici par une articulation vertueuse entre les activités agricoles des fondateurs du groupe familial (Julia et Manuel) et la migration de leurs descendants. La reconstitution des pas

³⁸⁴ Pour rappel, les âges donnés sont pour l'année 2015.

de temps de la trajectoire de ce groupe familial, chacun illustré par les figures qui suivent, permet une lecture diachronique du système multi-localisé (voir l'encadré n°27).

Encadré n°27: Trajectoire du groupe familial de Julia et Manuel

Étape 1 : Départs en migration et stratégies centrées sur la famille nucléaire

La trajectoire part de la situation du groupe familial en 2008³⁸⁵, date à laquelle le fils cadet Ekar (30 ans), qui est alors célibataire et fait des études supérieures à Chinandega, vit chez ses parents. À cette date, il décide de partir pour les États-Unis, où résident deux de ses frères Darwin (38 ans) et Carlos (35 ans), sans projet migratoire précis (Figure 51³⁸⁶). Carlos réside à Dallas depuis 2006, tandis que sa compagne et sa fille vivent dans leur lieu d'origine à El Rodeito (Somotillo). Darwin, pionnier de la migration au sein du groupe familial, vit aussi à Dallas depuis 2003 où il a fondé une famille avec une femme américaine. Ce sont leurs parents, alors les seuls du groupe familial à avoir une exploitation agricole, qui ont financé la majeure partie du coût de leur départ en vendant du bétail. À cette période, Julia et Manuel vivent des activités économiques sur leur exploitation agricole, semant du maïs et du sésame, tout en maintenant un élevage bovin (OP4 : maïs - sésame - élevage bovin). Ayant chacun de leur côté reçu des terres en héritage (23 hectares au total), ils améliorent au cours du temps leurs dotations en ressources grâce au commerce de bétail (possession de 15 têtes en 2008).

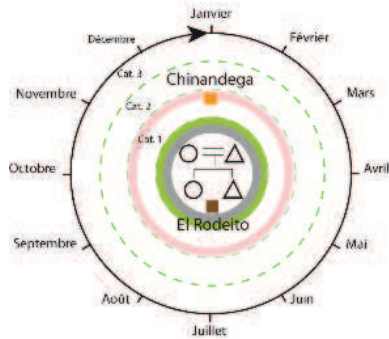
La nature et la direction des liens qui tissent le système familial multi-localisé à cette période montrent que les systèmes d'activité sont mis en œuvre à l'échelle des familles nucléaires. Pour preuve, les seules circulations matérielles mentionnées lors des entretiens se font au sein de la famille nucléaire de Carlos (envoi d'argent à sa femme depuis Dallas).

³⁸⁵ Je considère que le lien vertueux exploitation agricole et migration démarre spécifiquement avec ce départ.

³⁸⁶ Les membres de la quatrième génération n'ont pas été représentés sur les schémas des compositions et des liens familiaux afin d'en faciliter la lecture.

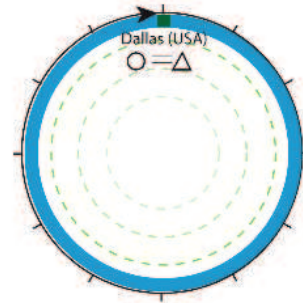
Chapitre 9

**Famille nucléaire de Manuel
(Zone d'étude)**



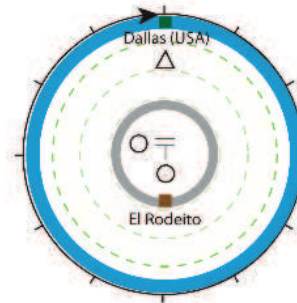
Dotations en ressources:
 - Maison
 - 23 ha
 - 15 têtes de bétail

**Famille nucléaire de Darwin
(États-Unis)**



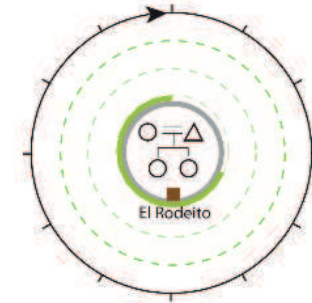
Dotations en ressources:
 - Maison

**Famille nucléaire de Carlos
(Zone d'étude et États-Unis)**



Dotations en ressources:
 - Maison
 - 3 têtes de bétail

**Famille nucléaire de Johana
(Zone d'étude)**



Légende:

Catégories de distance-temps:

- Catégorie 0 : vallée du Rio Negro
 - Catégorie 1 : moins de 3h en transport terrestre
 - Catégorie 2 : entre 3h et 10h en transport terrestre
 - Catégorie 3 : plus de 10h ou transport aérien
- Se superpose au trait "représentation d'une année"*

Temps et lieux:

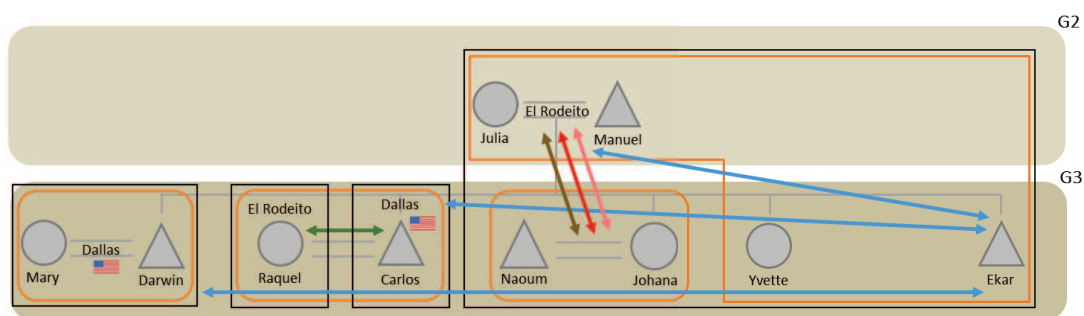
- Représentation d'une année
- Lieu d'origine
- Lieu d'activité
- Lieu de résidence et d'activité

Membres et liens:

- Union (formelle ou informelle)
- | Lien de parenté basé sur la consanguinité et l'alliance
- Femme
- △ Homme

Activités exercées

- Activités agricoles
- Activité domestique
- Salarial non agricole
- Etudes supérieures



Légende:

- | | | | |
|---|-------------------|----------------------|---------------------------------|
| Union (formelle ou informelle) | Julia | Prénom de l'individu | Lien* de « résidence » |
| Lien de parenté basé sur la consanguinité et l'alliance | Somotillo | Lieu de résidence | Lien d'« accès aux ressources » |
| Femme | G1 | Génération 1 | Lien « activité commune » |
| Homme | Ménage | | Lien « mobilité » |
| | Famille nucléaire | | Lien « projet migratoire » |

** Les liens entre les familles nucléaires sont représentés sauf si la famille nucléaire est dispersée*

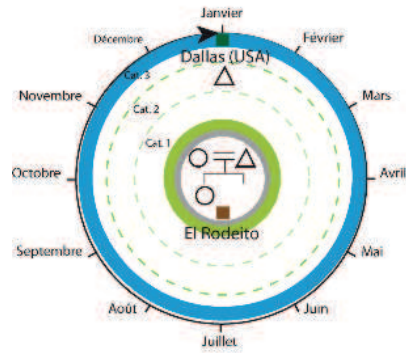
Figure 51 : Étape 1 de la trajectoire du groupe familial de Julia et Manuel. Départ d'Ekar aux États-Unis et stratégies centrées sur la famille nucléaire. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Étape 2 : Mise en œuvre d'un projet familial partagé autour de l'activité agricole et d'élevage

En 2008, Ekar s'installe à Dallas chez son frère Darwin qui lui trouve un travail (Figure 52). Pourtant parti sans projet migratoire précis, Ekar formule dès sa première année des projets dans le lieu d'origine avec ses frères. Les trois frères souhaitent faire fructifier leur épargne tirée de leur travail aux États-Unis en investissant dans l'élevage bovin à El Rodeito. La logique est double : cela leur permet d'une part de se construire un patrimoine et, d'autre part, de contribuer au fonctionnement de l'exploitation agricole de leurs parents tout en ayant accès à leurs ressources (terres, infrastructures). Les trois frères et leur père s'organisent alors. Les enfants migrants envoient de l'argent à leur père Manuel qui se charge de l'achat des animaux mais aussi de terres pour Darwin qui prépare progressivement son retour. Les frères payent le salaire des travailleurs qui gardent le troupeau et cultivent des fourrages pour l'alimentation des bovins. En échange, Manuel apporte régulièrement du lait à la compagnie de Carlos. La famille nucléaire de Johana, qui vit chez Julia et Manuel, est également impliquée dans les travaux agricoles de l'exploitation, en particulier son compagnon Naoum, qui participe à la conduite des troupeaux et aux principales tâches agricoles.

Chapitre 9

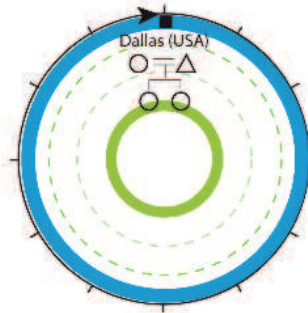
**Famille nucléaire de Manuel
(Zone d'étude)**



Dotations en ressources:

- Maison
- 23 ha
- Augmentation du nb de têtes de bétail
- Mise en culture de fourrage

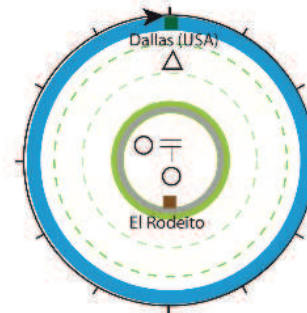
**Famille nucléaire de Darwin
(États-Unis)**



Dotations en ressources:

- Maison
- Achat de foncier: 21 ha
- Achat de bétail

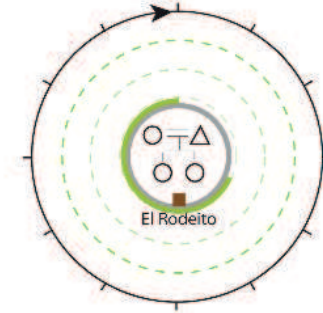
**Famille nucléaire de Carlos
(Zone d'étude et États-Unis)**



Dotations en ressources :

- Maison
- 3 têtes de bétail

**Famille nucléaire de Johana
(Zone d'étude)**



Légende:

Catégories de distance-temps:

- Catégorie 0 : vallée du Rio Negro
 - Catégorie 1 : moins de 3h en transport terrestre
 - Catégorie 2 : entre 3h et 10h en transport terrestre
 - Catégorie 3 : plus de 10h ou transport aérien
- Se superpose au trait "représentation d'une année"*

Temps et lieux:

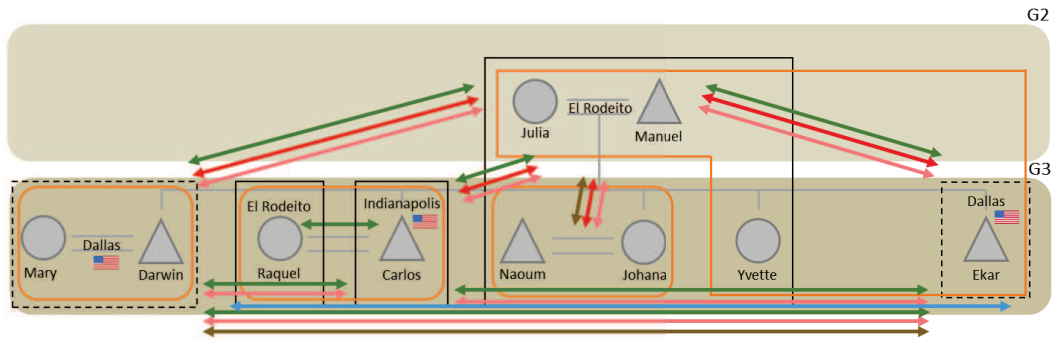
- Représentation d'une année
- Lieu d'origine
- Lieu d'activité
- Lieu de résidence et d'activité

Membres et liens:

- Union (formelle ou informelle)
- | Lien de parenté basé sur la consanguinité et l'alliance
- Femme
- △ Homme

Activités exercées

- Activités agricoles
- Salarial non agricole
- Activité domestique



Légende:

- | | | |
|---|-----------------------------|-----------------------------------|
| — Union (formelle ou informelle) | Julia Prénom de l'individu | ↔ Lien* de « résidence » |
| Lien de parenté basé sur la consanguinité et l'alliance | Somotillo Lieu de résidence | ↔ Lien d'« accès aux ressources » |
| ○ Femme | G1 Génération 1 | ↔ Lien « activité commune » |
| △ Homme | □ Ménage | ↔ Lien « mobilité » |
| | □ Famille nucléaire | ↔ Lien « projet migratoire » |

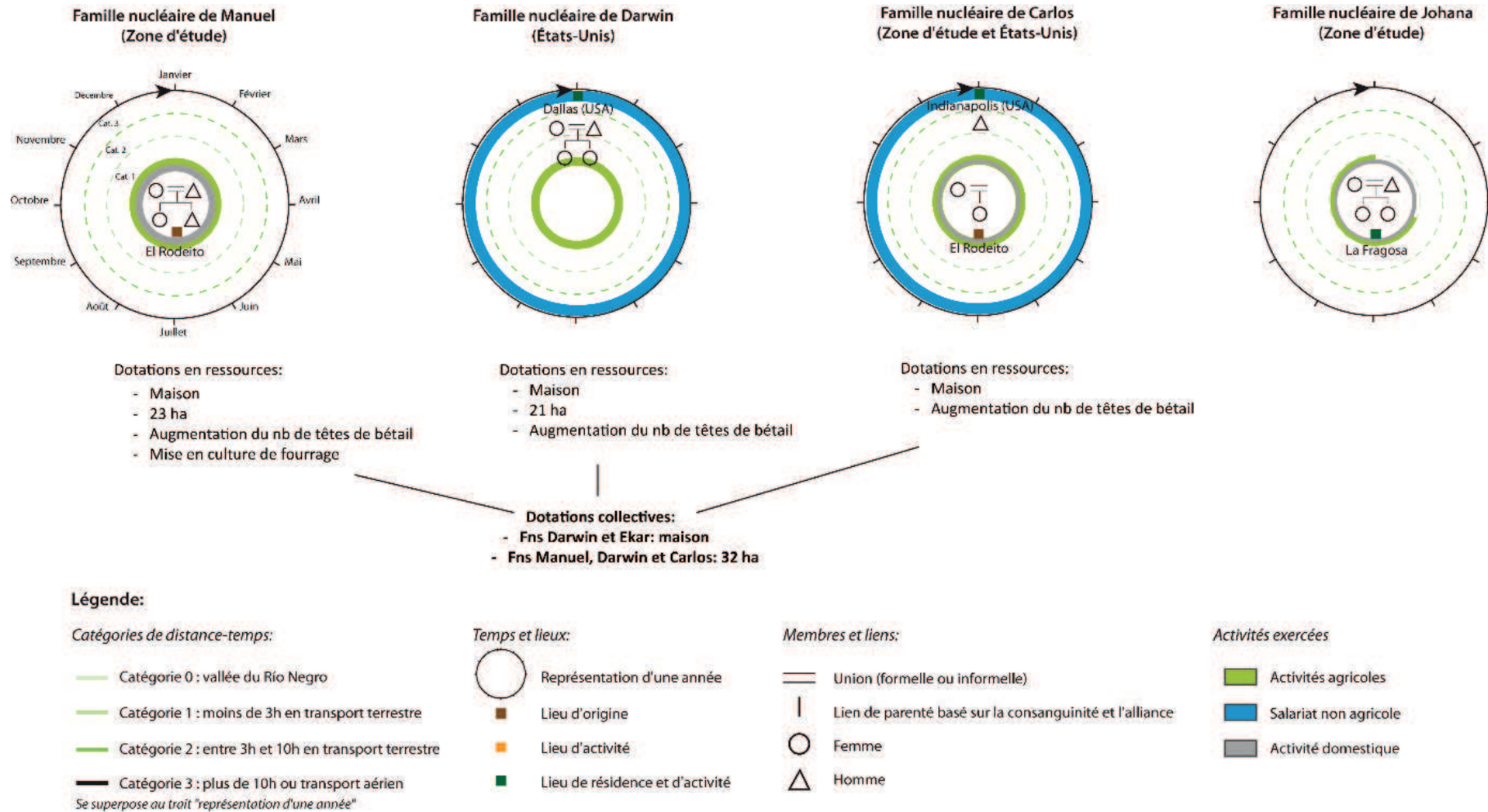
** Les liens entre les familles nucléaires sont représentés sauf si la famille nucléaire est dispersée*

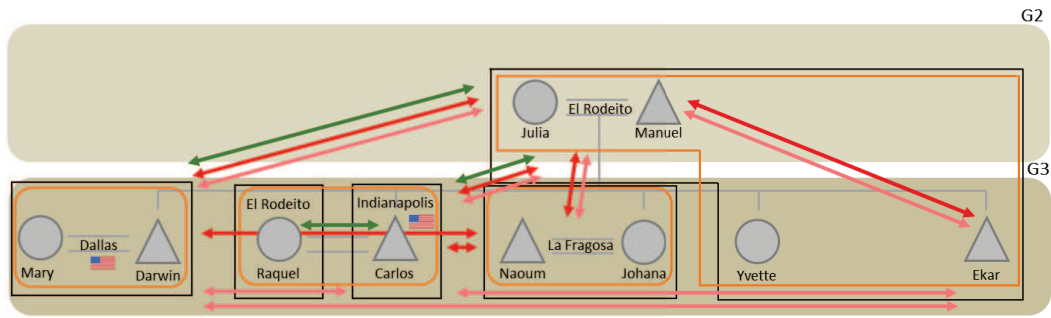
Figure 52 : Étape 2 (2008-2012) – Ekar aux États-Unis. Mise en œuvre d'un projet familial partagé autour de l'activité agricole et l'élevage. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Étape 3 : Préparer le retour par l'investissement dans le lieu d'origine

Au cours de l'année 2012, Carlos déménage à Indianapolis où ses contacts lui permettent de trouver un travail mieux rémunéré (Figure 53). Le départ de son frère est, selon Ekar, l'élément déclencheur qui l'incite à rentrer dans la vallée du Río Negro. Durant les huit mois qui précèdent son retour, Darwin et lui envoient davantage d'argent à leur père afin de consolider les projets et les investissements. Les deux frères achètent une maison ensemble à Somotillo qu'ils souhaitent louer. Carlos, Manuel et Darwin achètent également 45 manzanas [32 hectares] de terres à La Fragosa (Villanueva) qui permettent à la famille d'accéder à des parcelles près du fleuve, ce qui facilite l'abreuvement des bêtes durant la saison sèche. La gestion de cette nouvelle exploitation agricole est confiée à la famille nucléaire de Johana qui déménage alors à la Fragosa. La famille de Johana a accès au lait de vache et dispose désormais de parcelles qu'elle peut cultiver de manière autonome. La famille accède, en effet, aux terres agricoles nouvellement acquises par les frères de Johana et conserve l'intégralité des récoltes tirées des parcelles qu'elle cultive. En échange, elle est en charge de l'ensemble des tâches liées à l'élevage lorsque le troupeau familial pâture sur cette exploitation, c'est-à-dire durant la majeure partie de la saison sèche du fait de la proximité des parcelles aux fleuves. Toutefois, la famille de Johana ne possède rien en propriété, ni même la maison au sein de laquelle elle loge. Elle reste par ailleurs dépendante des décisions des frères et du père.

Chapitre 9





Légende:

- | | | |
|---|-----------------------------|-----------------------------------|
| — Union (formelle ou informelle) | Julia Prénom de l'individu | ↔ Lien* de « résidence » |
| Lien de parenté basé sur la consanguinité et l'alliance | Somotillo Lieu de résidence | ↔ Lien d'« accès aux ressources » |
| ○ Femme | G1 Génération 1 | ↔ Lien « activité commune » |
| △ Homme | □ Ménage | ↔ Lien « mobilité » |
| | ▭ Famille nucléaire | ↔ Lien « projet migratoire » |

** Les liens entre les familles nucléaires sont représentés sauf si la famille nucléaire est dispersée*

Figure 53 : Étape 3 (2012) – Préparer le retour d'Ekar en investissant dans le lieu d'origine. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Étape 4 : Retour au lieu d'origine et mise en place d'un système d'activité diversifié à l'échelle du groupe familial

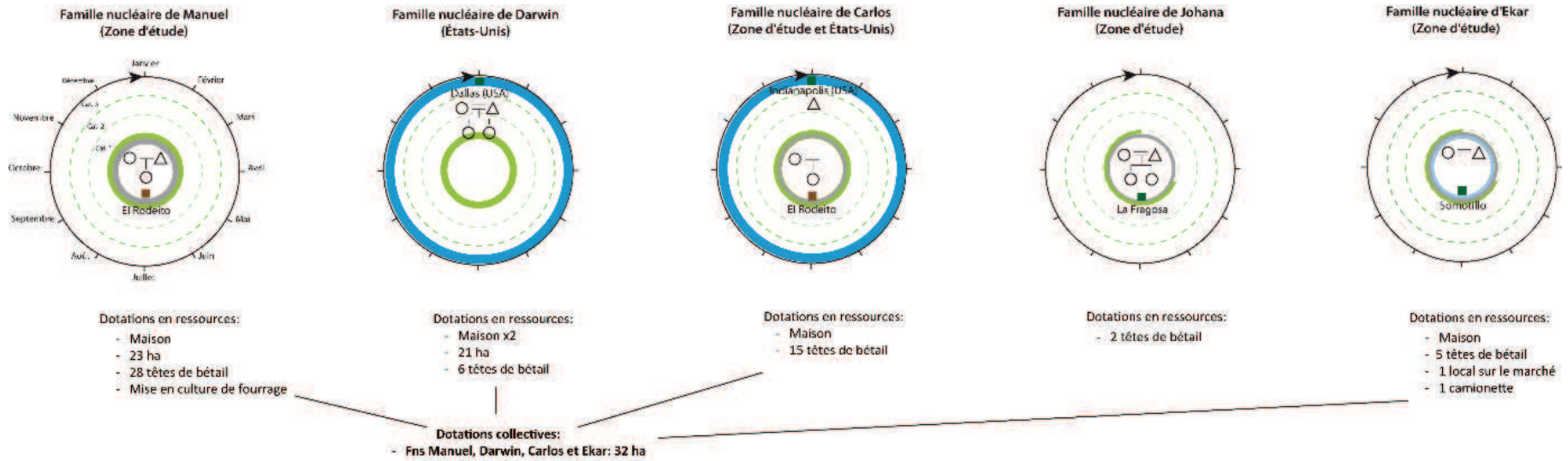
En 2016, au moment des enquêtes, Ekar est rentré des États-Unis. Il a fondé sa famille nucléaire et s'est installé dans la maison achetée avec son frère (Figure 54). Dès son retour, grâce à son troupeau de vaches constitué grâce à l'épargne de la migration, il développe ses propres activités hors de l'exploitation agricole. Il achète un local sur le marché en plein essor de Somotillo qu'il loue à un commerçant, ainsi qu'une camionnette qui lui permet de transporter et vendre les récoltes à des intermédiaires de Chinandega, et de transporter du matériel de construction. Pour consolider durablement ses activités non agricoles, il vend progressivement la majorité de ses vaches, ainsi que la part de la maison au sein de laquelle il vit à Darwin, qui le laisse pour autant y habiter. Parallèlement à ses activités, il aide ponctuellement son père dans les tâches agricoles lors des pics de travail.

Depuis les États-Unis, Carlos et Darwin de leur côté continuent de payer certains coûts de production de l'exploitation agricole des parents, confiant en échange la gestion de leurs têtes de bétail à leur père et Naoum. L'envoi d'argent permet également l'entretien de leur exploitation agricole de la Fragosa. Toutefois, les montants envoyés diminuent. Carlos, notamment, se recentre peu à peu sur les besoins de sa famille nucléaire.

La famille nucléaire de Johana et Naoum, quant à elle, est toujours dans la même situation. Ils ont acquis deux génisses offertes par Carlos et Darwin comme « dédommagement » de leur travail sur l'exploitation. Les arrangements familiaux leurs permettent d'accéder à des ressources et de mettre en œuvre des activités agricoles, sans pour autant disposer du temps et du pouvoir de décision. Impossible pour eux, dans ces conditions, de diversifier leur système d'activité tel qu'ils le souhaiteraient.

Quant à Manuel et Julia, les fondateurs du groupe familial, ils sont en mesure d'optimiser leur orientation productive en disposant des parcelles des deux exploitations agricoles du groupe familial (les leurs et celles acquises par Carlos et Darwin). En recourant à une main-d'œuvre agricole dont la rémunération est partagée avec leurs deux aînés, ils peuvent réduire les coûts de production à leur unique charge.

Chapitre 9



Légende:

Catégories de distance-temps:

- Catégorie 0 : vallée du Rio Negro
 - Catégorie 1 : moins de 3h en transport terrestre
 - Catégorie 2 : entre 3h et 10h en transport terrestre
 - Catégorie 3 : plus de 10h ou transport aérien
- Se superpose au trait "représentation d'une année"*

Temps et lieux:

- Représentation d'une année
- Lieu d'origine
- Lieu d'activité
- Lieu de résidence et d'activité

Membres et liens:

- Union (formelle ou informelle)
- | Lien de parenté basé sur la consanguinité et l'alliance
- Femme
- △ Homme

Activités exercées

- Activités agricoles
- Activité indépendante (entrepreneuriat, artisanat)
- Salarial non agricole
- Activité domestique

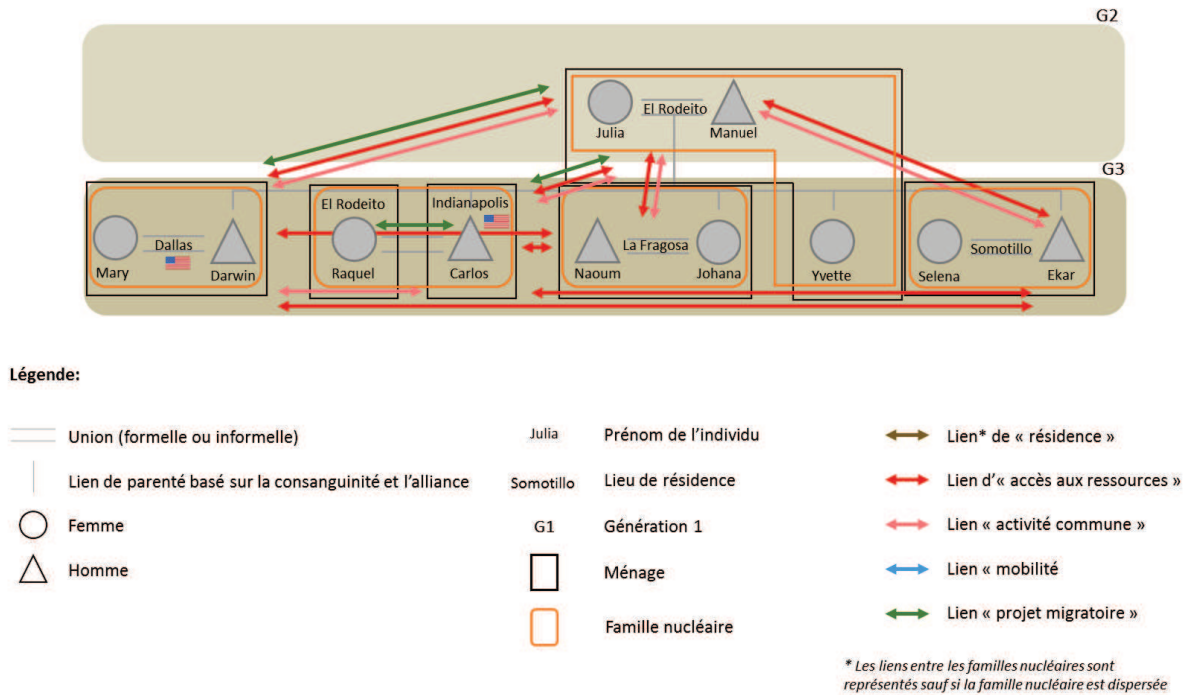


Figure 54 : Étape 4 – au moment des enquêtes. Retour au lieu d’origine et mise en place d’un système d’activité diversifié à l’échelle du groupe familial. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

L'exemple de ce groupe familial est riche d'enseignements. Le premier enseignement renvoie à ce que j'appelle ici la reproduction sociale des trajectoires de moyens d'existence. En effet, les bonnes dotations en ressources des membres fondateurs (possession de foncier en propriété et d'un troupeau de bovins) sont/ont été centrales dans la trajectoire de ce groupe familial et dans la mise en place du système familial multi-localisé. Ces ressources, non seulement ont permis de développer des activités d'élevage bovin, mais également de favoriser l'accès à des lieux de migration lointains où les possibilités de rémunération sont meilleures. Autrement dit, tels que d'autres travaux l'ont largement montré, ce sont les familles qui sont déjà bien dotées en ressources qui peuvent avoir accès à une migration coûteuse mais « rentable » (Cortès, 2000; Faret, 2003; Del Rey et Quesnel, 2005; Vaillant, 2013). Ainsi, les familles des descendants de Manuel et Julia ont un potentiel bien plus élevé que d'autres familles pour valoriser la ressource migratoire. Elles peuvent davantage mobiliser les revenus et l'épargne tirée de leur emploi en migration de manière à développer localement des activités économiques hors exploitation, génératrices de revenus plus élevés que dans l'agriculture.

Le deuxième enseignement tient aux retombées du système familial multi-localisé à l'échelle, non plus seulement de la famille nucléaire, mais du groupe familial. La force du lien social familial, inter et intra-générationnel, augmente la capacité de transfert de ressources des

lieux de migration vers le lieu d'origine, ici tournée vers un projet partagé d'investissements dans l'agriculture et l'élevage, dans des activités hors exploitation et dans l'amélioration des conditions de vie (achat de maison). Les revenus tirés de la migration, à court ou moyen termes, permettent de consolider les dotations en ressources nécessaires au fonctionnement de l'exploitation agricole des parents mais également, pour les enfants migrants et leurs familles nucléaires, de diversifier le système d'activité hors de l'exploitation des parents. Cependant, ce processus vertueux ne transforme pas ici de façon structurelle les systèmes de production agricole de la vallée du Río Negro. S'il permet de diversifier les cultures vivrières, à la fois pour l'alimentation familiale et la vente, il n'introduit pas de véritable changement dans les orientations productives, ni de technification des méthodes culturales. En revanche, l'élevage devient central. Il est une activité pivot dans l'amélioration des dotations et des situations socio-économiques, grâce à ses multiples rôles d'ordre patrimonial et productif. Il permet de constituer une épargne sur pied, d'attribuer une nouvelle valeur à la terre et il est un socle pour la diversification sur et hors exploitation agricole permettant de développer des systèmes d'activité plus rémunérateurs.

Le troisième enseignement, qui confirme ce qui a déjà été évoqué dans la section précédente, tient au paradoxe des systèmes familiaux multi-localisés. La dispersion du groupe familial entre le Nicaragua et les États-Unis, ainsi que les liens à distance et les circulations qu'elle produit, font ici pleinement ressource, de façon progressive et selon des modalités changeantes à mesure que les individus et les familles nucléaires avancent dans les étapes successives de leur cycle de vie.

Toutefois, cette dynamique vertueuse n'impacte pas de la même manière tous les membres du groupe familial. Elle crée des hétérogénéités ou disparités dans la capacité à construire, mobiliser et se doter de nouvelles ressources. Les trois frères, non seulement ont pu accumuler des ressources au cours de leur trajectoire (construction d'une maison et d'infrastructures, achat de terres, constitution d'un troupeau), mais ils sont également devenus les décideurs dans la gestion des activités agricoles et d'élevage au lieu d'origine, au même titre que leur père. Les rapports sociaux d'asymétrie, fondés traditionnellement sur les obligations envers les parents, sont ici bouleversés.

À l'inverse, Johana et sa famille nucléaire – c'est-à-dire ceux qui n'ont pas migré – se retrouvent en situation de subordination au sein de la fratrie, et vis-à-vis des parents. La famille de Johana tire des bénéfices du dispositif de dispersion du groupe familial (accès à des terres et à un logement, dons de vaches). Néanmoins, ils restent en marge du processus de capitalisation

d'un patrimoine et, en étant en charge de la gestion de l'exploitation financée par le frère et de la mise en culture des terres, ils sont pris dans des obligations de réciprocité asymétrique, bloquant d'une certaine manière leurs propres perspectives de création d'activités et d'autonomisation. C'est ce qui explique que, dans d'autres groupes familiaux, certains membres préfèrent rompre avec le système d'arrangements familial, pour tenter de construire leur propre trajectoire de moyens d'existence. C'est d'autant plus vrai lorsqu'ils se sentent prisonniers d'une trappe de dépendance et de la reproduction d'une trajectoire de maintien ou descendante de leurs moyens d'existence.

2.2. Quand la sphère familiale multi-localisée ne fait ni système ni ressource

Si la section précédente a démontré la forte portée du système multi-localisé à l'échelle du groupe familial, qu'en est-il à l'échelle de la sphère familiale ? À partir de la même étude de cas, il s'agit ici de proposer une représentation de l'architecture de la sphère familiale multi-localisée, en centrant l'analyse sur les liens qui se tissent à la fois au sein et entre les différents groupes familiaux. Cependant, compte tenu des limites d'exhaustivité des données diachroniques recueillies lors de l'enquête-famille, la démarche ici n'est plus de raisonner en termes de trajectoires³⁸⁷. L'objectif est de mettre à jour l'architecture de la multi-localisation à l'échelle de la sphère familiale au moment des enquêtes.

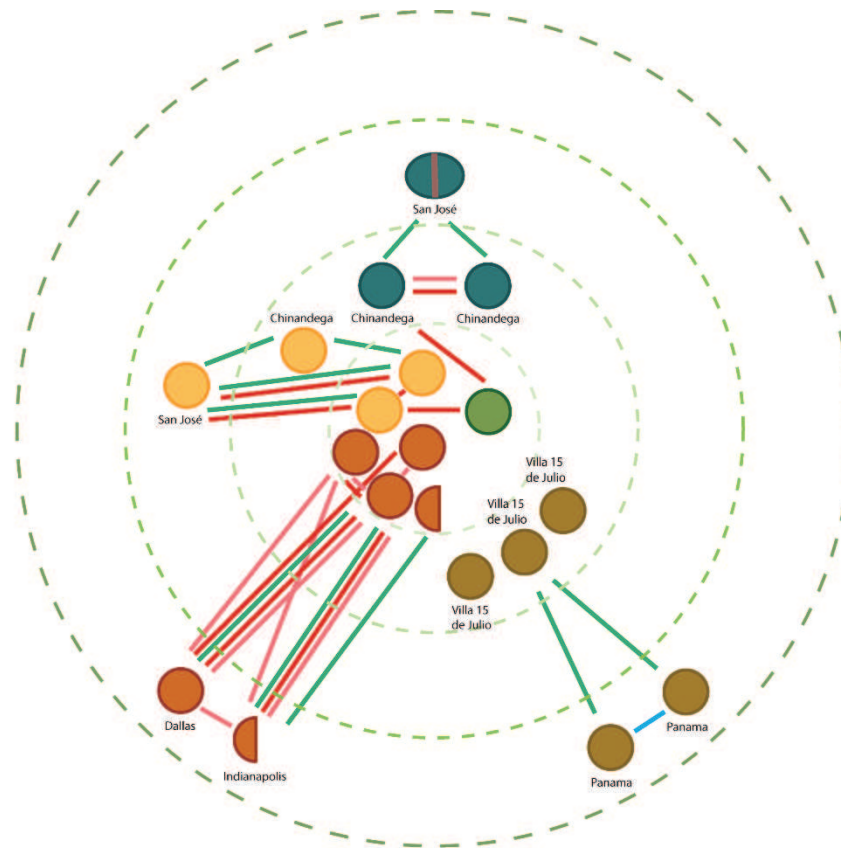
2.2.1. *Architecture segmentée de la sphère familiale multi-localisée*

L'architecture de la sphère familiale tient compte de la localisation résidentielle de tous les membres de la sphère au moment des enquêtes, autrement dit de la dispersion des ménages³⁸⁸ et des différents types de liens à distance (Figure 55).

³⁸⁷ De toute évidence, l'approche diachronique s'avère impossible à cette échelle. Seul un dispositif d'enquête multi-situé beaucoup plus élaboré, impossible à mettre en œuvre dans le cadre d'une thèse, aurait permis de pouvoir croiser toutes les trajectoires des individus et des familles nucléaires des sphères familiales.

³⁸⁸ Je reprends ici les catégories de ménages simples complets, ménages simples tronqués et ménages composites, telles que développées dans le chapitre 4.

Chapitre 9



Légende :

Distance :

- Catégorie 0 : vallée du Río Negro
- Catégorie 1 : moins de 3h en transport terrestre
- Catégorie 2 : entre 3h et 10h en transport terrestre
- Catégorie 3 : plus de 10h ou transport aérien

Ménage :

- ◐ Ménage simple tronqué
- ◯ Ménage simple complet
- ◑ Ménage composite

Groupe familial :

- Groupe familial 1
- Groupe familial 2
- Groupe familial 3
- Groupe familial 4
- Groupe familial 5

Lien :

- Lien de "résidence"
- Lien "accès aux ressources"
- Lien "activité commune"
- Lien "mobilité"
- Lien "projet migratoire"

Figure 55 : Architecture de la sphère familiale étudiée (membres fondateurs : Juan et Maria). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Comme le montre la figure, les liens actifs sont peu nombreux entre les groupes familiaux des six descendants des membres fondateurs de la sphère familiale (Juan et Maria, décédés au moment de l'enquête), ce qui ne signifie pas qu'ils n'entretiennent pas entre eux des relations sociales. Les liens de solidarité et d'interdépendance, cependant, se tissent exclusivement entre les membres d'un même groupe familial ou d'une même famille nucléaire.

À cette segmentation du lien familial se superpose celle des destinations migratoires qui sont propres à chaque groupe familial (les États-Unis pour le groupe 4, le Panama pour le groupe 3, le Costa Rica pour les groupes 1 et 5), ce qui reflète la force des chaînes migratoires qui se jouent à cette échelle. Il convient de noter également que la dispersion géographique des groupes familiaux correspond, dans la quasi-totalité des cas, à une configuration bipolaire, entre le Nicaragua et un pays étranger.

2.2.2. Intensités et formes des liens variables au sein des groupes familiaux

Pour saisir les liens à distance, dans leurs formes diverses, il convient de considérer ici l'échelle du ménage, c'est-à-dire les situations de décohabitation et de co-résidence au sein des groupes familiaux. En effet, la configuration globale des liens entre les ménages des groupes familiaux – à la fois du point de vue de leur intensité et de leurs formes – reflètent des systèmes familiaux multi-localisés aux retombées différentes. Tous les groupes indiquent l'importance des circulations de biens ou d'argent entre les ménages, liées aux stratégies et projets de mobilité individuels ou collectifs. Toutefois, la variabilité concerne les autres types de liens, en particulier le lien « d'accès aux ressources » et celui relevant d'une « activité commune ».

Trois groupes entretiennent des liens essentiellement liés à des circulations matérielles, les autres types de liens étant moins nombreux ou inexistantes. C'est le cas du groupe 1 qui n'a plus d'ancrage résidentiel dans la vallée du Río Negro et qui n'entretient plus de circulation avec d'autres groupes familiaux de sa sphère. L'intégralité des ménages de ce groupe réside soit dans la ville de Chinandega au Nicaragua, soit à San José au Costa Rica. Si ce groupe familial entretient certains liens actifs (logique de co-résidence entre membres migrants au Costa Rica, envoi d'argent et de biens vers le lieu d'origine), la conduite d'activités communes et les arrangements permettant l'accès aux ressources ne concernent que les deux ménages résidant à Chinandega au Nicaragua.

Le groupe familial 2 résidant exclusivement dans la vallée du Río Negro, et qui correspond à une seule famille nucléaire composée d'un couple, a peu de liens à distance avec d'autres groupes. Toutefois, ce sont les seuls à entretenir des liens actifs avec leurs frères et sœurs, fondateurs des autres groupes familiaux résidant au Nicaragua. Ces liens se traduisent principalement par la circulation d'aliments entre la ville de Chinandega et la vallée, et inversement.

Enfin, les liens au sein du groupe familial 3, dont les ménages ne vivent pas dans la vallée, et sont dispersés entre une localité de la commune de Chinandega et le Panama, sont également relativement peu nombreux. Si les fondateurs de ce groupe se dédient majoritairement aux activités sur l'exploitation agricole, leurs deux enfants ayant fondé leur propre famille nucléaire dans la même localité que leurs parents ont des activités économiques hors exploitation dans le secteur tertiaire, liées à la proximité urbaine (connexion directe à la route Panaméricaine, proximité avec les villes d'El Viejo et de Chinandega). Ces familles nucléaires – celles des parents et des enfants – mènent leurs propres activités de façon totalement indépendante, et n'ont aucun lien actif en termes de moyens d'existence et d'accès à des ressources. Quant aux familles nucléaires des deux autres enfants, résidant au Panama, ils tissent des liens plus actifs. En effet, outre l'entraide entre les deux frères pour l'accès au travail dans la capitale panaméenne, ils envoient de l'argent à leurs parents, bien que de façon irrégulière. Mais là encore, ils ne sont engagés dans aucun arrangement pour l'accès des ressources ou dans des activités partagées à l'échelle du groupe familial.

La configuration des liens familiaux pour ces trois groupes diffère totalement de celle qui s'observe pour les groupes familiaux 4 et 5, dont les ménages entretiennent de fortes interdépendances au niveau de leur système d'activité. La trajectoire ascendante du groupe familial 4 a été analysée en détail dans la section précédente. En revanche, il est intéressant de comparer ce cas à celui du groupe familial 5, celui d'Esperanza et Bernardo, au sein duquel les liens à distance sont aussi nombreux et diversifiés. En revanche, la perception de la vulnérabilité économique de ces familles nucléaires est distincte.

Les deux familles nucléaires résidant dans la vallée du Río Negro ont en effet des trajectoires de maintien et se sentent vulnérables, l'une d'elle correspondant à l'exemple donné dans la section 1 (famille nucléaire d'Elder et Virginia). Pour ce groupe familial, les solidarités sont centrales et, dans le même temps, elles créent des formes de dépendance qui ne permettent pas aux nouvelles générations de rompre avec la reproduction intergénérationnelle des trajectoires. Toute la fratrie dispersée de la troisième génération est impliquée dans l'organisation collective de construction des moyens d'existence du groupe familial, au sein de

laquelle l'exploitation agricole de la mère, Esperanza, est centrale. Son fils Marlen, à distance depuis San José, et sa fille Virginia qui vit dans la vallée, renforcent leurs dotations en ressources en diversifiant les activités sur l'exploitation (culture du sésame, élevage bovin). Marlen paie les coûts de production, tandis que Virginia et son mari réalisent les travaux agricoles sur les parcelles prêtées par Esperanza. Si ces arrangements familiaux permettent aux fratries d'accéder à des ressources (foncières et monétaires), les contreparties sont lourdes de conséquences. Marlen doit payer les coûts de la production, quels que soient les salaires perçus grâce à son travail de maçon au Costa Rica, tandis que Virginia et son mari assument une grosse charge de travail. Ces familles sont par ailleurs exposées au risque de l'activité agricole, preuve en est la perte de la récolte de sésame au moment des enquêtes.

Ainsi, si le système multi-localisé de ce groupe fait ressource, il permet en réalité seulement de sécuriser la situation des familles nucléaires impliquées et la prise en charge de la fondatrice Esperanza inactive, sans générer de véritable processus d'accumulation de ressources (achat de foncier, augmentation du troupeau). L'incidence des migrations dans les trajectoires est ici sans commune mesure avec celle du groupe familial 4. L'épargne monétaire des salaires issus des activités en migration, au Costa Rica ou à Chinandega, ne permet pas les mêmes investissements que ceux des migrants aux États-Unis. Ainsi, les fratries de ce groupe familial restent entièrement dépendantes des dotations en ressources d'Esperanza, notamment du foncier en propriété.

Conclusion

Ce chapitre nourrit l'idée de « fabrique de la famille transnationale » (ici multi-localisée) à l'échelle intergénérationnelle, telle que proposée par G. Cortès (2011). En somme, les systèmes familiaux multi-localisés s'activent et se désactivent sur le temps court des trajectoires familiales et le temps long des trajectoires pluri-générationnelles³⁸⁹ (Cortès, 2008). Toutefois, cette capacité des systèmes familiaux multi-localisés à s'activer ou à perdurer dans le temps n'est pas la réalité de toutes les familles dispersées. Car, comme l'a montré l'exemple de la sphère familiale étudiée dans ce chapitre, les systèmes familiaux multi-localisés sont

³⁸⁹ Selon l'auteure, le temps court correspond à celui qui rythme les cycles de vie des individus et le temps long qui correspond à celui qui installe et perpétue le champ migratoire (Cortès, 2008).

étroitement liés à des processus de reproduction intergénérationnelle qui conditionnent largement les retombées de la multi-localisation et sa capacité à « faire ressource », c'est-à-dire à transformer durablement les moyens d'existence des familles.

En effet, les dotations en ressources des fondateurs des groupes familiaux, et en particulier la possession de foncier agricole et d'un troupeau de bovins, déterminent dans une large mesure la capacité des systèmes familiaux multi-localisés à renforcer et améliorer les moyens d'existence des familles nucléaires. Détenir une exploitation agricole permet de mettre en œuvre des migrations lointaines, généralement plus rémunératrices (à condition de surmonter les différents risques associés). Lorsque les liens actifs à distance sont maintenus (notamment par les circulations) et que des projets communs se concrétisent autour de ressources et d'activités gérées collectivement, cette articulation entre l'exploitation agricole et la multi-localisation permet aux familles de consolider et de diversifier leurs moyens d'existence. Dans ces cas, l'élevage bovin est le socle de ces améliorations car il permet de consolider le patrimoine familial et de diversifier le système d'activité. Les changements ne sont toutefois pas liés à l'activité agricole. En effet, aucune orientation productive nouvelle ou technification n'est introduite. Ce résultat invite à relativiser la portée des systèmes familiaux multi-localisés à transformer les pratiques agricoles de ces espaces ruraux. Au mieux, et à condition de disposer de certaines ressources foncières et sociales (solidarités inter-générationnelles), les familles peuvent optimiser leurs orientations productives, en introduisant par exemple la culture de sésame. Toutefois, aucune technification forte n'est introduite (système d'irrigation, tracteur, etc.) ni culture associée (cultures maraîchères par exemple). L'introduction de l'élevage bovin est une optimisation plus conséquente, si plusieurs bêtes sont acquises, car cette activité implique, potentiellement, des changements au niveau des assolements et des rotations de culture et implique de trouver une source de fourrage ou des voies de commercialisation éventuelles. Toutefois, les transformations concernent surtout les activités non agricoles (commerce, transport), en lien avec le processus d'urbanisation diffuse qui gagne les campagnes de la vallée du Río Negro (notamment Somotillo).

Pour de nombreuses familles, la mobilité circulaire ou la migration ne jouent pas un rôle de tremplin pour se diversifier et faire évoluer le système d'activité. Certes, ces mobilités permettent aux jeunes ménages de prendre leur autonomie dans leurs moyens d'existence, ce qui explique le fort recours à la mobilité dans les premières étapes du cycle de vie des familles nucléaires. Toutefois, malgré les prises d'initiative et les organisations des groupes familiaux,

beaucoup de familles ont des difficultés à renforcer leurs activités agricoles ou d'élevage. Elles restent pénalisées par le manque de ressources monétaires pour payer les coûts de production et par leur vulnérabilité face aux aléas climatiques. Les ressources obtenues en mobilité ne font alors que compenser ponctuellement le manque de ressources de ces familles. Au mieux, elles leur permettent d'opérer des ajustements dans leurs stratégies de court terme. Il faut néanmoins souligner qu'elles permettent de soutenir des projets à caractère social, plus individuel comme le financement des études supérieures d'un ou plusieurs membres de la famille (famille nucléaire, groupe familial et sphère familiale).

Par ailleurs, les systèmes familiaux multi-localisés ont ceci de paradoxal qu'ils permettent aux individus et aux familles nucléaires de sortir des hiérarchies et asymétries familiales localement en place (prise d'autonomie des jeunes couples, prise de pouvoir des enfants participant aux décisions relatives au système d'activité comme pour Carlos, Darwin et Ekar). Dans le même temps, lorsque ces systèmes familiaux multi-localisés produisent des ressources, c'est souvent en se nourrissant de ces hétérogénéités familiales, voire en les renforçant. Si l'exemple des familles nucléaires de Johana ou d'Elder y renvoie, je me réfère également à la figure du fils célibataire qui vit toujours chez ses parents afin de s'occuper d'eux malgré son âge avancé, ou de la figure des enfants en migration qui assument à distance des charges familiales sans garantie d'être récompensés, notamment par l'octroi d'une part plus importante de l'héritage.

Au final, l'approche diachronique a permis de mettre à jour la capacité des familles dispersées originaires de la vallée du Río Negro à maintenir et recréer du lien à l'échelle des groupes familiaux, malgré les effets du temps et de la distance qui peuvent éroder les liens sociaux, ou malgré l'existence de logiques plus individuelles ou centrées sur la famille nucléaire. Qu'il s'agisse des familles aux trajectoires descendantes, de maintien ou ascendantes, l'espace de dispersion est un espace réticulaire de reproduction socio-économique fondé sur une « économie d'archipel » qui articule différents lieux de résidence et d'activités (Quesnel et Del Rey, 2005). La dispersion, pour autant, ne fait pas ressource de la même manière pour tous : asymétrie, dépendance et reproduction intergénérationnelle marquent les systèmes familiaux multi-localisés.

Conclusion générale

Cette thèse visait la compréhension des dynamiques rurales et familiales en contexte de mobilité en adoptant une perspective depuis le lieu d'origine. Plus spécifiquement, j'ai interrogé les formes d'organisations familiales réticulaires combinant lieu d'origine et lieux de destinations, pour saisir de manière systémique les interdépendances entre les lieux et la configuration des liens sociaux. Il s'agissait de questionner le devenir de populations rurales dans un territoire en périphérie des dynamiques politico-économiques du Nicaragua. Ces populations sont confrontées à un contexte de vulnérabilité productive et, dans le même temps, sont fortement insérées dans une géographie migratoire d'un monde globalisé. En effet, la vallée du Río Negro est située en périphérie du développement économique du pays et reste marquée par des mobilités anciennes dont l'intensité et la complexité n'ont cessé de s'accroître à l'échelle locale, nationale, régionale, et internationale. Cette situation est en partie liée aux conditions critiques de l'agriculture familiale dans cette région, marquée par des réalités biophysiques et climatiques difficiles ainsi qu'à une histoire ponctuée de conflits et de difficultés sociales, économiques et politiques. Aujourd'hui, la vallée du Río Negro, comme d'autres régions du Nicaragua, est une zone d'interface. Entre la frontière du Honduras et des villes d'influence régionale, cet espace d'étude a connu de fortes transformations permettant à ses habitants, historiquement producteurs agricoles, de mettre en œuvre des mobilités de proximité ou de longue distance pour capter de nouvelles opportunités de travail. Cela étant, malgré les contraintes qui pèsent sur la production, l'agriculture et l'élevage restent au cœur des stratégies d'existence de la majorité des familles.

Retour sur les défis méthodologiques d'une démarche centrée sur la famille multi-localisée

Pour répondre à ma problématique de recherche, j'ai tenté d'appréhender la complexité d'une géographie de la « famille », en faisant varier ses contours, depuis l'individu et la famille nucléaire, jusqu'au groupe et la sphère familiale. Une des spécificités de la démarche a été de

Conclusion générale

mettre à l'épreuve la notion de système familial multi-localisé, en adoptant une méthodologie d'enquête basée sur un échantillon de familles nucléaires appartenant à huit sphères familiales, dispersées entre de multiples lieux au Nicaragua et d'autres pays. Le défi était de mener une enquête systématisée, bien que non exhaustive, auprès de l'ensemble des individus composant ces familles, en les suivant dans les différents espaces de leur résidence et de leurs activités économiques. Cette ambition m'a conduit à adopter une méthodologie de recherche multi-située, naviguant entre le Nicaragua, le Costa Rica, les États-Unis et l'Espagne, et à privilégier une approche qualitative (entretiens, récits de vie, observations participantes) qui accorde une place centrale au terrain et à l'interconnaissance étroite avec les familles. La perspective diachronique de l'analyse, permise par la reconstitution des trajectoires individuelles et familiales, a été une autre originalité de la méthode. Ces positionnements méthodologiques, se sont avérés pertinents pour positionner les pratiques de mobilité au cœur des stratégies et des trajectoires d'existence des familles. Ils ont également permis de documenter la densité et la configuration des liens qui tissent l'organisation familiale réticulaire et leur rôle dans l'accès aux ressources. Cette thèse, en ce sens, propose une géographie par le bas qui permet de repenser l'espace local de la vallée du Río Negro dans ses liens à l'ailleurs.

Un élargissement de l'espace de dispersion, des filières familiales de mobilité

Les résultats de ma recherche confirment tout d'abord que les mobilités sont au cœur des processus de transformation des espaces ruraux et du devenir des populations. Les familles de la vallée du Río Negro composent au quotidien entre un ici et un ailleurs pour assurer leurs moyens d'existence jouant sur des liens familiaux qui renvoient à des proximités mais également à des distances sociales et spatiales. Ma thèse a mis également en lumière la diversité des mobilités caractéristiques du monde rural, mobilités circulaires et migrations, qui se déploient au sein d'un espace de dispersion se renouvelant en permanence et s'étant élargi au cours des vingt dernières années. C'est un fait marquant mais non spécifique de cette région du Nicaragua, ni même des campagnes aux Suds (Cortes, 2008; Prunier, 2013; Baby-Collin, 2014). Plus précisément, les chaînes migratoires se sont renforcées vers certains lieux de destination « traditionnelle », notamment dans les pays voisins d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador) et aux États-Unis. Elles se sont aussi développées vers de nouveaux lieux de destination comme l'Espagne, et le Panama). L'analyse a aussi révélé que certaines

Conclusion générale

destinations, ayant eu une fonction à certaines époques, sont largement moins attractives aujourd'hui (comme, par exemple, le Honduras pour les réfugiés politiques). Ces résultats montrent que la mobilité s'inscrit dans des pratiques et des savoir-faire qui se déploient sur plusieurs décennies, témoignant d'une véritable « culture de la mobilité » (Faret, 2003; Fliche, 2006; De Tapia, 2014). La diversité des lieux de destination qui composent cet espace de dispersion, avec l'affirmation croissante de destinations urbaines, notamment des petits bourgs et villes de taille intermédiaire, témoigne également des effets d'un processus global d'urbanisation et d'une intensification des relations villes-campagnes en lien avec le développement de mobilités circulaires.

Si l'étendue de l'espace de dispersion est conséquente en considérant l'ensemble des sphères familiales étudiées, l'analyse des morphologies de la multi-localisation a permis, en même temps, de relativiser l'homogénéité des pratiques de migration et de mobilité circulaire, ainsi que leur fluidité et leur généralisation. L'aire de dispersion de chacun des groupes familiaux s'est avérée en réalité à la fois segmentée et relativement concentrée, avec un nombre restreint de lieux de destination. Ces manières différenciées de « faire avec l'espace » révèlent, en somme, l'existence de filières familiales de mobilité plus que celle de filières communautaires.

Les arrangements familiaux dans la dispersion : un levier de l'accès aux ressources et de mise en œuvre de systèmes d'activité composites

En étudiant les pratiques des individus et les liens maintenus entre l'espace d'origine et les multiples lieux de destination, cette thèse permet d'explorer le rôle des arrangements familiaux dans l'accès aux ressources et le déploiement des systèmes d'activité. Les familles rurales de la vallée du Río Negro sont rarement spécialisées dans les activités agricoles de l'exploitation. La majorité diversifie ses activités économiques hors de l'exploitation familiale, soit au niveau individuel (pluriactivité simultanée ou au cours de l'année), soit au niveau familial (plusieurs membres s'impliquent dans des activités différentes). Ce phénomène est largement observé dans le reste du pays ou ailleurs dans le monde. Si les activités sur l'exploitation agricole dominant pour la majorité des familles étudiées, la thèse montre le rôle

Conclusion générale

fondamental des mobilités circulaires internes et frontalières dans les systèmes d'activité composites de ces familles.

Concernant l'activité sur l'exploitation, l'analyse des pratiques agricoles et d'élevage montre que les orientations productives sont guidées par les besoins alimentaires, la génération de revenus (vente de produits) et, pour l'élevage, par la constitution d'une épargne sur pied. Ces logiques sont conditionnées par l'accès à certaines ressources dont les principales sont le foncier, le crédit, la main-d'œuvre et l'élevage bovin (envisagé ici comme une ressource économique). L'accès au foncier, et plus particulièrement la capacité à acquérir de la terre en propriété, est un enjeu fort dans un contexte de saturation foncière et de transmission tardive de la terre par l'héritage, ce qui limite l'accès à la propriété pour les jeunes générations. Or le lien familial, comme ressource sociale, est essentiel pour accéder aux autres ressources, qu'elles soient physiques, financières ou économiques. En effet, les activités agricoles et d'élevage sur l'exploitation familiale s'organisent sur la base des relations que les familles nucléaires entretiennent avec les membres de leur groupe familial et, dans une moindre mesure, de leur sphère familiale. Les liens de solidarité et d'entraide, mais aussi d'obligation, conditionnent les capacités à accéder aux ressources et à engager ou maintenir une activité. Il est apparu, de façon récurrente, que les dotations des fondateurs des groupes familiaux influencent fortement les possibilités de leurs descendants, même si des arrangements familiaux à divers niveaux permettent de contourner le déterminisme de ces dotations (prêt de parcelles, échange de travail pour les travaux agricoles, conduite conjointe de certaines activités). La famille élargie joue donc un rôle fondamental dans la constitution des moyens d'existence, quelle que soit la nature des systèmes d'activité développés localement ou dans la multi-localisation.

La cohésion familiale intervient également dans les systèmes résidentiels liés aux migrations. La dispersion entraîne en effet de multiples arrangements résidentiels à destination et à l'origine, et ce, à plusieurs niveaux : les proches se regroupent et des ménages parents-enfants voire grand-parents-petits-enfants se forment à l'origine, tandis que des membres d'une fratrie ou d'une sphère familiale se rapprochent à destination. Ces logiques témoignent de liens actifs, à la fois inter et intra-générationnels. Ces solidarités résidentielles participent d'une forte capacité à « faire système ». De la même façon, la famille nucléaire et élargie est le premier réseau social qui soutient la mise en mobilité de ses membres. Par exemple, 82% des départs en migration sont accompagnés par le réseau familial (voir chapitre 7). La famille est perçue comme un espace social de confiance, permettant aussi de sécuriser la migration vers l'étranger. La migration, en ce sens, est bien une entreprise collective.

La capacité inégale à combiner les activités et articuler les lieux

Les difficultés des familles de la vallée du Río Negro à accéder aux ressources locales expliquent qu'elles mettent en œuvre des activités hors exploitation. Toutefois leur nature, leurs modalités, leur temporalité d'exercice et leur lieu de réalisation sont très variés. La capacité à combiner et agencer différentes activités au niveau individuel ou familial, dans l'espace et le temps, traduit le niveau de vulnérabilité socio-économique des familles. L'alternance d'activités, souvent précaires et incertaines, montre la difficulté pour certaines familles d'accéder à des ressources locales ou exogènes, et à engager un processus d'accumulation. À l'inverse, la superposition d'activités sur l'année, notamment lorsqu'il s'agit d'emplois permanents, apporte une certaine stabilité aux familles qui peuvent investir dans des activités plus rémunératrices ou émancipatrices comme les études supérieures de leurs enfants. La force de l'approche par les systèmes familiaux multi-localisés est d'avoir permis de mettre à jour des situations paradoxales : des familles en formation ou en consolidation, grâce à la fois à la migration et aux arrangements familiaux, peuvent déjà avoir des dotations en ressources leur permettant des orientations productives sur leur exploitation qui leur garantissent une certaine stabilité socio-économique. Simultanément, la diversification et la pluriactivité des familles rurales de la vallée du Río Negro traduisent tout autant des situations de « prolétarisation » de la main-d'œuvre rurale que de véritables capacités à entreprendre.

Au final, la portée de la mobilité et de la multi-localisation est dépendante de la nature et de l'intensité des liens entre individus mobiles et immobiles, mais également des ressources dont les familles disposent à l'origine. En somme, les inégalités d'accès à la mobilité, et donc à la multi-localisation familiale, sont liées aux inégalités d'accès aux ressources locales. Les familles de la vallée du Río Negro possédant du foncier et/ou du bétail sont capables de financer des migrations lointaines, plus coûteuses, mais offrant plus d'opportunités pour capter des ressources économiques conséquentes et diversifier localement, à leur retour, leur système d'activité. À l'inverse, quand les familles ne peuvent recourir qu'à des mobilités circulaires saisonnières, plus accessibles mais moins rémunératrices, leur stratégie est avant tout d'articuler leurs activités en mobilité à leurs pratiques agricoles et d'élevage sur leur exploitation. Si cette articulation productive permet de trouver des solutions de court, voire de moyen terme, les trajectoires de ces familles restent fortement dépendantes du contexte environnemental et économique local.

Les circulations au prisme des projets de mobilité...et du développement ?

Les projets de mobilité scellent la dimension collective des stratégies de multi-localisation. Les organisations familiales réticulées des habitants originaires de la vallée du Río Negro parviennent à faire coexister des trajectoires et des projets individuels tout en les inscrivant dans une logique collective à l'échelle de la famille nucléaire, mais aussi du groupe familial. Les projets de mobilité, dont les intentionnalités sont plus ou moins programmés, mais parfois aussi construites au fil de l'expérience, sont alors sans cesse coordonnés et ajustés au cours du temps et des événements à la fois familiaux et contextuels.

Reflets des projets de mobilité et des stratégies de moyens d'existence auxquels ils sont associés, les circulations matérielles jouent un rôle capital dans le maintien du lien familial à distance et l'articulation des lieux de la dispersion. Les résultats de terrain montrent que ces circulations convergent majoritairement vers les lieux d'origine, mais qu'une partie prend aussi des directions inversées vers les lieux de destination (argent et aliments notamment). Par ailleurs, à l'origine, les usages faits des circulations matérielles ne sont pas seulement destinés à des usages quotidiens de consommation. Les usages sociaux (santé, éducation) ainsi que ceux à vocation productive (financement des coûts de production agricole, investissement dans une activité non agricole) sont également très significatifs. De fait, les transferts d'argent grâce à la migration et la mobilité circulaire participent au maintien des systèmes d'activité à l'origine et des trajectoires d'existence des familles. La part relativement importante des trajectoires ascendantes dans les résultats de l'enquête-famille est à ce titre très significative (53% des familles avec un ancrage dans la vallée du Río Negro, voir chapitre 9).

Cela étant, il convient de relativiser là encore la capacité des systèmes familiaux multi-localisés à faire ressource, et plus encore à générer du développement. Car, dans un contexte de lourdes contraintes structurelles qui pèsent sur le territoire rural de la vallée du Río Negro, la multi-localisation familiale ouvre une marge de manœuvre somme toute relative : *i*) elle ne permet, que dans de rares cas, d'accéder à du foncier par achat. À ce titre, contrairement à ce qui a pu être observé dans d'autres contextes, la migration n'est pas associée à un marché foncier agricole très actif (Cortes, 2000; Vassas Toral, 2011; Rebaï, 2012) ; *ii*) en revanche, elle permet de manière plus systématique l'acquisition de bovins. Le bétail dans la vallée du Río Negro, comme dans d'autres espaces ruraux, est une ressource clé car elle est convertible en ressources financières, et elle est donc essentielle pour pallier les aléas, mais aussi pour financer

Conclusion générale

le développement d'activités non agricoles ou les départs en mobilité. La capacité d'accumulation des familles dans le secteur de l'élevage reste largement dépendante, toutefois encore, des jeux d'entraide mais aussi d'obligations au sein des groupes familiaux, en particulier pour accéder à la terre et à la force de travail.

Si les systèmes familiaux multi-localisés permettent de gérer le quotidien, de compenser les départs et leurs coûts, voire de soutenir des projets de portée à la fois sociale et économique, les investissements au lieu d'origine n'entraînent pas de profondes transformations dans les systèmes productifs locaux, en particulier dans l'agriculture. Certes, les revenus tirés des mobilités et de la migration permettent des réorientations productives sur l'exploitation familiale, en privilégiant des cultures vouées à la commercialisation (sésame, haricot). L'enquête n'a pas repéré pour autant de réelles innovations techniques ou culturelles dans les systèmes de production agricole. Les plus forts changements concernent, au final, les activités non agricoles et le micro-entrepreneuriat (commerce, activité artisanale, services), dont le dynamisme est étroitement lié au contexte d'urbanisation de la région et plus particulièrement du bourg de Somotillo. Mais là encore, le développement de ces activités non agricoles est largement conditionné par la force des solidarités familiales et les jeux de réciprocité à l'échelle du groupe, en particulier lorsqu'il s'agit de projets communs comme le renforcement d'un patrimoine familial intergénérationnel. Ainsi, le système familial multi-localisé a, certes, une forte capacité à « faire ressource », mais il ne peut combler, ni même atténuer les déficiences structurelles des territoires ruraux. En ce sens, il est important de relativiser le rôle des individus et des familles mobiles à activer des dynamiques de développement dans les espaces de départ. Et ce, d'autant plus lorsque le contrat migratoire est mis à l'épreuve par des situations d'urgence et de difficultés, qui nécessairement peuvent entraîner des désengagements familiaux.

Enfin, la capacité des systèmes familiaux multi-localisés à faire ressource doit être repositionnée également dans les asymétries sociales et de pouvoir qui se jouent au sein même des familles nucléaires et élargies. Les cas des fils adultes et célibataires assujettis à la prise en charge des parents et de l'exploitation agricole, les disparités de genre dans la transmission des ressources sont autant d'exemples. Ces collectifs familiaux fonctionnent sur des logiques de dons et contre-dons, parfois difficiles à honorer pour certains individus ou certaines familles nucléaires, n'étant pas dans les mêmes rapports de force (hiérarchie sociale, dotations en ressources). Les obligations familiales peuvent alors créer des rapports de dépendance, limitant les aspirations d'autonomisation, voire d'émancipation, liées à des projets individuels ou à l'échelle de la famille nucléaire. À ce titre, l'affaiblissement ou la rupture des liens familiaux,

principalement lié aux pratiques migratoires, même s'ils ont été au final peu observés, répondent à des dynamiques affirmées d'individuation.

Le coût social des systèmes familiaux multi-localisés

Les systèmes familiaux multi-localisés ont un coût social élevé, qui tient tout d'abord aux conditions d'emploi à destination. La démarche multi-située a permis en effet une analyse approfondie des formes d'insertion professionnelle à l'étranger des membres migrants des familles étudiées. Les tendances observées concordent avec nombre d'études relatives aux migrations économiques au Nicaragua, en Amérique latine ou ailleurs dans le monde, à savoir la prédominance de certains secteurs d'activité, demandeurs d'une main-d'œuvre à faible niveau de qualification, comme les services à la personne, la construction et le salariat agricole (Faret, 2003; Arab, 2018).

Les résultats des enquêtes ont mis en évidence également le caractère genré des modes d'insertion des individus dans des niches d'emploi spécifiques. Répondant à un schéma classique et ancien, les hommes travaillent généralement dans le salariat agricole et la construction, tandis que les femmes sont employées dans le secteur de la domesticité et dans l'économie des soins transnationaux. De même, la situation d'insertion professionnelle varie fortement selon les destinations : au Costa Rica et aux États-Unis, les situations sont plurielles car les filières migratoires sont anciennes et les secteurs d'activités sont diversifiés. Au Panama, la filière migratoire est récente et entraîne des situations d'insertion professionnelle plus aléatoires. Les filières migratoires consolidées au Salvador, au Guatemala et en Espagne engendrent une insertion professionnelle des migrants spécialisée dans un seul secteur économique.

Un des résultats les plus significatifs de l'analyse est la situation de forte précarité à laquelle fait face la très grande majorité des individus en migration, hommes comme femmes. Les individus migrants sont amenés à accepter des emplois au-dessous de leurs niveaux de qualification (notamment pour les femmes en Espagne), des conditions de travail imposées par des employeurs qui profitent de leurs situations d'illégalité (absence de contrat de travail écrit, heures supplémentaires non rémunérées, déductions de cotisations à des avantages sociaux dont ils ne bénéficient pas, non-respect du salaire minimum réglementaire). Les migrants ne parvenant pas à trouver un emploi suffisamment stable et rémunérateur se retrouvent souvent plus endettés ou plus en difficulté financière qu'avant leur départ. Certains mettent en péril leur

Conclusion générale

santé en exerçant des emplois pénibles pour lesquels leur sécurité n'est pas assurée. Les réseaux transnationaux, familiaux mais aussi professionnels et communautaires, sont une ressource précieuse pour l'insertion professionnelle à destination, tout comme pour l'acte de mobilité (partir, être accueilli). Ils peuvent toutefois être, dans le même temps, un espace social de domination des travailleurs migrants.

À ces conditions difficiles d'insertion professionnelle à l'étranger s'ajoute le coût psychologique et physique de la traversée des frontières, comme je l'ai montré avec le cas de la route migratoire vers les États-Unis : certains migrants n'arrivent jamais à destination, d'autres sont mutilés au cours du voyage ou sont retenus prisonniers et/ou exploités plusieurs mois voire années, avant d'atteindre leur destination. Cette grande vulnérabilité des individus mobiles et de leur famille, et la violence à laquelle ils font face, sont d'autant plus exacerbées dans le contexte actuel de fermeture des frontières et de renforcement des contrôles migratoires. Enfin, le coût social de la multi-localisation concerne aussi bien ceux qui partent que ceux qui restent. La nécessité de faire avec la distance, et donc avec l'absence, est une dimension douloureusement vécue par nombre de familles, comme en témoigne l'exemple des maternités et paternités à distance. De même, les mécanismes de solidarité et d'entraide, et les diverses formes d'engagement dans le contrat migratoire, conduisent les membres qui restent à s'endetter, se priver, ou assumer des charges supplémentaires pour que la migration de leur proche puisse aboutir.

Ébauches de pistes pour poursuivre

Les travaux menés dans le cadre de cette thèse ont laissé dans l'ombre certains pans des réalités sociales et économiques et permettent d'esquisser de nouvelles pistes de recherche. Tout d'abord, j'ai tenté de déconstruire une lecture des dynamiques rurales contemporaines en procédant à plusieurs « pas de côté » : d'une part, en m'éloignant d'un regard exclusivement « agro-centré » grâce à la mobilisation croisée des approches en termes de systèmes d'activité et de moyens d'existence ; d'autre part, en plaçant au cœur de la démarche la question des mobilités en m'inspirant des approches transnationales et des circulations ; enfin, en ne regardant pas l'unique rationalité productive et économique des stratégies familiales, pour redonner une place forte aux réalités sociales, émotionnelles et subjectives. Il serait pertinent de poursuivre cette démarche en accordant plus de place aux comportements socioculturels qui régissent également les stratégies et pratiques des habitants, comme en témoignent les usages

Conclusion générale

sociaux des circulations matérielles relevés par l'enquête. En ce sens, proposer une analyse qui tient compte des circulations immatérielles (représentations, valeurs, compétences, savoir-faire, etc.) permettrait de renforcer la compréhension des moyens d'existence des familles rurales.

Par ailleurs, l'approche diachronique, fondée sur la reconstitution des trajectoires, a montré sa capacité à mettre à jour les manières dont les familles dispersées originaires de la vallée du Río Negro maintiennent et recréent du lien à l'échelle des groupes familiaux, malgré les effets du temps et de la distance qui peuvent éroder les liens sociaux, ou malgré l'existence de logiques plus individuelles ou centrées sur la famille nucléaire. Il serait pertinent, comme cela a été amorcé dans le dernier chapitre, de poursuivre l'élaboration d'une démarche d'analyse pour saisir l'évolution des systèmes d'activité et des ressources construites au cours du temps et, par la même, les effets de la multi-localisation sur les trajectoires familiales.

Enfin, cette thèse a accordé peu de place au champ du politique. Or, la portée d'une approche en termes de système familial multi-localisé pourrait être largement discutée au regard de l'évolution actuelle des politiques migratoires (Boyer et Chappart, 2018; Faret, 2018; Boyer, 2019), mais également au regard des politiques d'appui aux agricultures familiales et au développement rural. À ce titre, il apparaît qu'au Nicaragua, les acteurs des politiques publiques à l'échelon national ou local, sous-estiment l'importance à considérer la pluralité des formes d'existence en milieu rural liées aux mobilités et la capacité des populations à faire avec l'espace et la distance.

Bibliographie

- Abélès, Marc. 2008. *Anthropologie de la globalisation*. 1^{re} éd. Paris: Payot. 280 p.
- Acosta, Pablo, Cesar Calderon, Pablo Fajnzylber, et Humberto Lopez. 2007. « What Is the Impact of International Remittances on Poverty and Inequality in Latin America ? » Working paper 4249. The World Bank. <http://documents.worldbank.org/curated/en/469351468046776545/What-is-the-impact-of-international-remittances-on-poverty-and-inequality-in-Latin-America>.
- Acuña de Peña, Guadalupe Beatriz. 1983. « Migración y fuerza de trabajo en la frontera norte de México ». *Estudios Fronterizos*, n° 2: 13-57.
- Acuña, Guillermo, Ernesto Herra, et Koen Voorend. 2011. « Flujos migratorios laborales intrarregionales: situación actual, retos y oportunidades en Centroamérica y República Dominicana. Informe de Honduras. » San José: OIT, CECC SICA, Red de Observatorios del Mercado Laboral, OLACD, AECID.
- Agier, Michel. 2004. *La sagesse de l'ethnologue*. L'œil neuf. Sagesse d'un métier. Paris. 106 p.
- . 2016. *Les migrants et nous. Comprendre Babel*. Débats. CNRS Editions. 64 p.
- Amselle, Jean-Loup, Michel Aghassian, et Mamadou Saliou Balde. 1976. *Les migrations africaines: Réseaux et processus migratoires*. Dossiers africains. Paris: F. Maspero. 126 p.
- Ancey, Véronique, et Sandrine Fréguin-Gresh. 2014. « Les familles, le travail et l'exploitation agricole ». In *Agricultures familiales et mondes à venir*, par Jean-Michel Sourisseau, 1^{re} éd., 61- 74. *Agricultures et défis du monde*. Versailles: Editions Quae.
- Arab, Chadia. 2018. *Dames de Fraises, Doigts de Fée, les Invisibles de la Migration Saisonniere Marocaine en Espagne*. Toutes Lettres. 188 p.
- Aragón, Argán. 2008. *Le lien migratoire. Migrations clandestines de paysans guatémaltèques vers les États-Unis*. Chrysalides 6. Paris: Éditions de l'IHEAL. 164 p.
- . 2014. *Migrations clandestines d'Amérique centrale vers les États-Unis*. Presses Sorbonne Nouvelle. 268 p.
- Arborio, Anne-Marie, et Pierre Fournier. 2011. *L'enquête et ses méthodes : L'observation directe*. 3e édition. Paris: Armand Colin. 127 p.
- Arias, Patricia. 2009. *Del arraigo a la diáspora. Dilemas de la familia rural*. Mexico: Universidad de Guadalajara Miguel Ángel Porrúa. 295 p.
- Arreola, Daniel, éd. 2004. *Hispanic Spaces, Latinos Places: Community and Cultural Diversity in Contemporary América*. University of Texas Press. 344 p.
- Attias-Donfut, Claudine. 1988. « La notion de génération: Usages sociaux et concept sociologique ». *L'Homme et la société* 90 (4): 36- 50.
- Aubriot, Olivia, et Tristan Bruslé. 2012. « Agriculture paysanne népalaise et phénomènes migratoires : de la complémentarité à la rupture des liens ? » *Autrepart*, n° 62: 141- 58. <https://doi.org/10.3917/autr.062.0141>.
- Authier, Jean-Yves, et Catherine Bidou. 2005. « Éditorial. La famille dans tous ses espaces...ou presque! » *Espaces et sociétés* n° 120-121 (2): 7- 14.
- Ba, Cheik Oumar, et Alfred Iniss Ndiaye. 2008. « L'émigration clandestine sénégalaise ». *Revue Asylon(s)*, n° 3.
- Baby-Collin, Virginie. 2014a. « El servicio doméstico en trayectorias de bolivianas migrantes a España ». In *Trabajadoras en la sombra. Dimensiones del servicio doméstico latinoamericano*, par Séverine Durin, Maria Eugenia De la O, et Santiago Bastos, 485- 508. Publicaciones de la casa chata CIESAS. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01270154/document>.

Bibliographie

- . 2014b. « Prendre place ici et là-bas. Géographie multisituée des migrations boliviennes (Argentine, États-Unis, Espagne) ». Habilitation à Diriger des Recherches, Paris: Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- . 2014c. « Les sans-papiers, un enjeu multiscalair pour les politiques migratoires aux États-Unis ». *Bulletin de l'association de géographes français. Géographies* 91 (91-2): 196-209. <https://doi.org/10.4000/bagf.1884>.
- Baby-Collin, Virginie, Geneviève Cortes, et Laurent Faret. 2009. « Transferts migratoires, trajectoires de mobilité et développement. Approche comparée en Bolivie et au Mexique ». In *Migrants des Suds. Pratiques, trajectoires et territoires des migrations internationales*, par Virginie Baby-Collin, Geneviève Cortes, Laurent Faret, et Hélène Guétat-Bernard, IRD Editions, 237-60. IRD/PUM Toulouse/Université de Montpellier.
- Baby-Collin, Virginie, Geneviève Cortes, Laurent Faret, et Susana Sassone. 2009. « Approche comparée des parcours de mobilité des migrants internationaux latino-américains. Mexique-Bolivie. » In *Turbulences migratoires. Formes et pratiques des circulations transnationales contemporaines*, par Geneviève Cortes et Laurent Faret, 91-108. Paris: Armand Colin.
- Baccaini, Brigitte. 1994. « Comportements migratoires et cycles de vie ». *Espace, populations, sociétés* 12 (1): 61-74. <https://doi.org/10.3406/espos.1994.1626>.
- Banoviez Urrutia, Valentina. 2016. « El sistema alimentario familiar en dos comunidades del Norte de Chinandega (Nicaragua). À partir de las prácticas de consumo y abastecimiento en los hogares agropecuarios, ¿qué estrategias frente a las vulnerabilidades alimentarias? » Mémoire de Master 1. Montpellier: Université Paul-Valéry, Montpellier 3.
- Barahona, Milagros. 2006. *Familias, hogares, dinámica demográfica, vulnerabilidad y pobreza en Nicaragua*. Santiago de Chile: Nations-Unies, CEPAL, CELADE. 83 p.
- Barbary, Olivier, et Françoise Dureau. 1993. « Des citoyens en mouvement : analyse des pratiques résidentielles à Quito (Equateur). » *Cahiers des Sciences Humaines* 29 (2-3): 395-418.
- Barbary, Olivier, Françoise Dureau, et Odile Hoffmann. 2004. « Mobilités et systèmes de lieux ». In *Villes et sociétés en mutation : lectures croisées sur la Colombie*, par Françoise Dureau, Olivier Barbary, V. Gouëset, et O. Pissot, 69-122. Villes. Paris: Anthropos.
- Barham, Bradford, et Stephen Boucher. 1998. « Migration, remittances, and inequality: estimating the net effects of migration on income distribution ». *Journal of Development Economics* 55 (2): 307-31.
- Barnes, John A. 1954. « Class and Committees in a Norwegian Island Parish ». *Human Relations*, n° 7: 39-58. <http://dx.doi.org/10.1177/001872675400700102>.
- Barou, Jacques. 2001. « La famille à distance. Nouvelles stratégies familiales chez les immigrés d'Afrique Sahélienne ». *Hommes et migrations*, 16-25.
- Barry, Laurent S., Pierre Bonte, Nicolas Govoroff, Jean-Luc Jamard, Nicole-Claude Mathieu, Enric Porqueres I Gené, Salvatore D'Onofrio, Jérôme Willgaux, Andras Zempléni, et Françoise Zonabend. 2000. « Glossaire de la parenté ». *L'Homme*, n° 154-155: 721-32.
- Basch, Linda, Nina Glick Schiller, et Christina Blanc-Szanton. 1994. *Nations unbound : transnational projects, postcolonial predicaments, and deterritorialized nation-states*. London: Routledge. 344 p.
- Bastide, Loïs. 2013. « « Migrer, être affecté ». Émotions et expériences spatiales entre Java, Kuala Lumpur et Singapour ». *Revue européenne des migrations internationales* 29 (4): 7-20. <https://doi.org/10.4000/remi.6606>.
- Bathaïe, Azita. 2011. « Les relations familiales à distance. Ethnographies des migrations afghanes ». *Autrepart* n°57-58 (1): 59-75. <https://doi.org/10.3917/autr.057.0059>.

Bibliographie

- Baumeister, Eduardo. 1985. « Un balance del proceso de reforma agraria nicaragüense ». *Cuadernos Políticos*, n° 43: 55-66.
- . 2001. « Las reformas agrarias en Centroamérica: un balance de sus resultados al finalizar los años 90 ». In *Nueva ruralidad y política agraria: una alternativa neoinstitucional para Centroamérica*, édité par Harry Clemens et Raul Ruben, 67-86. Caracas: Nueva Sociedad, Centro de Estudios para el Desarrollo Rural.
- . 2006. *Migración internacional y desarrollo en Nicaragua*. Población y Desarrollo 67. Santiago de Chile: CEPAL, CELADE.
- Baumeister, Eduardo, Edgar Fernández, et Guillermo Acuña. 2008. *Estudio sobre las migraciones regionales de los nicaragüenses*. Editorial de Ciencias Sociales. 103 p.
- Baumeister, Eduardo, et Juan Francisco Rocha. 2009. « Crisis y pobreza rural en América Latina: el caso de Nicaragua ». Programa Dinámicas Territoriales Rurales 47. Santiago de Chile: Rimisp –Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural. 37 p.
- BCN. 2017a. « Cartografía Digital y Censo de Edificaciones. Cabecera Municipal de Cinco Pinos. » Managua, Nicaragua: Banco Central de Nicaragua.
- . 2017b. « Cartografía Digital y Censo de Edificaciones. Cartografía municipal de San Pedro del Norte. » Managua, Nicaragua: Banco Central de Nicaragua.
- . 2017c. « Cartografía Digital y Censo de Edificaciones. Cartografía municipal de Santo Tomás del Norte. » Managua, Nicaragua: Banco Central de Nicaragua.
- . 2017d. « Cartografía Digital y Censo de Edificaciones. Cartografía municipal de Somotillo. » Managua, Nicaragua: Banco Central de Nicaragua.
- . 2017e. « Cartografía Digital y Censo de Edificaciones. Cartografía municipal de Villanueva. » Managua, Nicaragua: Banco Central de Nicaragua.
- Beaud, Stéphane, et Florence Weber. 2010. *Guide de l'enquête de terrain*. 4e édition. Grands Repères Guides. La Découverte. 336 p.
- Bélières, Jean-François, Philippe Bonnal, Pierre-Marie Bosc, Bruno Losch, Jacques Marzin, et Jean-Michel Sourisseau. 2013. « Les agricultures familiales du monde : définitions, contributions et politiques publiques ». Montpellier, Paris: CIRAD, AFD, MAAF, MAE. 306 p.
- Bengtson, Vern L., Edward B. Olander, et Anees A. Haddad. 1976. « The “generation gap” and aging family members : toward a conceptual model ». In *Time, Roles and Self in Old Aged*, par Jaber F. Gubrium, 237-63. New York: Human Sciences Press.
- Bengtson, Vern L., et Robert E. L. Roberts. 1991. « Intergenerational Solidarity in Aging Families: An Example of Formal Theory Construction ». *Journal of Marriage and Family* 53 (4): 856-70. <https://doi.org/10.2307/352993>.
- Bernard, Jérôme, et Constance Bigourdan. 2001. « Diagnostic agro-socio-économique du municipio de Cinco Pinos: du système agraire reproductible de défriche-bruits à la crise foncière actuelle ». Montpellier: CNEARC.
- Berthomière, William. 2015. « La mondialisation au prisme des migrations internationales ». *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série*, n° 39-1: 141-60. <https://doi.org/10.4000/mcv.484>.
- Berthomière, William, et Marie-Antoinette Hily. 2006. « Décrire les migrations internationales: Les expériences de la co-présence ». *Revue européenne des migrations internationales* 22 (2): 67-82. <https://doi.org/10.4000/remi.2819>.
- Béteille, Roger. 1981. « Une nouvelle approche géographique des faits migratoires : champs, relations, espaces relationnels ». *L'Espace géographique* 10 (3): 187-97. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1981.3653>.
- Biba, Gjin, et Jean Pluvinage. 2006. « La pluriactivité dans l'exploitation agricole, transition ou composante durable de l'organisation de la production en Albanie ». *Cahiers Agricultures* 15: 535-41.

Bibliographie

- Bickman Méndez, Jennifer, et Ronald Köpke. 2001. *Mujeres y Maquila*. Heinrich Böll. 3. El Salvador. 78 p.
- Bilbao Ercoreca, E., Magdalena Mayorga Gaitan, Olga Rocha Ulloa, et Jon Ander, éd. 2006. *El impacto de la maquila en una zona campesina: Sébaco, Nicaragua*. 1^{re} éd. Managua, Nicaragua: Nitlapan, UCA. 264 p.
- Bilbao Ercoreca, Jon Ander, Olga Rocha Ulloa, et Magdalena Mayorga Gaitan. 2004. « La maquila de Sébaco: sueños, realidades y frustraciones », *Envío*, 23 (265): 20-26.
- Blanchemanche, Sandrine, Catherine Laurent, Marie-Françoise Mouriaux, et Elsa Peskine. 2000. « Multifonctionnalité de l'agriculture et statuts d'activité ». *Economie rurale* 260 (1): 41-51.
- Blanchet, Alain, et Anne Gotman. 2010. *L'entretien*. 2^e éd. 128. Armand Colin. 128 p.
- Bondi, Liz. 2005. « The place of emotions in research: from partitioning emotion and reason to the emotional dynamics of research relationships. » In *Emotional Geographies*, par Joyce Davidson, Liz Bondi, et Mick Smith, 231-42. Ashgate.
- Bonerandi, Emmanuelle. 2004. « De la mobilité en géographie ». Document. Géoconfluences. novembre 2004. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/transv/Mobil/MobilScient.htm>.
- Bonvalet, Catherine. 2003. « La famille-entourage locale ». *Population* 58 (1): 9-43. <https://doi.org/10.2307/3271293>.
- Bonvalet, Catherine, et Éva Lelièvre. 2005. « Les lieux de la famille ». *Espaces et sociétés* 120-121 (2): 99-122. <https://doi.org/10.3917/esp.120.0099>.
- Bonvalet, Catherine, D. Maison, H. Le Bras, et L. Charles. 1993. « Proches et parents ». *Population* 48 (1): 83-110. <https://doi.org/10.2307/1534127>.
- Bonvalet, Catherine, et Jim Ogg. 2006. « Place de l'entraide dans les recherches sur la famille ». In *Enquêtes sur l'entraide familiale en Europe: bilan de 9 collectes*, par Catherine Bonvalet et Jim Ogg, 25-52. Méthodes et savoirs. Paris: INED, The young foundation.
- Boulbina, Seloua Luste. 2013. « La décolonisation des savoirs et ses théories voyageuses ». *Rue Descartes* n° 78 (2): 19-33. <https://doi.org/10.3917/rdes.078.0019>.
- Boyer, Florence. 2005. « Être migrant et Touareg de Bankilaré (Niger) à Abidjan (Côte d'Ivoire): des parcours fixes, une spatialité nomade ». Poitiers: Université de Poitiers. 578 p.
- . 2019. « Sécurité, développement, protection. Le triptyque de l'externalisation des politiques migratoires au Niger ». *Herodote* n° 172 (1): 171-91. <https://doi.org/10.3917/her.172.0171>
- Boyer, Florence, et Harouna Mounkaïla. 2010. « Partir pour aider ceux qui restent ou la dépendance face aux migrations. L'exemple des paysans sahéliens ». *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1286-1287: 212-20. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1752>.
- Boyer, Florence, et Pascaline Chappart. 2018. « Les frontières européennes au Niger ». *Vacarme* n° 83 (2): 92-98. <https://doi.org/10.3917/vaca.083.0092>
- Brettell, Caroline. 2003. *Anthropology and Migration: Essays on Transnational Ethnicity and Identity*. Walnut Creek. AltaMira Press. 272 p.
- Bruslé, Tristan. 2006. « Aller et venir pour survivre ou s'enrichir. Circulations de travail, logiques migratoires et constructions du monde des Népalais en Inde. » Poitiers: Université de Poitiers. 651 p.
- Bryceson, Deborah, et Ulla Vuorela. 2002. « Transnational Families in the Twenty First Century ». In *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks*, par Deborah Bryceson et Ulla Vuorela, 1^{re} éd., 3-30. Cross-Cultural Perspectives on Women. New York: Berg Publishers.
- Bulmer-Thomas, Victor. 1985. « Centroamérica desde 1920: Desarrollo económico en el largo plazo ». *Anuario de Estudios Centroamericanos* 11 (1): 5-21.

Bibliographie

- Calberac, Yann. 2007. « Le terrain des géographes, entre tradition disciplinaire et légitimation du chercheur ». *Cahiers ADES*, n° 1: 19-25.
- Calderón Bony, Frida. 2008. « L'espace d'habitation comme miroir identitaire. Le cas des migrants de Patamban (Michoacán, Mexique) aux États-Unis ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 59: 57-78. <https://doi.org/10.4000/cal.1109>.
- Camarero Rioja, Luis Alfonso. 2010. « Transnacionalidad familiar: Estructuras familiares y trayectorias de reagrupación de los inmigrantes en España ». *Revista de metodología de ciencias sociales*, n° 19: 39-71. <https://doi.org/10.5944/empiria.19.2010.2014>.
- Carbajal, Myrian. 2008. « «Ser madre en la distancia»: análisis de una práctica transnacional: El caso de mujeres latinoamericanas en Suiza ». *L'Ordinaire des Amériques*, n° 208-209: 163-81.
- Carranza, José Venancio, et José Chang. 2002. « Honduras ». In *Informes nacionales sobre migración internacional en países de Centroamérica*, par Cristián Doña Reveco et Jorge Martínez Pizarro, CEPAL, 157-84. Serie Seminarios y Conferencias 24. Santiago de Chile.
- Catarino, Christine, et Mirjana Morokvasic. 2005. « Femmes, genre, migration et mobilités ». *Revue européenne des migrations internationales* 21 (1): 7-27.
- Catarino, Christine, et Laura Oso. 2001. « La immigration féminine en Madrid et Lisboa: hacia una etnización del servicio doméstico y de las empresas de limpieza ». *Papers. Revista de Sociologia* 60: 183-207.
- CELADE. 2019. « CELADE. División de Población de la CEPAL. Revisión 2019 y Naciones Unidas, Departamento de Asuntos Económicos y Sociales, División de Población. World Population Prospect. Revisión 2019. Edición en línea. » Estadísticas e indicadores sociales. Población. 2019.
- Centro de Exportaciones e Inversiones. 2001. « Nicaragua: Situación laboral de zonas francas ». Nicaragua: Centro de Exportaciones e Inversiones. 63 p.
- CEPAL. 2000. « Uso productivo de las remesas familiares y comunitarias en Centroamérica ». CEPAL. <https://www.cepal.org/es/publicaciones/25427-uso-productivo-remesas-familiares-comunitarias-centroamerica>. 122 p.
- . 2016. « Anuario Estadístico de América Latina y El Caribe, 2016 Versión electrónica. ».
- CEPAL, et CELADE. 2006a. *Migración internacional*. Regular Publications, Reviews and Bulletins 1. CELADE. 199 p.
- . 2006b. *Migración internacional y desarrollo en Nicaragua*. Población y Desarrollo 67. Santiago: CELADE. 85 p.
- Ceriani-Sebregondi, Giorgia. 2003. « Migrations internationales : vers un nouvel habiter ? » *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims* 29 (115): 59-74. <https://doi.org/10.3406/tigr.2003.1463>.
- Certeau, Michel de. 1990. *L'invention du quotidien, I : Arts de faire*. Luce Giard. Folio essais 146. Paris: Gallimard. 347 p.
- Chaléard, Jean-Louis, et Alain Dubresson. 1999. *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*. Hommes et Sociétés. Paris: Karthala. 260 p.
- Chambers, Robert, et Gordon Conway. 1991. « Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century ». *IDS Discussion Paper*, n° 296. <http://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/123456789/775>.
- Charbit, Yves. 1987. « Ménages et familles des originaires des Départements d'Outre-Mer ». *Revue Européenne des Migrations Internationales* 3 (3): 49-67.
- Chaxel, Sophie, Fiorelli Cécile, et Moity-Maïzi Pascale. 2014. « Les récits de vie: outils pour la compréhension et catalyseurs pour l'action ». *¿ Interrogations ?*, n° 17. <http://www.revue-interrogations.org/Les-recits-de-vie-outils-pour-la>.

Bibliographie

- Chonchol, Jacques. 1995. *Systèmes agraires en Amérique latine: des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice*. Travaux et mémoires de l'IHEAL. Paris: IHEAL. 366 p.
- Chordá, Angeles Escrivá. 2003. « Inmigrantes peruanas en España. Conquistando el espacio laboral extradoméstico ». *Revista Internacional de Sociología* 61 (36): 59-83. <https://doi.org/10.3989/ris.2003.i36.314>.
- Chort, Isabelle, et Sylvie Lambert. 2010. « Remises migratoires et redistributivité ». *Regards croisés sur l'économie* 8 (2): 128-37. <https://doi.org/10.3917/rce.008.0128>.
- Clot, Jean. 2017. « Faire route d'Afrique vers les Etats-Unis: un regard sur les itinéraires migratoires de longue distance depuis le Mexique. » *CariCen. Revista de Analisis y Debate sobre el Caribe y Centroamérica*, 16-32.
- Cochet, Hubert. 2011. « Origine et actualité du « Système Agraire » : retour sur un concept ». *Revue Tiers Monde* 207 (3): 97-114. <https://doi.org/10.3917/rtm.207.0097>.
- Cochet, Hubert, et Sophie Devienne. 2006. « Fonctionnement et performances économiques des systèmes de production agricole : une démarche à l'échelle régionale ». *Cahiers Agricultures* 15 (6): 578-83. <https://doi.org/10.1684/agr.2006.0028>.
- Colin, Jean-Philippe, et Emmanuelle Bouquet. 2017. « Chapitre 5. Métayage et flexibilité dans la gestion des facteurs de production : L'arrangement a medias dans la Sierra Madre orientale ». In *Figures du métayage : Étude comparée de contrats agraires (Mexique)*, 159-94. À travers champs. Marseille: IRD Éditions. <http://books.openedition.org/irdeditions/10140>.
- Colin, Jean-Philippe, Hélène de Château-Thierry, Clémence Rouy, Hermilio Navarro, et Jean-Marc Gastellu. 1997. « Systèmes de production et migration dans un village mexicain ». In *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du vingtième siècle*, 553-73. Colloques et Séminaires. Paris: ORSTOM. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:010011949>.
- Collignon, Béatrice. 2010. « L'éthique et le terrain ». *L'Information géographique* 74 (1): 63-83. <https://doi.org/10.3917/lig.741.0063>.
- Condon, Stéphanie, et Margaret Byron. 2008. « Migrations, résidence et représentations de la famille : les familles caribéennes en France et en Grande-Bretagne ». *Revue européenne des migrations internationales* 24 (1): 35-63. <https://doi.org/10.4000/remi.4247>.
- Cordero, Allen. 1999. « Actualización del estudio sobre la situación sociolaboral en las empresas maquiladoras del Istmo Centroamericano y República Dominicana ». San José: OIT.
- Córdova Alcaraz, Rodolfo. 2015. *Dinámicas migratorias en América Latina y el Caribe (ALC), y entre ALC y la Unión Europea fortalecimiento del diálogo y de la cooperación entre la Unión Europea y América Latina y el Caribe para el establecimiento de modelos de gestión sobre migración y políticas de desarrollo*. Bruselas: OIM. 240 p. http://publications.iom.int/bookstore/index.php?main_page=product_info&cPath=50&products_id=1488.
- Corral, Leonardo, et Thomas Reardon. 2001. « Rural Nonfarm Incomes in Nicaragua ». *World Development* 29 (3): 427-42. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(00\)00109-1](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(00)00109-1).
- Cortes, Geneviève. 1995a. « La migration: survie et mutations des sociétés paysannes andines : deux exemples dans le Valle Alto de Cochabamba (Bolivie) ». Thèse de doctorat en Géographie, Toulouse: Université Toulouse-Jean Jaurès. 521 p.
- . 1995b. « Migrations temporaires au Chaparé (Bolivie) et stratégies alimentaires ». *Cahiers des Sciences Humaines* 31 (4): 951-67.
- . 1998. « Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles ». *Espace géographique* 27 (3): 265-75. <https://doi.org/10.3406/spgeo.1998.1167>.
- . 2000. *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines (Bolivie)*. À Travers Champs. Paris: IRD. 413 p.

Bibliographie

- . 2008. « Migrations, espaces et développement. Une lecture des systèmes de mobilité et des constructions territoriales en Amérique latine. Volume 3 ». Habilitation à Diriger des Recherches, Poitiers: Université de Poitiers. 268 p.
- . 2011. « La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes ». *Autrepart* 57-58 (1): 95-110. <https://doi.org/10.3917/autr.057.0095>.
- , éd. 2016. « Femmes et migrations: celles qui restent. » *EchoGéo*, n° 37. <https://echogeo.revues.org/14742>.
- Cortes, Geneviève, et Laurent Faret. 2009. *Les circulations transnationales: lire les turbulences migratoires contemporaines*. Collection U. Paris: A. Colin.
- Cortes, Geneviève, et Denis Pesche. 2013. « Territoire multisitué ». *LEspace géographique* Tome 42 (4): 289-92.
- Cortés Ramos, Alberto. 2006a. « Nicaragua's Indispensable Migrants and Costa Rica's Unconscionable New Law. » *Envio*, n° 297: 5-10.
- . 2006b. « Informe sobre el estado de la comunidad nicaragüense en Costa Rica ». Gran convención de Nicaragüenses en el exterior. Miami.
- Courgeau, Daniel. 1984. « Relations entre cycle de vie et migrations ». *Population* 39 (3): 483-513. <https://doi.org/10.2307/1532899>.
- . 1985. « Interaction between Spatial Mobility, Family and Career Life-Cycle: A French Survey ». *European Sociological Review* 1 (2): 139-62.
- . 2009. « L'enquête « Triple biographie : familiale, professionnelle et migratoire » ». In *Biographies d'enquêtes - Bilan de 14 collectes biographiques*, INED, 59-73. Méthodes et savoirs. Groupe de réflexion sur l'approche biographique.
- Couty, Philippe. 1987. « La production agricole en Afrique subsaharienne : manières de voir et façons d'agir ». *Cahiers des Sciences Humaines* 23 (3/4): 391-408.
- Cusset, Pierre-Yves. 2011. *Le lien social*. 2e édition. Domaines et approches. Paris: A. Colin. 128 p.
- Dauvin, Pascal, et Johanna Siméant. 2001. « Travailler sur l'humanitaire par entretiens – Retour sur une « méthode » ». *Mots* 65 (1): 117-33. <https://doi.org/10.3406/mots.2001.2490>.
- De Gourcy, Constance de. 2013. « Partir, rester, habiter : le projet migratoire dans la littérature exilaire ». *Revue européenne des migrations internationales* Vol. 29 (4): 43-57.
- De Grammont, Hubert C. 2004. « La nueva ruralidad en America Latina ». *Revista Mexicana de Sociología* 66: 279-300. <https://doi.org/10.2307/3541454>.
- De Haas, Hein. 2010. « Migration and Development: A Theoretical Perspective ». *International Migration Review* 44 (1): 227-64. <https://doi.org/10.1111/j.1747-7379.2009.00804.x>.
- De Tapia, Stéphane. 2014. « Immigrations turques en Europe : typologies des espaces et des réseaux ». In *Migrations et mobilités internationales : la plate-forme turque*, par Paul Dumont, Jean-François Pérouse, et Samim Akgönül, 30-77. La Turquie aujourd'hui. Istanbul: Institut français d'études anatoliennes. <http://books.openedition.org/ifeagd/257>.
- Déchaux, Jean-Hugues. 2009. *Sociologie de la famille*. Repères. Paris: La Découverte. 126 p.
- Del Carmen Blanco Artola, Josefa, et Alcibíadez Hernández. 2002. « Nicaragua ». In *Informes nacionales sobre migración internacional en países de Centroamérica*, par Cristián Doña Revecó et Jorge Martínez Pizarro, CEPAL, 185-217. Serie Seminarios y Conferencias 24. Santiago de Chile.
- Del Rey, Alberto, et André Quesnel. 2005. « Migración interna y migración internacional en las estrategias familiares de reproducción. El caso de las poblaciones rurales del sur del estado de Veracruz, México ». *Papers de demografia*, n° 259: 1.
- . 2009. « Dynamiques intrafamiliales et migration internationale, obligations et ancrage des migrants du Veracruz (Mexique) ». In *Migrants des Suds*, par Virginie Baby-Collin, Geneviève Cortes, et Laurent Faret, 327-48. Paris: IRD.

Bibliographie

- Delaunay, Daniel, et Jean-Marc Fournier. 2014. « Mesurer le capital de mobilité pour évaluer les différenciations sociodémographiques et intra-urbaines de l'accessibilité, Measuring the Capital of Mobility to Estimate the Intra-Urban and Sociodemographic Differentiations of Accessibility. The Case of the Metropolitan Area of Santiago de Chile ». *Revue Tiers Monde*, n° 218 (juillet): 131-49.
- Delgado, Maritza. 2010. *El bono demográfico y sus efectos sobre el desarrollo económico y social de Nicaragua*. Managua: UNFPA, CEPAL-CELADE. 58 p.
- Di Méo, Guy. 1996. *Les territoires du quotidien*. Géographie sociale. Paris: Editions L'Harmattan. 208 p.
- . 1999. « Géographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales. » *Cahiers de géographie du Québec* 43 (118): 75-93.
- Dia, Hamidou. 2008. « Villages multi-situés du Fouta-Toro en France : le défi de la transition entre générations de caissiers, lettrés et citadins ». *Revue Asylon(s)*, n° 3. <http://www.reseau-terra.eu/article713.html>.
- . 2010. « Les villages “multi-situés” sénégalais face à la nouvelle configuration migratoire mondiale ». *Hommes et Migrations* 4 (1286-1287): 234-44.
- Diome, Fatou. 2010. *Celles qui attendent*. Flammarion. 336 p.
- Doña Reveco, Cristián, et Jorge Martínez Pizarro. 2002. « Informes nacionales sobre migración internacional en países de Centroamérica ». 24. Serie Seminarios y Conferencias. Santiago: CEPAL. 264 p.
- Dufumier, Marc. 1983. « La question agraire au Nicaragua ». *Tiers-Monde* 24 (95): 597-608. <https://doi.org/10.3406/tiers.1983.4314>.
- . 2006. « Diversité des exploitations agricoles et pluriactivité des agriculteurs dans le Tiers Monde ». *Cahiers Agricultures* 15 (6): 584-88. <https://doi.org/10.1684/agr.2006.0028>.
- Dumont, Antoine. 2010. « L'état des recherches sur les associations de migrants internationaux ». *Revue européenne des migrations internationales* 26 (2): 117-37. <https://doi.org/10.4000/remi.5147>.
- Dupont, Véronique, et Françoise Dureau. 1994. « Rôle des mobilités circulaires dans les dynamiques urbaines. Illustrations à partir de l'Équateur et de l'Inde ». *Tiers-Monde* 35 (140): 801-29. <https://doi.org/10.3406/tiers.1994.4921>.
- Durand, Jorge. 1986. « Circuitos migratorios en el occidente de Mexico ». *Revue Européenne des Migrations Internationales* 2 (2): 49-67. <https://doi.org/10.3406/remi.1986.1098>.
- Dureau, Françoise. 1991. « À propos de l'analyse des systèmes résidentiels: présentation de l'enquête Migrations réalisée à Quito (Equateur) en décembre 1987. » présenté à Migrations, changements sociaux et développement, Quito, Equateur.
- . 2002. « Les systèmes résidentiels : concepts et applications ». In *L'accès à la ville : les mobilités spatiales en questions*, édité par J.P. Lévy, Françoise Dureau, et A. Bieber, 355-82. Habitat et Sociétés. Paris: L'Harmattan.
- . 2013. « À l'origine de ces journées, une série d'interrogations sur les rapports entre mobilité et immobilité ». *e-Migrinter*, n° 11: 7-14. <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.212>.
- EIL-SV. 2016. « Las trabajadoras(es) de la industria maquiladora en Centroamérica ». Equipo de Investigaciones Laborales y la Red de Solidaridad de la Maquila. 28 p.
- Ellis, Frank. 1998. « Household strategies and rural livelihood diversification ». *The Journal of Development Studies* 35 (1): 1-38. <https://doi.org/10.1080/00220389808422553>.
- Eloy, Ludivine. 2005. « Entre ville et forêt : le futur de l'agriculture amérindienne en question. Transformations agraires en périphérie de São Gabriel da Cachoeira, Nord-ouest

Bibliographie

- amazonien, Brésil ». Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris 3. <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00124085>.
- Eloy, Ludivine, et François-Michel Le Tourneau. 2009. « L'urbanisation provoque-t-elle la déforestation en Amazonie ? Innovations territoriales et agricoles dans le nord-ouest Amazonien (Brésil) ». *Annales de Géographie* n° 667 (3): 204-27. <https://doi.org/10.3917/ag.667.0204>.
- Envío. 1984. « La familia nicaragüense en proceso de cambio ». *Envío*, n° 34. <http://www.envio.org.ni/articulo/419>.
- . 1987. « Movimiento Cooperativo: los campesinos dan un nuevo giro ». *Envío*, n° 72. <http://www.envio.org.ni/articulo/524>.
- Eremenko, Tatiana. 2013. « Les migrations, une affaire de famille ? » *EspacesTemps.net*, [en ligne].
- Faist, Thomas. 2000. *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*. Oxford; Oxford; New York: Clarendon Press ; Oxford University Press. 380 p.
- Falzon, Mark-Anthony. 2009. *Multi-Sited Ethnography: Theory, Praxis and Locality in Contemporary Research*. Ashgate Publishing. Routledge. 304 p.
- Fanjul Lizarralde, Cecilia, María Marvis Jirón, et Zoilamérica Narváez. 2014. *La explotación sexual comercial de niñas, niños y adolescentes en Nicaragua. Tres aproximaciones: Granada, Somotillo y Waspam*. 1^{re} éd. Managua: Iepp. 70 p.
- FAO. 2004. « Proyecto piloto: “uso de remesas”, como una herramienta de apoyo para la toma de decisiones en proyectos productivos, la seguridad alimentaria y el apalancamiento de inversiones para el desarrollo agropecuario en Nicaragua ». Managua: FAO. 13 p.
- . 2013. « Tomo I. Estudio de caracterización del Corredor Seco Centroamericano (Países CA-4) ». Rome: FAO. 90 p.
- . 2013. « Tomo II. Anexos del estudio de caracterización del Corredor Seco Centroamericano (Países CA-4) ». Rome: FAO. 219 p.
- Faret, Laurent. 2003. *Les territoires de la mobilité : migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*. Paris: CNRS éditions. 347 p.
- . 2007. « Temporalidades y espacios de la circulación migratoria entre México y Estados Unidos ». In *Globalización y localidad : Espacios, actores, movilidades e identidades*, par Pascal Labazée et Margarita Estrada Iguiniz, 329-48. D'Amérique latine. Marseille: IRD Éditions. <http://books.openedition.org/irdeditions/26933>.
- . 2018. « Enjeux migratoires et nouvelle géopolitique à l'interface Amérique latine-États-Unis ». *Herodote* N° 171 (4): 89-105. <https://doi.org/10.3917/her.171.0089>.
- Favret-Saada, Jeanne. 2009. « Être affecté ». In *Désorceler*, par Jeanne Favret-Saada, 128. Penser-Rêver. Editions de l'Olivier.
- Feldman, Nehara. 2013. « Division sexuelle du travail et mobilités géographiques féminines ». *Géocarrefour* 88 (2): 97-106. <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9015>.
- Ferilli, Laura. 2014. « Prendre le risque d'être affectée ». *SociologieS*. <http://journals.openedition.org/sociologies/4751>.
- Fernández Poncela, Anna M. 1999. « Arreglos y desarreglos familiares (Centroamerica y Nicaragua) ». *Revista Chilena de Antropología*, n° 15: 131-44. <https://doi.org/10.5354/0719-1472.2012.17959>.
- Fernández-Armesto, Felipe. 2014. *Our America: A Hispanic History of the United States*. 1^{re} éd. New York: W. W. Norton & Company. 416 p.
- Ferraton, Nicolas, et Isabelle Touzard. 2009. *Comprendre l'agriculture familiale. Diagnostic des systèmes de production*. Agricultures tropicales en poche. Editions Quae. 132 p.

Bibliographie

- Fliche, Benoît. 2006. « Le nomade, le saisonnier et le migrant une culture de la mobilité en anatolie centrale ? » *Études rurales*, n° 177: 109-20. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.8293>.
- Fournier, Pierre. 2006. « Le sexe et l'âge de l'ethnologue: éclairants pour l'enquêté, contraignants pour l'enquêteur ». *ethnographiques.org*, n° 11: [en ligne].
- Fréguin-Gresh, Sandrine, et Geneviève Cortes. 2018. « Politiques publiques et sécurité alimentaire au Nicaragua: Trajectoires socio-historiques et défis actuels ». In *Politiques agricoles et action publique en Amérique du Sud*, 19. Montpellier.
- Fréguin-Gresh, Sandrine, Geneviève Cortes, Anaïs Trousselle, Jean-Michel Sourisseau, et Hélène Guétat-Bernard. 2015. « Le système familial multilocalisé. Proposition analytique et méthodologique pour interroger les liens entre migrations et développement rural au Sud ». *Mondes en développement* n° 172 (4): 13-32. <https://doi.org/10.3917/med.172.0013>.
- Fréguin-Gresh, Sandrine, Lissania Padilla, Karen Pavon, Douglas Elizondo, Geneviève Cortes, Valentina Banoviez Urrutia, Alissia Lourme Ruiz, Sandrine Dury, et Emmanuelle Bouquet. 2019. « Explorer les liens entre agriculture, migration et sécurité alimentaire : une enquête auprès de ménages agricoles diversifiés et multilocalisés du nord-ouest du Nicaragua ». *Cahiers Agricultures* 28: 9. <https://doi.org/10.1051/cagri/2019009>.
- Fréguin-Gresh, Sandrine, et Francisco J. Pérez. 2018. « Agricultura Familiar y Capitalismo Agrario en las Políticas Públicas de Nicaragua: entre Dualidad y Compromisos ». *Revista Raíces* 38 (1): 65-79.
- Fréguin-Gresh, Sandrine, Anaïs Trousselle, et Geneviève Cortes. 2015. « L'agriculture familiale diversifiée et multilocalisée au Nicaragua. » In *Diversité des agricultures familiales. Exister, Se transformer, devenir*, édité par Pierre-Marie Bosc, Jean-Michel Sourisseau, Philippe Bonnal, Pierre Gasselin, Elodie Valette, et Jean-François Bélières, 1^{re} éd., 95-110. Nature et société. Editions Quae.
- Fréguin-Gresh, Sandrine, Anaïs Trousselle, Jean-François Le Coq, et Francisco José Perez. 2012. « Archipiélagos familiares rurales en Nicaragua: la realidad del bono demográfico ante el cambio estructural y la globalización ». présenté à World Rural Sociology Congress, Lisbonne, Portugal.
- Frémont, A., J. Chevalier, R. Héryn, et J. Renard. 1984. *Géographie sociale*. Paris. 387 p.
- Fruitero, A., et C. Wennerholm. 2008. « Migración Nicaragüense: un análisis con perspectiva de género. » 6. Cuadernos de Género para Nicaragua. Banque Mondiale. 23 p.
- Gallo, Ester. 2009. « In the right place at the right time? Reflections on multi-sited ethnography in the age of migration ». In *Multi-sited ethnography: theory, praxis and locality in contemporary research*, par Mark-Anthony Falzon, Ashgate Publishing, 87-102. Routledge.
- García Urbina, Alma. 2009. « Nicaragua. Medición e información de la emigración internacional a partir del Censo de Población 2005. » Serie Población y desarrollo. Managua: UNFPA. 50 p.
- García-Ponce, Omar, et Hannah Postel. 2015. « Violence and Paranoia in the US–Mexico Borderlands ». Center For Global Development. 2015. <https://www.cgdev.org/blog/violence-and-paranoia-us%E2%80%93mexico-borderlands>.
- Gasselin, Pierre. 2016. « Modèles de développement et coexistence des modèles agricoles et alimentaires Propos introductif ». novembre 2016.
- Gasselin, Pierre, Michel Vaillant, et Benjamin Bathfield. 2012. « The activity system. A position paper ». In *INRA*. Aarhus, Denmark. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00742998/document>.

Bibliographie

- . 2014. « Le système d'activité. Retour sur un concept pour étudier l'agriculture en famille ». In *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre*, édité par P. Gasselín, J.-P. Choisis, S. Petit, F. Purseigle, et S. Zasser, 101-22. EDP Sciences.
- Gastellu, Jean-Marc. 1980. « Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ». *ORSTOM, série Sciences Humaines* 17 (1-2): 3-11.
- Ghasarian, Christian. 2002a. *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive*. Collection U. Armand Colin. 249 p.
- . 2002b. « Sur les chemins de l'ethnographie réflexive ». In *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, par Christian Ghasarian, 5-33. Paris: Armand Colin.
- Giarraca, Norma, éd. 2001. « Una nueva ruralidad en América Latina? » In. Buenos Aires: CLACSO, Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales.
- Giband, David, et Bertrand Lemartinel. 2009. « La « nouvelle vague hispanique » aux États-Unis, de l'effet frontière à la figure de la diffusion ». *Annales de géographie* 667 (3): 270-93. <https://doi.org/10.3917/ag.667.0270>.
- Glick, Paul C., et Robert Parke. 1965. « New Approaches in Studying the Life Cycle of the Family ». *Demography* 2 (1): 187-202. <https://doi.org/10.2307/2060113>.
- Glick Schiller, Nina, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton. *Towards a Transnational Perspective on Migration: Race, Class, Ethnicity, and Nationalism Reconsidered*. Annals of the New York Academy of Sciences 645. New York: New York Academy of Sciences. 258 p.
- Glick Schiller, Nina, et Georges E. Fouron. 2001. « The Generation of Identity : Redefining the Second Generation Within a Transnational Social Field ». In *Migration, Transnationalization and Race in a Changing New York*, par Hector R. Cordero-Guzman, Robert C. Smith, et Ramon Grosfoguel, 58-86. Philadelphia: Temple University Press.
- Golaz, Valérie. 2005. « Enquête biographique et démarche ethnographique: des outils complémentaires pour l'étude du changement social ». Tours, Paris, IUSSP, INED. 13 p. http://scholar.google.fr/citations?view_op=view_citation&hl=fr&user=a1GnhSUAAAAJ&citation_for_view=a1GnhSUAAAAJ:qjMakFHDy7sC.
- Gonda, Noémie. 2004. « ¿cómo asegurar los derechos y el acceso a la tierra a los campesinos en un contexto de políticas de tierras nacionales desfavorables? Estudio de las dinámicas de tierras y propuestas de acciones en el municipio de Cinco Pinos, departamento de Chinandega, Nicaragua ». IRAM.
- Gonin, Alexis, et Bernard Tallet. 2012. « Quel avenir pour l'élevage dans le bassin cotonnier de l'Ouest du Burkina Faso? Dynamiques agro-pastorales et recompositions territoriales ». *Autrepart* 60 (1): 95-110.
- Gonin, Patrick, Nathalie Kotlok, et Stéphanie Lima. 2011. « Entre réseaux et territoires, des mobilisations multiscalaires pour le développement. Réseaux migratoires et communes rurales dans la région de Kayes, Mali ». *Espace populations sociétés. Space populations societies*, n° 2011/2: 265-78. <https://doi.org/10.4000/eps.6887>.
- GRAB. 2006. *Etats flous et trajectoires complexes*. Méthodes et savoirs 5. INED. 301 p.
- . 2009. *Biographies d'enquêtes. Bilan de 14 collectes biographiques*. Méthodes et savoirs 3. INED. 340 p.
- Granovetter, Mark S. 1973. « The Strength of Weak Ties ». *American Journal of Sociology* 78 (6): 1360-80.
- Grigsby V., Arthur H., et Francisco J. Pérez. 2007. « Structural Implications of Economic Liberalization on Agriculture and Rural Development ». RuralStruc Program - Phase I. Managua, Nicaragua: Nitlapán. 128 p.
- Gros, Christian. 1989. « Nicaragua : un projet d'autonomie pour la Côte Atlantique. De la question régionale à la problématique ethnique ». In *Pouvoir local, régionalismes*,

Bibliographie

- décentralisation : Enjeux territoriaux et territorialité en Amérique latine*, édité par Jean Revel-Mouroz, 459-70. Travaux et mémoires. Paris: Éditions de l'IHEAL. <http://books.openedition.org/iheal/1180>.
- Grossetti, Michel. 2006. « L'imprévisibilité dans les parcours sociaux. » *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 120: 5-28. <https://doi.org/10.3917/cis.120.0005>.
- Groupe de recherches « interfaces ». 2008. « L'interface : contribution à l'analyse de l'espace géographique ». *L'Espace géographique* Tome 37 (3): 193-207. <https://doi.org/10.3917/eg.373.0193>.
- Guarnizo, Luis Eduardo. 1997. « The Emergence of a Transnational Social Formation and The Mirage of Return Migration Among Dominican Transmigrants ». *Identities* 4 (2): 281-322. <https://doi.org/10.1080/1070289X.1997.9962591>.
- Guarnizo, Luis Eduardo, et Luz Marina Diaz. 1999. « Transnational migration: a view from Colombia ». *Ethnic and Racial Studies* 22 (2): 397-421. <https://doi.org/10.1080/014198799329530>.
- Gubert, Flore. 2000. « Migration et gestion collective des risques. L'exemple de la région de kayes (Mali) ». Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Clermont-Ferrand: Université de Clermont-Ferrand 1.
- Guétat-Bernard, Hélène. 2005. « Mobilités spatiales des femmes bamiléés du Cameroun : des médiations et des continuums ». In *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*, par Guénola Capron, Geneviève Cortes, et Hélène Guétat-Bernard, 63-80. Mappemonde. Paris: Belin.
- . 2007. « Développement, mobilités spatiales, rapports de genre : une lecture des dynamiques des ruralités contemporaines (Inde du sud, Ouest Cameroun, Amazonie brésilienne) ». Habilitation à Diriger des Recherches, Toulouse: Université de Toulouse 2-Le Mirail. 384 p.
- Guilmoto, Christophe Z., et Frédéric Sandron. 1999. « Approche institutionnelle de la migration dans les pays en développement ». *Économie rurale* 252 (1): 47-54. <https://doi.org/10.3406/ecoru.1999.5100>.
- . 2003. *Migration et développement*. Etudes de la Documentation française - Société. Paris: La Documentation française. 142 p.
- Guinau, Marta, Raimon Pallàs, et Joan Manuel Vilaplana. 2005. « A feasible methodology for landslide susceptibility assessment in developing countries: A case-study of NW Nicaragua after Hurricane Mitch ». *Engineering Geology* 80 (3-4): 316-27. <https://doi.org/10.1016/j.enggeo.2005.07.001>.
- Hardy, Sébastien. 2005. « Intégration pacifique et autonomie atlantique au Nicaragua (Integration and autonomy in Nicaragua, Pacific versus Atlantic) ». *Bulletin de l'Association de Géographes Français* 82 (4): 422-32. <https://doi.org/10.3406/bagf.2005.2476>.
- Harmeling, Sven, et David Eckstein. 2012. « Global Climate Risk Index 2013. Who Suffers Most from Extreme Weather Events? Weather-Related Loss Events in 2011 and 1992 to 2011. » German Watch. 28 p.
- Hélaridot, Valentine. 2006. « Parcours professionnels et histoires de santé : une analyse sous l'angle des bifurcations ». *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 120: 59-83. <https://doi.org/10.3917/cis.120.0059>.
- Hernández-León, Rubén. 2008. *Metropolitan Migrants: The Migration of Urban Mexicans to the United States*. 1^{re} éd. University of California Press. 272 p. <https://www.jstor.org/stable/10.1525/j.ctt1ppt4t>.
- . 2012. « L'industrie de la migration. Organiser la mobilité dans le système migratoire Mexique-États-Unis ». *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1296: 34-44. https://doi.org/10.1007/978-3-319-98749-1_2.

Bibliographie

- Herrera, Gioconda. 2016. « Trabajo doméstico, cuidados y familias transnacionales en América Latina: reflexiones sobre un campo en construcción ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n° 31. <http://journals.openedition.org/alhim/5430>.
- Hochschild, Russel Arlie. 2000. « Global Care Chains and Emotional Surplus Value ». In *On the Edge: Living with Global Capitalism*, par Anthony Giddens et Will Hutton, 130-46. London: Jonathan Cape Ltd.
- Hondagneu-Sotelo, Pierrette, et Ernestine Avila. 1997. « “I’m Here, but I’m There”: The Meanings of Latina Transnational Motherhood ». *Gender and Society* 11 (5): 548-71.
- Imbert, Christophe, et Eva Lelièvre. 2014. « Les inscriptions spatiales multiples et le territoire de la famille : mesure et diversité. » In *Proceedings du 2e colloque international du CIST*, 229-34. Paris.
- Imbert, Christophe, Éva Lelièvre, et David Lessault. 2018. *La famille à distance. Mobilités, territoires et liens familiaux*. Inéd. Paris. 373 p.
- INEC. 2006. *VIII Censo de Población y IV de Vivienda. Población. Municipios*. Vol. IV. Managua, Nicaragua. 551 p.
- . 2010. « Población nacida en el extranjero en la república, por grupos de edad, según sexo y país de nacimiento: censo 2010 ». 2010.
- INETER. 2000. « División política administrativa del país ». Managua, Nicaragua: INETER.
- . 2007. « Caracterización climática del departamento de Chinandega ». Managua: INETER. 61 p.
- . 2012. « Clima de Nicaragua ». INETER. 2012. <http://servmet.ineter.gob.ni/Meteorologia/climadenicaragua.php>.
- INIDE. 2008. « Plan Nacional de Desarrollo Humano 2008-2012 ». Managua: INIDE. 248 p. <http://www.pndh.gob.ni/documentos/Plan%20Nacional%20de%20Desarrollo%20Humano%202008-2012-Nicaragua.pdf>.
- . 2012. « Plan Nacional de Desarrollo Humano 2012-2016 ». Managua: INIDE. 203 p. <http://www.pndh.gob.ni/>.
- . 2016. *Anuario estadístico 2015*. 410 p.
- . 2017. « Informe de empleo. Encuesta continua de hogares. II Trimestre 2017. » Managua: INIDE. 26 p.
- Insee. 2016. « Définition - Famille recomposée ». 2016. <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1315>.
- IRAM. 2000. « Estudios sobre la tenencia de la tierra. Parte I: Marco Legal Institucional ». 1. Managua: IRAM. 151 p.
- Itzigsohn, José, et Silvia Giorguli Saucedo. 2002. « Immigrant Incorporation and Sociocultural Transnationalism ». *International Migration Review* 36 (3): 766-98.
- Jahel, Camille. 2013. « Concentration des ressources et mutations du système agraire dans une zone historiquement agro-exportatrice du Nicaragua. Analyse diagnostic dans la région de Chinandega. » université Paris ouest Nanterre La Défense, AgroParisTech. 84 p.
- Kaufmann, Vincent, et Christophe Jemelin. 2008. « La motilité, une forme de capital permettant d’éviter les irréversibilités socio-spatiales ». In *Espaces en transactions*, par Raymonde Séchet, Isabelle Garat, et Djemila Zeneidi, 83-91. Géographie sociale. Rennes: Presses universitaires de Rennes.
- Kearney, Michael. 1991. « Borders and Boundaries of State and Self at the End of Empire ». *Journal of Historical Sociology* 4 (1): 52–74. <https://doi.org/10.1111/j.1467-6443.1991.tb00116.x>.
- Kellerhals, Jean, Pierre-Yves Troutot, et Emmanuel Lazega. 1984. *Microsociologie de la famille*. Vol. 2148. Presses universitaires de France. 128 p.
- Kinloch Tijerino, Frances. 2012. *Historia de Nicaragua*. 4e édition. Managua, Nicaragua: Instituto de Historia de Nicaragua y Centroamérica. 404 p.

Bibliographie

- Kivisto, Peter. 2001. « Theorizing transnational immigration: a critical review of current efforts ». *Ethnic and Racial Studies* 24 (4): 549-77. <https://doi.org/10.1080/01419870120049789>.
- Lacroix, Thomas. 2013. « Deux décennies de transnationalisme associatif: continuités et changement ». *Hommes & migrations. Revue française de référence sur les dynamiques migratoires*, n° 1303: 101-10. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2565>.
- . 2014. « Conceptualizing Transnational Engagements: A Structure and Agency Perspective on (Hometown) Transnationalism ». *International Migration Review* 48 (3): 643-79. <https://doi.org/10.1111/imre.12105>.
- Landy, Frédéric. 1994. *Paysans de l'Inde du Sud: le choix et la contrainte*. Karthala, Institut français de Pondichéry. 502 p.
- Lara Flores, Sara María. 1996. « Mercado de trabajo rural y organización laboral en el campo mexicano ». In *Neoliberalismo y organización social en el campo mexicano*, par Hubert C. Carton De Grammont, 69-112. Mexico: Plaza y Valdés. <http://ru.iis.sociales.unam.mx:8080/jspui/handle/IIS/4983>.
- . 1998. *Nuevas experiencias productivas y nuevas formas de organización flexible del trabajo en la agricultura mexicana*. Mexico: Juan Pablos Editor. <http://ru.iis.sociales.unam.mx:8080/jspui/handle/IIS/4917>.
- . 2014. « Savoir gérer la distance et la précarité : les salariés agricoles au Mexique ». *Migrations Societe* N° 153-154 (3): 197-209.
- Laslett, Peter, et Antoinette Chamoux. 1972. « La famille et le ménage: approches historiques ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 27 (4): 847-72. <https://doi.org/10.3406/ahess.1972.422570>.
- Laurent, Catherine, Stéphane Cartier, Camille Fabre, Patrick Mundler, Danièle Ponchelet, et Jacques Rémy. 1998. « L'activité agricole des ménages ruraux et la cohésion économique et sociale ». *Économie rurale* 244 (1): 12-21.
- Laurent, Catherine, Françoise Maxime, Armelle Mazé, et Muriel Tichit. 2003. « Multifonctionnalité de l'agriculture et modèles de l'exploitation agricole ». *Economie rurale* 273 (1): 134-52.
- Laurent, Catherine, et Marie-Françoise Mouriaux. 1999. « La multifonctionnalité agricole dans le champ de la pluriactivité ». *La lettre du centre d'études de l'emploi*, n° 59: 1-10.
- Lautier, Bruno. 2006. « Mondialisation, travail et genre : une dialectique qui s'épuise ». *Cahiers du Genre* n° 40 (1): 39-65. <https://doi.org/10.3917/cdge.040.0039>.
- Lazega, Emmanuel. 2014. *Réseaux sociaux et structures relationnelles*. 3^e éd. Que sais-je ? Paris: PUF. 128 p.
- Le Bris, Émile, Alain Marie, Annick Osmont, et Alain Sinou. 1985. « Résidence, stratégies, parenté dans les villes africaines ». *Les Annales de la Recherche Urbaine* 25 (1): 13-30. <https://doi.org/10.3406/aru.1985.1148>.
- Le Gall, Josiane. 2005. « Familles transnationales : bilan des recherches et nouvelles perspectives ». *Les Cahiers du Gres* 5 (1): 29-42. <https://doi.org/10.7202/010878ar>.
- Le Gall, Josiane, et Catherine Therrien. 2013. « Introduction. Lien conjugal, migration et transnationalisme : reconfiguration des formes de conjugalité et impacts sur les processus d'intégration et de construction identitaire ». *Diversité urbaine* 13 (2): 3-8. <https://doi.org/10.7202/1025158ar>.
- Le Gall, Julie. 2011. « Buenos Aires maraîchère : une Buenos Aires bolivienne ? Le complexe maraîcher de la Région métropolitaine à l'épreuve de nouveaux acteurs ». Université Panthéon-Sorbonne - Paris I; Universidad de Buenos Aires. 774 p.
- Le Gléau, Jean-Pierre, Denise Pumain, et Thérèse Saint-Julien. 1996. « Villes d'Europe : à chaque pays sa définition ». *Economie et Statistique* 294 (1): 9-23. <https://doi.org/10.3406/estat.1996.6079>.

Bibliographie

- Leclerc, Jacques. 2007. « La côte Atlantique du Nicaragua ». *La langue des autres*, 1.
- Lee, Sang Eun. 2009. « Development, Despair, and Farm Work: South-South Migration in Costa Rica's Export Agriculture ». Berkeley: Department of Environmental Science Policy and Management, Division of Society and Environment, University of California. 387 p.
- Lelièvre, Eva. 1999. « Collecter des données de mobilité : des histoires migratoires aux biographies d'entourage ». *Espace, populations, sociétés* 17 (2): 195-205. <https://doi.org/10.3406/espos.1999.1885>.
- Léonard, Éric. 1995. *De vaches et d'hirondelles. Grands éleveurs et paysans saisonniers au Mexique*. À Travers Champs. Editions de l'ORSTOM. 326 p.
- . 2014. « Des systèmes agraires à une proposition de géographie institutionnelle. Volume 3. Dynamique du changement légal et construction territoriale dans les Tuxtlas (Mexique) ». Paris: Université Paris 1 Panthéon-La Sorbonne. 424 p.
- Lesourd, Michel. 1997. « L'archipel rural africain en mouvement ». In *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*, par Jean-Marc Gastellu et Jean-Yves Marchal, 363-80. Montpellier: ORSTOM.
- Levard, Laurent. 1994. « Nicaragua: los cambios técnicos bloqueados por las relaciones de fuerza política ». In *Agriculturas y campesinados de América Latina: mutaciones y recomposiciones*, par Thierry Linck. México: Fondo de Cultura Económica, ORSTOM, GRAL.
- Levard, Laurent, Yuri L Marin, Francisco José Perez, Alfredo Ruiz Garcia, et Hector Luis Serra. 2000. « Potenciales y limitantes para el desarrollo agropcuario en el municipio de Somotillo ». Managua: FIDA, Nitlapan, UCA. 148 p.
- Levitt, Peggy. 1998. « Social Remittances: Migration Driven Local-Level Forms of Cultural Diffusion ». *The International Migration Review* 32 (4): 926-48. <https://doi.org/10.2307/2547666>.
- . 2001. *The transnational villagers*. University of California Press. Berkeley et Los Angeles. 294 p.
- Levitt, Peggy, et Nadya B. Jaworsky. 2007. « Transnational Migration Studies: Past Developments and Future Trends ». *Annual Review of Sociology* 33 (1): 129-56. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.33.040406.131816>.
- Levitt, Peggy, Jocelyn Viterna, Armin Mueller, et Charlotte Lloyd. 2017. « Transnational social protection: setting the agenda ». *Oxford Development Studies* 45: 1-18. <https://doi.org/10.1080/13600818.2016.1239702>.
- Lima, Stéphanie. 2000. « Territorialités en mouvement. Migration, décentralisation, développement dans la région de Kayes, Mali ». *Revue Hommes et migrations*, n°1286-1287: 258-67.
- Lindert, Peter H., et Jeffrey G. Williamson. 2002. « Mondialisation et inégalité : une longue histoire ». *Revue d'économie du développement* 10 (1): 7-41. <https://doi.org/10.3917/edd.161.0007>.
- Loría Bolaños, Rocío, et Timo Partanen. 2011. « La recolección del café, una labor por visibilizar ». Organización Iberoamericana de Seguridad Social (OISS) y del Instituto de Seguridad e Higiene en el Trabajo de España. 10 p.
- Ma Mung, Emmanuel. 1999. « La dispersion comme ressource ». *Cultures & Conflits*, n° 33-34. <https://doi.org/10.4000/conflits.225>.
- . 2009. « Le point de vue de l'autonomie dans l'étude des migrations internationales : "penser de l'intérieur" les phénomènes de mobilité ». In *Les mondes de la mobilité*, édité par Françoise Dureau et Marie-Antoinette Hily, 25-38. Presses de l'Université de Rennes. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01075325>.

Bibliographie

- Ma Mung, Emmanuel, Mohamed Kamel Dorai, Marie-Antoinette Hily, et Frantz Loyer. 1998. « La circulation migratoire. Bilan des travaux. Synthèse ». *Migrations études, revue de synthèse sur l'immigration et la présence étrangère en France*, n° 84: 1-12.
- Maaoui, Magda. 2012. « La chance aux chanceux. L'accueil des migrants en territoire rural : l'exemple de Los Santos, Costa Rica. » Mémoire de Master 1, ENS Lyon.
- Maguid, Alicia Mirta. 2008. *La emigración internacional a través de los censos en países de origen: evaluación de resultados y recomendaciones*. Serie población y desarrollo 86. Santiago de Chile: Nations-Unies, CEPAL. 66 p. https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/7226/1/S0800722_es.pdf.
- Maldidier, Christobal, et Peter Marchetti. 1996. *El campesino-finquero y el potencial economico del campesinado nicaragüense*. Managua: Instituto Nitlapan. 174 p.
- Mangen, David J., Vern L. Bengtson, et Pierre H. Landry. 1988. *Measurement of intergenerational relations*. Londres: Sage Publications. 256 p.
- Marcus, George E. 2002. « Au-delà de Malinowski et après Writing Culture : à propos du futur de l'anthropologie culturelle et du malaise de l'ethnographie ». *ethnographiques.org*, 1-10.
- Martí I Puig, Salvador. 1997. « ¿La última rebelión campesina? Revolución y contrarrevolución en Nicaragua, 1979-1987. » Maestría en Historia Latinoamericana, Universidad internacional de Andalucía. 171 p.
- Martin, Claude. 2002. « Les solidarités familiales : bon ou mauvais objet sociologique ». In *Les solidarités familiales en question : entraide et transmission*. Vol. 34. Droit et société. Paris: Maison des Sciences de l'Homme.
- Martínez Buján, Raquel. 2016. « L'expérience du retour des migrants boliviens depuis l'Espagne : la prise de décision et la réinsertion dans leur pays d'origine à partir de la perspective de genre ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n°31: [en ligne].
- Massey, Douglas S., Joaquin Arango, Graeme Hugo, Ali Kouaouci, Adela Pellegrino, et J. Edward Taylor. 1993. « Theories of International Migration: A Review and Appraisal ». *Population and Development Review* 19 (3): 431-66. <https://doi.org/10.2307/2938462>.
- . 1998. *Worlds in Motion: Understanding International Migration at the End of the Millennium*. 1^{re} éd. Clarendon Press.
- Massey, Douglas S., et Felipe García España. 1987. « The Social Process of International Migration ». *Science* 237 (4816): 733-38. <https://doi.org/10.1126/science.237.4816.733>.
- Mazoyer, Marcel, et Laurence Roudart. 2002. *Histoire des agricultures du monde : Du néolithique à la crise contemporaine*. Paris: Seuil. 705 p.
- Mbembé, Achille. 2005. « À la lisière du monde : frontières, territorialité et souveraineté en Afrique ». In *Le territoire est mort : vive les territoires ! : une refabrication au nom du développement*, par Benoît Antheaume et Frédéric Giraut, 47-77. Paris: IRD.
- Medina-Nicolas, Lucile. 2007. « La Route Interaméricaine au prisme de l'intégration régionale : vers un décloisonnement progressif des frontières de l'Amérique centrale ». *Flux* n° 70 (4): 20. <https://doi.org/10.3917/flux.070.0020>.
- Mekki, Ali. 2012. « Les maisons des migrants kabyles au cours des "trois âges de l'émigration" ». *Hommes & Migrations*, n° 1298: 42-53. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.1875>.
- Mélice, Anne. 2006. « Un terrain fragmenté: Le kimbanguisme et ses ramifications ». *Civilisations*, n° 54: 67-76. <https://doi.org/10.4000/civilisations.333>.
- Membreño Idiáquez, Marcos. 2001. « Cincuenta años de migraciones internas y externas (1950-2000) ». *Encuentro*, n° 59: 92-112.
- Menjídvar, Cecilia. 2000. *Fragmented Ties: Salvadoran Immigrant Networks in America*. 1^{re} éd. Berkeley: University of California Press. 322 p.

Bibliographie

- Mercandalli, Sara. 2013. « Le rôle complexe des migrations dans les reconfigurations des systèmes d'activités des familles rurales : la circulation comme ressource ? Cas de la localité de Leonzone, Mozambique 1900-2010. » Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Paris: Université de Paris-Sud 11. 499 p.
- Mercier, Delphine. 1997. « Les "capitaux hirondelles": les formes d'organisation des entreprises Maquiladoras du nord du Mexique (Monterrey) : la circulation des hommes et des techniques ». Thèse de doctorat en Sociologie, Paris: Université Paris Nanterre. 492 p.
- . 2009. « Affranchissement et exception au coeur des frontières profitables Le cas des zones franches d'exportation industrielle en Amérique centrale ». *Critique économique*, n° 25: 109-32.
- Merla, Laura. 2011. « Familles salvadoriennes à l'épreuve de la distance: solidarités familiales et soins intergénérationnels ». *Autrepart*, n° 57-58: 145-62. <https://doi.org/10.3917/autr.057.0145>.
- Merla, Laura, et Loretta Baldassar. 2010. « Les dynamiques de soin transnationales : entre émotions et considérations économiques ». *Recherches sociologiques et anthropologiques* 41 (1): 1-14.
- Merla, Laura, et Florence Degavre. 2016. « Le concept de défamilialisation à l'épreuve du care transnational. L'exclusion des travailleuses migrantes domestiques des politiques de care ». *Informations sociales* n° 194 (3): 50-60.
- Merlet, Michel. 2003. « Reformas agrarias, mercados de tierra y organizaciones campesinas en Nicaragua y Honduras: fracasos y retos ». In *Políticas y regulaciones agrarias: Dinámicas de poder y juegos de actores en torno a la tenencia de la Tierra*, par Éric Léonard, André Quesnel, et Emilia Velazquez, 189-222. México: CIESAS, IRD.
- Messias, DeAnne K. Hilfinger., et Elaine. Lacy. 2007. « Katrina-Related Health Concerns of Latino Survivors and Evacuees ». *Journal of Health Care for the Poor and Underserved* 18 (2): 443-64. <https://doi.org/10.1353/hpu.2007.0041>.
- Mines, Richard. 1981. *Developing a Community Tradition of Migration: a Field Study in Rural Zacatecas, Mexico, and California Settlement Areas*. United States-Mexico Studies. San Diego: University of California. 219 p.
- Miranda, Adelina. 2014. « Si proches, si éloignés : frères et sœurs séparés par les migrations ». *Migrations Société* N° 153-154 (3): 151-64.
- MIRIAM. 2014. « Panorama sobre la trata de personas en la zona norte del departamento de Chinandega. Vulnerabilidades y realidades. Retos de prevención e intervención. Un diagnostico que motiva a la acción. » MIRIAM. 33 p.
- Monge-González, Ricardo, Oswald Céspedes-Torres, et Juan Carlos Vargas-Aguilar. 2011. « Corredor de remesas Costa Rica–Nicaragua: Evolución y crisis financiera mundial ». Inter-American Development Bank.
- Monjaret, Anne, et Catherine Pugeault. 2014. *Le sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques*. Sociétés, Espaces, Temps. ENS Editions. 300 p.
- Montero Peña, Daniela. 2017. « Nicaraguan Migrant Support Organizations and Civic Space in Costa Rica ». Master of arts in development studies. The Hague: International Institute of Social Studies. 53 p.
- Mora Izaguirre, Cynthia Mora. 2004. « Amnistía migratoria en Costa Rica 1999-2000 ». *Ciencias Sociales* 3 (105): 81-98.
- Morales Gamboa, Abelardo. 2014. « Corredores migratorios y cambios en los medios de vida rurales en América Central ». *Revista ALASRU*, n° 10: 107-26.
- Morales Gamboa, Abelardo, Diego Lobo Montoya, et Jacqueline Jiménez Herrera. 2014. *La travesía laboral de la población Ngäbe y Buglé de Costa Rica a Panamá: características y desafíos*. San José: FLACSO, OIM. 124 p.

Bibliographie

- Morán Quiroz, Luis Rodolfo. 2010. « El impacto material y cultural de los envíos de los migrantes: la jerarquía en las contribuciones al cambio y mantenimiento del imaginario local ». *Red Internacional de Migración y Desarrollo*, 9.
- Morange, Marianne, et Camille Schmoll. 2016. *Les outils qualitatifs en géographie*. Cours. Armand Colin. 224 p.
- Morelle, Marie, et Fabrice Ripoll. 2009. « Les chercheur-es face aux injustices : l'enquête de terrain comme épreuve éthique ». *Annales de géographie*, n° 665-666: 157-68. <https://doi.org/10.3917/ag.665.0157>.
- Mounkaïla, Harouna. 2002. « De la migration circulaire à l'abandon du territoire local dans le Zarmaganda (Niger) ». *Revue européenne des migrations internationales* 18 (2): 161-87. <https://doi.org/10.4000/remi.1662>.
- Näslund-Hadley, Emma, Darlyn Meza, Gustavo Arcia, Renán Rápalo, et Carlos Rondón. 2012. « Educación en Nicaragua: Retos y Oportunidades ». División de Educación (SCL/EDU) IDB Technical Note 458. Banco Interamericano de Desarrollo.
- Nasuti, Stéphanie, Ludivine Eloy, et François-Michel Le Tourneau. 2013. « La construction de territoires multisitués en Amazonie. Le cas des Quilombolas du Trombetas (Pará, Brésil) ». *L'Espace géographique* Tome 42 (4): 324-39. <https://doi.org/10.3917/eg.424.0324>.
- Nations-Unies. 2006. « Mondialisation et interdépendance : migrations internationales et développement ». A/60/871. Nations-Unies. 99 p.
- Nuñez Soto, Orlando. 2000. *El Somocismo y el modelo capitalista agroexportador*. 3^e éd. Managua, Nicaragua: CIPRES. 190 p.
- Ockier, Cecilia Elisa. 2004. « La mano de obra boliviana en las actividades agrícolas del Valle Bonaerense del Río Colorado ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n° 9. <http://journals.openedition.org/alhim/384>.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1995. « La politique du terrain ». *Enquête. Archives de la revue Enquête*, n° 1: 71-109. <https://doi.org/10.4000/enquete.263>.
- Organización Internacional para las Migraciones. 2013. « Perfil migratorio de Nicaragua 2012 ». Managua, Nicaragua: OIM Nicaragua.
- Orozco, Manuel. 2002. « Globalization and Migration: The Impact of Family Remittances in Latin America ». *Latin American Politics and Society* 44 (2): 41-66. <https://doi.org/10.2307/3177094>.
- . 2008. « The Nicaraguan diaspora: trends and opportunities for diaspora engagement in skills transfers and development ». OCDE. 17 p.
- Orozco, Manuel, Laura Porras, et Julia Yansura. 2016. « The Costs of Sending Money to Latin America and the Caribbean ». *The Dialogue*. 17 p.
- Ortega, Marvin. 1986. « La reforma agraria sandinista ». *Nueva Sociedad*, n° 83: 17-23.
- Oso Casas, Laura. 2002. « Stratégies de mobilité sociale des domestiques immigrées en Espagne ». *Revue Tiers Monde* 43 (170): 287-305. <https://doi.org/10.3406/tiers.2002.1595>.
- . 2007. « L'insertion des migrants latino-américains sur le marché du travail en Espagne ». *Hommes & Migrations* 1270 (1): 82-91. <https://doi.org/10.3406/homig.2007.4664>.
- Oso Casas, Laura, et Christine Catarino. 1996. « Femmes chefs de ménage et migration ». In *Femmes du Sud, chefs de famille*, par Jeanne Bisilliat, Karthala, 61-97. Hommes et Sociétés. Paris.
- Oso Casas, Laura, et Raquel Martínez. 2008. « Domésticas y cuidadoras: mujeres inmigrantes latinoamericanas y mercado de trabajo en España ». *L'Ordinaire des Amériques*, n° 208-209 (avril): 143-61. <https://doi.org/10.4000/orda.3295>.

Bibliographie

- Padoch, Christine, Eduardo Brondizio, Sandra Costa, Miguel Pinedo-Vasquez, Robin Sears, et Andrea Siqueira. 2008. « Urban Forest and Rural Cities: Multi-Sited Households, Consumption Patterns, and Forest Resources in Amazonia ». *Ecology and Society* 13 (2). <https://doi.org/10.5751/ES-02526-130202>.
- Palash, Polina, et Virginie Baby-Collin. 2018. « The Other Side of Need. Reverse Economic Flows Ensuring Migrants' Transnational Social Protection ». <https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-01991942>.
- Palloni, Alberto, Douglas Massey, Miguel Ceballos, Kristin Espinosa, et Michael Spittel. 2001. « Social Capital and International Migration: A Test Using Information on Family Networks ». *American Journal of Sociology* 106 (5): 1262-98. <https://doi.org/10.1086/320817>.
- Parrella i Rubio, Sònia. 2003. « La inserción laboral de la mujer inmigrante en los servicios de proximidad en Cataluña ». *Revista Internacional de Sociología* 61 (36): 85-113. <https://doi.org/10.3989/ris.2003.i36.315>.
- Parquet, Mathilde, et Jean-François Le Coq. 2017. « Installation des jeunes agriculteurs et pluriactivité au Costa Rica ». *Cahiers Agricultures* 26 (1): 11. <https://doi.org/10.1051/cagri/2017003>.
- Parreñas, Rhacel Salazar. 2001. « Mothering from a Distance: Emotions, Gender, and Intergenerational Relations in Filipino Transnational Families ». *Feminist Studies* 27 (2): 361-90. <https://doi.org/10.2307/3178765>.
- Passeron, Jean-Claude. 1990. « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires ». *Revue Française de Sociologie* 31 (1): 3. <https://doi.org/10.2307/3321486>.
- Paul, Jean-Luc, Antoine Bory, Alex Bellande, Eliane Garganta, et Antoine Fabri. 1994. « Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité ». *Cahiers de la recherche développement*, n° 39: 7-19.
- Peatrik, Anne-Marie. 1997. « Du ménage à l'unité domestique. Un décalage fécond entre la démographie et l'ethnographie, ». In *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines.*, par Marc Pilon, Thérèse Locoh, Emilien Vignikin, et Patrice Vimard, 31-54. Les Etudes du CEPED 15. Paris: CEPED.
- Peemans, Jean-Philippe. 1995. « Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement ». *Revue Tiers Monde* 36 (141): 17-39.
- Peraldi, Michel. 2016. « Le « commerce migratoire » euroméditerranéen ». *Politique étrangère* Hiver (4): 35-46. <https://doi.org/10.3917/pe.164.0035>.
- Pérez, Francisco J., et Sandrine Fréguin-Gresh. 2014. « Caracterizar y clasificar el agro nicaragüense: una propuesta de tipología de explotaciones agropecuaria en base al IV CENAGRO ». présenté à Simposio-Taller: Articulando ciencia, educación y desarrollo rural en Nicaragua. CONICYT, Managua, septembre 25.
- . 2015. « Nicaragua: evoluciones y perspectivas de las políticas agrarias y la agricultura familiar. » In *Políticas públicas y agriculturas familiares en América Latina y el Caribe: nuevas perspectivas*, par Eric Sabourin, Mario Samper, et Octavio Sotomayor, 261-91. San José: INations-Unies, CEPAL, Cirad, IICA.
- Pérouse de Montclos, Marc-Antoine. 2012. « De l'usage politique des remises de fonds des migrants: le cas du Mali ». 26. Working Paper du CEPED. Paris: CEPED.
- Petit, Véronique, éd. 2007. *Migrations internationales de retour et pays d'origine*. Les collections du CEPED. Paris: CEPED. 208 p.
- Petrich, Perla. 2011. « Les effets de la transterritorialité dans la migration guatémaltèque ». *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, n° 22: [en ligne].

Bibliographie

- Pfirsch, Thomas. 2011. « Une géographie de la famille en Europe du Sud ». *Cybergeo : European Journal of Geography*. <https://doi.org/10.4000/cybergeo.23669>.
- . 2012. « Réseaux familiaux et parcours résidentiels individuels dans les classes supérieures. L'exemple de Naples ». In *Les dynamiques des parcours sociaux. Espace, temps, profession*, par Vincent Caradec, Servet Ertul, et Jean-Philippe Melchior, 167-85. Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Pia, Steen. 2007. « Spaces of Democratic Practice: Nicaraguans in San José, Costa Ric ». In *Living accross worlds: diaspora, development an transnational engagment*, édité par Nyberg Sorensen Ninn, 85-106. Genève: IOM.
- Picouet, Michel, Mongi Sghaier, Didier Genin, Ali Abaab, et Henri Guillaume. 2004. *Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives*. Latitudes 23. IRD Éditions.
- Piguet, Étienne. 2013. « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle ». *Revue européenne des migrations internationales* 29 (3): 141-61. <https://doi.org/10.4000/remi.6571>.
- Pitrou, Agnès. 1978. *Vivre sans sa famille? Les solidarités familiales dans le monde d'aujourd'hui*. Toulouse: Privas. 235 p.
- . 1991. « Solidarité publique, solidarité privée ». In *La famille : l'état des savoirs*, La Découverte. Paris.
- Plaza, Rosío Córdova, Cristina Núñez Madrazo, et David Skerritt Gardner. 2013. *Migración internacional, crisis agrícola y transformaciones culturales en la región central de Veracruz*. Geografía, Sociología y Ciencias Políticas. Mexico: Centro de estudios mexicanos y centroamericanos, Plaza y Valdés, Universidad de Veracruz, Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología.
- Portes, Alejandro. 2001. « Introduction: The Debates and Significance of Immigrant Transnationalism ». *Global Networks* 1 (3): 181-94. <https://doi.org/10.1111/1471-0374.00012>.
- Portes, Alejandro, Luis E. Guarnizo, et Patricia Landolt. 1999. « The study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field ». *Ethnic and Racial Studies* 22 (2): 217-37. <https://doi.org/10.1080/014198799329468>.
- Potot, Swanie. 2003. « Circulation et réseaux de migrants roumains : Une contribution à l'étude des nouvelles mobilités en Europe ». Université Nice Sophia Antipolis. 386 p. <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00003480>.
- . 2006. « Le réseau migrant: une organisation entre solidarité communautaire et "zone de libre échange" ». *Migrations Société*, 49-74.
- . 2018. « Critique du transnationalisme. Un regard sur la formation en sociologie des migrations à l'URMIS ». *e-Migrinter*, n° 17. <https://doi.org/10.4000/e-migrinter.1054>.
- Pries, Ludger. 1998. « Las migraciones laborales internacionales y el surgimiento de espacios sociales transnacionales: Un bosquejo teórico-empírico a partir de las migraciones laborales México-Estados Unidos ». *Sociología del trabajo*, n° 33: 103-30.
- Proctor, James D. 2005. « Ethics in geography: giving moral form to the geographical imagination ». *Area* 30 (1): 8-18. <https://doi.org/10.1111/j.1475-4762.1998.tb00043.x>.
- Prunier, Delphine. 2013. « De nouvelles ruralités en Amérique centrale? Dynamiques de mobilité, ressources et organisations familiales ». Thèse de doctorat en Géographie, Paris: Université de Paris Diderot - Paris 7. 467 p.
- . 2014. « Les socles de l'économie familiale et les ressources migratoires : savoir partir, revenir et circuler ». *Migrations Société* N° 153-154 (3): 117-32.
- Quesnel, André, et Alberto Del Rey. 2005. « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (Etat du Veracruz, Mexique) ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 45: 75-91.

Bibliographie

- Quesnel, André, et Patrice Vimard, éd. 1991. *Migration, changements sociaux et développement*. Colloques et Séminaires des Journées Démographiques. Paris: ORSTOM. <http://www.documentation.ird.fr/hor/fdi:34578>.
- Quétel, Claude. 2012. *Histoire des murs*. Tempus. Éditions Perrin. 320 p.
- Racine, Jean-Luc. 1994. *Les Attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*. 1^{re} éd. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme. 402 p.
- Razy, Élodie, et Virginie Baby-Collin. 2011. « La famille transnationale dans tous ses états ». *Autrepart* 57-58 (1): 7-22. <https://doi.org/10.3917/autr.057.0007>.
- Reardon, Thomas, Julio Berdegú, et Germán Escobar. 2001. « Rural Nonfarm Employment and Incomes in Latin America: Overview and Policy Implications ». *World Development*, Rural Nonfarm Employment and Incomes in Latin America, 29 (3): 395-409. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(00\)00112-1](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(00)00112-1).
- Rebaï, Nasser. 2012. « À chacun son chemin. Une analyse de la redéfinition des stratégies paysannes et des dynamiques territoriales dans le contexte migratoire des Andes équatoriennes ». Thèse de doctorat en Géographie, Paris: Université Panthéon-Sorbonne - Paris 1. 347 p.
- Roberts, E.L., et Vern L. Bengtson. 1990. « Is intergenerational solidarity a unidimensional construct? A second test of a formal model ». *The Journal of Gerontology: Social Sciences* 45 (1): 12-20.
- Robin, Nelly. 1999. « Les espaces de transit dans les migrations internationales ouest-africaines ». In *Les territoires de l'identité: le territoire, lien ou frontière? Tome 1*, par Joël Bonnemaison, Luc Cambrézy, et Laurence Quinty, 297-315. Géographie et Cultures. L'Harmattan.
- Rocha, José Luis. 2011. « Remittances in Central America: Whose money is it anyway? ». *Journal of World-Systems Research* 17 (2). <https://doi.org/10.5195/jwsr.2011.413>.
- Rodriguez Pérez, Luis, et Ana Lissette Amaya L. 1996. *Zonas francas en centroamerica: antologia*. Managua, Nicaragua: UNAN, ESECA-RUCFA.
- Roque, Juan. 2006. « Redes Sociales de la Migración Laboral y su impacto en el Desarrollo Local: Similitudes y diferencias entre los flujos migratorios transfronterizos hacia Costa Rica y El Salvador desde León Norte en Nicaragua ». Buenos Aires: CLACSO. 33 p.
- Rosa, Herman, Susan Kandel, et Nelson Cuéllar. 2005. « Dinámica Migratoria, medios de vida rurales y manejo de recursos naturales en El Salvador ». PRISMA. 36 p.
- Rosental, Paul-André. 1999. *Les sentiers invisibles. Espaces, familles et migrations dans la France du 19e siècle*. Recherches d'histoire sociale. Paris: EHESS. 256 p.
- . 2002. « Pour une analyse mésoscopique des migrations ». *Annales de démographie historique* no 104 (2): 145-60. <https://doi.org/10.3917/adh.104.0145>.
- Roulleau-Berger, Laurence. 2010. « Dispositifs économiques polycentriques et dominations réticulaires ». In *Migrer au féminin*, par Laurence Roulleau-Berger, 109-41. La nature humaine. Paris: Presses Universitaires de France.
- . 2011. « Repenser la question migratoire: migrations, inégalités multisituées et individuation ». *SociologieS*, octobre. <http://journals.openedition.org/sociologies/3701>.
- Rouse, Roger. 1991. « Mexican Migration and the Social Space of Postmodernism ». *Diaspora: A Journal of Transnational Studies* 1 (1): 8-23. <https://doi.org/10.1353/dsp.1991.0011>.
- Roux, Hélène. 2011. « Au Nicaragua, la terre a « changé de mains » ! ». *Problèmes d'Amérique latine*, n° 79: 71-88. <https://doi.org/10.3917/pal.079.0071>.
- Rueda Estrada, Verónica. 2013. « El campesinado migrante: Políticas agrarias, colonizaciones internas y movimientos de frontera agrícola en Nicaragua, 1960-2012 ». *Tzintzun. Revista de Estudios Históricos*, n° 57: 155-98.

Bibliographie

- Ruíz García, Alfredo, et Yuri Marín López. 2001. « Revisitando el Agro Nicaragüense: Tipología de los sistemas de producción y zonificación agro- socioeconómica ». Managua, Nicaragua: Nitlapan. 185 p.
- Saïd, Edward. 2000. *Culture et Impérialisme*. Paris: Fayard. 555 p.
- Saint Pol, Thibaut de, Aurélie Denev, et Olivier Monso. 2004. « Ménage et chef de ménage : deux notions bien ancrées ». *Travail, genre et sociétés* 11 (1): 63-78. <https://doi.org/10.3917/tgs.011.0063>.
- Sakoyan, Juliette. 2009. « L'éthique multi-située et le chercheur comme acteur pluriel. Dilemmes relationnels d'une ethnographie des migrations sanitaires ». *ethnographiques.org*, n° 17. <http://www.ethnographiques.org/2008/Sakoyan>.
- Sassen, Saskia. 2010. « Is This the Way to Handle Immigration? » HuffPost. 2010. https://www.huffpost.com/entry/is-this-the-way-to-handle_b_550235.
- Sayad, Abdelmalek. 1999. *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Liber. Seuil. 448 p.
- Schaffhauser, Philippe. 2014. « L'art d'aller et venir entre Mexico et Kansas City : histoire d'un itinéraire migratoire et de ses tribulations ». *Migrations Societe* N° 153-154 (3): 181-96. <https://doi.org/10.3917/migra.153.0181>.
- Segalen, Martine. 2008. *Sociologie de la famille*. 6^e éd. Collection U. Paris: Armand Colin. 367 p.
- Séhili, Djaouida, et Víctor Zúñiga. 2014. « Une lecture des migrations au prisme des savoirs et des ressources ». *Migrations Société* 153-154 (3): 83-94. <https://doi.org/10.3917/migra.153.0083>.
- SICREMI. 2017. *Migración internacional en las Américas*. SICREMI. 237 p.
- Sierra-Paycha, Celio. 2016. « La circulation au sein de l'espace résidentiel de la famille. Le cas des familles de migrants colombiens en Espagne ». *Revue européenne des migrations internationales* 32 (1): 183-209. <https://doi.org/10.4000/remi.7591>.
- Simmel, Georg. 2013. « Le croisement des cercles sociaux ». In *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, par Georg Simmel, 2^e éd., 407-52. Quadrige. PUF.
- Simmons, Alan. 2002. « Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques ». *Cahiers québécois de démographie* 31 (1): 7-33. <https://doi.org/10.7202/000422ar>.
- Simon, Gildas. 1979. « L'espace des travailleurs tunisiens en France (Structures et fonctionnement d'un champ migratoire international) ». Thèse de doctorat en Géographie, Poitiers: Université de Poitiers.
- . 2008. *La planète migratoire dans la mondialisation*. Collection U. Paris: Armand Colin.
- Skeldon, Ronald. 1990. *Population mobility in developing country: a reinterpretation*. London and New York: Belhaven Press. 274 p.
- Sluyter, Andrew, Case Watkins, James P. Chaney, et Annie M. Gibson. 2015. *Hispanic and Latino New Orleans. Immigration and identity since the eighteenth century*. LSU PRESS. Baton Rouge. 232 p.
- Solís, Daniel Villafuerte. 2018. « Seguridad y control geopolítico: Crónica de la Iniciativa para la Prosperidad del Triángulo Norte de Centroamérica ». *Revista CS*, n° 24: 91-118.
- Sourisseau, Jean-Michel, éd. 2014. *Agricultures familiales et mondes à venir*. Agriculture et défis du monde. Editions Quae, AFD. 360 p.
- Sourisseau, Jean-Michel, Pierre-Marie Bosc, Sandrine Fréguin-Gresh, Jean-François Bélières, Philippe Bonnal, Jean-François Le Coq, Ward Anseeuw, et Sandrine Dury. 2012. « Les modèles familiaux de production agricole en question. Comprendre leur diversité et leur fonctionnement ». *Autrepart* 62 (3): 159-81. <https://doi.org/10.3917/autr.062.0159>.

Bibliographie

- Stark, Oded, et David E. Bloom. 1985. « The new economics of labour migration ». *American Economic Review* 75 (2): 173-78.
- Stiegler, Bernard. 2009. *Pour une nouvelle critique de l'économie politique*. Paris: Editions Galilée. 96 p.
- Sussman, Nan M. 2000. « The Dynamic Nature of Cultural Identity Throughout Cultural Transitions : Why Home Is Not So Sweet ». *Personality and social psychology review* 4 (4): 355-73. https://doi.org/10.1207/S15327957PSPR0404_5.
- Tacoli, Cécilia. 1998. « Rural-urban interactions : a guide to the literature ». *Environment and Urbanization* 10 (1): 147-66. <https://doi.org/10.1177/095624789801000105>.
- Tarrius, Alain. 1998. *Arabes de France dans l'économie mondiale souterraine*. L'Aube (Essai). La Tour-d'Aigues. 219 p.
- . 2000. *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilités, identités, territoires*. Monde en cours. Paris: Editions de l'Aube. 266 p.
- . 2001. « Au-delà des États-nations : des sociétés de migrants ». *Revue européenne de migrations internationales* 17 (2): 37-61. <https://doi.org/10.3406/remi.2001.1778>.
- . 2002. *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*. Voix et regards. Paris: Balland. 220 p.
- Tertrais, Bruno, et Delphine Papin. 2016. *L'atlas des frontières: murs, conflits, migrations*. Ar.atlas. Les Arènes Editions. 132 p.
- Todaro, Michael P. 1969. « A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries ». *The American Economic Review* 59 (1): 138-48.
- Torre-Cantalapiedra, Eduardo, et José Carlos Yee-Quintero. 2018. « México ¿una frontera vertical? Políticas de control del tránsito migratorio irregular y sus resultados, 2007-2016 ». *LiminaR* 16 (2): 87-104.
- Trousselle, Anaïs. 2012. « Les mobilités rurales au Nicaragua, au prisme du transnationalisme et des modèles d'archipel familiaux : caractéristiques et perspectives. » Mémoire de fin d'études, Istom-Cirad. Cergy. 116 p.
- . 2013. « Pluriactivité et mobilité, deux composantes structurantes des espaces ruraux nicaraguayens. Quelles approches pour les appréhender? » Mémoire de Master 2. Montpellier: Université Paul-Valéry (Montpellier 3), Cirad, Instituto Nitlapan. 118 p.
- . 2016. « Mobilités et immobilités des femmes qui « restent » dans la vallée du Río Negro (Nicaragua) ». *EchoGéo*, n° 37: [en ligne]. <https://doi.org/10.4000/echogeo.14714>.
- Turcios Gomez, Yanina. 2002. « Zona Franca: Doce días en un campo de concentración ». *Envío* 21 (247): 22-31.
- UN DAES. 2015. « Trends in International Migrant Stock: Migrants by Destination and Origin ». United Nations database, POP/DB/MIG/Stock/Rev.2015. 2015.
- UNAN. 1990. « Cooperativas de producción en la región II: del acceso a la tierra hacia la eficiencia económica ». Managua, Nicaragua: Universidad nacional autónoma de Nicaragua, Facultad de Ciencias Económicas.
- Us Census. 2010. « Decennial Census by Decades ». 2010. <https://www.census.gov/programs-surveys/decennial-census/decade.html>.
- US Census ACS. 2013. « 2009-2013 American Community Survey 5-Year Estimates ». American Community Survey - Data Profiles. 2013. <https://www.census.gov/acs/www/data/data-tables-and-tools/data-profiles/2013/>.
- Vaillant, Michel. 2013. « L'araire ou la barque. Migrations, mondialisation et transformations agraires en haute vallée du Canar (Andes australes de l'Equateur). » Thèse de doctorat en Agriculture comparée, Paris: AgroParisTech. 553 p.
- Valentine, Gill. 2005. « Geography and ethics: moral geographies? Ethical commitment in research and teaching ». *Progress in Human Geography* 29 (4): 483-87. <https://doi.org/10.1191/0309132505ph561pr>.

Bibliographie

- Vassas Toral, Anaïs. 2011. « Ruralité et agriculture au prisme des mobilités spatiales ». Thèse de doctorat en Géographie, Montpellier: Université Paul-Valéry, Montpellier III. 397 p.
- Veith, Blandine. 2010. « Lorsque les silences parlent dans les récits de vie : comment analyser la complexité du social ? » *L'Homme et la société* 176-177 (2): 151. <https://doi.org/10.3917/lhs.176.0151>.
- Vermot, Cécile. 2009. « Gendered Emotions Within the Migration Process: a case study of Argentinean migrants in Miami ». Working Papers 2. Paris: Ceped. 23 p.
- . 2015. « Capturer une émotion qui ne s'énonce pas ». *Terrains/Théories*, n° 2: [en ligne]. <https://doi.org/10.4000/teth.224>.
- Vianello, Francesca Alice. 2013. « Ukrainian Migrant Women's Social Remittances: Contents and Effects on Families Left Behind ». *Migration Letters* 10 (1): 91-100. <https://doi.org/10.33182/ml.v10i1.114>.
- Vimard, Patrice, et Sombo N'Cho. 1988. « Les noyaux familiaux en Côte-d'Ivoire, structures et probabilités de transition ». In , 2:59-75. Abidjan: ORSTOM.
- . 1997. « Evolution de la structure des ménages et différenciation des modèles familiaux en Côte-d'Ivoire 1975-1993 ». In *Ménages et familles en Afrique. Approches des dynamiques contemporaines.*, par Marc Pilon, Thérèse Locoh, Emilien Vignikin, et Patrice Vimard, 101-24. Les Etudes du Ceped 15. Paris: Ceped.
- Volvey, Anne. 2003. « Terrain ». In *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, édité par Jacques Lévy et Michel Lussault, 904-5. Paris: Belin.
- Warner, Koko, et Tamer Afifi. 2014. « Where the rain falls: Evidence from 8 countries on how vulnerable households use migration to manage the risk of rainfall variability and food insecurity ». *Climate and Development* 6 (1): 1-17. <https://doi.org/10.1080/17565529.2013.835707>.
- Weber, Serge. 2004. « De la chaîne migratoire à la migration individuelle des Roumains à Rome ». *Hommes et migrations*, n° 1250: 38-48.
- Widdowfield, Rebekah. 2000. « The place of emotions in academic research ». *Area* 32 (2): 199-208.
- Winters, Nanneke. 2014. « Responsibility, Mobility, and Power: Translocal Carework Negotiations of Nicaraguan Families ». *International Migration Review* 48 (2): 415-41. <https://doi.org/10.1111/imre.12062>.
- . 2016. « Contested Connections. Mobility and migration as development experiences of translocal livelihoods in Muy Muy, Nicaragua. » Antwerp: Institute for Development Policy and Management (IOB), University of Antwerp. 240 p. <https://repository.uantwerpen.be/docman/irua/ba46ce/132122.pdf>.
- Wood, Elisabeth Jean. 2006. « The Ethical Challenges of Field Research in Conflict Zones ». *Qualitative Sociology* 29 (3): 373-86. <https://doi.org/10.1007/s11133-006-9027-8>.
- . 2007. « Field Research During War: Ethical Dilemmas ». In *New Perspectives in Political Ethnography*, par Lauren Joseph, Matthew Mahler, et Javier Auyero, 205-23. New York: Springer.
- Yépez, Isabel, Carmen Ledo, et Mirko Marzadro. 2011. « “Si tu veux que je reste ici, il faut que tu t'occupes de nos enfants !” Migration et maternité transnationale entre Cochabamba (Bolivie) et Bergame (Italie) ». *Autrepart* n°57-58 (1): 199-213. <https://doi.org/10.3917/autr.057.0199>.

Table des illustrations

Carte

Carte 1 : La vallée du Río Negro au Nicaragua. Réalisation : auteure.	18
Carte 2 : Organisation territoriale du Nicaragua et principales dynamiques de peuplement. Source : élaborée à partir des données de l'INETER (2000, 2011). Réalisation : auteure.	26
Carte 3 : Zonage agro-écologique de la vallée du Río Negro. Sources : données terrains et Levard et al., 2000; Guinau et al., 2005. Réalisation : S. Coursière et auteure, 2018.....	49
Carte 4 : L'environnement régional de la vallée du Río Negro. Source : élaborée à partir des estimations de l'INIDE (2016) et des données de l'INETER (2011). Réalisation : auteure....	54
Carte 5 : Densité de population à l'échelle des communes nicaraguayennes. Source : élaboration à partir des données du recensement de la population de 2005. Réalisation : S. Coursière, 2018.	59
Carte 6 : Part de la population rurale dans le département de Chinandega. Source : élaboration à partir des estimations de l'INIDE (2016). Réalisation : auteure.	61
Carte 7 : Localisation des lieux de résidence des unités familiales étudiées dans le site de référence. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	98
Carte 8 : Lieux d'enquête dans la vallée de Río Negro. Source : enquêtes famille et complémentaires. Réalisation : auteure.....	107
Carte 9 : Lieux de l'enquête famille au Nicaragua (hors zone de référence) et au Costa Rica. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	110
Carte 10 : Lieu de l'enquête famille aux États-Unis. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	111
Carte 11 : Lieu de l'enquête famille en Espagne. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	112
Carte 12 : L'espace des migrations et des mobilités circulaires au moment de l'enquête. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	146
Carte 13 : Les régions de production de l'ananas au Costa Rica. Source : enquêtes complémentaires. Réalisation : auteure.....	276
Carte 14 : Localisation des lieux de dispersion salvadoriens. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	285
Carte 15 : La population hispanique recensée par comté aux États-Unis. Source : US Census ACS, 2013. Réalisation : Nora Nafaa, 2016.	296
Carte 16 : La population nicaraguayenne recensée par comté aux États-Unis. Source : US Census ACS, 2013. Réalisation : Nora Nafaa, 2016.....	297
Carte 17 : Les lieux de la route migratoire vers les États-Unis. Sources : enquêtes famille et complémentaires. Réalisation : auteure.....	349
Carte 18 : La longue traversée de Daniel depuis la vallée du Río Negro jusqu'à La Nouvelle-Orléans. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.....	356
Carte 19 : La frontière sud nicaraguayenne avec le Costa Rica. Source : enquêtes famille et complémentaires. Réalisation : auteure.....	359
Carte 20 : Les lieux émetteurs de circulations au sein de l'espace de dispersion au moment des enquêtes (2014-2016). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	417

Encadré

Encadré n°1:	La réforme agraire (1981 - 1988).....	30
Encadré n°2:	La difficile mesure de la migration internationale	38
Encadré n°3:	Les choix méthodologiques pour l’analyse des unités familiales	81
Encadré n°4:	Les approches par les trajectoires et les récits biographiques dans l’étude des mobilités	88
Encadré n°5:	Exemple de morphologie d’une sphère familiale.....	123
Encadré n°6:	Méthodologie de l’analyse de l’espace de dispersion	132
Encadré n°7:	Prêt de terres et multi-localisation des parcelles agricoles entre les zones agro-écologiques	208
Encadré n°8:	La vente des produits agricoles, une forte dépendance au marché	213
Encadré n°9:	Travailler dans les coopératives de pénéculture et minière.....	240
Encadré n°10:	Récolter le café dans la région de Los Santos (Costa Rica).....	275
Encadré n°11:	Évoluer au sein d’une filière agricole et organiser une filière de recrutement dans son lieu d’origine.	280
Encadré n°12:	Les apports de l’enquête multi-située et des récits de vie pour aborder des questions « sensibles »	321
Encadré n°13:	Raconter l’expérience de la traversée.....	341
Encadré n°14:	Récit de la traversée de Daniel.....	354
Encadré n°15:	Franchir clandestinement la frontière du Costa Rica	357
Encadré n°16:	Méthode d’analyse des projets de mobilité.....	373
Encadré n°17:	Attendre le retour des siens, occulter le non-retour	409
Encadré n°18:	Méthodologie d’analyse des circulations matérielles.....	414
Encadré n°19:	Méthodologie d’analyse des trajectoires de moyens d’existence.....	434
Encadré n°20:	Trajectoire familiale descendante de Giovanni, 39 ans.....	439
Encadré n°21:	Trajectoire de maintien d’une famille en consolidation (Virginia 32 ans et Elder 34 ans)	442
Encadré n°22:	Trajectoire de maintien d’une famille en émancipation (Primitilia, 53 ans et Francesco, décédé)	447
Encadré n°23:	Trajectoire ascendante d’une famille en formation (Wilmer, 29 ans et Leïla, 26 ans)	451
Encadré n°24:	Trajectoire ascendante d’une famille en émancipation (Berenice, 43 ans et Enrique, 36 ans)	454
Encadré n°25:	Trajectoire ascendante d’une famille en émancipation (Priscilla, 49 ans et Mauximino, 48 ans).....	458
Encadré n°26:	Précisions méthodologiques sur la catégorisation des liens familiaux	462
Encadré n°27:	Trajectoire du groupe familial de Julia et Manuel	466

Figure

Figure 1 :	Les Nicaraguayens à l’étranger. Réalisation : auteure.....	42
Figure 2 :	Les principaux pays de destination de la migration nicaraguayenne. Réalisation : auteure.	44
Figure 3 :	Le nombre de migrants nicaraguayens dans les pays de destinations. Réalisation : auteure.	46
Figure 4 :	Cadre analytique du système familial multi-localisé. Source et réalisation : auteure.	79
Figure 5 :	La représentation du « groupe familial ». Réalisation : auteure.	81

Table des illustrations

Figure 6 : La représentation de la « sphère familiale ». Réalisation : auteure.	83
Figure 7 : Chronogramme de la recherche. Réalisation : auteure.	96
Figure 8 : Morphologie de la sphère familiale 2 selon l'âge, le genre et le statut des individus dans l'enquête ainsi que la configuration des ménages (composition, lieu de résidence). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	124
Figure 9 : Diachronie de l'espace des migrations (à gauche) et des mobilités circulaires (à droite) de 1950 à aujourd'hui. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	133
Figure 10 : Construction de l'espace des migrations de 1950 à 2009 (lieux et pays). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	140
Figure 11 : Construction de l'espace des mobilités circulaires de 1950 à aujourd'hui à l'échelle des lieux. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	141
Figure 12 : Configurations des espaces de migration (à gauche) et de mobilité circulaire (à droite) sur la période 2010-2016. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	144
Figure 13 : Caractéristiques globales de la mobilité dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	158
Figure 14 : Les profils sociodémographiques des individus mobiles. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	163
Figure 15 : Exemples de configurations du ménage simple. Réalisation : auteure.	168
Figure 16 : Exemples de configurations du ménage composite. Réalisation : auteure.	168
Figure 17 : Le groupe familial de Margarita et Renaldo, exemple d'une multi-localisation familiale embryonnaire. À gauche, l'espace des migrations, à droite, l'espace de dispersion (migration et mobilité circulaire). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	186
Figure 18 : Le groupe familial de Victoria et Panta León, exemple d'une multi-localisation familiale affirmée. À gauche, l'espace des migrations, à droite, l'espace de dispersion (migration et mobilité circulaire). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	188
Figure 19 : Le groupe familial de Victorina et Lionel, exemple d'une multi-localisation familiale marquée. Au moment des enquêtes, l'espace de dispersion se superpose à l'espace de migration. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	190
Figure 20 : Le groupe familial d'Angela et Eddy, exemple d'une multi-localisation familiale forte. Source : enquête famille. Au moment des enquêtes, l'espace de dispersion se superpose à l'espace de migration. Réalisation : auteure.	192
Figure 21 : Calendrier agricole dans la vallée du Río Negro. Sources : enquête famille et enquête complémentaire. Réalisation : auteure.	199
Figure 22 : Localisation de Los Chiles, relié à Somotillo et Chinandega par le bus. Les migrants saisonniers profitent de conditions agro-écologiques qui diffèrent fortement de celui de la vallée du Río Negro. Réalisation : auteure. Sources photographiques : auteure (2015).	209
Figure 23 : Organisation d'une sphère familiale autour de la gestion d'un troupeau. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	223
Figure 24 : Familles agricoles de la vallée du Río Negro : orientations productives, mode d'accès au foncier et cycles de vie. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	228
Figure 25 : Exemple d'un système d'activité familial diversifié, alternant, saisonnier, pluriactif et incertain. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	246
Figure 26 : Exemple d'un système d'activité diversifié, superposé, permanent, pluriactif et stable. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	249
Figure 27 : Exemple d'un système d'activité non agricole, superposé, permanent, mono-actif et très stable. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	252
Figure 28 : Familles nucléaires de la vallée du Río Negro exerçant des activités non agricoles : systèmes d'activité, orientations productives et cycles de vie. Source : enquête famille (51 familles nucléaires). Réalisation : auteure.	256

Table des illustrations

Figure 29 : Principaux secteurs d'activité par pays durant la période d'enquête (2014-2016). Source : enquête famille (58 individus). Réalisation : auteure.	270
Figure 30 : Trajectoire de Julio. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	273
Figure 31 : Trajectoires de mobilité continues de longue durée. Source : enquête famille (18 individus). Réalisation auteure.....	311
Figure 32 : Trajectoires de mobilités alternantes (catégorie de distance-temps 1 ou 2). Source : enquête famille (17 individus). Réalisation auteure.....	313
Figure 33 : Trajectoires de mobilité par étapes (catégorie de distance-temps 1 ou 2, puis 3). Source : enquête famille (15 individus). Réalisation auteure.....	316
Figure 34 : La préparation du départ de Pedro aux États-Unis Source : enquête complémentaire 2012. Réalisation : auteure.	331
Figure 35 : La préparation du départ en migration de Carlos. Source : enquête complémentaire 2012. Réalisation : auteure.	332
Figure 36 : Configuration des réseaux sociaux dans la mise en mobilité (sur la base de 78 événements migratoires). Source : enquête famille (57 individus). Réalisation : auteure.....	339
Figure 37 : Configuration des réseaux sociaux dans l'accueil et dans l'accès au travail des migrants (sur la base de 78 événements migratoires). Source : enquête famille (57 individus). Réalisation : auteure.	365
Figure 38 : Rôle de chaque réseau social dans la mise en œuvre d'une migration. Source : enquête famille (57 individus). Réalisation : auteure.....	367
Figure 39 : Caractère individuel et familial des projets de mobilité (sur un total de 127 projets pour 84 individus). Sources : enquêtes famille et complémentaires. Réalisation : auteure. ...	374
Figure 40 : Déclinaisons locales de l'habitat rural dans la vallée du Río Negro. Photographies : auteure (2014-2016).	378
Figure 41 : Les objectifs successifs de la mobilité. Réalisation : auteure.....	392
Figure 42 : Direction des différents types de circulation matérielle (sur un total de 75 événements de circulation sur la période d'enquête 2014-2016). Source : enquête famille (56 individus). Réalisation : L. Trousselle et auteure.	422
Figure 43 : Trajectoire descendante d'une famille nucléaire en situation de fragilité (Giovanni, 39 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	441
Figure 44 : Trajectoire de maintien d'une famille nucléaire en situation socio-économique vulnérable (Virginia, 32 ans et Elder, 34 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	446
Figure 45 : Trajectoire de maintien d'une famille nucléaire en situation socio-économique vulnérable (Primitilia, 53 ans et Francisco, décédé). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	450
Figure 46 : Trajectoire ascendante d'une famille nucléaire en situation socio-économique vulnérable (Wilmer, 29 ans et Leïla, 26 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	453
Figure 47 : Trajectoire ascendante d'une famille nucléaire en situation socio-économique solide (Berenice, 43 ans et Enrique, 36 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	457
Figure 48 : Trajectoire ascendante d'une famille nucléaire en situation socio-économique solide (Priscilla, 49 ans et Mauximino, 48 ans). Source : enquête famille. Réalisation : auteure. ...	461
Figure 49 : Composition de la sphère familiale fondée par Juan et Marie (décédés) au moment des enquêtes. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.....	464
Figure 50 : Composition et lieux de résidence des ménages du groupe familial de Julia et Manuel au moment des enquêtes. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.....	465
Figure 51 : Étape 1 de la trajectoire du groupe familial de Julia et Manuel. Départ d'Ekar aux États-Unis et stratégies centrées sur la famille nucléaire. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	468

Table des illustrations

Figure 52 : Étape 2 (2008-2012) – Ekar aux États-Unis. Mise en œuvre d’un projet familial partagé autour de l’activité agricole et l’élevage. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	470
Figure 53 : Étape 3 (2012) – Préparer le retour d’Ekar en investissant dans le lieu d’origine. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	472
Figure 54 : Étape 4 – au moment des enquêtes. Retour au lieu d’origine et mise en place d’un système d’activité diversifié à l’échelle du groupe familial. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	475
Figure 55 : Architecture de la sphère familiale étudiée (membres fondateurs : Juan et Maria). Source : enquête famille. Réalisation : auteure.	478

Graphique

Graphique 1 : Evolution de la population rurale au sein des communes de la zone d’étude. Sources : INEC, 2006 ; INIDE, 2016.	62
Graphique 2 : Nombre d’entretiens dans chaque pays d’enquête selon la période de collecte de données et le volet d’enquête. Source : enquêtes famille et complémentaires.	94
Graphique 3 : Membres renseignés et mentionnés par sphères familiales. Source : enquête famille.	101
Graphique 4 : Activités sur ou hors de l’exploitation des 64 familles nucléaires ayant au moins un membre résidant dans la vallée du Río Negro au moment des enquêtes. Source : enquête famille.	198
Graphique 5 : Secteurs d’activité hors des frontières sur la période d’enquête (2014-2016). Source : enquête famille (58 individus).	263
Graphique 6 : Prénance du salariat et de l’informel. Source : enquête famille (58 individus).	265
Graphique 7 : Durées moyennes des mobilités, planifiées et réelles, selon les catégories distance-temps et la nature des projets de mobilité (sur un total de 76 événements de mobilité). Sources : enquête famille et complémentaire.	391
Graphique 8 : Usages des circulations (sur un total de 75 événements de circulations durant la période d’enquête 2014-2016). Source : enquête famille.	428

Photographie

Photographie 1 : L’Interaméricaine (entre Matapalo (Villanueva) et Villa 15 de Julio), simple double voie sans marquage au sol, outre les traces des nids de poule rebouchés. À gauche de cette route, les camions transportant la canne à sucre récoltée circulent sur des pistes aménagées par les raffineries. Au fond, le volcan San Cristóbal. Source : auteure (2015).	55
Photographie 2 : Bassins de crevetticulture situés à l’ouest de la commune de Somotillo dans la zone de l’estuaire. Il faut plusieurs heures à cheval pour rejoindre les premiers bassins représentés par les rectangles bleus (et blanc pour ceux asséchés) sur la carte (en haut). Un bassin de crevetticulture d’une des coopératives de Palo grande (en bas). Source : Sentinel, 2018 ; auteure (2013).	65
Photographie 3 : (À gauche) Les membres d’un ménage simple complet dans une localité de la commune de Somotillo. Le père de famille s’absente trois mois par an, lors de la saison sèche pour aller travailler à l’étranger. (À droite). Les membres d’un ménage simple complet dans une localité de la commune de Santo Tomas del Norte. Leur fils est né en 2013, deux ans après	

Table des illustrations

le retour de ce père de famille des États-Unis après cinq années d'absence. La famille attend, aujourd'hui, l'arrivée de leur second enfant. Sources : auteure (2016).	170
Photographie 4 : Employeuse et employée migrante sous le même toit à Saragosse (Espagne). Source : auteure (2015).	171
Photographie 5 : Deux familles nucléaires et trois générations cohabitent dans la même maison dans une localité de Somotillo. (De gauche à droite) Domingo est le père de ce groupe familial. Enma et Xiomara sont ses filles. Odelba est la femme de Lorenzo, fils de Domingo, ensemble ils ont trois fils (au premier plan) et deux filles (à l'école au moment de la photo). Source : auteure (2015).	174
Photographie 6 : Visages d'un ménage composite à La Nouvelle-Orléans. (À gauche) Ruth est partie de sa localité de Santo Tomas del Norte en 2005. Elle rencontre Victor l'année de son arrivée, originaire du Honduras et arrivé aux États-Unis en 2002. Leur enfant naît en 2006. (À droite) En 2013, Daniel rejoint sa sœur Ruth après un voyage de plusieurs mois. Il emménage sous leur toit. Source : auteure (2016).	175
Photographie 7 : Égrenage du haricot après sa récolte et son séchage à El Cerro (San Juan de Cinco Pinos). Source : auteure (2012).	201
Photographie 8 : La fabrication de pâtisseries à Palo Grande. Ces voisines se chargent de les produire et envoient leurs petits-fils les vendre dans la localité. Source : auteure (2012).	219
Photographie 9 : Les activités agricoles et d'élevage dans la vallée du Río Negro. Source : auteure (2012-2016).	229
Photographie 10 : Delmis (23 ans) suit une formation de pâtissière à Somotillo. Elle profite de jours de repos pour préparer des gâteaux à l'arrière de la maison à Ojo de Agua pour la fête des mères le 30 mai 2016. Source : auteure (2016).	233
Photographie 11 : Préparation de la <i>cuajada</i> dans le salon. Source : auteure (2012).	234
Photographie 12 : Travailleurs nicaraguayens de l'ananas, au champ et au centre de conditionnement, dans la zone de Pital. Sources : A. Delefortrie et auteure (2012 et 2014).	277
Photographie 13 : (En haut, à gauche) Otilio (à droite), originaire d'El Carizal (Santo Tomas del Norte) est le responsable de l'exploitation caféière de son patron costaricain Juan (à gauche) depuis plus de 10 ans. (En haut, à droite) Il rentre plusieurs fois par mois au Nicaragua pour rendre visite à sa femme Silvia et ses fils. Source : auteure (2015)	281
Photographie 14 : Francisco, père de famille originaire de Santa Lucia (Boaco – Nicaragua), est arrivé seul fin 2015 à La Nouvelle-Orléans. Arrêté à la frontière sud, il porte désormais un bracelet électronique à la cheville (à gauche). Sans emploi lors de notre rencontre, il est embauché comme ouvrier dans la construction quelques semaines plus tard (à droite). Source : auteure (à gauche) et transmise par l'enquêté (à droite) (2016).	299
Photographie 15 : Un « constratista » (à gauche) et son ouvrier (à droite), originaires de la vallée du Río Negro, sur un chantier à La Nouvelle-Orléans. Source : auteure (2016).	301
Photographie 16 : Chaque matin dans le quartier français de La Nouvelle-Orléans, les migrants nicaraguayens ou honduriens, venant de la périphérie (Métairie, Kenner), investissent ce quartier alors que les habitants le quittent pour les quartiers d'affaires. Ils travaillent toute la journée à la rénovation des toitures ou des façades et déjeunent le midi devant les entrées. Source : auteure (2016).	303
Photographie 17 : Une migrante originaire de Somotillo, femme de ménage dans un petit hôtel de La Nouvelle-Orléans. Source : photo transmise par l'enquêtée (2016).	304
Photographie 18 : (À gauche) Sortie dans le centre de Saragosse pour ces deux migrantes et amies originaires de San Juan de Cinco Pinos. Elles se baladent accompagnées des personnes dont elles ont la charge. (À droite) Migrant originaire de la vallée du Río Negro accompagnant sa patronne à son rendez-vous chez l'infirmière à Saragosse. Sources : auteure (2015).	308
Photographie 19 : Francisca, chez elle dans une localité de Somotillo. Source : auteure (2016).	322

Table des illustrations

Photographie 20 : (à gauche) Embarcadère de San Carlos sur le Río San Juan. (à droite) Sur ces embarcations se côtoient à la fois riverains, touristes et migrants. Alors que les touristes débarqueront sur les quais privés des hôtels ou dans la ville touristique d'El Castillo à 3h de navigation, les riverains et migrants se disperseront par les sentiers le long de la berge. Sources : auteure (2015).	359
Photographie 21 : « Faux papiers pour vrai travail », souvenir conservé d'un habitant de la vallée du Río Negro de retour du Guatemala depuis quelques années. Source : auteure (2014).	362

Tableau

Tableau 1 : Nombre d'habitants et densité de population dans les communes étudiées. Sources : INEC 2006; INIDE 2016a.	60
Tableau 2 : Accès à l'électricité et à l'eau potable dans les bourgs des communes étudiées. Source : BCN 2017a; 2017b; 2017c; 2017d; 2017e.	63
Tableau 3 : Bilan des collectes de données par entretien (2012-2016).	92
Tableau 4 : Individus ressources enquêtés et statut au sein de l'enquête.	95
Tableau 5 : La composition objectivée des unités familiales étudiées.	100
Tableau 6 : Statuts des individus au sein de l'enquête famille.	101
Tableau 7 : Site d'enquête au Nicaragua, hors de la zone de référence. Source : enquête famille.	108
Tableau 8 : Lieux de l'enquête famille au Costa Rica. Source : enquête famille.	109
Tableau 9 : Taille des sphères familiales étudiées. Source : enquête famille.	125
Tableau 10 : Le critère de l'âge pour déterminer le ratio de dépendance des sphères familiales. Source : enquête famille (399 individus concernés).	126
Tableau 11 : Répartition des individus par génération et par âge au sein des huit sphères familiales. Source : enquête famille (399 individus concernés).	127
Tableau 12 : Répartition selon le genre de l'ensemble des membres des sphères familiales. Source : enquête famille (399 individus concernés).	129
Tableau 13 : Catégorisation des distance-temps entre les lieux de destination et les localités de référence dans la vallée du Río Negro.	130
Tableau 14 : Corpus de données utilisées pour l'étude de l'espace de mobilité. Source : enquête famille.	132
Tableau 15 : Caractérisation des lieux de l'espace de mobilité selon le critère de la taille. ..	147
Tableau 16 : Les différentes configurations des 44 familles nucléaires en phase de formation. Source : enquête famille.	152
Tableau 17 : Les différentes configurations des 16 familles nucléaires en phase de consolidation. Source : enquête famille.	153
Tableau 18 : Les deux configurations des 24 familles nucléaires en phase d'émancipation. Source : enquête famille.	154
Tableau 19 : Répartition des familles nucléaires étudiées selon les étapes du cycle de vie familial. Source : enquête famille.	155
Tableau 20 : Part des destinations internes et internationales des individus mobiles durant la période des enquêtes. Source : enquête famille.	156
Tableau 21 : La situation résidentielle des familles nucléaires. Source : enquête famille (92 familles nucléaires).	165
Tableau 22 : Les raisons de la décohabitation. Source : enquête famille (24 familles nucléaires).	165

Table des illustrations

Tableau 23 : Les différentes modalités de décohabitation liée à la migration. Source : enquête famille (18 familles nucléaires).....	167
Tableau 24 : Répartition des ménages. Source : enquête famille.....	169
Tableau 25 : Les configurations de ménage simple. Source : enquête famille.	169
Tableau 26 : Composition et localisation des ménages composites. Source : enquête famille.	177
Tableau 27 : Morphologies des familles nucléaires appréhendées par les critères du cycle de vie familial et de la situation résidentielle. Source : enquête famille (92 familles nucléaires)...	178
Tableau 28 : Types de ménage formés selon l'étape de cycle de vie de la famille nucléaire et la situation résidentielle. Source : enquête famille (93 ménages).....	179
Tableau 29 : L'indicateur de l'intensité de dispersion familiale. Source : enquête famille (33 groupes familiaux).....	181
Tableau 30 : L'indicateur de densité du critère d'expansion spatiale. Source : enquête famille (33 groupes familiaux).	182
Tableau 31 : L'indicateur de polarisation du critère d'expansion spatiale. Source : enquête famille (33 groupes familiaux).....	183
Tableau 32 : Critères de caractérisation de l'espace de dispersion résidentielle des groupes familiaux étudiés. Source : enquête famille.	184
Tableau 33 : Typologie de l'espace de dispersion résidentielle. Source : enquête famille....	184
Tableau 34 : Modes d'usage des terres en propriété pour l'année agricole 2015 selon la zone agro-écologique dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille (23 familles nucléaires).	202
Tableau 35 : Les orientations productives des familles ayant une exploitation agricole. Source : enquête famille.	211
Tableau 36 : Rendements moyens pour un hectare semé durant le cycle de <i>postrera</i> . Sources : enquête famille et enquête complémentaire.	213
Tableau 37 : Les lieux des activités hors exploitation agricole des familles nucléaires résidant dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille.	231
Tableau 38 : Les différents types d'activités hors exploitation et leurs lieux d'exercice des familles nucléaires résidant dans la vallée du Río Negro au moment des enquêtes. Source : enquête famille (51 familles nucléaires).	231
Tableau 39 : Activités locales et rémunérations journalières. Source : enquêtes famille et complémentaires.....	242
Tableau 40 : Individus mobiles et événements de mobilité hors des frontières (migration et mobilité circulaire) sur la période d'enquête (2014-2016). Source : enquête famille.....	261
Tableau 41 : Individus mobiles et événements de mobilité hors des frontières (migration et mobilité circulaire) sur les trajectoires de vie. Source : enquête famille.	262
Tableau 42 : Caractérisation des filières de mobilité et d'activité à l'étranger. Source : enquête famille et complémentaires.	271
Tableau 43 : Formes de mobilité et types de structures productives de la filière ananas dans la zone de Pital. Source : enquêtes complémentaires.....	278
Tableau 44 : Les salaires des ouvriers de l'industrie dans les pays de l'espace de dispersion. Sources : enquêtes famille et complémentaires ; CEI, 2001.	290
Tableau 45 : Coût d'un voyage vers les différents pays de destination en 2015. Sources : enquête famille et enquêtes complémentaires.	334
Tableau 46 : Comparaison entre les projets de mobilité initiaux et l'effectivité des situations au moment des enquêtes. Source : enquête famille et complémentaire (sur la base de 127 projets de mobilité).	394
Tableau 47 : Individus et familles nucléaires émetteurs des 75 événements de circulations matérielles au moment des enquêtes (2014-2016). Source : enquête famille.	415

Table des illustrations

Tableau 48 : Lieux d'émission des 75 événements de circulation matérielle au moment des enquêtes (2014-2016). Source : enquête famille (56 individus).	416
Tableau 49 : Lieux de réception des 75 événements de circulation matérielle au moment des enquêtes (2014-2016). Source : enquête famille (56 individus).	418
Tableau 50 : Nature des circulations matérielles. Source : enquête famille (56 individus)..	419
Tableau 51 : Fréquence des circulations émises depuis les différents pays de dispersion. Source : enquête famille (56 individus).	424
Tableau 52 : Volume des remises monétaires émises depuis les différents pays de dispersion (sur un total de 57 événements de circulation monétaire). Source : enquête famille.....	425
Tableau 53 : Répartition des circulations selon l'échelle familiale (sur un total de 75 événements de circulation durant la période d'enquête 2014-2016). Source : enquête famille (56 individus).	426
Tableau 54 : Membres récepteurs au sein des unités familiales des circulations (sur la base de 75 événements de circulation durant la période d'enquête 2014-2016). Source : enquête famille.	427
Tableau 55 : Trajectoire et cycle de vie des 64 familles nucléaires ayant une résidence dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille.....	436
Tableau 56 : Trajectoire et perception des situations socio-économiques des 64 familles nucléaires ayant une résidence dans la vallée du Río Negro. Source : enquête famille.....	437

Table des matières

Résumé	1
Abstract	2
Remerciements	3
Sommaire	5
Sigles et acronymes utilisés	8
Lexique des termes en espagnol	10
Avant-propos	11
Introduction générale	12
Enjeux de la recherche : ruralités, mobilités et développement	13
La vallée du Río Negro au Nicaragua comme point de départ de la recherche	15
Contribuer à une géographie de la multi-localisation familiale	18
Une méthodologie de recherche qualitative et multi-située	20
Organisation de la thèse.....	21
Chapitre 1 Dynamiques territoriales de la vallée du Río Negro : une zone périphérique et d’interface	23
1. Des ruralités périphériques, historiquement marquées par la diversification des activités et la mobilité	24
1.1. Un territoire rural à la périphérie des dynamiques politico-économiques du Pacifique	25
1.1.1.Des mobilités anciennes, inscrites dans les trajectoires de peuplement et de développement du pays.....	27
1.1.2.Des bouleversements politico-économiques qui pénalisent l’activité agricole ..	29
1.1.3.Des contraintes locales de production et des opportunités à proximité pour les habitants de la vallée du Río Negro	33
1.2. Trajectoire migratoire du Nicaragua à partir de la deuxième moitié du XXème siècle	37
1.2.1.Les « vagues » successives de la migration nicaraguayenne.....	38
1.2.2.Des migrants jeunes, actifs, urbains, avec une forte proportion de femmes ..	43
1.2.3.Principaux pôles de la migration internationale des Nicaraguayens	44
2. Organisation territoriale de la vallée du Río Negro : vulnérabilités et nouveaux élans d’une région d’interface.....	47
2.1. L’environnement régional de la zone d’étude.....	47
2.1.1.Des plaines aux montagnes : un milieu productif sous contraintes	47
2.1.2.L’espace de proximité : des opportunités sans cesse renouvelées de part et d’autre de la frontière, entre villes et campagnes	51

Table des matières

2.1.2.1. Une connexion historique au Honduras et la nouvelle attractivité du département de Chinandega	51
2.1.2.2. Le développement des réseaux routiers, vecteur de nouvelles connexions	55
2.2. Répartition actuelle de la population dans la vallée du Río Negro : reflet de la croissance démographique nationale	57
2.2.1. Les communes du nord de Chinandega marquées par de fortes densités démographiques	57
2.2.2. Disparités rurales et influences urbaines	60
2.2.2.1. Une zone à dominante rurale	60
2.2.2.2. Différentes formes de diversification des activités	64
Conclusion	66
Chapitre 2 Conceptualiser et enquêter la famille multi-localisée	68
1. Ancrage théorique et cadre analytique de la multi-localisation familiale	68
1.1. Les courants et approches théoriques mobilisés	69
1.1.1. Appréhender la ruralité par les systèmes d'activités et les moyens d'existence	69
1.1.2. Intégrer la mobilité spatiale dans l'étude des ruralités : Nouvelle Économie des Migrations, transnationalisme et circulation migratoire	71
1.1.3. Se positionner depuis la « famille » dispersée	74
1.2. La construction d'un cadre analytique opérationnel : le système familial multi-localisé (SFM)	79
1.2.1. La famille et les unités sociales étudiées	80
1.2.2. Les espaces de la multi-localisation : mobilités, activités et circulations	85
1.2.3. Les quatre temporalités des systèmes familiaux multi-localisés	87
2. Le dispositif global de recueil de données : une démarche méthodologique qualitative et multi-située	90
2.1. Des observations et des enquêtes qualitatives complémentaires et multi-situées	90
2.1.1. Observation à différents degrés d'implication	90
2.1.2. Conduite des entretiens multi-situés, multi-niveaux et intégrant le temps	91
2.1.2.1. Les différents types d'enquêtes	91
2.1.2.2. Une démarche multi-située et multi-niveau	93
2.1.2.3. Des phases de collecte étalées dans le temps et à différentes périodes : les temporalités comme composantes du multi-situé	95
2.2. L'« enquête famille » : le cœur du dispositif méthodologique	97
2.2.1. Sélection des unités familiales à partir de la zone de référence	97
2.2.2. Les différents statuts des individus concernés par l'« enquête famille »	100

Table des matières

2.2.3. Le contenu de l'enquête famille	102
2.3. Les enquêtes complémentaires par entretiens : individus ressources et acteurs clés	103
2.3.1. Entretiens renseignant les pratiques et le vécu de la mobilité spatiale	103
2.3.2. Entretiens renseignant les activités et les conditions d'emploi	104
2.3.3. Entretiens renseignant les contextes	104
3. Justification du choix des sites d'enquête hors zone d'étude	105
3.1. Les sites d'enquête dans l'espace de dispersion régional centroaméricain : Nicaragua et Costa Rica	106
3.2. Les sites d'enquête aux États-Unis et en Espagne	110
4. Retour réflexif sur la démarche méthodologique	112
4.1. Le temps du chercheur, le temps des enquêtes	114
4.1.1. Capter le temps des familles	114
4.1.2. Capter le temps des lieux	115
4.2. Accès aux populations : construire la confiance	116
4.2.1. « S'introduire » dans les lieux d'enquête	116
4.2.2. Participer et « s'immerger » au cœur des familles	118
Conclusion	121
Chapitre 3 L'espace de dispersion des familles. Migrer et circuler.	122
1. L'hétérogénéité sociodémographique des sphères familiales	122
1.1. La taille des sphères familiales influence le potentiel de la dispersion	125
1.2. Des ratios de dépendance variables selon les sphères familiales	126
1.3. Une part plus élevée d'hommes	128
2. Diachronie de la dispersion et des mobilités	129
2.1. L'élargissement progressif de l'espace des mobilités	131
2.2. 1950-1990 : des mobilités de proximité	134
2.3. À partir de 1990 : essor des mobilités et élargissement de l'espace de dispersion	136
3. L'espace de dispersion aujourd'hui	142
3.1. Résider et circuler près de chez soi ou à l'autre bout du monde	142
3.2. L'espace de dispersion au moment des enquêtes : des Amériques à l'Europe	145
Conclusion	148
Chapitre 4 Logiques et morphologies socio-spatiales de la famille dispersée	149
1. Appréhender la famille dispersée : cycle de vie et membres mobiles	151
1.1. Les quatre étapes des cycles de vie des familles	151
1.2. Qui sont les migrants et les circulants ?	155

Table des matières

1.2.1.La plus forte incidence des migrations	155
1.2.2.Des individus mobiles jeunes, et éduqués	159
2. S'organiser dans la dispersion : recomposition des situations résidentielles et des ménages	164
2.1. La décohabitation comme indicateur de la dispersion	165
2.2. Ménage simple et ménage composite : comprendre les arrangements résidentiels familiaux.....	167
2.2.1.Ménage simple : la séparation familiale engendrée par la migration	169
2.2.2.Ménage composite : la traduction de solidarités familiales.....	172
2.2.3.Situation résidentielle et cycle de vie des familles nucléaires : les stratégies familiales face à dispersion.....	178
3. Construire l'espace de dispersion : morphologies des multi-localisations familiales	180
3.1. L'intensité de dispersion familiale	181
3.2. L'extension spatiale de la dispersion familiale	182
3.3. Cinq types de morphologie de multi-localisation familiale	184
4. Articuler la migration avec les mobilités circulaires	193
Conclusion.....	194
Chapitre 5 Vivre et travailler dans la vallée du Río Negro	196
1. Produire. Les activités agricoles et d'élevage au cœur des moyens d'existence des familles rurales	199
1.1. Zones agro-écologiques, ressources foncières et orientations productives	199
1.1.1.Les cycles agricoles dans les deux zones agro-écologiques.....	199
1.1.2.Les difficultés d'acquérir la terre.....	201
1.1.2.1.Transmission des terres par héritage : des règles contraignantes pour les nouvelles générations.....	202
1.1.2.2.Stratégies familiales pour l'achat de terres	204
1.1.3.Les autres modes d'accès au foncier	206
1.1.3.1.Le prêt de terres : un accès permis par le groupe familial	206
1.1.3.2.L'accès par location et par métayage au sein et en dehors de la famille	209
1.1.4. Les orientations productives : des logiques d'autoconsommation aux logiques marchandes	211
1.2. Ressources et pratiques sur les exploitations agricoles.....	214
1.2.1.Pratiques agricoles et organisation sociale du travail	214
1.2.1.1.Des niveaux techniques différenciés.....	215
1.2.1.2.Organisation sociale de l'activité productive : mobiliser la famille nucléaire, la sphère familiale et le voisinage	217

Table des matières

1.2.2.Les particularités de l'élevage : une activité coûteuse qui implique une collaboration familiale	219
1.2.2.1.Une technification obligatoire pour pérenniser l'activité d'élevage d'une année sur l'autre	220
1.2.2.2.Les arrangements familiaux et les initiatives individuelles autour de la pratique de l'élevage	222
1.2.3.Orientations productives, ressources et cycles de vie.....	225
2. Diversifier ses activités hors de l'exploitation : les opportunités locales ou au Nicaragua	230
2.1. Caractérisation des activités hors exploitation agricole dans la vallée du Río Negro et au Nicaragua	231
2.1.1.Les activités indépendantes : de la « débrouille » à l'inventivité	232
2.1.1.1.Des entrepreneurs ou des artisans qui valorisent une compétence ou une expérience spécifique	232
2.1.1.2.Des activités liées à l'exploitation : de la valorisation de ressources sociales à la création d'un service	234
2.1.1.3.Des initiatives féminines dans l'interstice de leurs responsabilités domestiques.....	235
2.1.2.Le salariat non agricole.....	237
2.1.2.1.Le salariat dans les institutions publiques.....	237
2.1.2.2.Le salariat dans le privé : des contrats courts pour des conditions de travail non garanties	237
2.1.3.Le salariat agricole : vendre sa force de travail ici et là	239
2.2. Combinaison des activités sur l'exploitation et hors exploitation : l'organisation des systèmes d'activité	242
2.2.1.Tactiques d'alternance face à l'incertitude	243
2.2.2.L'activité non agricole permanente, garante d'une stabilité économique	247
2.2.3.Mono-activités non agricoles, micro-entrepreneuriats, salariat public ou à l'étranger.....	250
2.2.4.Dépendance et vulnérabilité des familles non actives	253
2.2.5.Liens entre systèmes d'activité et cycles de vie	254
Conclusion.....	257
Chapitre 6 Vivre et travailler hors des frontières	260
1. Les grandes tendances de l'insertion professionnelle et des activités hors des frontières	263
1.1. Les services, premier secteur d'insertion professionnelle.....	263
1.2. Le poids du salariat et de l'emploi informel	264
1.3. Une insertion genrée dans le marché du travail	268
1.4. Une insertion professionnelle différenciée selon les destinations.....	269

Table des matières

2. Costa Rica : ancienneté du champ migratoire, diversité des emplois et des formes de mobilité.....	271
2.1. Intensité de la circulation migratoire et division genrée du travail	272
2.2. La filière de l'ananas à Pital	275
3. Le Salvador : proximité, emplois à dominante masculine et saisonnière.....	282
3.1. Des opportunités à proximité pour les hommes dans l'agriculture et l'élevage	282
3.2. De la circulation saisonnière à l'installation plus durable.....	284
4. Le Guatemala : le travail masculin dans l'industrie du textile	287
5. Le Panama, une nouvelle alternative à proximité	292
6. États-Unis : de la précarité aux perspectives incertaines d'ascension sociale.....	295
6.1. Une filière migratoire ancienne et un contexte local spécifique	296
6.2. Des conditions de travail variables selon le secteur d'activité et le statut juridico-légal du migrant	298
6.2.1. Les ouvriers de la construction : démarrer au sein de sa communauté, puis en sortir pour accéder à de meilleurs emplois	298
6.2.2. Les femmes de ménages : maîtriser l'anglais et se construire un réseau.....	303
7. La migration vers l'Espagne : une filière féminisée et tournée vers les services à la personne.....	305
8. Effets de porosité entre les destinations migratoires	308
Conclusion.....	317
Chapitre 7 Mise en mobilité et réseaux	319
1. Le rôle de la famille dans la mise en mobilité.....	321
1.1. L'annonce du départ.....	321
1.2. L'appui familial incontournable dans la concrétisation d'un départ en migration	325
1.2.1. Une mobilisation différenciée selon le lien de parenté et la destination	326
1.2.2. Compter sur le réseau d'interconnaissance quand le risque migratoire est perçu comme minime	328
1.3. Concrétiser le départ.....	330
1.3.1. Des temps de préparations différents selon les ressources familiales	330
1.3.2. Partir : un investissement financier collectif	333
1.3.2.1. Financer le voyage : partir à l'étranger, un coût financier conséquent.	333
1.3.2.2. Financer les imprévus : anticiper les risques à l'origine et à destination suite à un départ	337
2. Traverser la frontière sud des États-Unis : une mobilisation collective pour une épreuve en solitaire	340
2.1. Des routes différentes selon les ressources à disposition.....	342
2.1.1. Voyager via les réseaux de passeurs.....	343

Table des matières

2.1.2.	Partir seul ou accompagné par un migrant expérimenté.....	347
2.2.	Tous face à la même frontière : l'intervention essentielle du réseau familial.....	351
3.	Les autres registres de la migration : être accueilli et travailler.....	360
3.1.	Accueillir les migrants dans un environnement qui leur est inconnu	360
3.2.	L'urgence à trouver un travail.....	361
3.3.	Un réseau social différemment mobilisé selon les étapes de l'acte migratoire et la destination.....	363
	Conclusion.....	368
	Chapitre 8 Projets de mobilités et circulations.....	370
1.	Construction du projet de mobilité : du sens à donner au départ au « contrat de mobilité »	372
1.1.	Le caractère majoritairement familial des projets de mobilité.....	372
1.1.1.	De la pluralité des projets à caractère familial.....	375
1.1.1.1.	Couvrir les besoins du quotidien au fil du cycle de vie de la famille ...	375
1.1.1.2.	Acquisition ou valorisation de ressources.....	375
1.1.1.3.	Prises de relais et regroupement comme expression des solidarités familiales.....	381
1.1.1.4.	Prise de distance et ruptures avec la famille	383
1.1.2.	Le projet individuel : partir pour se construire et s'émanciper.....	385
1.2.	Temps des migrations : les modalités du contrat de mobilité	388
1.2.1.	Des durées d'absence variables selon le projet de mobilité et la situation familiale	388
1.2.2.	Les jalons de la mobilité, négociés en famille.....	392
2.	Les projets de mobilité à l'épreuve de l'expérience.....	393
2.1.	Des situations conformes au projet initial	395
2.1.1.	Réaliser son projet de mobilité et rentrer.....	395
2.1.2.	Assumer ses responsabilités familiales à distance : l'exemple des mères transnationales à Saragosse.....	396
2.2.	Des séjours à destination prolongés	398
2.2.1.	Une faisabilité des projets de mobilité souvent sous-estimée	398
2.2.2.	Être dans l'incapacité de pouvoir rentrer rapidement.....	399
2.2.3.	S'ancrer à destination	401
2.3.	Interrompre le projet de mobilité : obligation du retour.....	403
2.3.1.	Vivre l'illégalité : du retour forcé ou prématuré.....	403
2.3.2.	Rupture du contrat de mobilité : quand les réorganisations familiales s'essouffent.....	404
2.4.	Rester à destination	406

Table des matières

2.4.1. Du projet de mobilité au projet de vie à destination.....	406
2.4.2. Perte de sens et sacrifice au bénéfice de la famille.....	410
3. Les circulations comme levier des projets de mobilité	412
3.1. Spatialisation, intensité et nature des circulations.....	415
3.1.1. Multi-directions des circulations matérielles.....	415
3.1.2. De l'argent surtout et qui vient de loin	418
3.1.2.1. Les types de circulations matérielles	419
3.1.2.2. Des circulations plus importantes et régulières en provenance des destinations lointaines	423
3.2. Destinataires et usages des circulations	426
3.2.1. Des circulations surtout à l'échelle des groupes familiaux	426
3.2.2. Usages et gestion familiale des circulations : du quotidien aux investissements dans le système d'activité	427
Conclusion.....	431
Chapitre 9 Moyens d'existence, trajectoires et architectures des systèmes familiaux multi-localisés.....	433
1. Trajectoires des moyens d'existence des familles nucléaires de la vallée du Río Negro au prisme de la multi-localisation.....	434
1.1. Différenciation des trajectoires et des niveaux de vulnérabilité économique des familles nucléaires.....	436
1.2. Trajectoires descendantes : affaiblissement des liens, asymétrie et dépendance	438
1.3. Trajectoires de maintien : réversibilité et incertitude.....	442
1.3.1. De la difficulté à consolider et stabiliser les moyens d'existence	442
1.3.2. Lorsque les situations de fragilité et de vulnérabilité se perpétuent au fil de la trajectoire	447
1.4. Trajectoires ascendantes : accumulation, investissements, renforcement des dotations et des systèmes d'activité locaux	451
1.4.1. Construire des moyens d'existence diversifiés par la dispersion	451
1.4.2. Accumuler et développer des activités hors de l'agriculture.....	454
1.4.3. Des processus d'accumulation sans mobilité et non dépendants des arrangements familiaux	458
2. Les systèmes familiaux multi-localisés à l'échelle du groupe familial et de la sphère familiale : asymétrie des liens et reproduction intergénérationnelle	462
2.1. Trajectoire d'un groupe familial : articulation vertueuse entre exploitation agricole et mobilités	465
2.2. Quand la sphère familiale multi-localisée ne fait ni système ni ressource.	477
2.2.1. Architecture segmentée de la sphère familiale multi-localisée	477
2.2.2. Intensités et formes des liens variables au sein des groupes familiaux	479

Table des matières

Conclusion.....	481
Conclusion générale	484
Retour sur les défis méthodologiques d'une démarche centrée sur la famille multi-localisée	484
Un élargissement de l'espace de dispersion, des filières familiales de mobilité.....	485
Les arrangements familiaux dans la dispersion : un levier de l'accès aux ressources et de mise en œuvre de systèmes d'activité composites.....	486
La capacité inégale à combiner les activités et articuler les lieux	488
Les circulations au prisme des projets de mobilité...et du développement ?.....	489
Le coût social des systèmes familiaux multi-localisés	491
Ébauches de pistes pour poursuivre	492
Bibliographie.....	494
Table des illustrations	518
Table des matières	527
Annexes	537
Annexe 1: Fiches de synthèse par chapitre.....	537
Fiche de synthèse du chapitre 2	537
Fiche de synthèse du chapitre 3	538
Fiche de synthèse du chapitre 4	539
Fiche de synthèse du chapitre 5	540
Fiche de synthèse du chapitre 6	541
Fiche de synthèse du chapitre 7	542
Fiche de synthèse du chapitre 8	543
Fiche de synthèse du chapitre 9	544
Annexe 2: Le corridor sec mésoaméricain : risque de sécheresse et déficit de précipitation. Sources : INETER, 1997, 2001, FAO, 2013.....	545
Annexe 3: Dotations en route de la zone d'étude. Source : Fréguin-Gresh et al., 2018.	547
Annexe 4: Part de la population urbaine dans chaque commune du Nicaragua. Source : carte extraite d'INIDE, 2006.	548
Annexe 5: Carte de pauvreté et d'extrême pauvreté au Nicaragua élaborée à partir des données du recensement de la population de 2005. Source : INEC, 2006.	549
Annexe 6: Guide d'entretien de l'enquête famille.....	550
Annexe 7: Liste des enquêtés de l'enquête famille.....	555
Annexe 8: Liste des enquêtés des enquêtes complémentaires pour la collecte de données 2014-2016.....	564
Annexe 9: Représentation des sphères familiales étudiées.....	565
Sphère familiale 1	565

Table des matières

Sphère familiale 3	567
Sphère familiale 4	568
Sphère familiale 5	569
Sphère familiale 6	570
Sphère familiale 7	571
Sphère familiale 8	572
Annexe 10: Départs recensés par pays, selon le type de mobilité, de 1950 à aujourd'hui.	573
Annexe 11: Les réalités de la séparation parent-enfant qu'implique toute migration. Entretien avec Juana, habitante de Somotillo, ancienne migrante en Espagne.	574
Annexe 12: Itinéraire technique pour une parcelle de maïs d'un hectare durant la <i>primera</i> dans la plaine. Sources : enquête famille et enquête complémentaire.....	575
Annexe 13: Trajectoires migratoires et de mobilités circulaires des individus de l'enquête famille.....	576
(a) Trajectoires avec une ou plusieurs expériences passées ou présentes de mobilité dans une seule destination	576
(b) Trajectoires avec un ou plusieurs événements de mobilité discontinus dans plusieurs pays de destination. Source : enquête famille. Réalisation auteure.	582
Annexe 14: Des temps de parcours dépendants des conditions légales d'entrée dans les pays.	583
Annexe 15: Individus émetteurs et rapport à la mobilité. Source : enquête famille.....	584
Annexe 16: Familles nucléaires émettrices et rapport à la mobilité. Source : enquête famille.	584
Annexe 17: Spatialisation des circulations matérielles au sein de l'espace de dispersion. Source : enquête famille. Réalisation : L. Trousselle et auteure.....	585
Annexe 18: Nature des circulations selon les pays. Source : enquête famille.....	586
Annexe 19: Nature des circulations selon les lieux de dispersion. Source : enquête famille.	586
Annexe 20: Catégorisation des liens traités dans la thèse.	587

Annexes

Annexe 1: Fiches de synthèse par chapitre.

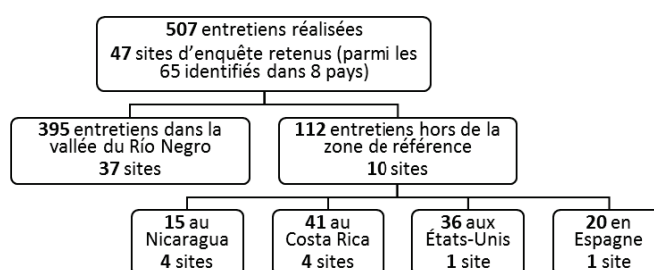
Les fiches de synthèse reprennent, par chapitre, les corpus de données utilisés pour les analyses (en bleu) ainsi que les résultats clés (en noir) afin de faciliter la lecture et l'appropriation des éléments clés de la thèse.

Fiche de synthèse du chapitre 2

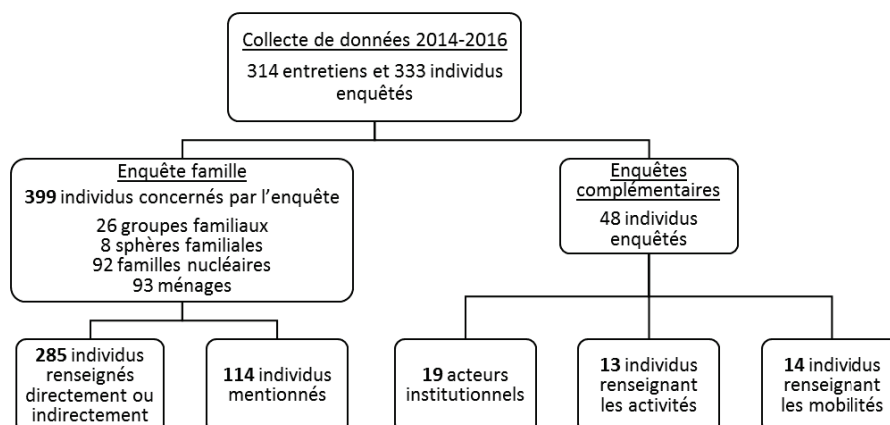
Sections 2 et 3. Repères méthodologiques

3 collectes de données réalisées:

	Nombre d'individus enquêtés	Nombre d'entretiens menés
Collecte de données 2014-16	333	314
Collecte de données 2013	51	27
Collecte de données 2012	137	166
Total	521	507

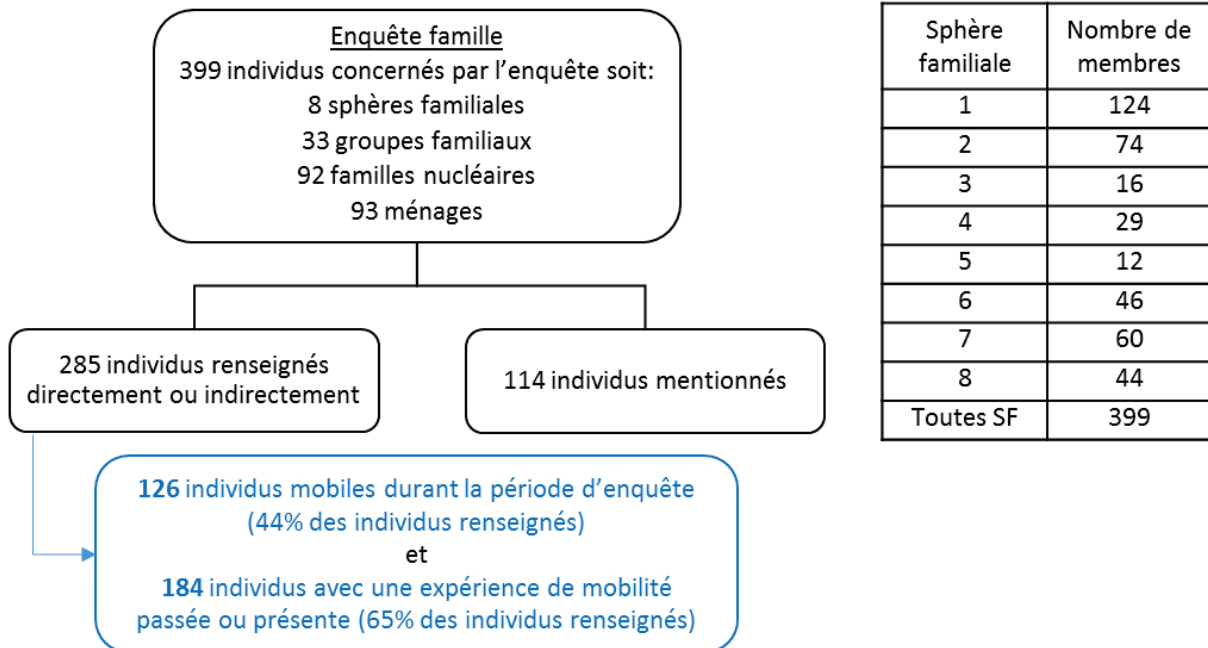


1 collecte de données spécifique à la période de thèse, nommée « collecte de données 2014-2016 » :



Fiche de synthèse du chapitre 3

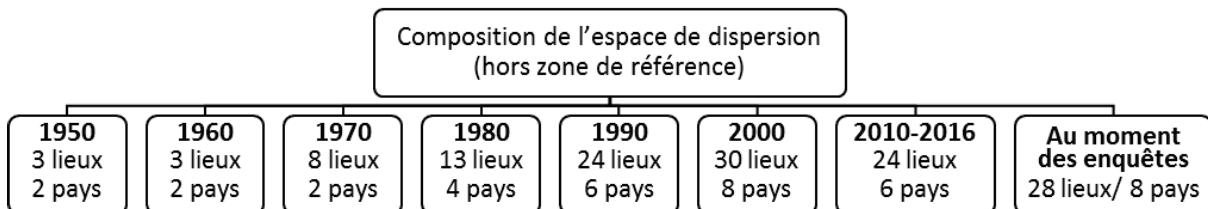
Section 1 – L’hétérogénéité sociodémographiques des sphères familiales



Sections 2 et 3 – L’espace de dispersion

Corpus de données
 Indicateur de référence: « évènement de mobilité »
 Total de **441 évènements de mobilité identifiés** pour chacun des 184 individus qui ont une ou plusieurs expériences de mobilité, passée ou en cours, parmi les 285 membres renseignés de l’enquête famille

		1950	1960	1970	1980	1990	2000	2010	
Nombre d’individus mobiles	Circulant	3	4	4	12	23	33	27	
	Migrant	2	3	15	22	43	74	45	
	Total	5	7	19	34	66	107	72	
Nombre d’évènements de mobilité	Circulant	3	5	5	12	35	58	44	162
	Migrant	3	3	15	29	64	110	55	279
	Total	6	8	20	41	99	168	99	441



Fiche de synthèse du chapitre 4

Section 1. Appréhender la famille dispersée: cycle de vie et membres mobiles

Étapes du cycle de vie	Nombre de familles nucléaires	% des familles nucléaires
Formation	44	48%
Consolidation	16	17%
Émancipation	24	26%
Transmission	8	9%
Total	92	100%

Enquête famille – au moment de la collecte de données (2014-2016)

Parmi les 126 individus mobiles durant la période d'enquête (44% des individus renseignés):

- 88 migrants (70%) et 38 circulants (30%)
- 52% des individus mobiles sont des hommes et 48% des femmes
- 55% des individus mobiles se déplacent au sein du pays et 45% à l'international
- 54% des individus mobiles sont en situation illégale dans le pays de destination au moment des enquêtes c'est-à-dire qu'ils ne détiennent pas de permis de résidence et/ou de permis de travail

Enquête famille – au cours de la vie des individus

Parmi les 184 individus avec une expérience de mobilité passée ou présente (65% des individus renseignés):

- 144 individus ont au moins une expérience de mobilité hors de la vallée du Río Negro (78% des individus avec une expérience de mobilité) (chapitre 6)
- 116 individus ont au moins une expérience de mobilité hors du Nicaragua (63%) (chapitre 6)

Section 2. S'organiser dans la dispersion: recomposition des situations résidentielles et des ménages

Enquête famille

Situation résidentielle

- 92 familles nucléaires réparties en 93 ménages
- 68 familles nucléaires en situation de cohabitation (74% des familles nucléaires) et 24 en situation de décohabitation (26%)
- 75% des décohabitations sont liées à la migration et 25% à une séparation conjugale

Type de ménage

- 72 ménages correspondent à des ménages simples (77%) et 21 à des ménages composites (23%).
- 68% des ménages simples sont complets et 32% sont tronqués

Section 3. Construire l'espace de dispersion: morphologies des multi-localisations familiales

Enquête famille

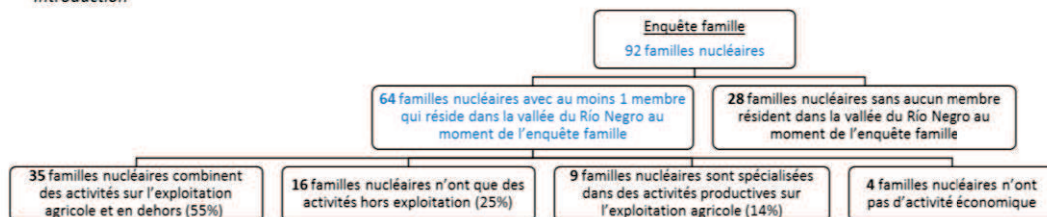
Parmi les 33 groupes familiaux:

- 25 groupes familiaux ont des membres mobiles durant la période d'enquête (76% des groupes familiaux) soit 63 familles nucléaires (68% des familles nucléaires)

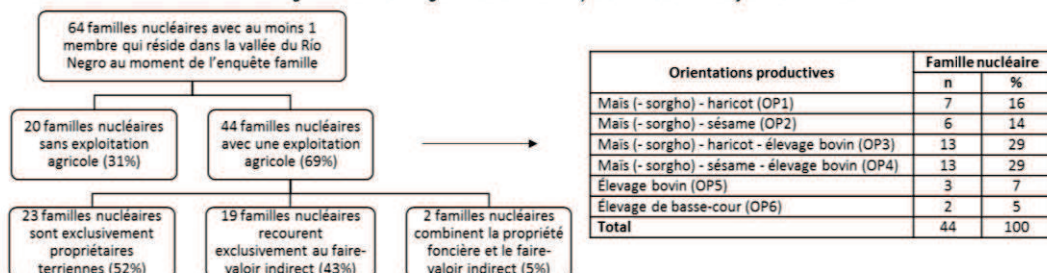
Type de morphologie de dispersion	Nombre de groupes familiaux	% des groupes familiaux
Type 0 – Absence dispersion	8	24%
Type 1 – Dispersion embryonnaire	7	21%
Type 2 – Dispersion affirmée	8	25%
Type 3 – Dispersion marquée	7	21%
Type 4 – Dispersion forte	3	9%
Total	33	100%

Fiche de synthèse du chapitre 5

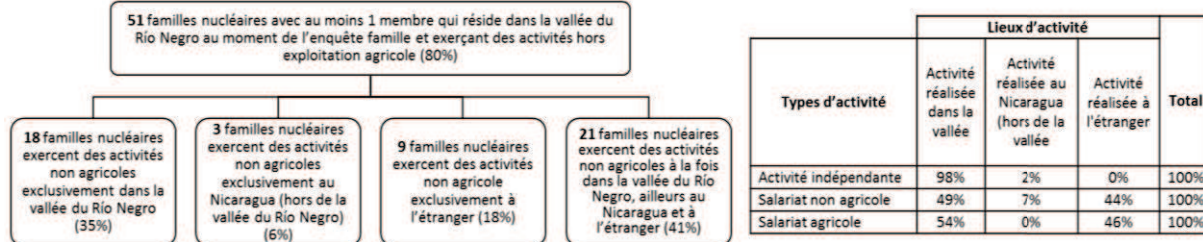
Introduction



Section 1. Produire. Les activités agricoles et d'élevage au cœur des moyens d'existence des familles rurales



Section 2 – Activités hors exploitation agricole des familles nucléaires dans la vallée du Rio Negro



	Types de systèmes d'activité			Total
	Système d'activité 1: diversifié, alternant, saisonnier, pluriactif et incertain	Système d'activité 2: Diversifié, superposé par phase, permanent, pluriactif et stable	Système d'activité 3: non agricole, superposé en continu, permanent, mono-actif et très stable	
Nombre de familles nucléaires avec au moins 1 membre qui réside dans la vallée du Rio Negro au moment de l'enquête famille et exerçant des activités hors exploitation agricole	12	23	16	51

Fiche de synthèse du chapitre 6

Section 1. Les grandes tendances de l'insertion professionnelle et des activités hors des frontières

Corpus de données

Indicateur de référence: « activités recensées pour chaque événement de mobilité circulaire et de migration hors des frontières sur la période d'enquête (2014-2016) »
Total de 58 individus parmi les 126 individus mobiles de l'enquête famille sur la période d'enquête.

Parmi les activités réalisées hors des frontières:

- 44% correspondent au secteur **tertiaire**
- 27% au secteur **secondaire**
- 21% au secteur **primaire**
- 8% correspondent à des individus qui n'exercent pas d'**activité économique** au cours de leur mobilité
- 83% des activités économiques correspondent à du **salarial**
- 63% sont exercées de manière **informelle**

Pays de destination	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Panama	Espagne	États-Unis	Total
En nombre d'individus							
Individu mobile	24	6	1	6	13	8	58
Migrant	22	6	1	4	13	8	54
Circulant	2	0	0	2	0	0	4
En nombre d'événements de mobilité							
Événement de mobilité	24	6	1	6	13	8	58
Événement de migration	22	6	1	4	13	8	54
Événement de mobilité circulaire	2	0	0	2	0	0	4

Sections 2 à 7.

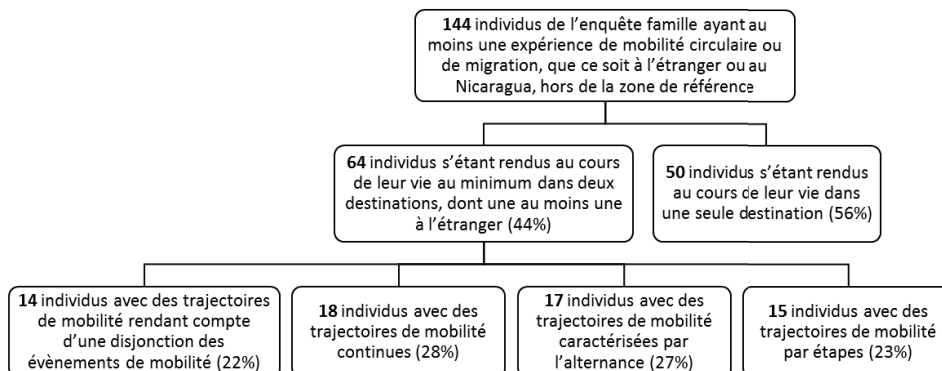
Corpus de données

Indicateur de référence: « activités recensées pour l'ensemble des événements de migration et de mobilités circulaires cumulés au cours de la vie des individus.

Total de **88 individus** de l'enquête famille ayant au moins une expérience de mobilité hors du Nicaragua, passée ou en cours, au moment des enquêtes, et **15 individus** des enquêtes complémentaires résidant en Espagne ou aux États-Unis (non pris en compte dans le tableau).

Pays de destination	Costa Rica	El Salvador	Guatemala	Panama	États-Unis	Espagne	Total
En nombre d'individus							
Individu avec expérience(s) de mobilité	50	19	14	6	13	14	116
Migrant	34	11	12	4	13	13	86
Circulant	7	7	2	2	0	0	19
Individu avec expérience mixte de mobilité	9	1	0	0	0	1	11
En nombre d'événements de mobilité							
Événement de mobilité	60	20	14	6	13	14	127
Événements de migration	44	12	12	4	13	13	97
Événements de mobilité circulaire	16	8	2	2	0	1	30

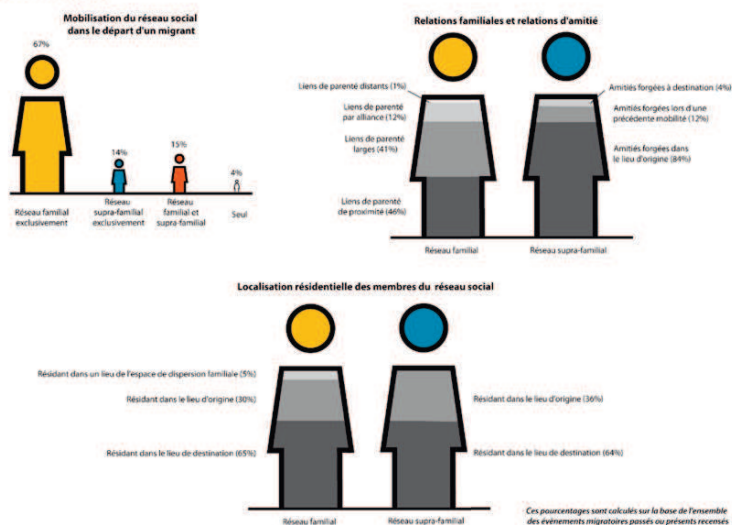
Section 3. Effets de porosité entre les destinations migratoires



Fiche de synthèse du chapitre 7

Section 1. Le rôle de la famille dans la mise en mobilité

Corpus de données
57 individus retenus parmi les 184 individus avec une expérience de mobilité passée ou présente
Cela correspond à 78 expériences de migrations passées ou présentes.



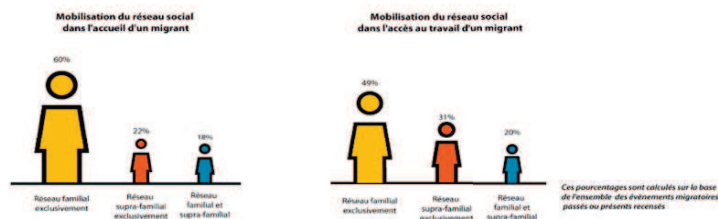
Section 2. Traversée la frontière sud des États-Unis: une mobilisation collective pour une épreuve en solitaire

Corpus de données
19 individus avec une expérience passée ou présente aux États-Unis de l'enquête famille et des enquêtes complémentaires menées à La Nouvelle-Orléans.

9 individus ont eu recours à un passeur tout au long de leur parcours migratoire
10 individus réalisent leur parcours migratoire seul ou accompagné de migrant expérimenté.

Section 3. Les autres registres de la migration: être accueilli et travailler

Corpus de données
57 individus retenus parmi les 184 individus avec une expérience de mobilité passée ou présente
Cela correspond à 78 expériences de migrations passées ou présentes.



Fiche de synthèse du chapitre 8

Section 1. Construction du projet de mobilité : du sens à donner au départ au « contrat de mobilité »

Corpus de données section 1.1

Indicateur de référence: « événement de mobilité »

Total de 127 événements de mobilité passée ou présente, associés chacun à un projet de mobilité. Ces événements renvoient à 21 événements de mobilité circulaire (17%) et 106 événements migratoires (83%).

Ces événements sont associés à 84 individus: 66 relevant de l'enquête famille et 18 des enquêtes complémentaires menées à Saragosse (Espagne), à La Nouvelle-Orléans (États-Unis) et au Costa Rica.

Parmi les 127 projets de mobilité, 65% sont exclusivement ou majoritairement à caractère familial. À l'inverse, 45% sont exclusivement ou majoritairement à caractère individuel

Corpus de données section 1.2

Sélection de 76 événement de mobilité parmi les 127 événements de mobilité passée ou présente. Cela correspond à 57 individus de l'enquête famille (sur les 66 précédemment mentionnés) et 10 individus des enquêtes complémentaires (sur les 18).

Section 2. Les projets de mobilité à l'épreuve de l'expérience

Corpus de données

Total 127 événements de mobilité passée ou présente, associés chacun à un projet de mobilité.

	Nombre de projets de mobilité	Part sur le total des projets de mobilité
Conformité avec le projet de mobilité	28	22%
Prolongation de la mobilité (avec ou sans modification du projet)	48	38%
Interruption du séjour et du projet de mobilité	19	15%
Modification du projet de mobilité	32	25%
Total	127	100%

Section 3. Les circulations comme levier des projets de mobilité

Corpus de données

Indicateur de référence: « événement de circulation »

Recensés pour la totalité des individus de l'enquête famille (285), plus particulièrement pour les individus en migration ou en mobilité circulaire durant la période des enquêtes (2014-2016), soit 126 individus.

Total de 75 événements de circulations matérielles (d'argent, de biens ou d'aliments) concernant 56 individus émetteurs, soit 20% de l'ensemble des individus de l'enquête famille et 40% des individus mobiles durant la période d'enquête.

Individus				
Nb d'individus de l'enquête famille	Nb d'individus en mobilité durant la période d'enquête	Nb d'individus émetteurs de circulations	% sur le total des individus de l'enquête famille	% sur le total des individus en mobilité
285	126	56	20%	40%
Familles nucléaires				
Nb de familles nucléaires de l'enquête famille	Nb de familles nucléaires avec au moins un membre mobile	Nb de familles nucléaires émettrices de circulations	% sur le total des familles nucléaires de l'enquête famille	% sur le total de familles nucléaires avec au moins un membre mobile
92	69	47	51%	61%

- Circulations matérielles émises depuis 22 lieux de l'espace de dispersion.
- 79% des lieux de l'espace de mobilité émetteurs de circulations.
- Principaux pays émetteurs: Costa Rica (31% des circulations), Nicaragua (21%), États-Unis (20%) et Espagne (16%).
- 80% des événements de circulation matérielle se font en direction du lieu d'origine et 96% vers le pays d'origine.
- Les transferts d'argent représentent 76% du nombre total d'événements de circulation matérielle, les biens matériels 13% et les aliments à 11%.
- Les circulations se font à 36% entre les membres d'une même famille nucléaire, 61% entre les membres d'un même groupe familial et à 3% entre les membres d'une même sphère familiale.
- Les circulations sont utilisées à 35% pour des usages quotidiens de consommation, à 25% à des usages sociaux, à 21% à des usages productifs, à 5% pour la constitution d'une épargne, à 5% pour l'amélioration des conditions de vie, à 4% au financement d'une mobilité et à 4% pour le remboursement des dettes.

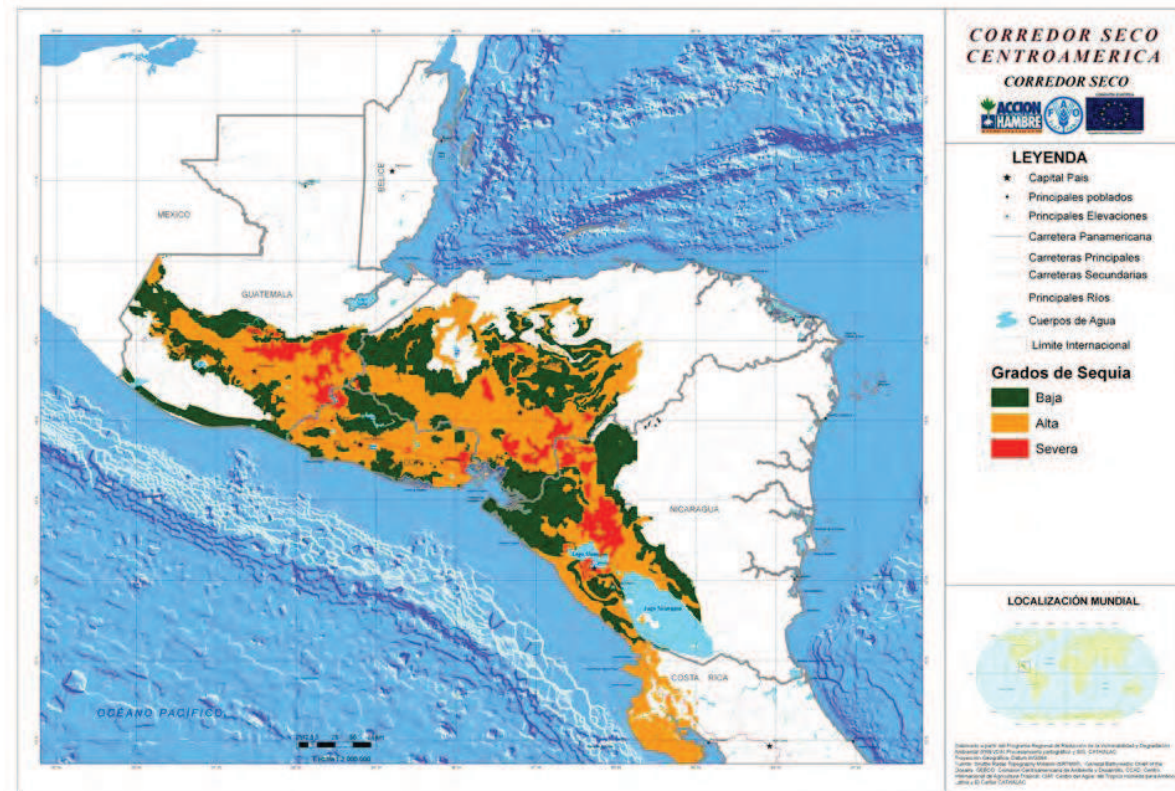
Fiche de synthèse du chapitre 9**Section 1. Trajectoires des moyens d'existence des familles nucléaires de la vallée du Río Negro au prisme de la multi-localisation****Corpus de données section 1**Trajectoires des **64** familles nucléaires avec au moins 1 membre qui réside dans la vallée du Río Negro au moment de l'enquête famille

Étapes du cycle de vie et tranche d'âge du ou de la chef·fe de famille	Types de trajectoire			Total
	Trajectoire ascendante	Trajectoire de maintien	Trajectoire descendante	
Formation (19-38 ans)	16	8	3	27
Consolidation (30-45 ans)	2	7	0	9
Émancipation (40-60 ans)	13	6	1	20
Transmission (55-86 ans)	3	5	0	8
Total	34	26	4	64

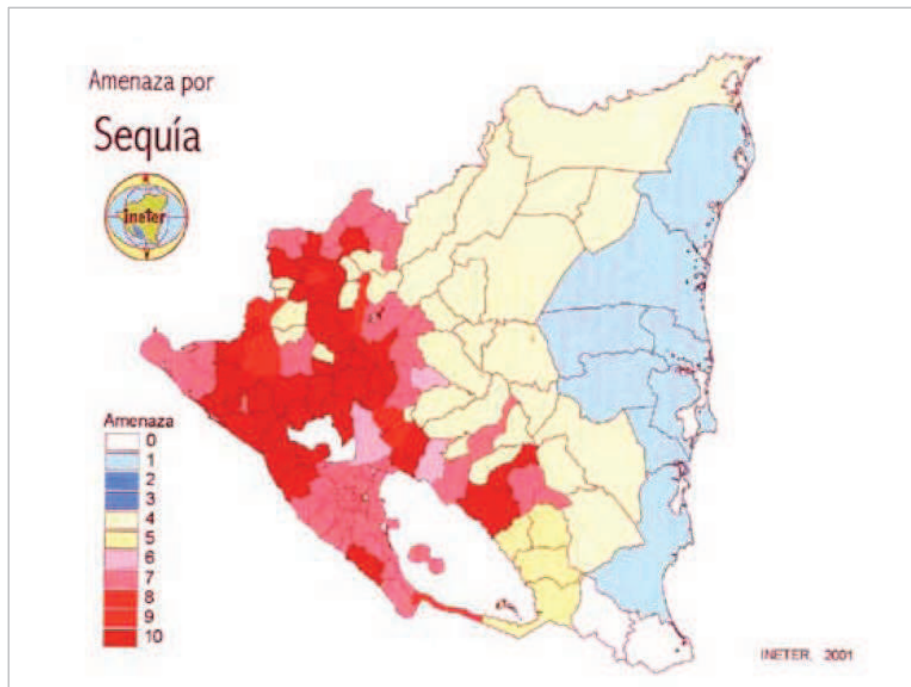
Perception des situations socio-économiques	Types de trajectoire			
	Ascendante	Maintien	Descendante	Total
Fragiles	0	2	4	6
Vulnérables	9	24	0	33
Solides	25	0	0	25
Total	34	26	4	64

Annexe 2: Le corridor sec mésoaméricain : risque de sécheresse et déficit de précipitation. Sources : INETER, 1997, 2001, FAO, 2013.

Le corridor sec centraméricain est défini selon trois indicateurs : le nombre de mois de sécheresse, les précipitations et les zones de vie de Holdridge (en blanc l'aire en dehors du corridor).



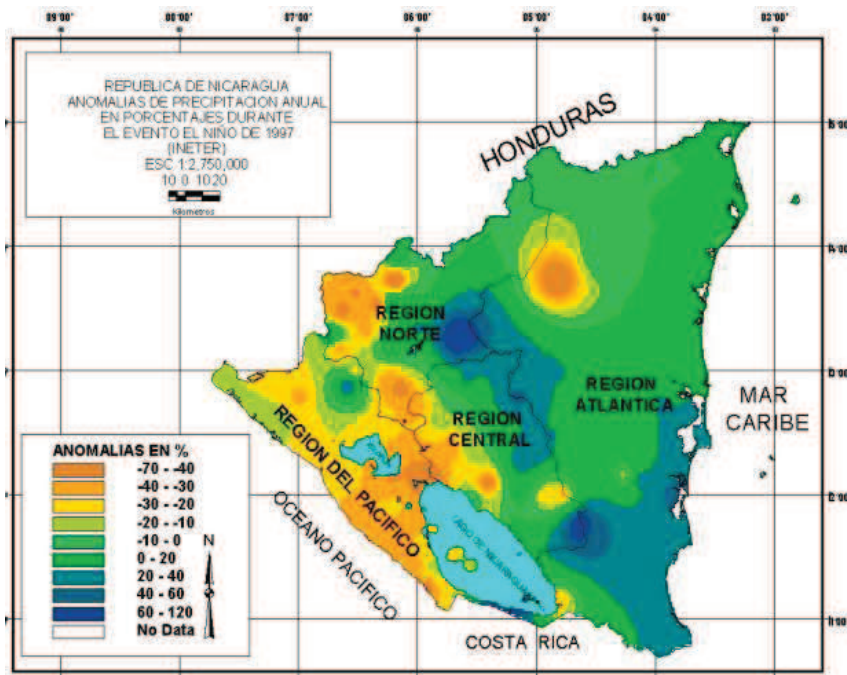
Corridor sec et sécheresse selon la FAO.



Corridor sec et sécheresse selon l'INETER.

Selon la classification de l'INETER (méthode des déciles) le risque de sécheresse est considéré comme:

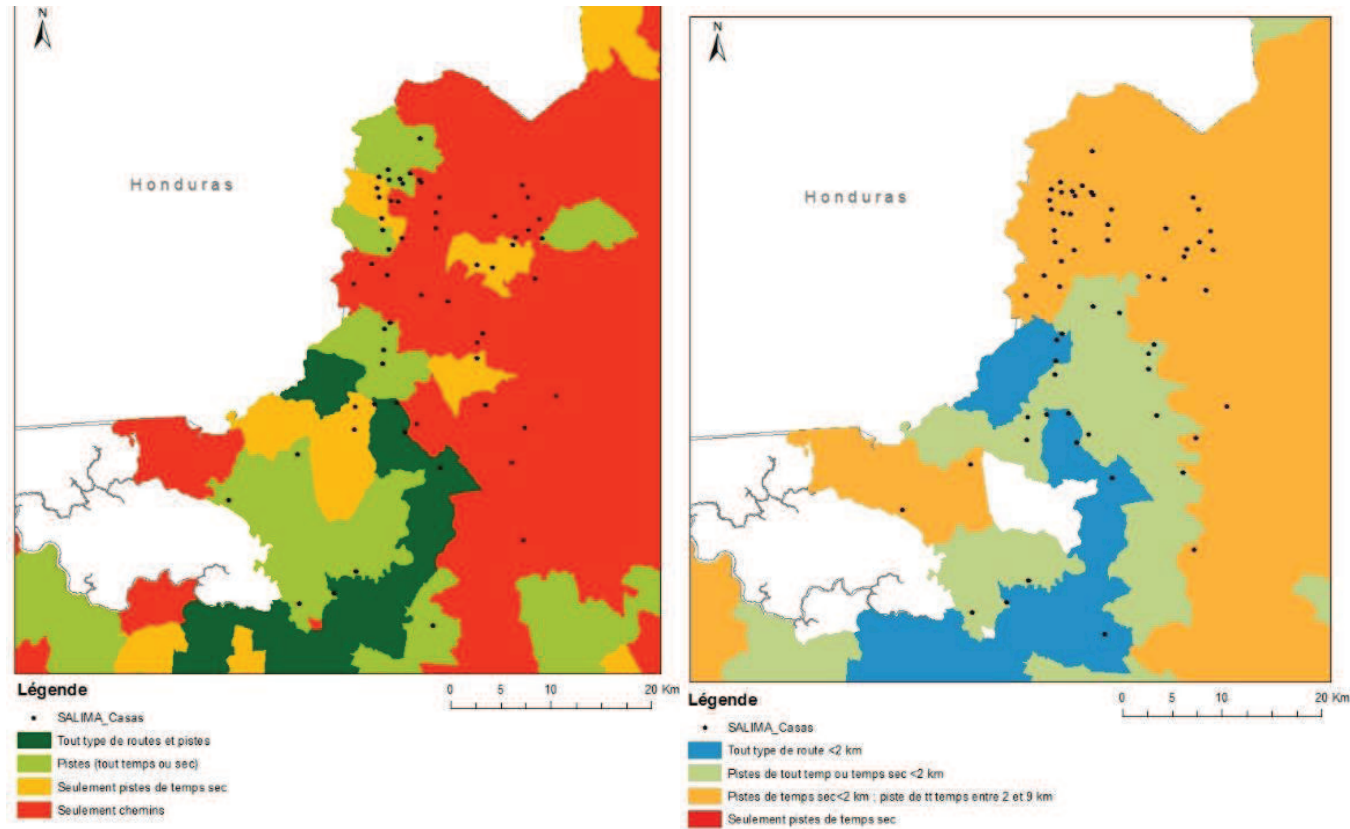
- nul : 0
- faible : échelle de 1 à 3
- modéré : échelle de 4 à 6
- sévère : échelle de 7 à 9
- très sévère : 10



Corridor sec et déficit de précipitation selon l'INETER.

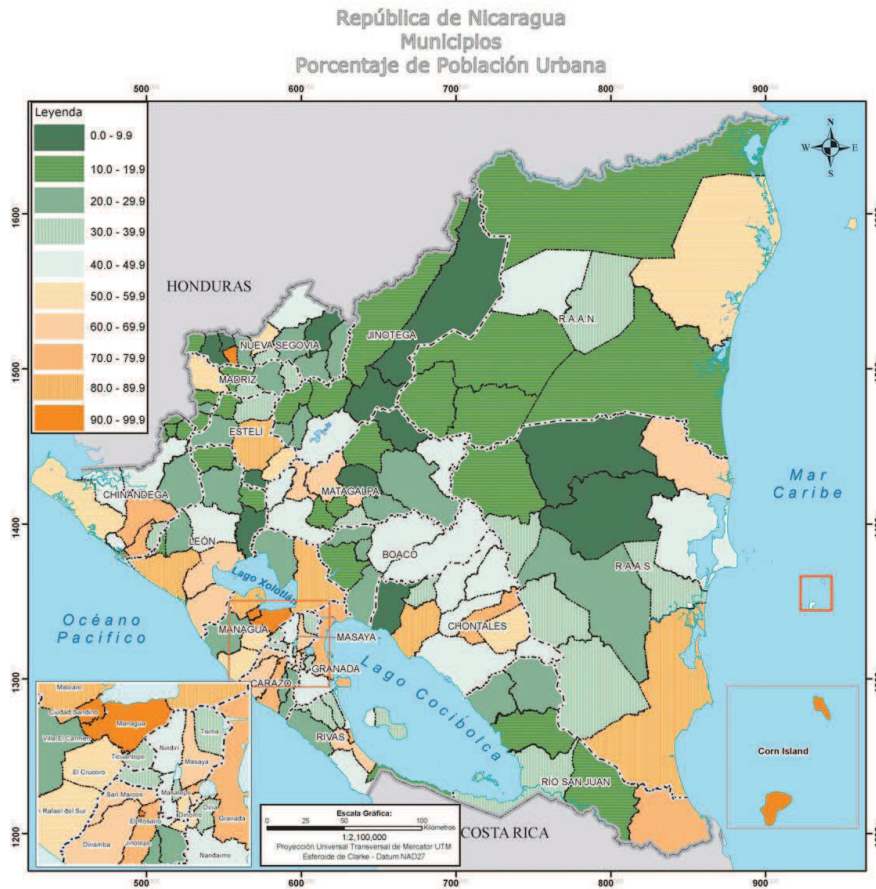
Annexe 3: Dotations en route de la zone d'étude. Source : Fréguin-Gresh et al., 2018.

Ces cartes ont été réalisées par S. Fréguin-Gresh dans le cadre du projet SALIMA (Sécurité ALimentaire des Individus des Ménages Agricoles au Nicaragua) en 2018. Elles permettent d'illustrer mon propos sur les moyens de transport de la population au sein de la zone d'étude.



À gauche, les dotations en route ; à droite la proximité aux routes dans la vallée du Río Negro.

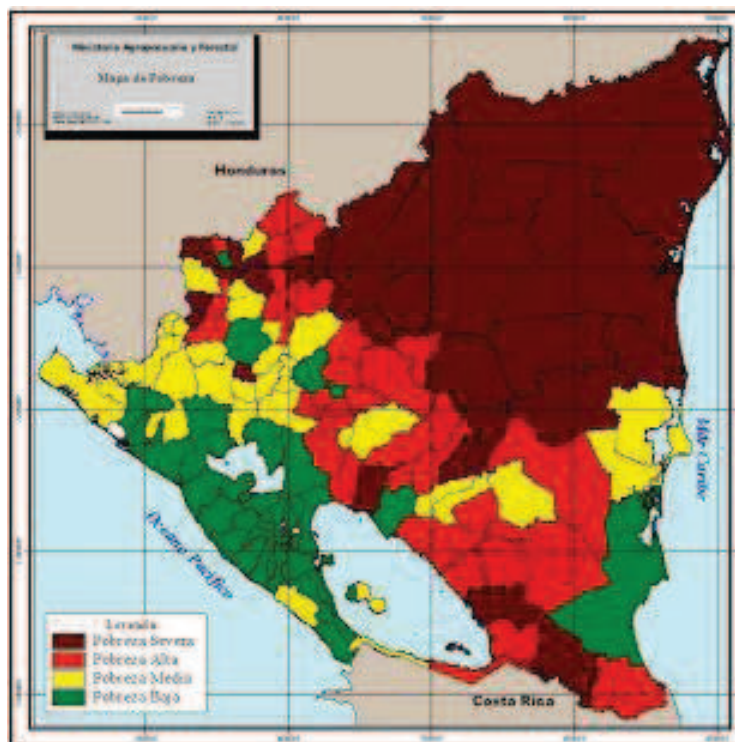
Annexe 4: Part de la population urbaine dans chaque commune du Nicaragua. Source : carte extraite d'INIDE, 2006.



Part de la population urbaine.

Annexe 5: Carte de pauvreté et d'extrême pauvreté au Nicaragua élaborée à partir des données du recensement de la population de 2005.

Source : INEC, 2006.



Carte de la pauvreté au Nicaragua.

Au Nicaragua la pauvreté est mesurée, dans les années 2000, par les instituts nationaux selon trois critères :

- le revenu. Est considéré comme pauvre la population vivant avec moins de 2 dollars par jour.
- la méthode des besoins de bases insatisfaits. Cette méthode repose sur 5 indicateurs :
 - le nombre de personnes au sein du logement ;
 - la qualité du logement ;
 - l'accès à l'eau et à un système adéquat d'évacuation des excréments au sein du logement ;
 - le niveau d'éducation des membres du foyer ;
 - la dépendance économique et l'accès à l'emploi des membres du foyer.

Ces indicateurs permettent de fixer des seuils de pauvreté. La carte ci-dessus est élaborée sur la base de cette méthode.

- les dépenses. Cette méthode montre la capacité des foyers à s'acheter le panier alimentaire basique ainsi que les autres biens de premières nécessités. Ce panier est fixé à 1,17 dollars.

Selon les estimations de population de l'INIDE en 2007 et l'enquête de mesure du niveau de vie de 2005, le taux de pauvreté au Nicaragua est évalué à 75,8%, 65,9% et 48,3% respectivement aux méthodes expliquées.

Annexe 6: Guide d'entretien de l'enquête famille.

Guide d'entretien

Anaïs TROUSSELLE, Juin 2014

1. La cellule familiale : ses ressources et ses activités (synchronique)

Cette section s'adresse à chaque individu (de plus de 15 ans) précédemment identifiés par le/la responsable ou gestionnaire de la famille comme composant la cellule familiale. En cas d'absence de certains individus (notamment en cas de migrations), les informations concernant leurs parcours sont à récolter auprès des différents individus présents, et en particulier le/la responsable ou gestionnaire.

Objectif :

Définir les contours de la cellule familiale, son fonctionnement, ses caractéristiques structurelles (démographiques), ses ressources (humaine et sociale), les principales caractéristiques et activités des individus qui la composent

1.1. Contours et caractéristiques humaines et sociales de la cellule familiale

1.1.1. Caractéristiques du/de la responsable de la cellule familiale

Localisation (commune et localité) et téléphone

Agencement des lieux de vie de famille: ancienneté, nombre de résidences (si plusieurs), conditions de vie matérielle (état de la maison, nombre de pièces, services, etc.) (=> *Observation directe*)

Fonctionnement des liens intra-familiaux : qui prend les décisions dans la famille ? Qui gère le budget et l'allocation des ressources ? Qui apporte des ressources financières ?

Prénom, âge, genre, statut dans la cellule familiale (père/mère/frère, etc.) et description des responsabilités dans la famille, Composition de sa famille (hors foyer, parents, frères et sœurs, enfants).

Education scolaire, formations professionnelles.

Activité ou métier actuel.

Appartenance à des réseaux (professionnels, associatifs, religieux, etc.).

Expérience(s) de mobilité actuelle ou passées.

1.1.2. Caractéristiques des autres individus composant la cellule familiale

Composition de la cellule familiale : liste des individus : prénom, âge, genre, niveau d'éducation scolaire et suivi de formations professionnelles, statut dans la famille, responsabilités et nature des liens dans la famille, appartenance à des réseaux (associations locales, organisations professionnelles, parti politique, église, etc.) et rôle au sein de ces réseaux, activité ou métier actuel³⁹⁰, Expérience(s) de mobilité actuelle ou passées, présence/absence

³⁹⁰ On ne s'intéressera par la suite pour l'entretien approfondi de la section 2 qu'aux individus « actifs », c est à dire de plus de 15 ans (définition de ILO)

Annexes

Prénom	Age	Genre	Statut dans la cellule familiale	Responsabilités	Education scolaire	Formations professionnelles	Activités ou métiers actuels	Appartenance réseaux et rôle	Expériences mobilités passées et/ou présentes	Présent/absent

Cette section permet à la fois d'identifier les membres de l'unité familiale à enquêter et de recouper les informations entre les membres de la même unité familiale afin de renforcer la validité des données collectées.

1.2. Les ressources physiques, naturelles et financières de la cellule familiale et son système d'activité (synchronique)

Objectifs :

Caractériser les ressources individuelles et collectives ainsi que les activités exercées par les individus, séparément et collectivement, dans les différents lieux de résidence et lieux d'activités ou de mobilités de l'unité familiale.

=> Caractériser les systèmes d'activité et pressentir la capacité de la cellule familiale à se mettre et à mettre en mobilité.

1.2.1. Foncier – Comment accédez-vous à la terre ?

Liste des parcelles exploitées actuellement (et par le passé) : Superficie disponible (en propriété, usufruit, squat ou location/métayage), superficie effectivement cultivée, mode d'acquisition (héritage, achat, réforme agraire, etc.), faisceaux de droits, titres détenus, localisation des terres (par rapport aux différentes zones agro-écologiques identifiées préalablement : zone de plaine inondée, zone de montagne, bas fond, etc., distance au foyer), accès à l'eau d'irrigation

Si uniquement locataire : surface louée et /ou mise en location, mode d'acquisition et pérennité de la relation au propriétaire, faisceaux de droits, durée de la location, investissements réalisés, modes de paiement

Si sans terre : pourquoi et comment ?

1.2.2. Exploitation agricole – Si vous possédez une exploitation agricole, pouvez-vous me la décrire (en quoi a consisté votre activité agricole sur votre exploitation au cours des 12 derniers mois) ? Qui de votre famille, y a participé ?

1.2.2.1. Systèmes de culture :

Nombres de cycle de culture réalisé (*primera, postrera, apante*), types de cultures et d'associations, combinaisons culturale, types de produits et sous-produits agricoles, quantités produites, mode de commercialisation et prix de vente (→ à réaliser sur la base d'un calendrier agricole)

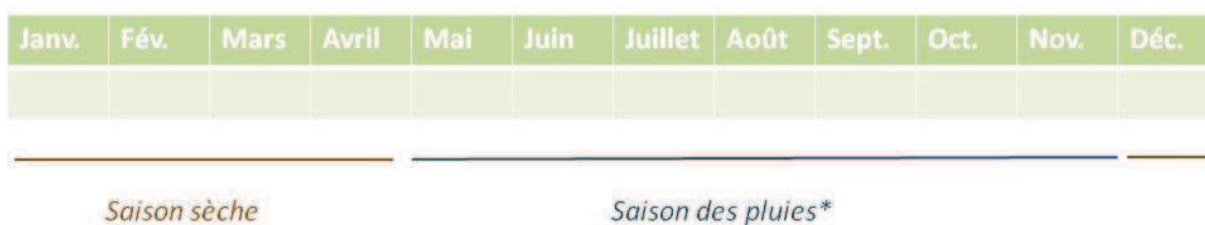
Annexes



* La petite canicule, équivalent d'une courte saison sèche, se déroule entre mi Juillet et mi Août

1.2.2.2. Système élevage :

Types et nombre d'animaux, types de produits et sous-produits, quantités produites, mode de commercialisation et prix de vente (→ à réaliser sur la base d'un calendrier d'activités d'élevage)



* La petite canicule, équivalent d'une courte saison sèche, se déroule entre mi Juillet et mi Août

Force de travail familial impliquée dans l'exploitation agricole

Individus impliqués, rôle de chacun et quantité de travail, formes de rémunération, etc.

1.2.3. *Activités professionnelles en dehors de l'exploitation agricole – Pouvez vous me décrire les activités, en dehors de l'exploitation, agricole, auxquelles vous ou quelqu'un de votre famille avez participé au cours des 12 derniers mois ?*

1.2.3.1. Type d'activité

Description de l'activité (y compris salariat agricole), temporalité et fréquence de l'activité/temps de travail (nb de jours par semaine, nb de semaines par mois, nb de mois par an), lieu de réalisation (éloignement du domicile : besoin de dormir dehors ? autre résidence ?), investissements réalisés pour cette activité, compétences mobiliser pour cette activité, mode de rémunération, conditions de travail

1.2.3.2. Force de travail familiale impliquée dans les autres activités hors exploitation

Acteurs impliqués, temps de travail, rôle de chacun et quantité de travail fourni, formes de rémunération, etc.

2. Expériences professionnelles et parcours de mobilités (diachronique)

Cette section s'adresse à chaque individu précédemment identifiés par le/la responsable ou gestionnaire de la famille comme composant la cellule familiale. En cas d'absence de certains individus (notamment en cas de migrations), les informations concernant leurs parcours sont à récolter auprès des différents individus présents, et en particulier le/la responsable ou gestionnaire. La mobilisation du récit de vie permet de compléter cette partie.

Objectif :

Caractériser la trajectoire professionnelle, de mobilité et personnelle de chacun des membres de la famille.

Comprendre les stratégies individuelles et familiales selon la perception individuelle.

2.1. Pouvez-vous me décrire, au cours de votre vie, vos expériences professionnelles ? Et s'il y a lieu, celles de mobilités ?

Description de l'activité (y compris salariat agricole), temporalité et fréquence de l'activité/temps de travail (nb de jours par semaine, nb de semaines par mois, nb de mois par an), lieu de réalisation (éloignement du domicile : besoin de dormir dehors ? autre résidence ?), investissements réalisés pour cette activité, compétences mobilisées pour cette activité, mode de rémunération, conditions de travail.

Temporalité (« temps court ») : durée, fréquence, période d'intervention dans le cycle de vie, parcours.

Conditions : compétences/connaissances requises/acquises, salaires, conditions de vie, montant et fréquence d'envoi des remises.

Si mobilité : raisons du départ, choix de la destination, place du retour.

Vécu/perceptions de la mobilité : risques et obstacles, conditions de travail, succès/échecs.

2.2. De par votre expérience individuelle, comment percevez-vous / avez-vous perçu la mobilité ?

Temporalité (« temps long ») : continuum de la migration, évolution de la « ressource » mobilité.

Prise de décision/préparation du départ : choix du qui migre, rôle de l'unité familiale (financement du voyage, accueil à destination, recherche d'emploi, etc.), changements impliqués, choix de la destination.

Place du réseau : acteurs du réseau et lien avec l'unité familiale.

Flux matériels/immatériels : personnes destinataires, utilisation des remises, projets réalisés.

Retour : « rythme » des retours sur le lieu d'origine, place du retour définitif.

Restructuration engendrées au sein de la cellule familiale.

2.3. Quels évènements de votre trajectoire personnelle et familiale se superposent aux évènements de votre trajectoire professionnelle préalablement évoquée?

Départ du foyer parental.

Union/ Séparation.

Naissance des enfants/ Décès

3. Ressources financières – Pour évaluer votre niveau de vie, pouvez-vous me décrire vos principales sources de dépenses familiales ? (Synchronique)

⇒ *Pour les femmes en charge du foyer. J'ai fait le choix d'introduire cette section à ce stade de l'entretien, où la confiance et la confiance entre les deux interlocuteurs est davantage instaurée afin d'aborder cette thématique qui me semble plus intrusive et délicate à aborder.*

3.1. Quels sont vos postes de dépenses ?

Définitions des postes (de leur point de vue) : consommation courante ie. alimentation, habillement, etc., santé, éducation, amélioration de l'habitat, achat de matériel agricole et non agricole, achat de terres, achat de résidence, etc.

3.2. Pour chaque poste de dépense, d'où provient l'argent permettant ces dépenses ?

Vente des produits agricoles, salaires (donner des infos, en lien avec les activités professionnelles des individus), remises (donner des infos, en lien avec les mobilités des individus), épargne, prêt/crédit (donner des informations), etc.

Loin de rechercher une exhaustivité des informations recueillies, l'objectif est de « faire parler » l'enquêté pour, éventuellement, préciser des activités, des mobilités, des relations familiales, revenir sur des événements précédemment évoqués pour en préciser certains éléments.

4. Evolution de l'exploitation agricole (diachronique)

Objectif :

Identifier les changements, perçus par l'enquêté comme significatifs, dans la gestion de l'exploitation agricole.

Acquisition/perte de nouvelles ressources.

Introduction de nouvelles activités agricoles (nouveau type d'élevage, nouvelle culture) ou diminution des activités agricoles.

Mobilisation/retrait de main-d'œuvre familial (ex : prise d'indépendance des enfants).

Redistribution des rôles entre les membres de la famille et réorientation de la stratégie (vente/autoconsommation).

5. Contextualisation et évolution de la mobilité à l'échelle locale

Cette section se conduit davantage comme une discussion libre avec l'enquêté et de clôture de l'entretien.

Familles affectées/mettant en œuvre des mobilités : qui sont-elles ? Quelles sont les activités les plus courantes de ceux qui restent ? De ceux qui partent ?

Quelles sont vos perceptions des changements induits par la mobilité localement ? Nouveaux commerces, augmentation de l'influence/de la respectabilité, aménagement du territoire, augmentation des prix, position des autorités locales face à la migration, inégalités, effets sur les activités agraires, l'engagement des jeunes générations dans l'agriculture, etc.

Annexe 7: Liste des enquêtés de l'enquête famille.

U F	Prénom		Statut dans l'enquête famille RD : Renseigné directement RI : Renseigné indirectement RI-15 : Renseigné indirectement (-15 ans)	Nb d'entretiens menés	Lieu(x) de(s) l'entretien(s)		Année(s) de(s) l'entretien(s)		
					Lieu 1	Lieu 2	A1	A2	A3
1	1	Arnoldo	RD	2	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
1	2	Hiro	RD	1	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	3	Ana	RI	0	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	4	Julio	RD	2	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
1	5	Fatima	RD	2	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
1	6	Elmer	RD	2	El Caïmito (Somotillo - NIC)	Los Chiles (San Carlos - NIC)	2014	2015	NC
1	7	Lionel	RD	2	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
1	8	Victorina	RD	1	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	9	Eddis	RI	0	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	10	Camila	RI-15	0	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	11	Gerardo	RI	0	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	12	Darling	RD	1	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	13	Rosa	RD	1	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	14	Melvin	RI-15	0	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	15	Ussidalia	RD	1	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	16	Brian	RI-15	0	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	17	Wilmer	RD	1	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	18	Leïla	RD	1	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	19	Axel	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	20	Flor	RD	1	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	21	Milton	RI	0	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	22	Oliver	RI-15	0	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	23	Rosa	RD	4	El Caïmito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC

Annexes

1	24	Miriam	RD	2	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2016	NC
1	25	Carlos	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	26	Claribel	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	27	Hendrix	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	28	Enrico	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	29	Christian	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	30	Carlos	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	31	Irene	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	32	Steven	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	33	Leybin	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	34	Denis	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	35	Kenner	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	36	Selena	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	37	Marvin	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	38	Elbin	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	39	Rosibel	RD	1	La Pacaïra (Villanueva - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	40	Francisco	RI	0	La Pacaïra (Villanueva - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	41	Dambis	RD	1	La Pacaïra (Villanueva - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	42	Sassel	RI	0	La Pacaïra (Villanueva - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	43	Stever	RI-15	0	La Pacaïra (Villanueva - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	44	Randal	RI-15	0	La Pacaïra (Villanueva - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	45	Yelma	RD	2	Somotillo (NIC)	NC	2014	2016	NC
1	46	Elsania	RD	2	Somotillo (NIC)	NC	2014	2016	NC
1	47	Diana	RI-15	0	Somotillo (NIC)	NC	2015	NC	NC
1	48	Yesania	RD	2	Somotillo (NIC)	NC	2015	2016	NC
1	49	Tania	RD	2	Somotillo (NIC)	NC	2015	2016	NC
1	50	Alejandro	RI	0	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC
1	51	Natalie	RI-15	0	Somotillo (NIC)	NC	2015	NC	NC
1	52	Giovanni	RD	1	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC
1	53	José	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	54	Julio	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	55	Nelson	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	56	Elsaria	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	57	Fanny	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	58	Bever	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	59	Leoman	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	60	Osman	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC

Annexes

1	61	Domingo	RD	8	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	2016
1	62	Vilma	RD	2	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
1	63	Donald	RD	2	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
1	64	Gloria	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	65	José	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	66	Yernis	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	67	Lorenzo	RD	2	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
1	68	Odelba	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	69	Roxana	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	70	Mayrelis	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	71	Mayco	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	72	Isac	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	73	Miguel	RI-15	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	74	Wilfredo	RI	0	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	75	Itza	RD	4	El Caimito (Somotillo - NIC)	Los Chiles (San Carlos - NIC)	2014	2015	NC
1	76	Cruz	RI	0	Los Chiles (San Carlos - NIC)	NC	2015	NC	NC
1	77	Enma	RD	4	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
1	78	Xiomara	RD	4	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2015	2015	NC
1	79	Alonzo	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
1	80	Francisca	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2016	NC	NC
1	81	Emparo	RD	2	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
1	82	Milene	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
2	83	Felix	RI	0	Chinandega (NIC)	NC	2015	NC	NC
2	84	Isaura	RD	2	Chinandega (NIC)	NC	2015	NC	NC
2	85	Aracelli	RI	0	Chinandega (NIC)	NC	2015	NC	NC
2	86	Anabella	RI	0	Chinandega (NIC)	NC	2015	NC	NC
2	87	Aura	RI	0	Chinandega (NIC)	NC	2015	NC	NC
2	88	Belem	RI-15	0	Chinandega (NIC)	NC	2015	NC	NC
2	89	Claude	RD	1	Chinandega (NIC)	NC	2015	NC	NC
2	90	Osman	RI-15	0	Chinandega (NIC)	NC	2015	NC	NC
2	91	Elvia	RD	2	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
2	92	Juan	RD	1	El Caimito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
2	93	Ismaél	RD	1	Villa 15 de Julio (Chinandega - NIC)	NC	2016	NC	NC
2	94	Angela	RD	1	Villa 15 de Julio (Chinandega - NIC)	NC	2016	NC	NC
2	95	Ismaél	RI	0	Villa 15 de Julio (Chinandega - NIC)	NC	2016	NC	NC
2	96	Creyna	RD	1	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC
2	97	Paulo	RI	0	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC

Annexes

2	98	Marcos	RI-15	0	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC
2	99	Maria	RI-15	0	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC
2	100	Cruz	RI-15	0	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC
2	101	Jalman	RI	0	Villa 15 de Julio (Chinandega - NIC)	NC	2016	NC	NC
2	102	Glenda	RI	0	Villa 15 de Julio (Chinandega - NIC)	NC	2016	NC	NC
2	103	Jonathan	RI	0	Villa 15 de Julio (Chinandega - NIC)	NC	2016	NC	NC
2	104	René	RI-15	0	Villa 15 de Julio (Chinandega - NIC)	NC	2016	NC	NC
2	105	Mario	RI-15	0	Villa 15 de Julio (Chinandega - NIC)	NC	2016	NC	NC
2	106	Brenda	RD	1	Villa 15 de Julio (Chinandega - NIC)	NC	2016	NC	NC
2	107	Manuel	RD	4	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
2	108	Julia	RD	3	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
2	109	Darwin	RI	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
2	110	Carlos	RI	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
2	111	Daniela	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
2	112	Johana	RI	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
2	113	Tania	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
2	114	Cristina	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
2	115	Yvette	RD	1	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
2	116	Ekar	RD	2	El Rodeito (Somotillo - NIC)	Somotillo (NIC)	2014	2016	NC
2	117	Selena	RD	1	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC
2	118	Bernardo	RD	2	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
2	119	Esperanza	RD	2	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
2	120	Marlen	RD	1	San José (CRI)	NC	2014	NC	NC
2	121	Iris	RD	1	San José (CRI)	NC	2015	NC	NC
2	122	Steven	RI-15	0	San José (CRI)	NC	2015	NC	NC
2,3	123	Virginia	RD	8	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	2016
2,3	124	Elder	RD	2	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	2015	NC
2,3	125	Gwendie	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
2,3	126	Fernanda	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
2	127	Karina	RD	1	Chinandega (NIC)	NC	2014	NC	NC
2	128	Hector	RI	0	Chinandega (NIC)	NC	2014	NC	NC
2	129	Mario	RI-15	0	Chinandega (NIC)	NC	2014	NC	NC
2	130	José	RI-15	0	Chinandega (NIC)	NC	2014	NC	NC
3	131	Panta L.	RD	2	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
3	132	Victoria	RD	1	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
3	133	Higler	RD	1	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
3	134	Carla	RD	1	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC

Annexes

3	135	Mickaël	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
3	136	Dania	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
3	137	Asling	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
3	138	Yorlenis	RD	1	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2014	NC	NC
3	139	Aaron	RI	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
3	140	Marsiel	RI-15	0	El Rodeito (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
3	141	Becker	RD	1	San José (CRI)	NC	2014	NC	NC
3	142	Anielkar	RD	1	San José (CRI)	NC	2014	NC	NC
4	143	Luis	RD	3	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	2015	2016
4	144	Mariel	RD	3	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	2015	2016
4	145	César	RD	1	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2016	NC	NC
4	146	Ingrid	RD	1	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2016	NC	NC
4	147	Saira	RD	1	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	148	Romeo	RI-15	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	149	Nolwin	RD	1	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	150	Jamilet	RD	1	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	151	Francisco	RI-15	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	152	Lucas	RI-15	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	153	Miguel	RI-15	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	154	Joshua	RI-15	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	155	Jessica	RD	3	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	2015	2016
4	156	Gerardo	RD	1	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2016	NC	NC
4	157	Jader	RI-15	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	158	Ruth	RD	4	La Nouvelle-Orléans (USA)	NC	2016	NC	NC
4	159	Victor	RD	2	La Nouvelle-Orléans (USA)	NC	2016	NC	NC
4	160	Jonathan	RI-15	0	La Nouvelle-Orléans (USA)	NC	2016	NC	NC
4	161	Leida	RD	2	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2015	NC	NC
4	162	Norlan	RI	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2015	NC	NC
4	163	Rafael	RI-15	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2015	NC	NC
4	164	Daniel	RD	2	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2016	NC	NC
4	165	Delmis	RD	1	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2016	NC	NC
4	166	Suyeida	RD	1	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2015	NC	NC
4	167	Lester	RI	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2015	NC	NC
4	168	Karin	RD	1	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
4	169	Sander	RI-15	0	Ojo de Agua (Sto Tomas del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
5	170	Silvia	RD	4	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	2015	2016
5	171	Otilio	RD	2	Santo Domingo (CRI)	El Carizal (Cinco Pinos - NIC)	2014	2015	NC

Annexes

5	172	Norlan	RD	2	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	2015	NC
5	173	Dorlan	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
5	174	Sandra	RD	1	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC
5	175	César	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2015	NC	NC
5	176	Sinia	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
5	177	Fernando	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
5	178	Maria	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
5	179	Greïby	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
5	180	Lenny	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
5	181	Otoniel	RD	2	Santo Domingo (CRI)	El Carizal (Cinco Pinos - NIC)	2014	2015	NC
6	182	Catalina	RD	2	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	2015	NC
6	183	Donna	RD	8	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	2015	2016
6	184	Arling	RD	1	Las Tablas (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	185	Uriel	RD	2	Las Tablas (S. J. Cinco Pinos - NIC)	Santo Domingo (CRI)	2014	NC	NC
6	186	Andrios	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	187	Jenser	RI-15	0	Las Tablas (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	188	Arling	RI-15	0	Las Tablas (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	189	Julia	RI-15	0	Las Tablas (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	190	Ectiel	RI	0	Las Tablas (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	191	Gwendie	RD	1	Atenas (CRI)	NC	2014	NC	NC
6	192	Onis	RI	0	Atenas (CRI)	NC	2014	NC	NC
6	193	Fabiola	RI-15	0	Atenas (CRI)	NC	2014	NC	NC
6	194	Kaidran	RI-15	0	Atenas (CRI)	NC	2014	NC	NC
6	195	Lomberto	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	196	Mercedes	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	197	Jessica	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	198	Liceïda	RI	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	199	Heyner	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	200	Jensi	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	201	Mauricio	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	202	Cleofer	RD	3	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	2015	2016
6	203	Osmin	RD	2	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	204	Jeraldine	RI	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	205	Jasmin	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	206	Niuski	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	207	Ania	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	208	Susana	RD	1	Atenas (CRI)	El Carizal (Cinco Pinos - NIC)	2014	NC	NC

Annexes

6	209	Andres	RD	1	Atenas (CRI)	El Carizal (Cinco Pinos - NIC)	2014	NC	NC
6	210	Mairina	RD	1	Atenas (CRI)	El Carizal (Cinco Pinos - NIC)	2014	NC	NC
6	211	Andréina	RD	1	Atenas (CRI)	El Carizal (Cinco Pinos - NIC)	2014	NC	NC
6	212	Julio	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2015	NC	NC
6	213	Esperanza	RD	1	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	214	César	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
6	215	Lander	RI-15	0	El Carizal (S. J. Cinco Pinos - NIC)	NC	2014	NC	NC
7	216	Donaira	RD	1	La Pavana (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
7	217	Laura	RI-15	0	La Pavana (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
7	218	Dylan	RI-15	0	La Pavana (Somotillo - NIC)	NC	2015	NC	NC
7	219	Ramon	RD	1	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC
7	220	Liliane	RD	1	Somotillo (NIC)	NC	2016	NC	NC
7	221	Karen	RD	1	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC
7,8	222	Ramona	RD	7	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2014	2015	2016
7,8	223	Santiago	RD	2	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2014	2015	NC
7,8	224	Irwin	RD	2	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC
7,8	225	Jocelyne	RD	3	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC
7,8	226	Osmin	RI-15	0	Saragosse (ESP)	NC	2016	NC	NC
7,8	227	Brenda	RD	3	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC
7	228	Angela	RD	1	Chinandega (NIC)	NC	2014	NC	NC
7	229	Eddy	RI	0	Chinandega (NIC)	NC	2014	NC	NC
7	230	Nidian	RI	0	Chinandega (NIC)	NC	2014	NC	NC
7	231	Saïda	RD	1	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC
7	232	Patricia	RD	1	Chinandega (NIC)	NC	2014	NC	NC
7	233	Mario	RD	1	Los Jovitos (Sto Tomas del N. - NIC)	NC	2016	NC	NC
7	234	Evelyne	RD	1	Los Jovitos (Sto Tomas del N. - NIC)	NC	2016	NC	NC
7	235	Andres	RD	1	Los Jovitos (Sto Tomas del N. - NIC)	NC	2016	NC	NC
7	236	Kenner	RI-15	0	Los Jovitos (Sto Tomas del N. - NIC)	NC	2016	NC	NC
7	237	George	RI-15	0	Los Jovitos (Sto Tomas del N. - NIC)	NC	2016	NC	NC
7	238	Enrique	RI	0	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC
7	239	Berenice	RD	2	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2016	NC	NC
7	240	Paco	RD	1	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2016	NC	NC
7	241	Felipa	RD	1	Somotillo (NIC)	NC	2014	NC	NC
7	242	Mariano	RI	0	Somotillo (NIC)	NC	2014	NC	NC
7	243	Lauren	RI-15	0	Somotillo (NIC)	NC	2014	NC	NC
7	244	Rita	RD	1	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC
7	245	Nerry	RD	1	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC

Annexes

7	246	John	RI-15	0	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC
7	247	Anita	RI-15	0	Saragosse (ESP)	NC	2015	NC	NC
8	248	Aurora	RD	1	El Coyolito (San Pedro del N. - NIC)	NC	2014	NC	NC
8	249	Armando	RD	1	El Coyolito (San Pedro del N. - NIC)	NC	2014	NC	NC
8	250	Irma	RD	2	El Plan Grande (S. Pedro del N. -NIC)	NC	2014	NC	NC
8	251	Ermojenes	RD	1	El Plan Grande (S. Pedro del N. -NIC)	NC	2014	NC	NC
8	252	Maria	RI	0	El Plan Grande (S. Pedro del N. -NIC)	NC	2015	NC	NC
8	253	Elvis	RI	0	El Plan Grande (S. Pedro del N. -NIC)	NC	2014	NC	NC
8	254	Judith	RI-15	0	El Plan Grande (S. Pedro del N. -NIC)	NC	2014	NC	NC
8	255	Primitilia	RD	1	El Coyolito (San Pedro del N. - NIC)	NC	2014	NC	NC
8	256	Karen	RD	1	El Coyolito (San Pedro del N. - NIC)	NC	2014	NC	NC
8	257	Susana	RD	1	El Polvón (San Pedro del N. - NIC)	NC	2015	NC	NC
8	258	Harlen	RD	1	El Polvón (San Pedro del N. - NIC)	NC	2016	NC	NC
8	259	Arlington	RD	1	El Polvón (San Pedro del N. - NIC)	NC	2016	NC	NC
8	260	Renaldo	RD	1	El Plan Grande (S. Pedro del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
8	261	Margarita	RI	0	El Plan Grande (S. Pedro del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
8	262	Eissing	RD	1	El Plan Grande (S. Pedro del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
8	263	Yesbin	RD	1	El Plan Grande (S. Pedro del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
8	264	Deybis	RD	1	El Plan Grande (S. Pedro del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
8	265	Gleymin	RD	1	El Plan Grande (S. Pedro del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
8	266	Yuslebi	RD	1	El Plan Grande (S. Pedro del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
8	267	Darling	RI-15	0	El Plan Grande (S. Pedro del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
8	268	Yusmaris	RI-15	0	El Plan Grande (S. Pedro del N.- NIC)	NC	2014	NC	NC
8	269	Priscilla	RD	2	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC
8	270	Mauximinio	RI	0	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC
8	271	Catherine	RI	0	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC
8	272	Jonathan	RD	1	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC
8	273	Pedro	RI-15	0	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC
8	274	Rosario	RD	1	El Bonete (Villanueva - NIC)	NC	2015	NC	NC
8	275	Wilberto	RI	0	El Bonete (Villanueva - NIC)	NC	2015	NC	NC
8	276	Jocelyne	RD	1	El Bonete (Villanueva - NIC)	NC	2016	NC	NC
8	277	Carlos	RD	1	El Bonete (Villanueva - NIC)	NC	2016	NC	NC
8	278	Joskar	RI-15	0	El Bonete (Villanueva - NIC)	NC	2016	NC	NC
8	279	Aleska	RD	1	El Bonete (Villanueva - NIC)	NC	2016	NC	NC
8	280	Olwin	RD	1	El Bonete (Villanueva - NIC)	NC	2016	NC	NC
8	281	Francisco	RI	0	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC
8	282	Esmeralda	RD	2	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC

Annexes

8	283	Esnerling	RI	0	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC
8	284	Judelti	RI	0	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC
8	285	Jenifer	RI-15	0	San Juan de Cinco Pinos (NIC)	NC	2015	NC	NC

Annexes

Annexe 8: Liste des enquêtés des enquêtes complémentaires pour la collecte de données 2014-2016.

	Types d'acteurs	Nom	Statut	Lieu de l'entretien
Individus renseignant sur le système de mobilité	Migrant	1 Doris	Migrante originaire de la Danta (Somotillo)	San José - Costa Rica
		2 Manuel	Migrant originaire de Rivas	San José - Costa Rica (parc de la Merced)
		3 Anastasia	Migrante saisonnière dans une exploitation caféière originaire d'El Carrizal (San Juan de Cinco Pinos)	Santo Domingo - Costa Rica
		4 Juana	Employée au centre de conditionnement de LYL Proyectos	Pital - Costa Rica
		5 Alba	Employée au centre de conditionnement de LYL Proyectos	Pital - Costa Rica
		6 Aïda	Migrante originaire de San Juan de Cinco Pinos	Saragosse - Espagne
		7 Ariel	Migrant originaire d'El Pavón (San Juan de Cinco Pinos)	Saragosse - Espagne
		8 Katherine	Migrante originaire de Managua	Saragosse - Espagne
		9 Jeni	Migrante originaire de Managua	Saragosse - Espagne
		10 Milton	Migrant originaire d'El Coyolito	Saragosse - Espagne
		11 Ana	Migrante originaire de Managua	La Nouvelle-Orléans - États-Unis
		12 Tobias	Migrant originaire de Somotillo	La Nouvelle-Orléans - États-Unis
		13 Damaris	Migrante originaire	La Nouvelle-Orléans - États-Unis
		14 José	Migrant originaire de Santa Lucia (Boaco)	La Nouvelle-Orléans - États-Unis
		15 Nelly et Omar	Migrants originaires de Somotillo	La Nouvelle-Orléans - États-Unis
	Migrant "de retour"	16 Juana	Migrante de retour de Saragosse (Espagne)	Somotillo - Nicaragua
	Individu "qui reste"	17 Bertilia	Mère de famille dont certains enfants sont en Espagne et aux États-Unis	El Carrizal (San Juan de Cinco Pinos) - Nicaragua
		18 Josefa	Mère de famille dont les enfants sont en Espagne	El Pavón (San Juan de Cinco Pinos) - Nicaragua
		19 John	Père de famille dont la femme est en Espagne	Los Jovitos (Santo Tomas del Norte) - Nicaragua
Individus renseignant sur le système d'activité		Activité agricole	20 Mercedes	Agricultrice
	21 Marvin		Agriculteur et "ancien"	Las Rastra San Francisco del Norte) - Nicaragua
	22 Paolo		Agriculteur	San Francisco del Norte - Nicaragua
	Activité non agricole	23 Cristiano Palma	Garde forestier de la réserve forestière de San Juan de Cinco Pinos	San Juan de Cinco Pinos - Nicaragua
		24 Christiane	Patronne d'une agence de remise	Somotillo - Nicaragua
	Employeur	25 Ignacio	Propriétaire d'une exploitation caféière	Santo Domingo - Costa Rica
		26 Sergio	Responsable du centre de conditionnement LYL Proyectos	Pital - Costa Rica
		27 Fabian	Responsable du personnel au centre de conditionnement Tropicales del Valle	Pital - Costa Rica
		28 Gilbert	Ancien producteur de manioc et ananas, recruteur de main d'œuvre immigrée	Pital - Costa Rica
		29 Augustin	Particulier, recruteur de main d'œuvre immigrée comme aide à domicile	Saragosse - Espagne
30 Magdalena	Responsable agence de recrutement Ramelli	La Nouvelle-Orléans - États-Unis		
Acteurs institutionnels	Mairie	31 Kenny Espinoza	Maire de Somotillo	Somotillo - Nicaragua
		32 Cecilio Cruz Rio	Maire de San Juan de Cinco Pinos	San Juan de Cinco Pinos - Nicaragua
		33 Sandro Briceño Sánchez	Secrétaire du conseil municipal de San Pedro del Norte	San Pedro del Norte - Nicaragua
		34 Moises Martinez	Ex-maire de San Pedro del Norte	San Pedro del Norte - Nicaragua
		35 Amada Moncada Espinoza	Mairesse de San Francisco del Norte	San Francisco del Norte - Nicaragua
		36 Ronald Perez et Elva Arce	Employés de la mairie en charge des projets de "paiements pour services environnementaux" (PSE)	San Pedro del Norte - Nicaragua
	Associations	37 Kenia Quintero	Employée du projet AMUNORCHI (Association des MUnicipalités du NORd de CHInandega)	Somotillo - Nicaragua
		38 Gregorio Vasquez	Directeur du Service Jésuite pour les Migrants (SJM)	
		39 Aminta	Secrétaire du groupe local du Service Jésuite pour les Migrants (SJM)	Somotillo - Nicaragua
		40 Lester	Vice-président d'ASOCNICA (Association nicaraguayenne pour les immigrés)	Saragosse - Espagne
		41 Sœur Kitty	Eglise "Lady de Guadalupe", sanctuaire de St Jude	La Nouvelle-Orléans - États-Unis
		42 Martin Gutierrez	Directeur du département "Immigration & Refugee Services, Education Services, Housing & Homelessness, Deaf Action Center, Domestic Violence Legal Services" du "Catholic Charities Archdiocese of New Orleans" (CCANO)	La Nouvelle-Orléans - États-Unis
		43 Fernando	Membre du "New Orleans Workers' Center for Racial Justice"	La Nouvelle-Orléans - États-Unis
	Universités et Instituts	44 Mario Naira	Technicien agricole de l'institut Nitlapan	Somotillo - Nicaragua
45 Mario Sanchez		Sociologue à l'Université centroaméricaine (UCA)	Managua - Nicaragua	
46 Marissa Olivares		Sociologue à l'Université centroaméricaine (UCA)	Managua - Nicaragua	
47 Justin Wolfe		Historien au "Roger Thayer Stone Center For Latin American Studies" de l'Université de Tulane	La Nouvelle-Orléans - États-Unis	
48 Sarah Fouts		Doctorante au "Roger Thayer Stone Center For Latin American Studies" de l'Université de Tulane et membre "New Orleans Workers' Center for Racial Justice"	La Nouvelle-Orléans - États-Unis	

J'ai choisi de ne pas signifier le nom des familles des individus sauf pour les individus enquêtés en tant qu'acteur professionnel et institutionnel. À noter que certains individus, notamment de la catégorie « Migrant », cumulent au sein des enquêtes plusieurs statuts (migrant/employeur et migrant/membre d'association).

Annexe 9: Représentation des sphères familiales étudiées.

Sphère familiale 1



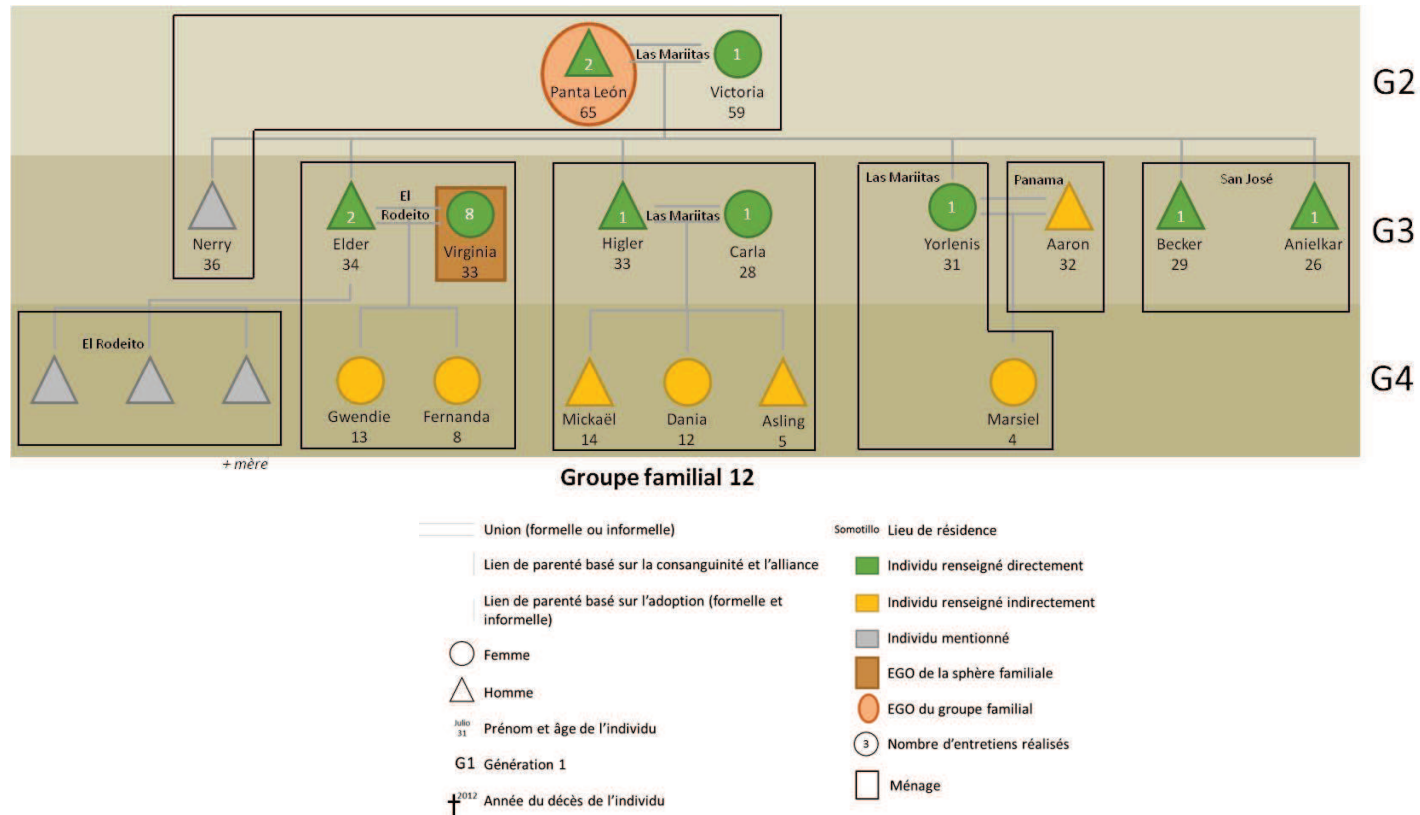
Composition de la sphère familiale 1 selon le statut des individus dans l'enquête et la configuration des ménages.

Annexes

Cette sphère familiale se compose de 124 individus répartis sur quatre générations, de la seconde à la cinquième génération et distribués entre 6 groupes familiaux. Parmi ces 124 individus, 82 individus sont renseignés (42 directement, 40 indirectement) appartenant à cinq groupes familiaux.

Les 82 individus renseignés regroupent 55% d'hommes et 45% de femmes avec des variations d'un groupe familial à l'autre. En effet, une nette majorité d'hommes compose les groupes familiaux 1 et 2, tandis qu'il y a parité pour les groupes familiaux 3 et 4 et une large majorité de femmes dans le groupe familial 6. Comme nous le verrons, cette répartition influence les systèmes d'activités mis en œuvre et l'organisation de la mobilité.

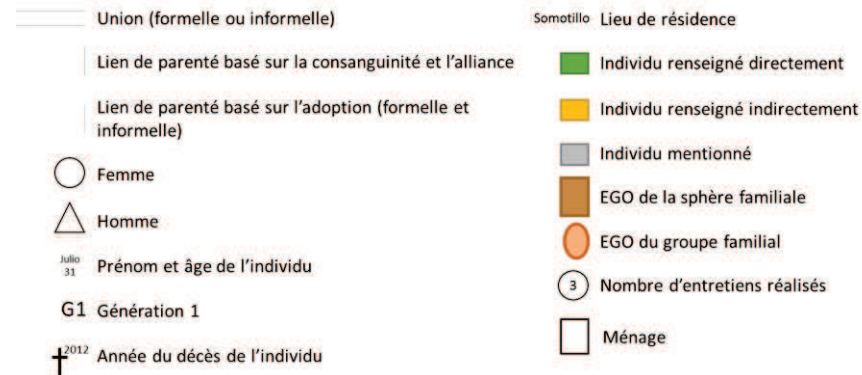
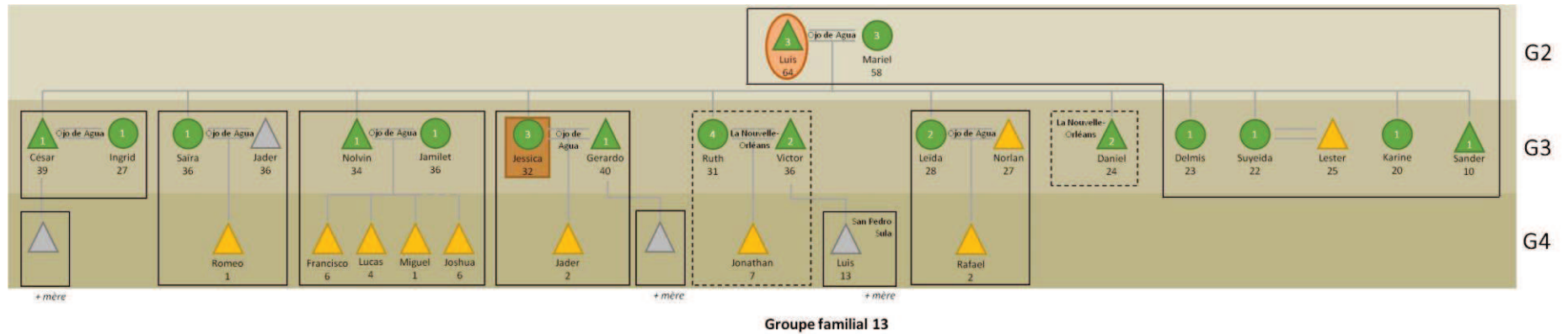
Sphère familiale 3



Composition de la sphère familiale tronquée 3 selon le statut des individus dans l'enquête et la configuration des ménages.

La spécificité de cette sphère familiale tient au fait que les enquêtes n'ont permis d'identifier les individus que d'un seul groupe familial. Mon analyse sera donc restreinte à ce groupe familial et des ménages qui le composent. Le groupe est composé 20 individus répartis sur trois générations, de la seconde à la quatrième. Parmi ces 20 individus, 7 sont également rattachés à la sphère familiale 2 (groupe familial 11) et 16 des membres de la sphère familiale sont renseignés (9 directement, 7 indirectement). On dénombre 58% d'hommes et 42% de femmes parmi les individus renseignés.

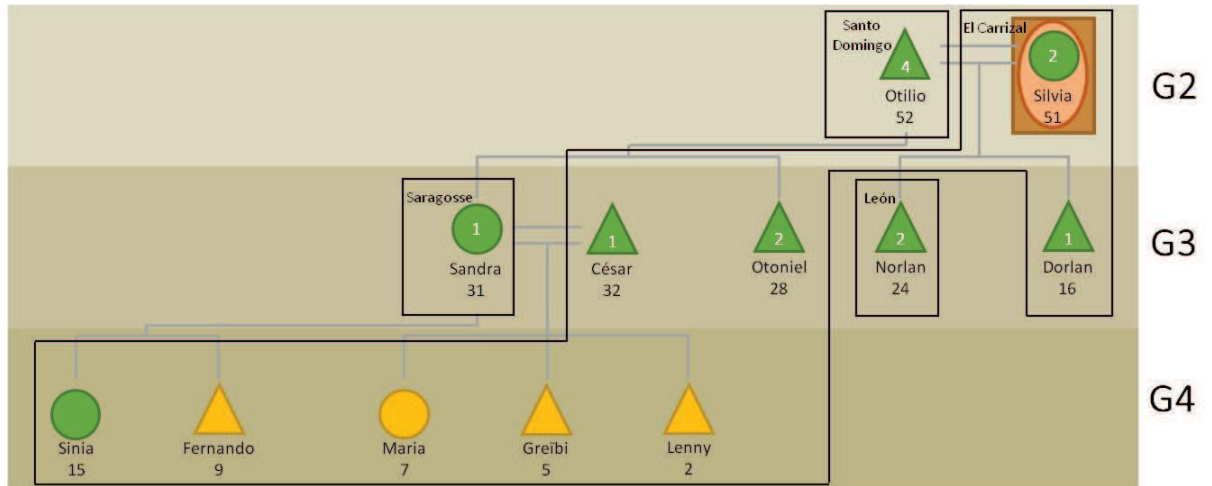
Sphère familiale 4



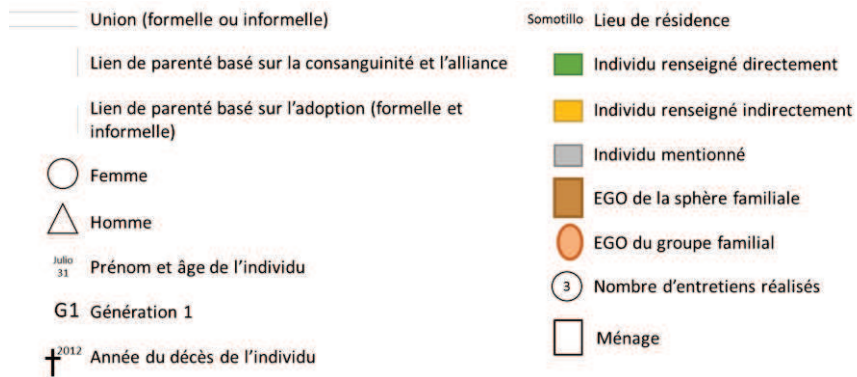
Composition de la sphère familiale tronquée 4 selon le statut des individus dans l'enquête et la configuration des ménages.

Ce groupe familial se compose de 31 individus répartis sur trois générations de la deuxième à la quatrième génération. 27 des membres de la sphère familiale sont renseignés (16 directement, 11 indirectement). On dénombre 63% d'hommes et 37% de femmes parmi les individus renseignés.

Sphère familiale 5



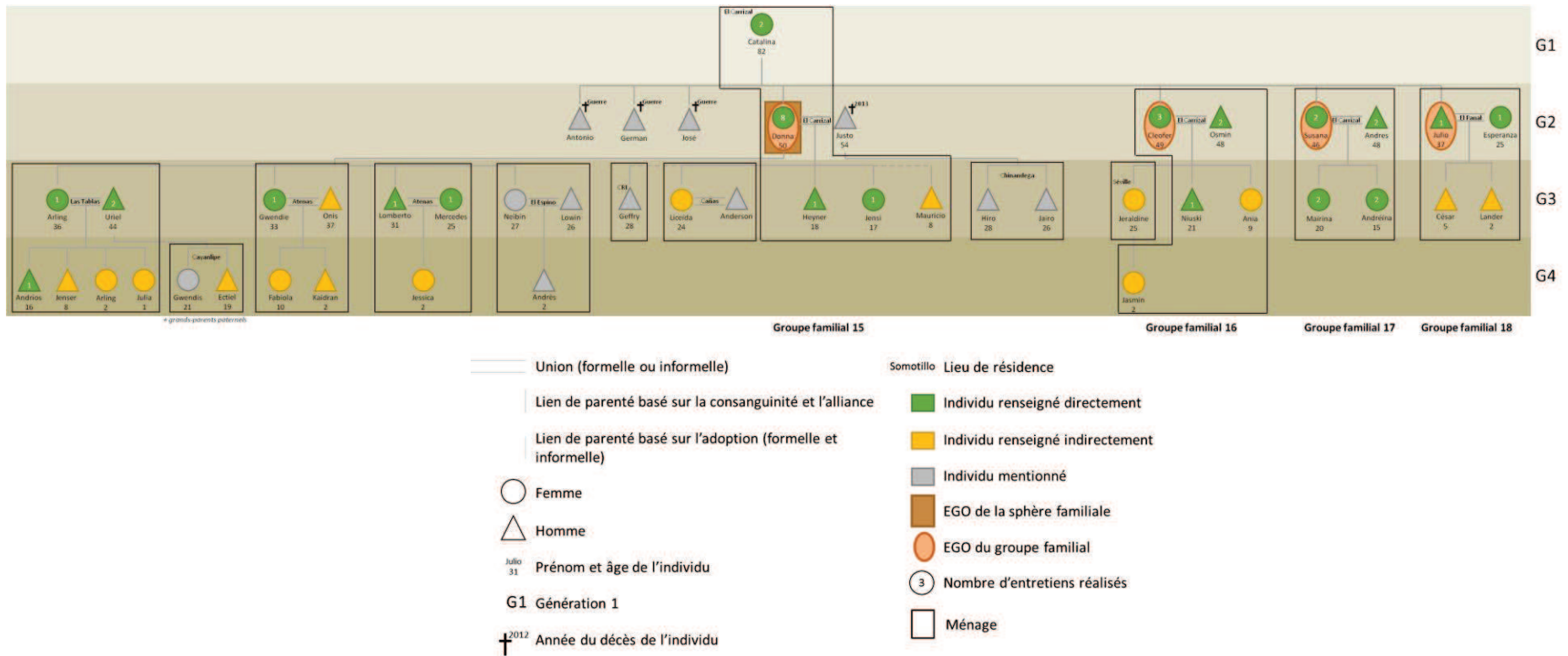
Groupe familial 14



Composition de la sphère familiale tronquée 5 selon le statut des individus dans l'enquête et la configuration des ménages

Ce groupe familial se compose de 12 individus répartis sur trois générations (G2 à G4). L'ensemble des membres ont été renseignés. On dénombre 67% d'hommes et 33% de femmes parmi les individus renseignés.

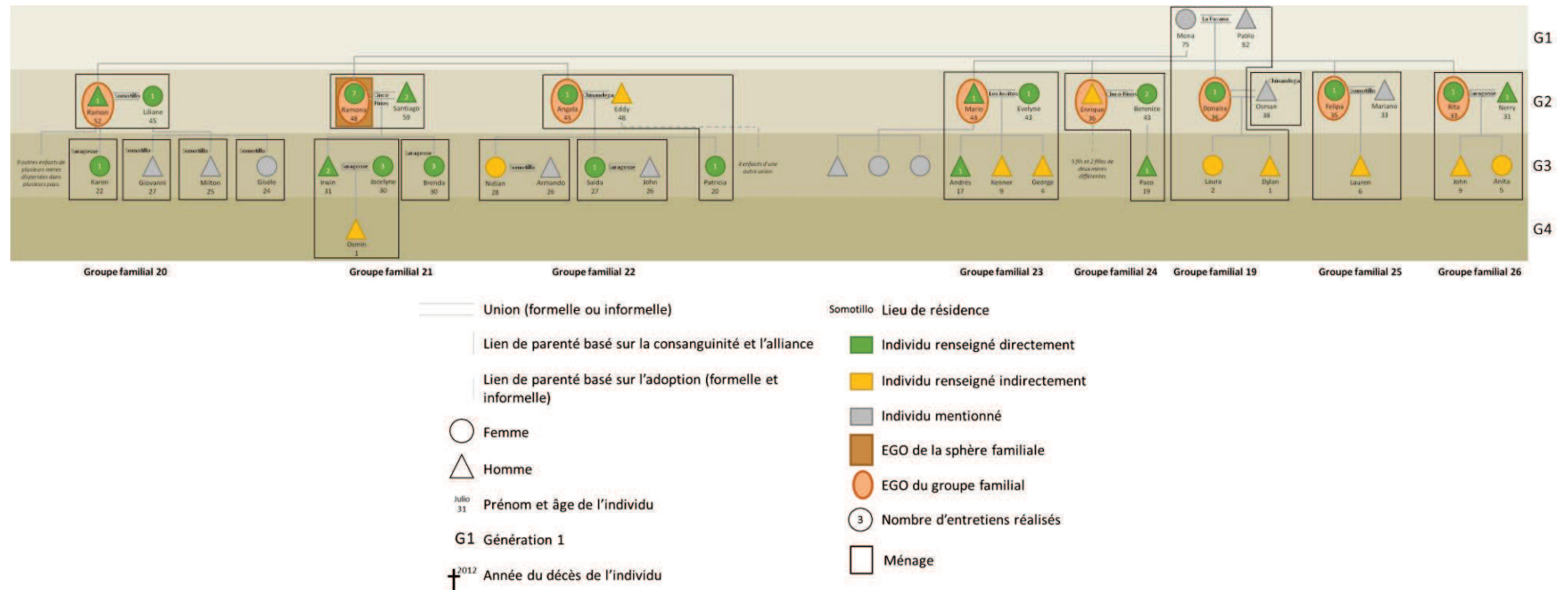
Sphère familiale 6



Composition de la sphère familiale 6 selon le statut des individus dans l'enquête et la configuration des ménages.

Cette sphère familiale se compose de 46 individus répartis sur quatre générations et distribués entre 4 groupes familiaux. Parmi ces 46 individus, 34 sont renseignés (19 directement, 15 indirectement). Parmi les individus renseignés, on dénombre 56% de femmes pour 44% d'hommes. Ce rapport est similaire au sein des groupes familiaux sauf pour le groupe familial 18, qui correspond à une famille nucléaire où le rapport s'élève à 75% d'hommes. Le groupe familial 15 se distingue nettement des autres groupes familiaux qui composent cette sphère familiale par un nombre plus important d'individus.

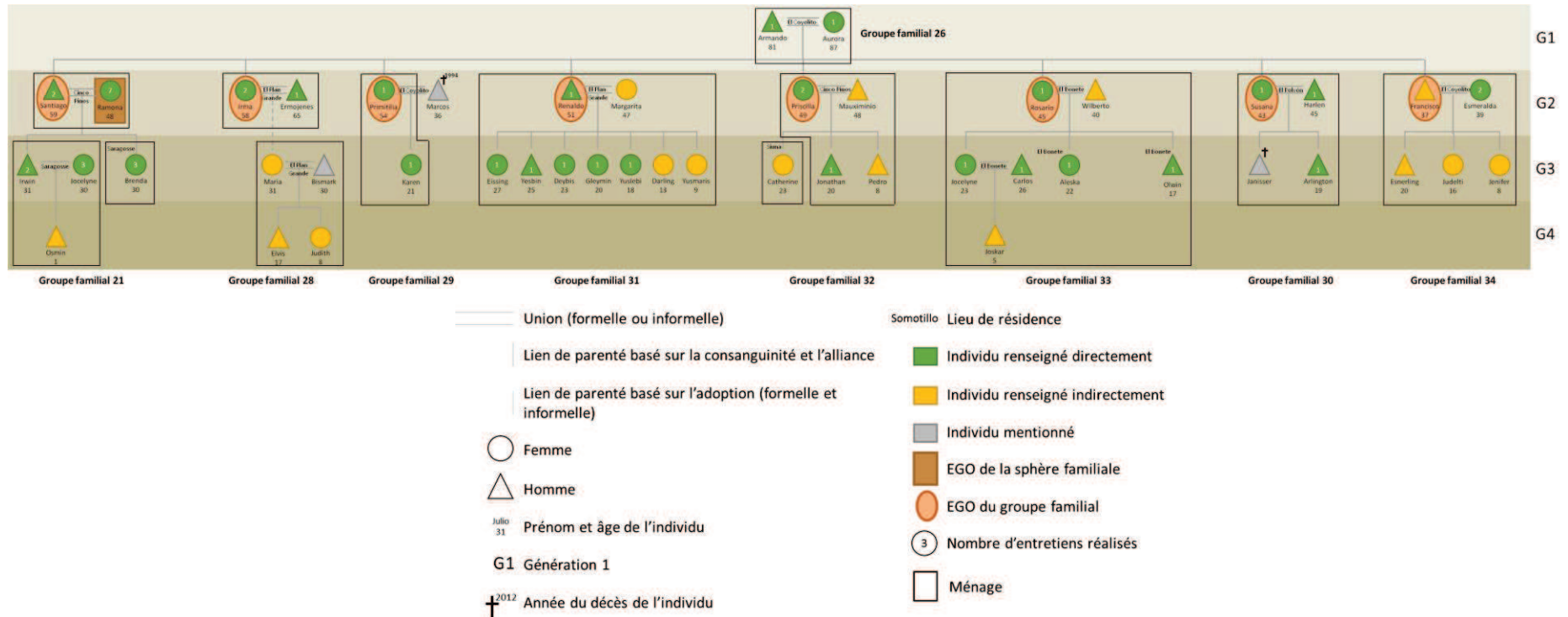
Sphère familiale 7



Composition de la sphère familiale 7 selon le statut des individus dans l'enquête et la configuration des ménages.

Cette sphère familiale se compose de 60 individus répartis sur quatre générations. Parmi ces 60 individus, 32 individus sont renseignés (soit 53% : 20 directement, 12 indirectement) appartenant à huit groupes familiaux. La part importante d'individus mentionnés résulte d'un nombre important de membres de la troisième génération non identifiés, car nés d'unions multiples de certains membres de la seconde génération. Parmi les 60 individus renseignés, on dénombre autant d'hommes que de femmes.

Sphère familiale 8



Composition de la sphère familiale 8 selon le statut des individus dans l'enquête et la configuration des ménages.

Cette sphère familiale se compose de 47 individus répartis sur quatre générations. Parmi ces 20 individus 6 sont également rattachés à la sphère familiale 7 (groupe familial 20). Parmi ces 47 individus, 44 sont renseignés (28 directement, 16 indirectement) appartenant à huit groupes familiaux, 58% sont des hommes et 42% des femmes.

Annexe 10: Départs recensés par pays, selon le type de mobilité, de 1950 à aujourd'hui.

	Nombre d'individus avec une expérience passée ou présente de mobilité	Evènements de mobilité		
		Total	% de mobilités résidentielles	% de mobilités circulaires
Costa Rica	53	84	77%	23%
Nicaragua*	44	58	52%	48%
El Salvador	19	31	64%	36%
Honduras	19	22	45%	55%
États-Unis	13	19	100%	0
Espagne	15	19	95%	5%
Guatemala	14	14	86%	14%
Panama	6	6	67%	33%
Mexique	1	1	100%	0%
Cuba	1	1	100%	0%

Individus mobiles de l'enquête famille et évènements de mobilité recensés de 1950 à 2016. Source : enquête famille.

	Déc.	NIC*	HND	SLV	GT	CRI	PA	USA	ESP	MEX	CUB	Total
Départ en mobilité (%)	1950	33	67	0	0	0	0	0	0	0	0	100
	1960	3	9	0	0	0	0	0	0	0	0	100
	1970	89	11	0	0	0	0	0	0	0	0	100
	1980	82	8	2	0	8	0	0	0	0	0	100
	1990	30	8	17	9	31	0	5	0	0	0	100
	2000	31	1	9	6	32	0	10	10	0,5	0,5	100
	2010	38	2	6	0	25	8	11	10	0	0	100

Émergence des filières de mobilité : départs des individus mobiles recensés par l'enquête famille et par décennie. Source : enquête famille.

Annexe 11: Les réalités de la séparation parent-enfant qu'implique toute migration. Entretien avec Juana, habitante de Somotillo, ancienne migrante en Espagne.

[...]

« Quant à ma sœur, je sais qu'elle ne rentrera plus, même si elle a sa maison et ses filles ici. Elle s'est adaptée au mode de vie espagnol et maintenant son mari et son fils sont là-bas. Sa relation avec ses filles est compliquée et je le comprends, moi je ne voulais pas ça pour moi et ma fille. [...] Je me souviens quand ma sœur est rentrée lorsqu'elle a obtenu sa résidence au bout de 8 ans. Elle est rentrée pour 6 mois au Nicaragua. Ses filles la considéraient comme une étrangère. Ma sœur pleurait le soir dans sa chambre. [...] Elle est rentrée à nouveau lorsque sa seconde fille a été diplômée de l'école secondaire. Avant son arrivée, ma nièce m'a confié que, pour elle, cela n'avait pas beaucoup d'importance, ce qui comptait c'était que sa grand-mère soit là. [...] Ma sœur a toujours voulu offrir l'université à ses filles alors le 28 Décembre 2015 elle a fait venir son aînée en Espagne. Au bout de deux mois, ma nièce a demandé à ce que ma sœur la renvoie au Nicaragua, à sa vie, comme elle a dit. Ma sœur en a beaucoup souffert mais elle a accepté. Ma nièce m'a dit qu'elle s'était sentie seule. Je sais qu'elle a conscience du sacrifice de sa mère mais selon elle, sa mère a choisi de rester en Espagne. La maison est aujourd'hui achevée et elle a de l'argent sur le compte en banque alors cela signifie qu'elle a fait son choix, elle a choisi de faire sa vie là-bas, sans elles. Ma nièce étudie aujourd'hui à Somotillo et c'est sa mère qui finance sa licence en économie. Le comble c'est qu'elle a rencontré un garçon à la rentrée, ma mère a alors prévenu ma sœur pour savoir si elle était d'accord. Que voulez-vous qu'elle dise ? Elle a accepté par impuissance et pour sauver le peu de relation qu'il lui reste avec sa fille. La migration n'est pas belle dans ces cas-là, les mères partent et se sacrifient pour offrir un avenir meilleur à leurs enfants et, au final, elles les perdent et les enfants sont en colère. »
(Entretien réalisé à Somotillo en mai 2016)

Annexe 12: Itinéraire technique pour une parcelle de maïs d'un hectare durant la *primera* dans la plaine.

Sources : enquête famille et enquête complémentaire.

Date (approximative)	15 avril	1 semaine après le nettoyage	Premières pluies de mai (entre le 1 ^{er} et le 15)	Juste après le semis	1 semaine après le semis	20 jours après le semis	1 mois après le semis	1 mois après le semis	1,5-2 mois après le semis	3 mois environ après le semis (fin juillet)
Tâche agricole	Nettoyage de la parcelle à la machette ou par brûlis	Épandage d'herbicide	Semis avec les bœufs et l'araire ou à l'espeque	Fertilisation avec de l'engrais	Désinfection par fumigation (plaine)	Buttage de la parcelle	Nettoyage et Fertilisation avec de l'urée	Désinfection par fumigation si corrosion	Fertilisation avec de l'urée	Récolte
Caractère obligatoire ou selon ressources de la tâche agricole	Obligatoire	Si moyens financiers	Obligatoire	Si moyens financiers	Si moyens financiers	Si moyens financiers	Obligatoire	Si moyens financiers	Obligatoire	Obligatoire
Nb d'homme jour pour 1 hectare (moyen)	7	3	7	3	1,4	11,4	3	1,4	3	8,6

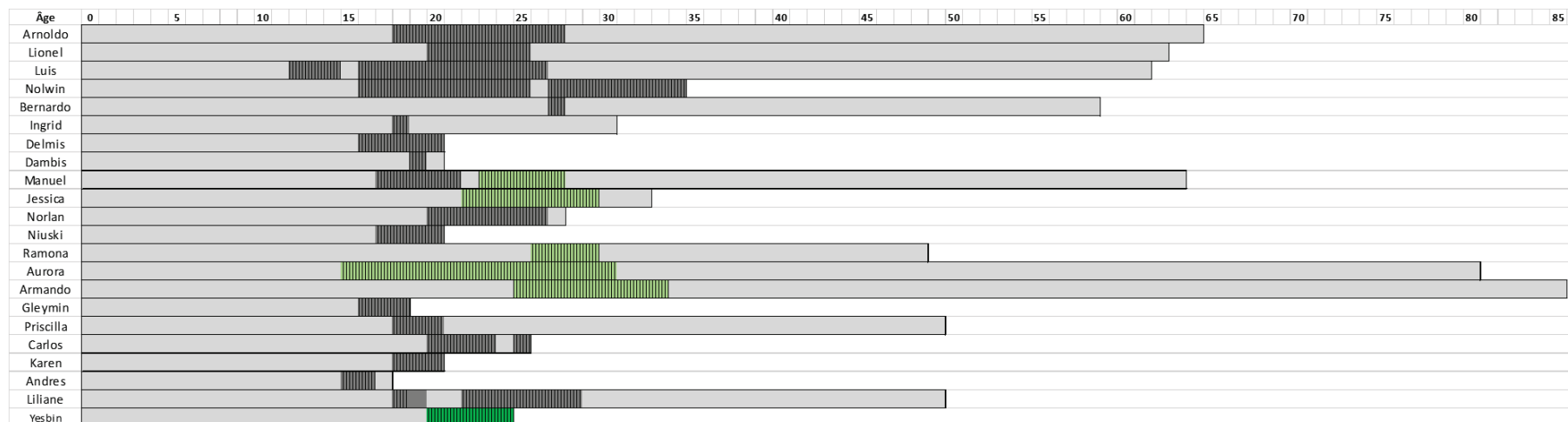
Annexe 13: Trajectoires migratoires et de mobilités circulaires des individus de l'enquête famille.

En complément des éléments développés dans le corps du texte, ces annexes restituent les trajectoires migratoires et de mobilités circulaires à destination unique, ou celles qui se font dans plusieurs pays, avec ou sans effet de porosité, mais qui ne sont pas illustrées dans le corps du texte.

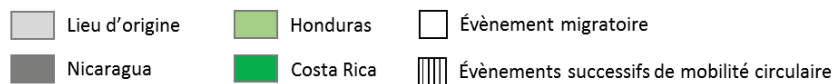
(a) Trajectoires avec une ou plusieurs expériences passées ou présentes de mobilité dans une seule destination

Parmi les 144 trajectoires migratoires individuelles analysées, 22 sont marquées par des mobilités circulaires de proximité, reproduites durant 1 à 10 années, vers une seule destination, au Nicaragua ou de l'autre côté de la frontière (Honduras surtout). Il s'agit d'individus aujourd'hui âgés de plus de 50 ans qui, durant leur jeunesse ou l'étape de formation de leur foyer, migraient de manière saisonnière vers les plaines de Chinandega, ou vers les pays frontaliers, pour travailler comme ouvrier agricole dans le coton ou la banane. Certains se dédiaient également au commerce de contrebande à la frontière, activité qui n'est plus pratiquée aujourd'hui, même si les circulations liées à des activités de commerce de part et d'autre de la frontière sont toujours actives. Quant aux individus âgés de 20 à 30 ans au moment des enquêtes, ils ont eu recours à des mobilités circulaires principalement pour poursuivre leurs études supérieures à Chinandega, à León ou à Managua.

Annexes



Légende:

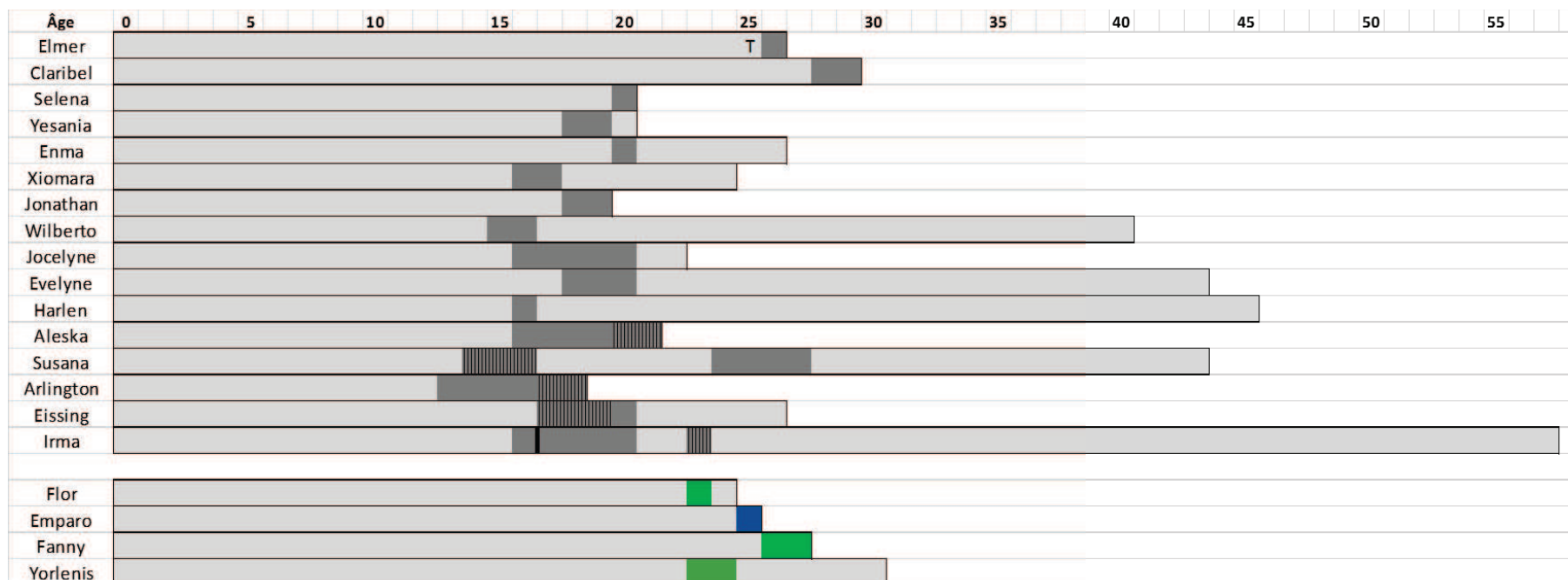


Trajectoires de mobilités circulaires vers une seule destination au sein de l'espace de proximité. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

Annexes

Un autre groupe de trajectoires (20 individus – voir figure ci-dessous) se distingue par une seule expérience de mobilité circulaire ou migration, de courte durée (1 à 5 ans). Cette mobilité s'est réalisée soit au Nicaragua (16 individus), soit dans un pays centraméricain (4 individus). Les mobilités internes des jeunes sont associées à des projets d'études dans des villes du pays, ayant nécessité un changement de résidence ou bien à la réalisation du service militaire obligatoire à l'époque. D'autres cas correspondent à un changement de résidence ponctuel pour faire face à une situation familiale exceptionnelle ou à l'exercice d'un emploi dans les villes du pays ou à l'étranger. Le projet de mobilité est généralement associé à la construction de la maison et à la prise d'indépendance de jeunes couples.

Annexes



Légende:

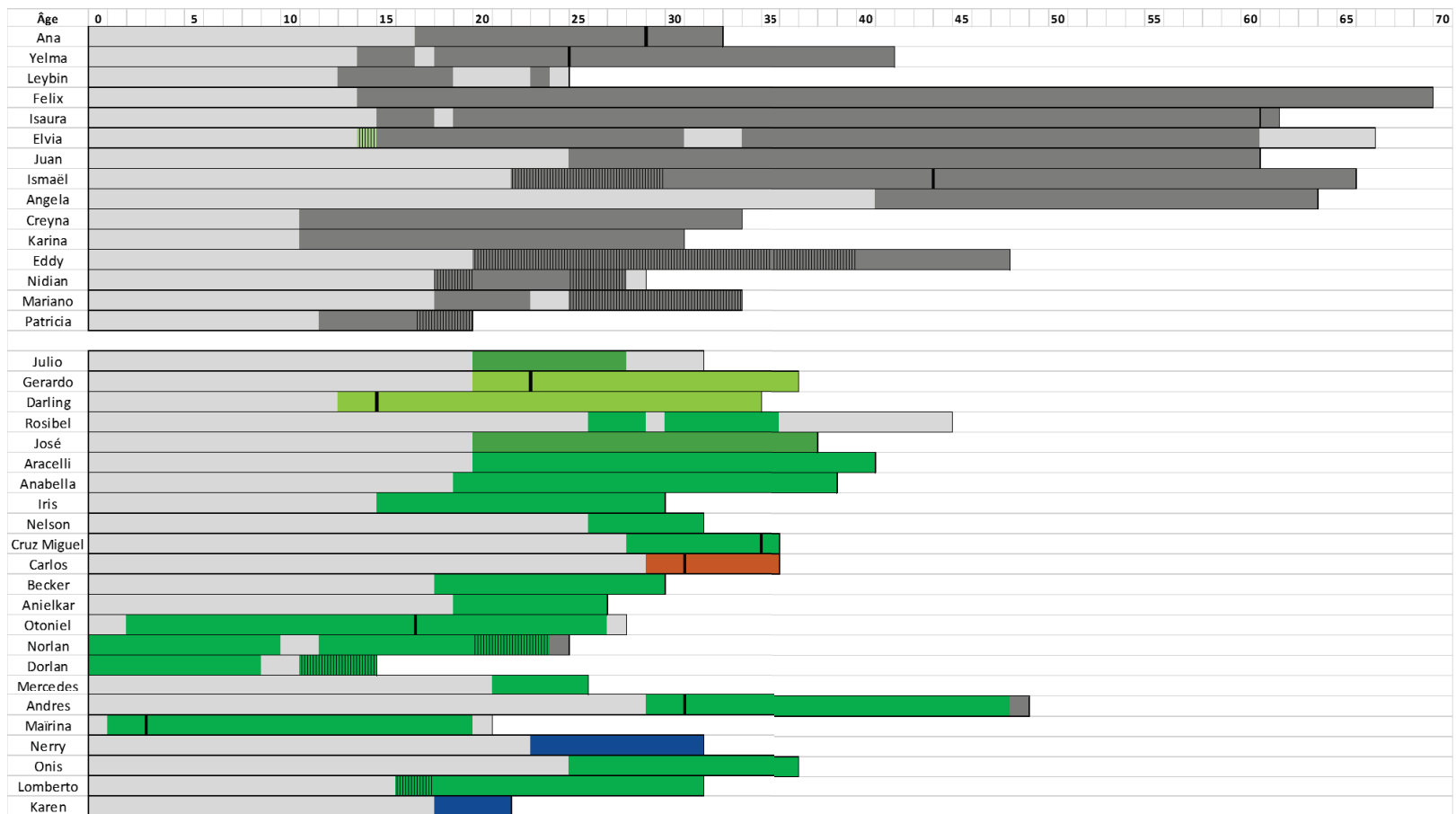
- Lieu d'origine
- Costa Rica
- Espagne
- Évènement migratoire
- Nicaragua
- Guatemala
- Évènements successifs de mobilité circulaire

Trajectoires de mobilité vers une seule destination et avec une seule expérience de mobilité de courte durée. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

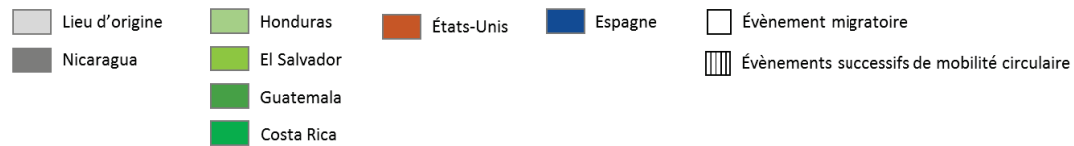
Annexes

Un autre groupe concerne 38 individus qui ont entre une et trois expériences de migrations successives dans le même pays de destination. Ces expériences sont de longues durées et la plupart des individus ont passé plus de temps à destination que dans leur lieu d'origine, ou étaient encore à destination au moment des enquêtes. Leur projet de mobilité s'est progressivement transformé en projet de vie à destination (voir chapitre 8). Au moment des enquêtes, peu de retours de ces migrants sont recensés. Parmi ces individus, 15 résident ou ont résidé au Nicaragua, en dehors de la vallée du Río Negro. Il s'agit dans la majorité des cas de migrations vers les villes du pays, avec l'entretien de liens forts avec les localités rurales d'origine, tandis que 23 individus résidaient au moment des enquêtes, ou avaient vécu à l'étranger, pour la majorité au Costa Rica.

Annexes

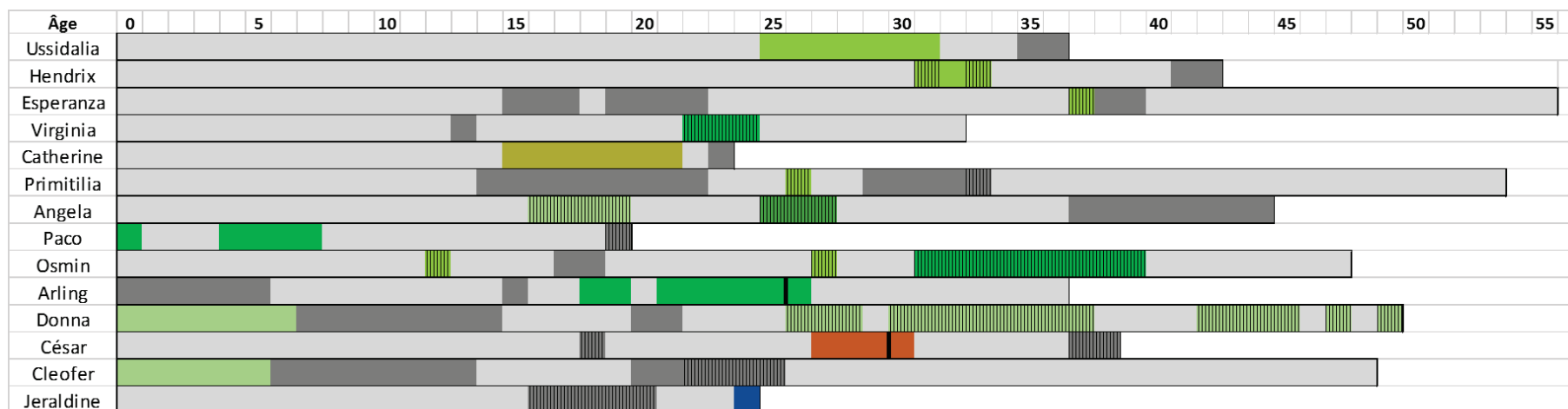


Légende:

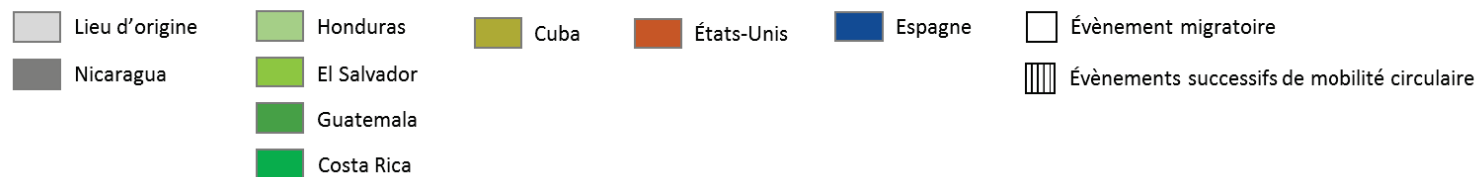


Trajectoires de mobilité successives vers une seule destination avec installation durable. Source : enquête famille. Réalisation : auteure.

(b) Trajectoires avec un ou plusieurs événements de mobilité discontinus dans plusieurs pays de destination. Source : enquête famille. Réalisation auteure.

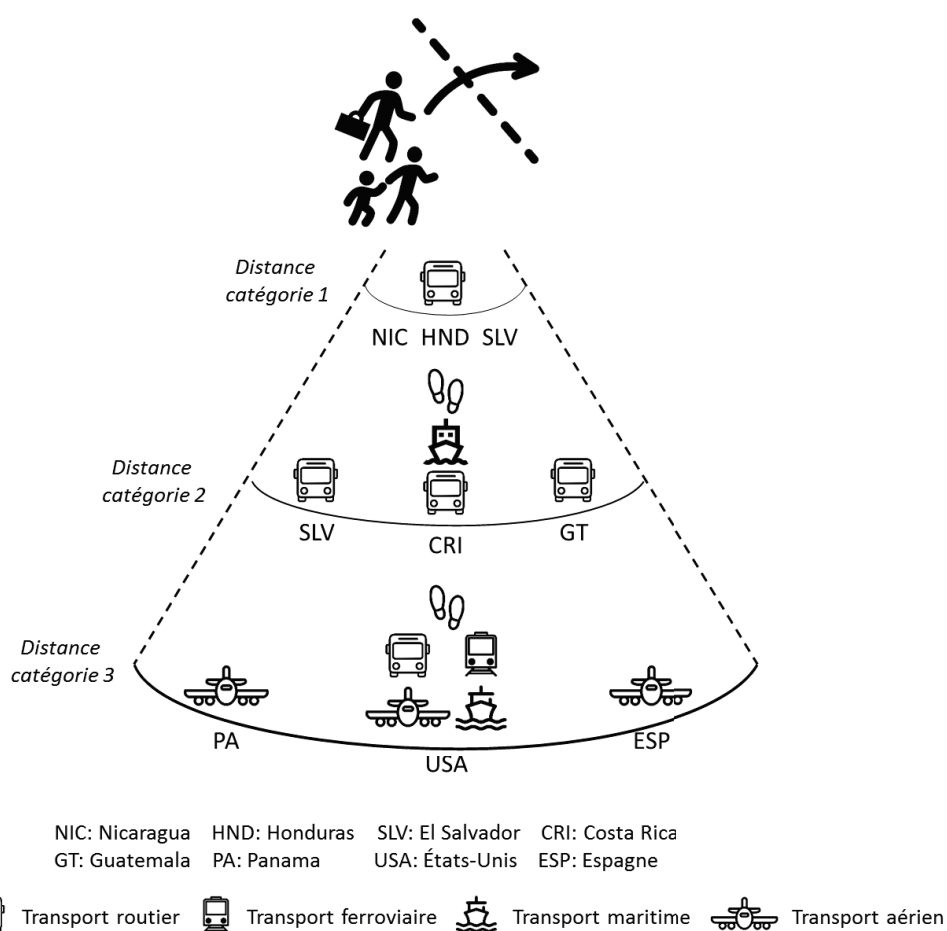


Légende:



Annexe 14: Des temps de parcours dépendants des conditions légales d'entrée dans les pays.

Le temps du voyage, au cours duquel les migrants tentent de se rendre vers leur destination, est conditionné par différents facteurs, en particulier le caractère légal ou illégal de leur migration qui détermine leur capacité à franchir les frontières des États. La distance géographique ou le milieu naturel conditionnent également, mais dans une moindre mesure, ces modes de transport. Chaque pays fixe les conditions légales d'entrée sur son territoire. Les migrants ont alors le choix de les accepter ou de les contourner, rendant illégale leur situation.



Modes de transport depuis la vallée du Río Negro. Réalisation³⁹¹ : auteure.

³⁹¹ Les icônes proviennent du site The Noun Project (<https://thenounproject.com/>).

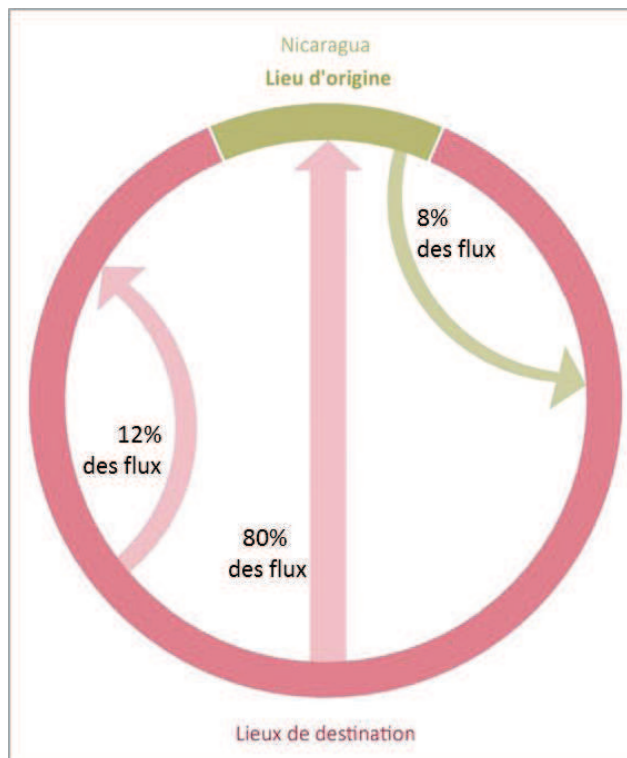
Annexe 15: Individus émetteurs et rapport à la mobilité. Source : enquête famille.

Individus émetteurs	Nombre	% de l'enquête famille (n=285)	% des individus mobiles (n = 126)
Individus sans pratique de mobilité	6	2%	/
Individus en mobilité circulaire	5	1,4%	4%
Individus en migration	45	16%	36%

Annexe 16: Familles nucléaires émettrices et rapport à la mobilité. Source : enquête famille.

Familles nucléaires émettrices	Nombre	% de l'enquête famille (n=92)	% des familles nucléaires mobiles (n = 69)
Familles nucléaires sans pratique de mobilité	4	4%	/
Familles nucléaires avec membres en mobilité circulaire	3	3%	4%
Familles nucléaires avec membres en migration	32	35%	46%
Familles nucléaires avec membres en mobilité circulaire et en migration	7	8%	10%

Annexe 17: Spatialisation des circulations matérielles au sein de l'espace de dispersion. Source : enquête famille. Réalisation : L. Trousselle et auteure.



Remarque : La taille du segment du cercle, correspondant au lieu d'origine ou à l'ensemble des lieux de destination, est proportionnelle au nombre d'individus qui émettent des circulations. L'épaisseur de chaque flèche est proportionnelle au nombre de circulations identifiées.

Annexe 18: Nature des circulations selon les pays. Source : enquête famille.

Pays d'émission	Nombre de circulations d'argent	Nombre de circulations de biens	Nombre de circulations d'aliments	Total
Nicaragua	8	1	7	16
Costa Rica	18	5	0	23
El Salvador	3	1	1	5
Guatemala	1	0	0	1
Panama	3	0	0	3
États-Unis	13	2	0	15
Espagne	11	1	0	12
Total	57	10	8	75

Annexe 19: Nature des circulations selon les lieux de dispersion. Source : enquête famille.

Pays d'émission	Lieux d'émission	Nombre de circulations d'argent	Nombre de circulations de biens	Nombre de circulations d'aliments
Nicaragua	Zone d'étude	2	0	4
	Chinandega	3	1	1
	León	0	0	1
	Matagalpa	1	0	0
	Managua	2	0	0
	Los Chiles	0	0	1
Costa Rica	Tilarán	1	0	0
	Pital	1	0	0
	Atenas	4	3	0
	Santo Domingo	2	0	0
	San José	9	2	0
	Puerto Limón	1	0	0
El Salvador	Santa Rosa de Lima	1	1	1
	Uluazapa	2	0	0
Guatemala	Guatemala city	1	0	0
Panama	Panama city	3	0	0
États-Unis	Dallas	1	0	0
	La Nouvelle-Orléans	9	2	0
	Miami	1	0	0
	Indianapolis	1	0	0
	New York	1	0	0
Espagne	Saragosse	10	1	0
	Séville	1	0	0
TOTAL		57	10	8

Annexe 20: Catégorisation des liens traités dans la thèse.

Chapitre 4	Ménage composite
Chapitre 5	Accès au foncier par héritage
Chapitre 5	Accès au foncier par prêt
Chapitre 5	Travail agricole: "prêt gratuit" de main d'œuvre
Chapitre 5	Travail agricole: échange de main d'œuvre
Chapitre 5	Gestion commune du troupeau (tâche conduite quotidienne, accès pâturage, etc.)
Chapitre 5	Transfert de tâche/responsabilité
Chapitre 6	Appui pour obtenir de faux papiers
Chapitre 7	Appui pour "partir"
Chapitre 7	Appui pour "accueillir"
Chapitre 7	Appui pour "travailler"
Chapitre 8	Projet migratoire familial "subsistance"
Chapitre 8	Projet migratoire familial "ascension"
Chapitre 8	Projet migratoire familial "cohésion"